Le retour aux sources éditeur

LES SECRETS DE LA RESERVE FEDERALE

Par Eustace Mullins

"Donnez-moi le contrôle de la monnaie d'une nation, et je me moque de qui fait ses lois."

Mayer Amschel Rothschild

EUSTACE MULLINS
LES SECRETS DE LA RÉSERVE FÉDÉRALE
LA «LONDON CONNECTION»

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

Dédié à deux des plus brillants universitaires du 20è siècle, GEORGE STIMPSON et EZRA POUND, qui ont généreusement apporté leur vaste connaissance à un jeune écrivain afin de le guider dans un domaine qu'il n'aurait su gérer seul.

Préface : Michel Drac
Traduction, notes et biographies : Jean-François Goulon

REMERCIEMENTS

Je souhaite remercier mes anciens collègues et membres du personnel de la bibliothèque du Congrès [des États-Unis] qui ont eu la gentillesse de m'aider et dont la coopération et les suggestions ont rendu possibles les premières versions de cet ouvrage. Je souhaite aussi remercier le personnel de la Newberry Library, à Chicago, de la Bibliothèque Publique de New York City, de l'Alderman Library de l'Université de Virginie, de la McCormick Library de Washington et de l'Université de Lee, à Lexington en Virginie, pour leur aide inestimable dans l'achèvement de trente années de recherche supplémentaire pour ce travail de référence sur le Système de la Réserve Fédérale.

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

A PROPOS DE L'AUTEUR

Eustace Mullins était un ancien combattant de l'US Air Force, qui a effectué trente-huit mois de service actif durant la Deuxième Guerre Mondiale. Né en Virginie, il a fait ses études à Washington et à l'Université de Lee, à l'Université de New York, à l'Université de l'Ohio, à l'Université du Dakota du Nord, à la Escuelas des Bellas Artes (San Miguel de Allende, Mexico) et à l'Institut des Arts Contemporains à Washington-DC.

Le livre original, publié sous le titre Mullins *On The Federal Reserve*, fut commandé par le poète Ezra Pound en 1948. Ezra Pound fut prisonnier politique pendant 13 ans et demi au St. Elizabeth's Hospital de Washington-DC (une institution fédérale pour les fous). Sa libération fut permise en grande partie grâce aux efforts de M. Mullins.

Les recherches à la Bibliothèque du Congrès ont été dirigées et passées en revue quotidiennement par George Stimpson, le fondateur du Club de la Presse Nationale de Washington, dont le *New York Times* a dit, le 28 septembre 1952, qu'il était "Une source de référence très appréciée au Capitole. Les officiels du gouvernement, les parlementaires et les journalistes allaient le voir pour s'informer sur n'importe quel sujet".

Publié en 1952 par Kasper & Horton (New York), le livre original fut la première révélation circulant au plan national sur les réunions secrètes des banquiers internationaux qui se déroulèrent sur l'île de Jekyll, en Géorgie, entre 1907 et 1910, où fut rédigé le projet du Federal Reserve Act de 1913. Au cours de quarante années qui suivirent, l'auteur a continué à rassembler de nouvelles informations encore plus saisissantes sur le passé des personnes qui ont orienté la politique de la Réserve Fédérale.

Les nouvelles informations collectées au fil des ans, à partir

de centaines de quotidiens, de périodiques et de livres, donnent un aperçu corroborant des relations qu'entretiennent entre elles les maisons bancaires internationales[1].

Pendant qu'il effectuait ses recherches, Eustace Mullins faisait partie du personnel de la bibliothèque du Congrès des États-Unis. Par la suite, Mullins fut conseiller en financement d'infrastructures de transport pour l'Institut Pétrolier Américain, consultant en développement hôtelier pour *Institutions Magazine* et directeur de la rédaction pour les quatre publications du Motor Club de Chicago.

[1] La Commission d'Acceptation de Londres est limitée à dix-sept maisons bancaires internationales, autorisées par la Banque d'Angle- terre à manipuler les acceptations bancaires et les devises.

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

AVANT-PROPOS DU TRADUCTEUR

Alors que j'effectuais des recherches pour la rédaction d'un article sur le Groupe de Bilderberg, je me suis rappelé que dans les oubliettes de mon capharnaüm informatisé, traînait quelque part une copie de "The Secrets of the Federal Reserve". Je l'avais déjà parcourue en diagonale et je savais que j'y trouverai des informations sur les deux personnages américains qui avaient créé en 1952 la branche américaine du Bilderberg, David Rockefeller Jr. et Averell Harriman.

Rockefeller apparaissait au centre de toutes les entreprises de contrôle planétaire, Council on Foreign Relations (le CFR), Commission Trilatérale (qu'il créa en 1973), Université de Chicago (créée par son grand-père)... et, à présent, le Bilderberg. Averell Harriman, de la banque Brown Brothers, Harriman, avait quant à lui financé une partie de la machine de guerre nazie et échappé en 1942 à des poursuites pour intelligence avec l'ennemi, pour devenir dès 1945, à la mort de Franklin Roosevelt, l'ambassadeur des États-Unis auprès de la Grande-Bretagne[2].

Je repris donc la lecture des «Secrets de la Réserve Fédérale» et la nature des choses m'a commandé d'en faire la traduction. Au fur et à mesure que je progressais dans mon ouvrage, je découvrais des secrets plus explosifs les uns que les autres et, tel un cyberinsecte internetivore, je vérifiais les sources d'Eustace Mullins en dévorant la toile, tout en étoffant son étude pour mes besoins personnels.

Depuis que j'avais lancé mon modeste site de géopolitique, «Questions Critiques», j'étais toujours à la recherche dans la presse et la littérature anglophones de clés de compréhension que je pouvais mettre en ligne en français sur mon blog. Là, j'étais servi ! Les pièces de ce gigantesque puzzle commençaient à s'ajuster et je pouvais enfin établir le lien entre certains aspects obscurs de l'Histoire et la manière dont

[2] Comment le grand-père de Bush a aidé Hitler à accéder au pouvoir, par Ben Aris et Duncan Campbel, *The Guardian* (25 sept. 2004).- http ://questionscritiques.free.fr/dossiers/Bush/Prescott_Bush_Hitler.htm

fonctionne le monde aujourd'hui. J'avais sous les yeux la preuve que le sort des peuples se décide en coulisses.

Dans les Secrets de la Réserve Fédérale, Eustace Mullins nous offre une lecture passionnante de cette page d'Histoire qui s'est écrite entre le crépuscule du 19è siècle et la veille de la Seconde Guerre Mondiale. Il nous apporte un éclairage saisissant sur les puissants qui se cachent derrière le «Novus Ordo Sæculorum», le nouvel ordre du monde, et comment ils ont construit la Mondialisation, telle que nous la connaissons aujourd'hui.

Bousculant les thèses propagandistes du «politiquement correct», l'auteur plonge au cœur de cette vaste entreprise politico-économico-médiatique et nous livre les secrets qu'il a découverts au cours de plus de trente années de recherches. D'abord, l'expédition secrète de Jekyll Island où a été forgé le projet d'une banque centrale américaine, qui deviendra ce qu'on appelle aujourd'hui familièrement «la Fed».

Ensuite, une étude minutieuse des personnages centraux de la conspiration de la réserve fédérale, avec son lot de trahisons, de complots, d'alliances, de mariages et de fortunes colossales accumulées.

Enfin, les liens secrets qui unissaient entre eux les grands banquiers de l'époque, qui contrôlaient non seulement les richesses de la planète mais aussi la décision politique. On apprend comment s'élisent les présidents des États-Unis et comment la stratégie financière de haute-voltige permet de manipuler les peuples. Il est impossible de sortir intact d'une telle œuvre majeure, tant ce que nous croyions savoir de l'histoire contemporaine y est magistralement remis en cause. Ce livre offre une telle révision de l'histoire contemporaine, que celui qui cherche à appréhender le monde avec discernement y trouvera non seulement de quoi nourrir sa curiosité et combler un grand nombre de lacunes, mais il en sortira bouleversé.

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

Les quatre premiers chapitres exposent avec minutie la façon dont les banquiers et leurs complices au Congrès des États-Unis mirent en œuvre la conspiration qui conduisit à la création de la Réserve Fédérale des États-Unis. Cette partie de l'ouvrage pourra sembler aride à beaucoup de lecteur, mais elle est essentielle pour comprendre l'état d'esprit qui animait ces personnages, parfois hauts en couleur, qui ont cherché à capter toutes les richesses du monde. Mais cette conspiration n'aurait jamais pu voir le jour si une autre conspiration plus vaste, à l'origine de la finance moderne qui plonge aujourd'hui le monde dans un marasme économique et financier comparable en dimension à la crise des années trente, n'avait existé.

Les chapitres cinq, six et sept démêlent l'écheveau de cette gigantesque cabale et nous conduisent dans les grandes capitales européennes de la finance, d'abord à Londres et à Paris, puis à Berlin, depuis les guerres napoléoniennes jusqu'à l'accession au pouvoir d'Adolf Hitler en Allemagne.

Le reste de l'ouvrage est consacré au décryptage des événements qui ont marqué la première moitié du 20ème siècle, jusqu'à la Deuxième Guerre Mondiale, et le rôle qu'y ont joué les grands financiers internationaux : la Première Guerre Mondiale, la grande crise agricole de 1920 aux États-Unis et la Grande Dépression de 1929.

Eustace Mullins, décédé à l'âge de 87 ans le 2 février 2010, tenait à ce que la version française de «The Secrets of the Federal Reserve», reprenne dans l'intégralité la dernière version de son ouvrage qu'il a terminée en 1991.

Jean-François Goulon, Août 2010

PRÉFACE DE MICHEL DRAC

L'ouvrage d'Eustace Mullins raconte une étape-clef de l'Histoire économique récente - une étape qui détermine, encore aujourd'hui, le mode de fonctionnement de notre économie.

1907 : la panique monétaire fragilise le capitalisme américain. 1913 : la Federal Reserve est constituée.

Entre ces deux dates : six ans d'intrigues, de serments trahis, de mensonges éhontés et de demi-vérités soigneusement travesties. Six ans, au cours desquels les grands banquiers d'affaires prirent appui sur la faillite programmée de leur système, pour refonder leur pouvoir.

C'est cette victoire des banquiers que raconte Mullins - une heure sombre dans la lutte toujours recommencée entre le Capital et les peuples.

Toute la dynamique de notre économie contemporaine résulte de cet instant décisif, où le marchand d'argent s'arrogea le droit de fabriquer le signe monétaire. Et cela, pour la première fois, en pratique, à l'échelle du monde.

Eustace Mullins a rédigé la chronique du plus grand hold-up de l'Histoire.

* * *

Cependant, si les événements de 1913 furent sans précédent par leur échelle, leur dynamique, quant à elle, ne présentait aucun caractère de nouveauté.

Le capitalisme est un champ de bataille, et cela ne date pas d'hier. On en trouvera la preuve dans un texte presque aussi vieux que la civilisation : le Pentateuque.

Voici l'histoire de Joseph en Egypte (Genèse, chapitres 34 à 50).

Joseph, fils de Jacob, est trahi par ses frères, jaloux de ce cadet trop brillant. Il est vendu comme esclave en Egypte. Un malheur pour un bonheur : au pays de Pharaon, ses qualités

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

intellectuelles supérieures lui assurent une fulgurante ascension sociale.

Nomade, Joseph est naturellement étranger aux populations sédentaires de l'Egypte. Mais justement : cela fait sa valeur aux yeux du Prince.

Parce que Joseph lui devra tout, parce qu'il est un excellent gestionnaire, parce qu'il est loin des intrigues de la cour, Pharaon fait de lui son intendant.

Joseph suggère une méthode pour éliminer les famines qui ravagent l'empire. Que partout à travers l'Egypte, on érige des greniers, et que dans ces greniers, on dépose le cinquième des récoltes. Lorsque les récoltes seront bonnes, les réserves s'accumuleront. Mais en période de vache maigre, Pharaon revendra le contenu de ses greniers, et la disette sera évitée.

L'Egypte prospère. Mais très vite, le système entre en crise. Confiants dans les greniers d'État, privés d'un cinquième de leur récolte, les Egyptiens cessent d'épargner. Et lorsque plusieurs mauvaises années se suivent, le peuple, ruiné, ne peut racheter son blé.

Aux affamés, Joseph propose alors un accord : il leur donnera du grain, en échange de quoi, ils céderont leurs terres. Les Egyptiens acceptent. Et ainsi, en réservant l'épargne à Pharaon, Joseph est parvenu à confisquer le capital productif.

Escroquerie ? Certainement. Monstruosité ? Rien n'est moins sûr.

Le patriarche Joseph est un personnage complexe. Au vu du texte, il est impossible de dire s'il prend la décision de se faire spoliateur. Au départ, son rôle de conseiller économique auprès de Pharaon n'a rien de déshonorant : c'est semble-t-il pour le bien du peuple qu'il ordonne la construction des greniers. C'est encore pour éviter que les Egyptiens ne meurent qu'il leur revend blé contre terres. Joseph n'est pas l'âme damnée de Pharaon ; il s'attache tout simplement à rationaliser le processus de la domination politique, sous l'angle économique. C'est un cadet dépossédé, qui s'élève dans la hiérarchie

sociale en utilisant ses capacités intellectuelles supérieures, au sein d'un monde régi par la force. C'est un nomade rusé, doublé d'un dominateur par l'esprit - mais ce n'est pas un monstre.

Son caractère profondément humain transparaît bien dans les chapitres finaux de la Genèse, chapitres au cours desquels va se nouer le drame d'Israël.

Joseph pardonne à ses frères de l'avoir jadis vendu comme esclave, et installe sa nombreuse famille sur la terre d'Egypte, où elle prospère.

Elle prospère tellement, d'ailleurs, et se multiplie si bien, que Pharaon prend peur. Et si ces parvenus, ces nomades rusés, finissaient par sortir de l'ombre où ils se tiennent ? Après tout, rien ne les sépare du prince, hormis le trône. Dès lors, le but obligé de Joseph n'est-il pas de devenir le maître de Pharaon ?

Ici commence le livre de l'Exode.

Violent, cruel, le système induit par les choix de Joseph opprime tous les Egyptiens. La froide rationalité du patriarche a généralisé un esclavage implacable : sa descendance en paiera le prix. Pharaon, pour mater les Hébreux, les jette à leur tour dans les chaînes que leur père a consolidées.

La Bible énonce le caractère dialectique des relations - en quoi même un athée devra reconnaître qu'elle est une révélation sur la nature du monde. Le Livre dit : la lutte entre nomades prédateurs et sédentaires productifs, entre oppresseurs et opprimés, n'oppose pas des camps essentialisés. Un nomade peut se sédentariser, un oppresseur peut re- joindre le camp des opprimés. La victoire prépare la défaite, la prospérité engendre la misère, la libération porte en germe l'esclavage – et réciproquement.

Réciproquement, car de l'esclavage, les descendants de Joseph vont s'élever vers un nouveau projet, plus ambitieux, plus libérateur que celui de leur ancêtre. Il ne s'agit plus de se tenir dans l'ombre de Pharaon, de participer à son oppression pour ne pas être opprimé : il s'agit d'abolir l'oppression elle-

même, en libérant tout un peuple.

Apparaît Moïse. Son projet : conquérir la terre promise. Il existe bien sûr d'innombrables interprétations du terme.

Mais sous l'angle économique, la terre promise, c'est celle où, comme il est écrit : « Tu ne prêteras pas à intérêt à ton frère » (Deutéronome, chapitre 23). Le projet de Joseph, le capitalisme, a engendré celui de Moïse, la révolution.

Sous l'angle économique, le reste, c'est-à-dire le christianisme, ne sera jamais que l'instant où Moïse et Joseph seront, enfin, séparés l'un de l'autre.

* * *

Nous vivons aujourd'hui, à une échelle infiniment plus grande, la réédition des mécanismes décrits par la Bible. Ce que raconte Mullins, c'est l'accord passé, au début du XX° siècle, entre le nouveau Pharaon, l'État américain, et le nouveau «Joseph», en l'occurrence un «Joseph» collectif : les grandes banques anglo-saxonnes, basées principalement dans la City de Londres. Comment en était-on arrivé là ?

Pour le comprendre, il faut s'intéresser à l'esprit américain. La révolution américaine ne fut pas une révolte contre l'Empire britannique en tant que tel : c'était, avant tout, un refus de souscrire au modèle économique de cet empire.

Certes, à aucun moment, les Américains n'envisagèrent de rompre avec le capitalisme. La libre entreprise était pour eux un idéal. Oui, mais voilà, il existe deux capitalismes : celui des gestionnaires de la production d'une part, et celui des marchands, donc des banquiers, d'autre part.

Une grande partie de la Réforme protestante, sur le plan pratique, consista précisément à structurer la lutte entre ces deux capitalismes. Suivant Max Weber sur ce point précis, nous admettrons que le protestantisme, à l'origine religion de la petite bourgeoisie productive, constituait aussi une idéologie de combat, au service du capitalisme des producteurs, contre

le capitalisme des banquiers. Il s'agissait, par la rapidité de l'accumulation du capital, de produire à une telle cadence que la ponction opérée par Pharaon ne suffirait plus à confisquer les biens de production. La libre entreprise, dans l'esprit des populations protestantes de la Nouvelle Angleterre, c'était en somme le droit d'aller plus vite que le banquier, pour rester libre de toute hypothèque. Il s'agissait de prendre «Joseph» de vitesse.

Evidemment, pour que ce projet eût un sens, il fallait que le niveau de la ponction n'augmentât pas indéfiniment. Il convenait donc qu'il fût négocié. C'est pourquoi la revendication première des colons américains, de la Boston Tea Party à la déclaration d'indépendance, ne fut nullement l'affirmation d'une identité distincte. La revendication première fut :

«Pas de taxation sans représentation». Ce n'était pas à l'Empire britannique de fixer le niveau des taxes, il devait être approuvé par les assemblées des colonies : voilà de quoi il s'agissait.

Ainsi, lorsque les Américains se décrivent eux-mêmes comme le nouvel Israël, ils n'ont pas tout à fait tort sous l'angle économique. Ils ont bel et bien voulu conquérir une terre promise, une terre où l'on ne prêterait pas à taux usuraires - une terre où «Joseph» ne pourrait pas indéfiniment spolier et taxer.

Le malheur a voulu que ce projet initial dérivât progressivement, jusqu'à se retourner contre lui-même.

Comme dit précédemment, la frontière entre oppresseurs et opprimés, spoliateurs et spoliés, n'est jamais stable. Le même homme, le même groupe, peuvent être oppresseurs dans un contexte donné, mais opprimés dans un autre environnement. Et la barrière peut être franchie dans un sens, mais aussi dans l'autre. Comme expliqué ci-dessus, «Joseph» est inhumain non par essence, mais parce que ses intérêts divergent de ceux de la grande masse des hommes. Il devient leur adversaire obligé

sans l'avoir voulu. Il n'est pas nécessaire d'être monstrueux pour devenir inhumain : il suffit d'être très, très riche.

La haute bourgeoisie nord-américaine prospéra si bien qu'elle se trouva à son tour détentrice d'un capital en excès, qu'elle ne pouvait rémunérer qu'en augmentant le prélèvement sur la plus-value. Vint le moment où, de par ses intérêts mêmes, cette haute bourgeoisie se trouva naturellement plus proche de ses anciens adversaires britanniques que du reste du peuple américain. Dès lors, la ligne de partage entre gestionnaires de la production et gestionnaires du capital se déplaça subrepticement. Elle ne séparait plus une Amérique homogène d'un Empire britannique prédateur : elle traduisait désormais l'opposition entre un peuple américain productif et l'Amérique oligarchique naissante, spontanément solidaire de l'Empire britannique.

C'est avec la constitution de la FED que le délit fut consommé. Désormais, les centres de décision du capitalisme américain seraient, de par leurs intérêts, liés à ceux du capitalisme britannique. L'État américain n'était plus celui de Moïse : c'était celui de Pharaon, donc de «Joseph». Les descendants spirituels de Moïse dans le Nouveau Monde avaient, pour certains d'entre eux, rallié le camp de l'ennemi.

C'est au récit de cette trahison qu'Eustace Mullins décida de consacrer sa vie.

Honneur à lui. Nous faisons tous partie d'un livre écrit par Dieu. La plupart d'entre nous ne sont que l'encre. Quelques-uns, cependant, reçoivent la Grâce d'être la plume.

* * *

La situation contemporaine n'est que la continuation de 1913. Et donc, lire Mullins, c'est comprendre la généalogie de notre désastre.

Dans le système capitaliste du XIXe siècle, on opposait encore la Haute Banque, qui jouait avec son argent, et la banque de dépôt, qui faisait travailler l'argent de ses clients. Mais cette distinction n'a plus aujourd'hui la moindre

signification. Depuis 1913 et la création de la FED, les banques d'affaires ont de fait placé les banques de dépôt sous leur coupe. Non contentes de pouvoir spéculer avec l'argent du public, elles se sont octroyé un privilège extraordinaire, qui a profondément modifié le système capitaliste : elles peuvent fabriquer l'argent ex nihilo - ceci implique que, même du Glass-Steagall Act à son abolition, soit de 1933 à 1999, la haute finance eut constamment, en pratique, la haute main sur l'ensemble du capital. Pouvoir créer de l'argent ex nihilo, c'est s'approprier une fraction indéfinie de la masse monétaire globale, donc réduire indirectement les dépôts du public.

L'endettement formidable sous lequel croule désormais l'Occident résulte, en grande partie, du coup d'État bancaire de 1913. Certes, depuis, bien des facteurs aggravants se sont ajoutés au désastre initial. Mais il n'empêche : avant la création de la FED, la dette publique américaine était presque inexistante. Même les énormes coûts de la guerre de sécession furent absorbés par la formidable capacité de développement productif de l'Amérique. Inversement, depuis la création de la FED, la dette, tant publique que privée, n'a cessé d'enfler. Le «Joseph» américain s'est comporté exactement comme son devancier trimillénaire. Pour confisquer le capital productif avec l'appui du pouvoir, il s'est réservé la fonction d'épargne. Voici la cause profonde de la crise, peut-être décisive, dont nous observons les soubresauts inquiétants depuis 2007.

Le lecteur décèlera sans peine, dans le récit de Mullins, tout ce qu'il a de profondément actuel. Il repérera aisément les ressemblances nombreuses qui rapprochent nos années 2010 de celles qui précédèrent la constitution de la FED. Il constatera comment, hier comme aujourd'hui, les oligarques, si partisans du libéralisme pour les autres, se montrent en revanche très soucieux de régulation, s'agissant de leurs relations réciproques. Il tirera de grands enseignements en étudiant les précautions extraordinaires prises par ces

personnages pour rester invisibles aux yeux du grand public. Et derrière le trône de notre Pharaon états-unien, il scrutera l'ombre où se tiennent nos modernes «Joseph». Derrière les discours de propagande des économistes conformistes, il décèlera une pensée prostituée.

Le lecteur trouvera aussi, dans le récit d'Eustace Mullins, un exemple instructif de crise provoquée. En étudiant les mécanismes de la crise agricole de 1920, le lecteur se souviendra des politiques de crédit abondant suivies, sous l'administration Bush, par Alan Greenspan. Le lecteur comprendra comment, via la politique monétaire, les intérêts privés perfectionnèrent le système antique du patriarche Joseph : désormais, il ne s'agit plus de prévoir les années de vache maigre, il s'agit de les faire advenir.

Le lecteur, enfin, sourira sans doute en prenant connaissance des circonstances dans lesquelles le Président et le Congrès des États-Unis furent amenés à créer la FED. Il se souviendra avec intérêt de la confrontation Obama-McCain, en suivant les péripéties qui amenèrent à l'élection de Wilson. Il trouvera sans mal, dans les votes précipités du début du XX^{e} siècle, nombre de points communs avec les modalités d'adoption des plans d'aide au secteur bancaire, en 2008 et 2009.

Mais assez prodigué de conseils ! Le lecteur n'en aura nul besoin, car tout est clair.

«Voici les simples faits de la grande traîtrise...»

AVANT-PROPOS

En 1949, alors que je rendais visite à Ezra Pound qui était prisonnier politique à l'Hôpital Sainte Elizabeth de Washington-DC (une institution fédérale pour les fous), le Dr Pound me demanda si j'avais jamais entendu parler du Système de la Réserve Fédérale (Federal Reserve System). Je répondis que non. J'avais alors vingt-cinq ans. Il me montra un billet de 10 dollars marqué «Federal Reserve Note» et me demanda si j'acceptais de faire quelques recherches à la bibliothèque du Congrès sur le Système de la Réserve Fédérale qui avait émis ce billet de banque. Pound ne pouvait se rendre lui-même à la bibliothèque, puisqu'il était détenu sans procès par le gouvernement des États-Unis en tant que prisonnier politique. En effet, après qu'il lui fut refusé de passer sur les ondes aux États-Unis, le Dr Pound avait pris, depuis l'Italie, une initiative destinée à persuader le peuple américain de ne pas entrer dans la Deuxième Guerre Mondiale. Franklin D. Roosevelt ordonna personnellement la détention de Pound, sur l'impulsion de ses trois assistants personnels, Harry Dexter White, Lauchlin Currie et Alger Hiss, tous trois identifiés par la suite comme étant liés à l'espionnage communiste.

Les sujets relatifs à l'argent ou aux banques ne m'intéressaient pas parce que je travaillais sur un roman. Pound me proposa d'arrondir mon salaire hebdomadaire de dix dollars pendant quelques semaines. Ma recherche initiale révéla la preuve qu'un groupe de banquiers internationaux avait planifié en secret la rédaction du Projet de Loi de Réserve Fédérale, ainsi que le vote de cette loi par le Congrès. Ces découvertes confirmèrent ce que Pound soupçonnait depuis longtemps. Il me dit : "Vous devez travailler dessus comme sur une histoire de détective". J'eus la chance que mes recherches à la bibliothèque du Congrès fussent dirigées par un universitaire de premier plan, George Stimpson, fondateur du National Press Club. Voici ce que le New York

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

Times du 28 septembre 1952 a écrit sur lui : "Adulé par les journalistes de Washington, qui disent de lui qu'il est «notre Bibliothèque du Congrès ambulante», M. Stimpson était extrêmement bien considéré au Capitole[1], en tant que source de référence. Les fonctionnaires du gouvernement, les parlementaires et les journalistes allaient le voir pour obtenir auprès de lui des informations sur tous les sujets."

Tous les jours, je faisais des heures de recherches à la bibliothèque du Congrès et, l'après-midi, je me rendais à l'Hôpital Sainte Elizabeth. Avec Pound, nous passions en revue les notes de la veille. Ensuite, je dînais avec George Stimpson à la Scholl's Cafeteria, pendant que ce dernier corrigeait mes documents, et je retournais ensuite à ma chambre pour taper les notes corrigées. Stimpson et Pound faisaient tous deux beaucoup de suggestions pour me guider dans un domaine où je n'avais aucune expérience. Lorsque les ressources de Pound vinrent à se tarir, je postulai auprès de la Fon- dation Guggenheim, de la Fondation Huntington Hartford et d'autres encore, afin de terminer mes recherches sur la Réserve Fédérale. Même si mes candidatures étaient appuyées par les trois plus grands poètes d'Amérique, Ezra Pound, E.E. Cummings et Elizabeth Bishop, toutes ces fondations refusèrent de financer mes recherches. Par la suite, j'ai rédigé les découvertes que j'avais faites jusqu'ici et, en 1950, j'ai commencé à essayer de commercialiser ce manuscrit à New York. Dix-huit éditeurs le refusèrent sans explication, mais le dix-neuvième, Devin Garrity, président de Devin Adair Publishing Company, me donna un conseil amical dans son bureau. "J'aime votre livre, mais je ne puis le publier", me dit-il, "ni personne d'autre à New York. Pourquoi ne m'apportez-vous pas le synopsis de votre roman ? Je pense que nous pourrions alors vous donner une avance. Mais vous pouvez oublier de voir publier votre livre sur la Réserve Fédérale. Je doute qu'il puisse jamais être édité".

Ce fut une nouvelle accablante qui arrivait après deux années de travail intensif. Je fis mon rapport à Pound et nous

essayâmes de trouver un éditeur dans d'autres parties du pays. Après deux années de vaines soumissions du manuscrit, le livre fut publié en 1952 dans une petite maison d'édition, par deux disciples de Pound, John Kasper et David Horton, sur leurs fonds personnels, sous le titre *Mullins on the Federal Reserve*. En 1954, une deuxième édition, avec des altérations non-autorisées, parut dans le New Jersey, sous le titre "The Federal Reserve Conspiracy". En 1955, Guido Roeder fit paraître une édition en allemand à Oberammergau, en Allemagne. Le livre fut saisi et les dix mille exemplaires de l'édition furent brûlés par les agents du gouvernement sous la conduite du Dr Otto John.

La crémation du livre se déroula le 21 avril 1961 sous les auspices du juge Israël Katz, de la Cour Suprême de Bavière. Le gouvernement des États-Unis refusa d'intervenir, parce que le Haut-commissaire des États-Unis en Allemagne, James B. Conant, qui avait été président de l'Université d'Harvard de 1933 à 1953, avait approuvé l'ordre initial de brûler le livre. C'est l'unique autodafé d'un ouvrage qui s'est produit en Allemagne depuis la Seconde Guerre Mondiale. En 1968, une édition pirate de ce livre apparut en Californie. Malgré les nombreuses plaintes que j'ai déposées pendant la décennie qui a suivi, tant le FBI que les inspecteurs postaux des États-Unis refusèrent d'agir. En 1980, paraissait une nouvelle édition allemande. Et comme le gouvernement des États-Unis ne dictait visiblement plus les affaires intérieures de l'Allemagne, un livre identique à celui qui avait été brûlé en 1955 y circule à présent sans ingérence.

J'avais collaboré à de nombreux livres avec M. H.L. Hunt et celui-ci me suggéra de reprendre mes recherches sur la Réserve Fédérale, interrompues depuis longtemps, et de sortir une version plus complète de cet ouvrage. Je venais juste de signer un contrat pour rédiger la biographie autorisée d'Ezra Pound, et le livre sur la Réserve Fédérale fut reporté. M. Hunt décéda avant que je ne puisse reprendre mes recherches et, une fois encore, je me retrouvai confronté au problème de leur

financement.

Mon travail original avait débusqué et nommé les personnages secrets qui, aux États-Unis, avaient conçu le Federal Reserve Act. J'ai découvert alors que les hommes que j'ai présentés en 1952 comme étant les personnages mystérieux derrière l'opération du Système de la Réserve Fédérale, étaient eux-mêmes des ombres, les façades américaines de personnages inconnus, nommés plus tard sous le vocable de *London Connection*. J'ai découvert qu'en dépit de nos succès dans les Guerres d'Indépendance contre l'Angleterre en 1812, nous sommes restés une colonie économique et financière de la Grande-Bretagne.

Pour la première fois, nous avions repéré les actionnaires originaux des banques de la Réserve Fédérale et débusqué leurs sociétés-mères de la «London Connection».

Ces recherches sont étayées par des centaines de citations et par une documentation tirée de centaines de journaux, de périodiques, de livres et de tableaux, montrant du sang, des mariages et des relations d'affaires. Plus d'un millier de numéros du *New York Times* sur microfilm ont été examinés, non seulement pour l'information originale, mais afin de vérifier les déclarations provenant d'autres sources.

C'est un truisme de la profession d'écrivain qu'un auteur n'ait qu'un seul livre en lui. Ceci semble applicable à mon cas, parce que je suis désormais dans ma cinquième décennie d'écriture continue sur un seul sujet, la vérité sur le Système de la Réserve Fédérale. Ce livre, depuis son commencement, a été commandé et guidé par Ezra Pound. Quatre de ses protégés avaient été auparavant lauréats du Prix Nobel de Littérature, William Butler Yeats pour sa poésie tardive, James Joyce pour "Ulysse", Ernest Hemingway pour "Le Soleil se lève aussi" et T.S. Eliot pour "La Terre Vaine". Pound a joué un rôle majeur dans l'inspiration et l'édition de ces ouvrages - ce qui nous conduit à penser que le travail actuel, lui aussi inspiré par Pound, se place en droite ligne d'une certaine tradition littéraire.

Bien que l'on s'attendît au départ à ce que ce livre soit un travail alambiqué sur les techniques économiques et monétaires, il s'est rapidement développé en une histoire d'un tel intérêt universel et dramatique que, depuis le tout début, Ezra Pound me conseilla vivement de l'écrire comme un roman policier, un genre qui a été inventé par mon compatriote de Virginie, Edgar Allan Poe. Je crois que la circulation continue de ce livre durant les quarante dernières années a non seulement affranchi Ezra Pound de ses déclarations politiques et de celles sur la monnaie, fermement condamnées, mais que cela a été aussi, et continue d'être, une arme ultime contre les conspirateurs puissants qui l'obligèrent à purger treize années et demie sans procès, détenu comme prisonnier politique dans un asile de fous, façon KGB. Sa toute première disculpation arriva lorsque les agents du gouvernement, qui représentaient les conspirateurs, refusèrent de lui permettre de témoigner pour sa propre défense ; sa deuxième disculpation arriva en 1958, lorsque ces mêmes agents abandonnèrent toutes les accusations portées contre lui et qu'il sortit de l'Hôpital Sainte Elizabeth, à nouveau en homme libre. La troisième et dernière disculpation de son travail décrit tous les aspects de sa dénonciation par les financiers internationaux impitoyables pour lesquels Ezra Pound n'a été qu'une victime de plus, condamné à purger des années d'enfermement, à la manière de l'Homme au Masque de Fer, parce qu'il avait osé alerter ses compatriotes américains sur leurs actes suspects de trahison contre l'ensemble du peuple américain.

Dans les conférences que j'ai données partout dans ce pays et lors de mes participations à de nombreuses émissions de radio et de télévision, j'ai sonné le tocsin pour avertir que le Système de la Réserve Fédérale n'est pas fédéral, qu'il ne possède pas les moindres réserves et qu'il ne s'agit pas du tout d'un système, mais, plutôt, d'un syndicat du crime. Depuis novembre 1910, lorsque les conspirateurs se réunirent sur Jekyll Island, en Géorgie, jusqu'à ce jour, les machinations des

banquiers de la Réserve Fédérale ont été enveloppées de mystère.

Aujourd'hui, ce secret a coûté au peuple américain une dette de trois mille milliards de dollars[2], avec des intérêts annuels versés à ces banquiers s'élevant à des centaines de milliards de dollars, des sommes qui défient l'imagination et qui, en elles-mêmes, ne sont en fin de compte pas remboursables. Les fonctionnaires du Système de la Réserve Fédérale émettent régulièrement des remontrances en direction du public, d'une façon semblable au fakir hindou jouant un air insistant au cobra hébété qui balance la tête devant lui, afin de l'empêcher de l'attaquer. Telle était la lettre rassurante écrite par Donald J. Winn, l'Assistant du Conseil des Gouverneurs en réponse à une enquête diligentée par un parlementaire, l'Honorable Norman D. Shumway, le 10 mars 1983. M. Winn déclare que "Le Système de la Réserve Fédérale a été établi en 1913 par une loi du Congrès et qu'il n'est pas une «entreprise privée»." A la page suivante, M. Winn poursuit : "Les actions des Banques de la Réserve Fédérale sont entièrement détenues par des banques commerciales qui sont membres du Système de la Réserve Fédérale." Il ne propose aucune explication sur la raison pour laquelle le gouvernement n'a jamais possédé une seule part dans quelque Banque de Réserve Fédérale que ce soit, ni pourquoi le Système de la Réserve Fédérale n'est pas une «entreprise privée», alors que toutes les actions qui constituent son capital sont possédées par des «entreprises privées».

L'histoire américaine du 20è siècle est caractérisée par les réalisations étonnantes des banquiers de la Réserve Fédérale. D'abord, le déclenchement de la Première Guerre Mondiale qui fut rendu possible par les fonds mis à disposition par la nouvelle banque centrale des États-Unis. Deuxièmement, la Dépression Agricole de 1920. Troisièmement, le Krach du Vendredi Noir à Wall Street, en octobre 1929, et la Grande Dépression qui a suivi. Quatrièmement, la Deuxième Guerre

Mondiale. Cinquièmement, la conversion des actifs des États-Unis et des citoyens américains, de 1945 jusqu'à ce jour, passant d'une propriété réelle à des actifs de papier et transformant une Amérique victorieuse - et avant tout la puissance mondiale qu'elle était en 1945 - en la nation la plus débitrice du monde en 1990. Aujourd'hui, cette nation est économiquement en ruine, dévastée et indigente, en grande partie aux abois comme l'étaient l'Allemagne et le Japon en 1945. Les Américains vont-ils agir pour reconstruire leur nation - comme l'Allemagne et le Japon l'ont fait lorsqu'ils furent confrontés aux conditions similaires que les Américains connaissent à présent - ou continueront-ils d'être réduits à l'esclavage par le système monétaire de la dette babylonienne qui a été établi par le Federal Reserve Act en 1913, afin d'achever leur destruction totale ? C'est la seule question à laquelle nous devons répondre et il ne nous reste pas tant de temps que cela pour le faire.

A cause de la gravité et de l'importance de l'information que j'avais acquise à la bibliothèque du Congrès sous la tutelle d'Ezra Pound, ce travail est devenu le joyeux terrain de chasse de beaucoup d'autres prétendus historiens, incapables de rechercher ce matériel par eux-mêmes. Au cours des quatre dernières décennies, j'ai pris l'habitude de voir ce matériel apparaître dans beaucoup d'autres livres, invariablement attribué à d'autres écrivains, mon nom n'étant jamais mentionné. Pour ajouter l'insulte à la blessure, non seulement mon matériel, mais également mon titre, ont été appropriés dans un travail massif, voire obtus, appelé "Les Secrets du Temple - la Réserve Fédérale". Ce livre, qui bénéficia d'une publicité importante, reçut des critiques allant d'incroyable à hilarant. Le *Magazine Forbes* conseilla à ses lecteurs de se contenter de lire les critiques et d'économiser leur argent, indiquant que "le lecteur ne découvrira aucun secret" et que "c'est l'un de ces livres dont la prétention excède de loin son mérite". Ce ne fut pas par accident, puisque cette mise en scène ampoulée fut publiée par le plus célèbre des éditeurs de

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

non-livres du monde.
Après mon choc initial en découvrant que la personnalité littéraire qui a eu le plus d'influence au 20è siècle, Ezra Pound, était emprisonnée dans cet «enfer» à Washington, j'ai immédiatement écrit pour demander de l'aide à un financier de Wall Street dont j'avais été fréquemment l'invité. Je lui rappelais qu'en tant que mécène des arts, il ne pouvait permettre à Pound de rester dans une telle captivité inhumaine. Sa réponse me choqua encore plus. Il écrivit en retour : "votre ami peut rester là où il est". Ce s'est passé plusieurs années avant que je ne sois capable de comprendre ceci : pour ce banquier d'investissement et ses collègues, Ezra Pound serait toujours «l'ennemi».

Eustace Mullins Jackson Hole, Wyoming, 1991

INTRODUCTION

Voici les simples faits de la grande traîtrise. Wilson et House savaient qu'ils entreprenaient quelque chose de capital. Il est impossible de comprendre les motivations de ces hommes qui croyaient probablement dans ce qu'ils tramaient. Ce en quoi ils ne croyaient pas était en un gouvernement représentatif. Ils croyaient en un gouvernement d'oligarques incontrôlés, dont les actions ne deviendraient visibles qu'après un intervalle de temps tellement long que l'électorat serait à jamais incapable de faire quelque chose d'efficace pour remédier aux déprédations.

EZRA POUND St. Elizabeth's Hospital, Washington-DC. 1950

(NOTE DE L'AUTEUR : Le Dr Pound écrivit cette introduction pour la première version de ce livre, publiée en 1952 par Kasper et Horton de New York. Mais parce qu'il était détenu comme prisonnier politique sans jugement par le gouvernement fédéral, il ne pouvait se permettre de voir son nom apparaître sur le livre à cause de représailles additionnelles contre lui. Bien qu'il eût commandé son écriture, il ne pouvait non plus permettre que ce livre lui soit dédié. L'auteur est satisfait de pouvoir remédier à ces nécessaires omissions, trente-trois ans après les événements.)

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

L'OPINION DE JEFFERSON SUR LA CONSTITUTIONALITÉ DE CETTE BANQUE

15 février 1791

(*The Writings of Thomas Jefferson*, édité par H. E. Bergh, Vol. III, p. 145 ff.)

Le projet de loi établissant, en 1791, une banque nationale se charge, entre autres choses :

1. De former les souscripteurs en société.
2. De leur permettre, dans leurs capacités de société, de recevoir des cessions de terrains ; et, jusqu'à ce jour, ceci est contre les lois de la perpétuité.
3. De faire en sorte que des souscripteurs étrangers puissent détenir des terres ; et, jusqu'à ce jour, ceci est contre les lois de la qualité d'étranger.
4. De transmettre ces terres, à la mort du propriétaire, à une certaine lignée de successeurs ; et, jusqu'à ce jour, ceci change le cours de la descendance.
5. De placer ces terres hors de la portée de la confiscation ou de la déchéance ; et, jusqu'à ce jour, ceci est contre les lois de la confiscation ou de la déchéance.
6. De transmettre les biens personnels à leurs successeurs, dans une certaine lignée ; et, jusqu'à ce jour, ceci est contre les lois de la distribution.
7. De leur donner le droit unique et exclusif des opérations bancaires, en vertu de l'autorité nationale ; et, jusqu'à ce jour, ceci est contre les lois du monopole.
8. De leur conférer le pouvoir de faire des lois, supérieures aux lois des États ; car elles doivent être interprétées afin de protéger l'institution du contrôle des législatures étatiques ; et elles seront donc probablement interprétées.

Je considère la fondation de la Constitution comme étant imposée sur ces bases - que tous les pouvoirs qui ne sont pas délégués aux États-Unis par la Constitution, ni prohibés par elle aux États, sont réservés aux États ou au peuple (12è

Amendement). Prendre une seule mesure qui aille au-delà des limites ainsi spécialement dessinées autour des pouvoirs du Congrès, reviendrait à prendre possession d'un champ sans bornes de pouvoir, qui n'est plus prédisposé à la moindre définition.

La constitution d'une banque et les pouvoirs assumés par cette loi, n'ont pas, dans mon opinion, été délégués aux États-Unis par la Constitution.

CHAPITRE I : JEKYLL ISLAND

«*La question d'un taux d'escompte uniforme fut discutée et réglée à Jekyll Island*»
- Paul M. Warburg[1]

En cette soirée du 22 novembre 1910, un groupe de journalistes se trouvait à la gare de Hoboken, dans le New Jersey. Ils avaient la mine déconfite. Ils venaient juste de voir une délégation constituée des financiers les plus importants du pays quitter la gare en mission secrète. Cela se passait de nombreuses années avant qu'ils découvrissent en quoi consistait cette mission ; et, même lorsqu'ils le surent, ils ne comprirent pas que l'histoire des États-Unis avait subi un changement drastique après cette nuit-là à Hoboken.

La délégation était partie dans une voiture de chemin de fer hermétiquement fermée, rideaux baissés, pour une destination non divulguée. Le Sénateur Nelson Aldrich, le chef de la Commission Monétaire Nationale, conduisait cette délégation. Deux ans plus tôt, en 1908, après la panique tragique de 1907 qui déclencha un tollé général pour que le système monétaire de la nation soit stabilisé, le Président Théodore Roosevelt avait promulgué la loi qui allait créer la Commission Monétaire Nationale. Aldrich, lui, avait emmené les membres de la commission dans une tournée européenne de deux ans, dépensant quelques trois cent mille dollars d'argent public. Il n'avait pas encore établi le compte-rendu de ce voyage et il n'avait pas non plus proposé le moindre projet pour une réforme bancaire.

A la gare de Hoboken, le Sénateur Aldrich était accompagné de son secrétaire particulier, Shelton, de A. Piatt Andrew, le Secrétaire-adjoint au Trésor et assistant spécial de la Commission Monétaire Nationale, de Frank Vanderlip, le président de la National City Bank of New York, de Henry P. Davison, l'associé principal dans J.P. Morgan Company et généralement considéré comme l'émissaire personnel de

Morgan, et de Charles D. Norton, le président de la First National Bank of New York, dominée par Morgan. Juste avant le départ du train, le groupe fut rejoint par Benjamin Strong, connu également pour être un lieutenant de J.P. Morgan, ainsi que par Paul Warburg, un récent immigré d'Allemagne qui avait rejoint la maison bancaire Kuhn, Loeb & Co. à New York, en tant qu'associé rémunéré cinq cent mille dollars par an.

Six ans après ces événements, l'auteur financier Bertie Charles Forbes, qui fonda par la suite le magazine Forbes (l'éditeur actuel, Malcom Forbes[2], est son fils), écrivait :

"Imaginez un groupe constitué des plus grands banquiers de la nation quittant subrepticement New York dans un train privé. Cachés par l'obscurité, ils sont partis à toute allure, furtivement, à des centaines de kilomètres au sud. Ils se sont embarqués sur une vedette mystérieuse, se sont faufilés sur une île désertée de tous, sauf de quelques serviteurs, et ont vécu là toute une semaine dans un secret si rigide que pas un seul de leurs noms ne fut mentionné une seule fois, de peur que les serviteurs n'apprennent leur identité et rapportent au monde cette expédition des plus étranges et hautement secrète dans l'histoire de la finance américaine.

Ceci n'est pas une fiction : je livre au monde entier, pour la première fois, la véritable histoire sur la manière dont le célèbre rapport monétaire d'Aldrich, la fondation du système monétaire actuel des États-Unis, fut écrit.

"Le secret le plus total fut prescrit à tous. En aucun cas le public ne devait glaner le moindre indice sur ce qui allait être accompli. Le Sénateur Aldrich avait intimé à chacun de se rendre discrètement dans un wagon privé que la compagnie de chemin de fer avait reçu l'ordre de tracter vers un quai non-fréquenté. Le groupe est parti au loin. Les reporters new-yorkais omniprésents avaient été déjoués...

"Nelson Aldrich avait confié à Henry, Frank, Paul et Piatt qu'il allait les garder enfermés à Jekyll Island, loin du reste du monde, jusqu'à ce qu'ils aient mis au point et rédigé un

système monétaire scientifique pour les États-Unis. Ce fut la véritable naissance du Système de la Réserve Fédérale actuel, projet établi à Jekyll Island dans une conférence avec Paul, Frank et Henry [...] Warburg est le lien qui unit le système d'Aldrich au système actuel. Lui, plus que tout autre, a rendu ce système possible, devenu une réalité qui fonctionne"[3].

Voici ce qui est exposé dans la biographie officielle du Sénateur Nelson Aldrich :

"En automne 1910, six hommes s'en allèrent chasser le canard : Aldrich, son secrétaire Shelton, Andrews, Davison, Vanderlip et Warburg. Des journalistes attendaient à la gare de Brunswick, en Géorgie. M. Davison alla les voir et leur parla. Les journalistes se dispersèrent et le secret de cet étrange voyage ne fut pas divulgué. M. Aldrich lui demanda comment il avait réussi ce tour de force et ce dernier ne fournit pas spontanément de réponse"[4].

Davison avait l'excellente réputation d'être quelqu'un qui pouvait concilier des factions en guerre, un rôle qu'il avait accompli pour J.P. Morgan durant le règlement de la Panique Monétaire de 1907. Un autre associé de Morgan, T.W. Lamont, a déclaré :

"Henry P. Davison a servi de médiateur dans l'expédition de Jekyll Island"[5].

A partir de ces références, il est possible de reconstituer cette histoire. Le wagon privé d'Aldrich qui avait quitté la gare de Hoboken tous rideaux baissés emmenait ces financiers à Jekyll Island, en Géorgie. Quelques années auparavant, un groupe très exclusif de millionnaires, emmenés par J.P. Morgan, avait acheté cette île pour en faire un lieu de retraite pour l'hiver. Ils s'étaient baptisés «Le Club de Chasse de Jekyll Island» et, au départ, ils utilisaient cette île uniquement pour des expéditions de chasse, jusqu'à ce que les millionnaires réalisent que son climat agréable offrait une retraite clémente contre la rigueur des hivers new-yorkais. Ils commencèrent donc à construire de splendides demeures qu'ils appelaient «chaumières» pour

les vacances d'hiver de leurs familles. Le bâtiment du club lui-même, plutôt isolé, était parfois réservé à des sorties entre hommes ou autres activités n'ayant rien à voir avec la chasse.

En de telles occasions, il était demandé aux membres du club qui n'étaient pas invités à ces sorties spécifiques de ne pas y venir pendant un certain nombre de jours. Avant que le groupe de Nelson Aldrich ne quittât New York, les membres du club avaient été avertis que celui-ci serait occupé pendant les deux prochaines semaines.

Le Club de Jekyll Island fut choisi comme lieu pour élaborer le projet destiné à contrôler l'argent et le crédit du peuple des États-Unis, non seulement à cause de son isolement, mais aussi parce que c'était le lieu absolument privé de ceux qui allaient élaborer ce projet. Des années plus tard, le 3 mai 1931, après la mort de George F. Baker, l'un des plus proches associés de J.P. Morgan, le New York Times fit remarquer dans la chronique funéraire qui lui était consacrée, "le Club de Jekyll Island a perdu l'un de ses membres les plus distingués. Un-sixième de la richesse totale du monde était représentée par les membres du Club de Jekyll Island". La qualité de membre était exclusivement héréditaire.

Le groupe d'Aldrich ne s'intéressait pas à la chasse. Jekyll Island fut choisie comme site pour l'élaboration de la banque centrale, parce qu'elle offrait une intimité totale et qu'il n'y avait aucun journaliste à quatre-vingts kilomètres à la ronde. Le besoin de secret était tel que les membres de la délégation acceptèrent, avant d'arriver à Jekyll Island, qu'aucun nom de famille ne fût prononcé à quelque moment que ce soit durant leur séjour de deux semaines. Plus tard, lorsqu'ils parlaient d'eux-mêmes, les membres du groupe se référaient au Club des Prénoms, puisque les noms de Warburg, Strong, Vanderlip et des autres avaient été prohibés durant leur séjour. Les domestiques habituels se virent offrir par le club deux semaines de vacances, et l'on fit venir du continent, pour cette occasion, de nouveaux serviteurs qui ne connaissaient pas les noms des personnes présentes. Même s'ils avaient été interrogés après le retour de la délégation d'Aldrich à New

York, ils n'auraient pu livrer aucun nom. Cet arrangement s'avéra si satisfaisant que les membres, limités à ceux qui avaient été réellement présents à Jekyll Island, tinrent plus tard un certain nombre de petites rencontres informelles à New York.

Pourquoi tout ce secret ? Pourquoi ce voyage de plusieurs milliers de kilomètres dans un wagon de chemin de fer privé vers un club de chasse isolé ? Apparemment, c'était pour accomplir un programme de service public, afin de préparer la réforme bancaire qui offrirait un avantage précieux au peuple des États-Unis et qui avait été commandée par la Commission Monétaire Nationale. D'ordinaire, les participants n'étaient pas opposés à ce que publicité soit faite de leur générosité. En général, leurs noms étaient inscrits sur des plaques de bronze ou à l'extérieur des immeubles qu'ils avaient offerts. Ce ne fut pas la procédure qu'ils suivirent à Jekyll Island. Aucune plaque de bronze n'a jamais été érigée pour marquer les actions désintéressées de ceux qui se rencontrèrent en 1910 à leur club de chasse privé pour améliorer le sort de tous les citoyens des États-Unis.

En fait, aucun désintéressement ne se produisit à Jekyll Island. Le groupe d'Aldrich y a séjourné à titre privé pour écrire la législation bancaire et monétaire que la Commission Monétaire Nationale avait reçu l'ordre de préparer en public. Le futur contrôle de la monnaie et du crédit des États-Unis était en jeu. Si jamais une véritable réforme monétaire avait été préparée et présentée au Congrès, elle aurait mit fin au pouvoir des créateurs élitistes de l'unique monnaie mondiale. Jekyll Island permit que la banque centrale qui serait établie aux États-Unis donnât à ces banquiers tout ce qu'ils avaient toujours désiré.

Comme il était le plus compétent sur le plan technique parmi les présents, Paul Warburg fut chargé de réaliser la plus grande partie de la conception de ce projet. Son travail était ensuite discuté et passé en revue par le reste du groupe. Le Sénateur Nelson Aldrich était là pour s'assurer que le projet,

une fois achevé, sortirait sous une forme qu'il pourrait faire voter par le Congrès, et les autres banquiers étaient là pour inclure tous les détails nécessaires afin d'être sûrs d'obtenir tout ce qu'ils voulaient dans un avant-projet complet composé au cours d'un seul séjour. Après leur retour à New York, il ne pouvait y avoir de deuxième réunion pour retravailler sur leur projet. Ils ne pouvaient espérer un tel secret pour leurs travaux lors d'un deuxième voyage.

Le groupe de Jekyll Island séjourna au club pendant neuf jours, travaillant avec acharnement afin de mener sa tâche à bien. Malgré les intérêts communs de ceux qui étaient présents, ce travail ne se fit pas sans frictions. Le Sénateur Aldrich, perpétuel dominateur, se considérait comme le leader naturel du groupe et il ne put s'empêcher de donner des ordres à tout le monde. En tant que seul membre non-banquier professionnel, Aldrich se sentait aussi quelque peu mal à l'aise. Il avait eu des intérêts bancaires importants durant toute sa carrière, mais seulement en tant qu'actionnaire tirant profit des actions bancaires qu'il possédait. Il ne connaissait pas grand chose aux aspects techniques des opérations financières. Tout à son opposé, Paul Warburg pensait que chaque question soulevée par le groupe nécessitait un cours et non une simple réponse. Il perdit rarement une occasion de faire un long discours aux membres, dans le but de les impressionner par l'étendue de sa connaissance des opérations bancaires. Les autres en prirent ombrage et Aldrich fit d'acerbes commentaires. Le sens inné de la diplomatie dont était pourvu Henry P. Davison s'avéra être le catalyseur qui les maintint au travail. Le fort accent étranger de Warburg leur écorchait les oreilles et leur rappelait constamment qu'ils devaient accepter sa présence si un projet de banque centrale devait être inventé, qui leur garantît leurs futurs profits. Warburg fit peu d'efforts pour atténuer leurs préjugés et les contesta à chaque occasion possible sur les questions techniques bancaires, qu'il considérait comme sa chasse-gardée.

"Dans toute conspiration il faut conserver un très grand

secret"[6].

Le projet de «réforme monétaire» préparé à Jekyll Island devait être présenté au Congrès comme un travail réalisé par la Commission Monétaire Nationale. Il était impératif que les véritables auteurs de cette loi restent cachés. Depuis la panique de 1907, le ressentiment populaire contre les banquiers était tel qu'aucun parlementaire n'aurait osé voter pour une loi portant la marque de Wall Street, peu importe celui qui avait contribué à ses dépenses de campagne électorale. Le projet de Jekyll Island était un projet de banque centrale et, aux USA, il y avait une longue tradition de lutte contre le fait d'imposer une banque centrale aux citoyens. Cela avait commencé avec le combat de Thomas Jefferson contre le projet d'Alexander Hamilton, soutenu par James Rothschild, pour créer la Première Banque des États-Unis. Ce combat s'était poursuivi avec la guerre victorieuse que le Président Andrew Jackson avait livrée contre le projet d'Alexander Hamilton pour une Deuxième Banque des États-Unis, dans lequel Nicholas Biddle agissait en tant qu'agent de James Rothschild de Paris.

Le résultat de ce combat fut la création de l'Independent Sub-Treasury System, qui gardait les fonds des États-Unis soi-disant hors de portée des financiers. Une étude sur les paniques de 1873, 1893 et 1907 indique que celles-ci furent la conséquence des opérations des banquiers internationaux de Londres. Le public exigea en 1908 que le Congrès promulguât une loi afin de prévenir la réapparition de paniques monétaires artificiellement provoquées. Une telle réforme monétaire semblait alors inévitable. C'était pour barrer la route à ce genre de réforme et pour la contrôler que la Commission Monétaire Nationale avait été créée, avec Nelson Aldrich à sa tête, puisqu'il était le chef de la majorité [républicaine] au Sénat.

Le principal problème, ainsi que Paul Warburg en avait informé ses collègues, était d'éviter le nom de «Banque Centrale». Pour cette raison, la dénomination qu'ils choisirent fut celle de "Federal Reserve System". Ceci tromperait les gens

et les inciterait à penser qu'il ne s'agissait pas d'une banque centrale. Toutefois, le projet de Jekyll Island était bien celui d'une banque centrale, remplissant les fonctions principales d'une banque centrale ; elle serait possédée par des personnes privées qui tireraient profit de la propriété de ses actions. En tant que banque émettrice, elle contrôlerait la monnaie et le crédit de la nation.

Au chapitre qu'il consacre à Jekyll Island dans sa biographie d'Aldrich, voici ce que Stephenson écrit sur cette conférence :

"Comment la Banque de Réserve allait-elle être contrôlée ? Elle sera contrôlée par le Congrès. Le gouvernement y sera représenté dans son directoire, il aura une connaissance complète de toutes les affaires de la Banque, mais une majorité des directeurs seront choisis, directement ou indirectement, par les banques de cette association"[7].

La Banque de Réserve Fédérale envisagée allait donc être «contrôlée par le Congrès» et rendrait compte au gouvernement, mais la majorité de ses directeurs seraient choisis, «directement ou indirectement», par les banques de cette association. Dans le raffinement ultime du projet de Warburg, le conseil des gouverneurs de la Réserve Fédérale serait nommé par le Président des États-Unis, mais le véritable travail de ce Conseil serait contrôlé par un Comité Consultatif Fédéral qui se réunirait avec les gouverneurs. Les membres de ce Comité seraient choisis par les directeurs des douze Banques de la Réserve Fédérale et resteraient inconnus du public.

Le souci suivant fut de cacher le fait que le « Système de la Réserve Fédérale » serait dominé par les maîtres du marché monétaire de New York. Les parlementaires du Sud et de l'Ouest n'auraient pas pu survivre sur le plan électoral s'ils avaient voté pour un projet émanant de Wall Street. Ce sont les agriculteurs et les petits entrepreneurs de ces régions qui avaient le plus souffert des paniques monétaires, et il existait un très fort ressentiment populaire contre les banquiers de l'Est, qui devint, au cours du dix-neuvième siècle, un mouvement

politique connu sous le nom de « populisme ». Les documents privés de Nicholas Biddle, qui furent publiés plus d'un siècle après sa mort, montrent que les banquiers de l'Est avaient pris assez tôt pleinement conscience de la forte opposition du public à leur encontre.

A Jekyll Island, Paul Warburg mit en avant la tromperie principale qui empêcherait les citoyens de reconnaître que ce plan créait une banque centrale. C'était le système de réserves régionales. Il proposa un système de quatre banques de réserve affiliées (plus tard ce furent douze banques), situées dans différentes parties du pays. Peu de personnes en dehors du monde bancaire réaliseraient que la concentration à New York de la structure existante de la monnaie de la nation et de son crédit ferait de cette proposition de système de réserves régionales une illusion.

Une autre proposition avancée par Paul Warburg à Jekyll Island fut la manière de sélectionner les administrateurs du système de réserves régionales envisagé. Le Sénateur Nelson Aldrich avait insisté pour que les responsables soient nommés, et non pas élus, et que le Congrès n'ait aucun rôle à jouer dans leur sélection. Son expérience à Capitol Hill lui avait enseigné que l'opinion parlementaire serait souvent inamicale vis-à-vis des intérêts de Wall Street, étant donné que les parlementaires de l'Ouest et du Sud pourraient souhaiter démontrer à leurs électeurs qu'ils les protégeaient contre les banquiers de l'Est.

Warburg répondit que les administrateurs des banques régionales envisagées devraient être soumis, par le Président, à l'approbation de l'exécutif. La suppression flagrante de ce système de contrôle parlementaire signifiait que la proposition de Réserve Fédérale était depuis le début inconstitutionnelle, parce que le Système de la Réserve Fédérale allait être une banque d'émission. L'Article 1, Section 8, § 5 de la Constitution des États-Unis charge expressément le Congrès du "pouvoir de battre monnaie et d'en réguler la valeur". Le plan de Warburg priverait le Congrès de sa souveraineté, et les

systèmes de contrôle et d'équilibre du pouvoir, établis par Thomas Jefferson dans la Constitution, seraient désormais détruits. Les administrateurs du système envisagé contrôleraient la monnaie et le crédit de la nation et seraient eux- mêmes approuvés par le département exécutif du gouvernement. Le département judiciaire (la Cour Suprême, etc.) était déjà visiblement contrôlé par le département exécutif, au moyen de la nomination des membres de la Cour par le président des États-Unis.

Paul Warburg rédigea plus tard une présentation massive de son projet, The Federal Reserve System, Its Origin and Growth[8], de quelques 1750 pages, mais cette même «Jekyll Island» n'apparaît nulle part dans son texte. Il déclare (Vol.I, p.58) :

"Mais lorsque la conférence prit fin, après une semaine de profondes délibérations, l'avant-projet de ce qui devint plus tard le Projet de Loi Aldrich avait été approuvé, et un plan, qui avait été présenté dans ses grandes lignes, prévoyait une «Association de la Réserve Nationale», c'est à dire une organisation centrale de réserve avec émission souple de billets, basés sur l'or et les effets de commerce."

Page 60, Warburg écrit, "Les résultats de cette conférence furent entièrement confidentiels. Même le fait qu'il y ait eu une réunion n'était pas autorisé à être rendu public." Il ajoute dans une note de bas de page, "Bien que dix-huit années [sic] se soient écoulées depuis, je ne me sens pas libre de donner une description des plus intéressantes de cette confé- rence, sur laquelle le Sénateur Aldrich a fait promettre à tous les participants de garder le secret."

Il est surprenant que la révélation par B.C. Forbes[9] de l'expédition secrète à Jekyll Island ait eu si peu d'impact. Cette révélation ne fut publiée que deux ans après le vote de la Loi de Réserve Fédérale par le Congrès des États-Unis et personne ne l'a donc lue durant la période où elle aurait pu avoir un effet, c'est à dire pendant le débat parlementaire sur le projet de loi. Le récit de Forbes a aussi été réfuté par ceux «qui savaient»

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

comme étant une pure invention grotesque. Stephenson le mentionne à la page 484 de son livre sur Aldrich[10].

"Cet épisode curieux de Jekyll Island a été généralement considéré comme un mythe. B.C. Forbes avait obtenu des informations de la part d'un des journalistes. Elles relataient de façon vague et sommaire l'histoire de Jekyll Island, mais elles ne produisirent aucun effet et furent généralement considérées comme un pur montage."

L'opération de camouflage de la conférence de Jekyll Island fut organisée le long de deux lignes directrices qui ont toutes deux fonctionné.

La première, ainsi que Stephenson le mentionne, fut de réfuter toute l'histoire comme étant une création romancée qui n'avait jamais réellement existé. Bien qu'il y ait eu de brèves références à Jekyll Island dans des ouvrages plus tardifs sur le Système de la Réserve Fédérale, elles n'ont pas non plus beaucoup attiré l'attention du public. Ainsi que nous l'avons signalé, le travail massif et soi-disant définitif de Warburg sur le Système de la Réserve Fédérale ne mentionne pas du tout Jekyll Island, bien qu'il admette qu'une conférence a eu lieu. Dans aucun de ses discours-fleuves ou de ses écrits volumineux n'apparaissent les mots « Jekyll Island » - à une exception notable. À la demande du Professeur Stephenson, il a accepté de préparer une brève déclaration pour la biographie d'Aldrich. Celle-ci apparaît à la page 485, dans le «Mémorandum Warburg». Dans cet extrait, Warburg écrit : "La question d'un taux d'escompte uniforme fut discutée et réglée à Jekyll Island".

Un autre membre du «Club des Prénoms» fut moins réticent. Frank Vanderlip publia plus tard quelques brèves références sur cette conférence. Dans le Saturday Evening Post du 9 février 1935, p. 25, Vanderlip écrivait :

"Malgré l'opinion personnelle que je porte sur l'intérêt pour la société qu'une plus grande transparence soit de mise en ce qui concerne les affaires des grandes entreprises, il y eut une raison, vers la fin de 1910, pour que je fusse aussi secret, en vérité aussi suspect, que tout conspirateur... Parce qu'il aurait

été fatal pour le plan du Sénateur Aldrich que soit connu le fait qu'il avait fait appel au tout Wall Street pour l'aider à préparer sa loi, des précautions furent prises, qui auraient ravi James Stillman (un banquier secret et haut en couleur qui était le président de la National City Bank pendant la Guerre HispanoAméricaine et qui aurait entraîné les États-Unis dans cette guerre)... Je ne pense pas qu'il y ait la moindre exagération à dire que notre expédition secrète à Jekyll Island fut l'occasion de la véritable conception de ce qui devint au bout du compte le Système de la Réserve Fédérale."

Dans un article de fond intitulé "Follow The Rich to Jekyll Island" [Suivez les riches jusqu'à Jekyll Island], paru le 27 mars 1983 sous la rubrique «Voyages» du *Washington Post*, Roy Hoopes écrivait :

"En 1910, lorsque Aldrich et quatre experts financiers ont voulu trouver un endroit pour se réunir en secret afin de réformer le système bancaire du pays, ils ont simulé un déplacement de chasse à Jekyll et ils se sont terrés durant dix jours dans le clubhouse, où ils ont échafaudé les plans de ce qui a fini par devenir la Banque de Réserve Fédérale".

Plus tard, Vanderlip écrivait dans son autobiographie, From Farmboy to Financier[11]:

"La véritable raison de notre expédition secrète à Jekyll Island fut de concevoir ce qui devint par la suite le Système de la Réserve Fédérale. Les points essentiels du Projet d'Aldrich étaient tous contenus dans la Loi de Réserve Fédérale telle qu'elle fut votée."

Le Professeur E.R.A. Seligman, membre de la famille bancaire internationale de J. & W. Seligman et chef du Département d'Economie à l'Université de Columbia, a écrit dans un essai publié par l'Académie de Science Politique, Procee- dings, v. 4, N° 4, pp. 387-90 :

"Très peu de gens savent à quel point les États-Unis sont redevables à M. Warburg. Car on peut affirmer sans crainte d'être contredit que le Federal Reserve Act, dans ses caractéristiques fondamentales, est le fruit du travail de M.

Warburg, plus que de tout autre homme dans le pays. L'existence d'un Conseil [des gouverneurs] de la Réserve Fédérale (Federal Reserve Board) crée en tous points, sauf dans le nom, une véritable banque centrale. Dans les deux règles de base de commandement sur les réserves et la politique d'escompte, la Loi de Réserve Fédérale a franchement accepté les principes du projet de loi d'Aldrich, et ces principes, ainsi qu'il a été établi, étaient la création de M. Warburg et de lui seul. Il ne doit pas être oublié que M. Warburg avait un objectif pratique en vue. En formulant ses projets et en y avançant des suggestions, variant légèrement de temps en temps, il lui incombait de se souvenir que l'éducation d'un pays doit être graduelle et qu'une grande partie de la tâche consiste à casser les préjugés et à dissiper la suspicion. Par conséquent, ses plans contenaient toutes sortes de suggestions élaborées, destinées à protéger le public de dangers imaginaires et à persuader le pays que le projet général était entièrement faisable. L'espoir de M. Warburg était qu'il serait possible, avec le temps, d'éliminer de la loi quelques clauses qui y étaient insérées, en grande partie sur ses conseils, dans des buts éducatifs."

A présent que la dette publique des États-Unis a dépassé les mille milliards de dollars[4], nous pouvons vraiment ad mettre «à quel point les États-Unis sont redevables à M. Warburg». A l'époque où il écrivit la Loi de Réserve Fédérale, la dette publique était pratiquement inexistante.

Le Professeur Seligman a fait observer la prescience remarquable de Warburg, selon laquelle la tâche réelle des membres de la conférence de Jekyll Island était de préparer un plan bancaire qui «éduquerait le pays» graduellement et «casserait les préjugés et dissiperait les suspicions».

La campagne pour faire voter ce projet de loi a parfaitement réussi à y parvenir.

CHAPITRE II : LE PLAN ALDRICH

«*Nelson Aldrich s'est réservé la finance et les tarifs douaniers, comme relevant de son seul ressort et tombant sous sa seule juridiction. M. Aldrich fait tout son possible pour concevoir, à travers la Commission Monétaire Nationale, une loi bancaire et monétaire. Des centaines et des centaines de milliers de personnes ont la ferme opinion que M. Aldrich récapitule à lui seul la menace la plus grande et la plus sinistre contre l'intérêt populaire des États-Unis. Ernest Newman a dit récemment : 'Ce que le Sud inflige aux Nègres sur le plan politique, Aldrich le rendrait aux Misérables[1] du Nord s'il pouvait concevoir un moyen sûr et pratique de l'accomplir'*».

Harper's Weekly, 7 mai 1910.

Les participants à la conférence de Jekyll Island rentrèrent à New York pour diriger une campagne nationale de propagande en faveur du «Plan Aldrich». Trois universités parmi les plus en vue, Princeton, Harvard et l'Université de Chicago, servirent de point de ralliement pour cette propagande et les banques nationales durent contribuer à un fonds de cinq millions de dollars pour persuader le public américain que ce projet de banque centrale devait être voté par le Congrès.

Woodrow Wilson, gouverneur du New Jersey et ancien président de l'Université de Princeton, fut recruté comme porte-parole du Plan Aldrich. Pendant la panique de 1907, Wilson avait déclaré : "Tous ces problèmes pourraient être évités si nous nommions un comité de six ou sept hommes à l'esprit civique tels que J.P. Morgan pour s'occuper des affaires du pays."

En 1930, dans sa biographie de Nelson Aldrich, Stephenson écrivait :

"Une brochure fut publiée le 16 janvier 1911, 'Suggested Plan for Monetary Législation' [Suggestion de Projet pour une Législation Monétaire], par l'Honorable Nelson Aldrich, basée sur les conclusions de Jekyll Island". Et page 388, "Une organisation pour le progrès financier fut formée. M. Warburg a

introduit une résolution autorisant la création de la Ligue des Citoyens, qui deviendra plus tard la Ligue Nationale des Citoyens (National Citizens' League) [...] Le Professeur Laughlin de l'Université de Chicago fut chargé de la propagande de la ligue"[2].

Il est remarquable que Stephenson caractérise le travail de la Ligue Nationale des Citoyens de «propagande», en ligne avec l'exposé de Seligman sur le travail de Warburg, pour «l'éducation du pays» et «pour casser les préjugés».

Une grande partie des cinq millions de dollars de la caisse noire des banquiers fut dépensée sous les auspices de la Ligue Nationale des Citoyens qui était constituée de professeurs d'université. Les deux propagandistes les plus infatigables du Plan Aldrich furent le Professeur O.M. Sprague, d'Harvard, et J. Laurence Laughlin, de l'Université de Chicago.

Le parlementaire Charles A. Lindbergh Sr., fit observer :

"J. Laurence Laughlin, président du comité exécutif de la Ligue Nationale des Citoyens depuis sa création, est retourné à son poste de professeur d'économie politique à l'Université de Chicago. En juin 1911, le Professeur Laughlin a bénéficié d'une année sabbatique accordée par l'université, afin de pouvoir consacrer tout son temps à la campagne d'éducation entreprise par la Ligue [...] Il y a travaillé inlassablement et c'est largement grâce à ses efforts et à sa persévérance que la campagne est entrée dans sa phase finale avec la perspective flatteuse d'une issue couronnée de succès [...] Le lecteur sait que l'Université de Chicago est une institution fondée par John D. Rockefeller, avec près de cinquante millions dollars"[3].

Dans sa biographie de Nelson Aldrich, Stephenson révèle que la Ligue des Citoyens était également une production de Jekyll Island. Au chapitre 24, nous découvrons que le Plan Aldrich fut présenté au Congrès comme le résultat de trois années de travail, d'études et de voyages, effectués par les membres de la Commission Monétaire Nationale et dont les dépenses se sont élevées à plus de trois cent mille dollars[4].

Témoignant devant la Commission des Lois, le 15 décembre 1911, après la présentation du Plan Aldrich au Congrès, le Député Lindbergh déclara :

"Notre système financier est un faux système et représente un fardeau énorme pour le peuple [...] Je l'ai accusé d'être un Trust Monétaire. Le Projet Aldrich est un plan manifestement conçu dans l'intérêt de ce Trust [...] Pourquoi ce Trust Monétaire exerce-t-il maintenant une pression aussi forte en faveur du Projet Aldrich et avant même que le peuple n'apprenne ce que ce trust monétaire a fait ?"

Lindbergh poursuivit ainsi son discours :

"Le Projet Aldrich est le projet de Wall Street. C'est une vaste remise en question du gouvernement par celui qui a pris fait et cause en faveur du Trust Monétaire. Cela signifie une nouvelle panique pour intimider le peuple si besoin est. Aldrich, qui est payé par le gouvernement pour représenter le peuple, propose à la place un plan pour les trusts. C'est grâce à une manœuvre très astucieuse que la Commission Monétaire Nationale a été créée. En 1907, la nature a répondu de la façon la plus merveilleuse en donnant à ce pays la plus magnifique récolte qu'il ait jamais connue. D'autres industries aussi étaient dynamiques et, d'un point de vue naturel, toutes les conditions étaient réunies pour que cette année-là soit des plus prospères. A la place, une panique nous a substitués d'énormes pertes. Wall Street savait que le peuple américain exigerait un remède contre la répétition d'une condition aussi ridiculement peu naturelle. La plupart des sénateurs et des députés sont tombés dans le piège de Wall Street et ont voté la Loi Monétaire d'Urgence Aldrich-Vreeland. Mais l'objectif réel était d'obtenir une commission monétaire qui puisse élaborer une proposition d'amendement de nos lois monétaires et bancaires à même de satisfaire le Trust Monétaire. Les intérêts particuliers sont à présent partout occupés à éduquer le peuple en faveur du Plan Aldrich. Une grosse somme d'argent aurait été levée pour cet objectif.

Or, c'est la spéculation de Wall Street qui a amené la Panique de 1907. Les fonds des dépositaires étaient prêtés aux

boursicoteurs et à tous ceux que le Trust Monétaire voulait favoriser. Ensuite, lorsque les dépositaires voulurent récupérer leur argent, les banques ne l'avaient plus. Cela créa la panique."

Edward Vreeland, co-auteur de cette loi, avait écrit dans *The Independent* du 25 août 1910 (dont Aldrich était le propriétaire), "Selon le projet monétaire proposé par le Sénateur Aldrich, les monopoles disparaîtront parce qu'ils ne pourront pas gagner plus de quatre pour cent d'intérêts, et les monopoles ne peuvent pas tenir avec des taux aussi bas. Ceci marquera également la disparition du gouvernement dans les affaires bancaires."

Les affirmations invraisemblables de Vreeland étaient caractéristiques de l'inondation de propagande qui s'est déversée pour faire voter le Plan d'Aldrich. Les monopoles disparaîtraient, le Gouvernement disparaîtrait des affaires bancaires. Utopie.

Nation Magazine du 19 janvier 1911 fit remarquer : "Le nom de Banque Centrale est soigneusement évité, mais «l'Association de la Réserve Fédérale», le nom donné à l'organisation centrale proposée, est dotée des responsabilités et des pouvoirs habituels d'une banque centrale européenne."

Après son retour d'Europe, la Commission Nationale Monétaire n'a tenu aucune réunion officielle pendant près de deux ans. Aucun compte-rendu ou procès-verbal n'a jamais été présenté pour montrer qui était l'auteur du Projet de Loi Aldrich. Etant donné qu'ils n'avaient tenu aucune réunion officielle, les membres de la commission pouvaient difficilement revendiquer que ce projet de loi était le leur.

Le seul résultat tangible des trois cent mille dollars dépensés par la Commission fut une bibliothèque de trente volumes massifs sur les opérations bancaires européennes. La caractéristique de ces travaux : un millier de pages sur l'histoire de la Reichsbank, la banque centrale qui contrôlait la monnaie et le crédit en Allemagne et dont les principaux actionnaires étaient les Rothschild et la maison bancaire de la famille de

Paul Warburg, M.M. Warburg Company. Les archives de la Commission montrent que celle-ci n'a jamais fonctionné comme un corps délibérant. En effet, sa seule «réunion» fut la conférence secrète qui s'est tenue à Jekyll Island, et cette conférence n'est mentionnée dans aucune publication de la Commission. Le Sénateur Cummins fit voter une résolution au Congrès ordonnant à la Commission d'établir le compte-rendu du 8 janvier 1912 et de montrer quelques résultats constructifs de ses trois années de travaux. Face à cette confrontation, la Commission Monétaire Nationale cessa d'exister.

Avec leurs cinq millions de dollars en caisse, les propagandistes du projet de loi Aldrich livrèrent une guerre où tous les coups furent permis contre ceux qui s'y opposaient. Andrew Frame apporta son témoignage sur l'Association des Banquiers Américains devant la commission monétaire et bancaire de la Chambre des Représentants. Il représentait un groupe de banquiers de l'Ouest qui s'opposaient au Projet Aldrich :

PRÉSIDENT CARTER GLASS : "*Pourquoi les banquiers de l'Ouest ne se sont-ils pas fait entendre lorsque l'Association des Banquiers Américains a donné son approbation inconditionnelle et, nous en sommes assurés, unanime sur le projet proposé par la Commission Monétaire Nationale ?*"

ANDREW FRAME : "*Je suis heureux que vous appeliez mon attention sur cela. Lorsque ce projet de loi monétaire a été donné au pays, ce n'était que quelques jours avant la réunion de l'Association des Banquiers Américains, qui s'est tenue à la Nouvelle Orléans en 1911. Il n'y avait pas un banquier sur cent qui avait lu ce projet de loi. Nous avions douze discours en sa faveur. Le Général Hamby, d'Austin, Texas, a écrit une lettre au Président Watts demandant à pouvoir s'exprimer contre ce projet de loi. La réponse qu'il reçut ne fut pas très courtoise. J'ai refusé de participer au vote et un grand nombre d'autres banquiers a fait de même*."

M. BULKLEY : "*Voulez-vous dire qu'aucun membre de l'Association n'a pu être entendu en opposition à ce projet de*

loi ?"

ANDREW FRAME : "*Ils ont étouffé tout argument contraire*."

M. KINDRED : "*Mais le rapport a fait ressortir qu'il y avait une quasi-unanimité.*"

ANDREW FRAME : "*Le projet de loi avait déjà été préparé par le Sénateur Aldrich et présenté au comité exécutif de l'Association des Banquiers Américains en mai 1911. En tant que membre de ce comité, j'ai reçu une copie la veille de sa présentation. Lorsque le projet de loi est arrivé à la Nouvelle Orléans, les banquiers des États-Unis ne l'avaient pas lu*."

M. KINDRED : "*Le président de séance a-t-il purement et simplement éliminé ceux qui voulaient en discuter en termes négatifs ?*"

ANDREW FRAME : "*Ils n'auraient permis à personne qui n'aurait été en faveur de ce projet de loi de participer à ce programme*."

PRÉSIDENT GLASS : "*Quelle signification faut-il tirer du fait que, lors de la réunion annuelle suivante de l'Association des Banquiers Américains, qui s'est tenue à Détroit en 1912, l'Association n'a pas réitéré son soutien au projet de la Commission Monétaire Nationale, connu sous le nom de Projet Aldrich ?*"

ANDREW FRAME : "*Elle n'a pas réitéré son soutien pour le simple fait que les commanditaires du Projet Aldrich savaient que l'Association ne le soutiendrait pas. Nous les attendions de pied ferme, mais ils n'ont pas abordé la question*."

Andrew Frame exposa la collusion qui procura en 1911 au Plan Aldrich le soutien de l'Association des Banquiers Américains, mais celle-ci, en 1912, n'a même pas osé réitérer son soutien, de peur que n'ait lieu une discussion ouverte et honnête sur les mérites de ce projet.

Le Président Glass a ensuite appelé à témoigner l'un des dix banquiers les plus puissants des États-Unis, George Blumenthal, associé dans la maison bancaire internationale Lazard frères et beau-frère d'Eugène Meyer fils. Carter Glass accueillit très chaleureusement Blumenthal, en déclarant : "*Le Sénateur O'Gorman de New York a été assez aimable pour nous suggérer votre nom*." Un an plus tard, O'Gorman empêchera une Commission du Sénat de poser toute question embarrassante à son maître, Paul Warburg, préalablement à l'approbation de sa nomination en tant que premier gouverneur du conseil d'administration de la Réserve Fédérale."

George Blumenthal fit la déclaration suivante : "Depuis 1893, ma firme, Lazard frères, a figuré au premier plan dans les importations et les exportations d'or et, de ce fait, elle a été en contact avec tous ceux qui étaient concernés."

Le parlementaire Taylor demanda : "*Avez-vous une déclaration à faire, ici, quant à la part qui a été la vôtre dans l'importation d'or vers les États-Unis ?*" Taylor posa cette question parce que la Panique de 1893 est connue des économistes comme étant l'exemple classique d'une panique monétaire provoquée par les mouvements sur l'or.

"*Non*", a répondu George Blumenthal, "*je n'ai absolument rien à dire à ce sujet parce que cela ne porte pas sur la question*."

Lors de ces auditions, un banquier de Philadelphie, Leslie Shaw, en compagnie d'autres témoins, porta une attaque critiquant la «décentralisation» tant vantée de ce Système. Il déclara : "*Selon le Projet Aldrich, les banquiers vont avoir des associations locales et des associations de district, et lorsque vous avez une association locale, le contrôle centralisé est assuré. Supposez que vous ayez une association locale à Indianapolis, ne pouvez-vous pas nommer les trois hommes qui seront à la tête de cette association ? Et ensuite, ne pouvez-vous pas nommer le seul et unique homme ailleurs ? Lorsque vous avez accroché les banques ensemble, elles peuvent avoir la plus grosse influence sur toutes choses dans ce pays, à l'exception des journaux*."

Pour assurer la promotion du projet de loi monétaire des Démocrates, Carter Glass rendit public le dossier narrant les efforts républicains de la Commission Monétaire Nationale du

Sénateur Aldrich. Le compte-rendu qu'il avait donné devant la Chambre en 1913 déclarait : "Le Sénateur MacVeagh fixe le coût de la Commission Monétaire Nationale, au 12 mai 1911, à 207.130 dollars. Depuis, ils ont dépensé cinq cent mille dollars supplémentaires de l'argent du contribuable. Le travail qui a été fait à un tel coût ne peut pas être ignoré, mais, après avoir examiné la littérature considérable publiée par cette commission, la Commission monétaire et bancaire n'y a pas trouvé grand chose qui puisse avoir un effet sur l'état actuel du marché du crédit aux États-Unis. Nous nous opposons au Projet Aldrich sur les points suivants :

. L'absence totale de contrôle gouvernemental ou public approprié sur le mécanisme bancaire qu'il crée ;

. Sa tendance à placer le contrôle du vote dans les mains des grandes banques du système ;

. Le danger extrême d'inflation monétaire inhérente à ce système ;

. L'hypocrisie du projet de financement des obligations envisagé par ces mesures, selon lequel ce système ne coûterait rien au gouvernement, ce qui est un simulacre éhonté;

. Les aspects monopolistiques dangereux de ce projet de loi.

Au début de ses travaux, la Commission monétaire et bancaire a clairement eu le sentiment que les retombées manifestes des travaux de la Commission Monétaire Nationale étaient en faveur d'une banque centrale."

La dénonciation par Glass du Projet de Loi Aldrich, comme étant un projet de banque centrale, taisait le fait que sa propre loi de Réserve Fédérale remplirait les fonctions d'une banque centrale. Ses actions seraient détenues par des actionnaires privés qui pourraient utiliser le crédit du gouvernement des États-Unis à leur profit personnel ; elle aurait le contrôle de la monnaie nationale et des ressources en crédit des États-Unis ; et elle serait une banque d'émission qui financerait le gouvernement en «mobilisant» le crédit en temps de guerre. Dans "The Rationale of Central Banking" [La logique d'une banque centrale], Vera C. Smith (Commission à la Recherche

Monétaire et à l'Education) écrivait en juin 1981 : "La définition de base d'une banque centrale consiste en un système bancaire dans lequel une seule banque a, soit un monopole complet, soit un monopole résiduel dans l'émission de la monnaie. Une banque centrale n'est pas la production naturelle du développement bancaire. Elle est imposée de l'extérieur ou parvient à exister comme conséquence des faveurs du gouvernement."

Ainsi, une banque centrale acquiert sa position dominante du monopole de l'émission des billets de banques, qui est normalement accordé au gouvernement. C'est la clé de son pouvoir. Aussi, l'acte consistant à établir une banque centrale a-t-il un impact inflationniste direct, à cause du système de réserve fractionnaire qui permet la création de crédits en- trant dans les livres comptables, donc d'argent virtuel, multipliant plusieurs fois l' « argent » réel que la banque possède en dépôt ou dans ses réserves.

Le Projet Aldrich ne fut jamais voté par le Congrès, parce que les Républicains perdirent le contrôle de la Chambre des Représentants en 1910 et, par la suite, perdirent le Sénat et la Présidence en 1912.

CHAPITRE III : LA LOI DE RÉSERVE FÉDÉRALE

«Notre système financier est un faux système et il représente un lourd fardeau pour le peuple [...] Cette loi établit le trust le plus gigantesque de la terre». - Charles Augustus Lindbergh Sr, membre du Congrès des États-Unis.

En 1912, les discours du Sénateur LaFollette et du Député Lindbergh devinrent les points de ralliement de l'opposition au Projet de Loi Aldrich. Ils firent également monter l'hostilité populaire contre le Trust Monétaire. Le 15 décembre 1911, le Député Lindbergh déclarait : "Le gouvernement poursuit d'autres trusts en justice, mais il soutient le trust monétaire. J'ai attendu patiemment pendant plusieurs années l'occasion d'exposer le niveau incorrect de la masse monétaire et de montrer que le plus grand des favoritismes est celui que le gouvernement a étendu au trust monétaire."

Le Sénateur LaFollette dénonça publiquement le contrôle des États-Unis par un trust de cinquante personnes. Un associé de J.P. Morgan, George F. Baker, interrogé par des journalistes sur la véracité de cette accusation, répondit qu'elle était complètement fausse. Il déclara qu'il savait de sources personnelles que pas plus de huit hommes contrôlaient le pays.

Dans un éditorial, Nation Magazine répondit au Sénateur LaFollette, "S'il existe un Trust Monétaire, il ne sera pas fa- cile d'établir si celui-ci exerce son influence pour le bien ou pour le mal."

Dans ses mémoires, le Sénateur LaFollette faisait observer que son discours contre le Trust Monétaire lui avait coûté par la suite la Présidence des États-Unis, exactement comme le soutien précoce de Woodrow Wilson au Plan Aldrich avait fait prendre ce dernier en considération pour cette fonction.

Finalement, le Congrès fit un geste afin d'apaiser le sentiment populaire, en nommant une commission d'enquête sur le

contrôle de la monnaie et du crédit aux États-Unis. Ce fut la Commission Pujo, un sous-comité de la Commission monétaire et bancaire, qui mena en 1912 les fameuses auditions sur le «Trust Monétaire», sous la direction du Député Arsène Pujo, de Louisiane, considéré comme le porte-parole des intérêts pétroliers.

Ces auditions traînèrent délibérément en longueur pendant cinq mois et produisirent un résultat de six cents pages de témoignages imprimées dans quatre volumes. Mois après mois, les banquiers faisaient le voyage en train, de New York à Washington, où ils étaient auditionnés devant la Commission, puis ils rentraient à New York. Les auditions furent extrêmement ennuyeuses et aucune information saisissante ne sortit de ces cessions. Les banquiers admirent solennellement qu'ils étaient vraiment banquiers et ils insistèrent sur le fait qu'ils avaient toujours mené leurs opérations dans l'intérêt du public. Ils soutinrent qu'ils n'étaient animés que par les idéaux les plus élevés du service public, tout comme les membres du Congrès qui les auditionnaient.

On peut mieux comprendre la nature paradoxale des «Auditions Pujo-Trust Monétaire» si l'on examine l'homme qui entreprit à lui tout seul ces auditions, Samuel Untermyer. Il était l'un des principaux contributeurs au fonds de campagne présidentiel de Woodrow Wilson et l'un des plus riches avocats d'affaires de New York. Dans son autobiographie parue dans le "Who's Who" de 1926, il reconnaît avoir perçu une fois 775.000 dollars d'honoraires pour une seule transaction juridique : la fusion réussie entre l'Utah Copper Company et la Boston Consolidated and Nevada Company, une firme d'une valeur marchande de cent millions de dollars.

Untermyer refusa d'inviter le Sénateur LaFollette et le Député Lindbergh à témoigner dans l'enquête qu'ils avaient tous deux contraint le Congrès de mener. En tant que conseiller spécial de la Commission Pujo, Untermyer dirigea les auditions à la façon d'un one-man show. Du début des auditions jusqu'à leur conclusion, les membres du Congrès, y compris son président,

le Député Arsène Pujo, semblèrent avoir été frappés de mutisme. L'un de ces serviteurs publics silencieux était le Député James Byrne de la Caroline du Sud, qui représentait la circonscription d'origine de Bernard Baruch et qui accédera plus tard à la célébrité en tant qu'«homme de Baruch», lorsque ce dernier le placera à la tête du Bureau de la Mobilisation durant la Seconde Guerre Mondiale.

Bien qu'il fût un spécialiste de ces affaires, Untermyer ne posa aucune question aux banquiers sur le système de directoires croisés au moyen desquels ils contrôlaient l'industrie. Il ne s'aventura pas sur les mouvements internationaux de l'or, connus pour être un facteur dans les paniques monétaires, ni sur les relations internationales entre les banquiers américains et les banquiers européens. Les maisons bancaires internationales, Eugène Meyer, Lazard Frères, J. & W. Seligman, Ladenburg Thalmann, Speyer Brothers, M. M. Warburg et Rothschild Brothers n'excitèrent pas la curiosité de Samuel Untermyer, bien que le monde financier de New York sût parfaitement que ces maisons bancaires familiales avaient à Wall Street, soit des succursales, soit des filiales, qu'ils contrôlaient.

Lorsque Jacob Schiff fut appelé devant la Commission Pujo, les questions habiles de M. Untermyer permirent à celui-ci de parler pendant de nombreuses minutes sans révéler la moindre information concernant les opérations de la maison bancaire Kuhn Loeb Company, dans laquelle il était l'associé principal et que le Sénateur Robert L. Owen avait identifiée comme représentant les Rothschild européens aux États-Unis.

Le vieillissant J.P. Morgan, qui n'avait plus que quelques mois à vivre, fut appelé devant la Commission pour s'expliquer sur les opérations financières internationales qu'il avait menées pendant des décennies. Pour l'édification de M. Untermyer, il déclara que "la Monnaie est une matière première". C'était le stratagème préféré des créateurs de monnaie qui souhaitaient faire croire au public que la création de monnaie était un phénomène naturel semblable à la culture d'un champ de

maïs, bien que ce fût en réalité un cadeau conféré aux banquiers par les gouvernements dont ils avaient pris le contrôle.

J.P. Morgan raconta aussi à la Commission Pujo que, lorsque qu'il accorde un prêt, il ne prend sérieusement en considération qu'un seul facteur : le caractère de l'homme. La capacité même de rembourser le prêt ou son nantissement avait peu d'importance. Cette observation étonnante stupéfia les membres blasés de la Commission.

La farce de la Commission Pujo se termina sans qu'un seul opposant connu aux créateurs de monnaie fût autorisé à comparaître ou à témoigner. Pour Samuel Untermyer, le Sénateur LaFollette et le Député Charles Augustus Lindbergh n'avaient tout simplement jamais existé. Malgré tout, ces parlementaires avaient réussi à convaincre le peuple des États-Unis que les banquiers de New York auraient bien le monopole de la monnaie et du crédit de la nation. À la clôture des auditions, les banquiers et leurs journaux affiliés soutinrent que la seule façon de casser ce monopole était de promulguer la législation monétaire et bancaire proposée par le Congrès, le projet de loi qui serait voté un an plus tard sous le nom de Federal Reserve Act. La presse exigea le plus sérieusement du monde que le monopole bancaire de New York fût cassé et que l'on remette l'administration du nouveau système bancaire au banquier le plus savant de tous, Paul Warburg.

La campagne présidentielle de 1912 connut l'un des revers politiques les plus intéressants de l'histoire américaine. Le président [Républicain] sortant, William Howard Taft, était un président populaire, et les Républicains, en période de prospérité générale, contrôlaient fermement le gouvernement au moyen d'une majorité républicaine dans les deux chambres. Son challenger démocrate, Woodrow Wilson, gouverneur du New Jersey, était inconnu au plan national. C'était un homme raide et austère qui n'enthousiasmait guère les foules. Les deux partis avaient inclus dans leurs plates-formes respectives un projet de loi de réforme monétaire : les

Républicains étaient engagés dans le Projet Aldrich, qui avait été dénoncé comme étant le projet de Wall Street, et les Démocrates avaient la Loi de Réserve Fédérale. Aucun des deux partis ne se donna la peine d'informer le public que ces projets de loi étaient quasiment identiques, mis à part leurs noms. Rétrospectivement, il semble évident que les créateurs de monnaie avaient décidé de se débarrasser de Taft et de marcher avec Wilson. Comment le savons-nous ? Taft semblait certain d'être réélu et Wilson retournerait dans l'ombre. Soudain, Théodore Roosevelt[1] «se porta candidat». Il annonça qu'il se présentait comme candidat d'un troisième parti, le "Bull Moose"[2]. S'il n'avait été exceptionnellement bien financé, sa candidature aurait été grotesque. De plus, il reçut une couverture illimitée dans les journaux, supérieure à celle de Taft et de Wilson réunis. En tant que républicain et ancien président, il était évident que Roosevelt taillerait en profondeur dans les voix de Taft. Cela s'avéra être le cas et Wilson remporta l'élection. Aujourd'hui encore, personne ne peut dire quel était le programme de Roosevelt et pourquoi il aurait saboté son propre parti. Vu que les banquiers finançaient les trois candidats, ils auraient gagné quelle que soit l'is- sue du scrutin.

Plus tard, des auditions parlementaires révéleront que dans la firme Kuhn, Loeb Company, Félix Warburg soutenait Taft, Paul Warburg et Jacob Schiff soutenaient Wilson et Otto Kahn soutenait Roosevelt. Le résultat fut qu'un Congrès démocrate et un Président démocrate furent élus en 1912, afin de voter la législation sur la banque centrale. Il semble probable que le Plan Aldrich, identifié comme une opération de Wall Street, annonçait un vote difficile au Congrès, puisque les démocrates s'y seraient fermement opposés, là où un candidat démocrate victorieux, soutenu par un Congrès démocrate, pourrait voter le projet de banque centrale. Taft fut jeté par-dessus bord parce que les banquiers dou- taient qu'il pût tenir ses engagements vis-à-vis du Plan Aldrich. Et Roosevelt fut l'instrument de sa disparition[3].

Pour embrouiller un peu plus le peuple américain et le tromper sur le but réel de la Loi de Réserve Fédérale, les architectes du Plan Aldrich, le puissant Nelson Aldrich (bien qu'il ne fût plus sénateur) et Frank Vanderlip, le président de la National City Bank, crièrent haro contre ce projet de loi. Ils accordèrent des interviews à chaque fois qu'ils pouvaient trouver un auditoire ; ils dénonçaient la Loi de Réserve Fédérale proposée comme étant inamicale au secteur bancaire et trop favorable au gouvernement. L'épouvantail de l'inflation fut soulevé en raison des dispositions de la Loi relative à l'impression des billets de la Réserve Fédérale. *The Nation* du 23 octobre, fit observer : "M. Aldrich a lui-même crié haro sur la question de la «monnaie fiduciaire» du gouvernement, c'est à dire, la monnaie émise sans être adossée à l'or monétaire. Pourtant, un projet de loi qui portait son propre nom avait été voté en 1908, précisément dans ce but. Il savait d'ailleurs que le «gouvernement» n'aurait rien à voir avec la création de monnaie et que le conseil des Gouverneurs de la Réserve Fédérale serait entièrement chargé de l'émission de telles devises."

Les affirmations de Frank Vanderlip étaient si bizarres que le Sénateur Robert L. Owen, le président de la Commission monétaire et bancaire du Sénat nouvellement formée, l'accusa, le 18 mars 1913, de faire ouvertement une campagne de présentation trompeuse sur le projet de loi. Les intérêts du public, ainsi que Carter Glass l'avait soutenu dans un discours prononcé le 10 septembre 1913 devant le Congrès, seraient protégés par un comité consultatif de banquiers. "Il ne peut y avoir rien de menaçant avec ces transactions. Un comité consultatif de banquiers, représentant chaque réserve régionale du système, rencontrera [le conseil des gouverneurs] au moins quatre fois par an. Comment aurions-nous pu exercer une plus grande prudence pour sauvegarder les intérêts du public ?"

Glass prétendit que le Comité Consultatif Fédéral envisagé forcerait le Conseil des Gouverneurs de la Réserve Fédérale à

agir dans les meilleurs intérêts du peuple.

Le Sénateur Root souleva le problème de l'inflation, soutenant qu'en vertu de la Loi de Réserve Fédérale, la circulation des billets de banque sera en expansion infinie et provoquera une inflation très importante. Cependant, l'histoire du Système de la Réserve Fédérale qui a suivi a non seulement montré que celui-ci cause l'inflation, mais également que l'émission de billets pouvait être restreinte, provoquant la déflation, comme cela s'est produit de 1929 à 1939.

L'un des détracteurs de ce système «décentralisé» était un avocat de Cleveland (Ohio), Alfred Crozier[4] : Crozier fut appelé à témoigner devant la Commission du Sénat parce qu'il avait écrit en 1912 un livre provocateur, U.S. Money vs.

Corporation Currency [La monnaie des États-Unis c/. La monnaie de la corporation]. Il accusait la Loi Aldrich-Vreeland de 1908 d'être un instrument de Wall Street et il faisait remarquer que lorsque le gouvernement devait émettre des billets de banque, basés sur des titres possédés par le privé, la nation n'était plus libre.

Crozier attesta devant la Commission du Sénat que celle-ci "devrait interdire l'accord de prêts ou leur remboursement [décidés] dans le seul but d'influencer la cotation des titres et le niveau des demandes de prêts, ainsi que l'augmentation concertée des taux d'intérêt par les banques en vue d'influencer l'opinion publique ou l'action de tout corps législatif. Depuis quelques mois, la presse indépendante rapporte que William McAdoo, le Secrétaire au Trésor (Ministre des Finances aux États-Unis), dénonce spécifiquement qu'une conspiration est en cours entre certains des grands intérêts bancaires, afin d'imposer une contraction de la monnaie et accroître les taux d'intérêt, dans le but de pousser le public à forcer le Congrès à voter la législation monétaire voulue par ces intérêts. Le projet de loi, dit d'administration monétaire, accorde exactement à Wall Street et aux grandes banques ce pourquoi elles se sont battues pendant vingt-cinq ans, c'est-à-dire, LE CONTRÔLE PRIVÉ DE LA MONNAIE EN LIEU ET

PLACE DU CONTRÔLE PUBLIC. Il le fait aussi complètement que le Projet de Loi d'Aldrich. Ces deux mesures dépouillent le gouvernement et le peuple de tout contrôle sur l'argent public et confèrent exclusivement aux banques le dangereux pouvoir sur le peuple de faire en sorte que l'argent soit rare ou abondant. Le Projet de Loi d'Aldrich place ce pouvoir dans une banque centrale. Le Projet de Loi du gouvernement le place dans douze banques régionales, toutes exclusivement entre les mains des mêmes intérêts privés qui auraient possédé et géré la banque d'Aldrich.

Le Président Garfield[5], peu avant son assassinat, avait déclaré que quiconque contrôle la masse monétaire contrôle les entreprises et les activités du peuple. Cent ans auparavant, Thomas Jefferson avait prévenu le peuple américain qu'une banque centrale privée émettant la monnaie publique était une plus grande menace pour les libertés du peuple qu'une armée debout."

Il est intéressant de noter combien de présidents des États-Unis ont été assassinés après s'être préoccupés de l'émission de la monnaie publique ; Lincoln, avec son dollar "Greenback"[6], et Garfield, qui avait fait un discours sur les problèmes monétaires juste avant d'être assassiné.

Nous commençons maintenant à comprendre pourquoi une aussi longue campagne de tromperies concertées était nécessaire, entre la conférence secrète de Jekyll Island et les deux projets de « réforme » identiques, proposés sous des noms différents par les partis démocrate et républicain. Les banquiers ne pouvaient pas arracher aux citoyens des États-Unis le contrôle de l'émission monétaire. La Constitution l'avait attribué au peuple, par l'intermédiaire de leur Congrès, jusqu'à ce que le Congrès accepte de remettre son monopole aux banquiers, afin qu'ils créent leur banque centrale. Donc, pour que le Federal Reserve Act puisse être voté, c'est en coulisse qu'une grande partie de l'influence s'est exercée. Ce sont principalement deux personnes de l'ombre, non-élues, qui ont exercé cette influence : l'immigré allemand Paul Warburg et le Colonel Edward Mandell House, du Texas.

Paul Warburg avait fait une apparition devant la Commission bancaire et monétaire de la Chambre, au cours de laquelle il avait brièvement exposé son parcours : "Je fais partie de la maison bancaire Kuhn, Loeb Company. Je suis arrivé dans ce pays en 1902, après être né en Allemagne, à Hambourg, où j'ai été initié aux affaires monétaires, après avoir fait des études bancaires à Londres et à Paris, et après avoir voyagé partout dans le monde. Lors de la panique de 1907, la première suggestion que j'ai faite était 'laissez-nous avoir une chambre nationale de compensation'. Le Projet Aldrich contient certaines choses qui sont tout simplement des règles fondamentales de l'industrie bancaire. Votre objectif concernant ce projet (le projet de loi Owen-Glass) doit être le même : centralisation des réserves, mobilisation du crédit commercial et émission élastique de billets."

L'expression de Warburg, «mobilisation du crédit», était importante parce que la Première Guerre Mondiale allait bientôt commencer et la première tâche du Système de la Réserve Fédérale serait de financer la Guerre Mondiale. Les nations européennes étaient déjà en faillite parce qu'elles avaient maintenu de grandes armées actives pendant près de cinquante ans, une situation créée par leurs propres banques centrales ; et, par conséquent, elles étaient dans l'impossibilité de financer une guerre. Une banque centrale impose toujours un poids énorme à la nation en matière de «réarmement» et de «défense» et elle crée une dette inextinguible. Ainsi, elle crée simultanément la dictature militaire et asservit le peuple afin de lui faire payer les «intérêts» de la dette que les banquiers ont artificiellement créée.

Lors du débat sénatorial sur la Loi de Réserve Fédérale, le Sénateur Stone déclara le 12 décembre 1913 : "Pendant des années, les grandes banques ont cherché à avoir au Trésor des agents qu'ils contrôlent, afin de servir leurs desseins. Permettez-moi de citer cet article de World, 'Dès que M. McAdoo est arrivé à Washington, une femme, que la National City Bank avait installée au Département du Trésor pour

recueillir des informations de première qualité sur la condition des banques et autres sujets d'intérêt pour ce grand groupe de Wall Street, fut renvoyée. Immédiatement, le ministre et le ministre délégué, John Skelton Williams, furent sévèrement critiqués par les agents de ce groupe de Wall Street'.

"*J'ai moi-même eu vent, à plusieurs reprises, de banquiers qui avaient refusé d'accorder un crédit à des personnes en raison de leur opposition à leurs vues et à leurs objectifs politiques. Lorsque le Sénateur Aldrich et consorts parcouraient le pays en exploitant ce plan, les grandes banques de New York et de Chicago s'activaient à lever des fonds abondants dans le but de soutenir la propagande d'Aldrich. Des banquiers de mon propre État m'ont dit qu'on avait exigé d'eux qu'ils contribuent à ce fonds d'exploitation et qu'ils l'avaient fait par peur d'être placés sur la liste noire ou d'être boycottés. Dans ce pays, il y a des banquiers qui sont les ennemis de l'intérêt public. Dans le passé, une poignée de grandes banques a suivi des politiques et des plans qui ont paralysé les énergies industrielles de ce pays, afin de maintenir indéfiniment leur immense pouvoir sur les entreprises financières et les affaires de l'Amérique*."

Carter Glass déclare dans son autobiographie qu'il fut convoqué par Woodrow Wilson à la Maison-Blanche et que celui-ci lui confia avoir l'intention de transformer les billets de réserve en obligations des États-Unis. Voici ce que Glass déclare, "*Je me suis retrouvé pendant un instant sans voix. J'ai protesté. Le gouvernement n'a aucune obligation ici, M. le Président. Wilson a dit qu'il avait dû faire un compromis sur ce point, afin de sauver le projet de loi*."

Le terme «compromis sur ce point» venait directement de Paul Warburg. Le Colonel Elisha Ely Garrison a écrit, dans Roosevelt (Théodore Roosevelt), Wilson et la Loi de Réserve Fédérale :

"*En 1911, Lawrence Abbot, l'agent privé de M. Roosevelt à 'The Outlook' m'a remis une copie du Plan Aldrich, ainsi nommé, en vue d'une réforme monétaire. J'ai dit que je ne pouvais croire que M. Warburg en fût l'auteur. Ce projet n'est*

rien d'autre que la législation Aldrich-Vreeland qui prévoyait d'émettre des devises contre des titres. Warburg sait cela aussi bien que moi. Je vais le voir immédiatement et l'interroger là-dessus. Allez, la vérité ! Oui, je l'ai écrit, a-t-il dit.
Pourquoi ? lui demandais je. C'était un compromis, répondit Warburg"[7].

Garrison affirme que Warburg lui a écrit ceci le 8 février 1912 :

"*Je n'ai aucun doute qu'à la fin d'une discussion en profondeur, soit vous verrez les choses comme moi, soit je les verrai comme vous - mais j'espère que vous les verrez comme moi.*"

C'était une autre expression célèbre de Warburg. Lorsqu'il a secrètement exercé du lobbying auprès des membres du Congrès des États-Unis pour qu'ils soutiennent ses intérêts, il a proféré la menace voilée qu'ils devraient «voir les choses à sa manière». Ceux qui ne le firent pas se retrouvèrent, lors des élections suivantes, face à des opposants bénéficiant de grosses sommes d'argent qui ont généralement contribué à les faire battre.

Le Colonel Garrison, un agent des banquiers Brown Brothers, lesquels devinrent plus tard Brown Brothers Harriman, avait ses entrées partout dans la communauté financière. Voici ce qu'il a écrit sur le Colonel House, "Le Colonel House était entièrement d'accord avec les premiers écrits de M. Warburg." Page 337, il cite le Colonel House :

"*Je suggère aussi que le Conseil Central passe de quatre à cinq membres et que leurs mandats passent de huit à dix ans. Cela apporterait la stabilité et retirerait au Président le pouvoir de changer les membres du conseil au cours de son mandat*."

L'expression de House, «retirer le pouvoir au Président» est importante. En effet, par la suite, les présidents se sont retrouvés impuissants à changer la direction prise par le gouvernement : ils n'avaient pas le pouvoir de changer la composition du Conseil des Gouverneurs pour y installer une majorité favorable durant leur mandat présidentiel. Garrison dit aussi dans son livre, "*Paul Warburg est l'homme qui a*

organisé la Loi de Réserve Fédérale après l'opposition et le ressentiment national que le Projet Aldrich avait soulevés. Le cerveau de ces deux projets était le Baron Alfred Rothschild de Londres."

Dans son autobiographie, Challenging Years, le Rabin Stephen Wise parle du Colonel Edward Mandell House [8] comme du «Secrétaire d'État (Ministre des Finances aux États-Unis) officieux». House avait constaté que Wilson et lui-même savaient qu'en votant la Loi de Réserve Fédérale, ils avaient créé un instrument plus puissant que la Cour Suprême. Le Conseil des Gouverneurs de la Réserve Fédérale consistait, en réalité, en une Cour Suprême de la Finance et, après leurs décisions, il n'y avait plus aucune possibilité d'appel.

En 1911, avant que Wilson n'accédât à la présidence des États-Unis, House était rentré chez lui au Texas pour y achever l'écriture d'un livre intitulé "Philip Dru, Administrateur". En apparence, c'était un roman. Mais il s'agissait en réalité du plan détaillé pour un futur gouvernement des États-Unis, lequel, selon House, «établirait le socialisme tel que l'avait rêvé Karl Marx». Ce «roman» prédisait la promulgation d'un impôt progressif sur le revenu, d'un impôt sur les bénéfices excessifs, d'une assurance chômage, de la sécurité sociale et d'un système monétaire flexible. Bref, c'était le projet poli- tique que suivirent plus tard les administrations de Woodrow Wilson et de Franklin D. Roosevelt. Ce livre fut publié «anonymement» par B. W. Huebsch de New York et circula largement parmi les officiels du gouvernement, qui n'avaient aucun doute quant à son auteur. George Sylvester Viereck[9], qui connaissait House depuis des années, écrivit par la suite un livre dans lequel il relatait la relation entre Wilson et House, The Strangest Friendship in History[10]? En 1955, West-brook Pegler, chroniqueur à Hearst de 1932 à 1956, entendit parler du livre sur Philip Dru et appela Viereck pour lui demander s'il en avait une copie. Viereck lui envoya son propre exemplaire et Pegler écrivit un article sur ce livre, déclarant :

"*L'une des institutions exposées brièvement dans Philip Dru*

est le Système de la Réserve Fédérale. Les Schiff, Warburg, Kahn, Rockefeller et Morgan avaient placé leur confiance en House. Les intérêts des Schiff, des Rockefeller et des Morgan étaient personnellement représentés lors de la mystérieuse conférence de Jekyll Island. Frankfurter a atterri à la faculté de droit d'Harvard, grâce à une contribution versée à celle-ci par Félix et Paul Warburg et, ainsi, nous avons eu Alger et Donald Hiss, Lee Pressman, Harry Dexter White et beaucoup d'autres protégés de Little Weenie [La Petite La- vette]"[11].

Les points de vue ouvertement socialistes de House étaient exprimés sans ambiguïté dans Philip Dru, Administrateur ; pages 57-87, House écrit :

"*D'une façon directe et énergique, il constatait que notre civilisation avait fondamentalement tort, dans la mesure où, entre autres choses, elle limitait l'efficacité ; et, si la société était organisée correctement, personne ne manquerait de vêtements ou de nourriture. La conséquence était que les lois, les habitudes et l'apprentissage éthique en vogue étaient pareillement responsables de l'inégalité des chances et des grandes différences qu'elles entraînaient entre les quelques privilégiés et la masse ; et cette situation avait pour conséquence de rendre inefficace une grande partie de la population, dont le pourcentage d'efficacité variait selon les pays, en fonction du ratio entre éducation-instruction-loi désintéressées et ignorance-bigoterie-lois intéressées*"[12].

Dans son livre, House (Dru) s'imagine devenir dictateur, imposant au peuple ses vues radicales. Page 148 : "*Ils reconnaissaient que Dru dominait la situation et qu'un cerveau avait enfin surgi de la République*." Plus loin, il prend le titre de Général. "*Le Général Dru annonça son objectif d'assumer les pouvoirs d'un dictateur [...] Il les avait assurés qu'il était libre de toute ambition personnelle [...] Il s'autoproclama 'Administrateur de la République'* "[13].

Ce rêveur qui s'imaginait dictateur a en fait réussi à se trouver dans la position de conseiller confidentiel du Président des États-Unis et de voir ensuite beaucoup de ses désirs

transformés en loi ! Page 227, il donne la liste des quelques lois qu'il aurait souhaité promulguer en tant que dictateur. Parmi elles, une loi sur les pensions des personnes âgées, les indemnités de chômage pour les travailleurs, les marchés coopératifs, un système bancaire de réserve fédérale, les prêts aux coopératives, les agences nationales pour l'emploi et autres «législations sociales». Certaines furent promulguées durant l'Administration Wilson, d'autres durant celle de Franklin D. Roosevelt, qui était en réalité une continuation de l'Administration Wilson. En effet, le personnel avait peu changé et House guidait toujours l'administration en coulisse.

Comme la plupart de ceux qui agissent en coulisse dans son livre, le Colonel Edward Mandell House disposait de la «connexion londonienne» obligatoire. Originaire d'une famille hollandaise, «Huis», ses ancêtres avaient vécu en Angleterre pendant trois cents ans. Après quoi, son père s'installa au Texas, où il fit fortune en tant que briseur de blocus du- rant la Guerre Civile (La Guerre de Sécession). Il acheminait du coton et autres produits de contrebande vers ses attaches britanniques, parmi lesquelles figuraient les Rothschild, et il ramenait des denrées de toutes sortes aux Texans assiégés. Le vieux House, qui n'avait aucune confiance dans la situation volatile du Texas, déposa prudemment dans la maison bancaire Baring de Londres tous les profits qu'il avait tirés de son activité de briseur de blocus[14].

A la fin de la Guerre Civile, il était l'un des hommes les plus riches du Texas. Il donna à son fils le nom de «Mandell» d'après l'un des négociants avec lequel il était associé. Selon Arthur Howden Smith, lorsque le père de House mourut en 1880, ses propriétés furent réparties entre ses fils de la manière suivante : Thomas William obtint l'entreprise bancaire ; John, la plantation de sucre ; et Edward M., les plantations de coton, qui lui rapportaient un revenu de 20.000 dollars par an[15].

A l'âge de douze ans, le jeune Edward Mandell House fit une méningite et fut plus tard frappé par une insolation qui le paralysa. Il était semi-invalide et ses affections lui donnaient

l'apparence étrange d'un Oriental. Il n'a jamais intégré aucune profession, mais il s'est servi de l'argent de son père pour devenir le faiseur de rois de la politique texane, faisant élire successivement cinq gouverneurs, de 1893 à 1911. En 1911, il commença à soutenir Wilson dans la course à la présidence et lui livra sur un plateau la cruciale délégation texane qui lui assura l'investiture. House rencontra Wilson pour la première fois le 21 mai 1912 à l'Hôtel Gotham.

Dans *L'Amitié la plus Etrange de l'Histoire*, Woodrow Wilson et le Colonel House, George Sylvester Viereck écrit : "*Qu'est-ce qui a cimenté votre amitié ?*" demandai-je à House. "*La similitude de nos tempéraments et de nos politiques publiques*", me répondit House. "*Quels étaient votre objectif et le sien ?*" "*Traduire en législation certaines idées généreuses et progressistes*"[16].

House raconta à Viereck que lorsqu'il alla voir Wilson à la Maison-Blanche, il remit à celui-ci 35.000 dollars. Cette somme ne fut dépassée que par celle que Bernard Baruch remit au même Wilson, 50.000 dollars.

La promulgation victorieuse des programmes de House n'échappa pas à l'attention des autres associés de Wilson. Au Vol. I, page 157, du *Journal Intime du Colonel House*, voici ce que House écrit : "*Des membres du cabinet, comme M.M Lane et Bryan, faisaient des commentaires sur l'influence que Dru exerçait sur le Président. 'Tout ce que le livre avait dit devait se produire', écrivit Lane. A la fin, le président devient Philip Dru'* "[17].

Dans son Journal Intime, House avait noté certaines des initiatives qu'il avait prises pour le compte de la Loi de Réserve Fédérale :

"*19 décembre 1912. J'ai parlé à Paul Warburg au téléphone de la réforme monétaire. Je lui ai parlé de mon voyage à Washington et ce que j'y avais fait pour que les choses soient en ordre de marche. Je lui ai dit que le Sénat et les membres du Congrès semblaient très enclins à faire ce qu'il désirait et que le Président Wilson, qui attendait de prendre ses fonctions,*

avait les idées claires sur cette question"[18].

Ainsi, nous avions l'agent de Warburg à Washington, le Colonel House, qui garantissait à ce dernier que le Sénat et les membres du Congrès feraient ce qu'il désire, et un Président-élu[19] qui "avait les idées claires sur la question". Dans ce contexte, le principe d'un gouvernement représentatif avait cessé d'exister. Dans son «Journal», House poursuit :

"13 mars 1913. Warburg et moi-même avons eu une discussion privée sur la réforme monétaire.

"27 mars 1913. M. J.P. Morgan fils et M. Denny, de sa firme, sont arrivés à cinq heures précises. McAdoo est arrivé environ 10 minutes plus tard. Morgan avait un projet monétaire déjà imprimé. Je lui ai suggéré de le faire taper à la machine pour que cela ne semble pas trop arrangé à l'avance et de le faire parvenir à Wilson et à moi-même aujourd'hui même.

"23 juillet 1913. J'ai essayé de montrer à Quincy, le maire de Boston, la folie des banquiers de l'Est qui adoptaient une attitude hostile vis-à-vis du Projet de Loi Monétaire. J'ai expliqué au Commandant Henry Higginson, l'éminent banquier de Boston, avec quel soin ce projet de loi avait été conçu. Juste avant qu'il n'arrive, j'ai achevé la lecture du compte-rendu du Professeur Sprague d'Harvard sur la critique de Paul Wartburg concernant le Projet de Loi Glass-Owen. Je le transmettrai à Washington demain. Tous les banquiers connus de Warburg ayant une connaissance du sujet sur un plan pratique ont été appelés à participer à l'élaboration de ce projet de loi.

"13 octobre 1913. Paul Warburg a été mon premier visiteur de la journée. Il est venu discuter de la question monétaire. Il y a beaucoup de caractéristiques du projet de loi Glass-Owen qu'il n'approuve pas. Je lui ai promis de le mettre en relation avec McAdoo et le Sénateur Owen, afin qu'il puisse en discuter avec eux.

"17 novembre 1913. Paul Warburg a téléphoné au sujet de son voyage à Washington. Il s'est rendu plus tard chez moi avec M. Jacob Schiff et ils sont restés quelques minutes. C'est surtout Warburg qui a parlé. Il avait une nouvelle suggestion

sur le groupement des banques ordinaires de réserve, afin que les unités soient soudées entre elles et qu'elles aient un accès plus facile au Conseil [des Gouverneurs]."

George Sylvester Viereck, dans L'Amitié la plus Etrange de l'Histoire, Woodrow Wilson et le Colonel House, écrit : "Les Schiff, Warburg, Kahn, Rockefeller et Morgan avaient placé leur confiance en House. Lorsque la législation sur la Réserve Fédérale prit enfin une forme définitive, House fut l'intermédiaire entre la Maison-Blanche et les financiers"[20].

Page 45, Viereck note, "Le Colonel House considère le système monétaire comme l'accomplissement interne couronnant l'Administration Wilson"[21].

Le Projet de Loi Glass (la version de House de la Loi de Réserve Fédérale finale) fut adopté par la Chambre des Représentants (La Chambre des Députés aux États-Unis) le 18 septembre 1913, par 287 voix contre 85. Le 19 décembre 1913, le Sénat adopta sa propre version par 54 voix contre 34. Plus de quarante différences importantes entre la version de la Chambre et celle du Sénat restaient à régler et l'on fit croire aux opposants au projet de loi, dans les deux Chambres du Congrès des États-Unis, que de nombreuses semaines s'écouleraient encore avant que le congrès ne soit prêt à examiner cette loi. Les membres du Congrès se préparaient à quitter Washington pour les vacances de Noël, assurés que le congrès n'aborderait pas le projet de loi avant la nouvelle année. C'est alors que les créateurs de monnaie préparèrent et exécutèrent le meilleur coup de leur plan. En une seule journée, ils aplanirent l'ensemble des quarante passages contestés du projet de loi et le soumirent rapidement au vote. Le lundi 22 décembre 1913, la Loi était adoptée par la Chambre (282 - 60) et par le Sénat (43 - 23).

Le 21 décembre 1913, le *New York Times* commenta cette loi en éditorial, "New York aura une base plus solide pour sa croissance financière et nous la verrons bientôt devenir le centre monétaire du monde."

Le 22 décembre 1913, le *New York Times* titra en une, en lettres capitales : LE PROJET DE LOI MONÉTAIRE

POURRAIT ÊTRE ADOPTÉ AUJOURD'HUI - A 1H30 CE MATIN, LES PARLEMENTAIRES AVAIENT APLANI PRESQUE TOUTES LEURS DIVERGENCES - PAS DE DÉPÔTS DE GARANTIE - LE SÉNAT CÈDE SUR CE POINT MAIS FAIT PASSER UN GRAND NOMBRE D'AUTRES MODIFICATIONS. "Avec une vitesse sans précédent, le congrès destinée à aplanir les divergences entre la Chambre et le Sénat sur le Projet de Loi Monétaire avait pratiquement achevé ses travaux, tôt dans la matinée. Samedi, les parlementaires n'ont pas fait beaucoup plus qu'expédier les préliminaires, se réservant le dimanche pour venir à bout des quarante points de divergence principaux [...] Aucune autre législation importante ne sera examinée cette semaine dans aucune des deux chambres du Congrès. Les membres des deux chambres se préparent déjà à quitter Washington."

«Une vitesse sans précédent», disait le *New York Times*. On peut voir la main habile de Paul Warburg derrière cette stratégie finale. Quelques-uns des critiques les plus virulents de ce projet de loi avaient déjà quitté Washington. Depuis longtemps, la courtoisie politique voulait qu'une législation importante ne soit pas soumise au vote durant la semaine précédent Noël. Mais cette tradition fut brutalement balayée afin d'imposer le Federal Reserve Act au peuple américain.

Le Times relégua dans les pages intérieures une brève citation du Député Lindbergh, disant que "ce projet de loi créerait le trust le plus gigantesque de la terre", et le journal cita le Représentant de Guernesey (Maine), un républicain qui siégeait à la Commission monétaire et bancaire de la Chambre, selon lequel "C'est un projet de loi inflationniste. La seule question qui demeure est celle de l'étendue de l'inflation."

En ce jour historique, voici ce que Lindbergh dit devant la Chambre des Députés :

"*Cette Loi établit le trust le plus gigantesque de la terre. Lorsque le Président signera ce projet de loi, un gouvernement invisible, celui de la puissance monétaire, sera légalisé. Le peuple peut ne pas s'en rendre immédiatement compte, mais le jour du jugement n'est distant que de quelques années. Les*

trusts réaliseront bientôt qu'ils sont allés trop loin, même pour leur propre bien. Pour se délivrer de la puissance monétaire, le peuple devra faire une déclaration d'indépendance. Il pourra le faire en prenant le contrôle du Congrès. Ceux de Wall Street n'auraient pas pu nous tromper si vous, les Députés et les Sénateurs, n'aviez fait de ce Congrès une fumisterie [...] Si nous avions un Congrès du peuple, il y aurait la stabilité. Le plus grand crime du Congrès est son système monétaire. Le pire crime législatif de tous les temps est perpétré par ce projet de loi bancaire. Les groupes parlementaires et les chefs de partis ont de nouveau agi pour empêcher le peuple d'obtenir le bénéfice de son propre gouvernement."

Le 23 décembre 1913, le *New York Times* publia un commentaire en éditorial qui contrastait avec la critique de Lindbergh, "Le Projet de Loi Monétaire et Bancaire s'est amélioré et s'est renforcé à chaque aller-retour d'un bout à l'autre du Capitole. Le Congrès a travaillé sous la supervision du public afin de créer cette loi."

Par «supervision du public», le *Times* voulait visiblement dire Paul Warburg, lequel avait conservé pendant plusieurs jours un petit bureau dans les locaux du Capitole, d'où il avait dirigé la campagne victorieuse d'avant Noël qui permit de faire passer cette loi et où les sénateurs et les députés se rendaient toutes les heures, à sa demande, pour exécuter sa stratégie.

La «vitesse sans précédent» avec laquelle la Loi de Réserve Fédérale fut votée par le Congrès, au cours de ce que l'on connaît désormais comme le «massacre de Noël», eut un aspect imprévu. Woodrow Wilson n'avait pas été mis au courant, alors qu'on lui avait assuré, comme à beaucoup d'autres, que ce projet de loi ne serait pas abordé avant la nouvelle année. A présent, il refusait de signer cette loi, parce qu'il s'opposait à ses provisions relatives à la sélection des directeurs de «Classe B». Dans sa biographie de Bernard Baruch, William L. White relate que Baruch, un contributeur principal au fonds de campagne de Wilson, fut étonné d'apprendre que Wilson refusait de signer la loi. Il se précipita à la Maison-Blanche et assura à Wilson que c'était là un

problème mineur, qui pourrait être résolu plus tard au moyen des «processus administratifs». La chose importante était que la Loi de Réserve Fédérale fût promulguée immédiatement. Avec cette réassurance, Wilson signa le Federal Reserve Act le 23 décembre 1913. L'Histoire a prouvé que ce jour-là la Constitution des États-Unis a cessé d'être la convention gouvernant le peuple américain et que ses libertés furent remises à un petit groupe de banquiers internationaux.

Le 24 décembre 1913, le *New York Times* titra en une "WILSON SIGNE LA LOI MONÉTAIRE !" En dessous, également en lettres capitales, se trouvaient deux autres gros titres, "LA PROSPÉRITÉ POUR ÊTRE LIBRE" et "AIDERA TOUTES LES CLASSES". Qui s'opposerait à une loi qui apportait des bénéfices à tous ? Le *Times* décrivit l'atmosphère festive, tandis que la famille de Wilson et les officiels du gouvernement le regardaient signer la loi. "L'esprit de Noël imprégnait cette réunion", exulta le Times.

Dans sa biographie de Carter Glass, Rixey Smith déclare que parmi les personnes présentes à la signature de cette loi, se trouvaient le Vice-Président Marshall, le Secrétaire Bryan, Carter Glass, le Sénateur Owen, le Secrétaire McAdoo, le Porte-parole Champ Clark, ainsi que d'autres hauts-fonctionnaires du Trésor. Aucun des véritables auteurs de cette loi les recrues de Jekyll Island - n'était là. Ils s'étaient prudemment retirés de la scène de leur victoire. Rixey Smith dit également, "C'était comme si Noël était arrivé avec deux jours d'avance". Le 24 décembre 1913, Jacob Schiff écrivit au Colonel House, "Mon Cher Colonel House. Je veux vous dire un mot pour le travail silencieux, mais sans aucun doute efficace, que vous avez fait dans l'intérêt de la législation monétaire, et vous féliciter de ce que cette mesure a été finalement promulguée en loi. Tous mes meilleurs vœux, très sincèrement, JACOB SCHIFF."

Le Représentant Moore du Kansas, commentant l'adoption de la Loi, déclara à la Chambre des Représentants :

"*Le Président des États-Unis devient maintenant le dictateur absolu sur toutes les finances du pays. Il nomme un conseil de*

surveillance de sept hommes qui appartiennent tous à son parti politique, même si son parti est minoritaire. Le Secrétaire au Trésor décidera en dernier ressort, chaque fois qu'il y a aura une divergence d'opinion entre lui et le Conseil [des Gouverneurs]. ET un seul membre du Conseil des Gouverneurs pourra perdre son mandat pendant l'exercice du Président."

Le mandat de dix ans des membres du Board[22] fut allongé à quatorze ans par la Loi Bancaire de 1935, ce qui signifiait que ces directeurs financiers de la nation américaine, bien qu'ils ne fussent pas élus par le peuple, restaient en fonction plus longtemps que la durée cumulée de trois mandats présidentiels.

Tandis que le Colonel House, Jacob Schiff et Paul Warburg se prélassaient de la douce sensation du travail bien fait, les autres acteurs de ce drame furent sujets à des remords tardifs. Woodrow Wilson écrivit en 1916[23] : "Notre système de crédit est concentré (dans le Système de la Réserve Fédérale). Par conséquent, la croissance de la nation et de toutes nos activités se trouve entre les mains de quelques personnes."

Lorsque Clarence W. Baron demanda à Warburg s'il avait approuvé cette loi telle qu'elle avait été finalement votée, celui-ci fit remarquer, "Eh Bien ! Elle ne comporte pas tout à fait ce que nous voulions, mais ce qu'il manque pourra être ajusté plus tard par des processus administratifs."

La plupart des historiens contemporains attribuent le crédit de cette loi à Woodrow Wilson et à Carter Glass, mais de tous ceux qui étaient concernés, Wilson a eu le moins à voir avec l'action parlementaire sur ce projet. George Creel, correspondant chevronné à Washington, écrivait le 26 juin 1915 dans Harper's Weekly : "En ce qui concerne le Parti démocrate, Woodrow Wilson était dépourvu d'influence à l'exception du droit de présentation qu'il possédait. Ce fut Bryan qui s'occupa au Congrès de la discipline du vote sur les tarifs douaniers, sur l'abrogation du péage du Canal de Panama et sur la loi monétaire." M. Bryan écrivit plus tard, "C'est la seule et unique chose que je regrette dans ma carrière publique - mon travail pour garantir l'adoption de la Loi de Réserve Fédérale."

Le 25 décembre 1913, The Nation faisait remarquer : "La Bourse de New York a commencé à croître sans interruption, une fois la nouvelle connue que le Sénat était prêt à voter en faveur de la Loi de Réserve Fédérale."

Ceci contredit l'affirmation selon laquelle la Loi de Réserve Fédérale était une loi de réforme monétaire. La Bourse de New York est généralement considérée comme un baromètre précis sur la véritable signification de toute législation votée à Washington. Le Sénateur Aldrich décida aussi qu'il n'avait plus de doutes quant à la Loi de Réserve Fédérale. Dans un magazine dont il était propriétaire et qu'il avait baptisé *The Independent*, il écrivit, en juillet 1914 : "Avant le vote de cette loi, les banquiers new-yorkais ne pouvaient dominer que les réserves de New York. À présent, nous pouvons dominer les réserves bancaires de tout le pays."

H.W. Loucks dénonça la Loi de Réserve Fédérale dans *La Grande Conspiration de la Maison Morgan*, "Dans la Loi de Réserve Fédérale, ils ont arraché au peuple le pouvoir constitutionnel de battre monnaie et d'en réguler la valeur, qu'ils se sont garantis à eux-mêmes." Page 31, Loucks écrit, "La Maison Morgan est maintenant aux commandes de notre industrie, de notre commerce et des affaires politiques. Elle a le contrôle total de la prise de décision politique des partis démocrate, républicain et progressiste. L'extraordinaire propagande actuelle en vue de la « préparation [militaire du pays] » est planifiée davantage pour la coercition intérieure que pour la défense contre une agression extérieure"[24].

La signature de la Loi de Réserve Fédérale par Woodrow Wilson représenta l'aboutissement d'années de collusion avec son ami intime, le Colonel House, et Paul Warburg. L'un des hommes dont House fit la connaissance dans l'Administration Wilson était Franklin D. Roosevelt, ministre délégué à la Navy. Dès qu'il obtint l'investiture démocrate à la présidentielle de 1932, Franklin D. Roosevelt se rendit en «pèlerinage» à la maison du Colonel House, à Magnolia. Roosevelt, après la pause républicaine des années 20, acheva de remplir les objectifs de Philip Dru, Administrateur[25], que Wilson n'avait pu

mener à bien. Les dernières réalisations de Roosevelt incluaient : la promulgation du programme de sécurité sociale[26], l'impôt sur les profits excessifs et l'extension de l'impôt sur le revenu à 90% des revenus gagnés.

Le biographe de House, Charles Seymour, a écrit : "Il était las des détails concernant les partis politiques et les investitures. Même la part qu'il avait prise dans la législation intérieure constructive (la Loi de Réserve Fédérale, la révision des droits de douane et l'amendement relatif à l'Impôt sur le revenu) ne le satisfaisait pas. Dès le début de 1914, il consacrait de plus en plus de son temps à ce qu'il considérait comme la forme la plus élevée de la politique et pour laquelle il était particulièrement apte : les affaires internationales"[27].

En 1938, peu avant sa mort, House dira à Charles Seymour, "*Durant ces quinze dernières années, bien que peu de personnes ne l'eussent suspecté, je me suis trouvé au centre de toutes choses. Aucun étranger important ne s'est rendu aux États-Unis sans [venir] me parler. J'étais proche du mouvement qui assura à Roosevelt son investiture. Il m'a donné carte blanche pour le conseiller. Tous les Ambassadeurs me faisaient fréquemment des comptes-rendus*."

Une édition comparative de la Loi de Réserve Fédérale de 1913, entre celle qui fut votée par la Chambre et celle amendée par le Sénat, montre la modification frappante suivante : le Sénat a adopté : "Pour suspendre les dirigeants officiels des banques de la Réserve Fédérale pour un motif légitime, établi par écrit et donnant l'occasion d'être entendu, la révocation dudit officiel pour incompétence, manquement au devoir, fraude ou tromperie est nécessaire ; une telle révocation sera sujette à l'approbation du Président des États-Unis." Ceci fut modifié par le Sénat pour devenir : "Pour suspendre ou révoquer tout agent ou directeur d'une quelconque Banque de Réserve Fédérale, le motif d'une telle révocation sera communiqué sur-le-champ par le Board et par écrit à l'agent ou au directeur révoqué et à ladite banque."

Ceci a complètement altéré les conditions dans lesquelles un agent ou un directeur pourrait être révoqué. Nous ne

savons plus quelles sont les conditions de révocation ou le motif. Visiblement, l'incompétence, le manquement au devoir, la fraude ou la tromperie ne posent pas de problème au Board. Aussi, l'agent révoqué n'a-t-il plus l'occasion de faire appel auprès du Président. A une question qui lui était posée par écrit, le secrétaire-adjoint du Board répondit qu'un seul agent en trente-six ans avait été révoqué «pour un motif légitime», le nom de la personne et les détails de ce problème étant une «affaire privée», entre une personne, la Banque de Réserve concernée et le Conseil [des Gouverneurs] de la Réserve Fédérale.

La Fed démarra ses opérations en 1914 avec l'activation de la Commission d'Organisation, nommée par Woodrow Wilson et composée du Secrétaire au Trésor William McAdoo, de son gendre, du Secrétaire à l'Agriculture, Houston, et du Contrôleur des finances en charge de la monnaie, John Skelton Williams.

Le 6 janvier 1914, J.P. Morgan rencontra la Commission d'Organisation à New York. Il les informa qu'il ne devait pas y avoir plus de sept districts régionaux dans le système.

Cette commission devait sélectionner les sites des banques de réserve «décentralisées». Bien que J.P. Morgan attestât qu'il pensait que pas plus de quatre d'entre elles ne devaient être sélectionnées, cette commission avait le pouvoir de sélectionner de huit à douze banques de réserve. Beaucoup de politique politicienne s'immisça dans la sélection de ces sites, puisque les douze villes ainsi favorisées deviendraient des centres financiers extrêmement importants. Evidemment, New York était choisie d'avance. Richmond fut la sélection suivante, pour récompenser Carter Glass et Woodrow Wilson, les deux natifs de Virginie auxquels on avait attribué le crédit de la Loi de Réserve Fédérale. Les autres sélections de la Commission furent Boston, Philadelphie, Cleveland, Chicago, St. Louis, Atlanta, Dallas, Minneapolis, Kansas City et San Francisco. Toutes ces villes développèrent par la suite d'importants «districts financiers».

Cependant, ces batailles locales faisaient pâle figure dans le système face à la domination totale de la Banque de Réserve

Fédérale de New York. Ferdinand Lundberg faisait observer dans Les Soixante Familles d'Amérique : "Dans la pratique, la Banque de Réserve Fédérale de New York était devenue la tête de pont du système des douze banques régionales parce que New York était le marché monétaire de la nation. Les onze autres banques étaient de grandes bâtisses très coûteuses qui avaient été érigées pour sauver la fierté locale et étouffer les craintes jacksoniennes[28] de l'arrière pays. Benjamin Strong, le président de Bankers Trust (J.P. Morgan), fut sélectionné comme premier Gouverneur de la Banque de Réserve Fédérale de New York. Adepte de la haute finance, Strong avait manipulé pendant de nombreuses années le système monétaire du pays à la discrétion des directeurs représentant les principales banques new-yorkaises. Pendant son mandat, Strong fit participer la Fed à un entrelacement intime avec la Banque d'Angleterre et la Banque de France. Benjamin Strong resta à son poste de gouverneur de la Banque de Réserve Fédérale de New York jusqu'à sa mort sou- daine en 1928, durant une enquête parlementaire sur les rencontres secrètes entre les gouverneurs des banques de ré- serves et les dirigeants des banques centrales européennes. Celles-ci amenèrent la Grande Dépression de 1929-31"[29].

Strong avait épousé la fille du Président de Bankers Trust, ce qui lui avait permis d'intégrer la lignée de succession dans les intrigues dynastiques qui jouent un rôle si important dans le monde de la haute finance. Il avait aussi été l'un des membres du groupe d'origine de Jekyll Island, le Club des Prénoms, et était ainsi qualifié pour la plus haute fonction à la Fed, comme gouverneur de la Banque de Réserve Fédérale de New York, qui dominait tout le système.

Paul Warburg est aussi mentionné dans l'ouvrage de référence de J. Laurence Laughlin, The Federal Reserve Act, ses Origines et ses Objectifs, "M. Paul Warburg, de Kuhn, Loeb Company, proposa en mars 1910 un projet bien pensé qui sera connu sous le nom de Banque de Réserve Unie des États-Unis. Ce projet fut publié dans le New York Times du 24 mars 1910. Le groupe qui était concerné par les objectifs de la

Commission Monétaire Nationale se rencontra secrètement à Jekyll Island pendant environ deux semaines en décembre 1910 et concentra ses efforts à la préparation d'un projet de loi qui serait présenté au Congrès des États-Unis par la Commission Monétaire Nationale. Les hommes qui étaient présents à Jekyll Island étaient le Sénateur Aldrich, H.P. Davison de J.P. Morgan Company, Paul Warburg de Kuhn, Loeb Company, Frank Vanderlip de la National City Bank et Charles D. Norton de la First National Bank. Il ne fait aucun doute que dans ce groupe l'esprit bancaire le plus capable était celui de M. Warburg, qui avait reçu une formation bancaire européenne. Le Sénateur Aldrich n'avait aucune formation bancaire spéciale"[30].

Une mention de Paul Warburg, écrite par Harold Kelloch et intitulée, "Warburg the Revolutionist", parut dans Century Magazine de mai 1915. Kelloch y écrit : "Il a imposé ses idées à une nation de cent millions de personnes [...] Sans M. Warburg là-bas, il n'y aurait pas eu de Loi de Réserve Fédérale. La maison bancaire de Warburg & Warburg à Hambourg a toujours été une affaire strictement familiale. Et comme tous les Warburg sont nés dedans, personne d'autre qu'un Warburg ne pouvait remplir les conditions pour cela. En 1895, il épousa la fille de feu Salomon Loeb, de Kuhn, Loeb Company. Il est devenu membre de Kuhn, Loeb Company en 1902. Le salaire de M. Warburg dans son entreprise privée était approximativement d'un demi-million [de dollars] par an. Les motivations de M. Warburg avaient purement été celles de l'abnégation patriotique."

Les véritables objectifs de la Loi de Réserve Fédérale firent vite perdre leurs illusions à beaucoup de ceux qui avaient d'abord cru dans ses affirmations. W.H. Allen écrivait en 1916 dans *Moody's Magazine*, "L'objectif de la Loi de Réserve Fédérale était d'empêcher la concentration de l'argent dans les banques new-yorkaises en faisant en sorte qu'il soit profitable pour les banquiers régionaux d'utiliser leurs fonds chez eux, mais le mouvement de la devise montre que depuis que la Loi est devenue effective, les banques new-yorkaises ont pris le

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

dessus sur les régions, chaque mois, sauf en décembre 1915. La stabilisation des taux ne s'est produite qu'à New York. Dans les autres régions, des taux élevés ont été maintenus. Cette Loi qui était censé priver Wall Street de ses fonds spéculatifs a vraiment donné aux haussiers et aux baissiers[31] une offre [monétaire] comme ils n'en avaient jamais connue auparavant. En vérité, loin d'avoir tari le flux vers Wall Street, ainsi que M. Glass l'avait vanté avec tant d'assurance, cette loi a en fait élargi les vieux canaux et en a ouvert deux nouveaux. Le premier conduit directement à Washington et fournit à Wall Street un moyen de tirer les ficelles sur tout le surplus de liquidités qui se trouve dans le Trésor des États-Unis. D'un autre côté, avec le pouvoir d'émettre les billets de banque, une source inépuisable d'argent fiduciaire a été créée. Le deuxième canal conduit aux grandes banques centrales d'Europe, par lequel Wall Street, au moyen des ventes d'acceptations quasiment garanties par le gouvernement des États-Unis, se voit accorder l'immunité sur les demandes étrangères d'or qui ont précipité toutes les grandes crises de notre histoire."

Pendant de nombreuses années, un mystère considérable a entouré les véritables propriétaires des actions des Banques de la Réserve Fédérale. Le Député Wright Patnam, le principal détracteur du Système, a essayé de découvrir quels étaient ses actionnaires. Les actions des douze banques régionales d'origine de la Fed furent achetées par des banques nationales dans ces douze régions. Parce qu'il revenait à la Banque de Réserve Fédérale de New York de fixer les taux d'intérêt et de diriger les opérations sur l'open market[31], contrôlant ainsi dans tous les États-Unis l'offre quotidienne d'argent et son loyer, les actionnaires de cette banque sont en fait les véritables patrons de tout le système. Pour la première fois, le nom de ces actionnaires peut être révélé. L'auteur possède les certificats de l'organisation d'origine des douze banques de Réserve Fédérale, qui indiquent les propriétaires des actions des banques nationales de chaque district. La Banque de Réserve Fédérale de New York a émis 203.053 actions et, ainsi que cela a été archivé le 19 mai 1914 par le Contrôleur

des finances en charge de la monnaie, les grandes banques new-yorkaises prirent plus de la moitié des actions en circulation. National City Bank, contrôlée par Rockefeller, Kuhn et Loeb, prit le plus grand nombre de parts de toutes les banques, 30.000 actions. La First National Bank de J.P. Morgan en prit 15.000. Lorsque ces deux banques fusionnèrent en 1955, elles possédaient d'un bloc un quart des actions de la Banque de Réserve Fédérale de New York, qui contrôlait tout le système, et ils pouvaient donc nommer Paul Volcker ou tout autre qu'ils avaient choisi au poste de Président du Conseil des Gouverneurs de la Réserve Fédérale. La Chase National Bank prit 6.000 actions. La Marine Nation Bank de Buffalo, qui devint plus tard la Marine Midland en prit 6.000. Cette banque était la propriété de la famille Schoellkopf, qui contrôlait la Niagara Power Company et d'autres grands intérêts. La National Bank of Commerce de New York City prit 31.000 actions. Les actionnaires de ces banques, qui possèdent les actions de la Banque de Réserve Fédérale de New York, sont les personnes qui ont contrôlé les destinées politiques et économiques des Américains depuis 1914. Ce sont les Rothschild d'Europe, Lazard frères (Eugène Meyer), Kuhn Loeb & Company, Warburg Company, Lehman Brothers, Goldman Sachs, la famille Rockefeller et les intérêts de J.P. Morgan. Ces intérêts ont fusionné et, ces dernières années, ils se sont consolidés, afin que le contrôle soit beaucoup plus concentré. La National Bank of Commerce est devenue la Morgan Guaranty Trust Company ; Lehman Brothers a fusionné avec Kuhn, Loeb Company ; la First National Bank a fusionné avec la National City Bank et, dans les onze autres Districts de la Réserve Fédérale, ces mêmes actionnaires possèdent indirectement les actions de ces banques ou les contrôlent, les autres actions étant possédées par les familles dominantes de ces régions qui possèdent ou contrôlent leurs principales industries (Voir les tableaux de V à IX).

Les familles «locales» établissent des conseils sur les ordres de New York, des groupes tels que le Council on Foreign Relations (Le Conseil aux Relations Etrangères, le CFR), la

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

Commission Trilatérale et autres instruments de contrôle conçus par leurs maîtres. Ils financent et contrôlent les développements politiques dans leur région, ils nomment les candidats aux élections et leurs plans rencontrent rarement une opposition couronnée de succès.

Avec la création des douze «districts financiers» à travers les banques de Réserve Fédérale, la division traditionnelle des États-Unis [continentaux] en quarante-huit États a été foulée aux pieds et les États-Unis sont entrés dans l'ère du «régionalisme», où douze régions n'ont aucune relation avec les frontières traditionnelles des États.

Ces développements qui ont suivi le vote de la Loi de Réserve Fédérale ont prouvé chacune des allégations portées en 1791 par Thomas Jefferson contre une banque centrale :

. Que les souscripteurs des actions de la Banque de Réserve Fédérale avaient formé une société enregistrée, dont les actions pouvaient être détenues - et l'étaient effectivement - par des étrangers ;

. Que ces actions seraient transmises à une certaine lignée de successeurs ;

. Qu'elles seraient placées au-delà de la déchéance et de la confiscation ;

. Qu'ils recevraient un monopole bancaire contraire aux lois sur les monopoles ;

. Et, qu'ils avaient maintenant le pouvoir de créer des lois, supérieures aux lois des États.

Quel que soit l'État, aucune législature ne peut annuler la moindre de ces lois établies par le Conseil des Gouverneurs de la Réserve Fédérale au bénéfice de ses actionnaires privés. Le Board émet des lois pour fixer les taux d'intérêt, la masse monétaire et le cours de la devise. Tous ces pouvoirs abrogent les pouvoirs des législatures des États et leur responsabilité à l'égard de leurs administrés.

Le *New York Times* exposa que les banques de la Réserve Fédérale seraient prêtes à fonctionner le 1er août 1914. Mais, en réalité, elles ne commencèrent leurs opérations que le 16 novembre 1914. A ce moment-là, leurs actifs totaux

s'établissaient à 143 millions de dollars, grâce à la vente d'actions des banques de Réserve Fédérale aux actionnaires des banques nationales qui y avaient souscrit. La partie réelle de ces 143 millions de dollars, qui a été versée pour ces actions, reste entourée de mystère. Quelques historiens pensent que les actionnaires n'ont versé qu'environ la moitié de ce montant en liquide ; d'autres pensent qu'ils n'ont pas versé d'espèces du tout, mais simplement envoyé des chèques qu'ils ont tiré sur les banques nationales qu'ils possédaient. Ceci semble le plus probable, parce que, depuis le tout début, les opérations de la Fed étaient «du papier émis contre du papier» et les entrées dans les livres comptables ne comprenaient que les valeurs qui changeaient de mains.

Les hommes que le Président Woodrow Wilson avait choisis pour constituer le premier Conseil des Gouverneurs de la Réserve Fédérale étaient des hommes issus du « groupe des banquiers ». Le Parti démocrate avait désigné Wilson pour la course à la présidence, parce qu'il avait prétendu représenter «les gens ordinaires» contre les «intérêts particuliers». Selon Wilson lui-même, il lui était permis de choisir un seul homme au Conseil des Gouverneurs de la Réserve Fédérale. Les autres étaient choisis par les banquiers new-yorkais. Le choix de Wilson s'arrêta sur Thomas D. Jones, administrateur de Princeton et directeur d'International Harvester et d'autres sociétés. Les autres membres étaient Adolph C. Miller, économiste à l'Université de Chicago de Rockefeller et à l'Université d'Harvard de Morgan, et qui avait également exercé les fonctions de ministre de l'intérieur adjoint ; Charles S. Hamlin, qui avait auparavant exercé les fonctions de secrétaire-adjoint au Trésor pendant huit ans ; F.A. Delano, un membre de la famille de Roosevelt et opérateur en chemins de fer, qui prit le contrôle d'un grand nombre de chemins de fer pour Kuhn, Loeb Company ; W.P.G. Harding, président de la First National Bank d'Atlanta ; et, Paul Warburg, de Kuhn, Loeb Company. Selon le Journal Intime du Colonel House, Warburg fut nommé parce que "le Président accepta la suggestion (de House) de (nommer) Paul Warburg à New York, eu égard à

l'intérêt qu'il manifestait pour les questions monétaires et à son expérience, à la fois sous les administrations républicaines et démocrates"[34].

Comme Warburg, bien qu'il fût lui aussi citoyen américain, Delano était né en dehors des limites continentales des États-Unis. (Selon le Dr Josephson et d'autres experts) le père de Delano, Warren Delano, avait été actif à Hong Kong dans le commerce de l'opium chinois, et Frederick Delano était né à Hong Kong en 1863.

Dans *The Money Powers of Europe* [Les puissances monétaires européennes], Paul Emden écrit que "Les Warburg ont atteint leur renommée exceptionnelle au cours des vingt dernières années du [19è] siècle, en même temps que l'essor de Kuhn, Loeb Company à New York, avec laquelle ils avaient à la fois une union personnelle et une relation familiale. En 1913, Paul Warburg mena à bien avec une réussite formidable la réorganisation du système bancaire américain, sur laquelle il avait travaillé avec le Sénateur Aldrich depuis 1911, et il avait ainsi consolidé le plus minutieusement la monnaie et les finances des États-Unis"[35].

Le New York Times[36] observa, le 6 mai 1914, que Warburg s'était « retiré » de Kuhn, Loeb Company afin de servir au Conseil des Gouverneurs, bien qu'il n'eût pas démissionné de ses fonctions de directeur de l'American Surety Company, de Baltimore & Ohio Railroad, de National Railway of Mexico, de la Wells Fargo ou de Westinghouse Electric Corporation, où il continuerait à siéger à leurs conseils d'administration. Le "Who's Who" a exposé qu'il détenait ces postes d'administrateur, plus ceux d'American I.G. Chemical Company (filiale d'J.G. Farben), d'Agfa Ansco Corporation, de Westinghouse Acceptance Company, de Warburg Company of Amsterdam et, aussi, celui de président du conseil d'administration de la Banque d'Acceptation Internationale et de nombreuses autres banques, chemins de fer et sociétés diverses. "Kuhn Loeb & Co. et Warburg ont quatre voix, c'est-à-dire la majorité du Board"[37].

Malgré son retrait de Kuhn, Loeb & Company en mai 1914 pour servir au Conseil des Gouverneurs de la Réserve Fédérale, il fut demandé à Warburg de se présenter, en juin 1914, devant une sous-commission du Sénat pour répondre à quelques questions sur le rôle qu'il avait joué en coulisse pour faire voter la Loi de Réserve Fédérale au Congrès des États-Unis. Ceci aurait pu annoncer quelques questions sur la conférence secrète de Jekyll Island et Warburg refusa de se présenter. Le 7 juillet 1914, il écrivit une lettre à G.M. Hitchcock, le président de la Commission bancaire et monétaire du Sénat, déclarant que cela pourrait affecter son utilité au Board s'il lui était demandé de répondre à quelque question que ce soit et, par conséquent, qu'il retirait son nom. Il semblait que Warburg fût prêt à bluffer la commission sénatoriale pour qu'elle le confirmât dans cette fonction sans lui poser de questions. Le 10 juillet 1914, le *New York Times* défendit Warburg en page éditoriale, en dénonçant «l'Inquisition sénatoriale». Etant donné que Warburg n'avait pas encore été interrogé, ni qu'il y eût de réel danger que les sénateurs fussent prêts à utiliser des instruments de torture pour le faire parler, le terme «Inquisition» semblait remarquablement inapproprié. Cet imbroglio fut résolu lorsque la commission sénatoriale, dans une reddition abjecte, accepta que M. Warburg reçoive une liste de questions à l'avance, afin qu'il puisse les passer en revue et être ainsi dispensé de répondre à toute question qui tendrait à affecter ses fonctions au Conseil des Gouverneurs. *The Nation* rapporta le 23 juillet 1914 : "M. Warburg a finalement tenu conférence avec le Sénateur O'Gorman et il a accepté de rencontrer officieusement la sous-commission sénatoriale, en vue d'arriver à une entente et de leur donner toute information raisonnable qu'ils pourraient désirer. L'opinion à Washington est que la confirmation de M. Warburg est assurée." The Nation avait raison. La voie ayant été dégagée par son «magouilleur», le Sénateur O'Gorman de New York, connu plus familièrement comme «le sénateur de Wall Street», M. Warburg fut confirmé. Auparavant, le Sénateur Robert L. Owen avait accusé Warburg

d'être le représentant américain de la famille Rothschild, mais le questionner à ce sujet aurait en effet senti « l'Inquisition » médiévale et ses amis sénateurs étaient trop civilisés pour exercer une telle barbarie[38].

Durant les auditions sénatoriales de Paul Warburg devant la Commission bancaire et monétaire du Sénat, le 1er août 1914, le Sénateur Bristow demanda : "*Combien de ces associés (de Kuhn, Loeb & Company) sont-ils citoyens américains ?*" WARBURG : "*Ils sont tous citoyens américains, à l'exception de M. Kahn, qui est citoyen britannique*." BRISTOW : "*Il a été à un moment candidat au Parlement [Britannique], n'est-ce pas ?*" WARBURG : "*On en a parlé, cela lui avait été suggéré et il l'avait en tête*."

Paul Warburg a aussi exposé à la Commission, "Je suis allé en Angleterre où je suis resté deux ans, d'abord dans la firme bancaire d'escompte Samuel Montague & Company. Après cela, je suis allé en France, où j'ai travaillé dans une banque française."

LE PRESIDENT : "*Quelle banque française était-ce ?*" WARBURG : "*La Banque Russe pour le Commerce Extérieur, qui a une agence à Paris*."

BRISTOW : "*Je comprends que vous dites avoir été républicain, mais lorsque M. Théodore Roosevelt est apparu, vous êtes alors devenu sympathisant de M. Wilson et vous l'avez soutenu ?*" WARBURG : "*Oui*." BRISTOW : "*Tandis que votre frère (Félix Warburg) soutenait Taft ?*" WARBURG : "*Oui*."

Les trois associés de Kuhn, Loeb & Company soutenaient donc trois candidats différents à la présidence des États-Unis. Paul Warburg soutenait Wilson, Félix Warburg soutenait Taft et Otto Kahn soutenait Théodore Roosevelt. Paul Warburg expliqua cette situation curieuse en déclarant à la Commission qu'ils n'avaient aucune influence politique les uns sur les autres, «étant donné que la finance et la politique ne se mélangent pas».

Les questions relatives à la nomination de Warburg disparurent sous le tollé soulevé par la seule nomination au Conseil des Gouverneurs dont Wilson avait été responsable,

Thomas B. Jones. Les journalistes avaient découvert que Jones, au moment de sa nomination, était inculpé par le Procureur Général des Etats-Unis (General Attorney, Ministre de la Justice aux Etats-Unis). Wilson vola au secours de celui qu'il avait choisi, disant aux journalistes que "La majorité des hommes liés à ce que nous sommes arrivés à appeler les «grandes entreprises» sont honnêtes, incorruptibles et patriotiques." Malgré les protestations de Wilson, la Commission bancaire et monétaire du Sénat programma des auditions sur la compétence de Thomas D. Jones pour devenir membre du Conseil des Gouverneurs. Wilson écrivit alors une lettre au Sénateur Robert L. Owen, le président de cette commission :

Maison-Blanche, 18 juin 1914

Cher Sénateur Owen,

M. Jones a toujours pris parti pour les droits du peuple contre ceux des privilégiés. Son lien avec Harvester Company était celui du service public, pas d'un intérêt privé. Il est le seul parmi tous les autres candidats qui ait été mon choix personnel par bon sens.

Très cordialement,

Woodrow Wilson

Woodrow Wilson déclara : "*Il n'y a aucune raison de croire que ce rapport défavorable représente la position du Sénat lui-même.*" Après plusieurs semaines, Thomas D. Jones retira son nom et le pays dut se passer de ses services.

Les autres membres du premier Conseil des Gouverneurs étaient le Secrétaire au Trésor, William McAdoo, gendre de Wilson et président de l'Hudson-Manhattan Railroad, une entreprise ferroviaire contrôlée par Kuhn, Loeb Company, et le Contrôleur des finances en charge de la monnaie, John Skelton Williams.

Lorsque les Banques de Réserve Fédérale commencèrent leurs opérations le 16 novembre 1914, Paul Warburg déclara : "*Cette date peut être considérée comme le 4 juillet*[39] *de l'histoire économique des États-Unis*."

CHAPITRE IV : LE COMITÉ CONSULTATIF FÉDÉRAL

Le 30 septembre 1913, imposant la Loi de Réserve Fédérale à la Chambre des Députés, Carter Glass déclarait depuis l'hémicycle que les intérêts du public seraient protégés par un comité consultatif de banquiers :

«*Il ne peut y avoir rien de menaçant au sujet de ces transactions. Un comité consultatif de banquiers représentant tous les districts de réserve régionale du système rencontrera [le Conseil des Gouverneurs] au moins quatre fois par an. Comment aurions-nous pu exercer une plus grande précaution afin de sauvegarder l'intérêt du public ?*»

Carter Glass, ni alors, ni plus tard, n'expliqua les raisons qui lui faisaient croire qu'un groupe de banquiers allait protéger les intérêts du public. Il n'apporta pas non plus de preuve que, de toute l'histoire des États-Unis, un groupe de banquiers l'ait jamais fait. En fait, le Comité Consultatif Fédéral se révéla être le fameux processus administratif que Paul Warburg avait inséré dans la Loi de Réserve Fédérale. Il fournissait le type exact de contrôle à distance invisible sur le Système qu'il avait désiré. Juste après son adoption par le Congrès, un journaliste financier, C. W. Barron, lui demanda s'il approuvait la loi qui était finalement passée. Warburg répondit : "*Eh bien ! Elle n'a pas tout à fait tout ce que nous voulons, mais ce qui lui manque pourra être ajusté plus tard au moyen de processus administratifs.* " Le comité consultatif s'avéra être le véhicule idéal pour les desseins de Warburg. Il a fonctionné dans un anonymat quasi-total pendant soixante-dix ans[1], ses membres et leurs associations d'affaires, passant inaperçus aux yeux du public.

Six mois avant l'adoption de la loi, le Sénateur Robert Owen, président de la Commission bancaire et monétaire du Sénat, avait déclaré (citation du New York Times du 3 août 1913) :

"*La Loi de Réserve Fédérale fournira aux intérêts bancaires, industriels et commerciaux, l'escompte sur les effets de commerce qualifiés et stabilisera ainsi notre vie industrielle et*

commerciale[2]. L'intention des banques de la Réserve Fédérale n'est pas de faire fortune, mais de servir un but national important, consistant à mettre en relation commerçants et entrepreneurs avec les banques et à garantir un marché fixe de biens manufacturés, de produits agricoles et de main d'oeuvre. Il n'y a aucune raison pour que les banques contrôlent le Système de la Réserve Fédérale. La stabilité permettra à notre commerce de se développer sainement dans toutes les directions."

L'optimisme du Sénateur Owen fut anéanti par la domination des protagonistes de Jekyll Island sur la composition initiale de la Fed. Non seulement l'alliance Morgan - Kuhn, Loeb avait acheté assez d'actions de la Banque de Réserve Fédérale de New York pour s'en assurer le contrôle, avec près de la moitié des actions possédées par les cinq banques new-yorkaises qu'ils contrôlaient (First National Bank, National City Bank, National Bank of Commerce, Chase National Bank et Hanover National Bank)[3], mais ils avaient également persuadé le président Woodrow Wilson de désigner l'un des membres du groupe de Jekyll Island, Paul Warburg, au Conseil des Gouverneurs de la Réserve Fédérale.

Chacune des douze Banques de la Réserve Fédérale devait élire un membre au Comité Consultatif Fédéral, qui rencontrerait le Conseil des Gouverneurs de la Réserve Fédérale quatre fois par an à Washington, afin de le «conseiller» sur la politique monétaire future. Cela donnait l'impression de garantir une démocratie absolue. En effet, les douze «conseillers», représentant chacun une région différente des États-Unis, devraient défendre les intérêts économiques de leurs régions respectives et disposeraient chacun d'une voix identique. Cette théorie était peut-être admirable dans son concept, mais la dure réalité de la vie économique prit une tournure assez différente. Croyez-vous que le président d'une banque de Saint-Louis ou de Cincinnati, siégeant en conférence avec Paul Warburg et J.P. Morgan pour les « conseiller » sur la politique monétaire, contredirait deux des financiers internationaux les plus puissants du

monde, alors qu'une note griffonnée par l'un ou l'autre sur un bout de papier suffirait à jeter sa petite banque dans la banqueroute ?

En fait, les petites banques des douze districts de la Réserve Fédérale n'existaient que comme satellites des gros intérêts financiers new-yorkais. Elles étaient intégralement à leur merci. Dans *The Bankers*, Martin Layer fait remarquer que "J.P. Morgan a maintenu dans tout le pays des « relations de correspondance » avec un grand nombre de petites banques"[4]. Les grosses banques new-yorkaises ne se limitaient pas aux transactions multimillionnaires avec d'autres très gros intérêts financiers. Elles faisaient aussi beaucoup de petites transactions plus ordinaires dans tous les États-Unis avec leurs banques « de correspondance ».

Visiblement très confiant dans le fait que ses activités ne seraient jamais exposées au public, l'actionnaire [principal] Morgan - Kuhn, Loeb sélectionna sans prendre de pincettes les membres du Comité Consultatif Fédéral parmi leurs banques de correspondance et les banques dont ils étaient actionnaires. Personne n'a semblé s'en apercevoir au sein de la communauté financière, puisque rien n'a été dit là-dessus durant les soixante premières années d'activité de la Fed.

Pour éviter tout soupçon - que les actionnaires new-yorkais pussent contrôler le Comité consultatif fédéral -, son premier président, élu en 1914 par les autres membres, était J.B. Forgan, le président de la First National Bank de Chicago. Le "Rand McNally" (L'annuaire des banquiers) de 1914 donne la liste des principales banques de correspondance de ces grosses banques. Par exemple, la banque de correspondance de la First National Bank de New York, contrôlée par Baker-Morgan, était la First National Bank de Chicago, qui avait elle-même pour première banque de correspondance la Bank of Manhattan de New York, contrôlée par Jacob Schiff et Paul Warburg de Kuhn, Loeb Company. James B. Forgan y était aussi classé comme directeur de l'Equitable Life Insurance Company, contrôlée également par Morgan. Toutefois, les

relations entre la First National Bank de Chicago et ces banques new-yorkaises étaient encore plus étroites que ne l'indique cet annuaire.

A la page 701 de *The Growth of Chicago Banks* [L'essor des banques de Chicago], écrit par F. Cyril James, il est fait mention des "liens profitables entre la First National Bank de Chicago et les intérêts de Morgan. La banque de Chicago envoya précipitamment à New York un ambassadeur de bonne volonté afin d'inviter George F. Baker à siéger au directoire de la First National Bank de Chicago"[5]. (De James Forgan à Ream[6], le 7 janvier 1903.) En effet, Baker et Morgan avaient personnellement choisi le premier président du Comité Consultatif Fédéral.

James B. Forgan (1852-1924) montre aussi la « connexion londonienne » obligatoire dans l'opération du Système de la Réserve Fédérale. Né à St. Andrews en Ecosse, il a commencé là-bas sa carrière bancaire avec la Royal Bank of Scotland, banque de correspondance de la Banque d'Angleterre. Il est venu au Canada pour la Bank of British North America, puis il a travaillé pour la Bank o/Nova Scotia, qui l'a envoyé à Chicago dans les années 1880 et, dès les années 1900, il est devenu président de la First National Bank de Chicago.

Il a rempli pendant six ans la fonction de président du Comité Consultatif Fédéral et, lorsqu'il quitta le comité, il fut remplacé par Frank O. Wetmore, qui le remplaça aussi au poste de président de la First National Bank de Chicago, lorsque Forgan fut nommé à la présidence du conseil des gouverneurs de la Fed.

Le représentant du district de New York de la Fed, dans le premier Comité Consultatif Fédéral, était J.P. Morgan. Il fut nommé président du Comité Exécutif. Ainsi, Paul Warburg et J.P. Morgan siégèrent en conférence aux réunions du Board durant les quatre premières années des activités de la Fed, entourés des autres Gouverneurs et membres du Board, qui pouvaient difficilement ne pas avoir conscience que leurs avenirs seraient guidés par ces deux banquiers puissants.

Un autre membre du Comité Consultatif Fédéral en 1914

était Levi L. Rue, qui représentait le district de Philadelphie. Rue était président de la Philadelphia National Bank, que le Rand McNally de 1914 classait comme banque de correspondance principale de la First National Bank de New York. La First National Bank de Chicago répertoriait aussi la Philadelphia National Bank comme sa banque de correspondance principale à Philadelphie. Parmi les autres membres du Comité Consultatif Fédéral, se trouvaient Daniel S. Wing, le président de la First National Bank de Boston, W.S. Rowe, président de la First National Bank de Cincinnati, et C.T. Jaffray, président de la First National Bank de Minneapolis.

Elles étaient toutes des banques de correspondance des «Big Five» (Les cinq plus grosses banques de New York) new-yorkaises qui contrôlaient le marché monétaire aux États-Unis.

Jaffray avait même un lien plus étroit avec les intérêts Baker-Morgan. En 1908, pour réinvestir les gros dividendes annuels que généraient leurs actions de la First National Bank de New York, Baker et Morgan créèrent un holding, la First Security Corporation, qui acheta 500 actions de la First National Bank de Minneapolis. Ainsi, bien qu'il fût «sélectionné» par les actionnaires de la Banque de Réserve Fédérale de Minneapolis pour représenter leurs intérêts, Jaffray était un peu plus qu'un simple salarié de Baker et de Morgan. La First Security Corporation possédait également 50.000 actions de la Chase National Bank, 5.400 actions de la National Bank of Commerce, 2.500 actions de Bankers Trust, 928 actions de la Liberty National Bank, la banque dont Henry P. Davison avait été le président lorsqu'il fut débauché pour rejoindre la firme de J.P. Morgan, ainsi que des actions de New York Trust, d'Atlantic Trust et de Brooklyn Trust. First Security se concentrait sur les actions bancaires dont la valeur s'appréciait rapidement et qui versaient de jolis dividendes. En 1927, ce fonds rapporta 5 millions de dollars, mais il en versa huit à ces actionnaires, prélevant le reste sur ses surplus.

Un autre membre du Comité Consultatif Fédéral initial était

E.F. Swinney, le président de la First National Bank de Kansas City. Il était aussi directeur de la Southern Railway, et il se déclarait dans le Who's Who comme «politiquement indépendant».

Archibald Kains représentait le district de San Francisco au Comité Consultatif Fédéral, mais il avait gardé son bureau de New York, en tant que président de l'American Foreign Banking Corporation.

Après avoir servi comme Gouverneur du Board de 1914 à 1918, Paul Warburg ne demanda pas le renouvellement de son mandat. Cependant, il n'était pas prêt à rompre ses liens avec la Fed qu'il avait eu tant de mal à établir et à rendre opérationnelle. Obligeamment, J.P. Morgan renonça à son siège au Comité Consultatif Fédéral, et pendant les dix années qui suivirent, Paul Warburg continua de représenter le district de New York de la Réserve Fédérale au Comité [Consultatif]. Il fut vice-président du Comité de 1922 à 1925 et président de 1926 à 1927. Ainsi, Warburg demeura la présence dominante aux réunions du Conseil des Gouverneurs pendant toutes les années 1920, lorsque les banques centrales européennes planifièrent la grande contraction du crédit qui précipita le Krach de 1929 et la Grande Dépression.

Bien qu'aucun compte-rendu de la plupart des « conseils » prodigués au Board par le Comité Consultatif Fédéral ne fût jamais été établi, quelques bribes de ces délibérations, en de rares occasions, furent offertes par le New York Times dans de brefs articles. Le 21 novembre 1916, le Times rapporta que le Comité Consultatif Fédéral s'était réuni à Washington pour sa conférence trimestrielle.

"Il a été discuté de l'absorption du crédit européen et de son extension à l'Amérique du Sud et à d'autres pays. Les responsables de la Réserve Fédérale ont dit que pour maintenir leur position de banquier mondial, les États-Unis doivent s'attendre à être amenés à rendre bon nombre de services qui étaient réalisés auparavant par l'Angleterre, en étendant les crédits à court-terme, nécessaires à la production et au transport de marchandises de toutes sortes dans le commerce

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

mondial. Les acceptations commerciales à l'étranger nécessitent aussi des taux d'escompte plus faibles et que les marchés de l'or soient les plus libres et les plus fiables." (La Première Guerre Mondiale était à son apogée en 1916).

En plus de ses fonctions au Board et au Comité Consultatif Fédéral, Paul Warburg continua d'indiquer aux groupes de banquiers la politique monétaire qu'ils devaient suivre. Le 22 octobre 1915, il s'adressa au Twin City Bankers Club, à St. Paul, dans le Minnesota. Voici ce qu'il exposa dans son discours :

"*Il est de votre intérêt de faire en sorte que les banques de la Réserve Fédérale soient aussi fortes qu'elles peuvent l'être. Cela défie l'entendement que d'imaginer ce que l'avenir pourrait réserver au développement des affaires bancaires américaines. Avec les plus grandes puissances européennes qui sont limitées à leur propre champ d'action et avec les États-Unis qui sont transformés en nation créditrice du monde entier, les limites du terrain de jeu qui s'offre à nous ne sont déterminées que par notre pouvoir de nous développer sans risque. L'étendue de notre avenir bancaire sera en fin de compte limité par la quantité d'or que nous pouvons rassembler pour établir la fondation de notre structure bancaire et de crédit*."

La composition du Conseil des Gouverneurs de la Réserve Fédérale et du Comité Consultatif Fédéral, de ses membres d'origine jusqu'à nos jours, révèle les liens entre la conférence de Jekyll Island et la communauté bancaire de Londres. C'est la preuve irréfutable, acceptable par tout tribunal, qu'il y avait un plan pour prendre le contrôle de la monnaie et du crédit du peuple des États-Unis et de s'en servir au profit de ses architectes. Les bonnes vieilles chevilles ouvrières de Jekyll Island étaient : Frank Vanderlip, président de la National City Bank, qui acheta en 1914 une grande partie des actions de la Banque de Réserve Fédérale de New York ; Paul Warburg, de Kuhn, Loeb Company ; Henry P. Davison, bras droit de J.P. Morgan et directeur de la First National Bank de New York et de la National Bank of Commerce, qui prirent une autre part importante du capital de la Banque de Réserve Fédérale de

New York ; et Benjamin Strong, connu aussi pour être un lieutenant de Morgan, qui exerça la fonction de Gouverneur de la Banque de Réserve Fédérale de New York durant les années 20[7].

La sélection des membres régionaux du Comité Consultatif Fédéral, parmi la liste des banquiers qui travaillaient le plus étroitement avec les "Big Five" et qui étaient leurs principales banques de correspondance, prouve que la « sauvegarde régionale des intérêts du public », tant vantée par Carter Glass et les autres protagonistes à Washington de la Loi de Réserve Fédérale, était depuis le tout début, une tromperie délibérée. Le fait que pendant soixante-dix ans ce comité ait pu se réunir avec le Conseil des Gouverneurs de la Réserve Fédérale et conseiller les Gouverneurs sur les décisions de politique monétaire qui ont affecté la vie quotidienne de tous les Américains, sans que le public ait conscience de l'existence de ses membres, démontre que ceux qui ont échafaudé le plan de l'opération de la banque centrale savaient exactement comment atteindre leurs objectifs au moyen de «processus administratifs», dont le public ignorerait tout. L'affirmation selon laquelle «les conseils» prodigués par les membres du comité consultatif n'imposent rien aux Gouverneurs ou qu'ils n'ont aucun poids revient à prétendre que quatre fois par an, douze des banquiers les plus influents des États-Unis prennent du temps sur leur temps de travail pour voyager à Washington afin de rencontrer le Board simplement pour boire un café et échanger des plaisanteries. Tous ceux qui connaissent bien la façon dont travaille la communauté des affaires trouveront qu'il est impossible de prendre cette affirmation au sérieux. En 1914, le voyage dans chaque sens prenait quatre jours aux banquiers de l'Ouest pour venir siéger au comité qui rencontrait le Board à Washington. Ces hommes avaient des intérêts d'affaire étendus qui leur prenaient tout leur temps. J.P. Morgan dirigeait soixante-trois sociétés qui tenaient des réunions annuelles et l'on pouvait difficilement s'attendre à ce qu'il voyageât pour participer à des réunions du Board, si son avis devait être considéré comme étant sans importance[8].

CHAPITRE V : LA MAISON ROTHSCHILD

Pour les lecteurs qui ne sont pas familiarisés avec l'histoire des États-Unis ou celle de la haute-finance, le succès de la conspiration de la réserve fédérale (Federal Reserve Conspiracy) soulèvera dans leurs esprits de nombreuses questions. Comment l'alliance Kuhn, Loeb -Morgan, aussi puissante fût-elle, pouvait-t-elle croire, en premier lieu, qu'elle serait capable de mettre au point un système qui lui permettrait d'attirer tout l'argent et tout le crédit du peuple des États-Unis d'Amérique et, ensuite, qu'une loi fondée sur ce projet serait promulguée ?

Justement ! Cette capacité de concevoir ce « Projet de loi de réserve fédérale » - résultat immédiat de l'expédition de Jekyll Island - et de le faire inscrire dans la loi était incontestablement dans les cordes de l'alliance Kuhn, Loeb - Morgan. Ecoutons ce que dit John Moody dans « Les sept hommes », un article qui parut en août 1911 dans McClure's Magazine :

"A Wall Street, sept hommes contrôlent maintenant une part considérable de l'industrie et des ressources fondamentales des États-Unis. Trois d'entre eux, J.P. Morgan, James J. Hill et George F. Baker, ce dernier étant à la tête de la First National Bank de New York, appartiennent au groupe Morgan, les quatre autres, John D. et William Rockefeller, James Stillman, à la tête de National City Bank, et Jacob H. Schiff, de la firme privée Kuhn, Loeb Company, appartiennent au groupe Standard Oil City Bank [...] La machine capitaliste centrale étend son contrôle sur l'ensemble des États-Unis [...]
Ce processus est non seulement économiquement logique, il est également automatique sur le plan pratique"[1].

Le complot de 1910, destiné à s'emparer du contrôle de la monnaie et du crédit du peuple des États-Unis, a donc été ourdi par des hommes qui contrôlaient déjà la plupart des ressources de ce pays. Pour John Moody, il semblait automatique sur le plan pratique qu'ils poursuivissent ainsi leurs

activités.

Ce que John Moody ne savait pas - ou qu'il n'avait pas dit à ses lecteurs - c'est que ces hommes les plus puissants des États-Unis rendaient eux-mêmes compte à une autre puissance, une puissance étrangère, une puissance qui avait résolument cherché à étendre son contrôle sur les États-Unis, depuis le tout début de cette jeune république. Et cette puissance était la puissance financière anglaise, concentrée dans la branche londonienne de la Maison Rothschild. La vérité est qu'en 1910, les États-Unis étaient-en pratique - dirigés par l'Angleterre. Et c'est toujours le cas aujourd'hui. Les dix plus gros holdings bancaires américains, lesquels possèdent tous des succursales à Londres, se trouvent solidement entre les mains de certaines maisons bancaires : J.P. Morgan Company, Brown Brothers Harriman, M.M. Warburg & Co., Kuhn-Loeb et J. Henry Schroder[2]. Toutes maintiennent d'étroites relations avec la Maison Rothschild, principalement à travers le contrôle que celle-ci exerce sur les marchés monétaires internationaux en manipulant le cours de l'or. Chaque jour, le cours mondial de l'or est fixé dans les bureaux de N.M. Rothschild & Company, à Londres[3].

Bien que ces firmes fussent américaines en apparence, entretenant simplement des agences à Londres, le fait est qu'elles allaient prendre leurs ordres à Londres. L'histoire de ces maisons bancaires est fascinante et inconnue du public. Elles trouvent leurs origines dans le trafic international de l'or, des esclaves, des diamants et des autres denrées de contrebande. Il n'y a aucune considération morale dans les décisions d'affaire prises par ces firmes. Elles ne sont intéressées que par l'argent et le pouvoir.

Aujourd'hui, à Newport, dans le Rhode Island, les touristes s'extasient sur les magnifiques demeures de personnes très riches, sans réaliser que ces «chaumières» commémorent non-seulement les désirs baronniaux des millionnaires victoriens, mais le fait qu'elles furent érigées ici, à Newport, rappelle comment les immenses fortunes de ces Américains se sont constituées, lorsque cette ville était la capitale du

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

commerce des esclaves.

Pendant des siècles, le commerce des esclaves avait ses quartiers généraux à Venise. Mais à partir du dix-septième siècle, la Grande-Bretagne, nouvelle maîtresse des mers, profita de son contrôle sur les océans pour en acquérir le monopole. Alors que les colonies américaines s'implantaient, le peuple américain, farouchement indépendant et dont la majorité ne voulait pas d'esclaves, découvrit à sa grande surprise qu'on envoyait des esclaves en nombre considérable vers leurs ports.

Pendant de nombreuses années, Newport fut la capitale de ce commerce répugnant. Voici ce que disait, en 1791, le percepteur portuaire de Newport, William Ellery : "...un Ethiopien pouvait changer de peau aussi vite qu'un marchand de Newport pouvait troquer les bénéfices de sa production lentement acquis pour un commerce aussi lucratif..."

Dans son Journal, John Quincy Adams[4] observait page 459, "L'ancienne prospérité de Newport était surtout due aux emplois très nombreux dans le commerce des esclaves africains."

La prédominance de J.P. Morgan et de la firme de Brown dans la finance américaine peut être datée au développement de Baltimore, lorsque celle ville devint la capitale du commerce d'esclaves au XIXè siècle. Ces deux firmes, qui ont vu le jour à Baltimore, ouvrirent des succursales à Londres, se placèrent sous l'égide de la Maison Rothschild et retournèrent aux États-Unis ouvrir des succursales à New York, afin de devenir la puissance dominante, non seulement dans la finance, mais également au gouvernement. Au fil des ans, les postes-clés de l'administration ont souvent été occupés par des hommes liés à ces banquiers. Par exemple, Robert Lovett a occupé le poste de Secrétaire à la Défense (poste qu'il a occupé entre 1951 et 1953) ; il était également associé dans Brown Brothers Harriman. Thomas S. Gates (Secrétaire à la Défense de 1959 à 1961), lui, était associé dans la firme Drexel and Company, filiale de J.P. Morgan. L'actuel vice-président des États-Unis, George H. W. Bush, est le fils de Prescott Bush, associé lui

aussi dans Brozvn Brothers Harriman[5] Sénateur du Connecticut pendant de nombreuses années, Prescott Bush a également monté la société de radio-télédiffusion CBS, dont il fut longtemps directeur.

Pour comprendre pourquoi ces firmes opèrent ainsi, il est nécessaire de rappeler brièvement leurs origines. Peu de gens savent que J.P. Morgan Company a débuté ses activités sous le nom de George Peabody & Co. George Peabody (1795-1869) est né à South Danvers, dans le Massachusetts. Il est entré dans les affaires en 1814, à Georgetown-DC, comme grossiste en articles de mercerie. Sa firme, Peabody, Riggs and Company, opérait en même temps sur le marché aux esclaves de Georgetown. En 1815, il partit avec son associé s'installer à Baltimore afin de se rapprocher des sources d'approvisionnement, et ils y opérèrent de 1815 à 1835, sous le nom de Peabody & Riggs.

Peabody se trouva de plus en plus impliqué dans des relations commerciales dont les sources se trouvaient à Londres et, en 1835, il y créa la firme George Peabody & Company. Dans la capitale anglaise, il disposait d'excellentes entrées dans le monde des affaires, par l'intermédiaire d'une autre firme originaire de Baltimore, Brown Brothers, qui s'était établie à Liverpool. Alexander Brown était arrivé à Baltimore en 1797, où il avait installé la maison bancaire qui deviendra la plus ancienne des États-Unis. Elle opère toujours sous les noms de Brown Brothers Harriman of New York, de Brown, Shipley & Company of England et d 'Alex Brown & Son of Baltimore. Le pouvoir exercé en coulisse par cette firme s'explique par le fait que Sir Montagu Norman, longtemps gouverneur de la Banque d'Angleterre, était associé dans Brown, Shipley & Company[6]. Considéré à l'époque purement et simplement comme le banquier le plus influent du monde, Sir Montagu Norman a organisé en 1927, entre les patrons des banques centrales, les « discussions officieuses » qui conduisirent directement au grand krach boursier de 1929.

Peu après son arrivée à Londres, George Peabody eut la surprise d'être convoqué à une audience auprès du bourru

Baron Nathan Mayer Rothschild. Sans mâcher ses mots, Rothschild révéla à Peabody qu'une grande partie de l'aristocratie londonienne montrait ouvertement l'aversion qu'elle éprouvait à son encontre et refusait ses invitations. Il proposa à Peabody, un homme aux moyens modestes, de se faire une réputation d'hôte généreux dont les soirées seraient au centre des conversations du tout Londres. Bien sûr, toutes les factures seraient réglées par Rothschild. Peabody accepta cette proposition et devint bientôt l'hôte le plus populaire de Londres. Son dîner annuel du 4 juillet célébrant l'indépendance américaine, devint extrêmement prisé par l'aristocratie anglaise, dont beaucoup de ses membres se régalaient les uns les autres de blagues sur la grossièreté et les mauvaises manières de Rothschild tout en buvant le vin de Peabody, sans réaliser que chaque goutte qu'ils ingurgitaient était payée par Rothschild.

C'est sans surprise que l'hôte le plus populaire de Londres devînt alors un homme d'affaires très prospère, d'autant plus que la Maison Rothschild le soutenait en coulisse. Peabody menait souvent ses affaires avec un capital de 500.000 livres en liquide et il se révéla très astucieux dans ses achats et ses ventes, des deux côtés de l'Atlantique. Son agent américain était la firme de Boston, Beebe, Morgan & Company, dirigée par Junius S. Morgan, le père de John Pierpont Morgan.

Peabody, qui ne s'était jamais marié, n'avait personne pour lui succéder et le grand et beau Junius Morgan lui fit une impression très favorable. En 1854, il persuada Junius Morgan de le rejoindre à Londres comme associé dans sa firme George Peabody & Company. En 1860, le fils de Junius, John Pierpont Morgan, fut placé comme apprenti dans la firme new-yorkaise, Duncan, Sherman. Mais John Pierpont, qui n'était pas très assidu dans les affaires, se vit refuser en 1864 la position d'associé dans la firme Duncan, Sherman, ce qui souleva le courroux de son père, Junius Morgan. Ce dernier prépara immédiatement un plan afin de convaincre l'un des principaux employés de Duncan, Sherman, Charles H. Dabney, de s'associer avec son fils, John Pierpont Morgan,

dans une nouvelle firme, Dabney, Morgan & Company. En décembre 1864, Bankers Magazine rapporta que Peabody avait clos son compte chez Duncan, Sherman et que l'on s'attendait à ce que d'autres entreprises fissent de même. Le compte de Peabody revint bien sûr à la firme Dabney, Morgan Company.

John Pierpont Morgan est né en 1837, aux États-Unis, durant la première panique monétaire. Fait révélateur, celle-ci avait été provoquée par la Maison Rothschild, avec laquelle Morgan allait devenir associé.

En 1836, exaspéré par les tactiques des banquiers qui essayaient de le persuader de renouveler l'acte constitutif de la Deuxième Banque des États-Unis, le Président Andrew Jackson déclarait : "Vous êtes un nid de vipères. J'ai l'intention de vous déloger et, par l'Eternel, je vous délogerai. Si seulement le peuple était conscient de l'injustice flagrante de notre monnaie et de notre système bancaire, il y aurait une révolution avant demain matin."

Bien que Nicholas Biddle fût président de la Banque des États-Unis, on savait parfaitement que le Baron James de Rothschild, à Paris, était le principal investisseur dans cette banque centrale. Et lorsque Jackson mit son veto sur le renouvellement de l'acte constitutif de la Banque des États-Unis, il n'avait probablement pas conscience que quelques mois auparavant, le 1er janvier 1835, la Maison Rothschild avait cimenté une relation avec le gouvernement des États-Unis en tant qu'agent financier du Département d'État, en supplantant la firme Baring.

Le célèbre banquier Henry Clews expose dans son livre Twenty-eight Years in Wall Street[7] que la Panique de 1837 avait été manigancée parce que l'acte constitutif de la Deuxième Banque des États-Unis avait expiré en 1836. Non seulement le Président Jackson retira immédiatement de la Deuxième Banque des États-Unis les fonds du gouvernement - 10 millions de dollars -, mais il les déposa dans les banques de divers États. Le résultat immédiat, nous raconte Clews, fut que le pays commença à connaître une grande prospérité. Le

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

soudain afflux de liquidités fut à l'origine d'une expansion immédiate de l'économie nationale et le gouvernement remboursa l'ensemble de la dette nationale, laissant un excédent de cinquante millions de dollars dans les caisses du Trésor.

Les financiers européens possédaient la réponse à cette situation. Clews expose plus loin : "La Panique de 1837 fut aggravée par la Banque d'Angleterre, lorsqu'elle se débarrassa en une seule journée de tous ses effets liés aux États- Unis."

La Banque d'Angleterre était bien sûr synonyme de «Baron Nathan Mayer Rothschild». Pourquoi la Banque d'Angleterre se «débarrassa-t-elle» en une journée de tous ses effets liés aux États-Unis, c'est à dire qu'elle refusa d'accepter ou d'escompter tous les titres, obligations ou autres effets de crédit basés aux USA ? Cette action avait pour objectif de créer une panique financière immédiate aux États-Unis, d'y provoquer une contraction totale du crédit, de stopper toute nouvelle émission d'actions et d'obligations et de ruiner ceux qui cherchaient à transformer en cash les titres américains. C'est dans cette atmosphère de panique financière que John Pierpont Morgan vit le jour. Son grand-père, Joseph Morgan, était un fermier prospère ; il possédait cinquante trois hectares à Hartford dans le Connecticut. Plus tard, il ouvrit le City Hôtel et l'Exchange Coffee Shop et, en 1819, il fut l'un des fondateurs de l'Aetna Insurance Company.

George Peabody trouva qu'il avait fait un bon choix en sélectionnant Junius S. Morgan comme successeur. Morgan accepta de poursuivre la relation secrète avec N.M. Rothschild Company et étendit rapidement les activités de la firme en acheminant de grandes quantités de fer vers les États-Unis pour la construction des voies ferrées. Le fer de Peabody est à la base d'un grand nombre de voies ferrées qui furent créées aux États-Unis entre 1860 et 1890. En 1864, content de prendre sa retraite et de confier sa firme à Morgan, Peabody autorisa que le nom de cette dernière fût modifié et elle fut rebaptisée Junius S. Morgan Company. Depuis lors, la firme

de Morgan a toujours été dirigée depuis Londres et John Pierpont Morgan a passé une grande partie de son temps dans sa magnifique demeure londonienne, à Prince's Gate.

L'un des apogées de l'entreprise prospère Rothschild-Peabody Morgan fut la Panique de 1857. Vingt années s'étaient écoulées depuis la Panique de 1837 : ses leçons avaient été oubliées par les hordes d'investisseurs pressés qui dési- raient ardemment investir dans les profits d'une Amérique en développement. Il était temps de les plumer de nouveau. La bourse fonctionne comme une vague qui s'écrase sur une plage. Elle emporte avec elle un grand nombre de créatures minuscules qui en retirent tout au long de leur vie l'oxygène et l'eau nécessaires à leur subsistance. Elles surfent sur la crête de la «Marée de la Prospérité». Soudain, la vague, qui s'effondre sur la plage à marée haute, se retire, laissant der- rière elle sur le sable toutes ces créatures privées d'oxygène. Une autre vague pourrait venir à temps pour les sauver, mais selon toute probabilité elle ne viendra pas assez près et un certain nombre de ces créatures seront condamnées. De la même manière, les vagues de la prospérité, alimentées par de la monnaie nouvellement créée, se retirent au moyen d'une contraction artificielle du crédit, laissant ceux qu'elle a portés très haut perdre leur souffle et mourir sans espoir d'être secourus.

Corsaire, la vie de J.P. Morgan[8], relate que la panique de 1857 fut occasionnée par l'effondrement du marché céréalier et par la faillite soudaine de l'Ohio Life and Trust, qui avait enregistré une perte de cinq millions de dollars. Dans cet effondrement, neuf cents autres sociétés américaines firent faillite. Fait révélateur, une seule a non seulement survécu, mais a prospéré sur ce krach. Dans *Corsaire*, nous apprenons que pendant la panique de 1857, la Banque d'Angleterre avait prêté à George Peabody & Company cinq millions de livres. Winkler, dans son livre *Morgan le Magnifique*[9] expose que la Banque d'Angleterre avait avancé à Peabody, pour sauver son entreprise, la somme d'un million de livres, une somme énorme à l'époque, équivalente à [100 millions d'euros] d'aujourd'hui [en

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

2010]. Cependant, aucune autre firme ne bénéficia d'une telle générosité durant cette panique. La raison nous est révélée par Matthew Josephson, dans The Robber Barons [les Barons Voleurs]. Voici ce qu'il dit page 60 :

"*George Peabody and Company, le vieil arbre qui a permis à la Maison Morgan de grandir, était célèbre pour ses qualités conservatrices et de pureté. Durant la Panique de 1857, lorsque les titres dépréciés avaient été largués sur le marché américain par des investisseurs en détresse, Peabody et le vieux Morgan, qui disposaient de beaucoup de cash, achetèrent sans compter toutes les obligations qui avaient une réelle valeur et les revendirent beaucoup plus cher lorsque le bon sens fut revenu*"[10].

Ainsi, l'histoire de Morgan peut être reconstituée à partir des diverses biographies qui lui sont consacrées. Après que la panique eut été manigancée, une firme arriva sur le marché avec un million de livres sterling en liquide, acheta des titres à prix cassés aux investisseurs en détresse et les revendit plus tard en faisant un énorme bénéfice. Cette firme était la firme de Morgan et, derrière elle, se trouvaient les manœuvres rusées du Baron Nathan Mayer Rothschild. Bien que Morgan apparût occasionnellement dans une opération de Rothschild comme son agent financier, leur association, à Londres et à New York, resta secrète, même pour les esprits financiers les plus savants. Alors que la firme de Morgan a grandi rapidement pendant la fin du dix-neuvième siècle, jusqu'à ce qu'elle domine les finances de la nation américaine, de nombreux observateurs ont été intrigués par le désintérêt apparent des Rothschild à profiter des investissements dans l'économie américaine qui progressait rapidement. John Moody observe dans *The Masters of Capital*, page 27 : "Les Rothschild se contentaient de rester un proche allié de Morgan... en ce qui concernait le territoire américain"[11]. Si la prudence est mère de sûreté, le secret, lui, est son grand-père.

La raison pour laquelle les Rothschild européens préféraient opérer anonymement aux États-Unis derrière la façade de J.P.

Morgan & Company est expliquée par George Wheeler, dans Pierpont Morgan & Ses Amis, l'Anatomie d'un Mythe, page 17:

"*Mais des mesures étaient prises, même à ce moment-là, afin de le sortir de l'isolement financier - et ces mesures ne furent pas prises par Pierpont Morgan lui-même. La première fois que son nom fut suggéré, pour lui confier un rôle dans la restauration de la réserve [fédérale], cela venait de la branche londonienne de la Maison Rothschild, les employeurs de Belmont*"[12].

Wheeler poursuit en expliquant qu'un mouvement considérable anti-Rothschild s'était développé en Europe et aux États-Unis. Ce mouvement avait pris pour cible les activités bancaires de la famille Rothschild. Même si, en 1837, ils avaient un agent enregistré aux États-Unis, August Schoenberg, qui avait changé son nom en Belmont à son arrivée en 1837 aux États-Unis pour représenter les Rothschild, il était extrêmement avantageux pour eux d'avoir un représentant américain que l'on ne connaissait pas comme étant un agent des Rothschild.

Bien que la maison londonienne de Junius S. Morgan & Company continuât d'être la branche dominante des entreprises Morgan, après la mort du vieux Morgan en 1890, dans un accident de carrosse sur la Côte d'Azur, John Pierpont Morgan prit la tête de l'entreprise. Après avoir opéré de 1864 à 1871 en tant que représentant américain de sa firme londonienne, sous le nom de Dabney Morgan Company, Morgan fit entrer un nouvel associé en 1871, Anthony Drexel de Philadelphie, et opéra sous le nom de Drexel Morgan and Company jusqu'en 1885. Cette année-là, Drexel décéda et Morgan changea à nouveau le nom de la branche américaine, qui devint J.P. Morgan & Company.

LaRouche[13] raconte que le 5 février 1891, une association secrète, connue sous le nom de Round Table Group, fut formée par Cecil Rhodes, par son banquier Lord Rothschild, par Lord Rosebery, le Rothschild par alliance, et par Lord Curzon. LaRouche expose que la Table Ronde était

représentée aux États-Unis par le groupe Morgan. Le Dr Carrol Quigley, dans Tragedy and Hope, parle de ce groupe comme de «La Société Secrète Anglo-Américaine» en expliquant que "La principale épine dorsale de cette organisation s'est développée tout au long d'une coopération déjà existante, qui allait de la Banque Morgan à New York jusqu'à un groupe de financiers internationaux à Londres emmenés par les frères Lazard (en 1901)"[14].

William Guy Carr, dans son livre *Des Pions sur l'Echiquier*, expose ceci : "*En 1899, J.P. Morgan et Drexel se rendirent en Angleterre dans le but de participer à la Convention Internationale des Banquiers. Lorsqu'ils s'en retournèrent, J.P. Morgan fut nommé à la tête des intérêts de Rothschild aux États-Unis. A la suite de la Conférence de Londres, J.P. Morgan & Company de New York, Drexel & Company de Philadelphie, Grenfell & Company de Londres, Morgan Harjes & de Paris, M.M. Warburg Company d'Allemagne et d'Amérique et la Maison Rothschild étaient toutes affiliées*"[15].

Visiblement, ni conscient du lien entre Peabody et les Rothschild, ni que les Morgan avaient toujours été affiliés avec la Maison Rothschild, Carr supposa qu'il avait découvert que cette relation datait de 1899, alors qu'elle remontait en fait à 1835[16].

Après la Première Guerre Mondiale, [en 1921,] la Table Ronde adopta le nom de Council on Foreign Relations (CFR) aux États-Unis et de Royal Institute of International Affairs (RUA) à Londres. Les dirigeants officiels des gouvernements anglais et américains étaient sélectionnés parmi leurs membres. Dans les années 1960, alors que l'attention se concentrait de plus en plus sur les activités gouvernementales discrètes du CFR, des groupes affiliés qui représentaient des intérêts financiers identiques, commencèrent leurs opérations - les Bilderbergers [1954] et la Commission Trilatérale [1975].

Les responsables les plus importants, comme Robert Roosa[17], étaient membres des trois groupes,.

Dans George F. Peabody, l'Histoire des Très Grosses

Fortunes Américaines, (Mod. Lib. 537), Gustavus Myers fait remarquer que le père de J.P. Morgan, Junius S. Morgan, était devenu un associé de George Peabody dans les affaires bancaires. "Lorsque la Guerre Civile éclata, George Peabody & Company fut désignée pour représenter financièrement le gouvernement des États-Unis en Angleterre ... Avec ces nouvelles fonctions, leur richesse commença brusquement à s'accumuler ; là où, jusqu'à présent, ils avaient amassé ces richesses par étapes remarquablement rapides, des millions et des millions supplémentaires vinrent s'y ajouter en très peu d'années." Selon les auteurs de l'époque, non seulement les méthodes de George Peabody & Company étaient excessives, mais elles se doublaient de trahison. En effet, tandis qu'ils agissaient de l'intérieur, apportant leur aide à l'ennemi, George Peabody & Company étaient les plénipotentiaires du gouvernement américain et ils étaient très bien payés pour défendre ses intérêts. "Springfield Republic", 1866 : "Tous ceux qui ont une connaissance de ce sujet savent très bien que Peabody et ses associés ne nous ont témoignés aucune fidélité et ne nous ont apportés aucune aide dans notre lutte pour notre existence nationale. Ils ont concouru à la mé- fiance primaire qu'éprouvaient les Anglais vis-à-vis de notre cause et de notre réussite ; ils parlaient et agissaient davantage en faveur des Sudistes que dans l'intérêt de notre nation. Aucune autre société que George Peabody & Company n'a autant contribué à inonder nos marchés monétaires et à affaiblir la confiance nationale dans nos finances, et personne d'autre n'a gagné plus d'argent dans ces manœuvres. Tout l'argent distribué si généreusement par M. Peabody à nos institutions éducatives a été gagné par les spéculations de sa maison bancaire sur nos malheurs." Egalement, dans le New York Times du 31 octobre 1866, citant «Le Fonds des Profiteurs Nordistes de la Reconstruction. La Foudre s'est Abattue sur l'Immeuble du Trésor»[18], page 53, «La Banque d'Angleterre, avec ses filiales bancaires en Amérique (sous la domination de J.P. Morgan), la Banque de France et la Reichsbank d'Allemagne composaient un système croisé de coopérations

bancaires, dont l'obj ectif principal était l'exploitation du peuple».

Selon William Guy Carr, dans *Des Pions sur l'Echiquier* (ibid.), la réunion initiale de ces planificateurs ès qualité se déroula en 1773 dans la Boutique d'Orfèvrerie de Mayer Amschel Bauer, à Francfort. Celui-ci adopta le nom de «Rothschild» ou Rotes Schild, emprunté à l'écu rouge suspendu au-dessus de sa porte et qui signalait son entreprise (l'écusson rouge représente aujourd'hui les armoiries officielles de la Ville de Francfort). Il "n'avait que 30 ans lorsqu'il invita douze autres hommes très riches et très influents à le rencontrer à Francfort. Son objectif était de les convaincre que s'ils acceptaient de mettre en commun leurs ressources, ils pourraient alors financer et contrôler le Mouvement Révolutionnaire Mondial et en faire leur manuel d'action afin d'acquérir le contrôle ultime de la richesse, des ressources naturelles et de la main d'œuvre, dans le monde entier. Une fois cet accord obtenu, Mayer dévoila son plan révolutionnaire. Ce projet serait soutenu par tous les pouvoirs qui pourraient être achetés grâce aux ressources qu'ils mettraient en commun. Au moyen d'une manipulation astucieuse de leur richesse additionnée, il serait possible de créer des conditions économiques si hostiles que les masses seraient réduites par le chômage à un état proche de la famine... Les propagandistes qu'ils rémunéreraient feraient monter les sentiments de haine et de vengeance contre les classes dirigeantes, en exposant tous les cas réels ou prétendus tels d'extravagance, de conduite licencieuse, d'injustice, d'oppression et de persécution. Ils inventeraient également des infamies afin de conduire à discréditer les autres personnes qui pourraient, si on les laissait tranquilles, interférer avec leurs plans d'ensemble... Rothschild se tourna vers un manuscrit et commença à lire un plan d'action minutieusement préparé.

1) Il soutint que la LOI n'était que la FORCE déguisée et qu'il était logique de conclure que «par les lois de la nature le droit repose dans la force».

2) La liberté politique est une idée, pas un fait. Pour usurper le

pouvoir politique, tout ce qu'il était nécessaire de faire était de prêcher le «libéralisme»[19] afin que l'électorat, pour faire avancer cette idée, récolte un peu de pouvoir et de prérogatives sur lesquels les comploteurs pourraient ensuite mettre la main.

3) L'orateur affirma que le POUVOIR DE l'OR avait usurpé le pouvoir des souverains libéraux. Il fit remarquer que cela n'avait aucune importance en vue de la réussite de ce plan que les gouvernements établis fussent détruits par des ennemis extérieurs ou des ennemis intérieurs, tout simplement parce que le vainqueur serait obligé, par nécessité, de demander l'aide du «Capital» qui «est entièrement entre nos mains».

4) Il soutint que l'utilisation de tous les moyens possibles pour atteindre leur objectif final se justifiait, en se fondant sur le fait que celui qui dirige le code moral n'est pas un politicien adroit, puisqu'il s'est mis dans une position vulnérable et instable.

5) Il affirma : 'Notre droit repose sur la force. Le mot DROIT est un concept abstrait et ne prouve rien. Je découvre un nouveau DROIT... celui d'attaquer par le DROIT DE LA FORCE, afin de reconstruire toutes les institutions existantes et devenir le Seigneur souverain de ceux qui nous ont généreusement légués les droits issus de leurs anciens pouvoirs'.

6) Le pouvoir de nos ressources doit demeurer invisible jusqu'au moment même où il aura gagné une telle puissance qu'aucune force sournoise ne pourra l'ébranler.

"Il poursuivit son esquisse en vingt-cinq points[20]. Le point numéro 8 traitait de l'utilisation des boissons alcoolisées, des drogues, de la corruption morale et de tous les vices dans le but de corrompre systématiquement la jeunesse de toutes les nations.

Dans le point n° 9, ils avaient le droit de saisir des propriétés par tous les moyens et sans hésitation si, ce faisant, ils s'assuraient la soumission et la souveraineté.

Point n° 10 : Nous avons été les premiers à placer le slogan «Liberté, Egalité, Fraternité» dans la bouche des masses, ce qui a établi une nouvelle aristocratie. Ce qui est requis pour faire partie de cette aristocratie, c'est la RICHESSE, laquelle dépend de nous.

Point n° 11 : Les guerres devraient être dirigées de telle sorte que les nations engagées des deux côtés s'endettent le plus possible auprès de nous.

Point n° 12 : Les candidats à des fonctions publiques devraient être serviles et obéir à nos ordres, afin qu'ils soient prêts à être utilisés.

Point n° 13 : La propagande - leur richesse combinée contrôlerait tous les moyens d'information du public.

Point n° 14 : Les paniques et les dépressions financières auraient pour résultat ultime un Gouvernement Mondial, le nouvel ordre d'un gouvernement unique"[21].

Ainsi que Frederick Morton l'a écrit dans «Les Rothschild», la famille Rothschild a joué pendant deux siècles un rôle crucial dans la finance internationale :

"Pendant les cent-cinquante dernières années, l'histoire de la Maison Rothschild a été, jusqu'à un point étonnant, l'histoire en coulisse de l'Europe Occidental"[22](Préface)... Grâce aux succès de leurs prêts, non pas aux personnes, mais aux nations, ils ont récolté des profits énormes, mais, ainsi que Morton l'écrit p. 36 :

"*Un jour, quelqu'un a déclaré que la fortune des Rothschild consiste en la banqueroute des nations*"[23].

E.C. Knuth note, dans *The Empire of the City*, "*Le fait que la Maison Rothschild ait gagné son argent dans les grands krachs et les grandes guerres de l'histoire, les périodes-mêmes où les autres ont perdu le leur, est incontestable*"[24].

Voici ce que déclare La Grande Encyclopédie Soviétique : "*La famille Rothschild est l'exemple le plus limpide d'une association de personnes (directoires internationaux) de dimension Ouest-européenne. Les branches londonienne et parisienne des Rothschild sont non seulement circonscrites par leurs liens familiaux mais également par le fait que leurs membres sont associés dans des sociétés qu'ils contrôlent conjointement*"[25]. Cette encyclopédie fournit une description supplémentaire de ces sociétés en les présentant comme des

monopoles internationaux.

Le patriarche de la famille, Mayer Amschel Rothschild, avait mis sur pied une petite affaire de vente d'or et de pièces de monnaie à Francfort. Bien qu'il fût connu auparavant sous le nom de Bauer[26], il signalait son commerce par une enseigne représentant un aigle sur un écu rouge - une adaptation des armoiries de la ville de Francfort - auquel il avait ajouté cinq flèches d'or que l'aigle tenait dans ses serres, évoquant ses cinq fils. C'est de cette enseigne qu'il a tiré le nom de «Rothschild» ou «Ecusson Rouge» [Rotes Schild en allemand]. Lorsque l'Electeur de Hesse[27]fit fortune en louant des mercenaires hessois aux Britanniques pour réprimer la rébellion dans les colonies américaines, Rothschild s'est vu confier la gestion des investissements de cet argent. Il fit un excellent profit, pour lui-même et pour l'Electeur, et attira ainsi d'autres comptes. En 1785, il déménagea dans une plus grande maison, au 148 de la Judengasse, une maison de cinq niveaux connue sous le nom de «L'Ecusson Vert» [Grünes Schild], qu'il partagea avec la famille Schiff.

Les cinq fils établirent des branches dans les principales villes d'Europe, les plus prospères étant celles de James [Jakob], à Paris, et de Nathan Mayer, à Londres. Ignatius Balla, dans The Romance of the Rothschilds[28], nous raconte comment le Rothschild de Londres a assuré sa fortune. Il s'est rendu à Waterloo, où le sort de l'Europe était en jeu. Il vit que Napoléon était en train de perdre la bataille et retourna très vite à Bruxelles. A Ostende, il essaya de louer un bateau pour regagner l'Angleterre, mais, en raison d'une tempête qui faisait rage, personne n'était prêt à sortir en mer. Rothschild offrit cinq cents francs, puis sept cents, et finalement mille francs pour un bateau. Un marin lui dit : "*Je vous emmènerai pour deux mille : si nous coulons, ma veuve aura au moins quelque chose*". Malgré la tempête, ils traversèrent la Manche.

Le lendemain matin, Rothschild était à son poste habituel à la Bourse de Londres. Tout le monde remarqua son air exténué et à quel point il était pâle. Il se mit soudain à vendre, se

débarrassant de ses titres en grande quantité. La panique balaya immédiatement la bourse. Rothschild vend : il sait que nous avons perdu la bataille de Waterloo ! Rothschild et tous les agents qu'on lui connaissait continuèrent de se débarrasser de leurs titres sur le marché. Balla raconte : "*Rien ne pouvait arrêter ce désastre. En même temps, il achetait en sous main tous les titres par l'intermédiaire d'agents secrets que personne ne connaissait. En une seule journée, il gagna près d'un million de livres sterling, donnant lieu au dicton, «Les alliés ont remporté la bataille de Waterloo, mais le vainqueur fut en réalité Rothschild*»"[29].

Dans *Les Profits de Guerre à Travers les Siècles*, Richard Lewinsohn écrivait : "Les profits de guerre que Rothschild a réalisés avec les guerres napoléoniennes financèrent plus tard ses spéculations boursières. Sous Metternich, l'Autriche, après une longue hésitation, accepta finalement d'être dirigée financièrement depuis la Maison Rothschild"[30].

Après la réussite de son exploit de Waterloo, Nathan Mayer Rothschild prit le contrôle de la Banque d'Angleterre à travers son quasi-monopole des «Consols»[31] et d'autres titres. Plusieurs banques «centrales» - des banques qui avaient le pouvoir de battre monnaie - avaient commencé leurs activités en Europe : la Banque de Suède, en 1655, qui commença à émettre des billets de banque en 1661 ; mais la première à le faire fut la Banque d'Amsterdam, qui finança la prise de pouvoir sur l'Angleterre par Oliver Cromwell en 1649, en apparence en raison de divergences religieuses. Cromwell mourut en 1657 et le trône d'Angleterre fut rétabli en 1660, avec le couronnement de Charles II. Ce dernier mourut en 1685. En 1689, le même groupe de banquiers reprit le pouvoir en Angleterre en plaçant le roi Guillaume d'Orange sur le trône. Celui-ci remboursa rapidement ceux qui l'avaient financé en ordonnant au Trésor britannique d'emprunter 1.250.000 livres à ces banquiers. Il édicta également la charte royale de la Banque d'Angleterre, qui leur permettait de consolider la dette nationale (qui venait précisément d'être créée avec ce prêt) et de garantir

le paiement des intérêts et du principal en taxant directement le peuple. Cette charte interdisait aux orfèvres privés de stocker l'or et d'émettre des reçus, ce qui conféra aux actionnaires de la Banque d'Angleterre un monopole sur la monnaie. Il fut également exigé des orfèvres qu'ils stockassent leur or dans les coffres de la Banque d'Angleterre. Non seulement un décret gouvernemental les avait dépouillés de leur privilège d'émettre la monnaie en circulation, mais leurs fortunes avaient été transférées à ceux qui les avaient supplantés[32].

Dans ses "Cantos", 46 - 27, Ezra Pound se réfère aux privilèges uniques que William Paterson avait signalés dans son prospectus en faveur de la Charte de la Banque d'Angleterre :

> "Paterson déclarait : Cette banque tire ses bénéfices des intérêts sur tous les fonds qu'elle crée à partir de rien."

Ce « rien » auquel il se réfère est bien sûr l'opération comptable de la banque, qui « crée » de l'argent virtuel en entrant une ligne qui signifie qu'elle vous a «prêté» [par exemple] mille dollars qui n'existaient pas jusqu'à ce que la banque passe cette écriture.

Dès 1698, le Trésor britannique devait seize millions de livres à la Banque d'Angleterre. À partir de 1815, principalement par l'effet de l'accumulation des intérêts, la dette s'élevait à huit cent quatre-vingt cinq millions de livres. Une partie de l'augmentation de la dette était due aux guerres qui avaient fleuri durant toute cette période, dont les Guerres Napoléoniennes et les guerres que l'Angleterre avait livrées pour conserver sa colonie américaine.

William Paterson (1658-1719) a lui-même peu bénéficié des «fonds que la banque a créés à partir de rien», puisqu'il s'est retiré de la Banque d'Angleterre à la suite d'un désaccord politique, un an après sa fondation. Plus tard, un autre William Paterson sera l'un des concepteurs de la Constitution des États-Unis, tandis que ce nom subsiste comme celui de la néfaste banque centrale elle-même.

Paterson s'était retrouvé dans l'incapacité de travailler avec les actionnaires de la Banque d'Angleterre. Nombre d'entre

aux étaient restés anonymes, mais une ancienne description de la Banque d'Angleterre exposait qu'elle était "Une société d'environ 1330 personnes, incluant le Roi et la Reine d'Angleterre - lesquels détenaient dix mille livres d'actions -, le Duc de Leeds, le Duc du Devonshire, le Comte de Pembroke et le Comte de Bradford."

Grâce à ses spéculations juteuses, le Baron Nathan Mayer de Rothschild, comme il se faisait désormais appeler, régna sur Londres en tant que puissance financière suprême. Un jour, lors d'une réception qu'il donnait à son hôtel particulier, il s'était exclamé avec arrogance : "*Je me fiche de savoir quelle marionnette est placée sur le trône d'Angleterre pour diriger l'Empire sur lequel le soleil ne se couche jamais. L'homme qui contrôle la masse monétaire de la Grande-Bretagne contrôle l'Empire Britannique, et je contrôle la masse monétaire britannique.*"

Son frère James, à Paris, avait lui aussi réussi à dominer la finance française. Dans Baron Edmond de Rothschild, David Druck écrit : "La fortune de (James) Rothschild avait atteint la barre des six cents millions. Un seul homme en France possédait plus : c'était le Roi, dont la fortune s'élevait à huit cents millions. La richesse combinée de tous les banquiers de France était inférieure de cent cinquante millions à la fortune de James Rothschild. Celle-ci lui conférait naturellement des pouvoirs phénoménaux, pouvant même aller jusqu'à renverser des gouvernements chaque fois qu'il le décidait. Il est bien connu, par exemple, qu'il renversa le gouvernement du Président du Conseil [Louis Adolphe] Thiers"[33].

L'expansion de l'Allemagne sous Bismarck s'accompagna de sa dépendance envers Samuel Bleichroder, banquier à la cour du roi de Prusse et connu pour avoir été, depuis 1828, un agent des Rothschild. Le Dr von Bethmann Hollweg, qui deviendra plus tard chancelier d'Allemagne, était le fils de Moritz Bethmann de Francfort, qui avait pratiqué l'intermariage avec les Rothschild. L'Empereur Wilhelm Ier se reposait lourdement sur Bischoffsheim, Goldschmidt et Sir Ernest Cassel de Francfort, lequel émigra en Angleterre et devint le banquier

personnel du Prince de Galles, devenu plus tard Edouard VII. La fille de Cassel épousa Lord Mountbatten, donnant à cette famille un lien direct avec la couronne britannique actuelle.

Josephson[34] expose que Philip Mounbatten était parent avec les Meyer Rothschild de Francfort à travers les Cassel. La Maison des Windsor avait donc un lien familial direct avec les Rothschild. En 1901, lorsque le fils de la Reine Victoria, Edouard, devint le Roi Edouard VII, il rétablit les liens avec Rothschild.

Voici ce que dit Paul Emden, dans *Behind The Throne* :

"La préparation d'Edouard à ce métier était assez différente de celle de sa mère, d'où le fait qu'il fut moins «dirigiste» qu'elle. Par reconnaissance, il conserva auprès de lui des hommes qui s'étaient trouvés à ses côtés à l'époque de la construction du chemin de fer de Bagdad [...] Furent ajoutés à la liste de conseillers, Léopold et Alfred de Rothschild, di- vers membres de la famille Sassoon et surtout, son conseiller financier personnel, Sir Ernest Cassel"[35].

"L'énorme fortune que Cassel amassa en relativement peu de temps lui conféra un pouvoir immense dont il ne fit jamais mauvais usage. Il réunit la firme Vickers Sons avec la Naval Construction Company et la Maxim-Nordenfeldt Guns & Ammunition Company, une fusion qui fit naître la firme mondiale Vickers Sons & Maxim. Dans un registre entièrement différent de celui de Cassel, se trouvaient des hommes d'affaires, comme les Rothschild. Leur firme était gérée sur des principes démocratiques et les divers associés devaient tous être membres de la famille. C'est avec une grande hospitalité et de manière princière qu'ils menaient des vies de grands seigneurs et il était naturel qu'Edouard VII les trouvât sym- pathiques. Grâce à leurs relations familiales internationales et à des liens d'affaires toujours plus étendus, ils connaissaient le monde entier, étaient bien informés sur tout le monde et avaient une connaissance sûre de sujets qui n'apparaissaient jamais à la surface. Depuis le tout début, cette combinaison de finance et de politique avait été la marque de fabrique des

Rothschild. La Maison Rothschild en savait toujours plus que ce que l'on pouvait trouver dans les journaux et même encore davantage que ce que l'on pouvait lire dans les rapports qui arrivaient au Foreign Office (Le Ministère des Affaires Etrangères britannique). Dans les autres pays, les relations des Rothschild s'étendaient également en coulisse, derrière les trônes. Il fallut un grand nombre de publications diplomatiques dans les années qui suivirent la guerre pour qu'un public plus large apprenne à quel point la main d'Alfred de Rothschild avait fortement affecté la politique de l'Europe Centrale durant les vingt années qui précédèrent la [première] guerre [mondiale]."

Avec le contrôle monétaire arriva le contrôle des moyens d'information. Kent Cooper, à la tête d'Associated Press, écrivait dans son autobiographie, *Barriers Down* [Bas les masques] :

"Les banquiers internationaux subordonnés à la Maison Rothschild acquirent une participation dans les trois principales agences de presse européennes"[36].

Ainsi, les Rothschild avaient acheté le contrôle de l'agence internationale de presse Reuters, dont le siège est à Londres, de l'agence française Havas et de l'agence allemande Wolf, qui contrôlaient la diffusion de toutes les informations en Europe.

En 1936, dans *Inside Europe*[37], John Gunther notait que le président du conseil français, à la fin 1935 [Pierre Laval], était une créature de l'oligarchie financière et que cette oligarchie financière était dominée par douze régents, dont six étaient banquiers et étaient dirigés par le Baron Edmond de Rothschild.

Cette main de fer de la «London Connection» sur les médias a été exposée dans un livre récent de Ben J. Bagdikian, *The Media Monopoly*, dont on a dit qu'il est "un reportage saisissant sur les cinquante grandes entreprises qui contrôlent ce que voit l'Amérique - comprendre : ce que lit l'Amérique"[38]. Bagdikian, qui publiait le magazine le plus influent des États-Unis, le *Saturday Evening Post*[39] jusqu'à ce que le «monopole» le ferme brutalement, révèle l'existence de directoires croisés

entre les cinquante conglomérats qui contrôlent l'information, mais il ne relie pas ces derniers aux cinq maisons bancaires de Londres qui les contrôlent. Il mentionne que CBS est intimement lié au Washington Post, à Allied Chemical, à la Wells Fargo Bank et à d'autres sociétés, mais il ne dit pas au lecteur que Brown Brothers Harriman contrôle CBS ou que la famille d'Eugène Meyer (Lazard frères) contrôle Allied Chemical, le Washington Post, Kuhn Loeb & Co. et la Wells Fargo Bank. Il montre que le *New York Times* est intimement lié à Morgan Guaranty Trust, à American Express, à la First Boston Corporation et à d'autres entreprises, mais il ne montre pas comment ces banques sont intimement liées entre elles. Dans l'ensemble de son livre ne figure nulle mention du Système de la Réserve Fédérale, ce qui rend son absence suspecte.

Bagdikian décrit comment le monopole des médias ferme progressivement de plus en plus de quotidiens et de magazines. Washington-DC, avec un seul quotidien, le [Washington] Post, est un cas unique parmi les capitales mondiales.

Londres possède onze quotidiens, Paris, quatorze, Rome, dix-huit, Tokyo, dix-sept et Moscou, neuf[40]. Il cite une étude de l'Encyclopédie de la Presse Mondiale de 1982, selon laquelle les États-Unis occupent la dernière place des nations industrielles en nombre de quotidiens vendus pour 1.000 habitants. La Suède serait en tête avec 572, les États-Unis en dernier avec 287. Les Américains manifestent une méfiance généralisée envers les médias, en raison de leur monopole notoire et de leur parti pris. Les médias y préconisent unanimement des impôts plus élevés pour les travailleurs, des dépenses du gouvernement plus importantes, un État providence disposant de pouvoirs totalitaires, des relations étroites avec la Russie et la dénonciation fanatique de tous ceux qui s'opposent au Communisme[41]. C'est le programme de la «London Connection». Il fait étalage d'un racisme maniaque et il a comme devise la phrase célèbre de sa

grande prêtresse, Susan Sontag, «la race blanche est le cancer de l'histoire humaine». Tout le monde devrait être contre ce cancer. Le monopole médiatique s'occupe de ses opposants de deux manières : soit en menant une attaque frontale diffamatoire que la personne moyenne n'a pas les moyens d'éviter en estant en justice, soit en étouffant les opposants sous une chape de plomb - traitement standard auquel est soumis tout travail qui révèle les activités clandestines [de ce monopole].

Bien que le plan de Rothschild, depuis qu'il fut conçu en 1773, ne correspondît pas un quelconque mouvement politique ou économique, on peut discerner des parties essentielles de ce plan dans toute révolution politique qui s'est produite depuis cette date. LaRouche[42] expose que les Tables Rondes ont soutenu le socialisme Fabien[43] en Angleterre tout en soutenant également le régime nazi, par l'intermédiaire d'un membre allemand de la Table Ronde, le Dr Hjalmar Schacht. Elles auraient également utilisé le Gouvernement Nazi tout au long de la Deuxième Guerre Mondiale, grâce à l'Amiral Canaris, membre de la Table Ronde, tandis qu'Allen Dulles dirigeait en Suisse une opération de collaboration des services secrets en faveur des Alliés.

CHAPITRE VI : LA CONNEXION LONDONIENNE

«Donc, mon cher Coningsby, vous voyez que le monde est gouverné par des personnages très différents de ce qu'imaginent ceux dont l'œil ne plonge pas dans les coulisses»[1].
- Benjamin Disraeli, Premier ministre britannique sous le règne de la Reine Victoria, [in Coningsby].

En 1775, les colons d'Amérique déclarèrent leur indépendance de la Grande-Bretagne et gagnèrent leur liberté à la suite de la Révolution Américaine. Bien qu'ils eussent obtenu leur liberté politique, l'indépendance financière s'avéra être un problème plus complexe. En 1791, sur l'ordre des banquiers européens, Alexander Hamilton créa la Première Banque des États-Unis, une banque centrale qui disposait globalement des mêmes pouvoirs que la Banque d'Angleterre. Plus d'un siècle plus tard, les influences étrangères qui agissaient en coulisse derrière cette banque, furent en mesure de faire voter la Loi de Réserve Fédérale par le Congrès. Ils obtenaient enfin la banque centrale émettrice de l'économie américaine. Bien que la Banque de Réserve Fédérale ne fût ni «fédérale», étant possédée par des actionnaires privés, ni une «réserve», parce qu'elle était destinée à créer la monnaie au lieu de la garder en réserve, elle a vraiment acquis une puissance financière énorme, tellement énorme qu'elle a graduellement remplacé le gouvernement élu des États-Unis. À travers la FED, l'indépendance américaine a été progressivement et irréductiblement réabsorbée par la sphère d'influence britannique. Ainsi, la «London Connexion» est-elle devenue l'arbitre de la politique des États-Unis.

Après la Deuxième Guerre Mondiale et la perte de son empire colonial, l'influence de l'Angleterre, en tant que puissance politique mondiale, a semblé décliner. C'était vrai pour l'essentiel. L'Angleterre de 1980 n'est pas l'Angleterre de 1880. Elle ne domine plus les océans ; elle est une puissance militaire de, peut-être, deuxième, voire troisième rang. Mais, paradoxalement, au fur et à mesure que sa puissance politique

et militaire déclinait, sa puissance financière grandissait. Dans Capital City, on trouve ceci : "Pratiquement sous tous les angles de considération, Londres est le centre financier mondial dominant ... Dans les années 60, la domination de Londres s'est accrue ... "[2]

Voici une explication partielle de ce fait :

"Daniel Davison, qui dirige Morgan Grenfell à Londres, a déclaré : *'Les banques américaines ont fait venir l'argent, les clients, les capitaux et les compétences nécessaires, qui ont installé Londres dans sa domination actuelle... Seules les banques américaines ont un prêteur de dernier recours. Le Board de la Fed, aux États-Unis, peut - et doit - créer des dollars lorsque cela est nécessaire. Sans les Américains, les grosses transactions en dollars ne peuvent être montées. Sans eux, Londres ne serait pas crédible comme centre financier international*'. " (Ibid, p. 225).

Pouvant disposer de sommes énormes, créées sur ses ordres par le Board de la Fed aux États-Unis, Londres est donc le centre financier de la planète. Mais comment est-ce possible ? Nous avons déjà établi qu'aux USA la politique monétaire, les taux d'intérêt, la masse monétaire, la valeur de la devise et les ventes d'obligations sont déterminés, non pas par les personnalités prestigieuses du Conseil des Gouverneurs de la Réserve Fédérale, mais par la Banque de Réserve Fédérale de New York. La prétendue décentralisation du Système de la Réserve Fédérale, avec ses douze banques «régionales» disposant d'une même autonomie, est - et a toujours été - une tromperie, et cela, depuis la promulgation du Federal Reserve Act en 1913. Que la politique monétaire des États-Unis soit décidée seulement à la Banque de Réserve Fédérale de New York est une autre erreur ! Que la Banque de Réserve Fédérale de New York soit elle-même autonome et libre de fixer, sans interférence extérieure, la politique monétaire de tous les États-Unis est particulièrement faux !

Nous pourrions croire en cette autonomie si nous ne savions pas que la majorité des actions de la Banque de Réserve Fédérale de New York avait été achetée par trois banques

new-yorkaises : la National City Bank, la First National Bank et la National Bank of Commerce. Un examen des actionnaires principaux de ces banques, en 1914 et aujourd'hui, révèle leur lien direct avec Londres.

La National City Bank a commencé ses opérations en 1812, sous le nom de City Bank, dans la même salle où la défunte Banque des États-Unis, dont l'acte constitutif avait expiré, menait ses affaires. Elle représentait pratiquement les mêmes actionnaires, qui fonctionnaient désormais sous un acte constitutif américain régulier. Au début des années 1800, le nom le plus célèbre que l'on associait à la City Bank était celui de Moses Taylor (1806-1882). Le père de Taylor avait été un agent confidentiel d'Astor, employé pour acheter des propriétés pour le compte de ce dernier, tout en cachant le fait qu'Astor était le véritable acheteur. Grâce à cette tactique, Astor parvint à acheter un grand nombre de propriétés agricoles et de nombreux biens immobiliers de grande valeur potentielle à Manhattan. Bien que le capital d'Astor fût censé provenir de son commerce de fourrures, de nombreuses sources indiquent qu'Astor représentait également des intérêts étrangers. LaRouche[3] expose que durant les années qui précédèrent la Guerre Révolutionnaire et celles qui l'ont suivie, Astor, en échange de renseignements secrets et pour son action visant à inciter les Indiens à attaquer et à tuer les colons américains le long de la frontière, avait reçu une jolie récompense des Britanniques. Celle-ci ne lui fut pas versée en espèces, mais il reçut un pourcentage sur le commerce britannique de l'opium avec la Chine. C'est le revenu de cette concession lucrative qui se trouve à la base de la fortune d'Astor.

Grâce aux liens que son père entretenait avec les Astor, le jeune Moses Taylor n'eut aucune difficulté pour trouver, à l'âge de quinze ans, une place d'apprenti dans une maison bancaire. Comme tant d'autres dans ces pages, il rencontra ses meilleures opportunités lorsque beaucoup d'autres Américains faisaient faillite en période de brusque contraction du crédit. Tandis que plus de la moitié des entreprises new-yorkaises firent faillite pendant la panique de 1837, Taylor doubla sa

fortune. En 1855, il devint président de City Bank. Durant la panique de 1857, City Bank avait tiré profit de la faillite d'un grand nombre de ses concurrentes. À l'instar de George Peabody et de Junius Morgan, Taylor semblait disposer d'une importante réserve de liquidités pour acheter les actions déprimées. Il acheta pratiquement toutes les actions de [la compagnie de chemin de fer] Delaware Lackawanna Railroad, à cinq dollars l'unité. Sept ans plus tard, il les revendit deux cent quarante dollars chacune. Moses Taylor pesait désormais cinquante millions de dollars.

En août 1861, Taylor fut nommé à la présidence du Comité d'Emprunt pour financer le gouvernement de l'Union pendant la Guerre Civile. Ce Comité proposa au gouvernement cinq millions de dollars à douze pour cent pour financer la guerre. Lincoln fut choqué et refusa. Il finança la guerre en demandant au Trésor des États-Unis d'émettre les fameux « Billets Verts », qui étaient adossés à l'or. Tout au long de la guerre, Taylor continua à amasser sa fortune et, dans les dernières années de sa vie, le jeune James Stillman devint son protégé. À sa mort, en 1882, Moses Taylor laissa derrière lui soixante-dix millions de dollars[4], et c'est son gendre, Percy Pyne, qui lui succéda à la présidence de City Bank, devenue alors la National City Bank. Pyne était paralysé et à peine capable de se rendre à sa banque pour la faire tourner.

Comme presque tout le capital était la propriété de Moses Taylor, la banque stagna pendant neuf ans. William [Avery] Rockefeller [Jr.], frère [cadet] de John D. Rockefeller, y avait pris une participation et était impatient de la voir se développer. En 1891, il persuada Pyne de céder sa place à James Stillman et la National City Bank devint bientôt la principale dépositaire des revenus pétroliers des Rockefeller. Le fils de William [Avery] Rockefeller [Jr.], William [Goodsell Rockefeller], épousa « Elsie » - Isabelle -, la fille de James Stillman. Comme tant d'autres du secteur bancaire à New York, James Stillman avait lui aussi une connexion londonienne. Durant la Guerre Civile, son père, Don Carlos Stillman, était venu à Brownsville au Texas en tant qu'agent britannique et briseur de blocus. Grâce

à ses relations bancaires à New York, Don Carlos put facilement trouver une place d'apprenti pour son fils dans une maison bancaire. En 1914, lorsque la National City Bank acheta près de dix pour cent des actions de la Banque de Réserve Fédérale de New York nouvellement établie, deux des petits-fils de Moses Taylor, Moses Taylor Pyne et Percy Pyne, possédaient 15.000 actions de National City Bank. Le fils de Moses Taylor, H.A.C. Taylor, en possédait 7.699. L'avocat de la banque, John W. Sterling, de la firme Shearman & Sterling, possédait aussi 6.000 actions de National City Bank. Toutefois, James Stillman, lui, en possédait 47.498 - soit près de vingt pour cent des 250.000 actions de la banque.

En 1914, le deuxième plus gros actionnaire de la Banque de Réserve Fédérale de New York était la First National Bank. Bien que son fondateur, George F. Baker, en détînt 20.000 actions et que son fils G. F. Baker, Jr., en possédât 5.000 - soit à eux deux, vingt-cinq pour cent des actions de cette banque qui en comptait 100.000 -, la First National Bank était généralement considérée comme « la banque Morgan ». La fille de George F. Baker Sr avait épousé George F. St. George de Londres et, plus tard, les St. George s'établirent aux États-Unis, où leur fille, Katherine St. George, fut une parlementaire de premier plan pendant de nombreuses années. Le Dr E.M. Josephson a écrit à son propos : "Alors qu'elle défendait le New Deal, Madame St. George, cousine au premier degré de FDR (Franklin Delano Roosevelt), a déclaré : 'La démocratie est un échec'. "[5] La fille de George Baker Jr, Edith Brevoort Baker, épousa en 1934 le petit-fils de Jacob Schiff, John M. Schiff. Celui-ci est actuellement président honoraire de Lehman Brothers Kuhn Loeb Company[6].

En 1914, le troisième plus gros actionnaire de la Banque de Réserve Fédérale de New York était la National Bank of Commerce qui avait émis 250.000 actions. Par l'intermédiaire des intérêts qu'il contrôlait dans Equitable Life, qui elle- même en détenait 24.700, et dans Mutual Life, J.P. Morgan détenait 17.294 actions de la National Bank of Commerce. Il en détenait

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

également 10.000 autres au travers de J.P. Morgan and Company (7.800 actions), de J.P. Morgan, Jr. (1.100 actions) et de son associé, H.P. Davison (1.100 actions). Paul Warburg, l'un des gouverneurs du Board de la Fed, détenait lui aussi 3.000 actions de la National Bank of Commerce. Son associé, Jacob Schiff en possédait 1.000. Morgan contrôlait clairement cette banque, qui était en réalité une filiale de Junius S. Morgan Company de Londres, de N.M. Rothschild Company de Londres et de Kuhn, Loeb Company, ces derniers passant pour les principaux agents des Roth- schild.

En 1914, le financier Thomas Fortune Ryan détenait aussi 5.100 actions de la National Bank of Commerce. Son fils, John Barry Ryan, épousa la fille d'Otto Kahn, l'associé de Warburg et de Schiff dans Kuhn, Loeb & Company. La petite-fille de Ryan, Virginia Fortune Ryan, épousa Lord Airlie, l'actuel dirigeant de la J. Henry Schroder Banking Corporation de Londres et de New York[7].

A.D. Juillard, un autre directeur de la National Bank of Commerce en 1914, était président de l'A.D. Juillard Company et administrateur de New York Life et de Guaranty Trust, sociétés que J.P. Morgan contrôlait. Juillard avait également une connexion britannique, étant l'un des directeurs de la North British & Mercantile Insurance Company. Juillard possé- dait 2.000 actions de la National Bank of Commerce et siégeait en même temps à la Chemical Bank.

Dans *Les Barons Voleurs*, Josephson nous explique que dès 1900 Morgan dominait New York Life, Equitable Life et Mutual Life, dont les actifs s'élevaient à un milliard de dollars, et que ces trois sociétés disposaient de cinquante millions de dollars par an pour leurs investissements. Voici ce qu'il dit :

"*Dans cette campagne d'alliances secrètes, il (Morgan) acquit le contrôle direct de la National Bank of Commerce, puis la propriété partielle de la First National Bank en s'alliant avec le très puissant financier conservateur, George F. Baker, qui la dirigeait. Ensuite, grâce à la propriété de ces actions et au moyen de directoires croisés, il lia d'autres grandes banques, la Hanover, la Liberty et la Chase, aux premières banques citées*"[8].

En 1914, Mary W. Harriman, la veuve d'E.H. Harriman, possédait aussi 5.000 actions de la National Bank of Commerce. L'empire de chemins de fer d'E.H. Harriman avait été entièrement financé par Jacob Schiff de Kuhn, Loeb Company. En 1914, Levi P. Morton possédait 1.500 actions de la National Bank of Commerce. Il avait été le vingt-deuxième vice-président des États-Unis, ancien ministre des États-Unis chargé des relations avec la France et président de L.P. Morton Company à New York, de Morton-Rose & Company et de Morton Chaplin à Londres. Il faisait partie des dirigeants d'Equitable Life Insurance Company, de Home Insurance Company, de Guaranty Trust et de Newport Trust.

L'idée incroyable, selon laquelle la FED est réellement dirigé depuis Londres, sera probablement rejetée à la première lecture par la plupart des lecteurs, notamment américains.

Il existe une théorie [qui permet de comprendre les mécanismes de la pensée qui conduisent à la meilleure prise de décision], dite du «cadre dominant» [Dominating Frame], qui a rendu [Marvin] Minsky[9] célèbre. Celui-ci explique que dans toute situation particulière, se trouve un «cadre dominant» auquel est lié tout ce qui relève de cette situation et à travers lequel celle-ci peut être interprétée. Dans les décisions de politiques monétaires de la Fed, le «cadre dominant» relève des décisions prises par l'entité censée en bénéficier le plus. À première vue, il semblerait que cette entité soit incarnée dans les actionnaires principaux de la Banque de Réserve Fédérale de New York. Cependant, nous avons vu que tous ces actionnaires ont une connexion londonienne. Ensuite, lorsque nous découvrons dans Capital City[10] que seules dix-sept firmes sont autorisées à opérer comme banques d'affaires à la City de Londres, le quartier financier de l'Angleterre, il devient plus évident que la «London Connection» est la puissance dominante. Ces dix sept banques d'affaires doivent toutes être approuvées par la Banque d'Angleterre. En fait, la

plupart des Gouverneurs de la Banque d'Angleterre sont issus des associés de ces dix-sept firmes. Clarke classe ces dix-sept banques par ordre de capitalisation.

- J. Henry Schroder Banking Company est classée n° 2.
- Morgan Grenfell, la branche londonienne de la Maison Morgan, qui est en réalité sa branche dominante, vient en 6è position.
- Lazard frères est la 8è.
- N.M. Rothschild Company, la 9é.
- Brown Shipley Company, la branche londonienne de Brown Brothers Harriman, est en 14è position sur cette liste.

Ces cinq banques d'affaires de Londres contrôlent en réalité les banques new-yorkaises qui possèdent la majorité de contrôle dans la Banque de Réserve Fédérale de New York.

Le contrôle des décisions de la Fed se base également sur une autre situation unique. Chaque jour, les représentants de quatre autres firmes bancaires londoniennes se réunissent dans les bureaux de N.M. Rothschild Company, à Londres, afin de fixer le cours du jour de l'or[11]. Ces quatre autres banquiers viennent de Samuel Montagu Company, classée numéro 5 sur la liste des dix-sept banques d'affaires de Londres, de Sharps Pixley, de Johnson Matheson & Mocatta et de Goldsmid. Malgré l'afflux gigantesque de papier monnaie et de devises qui servent à la spéculation et qui inondent désormais le monde, toute extension de crédit, à un certain moment, doit revenir s'adosser, même d'une façon minuscule, sur quelques dépôts d'or dans quelque banque quelque part dans le monde. A cause de ce facteur, les banquiers d'affaires londoniens, avec leur pouvoir de fixer le cours journalier de l'or, deviennent les arbitres ultimes de la masse monétaire et du cours de la devise des pays qui doivent s'incliner devant leur puissance. L'un de ces pays, et non le moindre, est les États-Unis. Aucun officiel de la Banque de Réserve Fédérale de New York ou du Conseil des Gouverneurs de la Réserve Fédérale ne peut disposer du pouvoir sur l'argent de la planète qui est détenu par ces banquiers d'affaires de Londres. La Grande-Bretagne,

tout en déclinant sur le plan politique et militaire, exerce aujourd'hui le plus grand des pouvoirs, le pouvoir financier. C'est ainsi que Londres est l'actuel centre financier du monde.

CHAPITRE VII : LA CONNEXION HITLÉRIENNE

J. Henry Schroder Banking Company était la deuxième plus grosse capitalisation boursière sur la liste des dix-sept banques d'affaires qui constituent le Comité exclusif des Maisons d'Acceptation de Londres. Bien que cette société soit pratiquement inconnue aux États-Unis, elle a joué un grand rôle dans l'histoire américaine. Comme les autres banques de cette liste, elle a d'abord dû être agréée par la Banque d'Angleterre et, à l'instar de la famille Warburg, les von Schroder ont commencé leurs opérations bancaires à Hambourg. Au début du siècle [dernier], en 1900, le Baron Bruno von Schroder établissait la branche londonienne de sa firme. Peu après, en 1902, Frank Cyril Tiarks le rejoignit. Ensuite, ce dernier épousa Emma Franziska, de Hambourg, puis il dirigea la Banque d'Angleterre, de 1912 à 1945.

Durant la Première Guerre Mondiale, la J. Henry Schroder Banking Company joua un rôle important en coulisse. Aucun historien n'a d'explication satisfaisante sur le déclenchement de la Première Guerre Mondiale. L'Archiduc Ferdinand fut assassiné à Sarajevo par [l'activiste serbe] Gavril Princeps. L'Autriche demanda des excuses à la Serbie, laquelle lui envoya une note d'excuse. Malgré cela, l'Autriche déclara la guerre et, peu après, les autres nations européennes entrèrent dans la bataille. Une fois la guerre commencée, on découvrit qu'il n'était pas facile de la maintenir en marche. Le problème principal était que l'Allemagne était désespérément à court de nourriture et de charbon et, sans l'Allemagne, la guerre ne pouvait pas se poursuivre. John Hamill, dans The Strange Career of Mr. Hoover[1] explique comment ce problème fut résolu[2]. Il cite le Nordeutsche Allgemeine Zeitung du 4 mars 1915 : "Cependant, la justice exige que la transparence soit faite sur la part prédominante prise par les autorités allemandes en Belgique dans la solution à ce problème. L'initiative est venue d'eux et ce n'est que grâce à leurs relations continues avec le comité de secours américain

(American Relief Committee) que la question du ravitaillement a été résolue." Hamill fait remarquer : "C'était pour cela que le comité de secours en Belgique avait été organisé - continuer à nourrir l'Allemagne."

Le Comité de Secours en Belgique avait été organisé par Emile Francqui, directeur d'une grande banque belge, la Société Générale [de Belgique], et par un promoteur minier de Londres, un Américain dénommé Herbert Hoover. Il était lié à Francqui dans un grand nombre de scandales qui donnèrent lieu à des procès célèbres, notamment le scandale de la Kaiping Coal Company en Chine. Ce dernier aurait déclenché la «Rébellion des Boxeurs», qui aurait eu pour objectif l'expulsion hors de Chine de tous les entrepreneurs étrangers. Hoover faisait l'objet d'une interdiction à la bourse de Londres. En effet, un jugement avait été rendu contre lui et son associé, Stanley Rowe, lequel fut condamné à dix ans de prison. Doté d'une telle expérience, Hoover fut retenu comme choix idéal pour entamer une carrière dans les activités humanitaires !

Bien que son nom soit inconnu aux États-Unis, Emile Francqui fut le véritable pilote de l'essor de la fortune d'Herbert Hoover. Hamill (page 156) dénonce en la personne de Francqui le responsable de nombreuses atrocités commises contre les indigènes du Congo [belge]. "Pour chaque cartouche utilisée, ils devaient ramener la main d'un nègre." Le passé effrayant de Francqui a pu être la source des accusations portées plus tard contre les soldats allemands en Belgique, selon lesquelles ils coupaient les mains des femmes et des enfants, une accusation qui s'avéra sans fondement. Hamill révèle également que Francqui "dupa les Américains afin de les inciter, en 1901, à quitter la concession chinoise des chemins de fer Hankow-Canton et, en même temps, il «se tenait prêt» pour le cas où Hoover aurait besoin d'une aide supplémentaire dans la «prise» des mines de charbon de Kaiping. C'est cet «humaniste» qui eut seul la charge de la distribution du «secours» belge durant la Guerre Mondiale, pour laquelle Hoover s'occupait des achats et de l'acheminement. Francqui administrait avec Hoover la Chinese Engineering and

Mining Company (les mines de Kaiping), par l'intermédiaire de laquelle Hoover achemina 200.000 esclaves chinois au Congo destinés au travail forcé dans les mines de cuivre de Francqui [au Katanga]."

Page 311, Hamill écrit que "Francqui a ouvert les bureaux du Secours belge dans sa banque, la Société Générale [de Belgique], dans une opération en solo, avec une lettre d'autorisation de la part du Gouverneur allemand, le Général von der Goltz, datée du 16 octobre 1914. Le New York Herald Tribune du 18 février 1930, cité le 26 février 1930 par le Député Louis McFadden à la Chambre des Représentants, déclarait, "L'un des deux directeurs pour la Belgique à la Banque des Règlements Internationaux sera Emile Francqui de la Société Générale, membre des deux Commissions au Plan, Young et Dawes. Le conseil d'administration de cette banque internationale n'aura pas de personnage plus haut en couleur qu'Emile Francqui, ancien Ministre des Finances, vétéran du Congo et de la Chine [...] Il est classé comme l'homme le plus riche de Belgique et parmi les douze hommes les plus riches d'Europe."

Malgré son rôle important, le Répertoire du New York Times ne mentionne Francqui que très peu de fois durant les vingt dernières années qui ont précédé sa mort. Le 3 octobre 1931, le New York Times, citant Le Peuple de Bruxelles, annonçait le voyage de Francqui aux États-Unis. "En tant qu'ami du Président Hoover, Monsieur Francqui ne manquera pas de rendre visite au Président."

Le 30 octobre 1931, le New York Times rapporta cette visite en gros titre, "La Discussion Hoover-Francqui était offi-cieuse". Il était exposé que M. Francqui avait passé la nuit de mardi [à mercredi] en tant qu'invité spécial du Président et qu'ils avaient parlé, de façon strictement officieuse, des problèmes financiers du monde en général. M. Francqui a été l'associé du Président Hoover durant ses dernières activités en Belgique du temps de la guerre. Leur rencontre n'avait aucune signification officielle. M. Francqui est un citoyen privé et n'est engagé dans aucune mission officielle."

Aucune référence aux associations d'affaires Hoover-Francqui qui faisaient l'objet d'énormes procès à Londres ! La visite de Francqui impliqua probablement le Moratoire Hoover sur les Dettes de Guerre allemandes, ce qui étonna le monde financier. Le 15 décembre 1931, le Président de la Chambre, McFadden, informa les Députés par une dépêche parue le 24 octobre 1931 dans le Public Ledger de Philadelphie, "LES ALLEMANDS RÉVÈLENT LE SECRET DE HOOVER. Le Président américain était en négociations approfondies, dès décembre 1930, avec le gouvernement allemand à propos d'un moratoire d'un an sur la dette." McFadden poursuivit : "Derrière l'annonce de Hoover, les négociations hâtives et secrètes, à la fois en Allemagne et dans les bureaux de Wall Street des banquiers allemands, ont duré de nombreux mois. Il fallait que l'Allemagne soit saturée comme une éponge d'argent américain. Il fallait que M. Hoover soit lui-même élu, parce que ce plan avait commencé avant qu'il ne devienne président. Si les banquiers internationaux allemands de Wall Street - c'est à dire, Kuhn Loeb Company, J. & W. Seligman, Paul Warburg, J. Henry Schroder - et leurs satellites n'avaient pas eu ce travail à accomplir, Herbert Hoover n'aurait jamais été élu Président des États-Unis. C'est l'influence des frères Warburg, les directeurs de la très grosse banque Kuhn Loeb Company, et le soutien financier qu'ils apportèrent à son élection, qui permit à M. Hoover d'être élu à la présidence. En échange de cette collaboration, M. Hoover avait promis d'imposer un moratoire sur les dettes allemandes. Mais il chercha à exempter de l'opération du Moratoire Hoover le prêt de 125 millions de dollars que Kreuger avait consenti à l'Allemagne. Ici, la nature de l'escroquerie de Kreuger était connue lorsqu'il rendit visite en janvier à son ami, Herbert Hoover, à la Maison Blanche."

Hoover reçut non seulement Francqui à la Maison Blanche, mais également Ivar Kreuger, l'escroc le plus célèbre du vingtième siècle.

Lorsque Francqui décéda le 13 novembre 1935, le New York Times l'immortalisa ainsi : "Le roi du cuivre au Congo [...]

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

M. Francqui, qui avait acquis des pouvoirs dictatoriaux sur le belga[3], l'avait indexé sur l'étalon-or, l'année dernière, au cours d'une crise [financière]. En 1891, il avait mené une expédition au Congo qui avait permis au Roi Léopold de s'emparer de ce pays. Homme de très grande fortune, classé parmi les douze hommes les plus riches en Europe, Francqui mit la main sur d'énormes gisements de cuivre. En 1926, il fut nommé ministre d'État [sans portefeuille], puis, en 1934, ministre des finances. Sa fierté était de n'avoir jamais accepté un centime de rémunération pour les services qu'il avait rendus au gouvernement. Lorsqu'il était consul général [de Belgique] à Shanghai, [Emile Francqui] obtint des concessions de grande valeur, notamment les mines de charbon de Kaiping et la concession du chemin de fer de Tientsin. Il a été gouverneur de la Société Générale de Belgique, de la Lloyd Royale Belge et régent de la Banque Nationale de Belgique."

Le [New York] Times ne mentionne pas les associations d'affaires de Francqui avec Hoover. Comme Francqui, Hoover refusa lui aussi toute rémunération pour ses «services au gouvernement» et, en tant que Secrétaire au Commerce et Président des États-Unis, il restitua son salaire au gouvernement des États-Unis.

Le 13 décembre 1932, le Président McFadden introduisit une résolution d'impeachment contre le Président Hoover pour crimes et délits graves. Celle-ci couvrait de nombreuses pages, dont la violation de contrats, la dissipation illégale des ressources financières des États-Unis et la nomination d'Eugène Meyer au Board de la Fed. Cette résolution fut ajournée et ne fut jamais votée par la Chambre des Députés.

Dans ses critiques du Moratoire Hoover sur les Dettes de Guerre Allemandes, McFadden se référait aux soutiens financiers «allemands» de Hoover. Bien que tous les acteurs principaux de la «London Connection» fussent bien originaires d'Allemagne - la plupart de Francfort -, au moment où ils financèrent la candidature de Hoover à la Présidence des États-Unis, ils opéraient depuis Londres, tout comme Hoover qui y avait accompli la plus grande partie de sa carrière.

Le Moratoire Hoover n'était pas non plus destiné à « aider » l'Allemagne, puisque Hoover n'avait jamais été «pro-Allemand». Le moratoire sur les dettes de guerre de l'Allemagne était nécessaire pour que l'Allemagne puisse se réarmer. En 1931, les diplomates réellement tournés vers l'avenir anticipaient la Deuxième Guerre Mondiale et il ne pouvait y avoir de guerre sans un «agresseur».

Hoover avait également mis sur pied de nombreux programmes de promotion minière dans diverses parties du globe en tant qu'agent secret des Rothschild, et il reçut en récompense la direction de l'une des principales entreprises de Rothschild, les Mines de Rio Tinto, en Espagne et en Bolivie. Francqui et Hoover s'étaient lancés dans la tâche apparemment impossible d'approvisionner l'Allemagne durant la Première Guerre Mondiale. Leur succès fut remarqué par le Nordeutsche Allgemeine Zeitung du 13 mars 1915, qui avait noté qu'une grande quantité d'aliments arrivait à présent de Belgique par voie ferrée. L'Annuaire Schmoller de 1916 relatif à la Législation, l'Administration et l'Economie Politique avait établi que cinq cent mille tonnes de viande, sept cent cinquante mille tonnes de pommes de terre, sept cent cinquante mille tonnes de pain et soixante mille tonnes de beurre avaient été acheminées, cette année-là, depuis la Belgique vers l'Allemagne. Une patriote britannique qui avait fait fonctionner un petit hôpital en Belgique pendant plusieurs années, Edith Cavell, écrivit un article dans le Nursing Mirror de Londres, le 15 avril 1915, dans lequel elle se plaignait que les approvisionnements du «Secours Belge» fussent acheminées vers l'Allemagne dans le but de nourrir l'armée allemande. Les Allemands considéraient que Melle Cavel n'avait aucune importance et ne lui prêtèrent pas d'attention, mais les services secrets britanniques, à Londres, furent horrifiés par sa découverte et exigèrent des Allemands qu'ils arrêtassent Mademoiselle Cavel pour espionnage.

Sir William Wiseman, à la tête des Services Secrets Britanniques et associé dans Kuhn Loeb Company, craignait que la poursuite de la guerre fût menacée et il conseilla

secrètement aux Allemands d'exécuter Edith Cavel. Les Allemands l'arrêtèrent à contrecœur et l'accusèrent d'aider des prisonniers de guerre à s'évader. La condamnation habituelle pour ce délit était de trois mois d'emprisonnement, mais ils s'inclinèrent devant les exigences de Sir William Wiseman et l'exécutèrent, faisant d'elle l'une des principales martyres de la Première Guerre Mondiale.

Avec Edith Cavell mise hors d'état de nuire, l'opération du «Secours Belge» se poursuivit. Toutefois, en 1916, des émissaires allemands approchèrent à nouveau les responsables britanniques pour les informer qu'ils ne pensaient pas que l'Allemagne pourrait poursuivre ses opérations militaires, non seulement à cause des pénuries alimentaires, mais à cause de problèmes financiers. Une plus grande quantité de «secours d'urgence» fut envoyée et l'Allemagne continua la guerre jusqu'en novembre 1918. Deux des principaux assistants de Hoover étaient Prentiss Gray, un ancien employé dans le transport maritime de bois de la Côte Ouest, et Julius H. Barnes, un vendeur de céréales de Duluth. Après la guerre, ces deux hommes furent pris comme associés dans la J. Henry Schroder Banking Corporation à New York et ils amassèrent de grosses fortunes, principalement dans les céréales et le sucre.

Avec l'entrée en guerre des États-Unis, Barnes et Gray se virent attribuer des postes importants dans la U.S. Food Administration [l'agence alimentaire des États-Unis] nouvellement créée, laquelle fut également placée sous la direction de Herbert Hoover. Barnes devint président de la Société Céréalière de l'Agence Alimentaire des États-Unis, de 1917 à 1918, et Gray fut nommé chef du Transport Maritime. Un autre associé de J. Henry Schroder, G. A. Zabriskie, fut nommé à la tête du U.S. Sugar Equalization Board [le comité d'égalisation des prix du sucre]. Ainsi, durant la Première Guerre Mondiale, la London Connection contrôlait toute l'alimentation aux États-Unis, à travers ses « Tsars » du sucre et des céréales. Malgré les nombreuses plaintes de corruption et les scandales de l'Agence Alimentaire des États-Unis,

personne ne fut jamais inculpé. Après la guerre, les associés de J. Henry Schroder Company découvrirent qu'ils possédaient désormais la majeure partie de l'industrie sucrière de Cuba. L'un des associés, M.E. Rionda, était président de la Cuba Cane Corporation et directeur de la Manati Sugar Company, de l'American British & Continental Corporation et d'autres sociétés. Le Baron Bruno von Schroder, directeur-associé de la firme, était l'un des dirigeants de la North British & Mercantile Insurance Company. Son père, le Baron Rudolph von Schroder, de Hambourg, était à la direction de la Sao Paulo Coffee Ltd., l'une des plus grandes sociétés brésiliennes de café, avec F.C. Tiarks qui se trouvait, lui aussi, dans la firme de Schroder[4].

Après la guerre, Zabriskie, qui avait été un «Tsar» du sucre aux États-Unis en présidant le U.S. Sugar Equalization Board, devint le président de plusieurs très grosses entreprises du secteur du pain et de la biscuiterie aux États-Unis : Empire Biscuit, Southern Baking Corporation, Columbia Baking et d'autres firmes.

Hoover prit pour assistant principal dans l'Agence Alimentaire des États-Unis Lewis Lichtenstein Strauss, qui allait bientôt devenir un associé dans Kuhn, Loeb & Company, après avoir épousé la fille de Jérôme Hanauer de Kuhn, Loeb. Tout au long de son distingué service humanitaire auprès du Comité de Secours Belge, de l'Agence Alimentaire des États-Unis et, après la guerre, de l'American Relief Administration, le plus proche associé de Hoover était un certain Edgar Rickard, né à Pontgibaud, en France. Dans le Who's Who, ce dernier déclare avoir été "l'assistant administratif de Herbert Hoover pendant la Guerre Mondiale dans toutes les organisations, durant et après la guerre, incluant le Comité de Secours en Belgique. Il a également été en fonction dans l'Agence alimentaire des États-Unis de 1914 à 1924." Il est resté l'un des plus proches amis de Hoover. Les Rickard et les Hoover passaient habituellement leurs vacances ensemble. Hamill nous dit que Hoover, après être devenu Secrétaire au Commerce sous Coolidge, attribua à son ami les brevets d'Hazeltine Radio, qui lui rapportèrent un million de dollars de

royalties par an.

En 1928, la London Connection décida de présenter Herbert Hoover à la présidence des États-Unis. Il y avait un seul hic : bien que Herbert Hoover fût né aux États-Unis, et donc constitutionnellement éligible à la présidence, il n'y avait jamais eu d'adresse, privée ou professionnelle, puisqu'il s'était expatrié tout de suite après avoir terminé ses études à Stanford. En conséquence, durant sa campagne pour la présidence, Herbert Hoover fit figurer comme adresse américaine, la Suite 2000, 42 Broadway à New York, qui était celle du bureau d'Edgar Rickard. Il partageait la suite 2000 avec le ma- gnat céréalier et associé de la J. Henry Schroder Banking Corporation, Julius H. Barnes.

Une fois élu à la présidence des États-Unis, Herbert Hoover insista pour nommer l'un des membres de son ancien gang de Londres, Eugène Meyer, comme Gouverneur du Board de la Fed. Le père de Meyer avait été l'un des associés de Lazard frères de Paris et de Lazard frères de Londres. Meyer, avec Baruch, avait été l'un des hommes les plus puissants des États-Unis durant la Première Guerre Mondiale. Il était l'un des membres du célèbre Triumvirat qui exerçait des pouvoirs sans égal : [Eugène] Meyer était le Président de la Société des Finances de la Guerre (War Finance Corporation) ; Bernard Baruch, le Président du Conseil des Industries de Guerre (War Finance Corporation) ; et Paul Warburg, le Gouverneur de la Fed.

Alors qu'il critiquait depuis longtemps Eugène Meyer, Louis McFadden, le président de la Commission bancaire et monétaire de la Chambre, prononça un discours depuis l'hémicycle qui dénonçait la nomination de Meyer par Hoover, avec l'accusation suivante (citation du New York Times du 17 décembre 1930) : "Il représente les intérêts de Rothschild et il est l'officier de liaison entre le gouvernement français et J.P. Morgan." Le 18 décembre, le [New York] Times rapporta que «Herbert Hoover est profondément inquiet» et que le discours de McFadden était «une affaire malencontreuse». Le 20 décembre, le Times commenta en page éditoriale, sous le titre

«McFadden Again». Ce discours devrait assurer la ratification par le Sénat de M. Meyer à la tête de la Réserve Fédérale. Ce discours était incohérent, comme le sont généralement les discours de M. McFadden." Ainsi que le Times l'avait prédit, Meyer fut dûment approuvé par le Sénat.

Non content d'avoir un ami à la Maison Blanche, la J. Henry Schroder Corporation, s'embarqua bientôt dans d'autres aventures internationales ; rien de moins qu'un plan pour préparer la Deuxième Guerre Mondiale. Il s'agissait de fournir, au moment crucial, le financement de la prise de pouvoir en Allemagne par Hitler. Bien que l'on ait attribué la responsabilité du financement d'Hitler à d'innombrables magnats, dont Fritz Thyssen, Henry Ford et J.P. Morgan, ceux-ci, avec d'autres, ont vraiment apporté des millions de dollars afin de financer ses campagnes politiques durant les années 20, exactement comme ils l'avaient fait pour d'autres candidats qui auraient eu une chance de remporter les élections, mais qui disparurent et dont on n'entendit plus jamais parler. En décembre 1932, il semblait inévitable à beaucoup d'observa- teurs de la scène politique allemande que Hitler fût lui aussi en passe de plonger rapidement dans l'oubli. Malgré le fait qu'il avait fait bonne figure dans les campagnes nationales, il avait dépensé la totalité de l'argent provenant de ses sources habituelles et se retrouvait désormais face à de lourdes dettes. Dans son livre «Aggression», Otto Lehmann-Russbeldt nous raconte que "Le 4 janvier 1933, Hitler fut convié à une réunion à la Schroder Bank de Berlin. Les industriels et les banquiers les plus importants d'Allemagne réglèrent ses difficultés financières et lui permirent de faire face à la dette énorme qu'il avait contractée en relation avec le maintien de son armée privée. En échange, Hitler promit de casser le pouvoir des syndicats. Le 2 mai 1933, il remplit sa promesse"[5].

A la réunion du 4 janvier 1933, étaient présents les frères Dulles, John Foster Dulles et Allen W. Dulles de la firme juridique new-yorkaise, Sullivan & Cromwell, qui représentait la Banque Schroder. Les frères Dulles étaient souvent présents aux réunions importantes. Ils avaient représenté les États-Unis

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

à la Conférence de Paix de Paris (1919) ; John Foster Dulles se tuera à la tâche en tant que Secrétaire d'État de Eisenhower, tandis qu'Allen Dulles dirigera la C.I.A. pendant de nombreuses années. Les apologistes des frères Dulles ont rarement tenté de défendre leur apparition à la réunion qui installa Hitler comme Chancelier d'Allemagne, préférant prétendre que cela ne s'est jamais produit. Un biographe, Léonard Mosley, contourne cela indirectement dans "Dulles", en exposant : "Les deux frères avaient passé beaucoup de temps en Allemagne, où la firme Sullivan & Cromwell avait des intérêts considérables au début des années 30, ayant représenté plusieurs gouvernements provinciaux, quelques grands groupes industriels, un grand nombre de sociétés américaines qui avaient des intérêts dans le Reich et quelques riches particuliers"[6].

Allen Dulles accéda plus tard à la direction de la J. Henry Schroder Company. Ni lui, ni J. Henry Schroder ne seront soupçonnés d'être pro-Nazi ou en faveur de Hitler ; le fait auquel on ne peut échapper était que si Hitler ne devenait pas Chancelier d'Allemagne, il y avait peu de chances que la Deuxième Guerre Mondiale - guerre qui doublerait leurs profits - devînt réalité[7].

Voici ce que déclare la Grande Encyclopédie Soviétique : "La maison bancaire Schroder Bros, (c'était la banque de Hitler) fut établie en 1846 ; ses associés actuels sont les barons von Schroder, apparentés à des branches états-uniennes et anglaises"[8-9]

Le rédacteur en chef de la rubrique financière du "Daily Herald" de Londres écrivit, le 30 septembre 1933, un article sur "La décision de M. Norman d'accorder aux Nazis le soutien de la Banque (d'Angleterre)." John Hargrave, dans sa biographie de Montagu Norman dit ceci :

"Il est pratiquement certain que Norman, opérant depuis son fief de Threadneedle Street [N. de l'E. : c'est à dire, de la Banque d'Angleterre], fit tout ce qu'il put afin d'aider sur le plan financier l'hitlérisme à prendre le pouvoir politique et à le

conserver."

Le Baron Wilhelm de Ropp, un journaliste dont le plus proche ami était le Commandant F.W. Winterbotham, chef des Renseignements Aériens des Services Secrets Britanniques, fit venir à Londres le philosophe nazi Alfred Rosenberg et le présenta à Lord Hailsham, Ministre de la Guerre, à Geoffrey Dawson, rédacteur en chef de The Times, ainsi qu'à Norman, le Gouverneur de la Banque d'Angleterre. Après s'être entretenu avec Norman, Rosenberg rencontra le représentant de la Banque Schroder de Londres. Le gérant de la Banque Schroder, F.C. Tiarks, était également l'un des directeurs de la Banque d'Angleterre. Voici ce qu'en dit Hargrave (p. 217), "Au début de 1934, un groupe privilégié de financiers de la City se réunit dans le bureau de Norman, dont les murs étaient dépourvus de fenêtres : Sir Robert Kindersley, associé dans Lazard Brothers, Charles Hambro, F.C. Tiarks et Sir Josiah Stamp (un autre directeur de la Banque d'Angleterre). Le Gouverneur Norman disserta sur la situation politique en Europe. Une nouvelle puissance s'était établie, une très grande «force stabilisatrice» : l'Allemagne nazie. Norman recommanda à ses collègues d'inclure Hitler dans leurs plans en vue de financer l'Europe. Il n'y eut aucune opposition."

Dans Wall Street and the Rise of Hitler, Antony C. Sutton écrit : "Le Baron nazi Kurt von Schroeder servit d'intermédiaire pour faire passer en 1944 de l'argent d'I.T.T. à l'organisation S.S. de Heinrich Himmler, alors que la Seconde Guerre Mondiale était en cours et que les États-Unis étaient en guerre contre l'Allemagne"[10]. Kurt von Schroeder, né en 1889, était un associé de la Maison bancaire de Cologne, J.H. Stein & Co., laquelle avait été fondée en 1788. Après la prise du pouvoir par les Nazis en 1933, Schroder fut nommé représentant allemand à la Banque Internationale des Règlements. La Commission Kilgore exposa en 1940 que l'influence de Schroder sur l'Administration d'Hitler était si grande qu'il obtint la nomination de Pierre Laval à la tête du gouvernement français durant l'Occupation nazie. La Commission Kilgore a donné la liste de plus d'une douzaine

de titres importants que détenait Kurt von Schroeder dans les années 1940, dont ceux de président de Deutsche Reichsbahn [les chemins de fer allemands], de président du Conseil du Reich aux Affaires Economiques, de dirigeant principal de la Schutzstaffel[11], la SS, de conseiller à la Poste du Reich, de conseiller de la Deutsche Reichsbank et d'autres banques, ainsi que de groupes industriels de première importance. Schroder a siégé au conseil d'administration de toutes les filiales d'I.T.T. (International Telephone & Telegraph) en Allemagne.

En 1938, la banque londonienne de Schroder devint l'agent financier de l'Allemagne en Grande-Bretagne. La branche new-yorkaise de Schroder avait fusionné en 1936 avec les Rockefeller, pour devenir, Schroder, Rockefeller, Inc., dont le siège se trouvait au 48 Wall Street. Carlton P. Fuller, de Schroder, était président de cette firme et Avery Rockefeller en était le vice-président. Ce dernier avait été un associé discret de J. Henry Schroder pendant des années et avait organisé la firme de construction Bechtel Corporation, dont les employés (en congé) jouent à présent un rôle de première importance dans l'Administration Reagan, aux postes de Secrétaire à la Défense et de Secrétaire d'État[12].

Ladislas Farago, dans The Game of the Foxes[13], a rapporté que le Baron William de Ropp, un agent-double, avait pénétré les plus hauts échelons [de l'administration nazie] dans les jours qui précédèrent la Seconde Guerre Mondiale, et que Hitler s'en remettait à de Ropp, son conseiller privé, pour tout ce qui concernait les affaires britanniques. Ce fut sur le conseil de Ropp que Hitler refusa d'envahir l'Angleterre.

Victor Perlo écrit dans The Empire of High Finance : "Le gouvernement de Hitler a fait de la banque londonienne de Schroder son agent financier en Grande-Bretagne et en Amérique. Le compte bancaire personnel de Hitler se trouvait à la J.M. Stein Bankhaus, la filiale allemande de la Banque Schroder. F.C. Tiarks, de la British J. Henry Schroder Company, était membre de la Fraternité Anglo-Germanique

avec deux de ses associés qui en étaient également membres, et [cette société avait], elle aussi, la qualité collective de membre"[14].

Cette histoire allait bien plus loin que ce que Perlo ne soupçonnait. J. Henry Schroder ETAIT la Fraternité Anglo-Germanique, l'équivalent anglais du mouvement America First [l'Amérique d'abord], et attirait aussi des patriotes qui ne voulaient pas voir leur nation impliquée dans une guerre inutile contre l'Allemagne. Durant les années 1930, jusqu'au déclenchement de la Seconde Guerre Mondiale, les Schroder versèrent beaucoup d'argent à la Fraternité Anglo-Germanique, ce qui eut pour conséquence de convaincre Hitler qu'il disposait d'une importante cinquième colonne pro-allemande en Angleterre, composée d'un grand nombre de politiciens et de financiers de premier plan. En Angleterre, dans les années 1930, les deux groupes politiques divergents étaient le Parti de la Guerre, conduit par Winston Churchill, et le Parti de l'Apaisement, conduit par Neville Chamberlain. Après Munich, Hitler pensa que le groupe de Chamberlain était le parti dominant en Angleterre et que Churchill n'était qu'un agitateur mineur. Grâce à ses propres soutiens financiers - les Schroder - Hitler pensait qu'il n'y aurait pas de guerre. Il ne soupçonna pas le piège que lui tendaient les soutiens du Parti de l'Apaisement ; une fois que Chamberlain aurait rempli sa tâche consistant à le duper, ils mettraient Chamberlain de côté et feraient de Churchill le Premier ministre. Ce ne fut pas seulement Chamberlain, mais également Hitler, qui quittèrent Munich en s'imaginant qu'ils venaient de signer la «paix de notre temps».

La réussite de la duperie de Hitler par les Schroder permet de répondre à plusieurs interrogations des plus troublantes concernant la Deuxième Guerre Mondiale. Pourquoi Hitler permit-il à l'armée britannique de décamper de Dunkerque et de rentrer en Angleterre, alors qu'il aurait pu l'écraser ? Contre l'avis furibond de ses généraux, qui souhaitaient asséner le coup de grâce à l'armée anglaise, Hitler fit marche arrière parce qu'il ne souhaitait pas s'aliéner les nombreux partisans qu'il

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

croyait avoir en Angleterre. Pour la même raison, il refusa d'envahir l'Angleterre durant une période où il disposait de la supériorité militaire, pensant que cela ne serait pas nécessaire, puisque le groupe de la Fraternité Anglo-Germanique était prêt à faire la paix avec lui. Le vol de Rudolf Hess vers l'Angleterre fut une tentative de confirmer que le groupe Schroder était prêt à faire la paix et à former une machine commune contre les Soviétiques. Aujourd'hui, Rudolf Hess[15] continue de se languir en prison de nombreuses années après la guerre, parce que s'il était libéré, il témoignerait qu'il s'était rendu en Angleterre afin de contacter les membres de la Fraternité Anglo-Germanique, c'est à dire, le groupe de Schroder, en vue d'établir un plan destiné à mettre fin à la guerre[16].

Au cas où quelqu'un supposerait que ceci est de l'histoire ancienne, n'ayant aucune implication avec la scène politique actuelle, nous introduisons le nom de John Lowery Simpson, de Sacramento en Californie. Bien qu'il apparût pour la première fois dans l'édition américaine du Who's Who de 1952, M. Simpson déclare qu'il a servi sous Herbert Hoover au Comité de Secours en Belgique, de 1915 à 1917, à l'Agence Alimentaire des États-Unis, de 1917 à 1918, au Comité de Secours Américain, en 1919 et à la P.N. Gray Company, à Vienne, de 1919 à 1921. Gray était le chef du Transport Maritime pour l'Agence Alimentaire Américaine, ce qui lui permit de créer sa propre compagnie de transport maritime après la guerre. Comme d'autres « humanistes » de Hoover, Simpson rejoignit aussi la J. Henry Schroder Banking Company (les banquiers personnels d'Adolf Hitler) et la /. Henry Schroder Trust Company. Il entra également comme associé dans Schroder-Rockefeller Company, lorsque cette société d'investissement finança une compagnie de construction qui devint la plus grande du monde, la firme Bechtel Incorporated. Simpson était président de la commission des finances de Bechtel Company, de Bechtel International et de Canadian Bechtel. Simpson expose qu'il était conseiller pour les intérêts de BechtelMcCone à la production de guerre durant la Seconde Guerre Mondiale. Il a servi à la Commission de

Contrôle Alliée en Italie, de 1943 à 1944. Il a épousé Margaret Mandell, de la famille de commerçants qui donna son nom au Colonel Edward Mandell House, et il a financé une personnalité californienne, d'abord pour le poste de Gouverneur, puis pour celui de Président [des États-Unis].

En conséquence, Simpson et J. Henry Schroder Company leur ont alors donné comme Secrétaire à la Défense, l'ancien employé de Bechtel, Caspar Weinberger. Pour Secrétaire d'État, ils leur ont donné George Pratt Schultz, un autre employé de Bechtel, qui se trouve être un héritier de la Standard Oil, réaffirmant ainsi les liens avec la société Schroder- Rockefeller. L'Administration «conservatrice» de Reagan a[vait] donc un Secrétaire à la Défense issu de la Schroder Company, un Secrétaire d'État issu de Schroder-Rockefeller et un vice-président dont le père était directeur-associé de Brown Brothers Harriman.

The Héritage Foundation a été aussi un facteur important dans les décisions politiques de l'Administration Reagan. À présent, nous découvrons que The Héritage Foundation fait partie du réseau de l'Institut Tavistock, dirigé par les services secrets britanniques. Les décisions financières sont toujours prises par la Banque d'Angleterre... et, qui est à la tête de la Banque d'Angleterre ? Sir Gordon Richardson, président de J. Henry Schroder Co. de Londres et de New York, de 1962 à 1972, lorsqu'il devint Gouverneur de la Banque d'Angleterre. La London Connection n'a jamais tenu plus solidement les rênes du gouvernement des États-Unis.

Le 3 juillet 1983, le New York Times annonça que Gordon Richardson[17], le Gouverneur de la Banque d'Angleterre au cours des dix dernières années, avait été remplacé par Robert Leigh-Pemberton, Président de la National Westminster Bank. La liste des directeurs de la National Westminster Bank se lit comme le Who's Who de la classe dirigeante britan- nique. Parmi eux, son président, Lord Aldenham[18], qui est également président d'Antony Gibbs & Son, banquiers d'affaires, l'une des dix-sept banques privilégiées agréées par la Banque

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

d'Angleterre ; Sir Walter Barrie[19], président du British Broadcasting System [la BBC] ; F.E. Harmer, Gouverneur de la London School of Economies, l'école de formation des banquiers internationaux, et président de la New Zealand Shipping Company ; Sir E.C. Mieville, secrétaire particulier du Roi d'Angleterre de 1937 à 1945 ; le Marquis de Salisbury[20], Lord Cecil, Lord Privy Seal (les Cecil ont été considérés comme l'une des trois familles qui dirigent l'Angleterre depuis le Moyen-Âge) ; Lord Leathers[21], Baron de Purfleet, Ministre nistre du Transport de la Guerre 1941-45, président du groupe de sociétés William Cory ; Sir W.H. Coates et W.J. Wor- boys d'Impérial Chemical Industries (les DuPont anglais) ; le Comte de Dudley, président de British Iron & Steel ; Sir W. Benton Jones, président de United Steel et de nombreuses autres sociétés métallurgiques ; Sir G.E. Schuster, Banque de Nouvelle-Zélande et de la East India Coal Company ; A. d'A. Willis[22], Ashanti Goldfields et nombreuses banques, compagnies de thé et autres sociétés ; V.W. Yorke, président de Mexican Railways Ltd. Richardson, ancien président de Schroder, dont une filiale new-yorkaise détient des actions de la Banque de Réserve Fédérale de New York, fut remplacé [à la tête de la Banque d'Angleterre] par le président de la National Westminster, dont une filiale new-yorkaise détient des actions de la Banque de Réserve Fédérale de New York. Robert Leigh Pemberton, directeur d'Equitable Life Assurance Society (J.P. Morgan), épousa la fille de la Marquise d'Exeter (la famille Cecil Burghley). Ainsi, le contrôle par la London Connection reste constamment en vigueur.

La liste des directeurs actuels de la J. Henry Schroder Bank and Trust montre que son influence internationale se poursuit depuis la Première Guerre Mondiale. George A. Braga est aussi directeur de la Czarnikow-Rionda Company, vice-président de la Francisco Sugar Company, président de la Manati Sugar Company et vice-président de la New Tuinicui Sugar Company. Rionda B. Braga, qui lui est apparenté, est président de la Francisco Sugar Company et vice-président de

la Manati Sugar Company. Le contrôle de Schroder sur le sucre remonte à l'Agence Alimentaire Américaine sous Herbert Hoover et Lewis L. Strauss, de Kuhn, Loeb, Company, durant la Première Guerre Mondiale. Les avocats de Schroder sont le cabinet Sullivan & Cromwell. John Foster Dulles, était présent lors de l'accord historique en vue de financer Hitler. Celui-ci fut nommé ultérieurement Secrétaire d'État dans l'administration Eisenhower. Alfred Jaretzki Jr, de Sullivan & Cromwell siège également à la Manati Sugar Company et à la Francisco Sugar Company.

Un autre directeur de J. Henry Schroder est Norris Darrell Jr, né à Berlin et associé de Sullivan & Cromwell, directeur de la Schroder Trust Company. Bayless Manning, associé dans le Cabinet d'avocats de Wall Street, Paul, Weiss, Rifkind & Wharton, siège lui aussi à la J. Henry Schroder. Il fut président du CFR (Council on Foreign Relations) de 1971 à 1977 et occupe la fonction de rédacteur en chef de la revue juridique de Yale.

Paul H. Nitze, l'éminent «négociateur pour le désarmement» du gouvernement des États-Unis siège à la Schroder's Inc. Il a épousé Phyllis Pratt, de la fortune de la Standard Oil, et son père donna à la famille Pratt l'hôtel particulier qui héberge le Council on Foreign Relations.

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

CHAPITRE VIII : LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

"L'argent est la pire des contrebandes."
William Jennings Bryan

Il apparaît désormais que sans le Système de la Réserve Fédérale aucune guerre mondiale n'aurait pu être déclenchée. Mais il se produisit un enchaînement étrange d'événements, dont aucun ne fut accidentel. Sans la candidature "Bull Moose" de Théodore Roosevelt, le populaire Président Taft aurait été [probablement] réélu et Woodrow Wilson serait retourné dans l'anonymat[1]. Si Wilson n'avait pas été élu, il n'y aurait peut-être pas eu de loi de la réserve fédérale et la première guerre mondiale aurait pu être évitée. Cependant, les nations européennes avaient été incitées à maintenir de puissantes armées actives, puisque telle était la politique de leurs banques centrales et que celles-ci imposaient leurs décisions. Voici ce qu'écrivait le Quaterly Journal of Economies, en avril 1887 :

"Une revue détaillée de la dette publique européenne met en évidence des intérêts et des remboursements de fonds d'amortissement qui s'élèvent chaque année à $5.343.000.000 [5,3 milliards de dollars]. La conclusion de M. Neymarck[2] est très proche de celle de M. Atkinson[3]. Les finances de l'Europe sont tellement compromises que les gouvernements [européens] pourraient se demander si la guerre, malgré toutes les circonstances épouvantables qui l'accompagnent, ne serait pas préférable au maintien d'une paix aussi précaire que coûteuse. Si les préparations militaires de l'Europe ne débouchent pas sur la guerre, elles pourraient très bien aboutir à la banqueroute des États-Unis. Et si de telles folies ne conduisent ni à la guerre, ni à la ruine, alors elles se dirigent à coup sûr vers une révolution industrielle et économique."

Ce système instable - nations européennes lourdement armées et en faillite - a perduré de 1887 à 1914. Dans le même temps, les États-Unis continuaient d'être une nation

débitrice, empruntant à l'étranger et accordant peu de prêts internationaux, parce qu'ils n'avaient pas de banque centrale et ne pouvaient donc pas « mobiliser le crédit ». Les Rothschild, qui s'étendaient sur plusieurs pays grâce à leurs succursales, construisirent un système de prêts aux nations qui a permis de financer les conflits européens du dix-neuvième siècle. Dès 1900, il était devenu évident que les pays européens ne pouvaient se permettre une guerre majeure. S'ils disposaient de grandes armées opérationnelles, d'un service militaire universel et d'armes modernes, leurs économies ne pouvaient financer des dépenses aussi énormes. Lorsque le Système de la Réserve Fédérale a commencé ses opérations en 1914, il a forcé le peuple américain à prêter aux Alliés vingt-cinq milliards de dollars, qui ne furent pas remboursés. En revanche, des intérêts considérables furent versés aux banquiers new-yorkais. Le peuple américain fut entraîné dans la guerre contre le peuple allemand, alors qu'il n'avait aucun différend politique ou économique avec lui. Qui plus est, les Allemands étaient plus nombreux aux États-Unis que partout ailleurs dans le monde ; près de la moitié des citoyens américains étaient de descendance allemande et il s'en fallut de peu pour que l'allemand ne devienne aux États-Unis la langue nationale (Convention Constitutionnelle de 1787).

L'ambassadeur d'Allemagne auprès de la Turquie, le baron Wangeheim, avait demandé à son homologue américain, Henry Morgenthau, pour quelles raisons les États-Unis avaient l'intention de faire la guerre à l'Allemagne. Parlant au nom du groupe d'opérateurs immobiliers de Harlem dont il était le chef, Morgenthau répondit : "Nous, les Américains, entrons en guerre par principe moral."

J.P. Morgan avait encaissé le produit du First Liberty Loan à titre de remboursement pour les quatre cents millions de dollars qu'il avait avancés à la Grande-Bretagne au début de la guerre. Pour couvrir ce prêt, 68 millions de dollars en billets de banque avaient été émis en vertu des provisions de la Loi Aldrich-Vreeland, qui permettait l'émission de billets contre des titres [des obligations du Trésor]. Ce fut la seule fois où cette

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

provision fut utilisée. Ces billets de banque furent retirés de la circulation dès que les banques de la Réserve Fédérale commencèrent leurs opérations et ils furent remplacés par des billets de la Réserve Fédérale.

Durant les années 1915 et 1916, Wilson maintint sa confiance aux banquiers qui lui avaient acheté la Maison Blanche, en continuant d'accorder des prêts aux Alliés. Son Secrétaire d'État, William Jennings Bryan, passait son temps à protester, en disant : "L'argent est la pire des contrebandes".

Avant 1917, les Morgan et Kuhn, Loeb Company avaient émis un milliard et demi de dollars au titre des prêts accordés aux Alliés. Les banquiers finançaient également une quantité d'organisations œuvrant pour la «paix», qui travaillaient en réalité à impliquer l'Amérique dans la guerre mondiale. Pendant que le Comité de Secours en Belgique inventait des histoires d'atrocités contre les Allemands, une organisation du Carnegie, «La Ligue pour imposer la Paix» (The League to Enforce Peace), s'agitait à Washington afin d'inciter les États-Unis à entrer en guerre. Cette dernière donna naissance au Carnegie Endowment for International Peace (La Fondation Carnegie pour la Paix Internationale) qui fut dirigée, pendant les années quarante, par Alger Hiss. Un auteur[4] a même affirmé qu'il n'avait jamais vu de «mouvement de la paix» qui ne ne se terminât dans la guerre.

Lorsque l'Ambassadeur des États-Unis auprès de la Grande-Bretagne, Walter Hines Page, se plaignit de ne pas disposer des moyens pour un tel poste, il reçut 25.000 dollars d'argent de poche par an de la part de Cleveland H. Dodge, le président de la National City Bank. En 1916, Mencken accusa ouvertement Page d'être un agent britannique, ce qui était injuste : Page était simplement un agent des banquiers.

Le 5 mars 1917, Page envoya une lettre confidentielle à Wilson. "Je pense que la pression exercée par cette crise qui s'approche est allée au-delà de la capacité de la Morgan Financial Agency en ce qui concerne les gouvernements britannique et français... La meilleure aide que nous pourrions apporter aux Alliés serait de leur accorder un crédit. Evidemment, à moins d'entrer en

guerre contre l'Allemagne, notre gouvernement ne peut pas accorder directement un tel crédit." Malgré le chaos financier provoqué par leurs agents (les Warburg finançaient le Kaiser, et le frère de Paul Warburg, Max, chef des services secrets allemands, avait autorisé le train de Lénine à traverser les lignes de front afin d'accomplir la révolution bolchevique en Russie), les Rothschild se montrèrent circonspects à l'égard de la capacité de l'Allemagne à poursuivre la guerre. Selon Franklin D. Roosevelt, alors Sous-Secrétaire à la Navy, l'industrie lourde des États-Unis se préparait à la guerre depuis un an. Les Services de l'Us Army et de la Navy achetaient depuis le début de 1916 des fournitures de guerre en grandes quantités. Dans ses Mémoires, Cordell Hull a noté :

"Ce conflit a contraint le gouvernement à étendre le principe de l'impôt sur le revenu. En visant l'unique grande source de revenus non-imposés jusqu'alors, la loi fiscale s'appliquant à tous les revenus fut promulguée à temps pour faire face aux exigences de la guerre. Ce conflit a contribué, également à temps, à faire entrer en vigueur le Système de la Réserve Fédérale"[5].

On peut se demander : «A temps pour qui ?» Certainement pas pour le peuple américain qui n'avait nullement besoin de «mobiliser le crédit» pour une guerre européenne ou de promulguer un impôt sur le revenu en vue de la financer. Cette déclaration de Hull offre un aperçu rare des machinations orchestrées par nos «serviteurs publics».

Les notes du Journal of Political Economy d'octobre 1917 disent ceci :

"Les effets de la guerre sur les affaires des banques de la Réserve Fédérale ont nécessité un développement considérable de leur personnel, avec une augmentation correspondante de leurs dépenses. Evidemment, incapables d'anticiper une demande aussi précoce pour leurs services et aussi dispendieuse dans ce domaine, les concepteurs de la Loi de Réserve Fédérale s'étaient assurés que les banques de la Réserve Fédérale agiraient en tant qu'agents du Gouvernement."

Les banquiers attendaient depuis 1887 que les États-Unis votent une loi de banque centrale permettant de financer une guerre européenne entre les nations qu'ils avaient déjà mises en faillite avec des programmes d'armement et de «défense». La fonction la plus exigeante de ce mécanisme de banque centrale est le financement de la guerre.

Le 12 octobre 1917, Woodrow Wilson prononça un discours d'une importance capitale et déclara :

"Il est manifestement impératif que les réserves bancaires des États-Unis soient totalement mobilisées. Le fardeau et le privilège (des prêts aux Alliés) doivent être partagés entre chaque institution bancaire du pays. Je pense que la coopération des banques, à cet instant, est un devoir patriotique et que la qualité de membre du Système de la Réserve Fédérale est un motif important et incontestable pour manifester son patriotisme."

E.W. Kemmerer écrit : "En tant qu'agents du Gouvernement, les banques de la Réserve Fédérale ont rendu aux nations des services d'une valeur incalculable après notre entrée en guerre. Elles ont largement aidé à conserver nos ressources en or, à réguler notre change et à centraliser nos énergies financières. On frissonne à l'idée de ce qui serait arrivé si la guerre nous avait trouvés avec notre ancien système bancaire archaïque et décentralisé."

Les frissons de M. Kemmerer occultent le fait que si les États-Unis avaient gardé leur «système bancaire archaïque», ils auraient été incapables de financer la guerre mondiale et d'y participer activement.

Woodrow Wilson lui-même ne croyait pas en cette croisade pour sauver la démocratie mondiale. Il écrivit plus tard que "La guerre mondiale était une question de rivalité économique."

Le Sénateur McCumber interrogea Wilson sur les circonstances de l'entrée en guerre de l'Amérique : "*Pensez-vous que si l'Allemagne n'avait commis aucun acte de guerre ou aucun acte d'injustice contre nos citoyens nous serions entrés dans cette guerre ?"*

"Je le pense", répondit Wilson.

"*Vous pensez que nous y serions entrés de toute façon ?*" poursuivit McCumber. "*Je le pense*" dit Wilson.

Dans son Message de Guerre de 1917, Wilson avait inclus un hommage incroyable aux communistes russes qui s'étaient activement occupés, dans ce malheureux pays, à massacrer la classe-moyenne.

"Grâce aux actions merveilleuses et réconfortantes qui se sont produites en Russie ces dernières semaines, l'assurance est venue s'ajouter à notre espoir d'une future paix mondiale. Voici un partenaire digne de la Ligue d'Honneur"[6].

L'hymne de Wilson à un régime assoiffé de sang, qui a, depuis lors, massacré soixante-six millions de ses habitants de la façon la plus barbare, révèle ses véritables sympathies et ses véritables commanditaires : les banquiers qui avaient financé la purge sanglante en Russie. Lorsque la révolution communiste a semblé devenir incertaine, Wilson envoya en Russie son émissaire personnel, Elihu Root, avec cent millions de dollars provenant de son Fonds Spécial d'Urgence de Guerre afin d'empêcher le renversement du régime bolchevique.

Les documents prouvant l'implication de Kuhn, Loeb Company dans l'instauration du communisme en Russie sont beaucoup trop nombreux pour être cités ici, mais nous incluons une brève mention, typique de la littérature sur ce sujet. Dans son ouvrage, Czarism and the Révolution, le Général Arsène de Goulevitch a écrit :

"M. Bakmetiev, l'Ambassadeur Impérial de Russie auprès des États-Unis, aujourd'hui décédé, nous rapporte que les Bolcheviques, après leur victoire, ont transféré pour 600 millions de roubles d'or à la Kuhn, Loeb Company entre 1918 et 1922."

Après l'entrée de l'Amérique dans la Première Guerre Mondiale, Woodrow Wilson livra le gouvernement des États-Unis au triumvirat constitué de ceux qui avaient financé sa campagne présidentielle : Bernard Baruch, Eugène Meyer et Paul Warburg. Baruch fut nommé à la tête du Conseil des Industries de la Guerre, avec des pouvoirs de vie et de mort sur toutes les usines aux États-Unis. Eugène Meyer fut nommé

à la tête de la Société du Financement de la Guerre, en charge du programme de prêts qui finançaient la guerre. Paul Warburg prit le contrôle du système bancaire de la nation [américaine][7].

Les alliés britanniques des États-Unis, qui savaient que le sentiment dominant du peuple américain avait été antibritannique et pro-allemand en 1915 et en 1916, voyaient avec une certaine appréhension la prééminence de Paul Warburg et de Kuhn, Loeb Company dans la poursuite de la guerre. Ils se sentaient mal à l'aise en voyant la position éminente que celui-ci occupait dans l'Administration [américaine], parce que son frère, Max Warburg, servait à l'époque en tant que chef des services secrets allemands. Le 12 décembre 1918, le Rapport des Services Secrets de la Marine des États-Unis sur M. Warburg était le suivant :

"WARBURG, PAUL : New York City. Allemand, citoyen naturalisé en 1911, il a été décoré par le Kaiser en 1912 et a été vice-président du Board. A manipulé de grosses sommes d'argent fournies par l'Allemagne à Lénine et à Trotski. A un frère qui dirige le système d'espionnage allemand."

Il est étrange que ce rapport, qui doit avoir été rédigé beaucoup plus tôt, lorsque les États-Unis étaient en guerre contre l'Allemagne, ne porte pas de date antérieure au 12 décembre 1918 - donc, APRÈS la signature de l'armistice. De même, ce rapport ne contient pas l'information disant que Paul Warburg a démissionné du Board en mai 1918, indiquant par-là qu'il a été rédigé avant mai 1918, à un moment où Paul Warburg aurait été théoriquement exposé à une mise en accusation pour trahison, en raison du contrôle qu'exerçait son frère sur les services secrets allemands.

L'autre frère de Paul Warburg à New York, Félix, était directeur de la Compagnie d'Assurance Vie Prussienne de Berlin et l'on peut supposer qu'il n'aurait pas aimé voir trop d'assurés mourir dans la guerre. Le 26 septembre 1920, le New York Times mentionna dans sa chronique nécrologique sur Jacob Schiff, en référence à Kuhn, Loeb & Company, que "durant la Guerre mondiale, certains de ses membres étaient en contact constant avec le gouvernement en qualité de

conseillers. [Cette société] avait pris part aux conférences relatives à l'organisation du Système de la Réserve Fédérale."

Sa chronique nécrologique de 1920 révélait pour la première fois que Jacob Schiff, comme les Warburg, avait aussi deux frères en Allemagne pendant la Première Guerre mondiale, Philip et Ludwig Schiff, de Francfort-sur-le-Main, qui agissaient également en tant que banquiers auprès du gouvernement allemand. Cette circonstance ne devait pas être prise à la légère, étant donné qu'aucun de ces banquiers, des deux côtés de l'Atlantique, n'était un anonyme, sans la moindre influence dans la conduite de la guerre. Au contraire, les associés de Kuhn, Loeb & Co. figuraient, aux États- Unis, parmi les dirigeants de plus haut niveau durant la Première Guerre Mondiale. Dans le même temps, en Allemagne, Max et Fritz Warburg, ainsi que Philip et Ludwig Schiff, intervenaient dans les plus hauts conseils du gouvernement [allemand]. Voici un extrait des Mémoires de Max Warburg : "*Le Kaiser frappa violemment du poing sur la table et s'écria, 'Devez-vous toujours avoir raison ?' Mais ensuite, il écouta attentivement le point de vue de Max sur les questions financières*"[8].

En juin 1918, Paul Warburg écrivit une note personnelle à Woodrow Wilson, "*J'ai deux frères en Allemagne qui sont banquiers. Naturellement, ils servent aujourd'hui leur pays au maximum de leurs capacités, comme je sers le mien*"[9].

Ni Wilson, ni Warburg n'ont considéré cette situation comme préoccupante, et Paul Warburg termina son mandat au Conseil des Gouverneurs de la Réserve Fédérale, tandis que la Première Guerre Mondiale continuait de faire rage.

Le passé de Kuhn, Loeb & Company avait été exposé dans "Truth Magazine", édité par George Conroy :

"M. Schiff est à la tête de la grande maison bancaire privée, Kuhn, Loeb & Co., laquelle représente les intérêts de Rothschild de ce côté-ci de l'Atlantique. On a dit de lui qu'il est un stratège financier. Pendant des années, il a été le ministre des finances de la grande puissance impersonnelle connue sous le nom de Standard Oil.

"Il marchait main dans la main avec les Harriman, les Gould

et les Rockefeller dans toutes leurs entreprises ferroviaires, et il est devenu la puissance dominante du monde ferroviaire et financier en Amérique.

"Louis Brandeis, grâce à sa grande expérience d'avocat et pour d'autres raisons encore, qui feront surface plus tard, fut choisi par Schiff pour être l'instrument à travers lequel Schiff espérait accomplir son ambition en Nouvelle Angleterre. Son travail consistait à créer une agitation qui ébranlerait la confiance du public dans le New Haven System (La compagnie de chemins de fer New Haven Hartford Railroad Company) et provoquerait la baisse de ses titres, forçant [ainsi ses actionnaires] à [les] vendre en bourse aux saboteurs"[10].

Nous mentionnons ici l'avocat de Schiff, Brandeis, parce que la première nomination disponible à la Cour Suprême des États-Unis que Woodrow Wilson fut autorisé à effectuer revint à l'avocat de Kuhn, Loeb & Co., Louis Brandeis.

Non seulement l'Agence Alimentaire des États-Unis était dirigée par le directeur de Hoover, Lewis Lichtenstein Strauss, qui entra par alliance dans Kuhn, Loeb Company en épousant Alice Hanauer, la fille de l'associé Jérôme Hanauer, mais, dans le secteur le plus critique, les renseignements militaires, Sir William Wiseman, le chef des services secrets britanniques, était associé dans Kuhn, Loeb & Company. C'est de la façon la plus étroite que ce dernier a travaillé avec l'alter ego de Wilson, le Colonel House. "Entre House et Wiseman, il devait bientôt n'y avoir pratiquement plus de secrets politiques et, de leur compréhension mutuelle, résulta dans une large mesure notre étroite coopération avec les Britanniques"[11].

Un exemple de la coopération entre House et Wiseman fut un accord confidentiel par lequel House négocia la promesse des États-Unis d'entrer dans la Première Guerre Mondiale aux côtés des Alliés. Dix mois avant la réélection de Wilson à la Maison Blanche, en 1916, «alors qu'il nous avait maintenus en dehors de la guerre», le Colonel House négocia au nom de Wilson un accord secret avec l'Angleterre et la France par lequel il promettait que les États-Unis interviendraient pour le

compte des Alliés. Le 9 mars 1916, Wilson tint officiellement cette promesse[12].

Rien ne peut illustrer avec plus de force la duplicité de la nature de Woodrow Wilson que sa campagne nationale avec le slogan : «Il nous a maintenus hors de la guerre», alors qu'il avait promis, dix mois auparavant, d'impliquer l'Amérique dans la guerre aux côtés de l'Angleterre et de la France. Ceci explique pourquoi il fut traité avec un tel mépris par ceux qui eurent connaissance des réalités de sa carrière. H.L. Mencken écrivit que Wilson était «le modèle parfait du malotru chrétien», et que nous devrions «déterrer ses ossements et les réduire en poussière».

Selon le New York Times, la lettre de démission de Paul Warburg exposait que des objections avaient été soulevées au motif qu'il avait un frère dans les services secrets suisses. Le New York Times n'a jamais corrigé ce mensonge éhonté, peut-être parce que Kuhn, Loeb Company détenait une part de contrôle de son capital. Max Warburg n'était pas suisse et, bien qu'il eût probablement été en contact avec les services secrets suisses durant son service à la tête des services secrets allemands, aucun rédacteur en chef responsable au New York Times ne pouvait ignorer que Max Warburg était allemand, que sa maison bancaire familiale se trouvait à Hambourg et qu'il détenait une quantité de postes importants dans le gouvernement allemand. Il représenta l'Allemagne à la Conférence de Paix de Versailles et il est resté en Allemagne jusqu'en 1939 sans être inquiété, alors que pendant cette période les gens de sa religion étaient persécutés. Pour éviter tout préjudice durant la guerre qui s'approchait, lorsque les bombes pleuvraient sur l'Allemagne, Max Warburg reçut l'autorisation de s'embarquer avec toute sa fortune pour New York.

Au tout début de la Première Guerre Mondiale, Kuhn, Loeb Company avait figuré dans le transfert d'intérêts maritimes allemands à d'autres pavillons. Sir Cecil Spring-Rice, l'Ambassadeur britannique auprès des États-Unis, a écrit dans une lettre à Lord Grey :

"Un autre problème est la question du transfert de pavillon

des bateaux de la Hamburg Amerika. Cette société est pratiquement une affaire du gouvernement allemand. Les bateaux sont utilisés à des fins gouvernementales ; l'Empereur lui-même est un gros actionnaire et c'est également le cas de la grosse maison bancaire Kuhn, Loeb Company. Un membre de cette maison bancaire (Warburg) a été nommé à un poste de haute responsabilité à New York, bien qu'il vienne juste d'être naturalisé. Il est impliqué dans des affaires avec le Secrétaire au Trésor, qui est le gendre du Président. C'est lui qui négocie pour le compte de la Hamburg Amerika Shipping Company"[13].

Le 13 novembre 1914, dans une lettre à Sir Valentine Chirol, Spring-Rice écrivait (p. 241, v. 2) :

"On m'a dit aujourd'hui que le New York Times a été pratiquement acquis par Kuhn, Loeb et par Schiff, le protégé spécial de l'Empereur (allemand). Warburg, qui fait quasiment partie de la famille de Kuhn, Loeb et de celle de Schiff, est l'un des frères du Warburg bien connu de Hambourg ; il est l'associé dans la Ballin (Hamburg) Amerika Line et il est membre du Board - ou, plutôt, il en est LE membre. Il contrôle pratiquement la politique financière de l'administration [américaine] et Paish & Blackett (Angleterre) doivent essentiellement négocier avec lui. Bien sûr, c'était exactement comme négocier avec l'Allemagne. Tout ce qui était mentionné était propriété allemande."

Le Colonel Garrison notait dans "Roosevelt, Wilson and the Federal Reserve Law" : "A travers la Maison bancaire Kuhn, Loeb Company, une arme puissante aurait été placée entre les mains du Kaiser allemand sur la destinée des entreprises américaines et des citoyens américains"[14]. Garrison se référait à l'affaire de la Hamburg Amerika.

Il semblait étrange que Woodrow Wilson ressentît la nécessité de placer la nation entre les mains de trois hommes, dont l'histoire personnelle était celle de la spéculation impitoyable et de la recherche du gain personnel, ou qu'il trouvât comme personnes de confiance suprême, durant la guerre contre l'Allemagne, un immigré allemand naturalisé en

1911 [Paul Warburg], le fils d'un immigré originaire de Pologne [Bernard Baruch[15]] et le fils d'un immigré français [Eugène Meyer]. Bernard Baruch avait attiré pour la première fois l'attention de Wall Street en 1890, lorsqu'il travaillait pour A.A. Housman & Co.

En 1896, il fit fusionner entre elles les six principales sociétés de tabac des États-Unis dans la Consolidated Tobacco Company, forçant James Duke et l'American Tobacco Trust à entrer dans sa combinaison. Le deuxième grand trust établi par Baruch plaça l'industrie du cuivre entre les mains de la famille Guggenheim, qui la contrôle depuis lors. Baruch a travaillé avec Edward H. Harriman, l'homme de paille de Schiff dans le contrôle du système ferroviaire au profit de la famille Rothschild. Baruch et Harriman ont également uni leurs talents en vue de prendre le contrôle du New York Transit Sys- tem (les transports en commun new-yorkais), dont les finances demeurent précaires.

En 1901, Baruch forma à New York, en association avec son frère Herman, la firme bancaire Baruch Brothers. En 1917, lorsque Baruch fut nommé président du Conseil des Industries de la Guerre, le nom fut changé en Hentz Brothers.

Témoignant devant la Commission Nye, le 13 septembre 1937, Bernard Baruch déclara : "A l'origine, toutes les guerres sont économiques." Merci à ceux qui ont claironné qu'elles avaient pour origine des désaccords religieux et politiques ![16]

Un portrait de Baruch paru dans le magazine "New Yorker" rapportait qu'il avait réalisé un profit de 750.000 dollars en une seule journée durant la Première Guerre Mondiale, après qu'une rumeur de paix bidon se fut répandue à Washington.

Dans le "Who's Who", Baruch mentionne qu'il a été l'un des membres de la commission chargée de tous les achats pour les Alliés durant la Première Guerre Mondiale. En fait, Baruch ETAIT cette commission. Il a dépensé l'argent du contribuable américain au rythme de 10 milliards de dollars par an et il figurait également en tant que membre dominant de la

commission chargée de la fixation du prix des munitions (Munitions Price-Fixing Committee). Il déterminait les prix auxquels le Gouvernement achetait le matériel de guerre. Il serait naïf de présumer que ces commandes n'allaient pas à des firmes dans lesquelles lui et ses associés exerçaient plus qu'une dictature d'intérêts polie sur les fabricants américains[17]. Lors des auditions de la Commission Nye en 1935, voici ce que Baruch a attesté :

"*Le Président Wilson m'a remis une lettre m'autorisant à prendre le contrôle de toute industrie ou de toute usine. Le Juge Gary, président de United States Steel, avec lequel nous avions des problèmes, était présent et, après lui avoir montré cette lettre, il a répondu : 'Je suppose que nous allons devoir arranger cela', et il a vraiment arrangé cette chose*."

Certains membres du Congrès firent preuve de curiosité sur les compétences de Baruch pour exercer des pouvoirs de vie et de mort sur l'industrie américaine en temps de guerre. Il n'était pas un industriel et n'avait jamais mis les pieds dans une usine. Lorsqu'il fut convoqué devant la commission parlementaire, Bernard Baruch déclara que sa profession était «spéculateur». Un boursicoteur de Wall Street avait donc été fait Tsar de l'industrie américaine !

Un article paru dans le New York Times du 23 septembre 1914 établissait la liste des principaux actionnaires de cinq des banques new-yorkaises qui avaient acheté 40% des 203.053 actions de la Banque de Réserve Fédérale de New York, lorsque ce système fut organisé en 1914. Ils ont donc obtenu le contrôle de cette Banque de Réserve Fédérale et l'ont gardé depuis lors. A partir du 26 juillet 1983, les cinq premières banques new-yorkaises survivantes ont porté leur participation dans la Banque de Réserve Fédérale de New York à 53% du capital.

[Le lecteur pourra télécharger le fac-similé de cet article à l'adresse suivante : http ://query.nytimes.com/mem/archive-free/pdf ?r=l&res=9C0DE7D7143AE633A25750C2A96F9C94659 6D6CF dont nous reproduisons ci-dessous la traduction.]

BANKS' STOCK LIST FULL OF SURPRISES

[La liste des actionnaires des banques est pleine de surprises]

The New York Times

Mercredi 23 septembre 1914

Page 12, 2071 mots

Beaucoup de noms que le public associe aux gros actionnaires ne s'y trouvent pas.

LES 30 ACTIONS DE HETTY GREEN

[N. du T. : Henrietta "Hetty" Howland Robinson Green]

Frank Vanderlip absent des gros intérêts dans National City.

"La publication, hier, des listes des actionnaires de quelques-unes des plus grosses banques new-yorkaises a soulevé un intérêt considérable dans le secteur financier, autant par l'absence de noms auxquels on s'attendait que par le nombre d'actions des principaux détenteurs. La date à laquelle cette liste a été dressée n'a pas été divulguée et des changements importants ont pu s'être produits depuis lors, bien que la règle en la matière soit que les actions bancaires connaissent généralement des mouvements peu actifs et que les intérêts qui contrôlent la plupart des institutions bancaires se trouvent entre les mêmes mains depuis de nombreuses années.

"Parmi les surprises qui apparaissent dans ces listes, telles qu'elles ont été publiées par Dow, Jones & Co., on découvre que Hetty Green, que l'on présente souvent comme un élément très important de la direction de Chemical National, ne possède que 31 actions sur les 80.000 de cette institution. Frank Vanderlip, le Président de National City Bank, ne fait pas partie des principaux actionnaires, tandis que James Stillman, président de son directoire, détient 47.498 actions sur un total de 250.000. M. Stillman est également un gros actionnaire de la Hanover & Citizens' Central. Et, J.P. Morgan & Co. détient la plus grosse part de toutes les sociétés du groupe.

"Les actionnaires, les capitalisations, le nombre d'actions, les

dividendes et les valeurs comptables sont les suivants :" [L'ouvrage original mentionne des tableaux numérotés de 1 à 9.

En 1914, quelques familles (liées par le sang ou les affaires) contrôlaient les banques existantes (comme celle de New York) et les ont amenées à prendre des participations qui étendaient leur contrôle aux banques régionales de la Réserve Fédérale.

L'examen des tableaux et du texte du Rapport Parlementaire de la Commission Bancaire d'Août 1976, ainsi que la liste des actionnaires actuels des douze Banques régionales de Réserve Fédérale, montrent que ce sont bien ces familles qui en assurent le contrôle.

Eugène Meyer, l'ancien associé de Baruch (dans l'Alaska-Juneau Gold Mining Co.), affirmera plus tard que Baruch était un imbécile et qu'il avait lui-même guidé sa carrière d'investisseur grâce aux relations bancaires de sa famille (Lazard frères). Ces affirmations furent publiées en page éditoriale, dans l'édition du cinquantième anniversaire du Washington Post du 4 juin 1983, et le coup de grâce fut asséné par l'éditeur de Meyer, Al Friendly, qui écrivait que "tous les journalistes de Washington, ainsi que Meyer, savaient que Bernard Baruch était un imposteur mégalo."

Le troisième membre du Triumvirat, Eugène Meyer, était le fils d'un associé de la maison bancaire internationale Lazard frères de Paris et de New York. Dans My Own Story, Baruch explique comment Meyer devint le chef de la Société du Financement de la Guerre (War finance Corporation). "*Au tout début de la Première Guerre Mondiale*", dit-il, "*je suis allé chercher Eugène Meyer Jr... un homme de la plus haute intégrité, animé du fervent désir de servir ses concitoyens*"[18].

La nation avait énormément souffert de l'action de personnages désireux d'exercer des fonctions publiques, mais dont les motivations réelles excédaient largement leur passion pour la fonction. En fait, Meyer et Baruch avaient exploité en 1915 une entreprise en Alaska, l'Alaska-Juneau Gold Mining Company, et travaillé ensemble sur d'autres combines financières. La maison familiale de Meyer, Lazard frères, était

spécialisée dans les mouvements internationaux de l'or.

La gestion d'Eugène Meyer à la Société du Financement de la Guerre comprend l'une des opérations financières les plus étonnantes que les États-Unis ont jamais partiellement connue. Nous disons «partiellement connue», parce que les enquêtes parlementaires qui ont suivi ont révélé que, chaque nuit, les livres étaient altérés avant d'être présentés à l'enquête du lendemain. Le nom de Louis McFadden, le Président de la Commission Bancaire et Monétaire de la Chambre, figure dans deux enquêtes relatives à Meyer, en 1925 et à nouveau en 1930, lorsque Meyer fut proposé au poste de Gouverneur du Conseil de la Réserve Fédérale. Voici le rapport que présenta le 2 mars 1925 la commission d'enquête sur la destruction des bons du gouvernement, nommée «Préparation et Destruction des Bons du Gouvernement - 68è Congrès, 2è Session, Rapport n° 1635» :

p. 2. : "Des bons dupliqués, s'élevant à 2314 paires, et des coupons également en double exemplaire, s'élevant à 4698 paires, variant en valeur de 50 à 10000 dollars, ont été convertis en espèces le 1er juillet 1924. Certaines de ces duplications résultaient d'erreurs, d'autres de fraude."

Ces investigations peuvent expliquer pourquoi, à la fin de la Première Guerre Mondiale, Eugène Meyer fut en mesure de prendre le contrôle d'Allied Chemical & Dye Corporation et, plus tard, celui du quotidien le plus influent de la nation, The Washington Post. La duplication des bons, «un pour le gouvernement, un pour moi», en valeur faciale de 10000 dollars chacun, représentait une belle somme.

p. 6 de ces auditions : "Ces transactions du Trésor (incluant des règlements pour des achats et des ventes), exécu- tées avant le 20 juin 1920 par la Société du Financement de la Guerre, étaient pour la plupart dirigées par son directeur général (Eugène Meyer) et c'est principalement lui qui passait les accords avec le Trésor et le Secrétaire-adjoint au Trésor ; et les livres montrent que le prix de base payé par le Gouvernement pour des bons d'une valeur totale de plus de $1.894.000.000,00 [1,894 milliard de dollars], que le Trésor a

achetés par l'intermédiaire de la Société du Financement de la Guerre, n'était pas le prix du marché et ne représentait pas le coût de l'obligation augmenté des intérêts ; et les éléments faisant partie de ces accords ne sont pas révélés dans la correspondance.

Le directeur général de la Société du Financement de la Guerre a déclaré que lui-même et un Secrétaire délégué au Trésor (Jérôme J. Hanauer, associé dans Kuhn, Loeb & Co. et dont la fille avait épousé Lewis L. Strauss) se mettaient d'accord sur le prix et que c'était un simple chiffre arbitraire, fixé par un Secrétaire délégué au Trésor, qui déterminait le nombre de bons achetés ainsi par la Société du Financement de la Guerre. Durant la période où ces transactions étaient effectuées et jusqu'à une date récente, le directeur général de la Société du Financement de la Guerre, Eugène Meyer Jr, conservait, pour ses affaires privées, un bureau au 14, Wall Street à New York et, par l'intermédiaire de la Société du Financement de la Guerre, il a vendu des obligations au gouvernement des États-Unis pour un total d'environ 70 millions de dollars ; il a également vendu à travers la Société du Financement de la Guerre des obligations, pour une valeur d'environ dix millions de dollars, et a approuvé les factures de la plupart de ces bons, voire tous, usant de son pouvoir officiel, en tant que directeur général de la Société du Financement de la Guerre. Lorsque ces transactions, auxquelles nous venons de faire allusion, furent divulguées à la commission lors d'une audition libre, le directeur général a témoigné devant la commission et a expliqué que des commissions étaient payées sur ces transactions et que celles-ci étaient versées à leur tour aux courtiers sélectionnés par le directeur général, qui exécutaient les ordres émis par sa maison de courtage ; et, immédiatement après cette divulgation à la commission, le directeur général s'est attaché les services d'Ernst & Ernst, commissaires aux comptes publics, chargés de vérifier les livres de la Société du Financement de la Guerre, lesquels ont effectivement déclaré à la commission, après avoir achevé l'examen de la comptabilité, que toutes les redevances reçues

du directeur général par la maison de courtage avaient été prises en compte. Tandis que la commission effectuait cette vérification et que les commissaires aux comptes consultés poursuivaient parallèlement leurs vérifications la nuit, la commission parlementaire découvrit que des altérations et des modifications avaient été effectuées dans les livres comptables couvrant ces transactions ; et, lorsque la chose fut portée à l'attention du trésorier de la Société du Financement de la Guerre, celui-ci admit, devant la commission, que des modifications avaient bien été effectuées. La commission n'a pas été capable de déterminer jusqu'où, dans ce processus, ces livres avaient été altérés. Après le mois de juin 1921, une valeur d'environ dix milliards de dollars en titres fut détruite."

C'est le Washington Post d'Eugène Meyer (alors dirigé par sa fille Katherine Graham), qui chassa plus tard un Président des États-Unis de la Maison Banche (Richard Nixon et l'affaire «Watergate») en l'accusant d'avoir été au courant d'un cambriolage. Que devons-nous penser des révélations sur la duplication d'obligations pour des centaines de millions de dollars durant la direction de Meyer à la Société du Financement de la Guerre, de l'altération des livres durant l'enquête parlementaire et le fait que Meyer soit sorti de cette situation avec des millions et des millions de dollars avec lesquels il effectua l'achat d'Allied Chemical Corporation, du Washington Post et d'autres propriétés ? A propos, Lazard Brothers, la maison bancaire familiale de Meyer, gère les fortunes d'un grand nombre de sommités politiques américaines, dont la fortune de la famille Kennedy.

En plus de ces hommes (Warburg, Baruch et Meyer), une foule d'associés, d'employés et de satellites de J.P. Morgan Co. et de Kuhn, Loeb & Co. sont arrivés à Washington après 1917 pour administrer le sort du peuple américain.

Il faut savoir que les Prêts de la Liberté (Liberty Loans) - des obligations vendues aux citoyens américains - dépendaient du Trésor des États-Unis, sous la juridiction du Secrétaire au Trésor de Wilson, William G. McAdoo, que Kuhn, Loeb & Co. avait placé à la responsabilité de la [compagnie de chemins de

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

fer] Hudson-Manhattan Railway Co. en 1902.

Paul Warburg avait presque toute la firme Kuhn, Loeb & Co. avec lui à Washington durant la Guerre. Jérôme Hanauer, associé dans Kuhn, Loeb & Co., était Secrétaire délégué au Trésor en charge des Liberty Loans. Les deux sous-secrétaires au Trésor durant la Guerre étaient S. Parker Gilbert et Roscoe C. Leffingwell. Gilbert et Leffingwell sont arrivés tous deux au Trésor, directement de la société d'avocats Cravath & Henderson, où ils retournèrent après avoir rempli au Trésor leur mission pour Kuhn, Loeb & Co. Cravath & Henderson étaient les avocats de Kuhn, Loeb & Co. Gilbert et Leffingwell furent pris par la suite comme associés dans J.P. Morgan Co.

En 1914, les principaux membres des directoires croisés des banques étaient les mêmes banquiers qui avaient été présents ou étaient représentés à la Conférence de Jekyll Island en 1910 et pendant la campagne en vue d'obtenir du Congrès qu'il vote la Loi de Réserve Fédérale en 1913. Ces officiels représentaient les plus gros actionnaires des banques new-yorkaises, lesquels achetèrent la majorité des actions de la Banque de Réserve Fédérale de New York. Y figuraient également les principales banques de correspondance des banques situées dans les autres districts de la Ré- serve fédérale qui, à leur tour, sélectionnèrent leurs officiels pour les représenter au Comité Consultatif Fédéral.

L'organigramme de la J. Henry Schroder Banking Company couvre toute l'histoire du 20è siècle, embrassant la totalité du programme qui approvisionna l'Allemagne de 1915 à 1918 [le Comité de Secours en Belgique] et dissuada l'Allemagne de rechercher la paix en 1916. Cette banque finança Hitler et rendit possible la Deuxième Guerre Mondiale ; elle soutint la campagne présidentielle de Herbert Hoover ; et, sous l'Administration Reagan, deux des directeurs exécutifs les plus importants de sa filiale Bechtel Corporation exercent respectivement les fonctions de Secrétaire à la Défense [George Schultz] et de Secrétaire d'État [Caspar Weinberger].

Le patron de la banque d'Angleterre, entre 1973 et 1983, Sir

Gordon Richardson, gouverneur de la Banque d'Angle- terre (contrôlée par la Maison Rothschild), était le président de J. Henry Schroder of New York et de Schroder Banking Corporation de New York, ainsi que de la banque Lloyd's de Londres et de Rolls Royce. Il entretient une résidence à Sut-ton Place à New York et, en tant que chef de la London Connexion, on peut dire qu'il est le banquier le plus influent du monde.

L'organigramme Peabody-Morgan met en lumière la connexion londonienne de ces groupes bancaires de premier plan, dont les sièges sont à Londres depuis l'origine. La fortune de Peabody a permis de créer un Fonds Educatif en 1865, qui fut par la suite absorbé par John D. Rockefeller dans le Conseil Educatif Général (General Educational Board), qui fut à son tour absorbé par la Fondation Rockefeller en 1960.

Kuhn, Loeb & Company, les plus gros propriétaires de chemins de fer aux États-Unis et au Mexique, protégèrent leurs intérêts durant la Première Guerre Mondiale en obtenant de Woodrow Wilson qu'il établisse une Administration des Chemins de Fer des Etats-Unis (United States Railroad Administration). Son directeur général fut William McAdoo, Con- trôleur des Finances en charge de la monnaie. Warburg remplaça cette organisation en 1918 par une organisation plus stricte qu'il nomma le Conseil du Transport Fédéral (Federal Transportation Council). L'objectif de ces deux organisations était de prévenir les grèves contre Kuhn, Loeb & Company durant la guerre, au cas où les cheminots américains essaieraient d'obtenir en salaires une partie des millions de dollars des profits de guerre que Kuhn, Loeb Company avait reçus du gouvernement des États-Unis.

Parmi les banquiers importants présents à Washington durant la guerre se trouvait Herbert Lehman, du groupe alors en croissance rapide, Lehman Brothers, Bankers, New York. Lehman fut rapidement placé à l'état-major de l'Armée de Terre des États-Unis et reçut le grade de colonel.

D'après un sous-entendu de Baruch (l'une de ses phrases favorites), les Lehman avaient déjà connu une expérience

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

antérieure dans «la captation de profits en temps de guerre». Dans Men Who Rule America, voici ce qu'Arthur D. Howden Smith écrit à propos des Lehman durant la Guerre Civile : "Ils étaient souvent des agents-doubles qui magouillaient pour les deux camps, intermédiaires dans les communications confidentielles, trafiquants dans de nombreuses opéra- tions illicites liées au coton et à la drogue, au profit des Confédérés, et pourvoyeurs d'informations pour le Nord. Les Lehman, avec Mayer qui se trouvait à Montgomery, la première capitale de la Confédération, avec Henry à la Nouvelle- Orléans et Emmanuel à New York, étaient idéalement situés pour tirer avantage de chaque opportunité qui apparaissait de faire des profits. Il semble qu'ils aient raté peu d'occasion"[19].

La Banque de la Réserve Fédérale de New York, la Standard Oil of Indiana, General Motors, Allied Chemical Corporation (la famille d'Eugène Meyer) et Equitable Life (J.P. Morgan), étaient toutes liées entre elles.

Voici d'autres nominations aux États-Unis durant la Première Guerre Mondiale :

En 1918, J.W. Mclntosh, directeur du trust de conditionnement de la viande, Armour, fut nommé chef de la Subsistance pour l'Armée des États-Unis. Il est devenu par la suite Contrôleur des Finances en charge de la monnaie durant l'administration Coolidge et membre de droit du Board. Durant l'administration Harding, il fit sa part du boulot en tant que Directeur Financier du Conseil au Trafic Maritime des États-Unis lorsqu'il vendit des navires aux Dollar Lines (Lignes trans-pacifiques créées par Robert Dollar) à un centième de leur valeur et permit ensuite à la Dollar Line de ne pas régler ses échéances. Après avoir quitté le service public, J.W. Mclntosh fut pris comme associé dans l'entreprise de courtage new-yorkaise, J.W. Wollman Co.

W.P.G. Harding, gouverneur au Board de la Fed, était également le directeur général de la Société du Financement de la Guerre sous Eugène Meyer.

George R. James, membre du Conseil des Gouverneurs de

la Réserve de Fédérale en 1923-24, avait été chef du Département du Coton au Comité des Industries de Guerre.

Henry P. Davison, associé-gérant dans J.P. Morgan Co., fut nommé à la tête de la Croix-Rouge américaine en 1917, afin de prendre le contrôle des trois cents soixante-dix millions de dollars en liquide des dons du peuple américain.

Ronald Ranson, banquier d'Atlanta et gouverneur au Board sous Roosevelt en 1938-39, avait été le directeur du personnel pour le service étranger de la Croix-Rouge américaine en 1918.

John Skelton Williams, Contrôleur des Finances en charge de la monnaie, fut nommé trésorier national de la Croix-Rouge américaine.

Le Président Woodrow Wilson, le grand libéral qui signa la Loi de Réserve Fédérale et déclara la guerre à l'Allemagne, eut une carrière peu ordinaire pour un homme que l'on vénère à présent comme le défenseur du petit peuple. Son supporter en chef dans ses deux campagnes pour la présidence était Cleveland H. Dodge, de Kuhn, Loeb Company, qui contrôlait la National City Bank de New York.

Dodge occupait également la fonction de président de la Winchester Arms Company et de la Remington Arms Company. Il était très proche du Président Wilson durant toute la grande carrière politique de celui-ci en tant que démocrate. Wilson leva l'embargo sur le transport des armes vers le Mexique le 12 février 1914, afin que Dodge puisse acheminer des armes et des munitions d'une valeur d'un million de dollars à Carranza dans le but de promouvoir ainsi la Révolution Mexicaine. Kuhn, Loeb & Co., possédaient les Chemins de Fer Nationaux du Mexique et n'étaient plus satisfaits du gouvernement de Huerta qu'ils firent éjecter.

La Banque de Réserve Fédérale de New York,]. Henry Schroder Banking Corp., J. Henry Schroder Trust Co., Rockefeller Center Inc., Equitable Life Assurance Society (J.P. Morgan), et la Banque de Réserve Fédérale de Boston étaient étroitement entrelacées.

Lorsque le paquebot britannique, le Lusitania, fut coulé en 1915, il était chargé de munitions provenant des usines de

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

Dodge. (Note : Les archives accessibles depuis 1972 infirment officiellement les dénégations anglaises et révèlent que le paquebot était également armé de douze canons). Dodge devint le président du «Fonds des Survivants des Victimes du Lusitania», qui fit beaucoup pour mobiliser le public contre l'Allemagne. Celui-ci avait également la réputation d'utiliser des gangsters professionnels contre les grévistes de ses usines ; pourtant, cela ne semble pas avoir dérangé Wilson, l'homme de gauche.

On peut trouver un autre indice de la conception particulière que Wilson avait du libéralisme dans le livre de Chaplin, Wobbly [Boiteux], où l'on découvre comment Wilson a gribouillé le mot «REFUSE» en travers de l'appel à la clémence qui lui fut envoyé par Eugene Debs, vieillissant et malade, jeté dans la prison d'Atlanta pour «s'être exprimé et avoir écrit contre la guerre». L'accusation pour laquelle Debs fut condamné était la suivante : «S'est exprimé et a écrit contre la guerre». C'était une trahison contre la dictature de Wilson, et Debs fut emprisonné. En tant que chef du Parti Socialiste, Debs s'est présenté à la présidence depuis sa prison d'Atlanta, le seul homme à l'avoir jamais fait, et il recueillit plus d'un million de suffrages. Par une ironie du sort, la direction du Parti Socialiste, détenue jusqu'alors par Debs, lequel représentait, en ce temps-là, les aspirations de nombreux Américains à un gouvernement honnête, est tombée entre les mains de l'infecte Norman Thomas, un ancien étudiant et admirateur de Woodrow Wilson à l'Université de Princeton. Sous la direction de Thomas, le Parti Socialiste ne représenta plus rien et connut un déclin constant de son influence et de son prestige.

La Banque de Réserve Fédérale de New York, Citibank, Guaranty Bank and Trust Co. (J.P. Morgan), J.P. Morgan Co., Morgan Guaranty Trust Co., Alex Brown & Sons (Brown Brothers Harriman), Kuhn Loeb & Co., Los Angeles & Salt Lake RR (contrôlée par Kuhn Loeb & Co.) et Westinghouse (contrôlée également par Kuhn Loeb & Co.), étaient également étroitement entrelacées.

Wilson continua d'être profondément impliqué dans la Révolution bolchevique, comme l'étaient House et Wiseman. Dans le Vol.3, p. 421, du Journal Intime du Colonel House, on trouve un câble de Sir William Wiseman adressé le 1er mai 1918 à House depuis Londres, suggérant aux alliés sollicités d'intervenir en faveur des forces bolcheviques. Le Lieute- nant-Colonel Norman Thwaites, dans ses mémoires, Velvet and Vinegar, écrit :

"Durant les années 1917 à 1920, lorsque des décisions délicates devaient être prises, je consultais souvent M. (Otto) Kahn, dont le jugement sage et la clairvoyance presque troublante au sujet des tendances politiques et économiques se sont avérés des plus utiles. Un autre homme remarquable avec lequel j'ai été étroitement associé fut Sir William Wise- man, conseiller aux affaires américaines auprès de la délégation britannique, lors de la Conférence de Paix, et officier de liaison entre les gouvernements américain et britannique durant la guerre. Dans ses relations avec Downing Street[20], ici, aux États-Unis, il agissait plutôt en tant que Colonel."

Durant l'été 1917, Woodrow Wilson nomma le Colonel House à la tête de la Mission Américaine à la Guerre auprès de la Conférence Interalliée à la Guerre, la première mission de l'histoire auprès d'un conseil européen. House fut critiqué pour avoir demandé à son gendre, Gordon Auchincloss, de l'assister dans cette mission. Paul Cravath, l'avocat de Kuhn, Loeb & Company, était la troisième personne en charge de la Mission Américaine à la Guerre. Sir William Wiseman guida la Mission lors de ces conférences. Dans L'Amitié la plus Etrange de l'Histoire, Viereck écrit :

"Après l'entrée en guerre de l'Amérique, Wiseman était le seul homme, selon Northcliffe, qui avait accès à tout mo- ment au Colonel House et à la Maison Blanche. Wiseman loua un appartement dans la maison où vivait le Colonel. David Lawrence se référait avec humour à la maison de la 53è rue (à New York) comme du 10 Downing Street américain[21]... Le Colonel House avait un code spécial qu'il utilisait uniquement

avec Sir William Wiseman. Le Colonel House était Bush, les Morgan étaient Haslam[22]et Trotski était Keble"[23]. [24]

Ainsi, ces deux conseillers «officieux» auprès des gouvernements américain et britannique utilisaient, dans leurs relations, un code qu'eux seuls connaissaient et que personne d'autre ne pouvait comprendre. Encore plus étrange est le fait que l'appareil d'espionnage communiste international utilisa pendant de nombreuses années le livre du Colonel House, Philip Dru, Administrateur, comme livre de code officiel. François Coty écrit :

"Gorodine, l'agent de Lénine en Chine, aurait eu avec lui un exemplaire de ce livre publié par le Colonel House, Philip Dru, Administrator, et un expert en code qui vivait en Chine raconta à l'auteur que le but était d'avoir un accès constant à ce livre que Gorodine utilisait pour coder et décoder des messages"[25].

La Banque de Réserve Fédérale de New York, Brown Brothers Harriman, Sun Life Assurance Co. (N.M. Rothschild & Sons) et la Fondation Rockefeller étaient liées entre elles.

Après l'Armistice, Woodrow Wilson rassembla la délégation américaine pour la Conférence de Paix et s'embarqua pour Paris. C'était un groupe globalement fort sympathique, formé des banquiers qui avaient toujours conduit les politiques de Wilson. Celui-ci était accompagné de Bernard Baruch, de Thomas W. Lamont de J.P. Morgan Co., d'Albert Strauss de J & W Seligman bankers - lequel avait été choisi par Wilson pour remplacer Paul Warburg au Conseil des Gouverneurs de la Réserve Fédérale -, de J.P. Morgan et des avocats de Morgan, Frank Polk et John W. Davis. Walter Lippmann, Félix Frankfurter, le Juge Brandeis de la Cour Suprême des États-Unis et d'autres parties intéressées les ac- compagnaient. La biographie de Brandeis par Thomas Mason expose que "Brandeis, en juin 1919 à Paris, a rencontré des amis tels que Paul Warburg, le Colonel House, Lord Balfour, Louis Marshall et le Baron Edmond de Rothschild."

En effet, le Baron Edmond de Rothschild servit d'hôte cordial aux principaux membres de la délégation américaine et mit

même à leur disposition son hôtel particulier parisien, bien que les membres moins importants de la délégation fussent contraints de vivre à la dure dans l'élégant Hôtel Crillon, en compagnie du Colonel House, et qui étaient servis par un personnel privé de deux cent un domestiques !

Baruch attesta plus tard devant la Commission Graham, nommée par la Commission des Affaires Etrangères du Sénat des États-Unis : "*J'étais conseiller économique sur la mission de paix. GRAHAM : Avez-vous fréquemment conseillé le Président lorsque vous étiez là-bas ? BARUCH : A chaque fois qu'il me demandait mon avis, je le lui donnais. J'avais quelque responsabilité quant aux clauses concernant les réparations. J'étais le Commissaire américain en charge de ce qu'ils appelaient la section économique. J'étais membre du Conseil Supérieur Economique, en charge des matières premières. GRAHAM : Siégiez-vous au conseil avec les députés qui négociaient le traité ? BARUCH : Oui, Monsieur, quelques fois. GRAHAM : A tous [ces conseils], exceptées les réunions où participaient les Cinq ? (Les Cinq étant les dirigeants des cinq nations alliées). BARUCH : Et fréquemment aussi à celles-ci."*

Paul Warburg accompagnait Wilson à la Commission Américaine de Négociation de Paix en tant que conseiller financier en chef. Il fut agréablement surpris de trouver à la tête de la délégation allemande son frère, Max Warburg, qui avait amené avec lui Carl Melchior, lui aussi de M.M. Warburg Company, William Georg von Strauss, Franz Urbig et Mathias Erzberger.

Thomas W. Lamont déclare dans ses mémoires, Across World Frontiers, "La délégation allemande incluait deux banquiers allemands de la firme Warburg que je connaissais un peu et avec lesquels je fus heureux de parler en toute simplicité, parce qu'ils semblaient s'efforcer sérieusement d'offrir quelque accommodement sur les réparations, qui pourraient être acceptables pour les Alliés"[26]. Lamont était également satisfait d'y voir figurer Sir William Wiseman, le conseiller en chef de la délégation britannique.

A cette conférence, les banquiers réussirent à convaincre Wilson que pour faciliter leurs opérations monétaires internationales ils avaient besoin d'un gouvernement international. Le Journal Intime du Colonel House cite en page 52 du volume IV un message de Sir William Wiseman adressé à Lord Reading, daté du 16 août 1918 : "Le Président a deux prin- cipes en vue : il doit y avoir une Société des Nations et celle-ci doit être énergique."

Wilson, qui semble avoir vécu dans un monde imaginaire, fut choqué lorsque les citoyens américains le huèrent durant sa campagne destinée à leur faire céder leur indépendance chèrement gagnée contre ce qui paraissait à beaucoup d'entre eux être une dictature internationale. Il est rapidement tombé dans une profonde dépression et s'enferma dans sa chambre. Sa femme interdit immédiatement l'entrée de la Maison Blanche au Colonel House, si bien que, du 25 septembre 1919 au 13 avril 1920, ce fut elle qui dirigea les États-Unis, secondée par un ami intime, son «assistant militaire», le Colonel Rixey Smith. Comme tout le monde était exclu de leurs délibérations, personne ne sut jamais, dans ce tandem, qui agissait en tant que Président et qui en tant que Vice-Président.

La Banque de la Réserve Fédérale de New York, J.P. Morgan Co., Morgan Guaranty Trust Co., les filiales de Rothschild, la Banque Royale du Canada, Sun Life Assurance Co. of Canada, Sun Alliance et le London Assurance Group étaient également étroitement entrelacés.

Les laudateurs de Woodrow Wilson furent dirigés pendant des décennies par Bernard Baruch, lequel déclarait que Woodrow Wilson était le plus grand homme qu'il ait jamais connu. Les nominations au Board faites par Wilson et la responsabilité de ce corps dans le financement de la Première Guerre Mondiale, ainsi que le fait d'avoir remis les États-Unis, durant la Guerre, entre les mains d'un triumvirat d'immigrés, l'ont fait apparaître comme l'unique cause réelle de la plus grande ruine de l'histoire des États-Unis.

Il n'est pas étonnant qu'après son voyage manqué en Europe, où il fut sifflé et hué dans la rue par le peuple français

et où Orlando et Clemenceau le raillèrent dans les salons de Versailles, Woodrow Wilson rentra chez lui pour se coucher. La vue de la destruction et de la mort en Europe, dont il était directement responsable, fut peut-être pour lui un choc trop fort qu'il ne put supporter. Le Ministre italien Pantaleoni[27] exprima les sentiments des peuples européens lorsqu'il écrivit ceci : "Woodrow Wilson est une sorte de Tartuffe en voie de disparition au milieu de l'exécration universelle."

La malchance de l'Amérique est que sa presse et son système éducatif corrompus se sont consacrés à glorifier un homme dont les complots ont causé autant de morts, de souffrances et de douleur dans le monde.

Le cartel financier n'a subi que des revers mineurs au cours de ces années cruciales. Le 12 février 1917, le New York Times rapporta que "Les cinq membres du Board furent mis en accusation dans l'hémicycle par le Député Charles A. Lindbergh, membre républicain de la Commission Bancaire et Monétaire. Selon M. Lindbergh, 'la conspiration a com- mencé' en 1906 lorsque J.P. Morgan [Sr] - aujourd'hui décédé -, Paul Warburg - siégeant actuellement au Board - et la National City Bank 'ont conspiré' en compagnie d'autres groupes bancaires, en vue d'obtenir une législation monétaire établie dans l'intérêt des grandes entreprises, ainsi que la nomination d'un conseil d'administration spécial pour gérer une telle loi, et de mener le peuple à l'esclavage industriel. Les conspirateurs susmentionnés ont effectivement conspiré et continuent de conspirer actuellement, afin que le Board soit administré de telle sorte qu'il permette à ces conspirateurs de coordonner les grandes entreprises entre elles et de se maintenir à leur direction, dans le but de fusionner tous les trusts en un seul et grand trust, de restreindre et de contrôler les échanges et le commerce." La résolution de mise en accusation ne fut pas votée par la Chambre.

Le 10 août 1918, le New York Times rapporta : "Le mandat de M. Warburg ayant expiré, il s'est volontairement retiré du Board." L'annonce qui avait été faite auparavant, selon laquelle M. Warburg avait quitté le Board parce qu'il avait un frère dans

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

les services secrets d'un pays étranger - nommément l'Allemagne -avec lequel les États-Unis étaient en guerre, n'était donc pas la cause de son retrait. En tout cas, il ne quitta pas l'administration de la FED, puisqu'il prit immédiatement le siège de J.P. Morgan au Comité Consultatif Fédéral, poste à partir duquel il continua d'administrer le Système de la Réserve Fédérale pendant les dix années qui suivirent.

CHAPITRE IX : LA CRISE AGRICOLE

Lorsque Paul Warburg démissionna du Board en 1918, il fut remplacé par Albert Strauss, associé dans la maison bancaire internationale, J &W Seligman. Cette maison bancaire détenait de gros intérêts à Cuba et en Amérique du Sud et joua, dans ces pays, un rôle de premier plan dans le financement de nombreuses révolutions. La publicité la plus notoire qu'il reçut arriva en 1933, durant les investigations de la Commission des Finances du Sénat américain, lorsque l'on fit ressortir que J & W Seligman avaient versé la somme de 405.000 dollars en pots-de-vin à Juan Leguia, le fils du prési- dent péruvien, en vue d'inciter cette nation à contracter un prêt auprès d'eux.

Une liste partielle des postes de direction détenus par Albert Strauss et trouvée dans le "Who's Who" montre qu'il était président du Conseil d'Administration de la Cuba Cane Sugar Corporation et directeur de la Brooklyn Manhattan Transit Co., de la Coney Island Brooklyn RR, de la New York Rapid Transit, de Pierce -Arrow, de la Cuba Tobacco Corporation et de YEastern Cuba Sugar Corporation.

Le Gouverneur Delano démissionna en août 1918 pour être nommé colonel dans l'Armée. La guerre se termina le 11 novembre 1918.

William McAdoo fut remplacé en 1918 par Carter Glass au poste de Secrétaire au Trésor. Le 18 mai 1920, Strauss et Glass étaient tous deux présents à la réunion secrète du Conseil des Gouverneurs de la Fed, qui rendit possible la Crise Agricole de 1920-1921.

Lors du grand battage autour de la Loi de Réserve Fédérale, en 1913, l'un des principaux mensonges était que cette loi promettait de s'occuper des agriculteurs. En fait, elle ne s'était occupée de personne, sauf de quelques gros banquiers. Le Professeur O.M.W. Sprague, économiste à Harvard, écrivait dans un article publié dans le Quarterly Journal of Eco- nomies de février 1914 :

"L'objectif principal de la Loi de Réserve Fédérale est de

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

s'assurer qu'il y aura toujours une offre monétaire et de crédit disponible dans ce pays pour répondre aux nécessités bancaires inhabituelles."

Dans cette formulation, rien n'indique une aide aux agriculteurs.

La Première Guerre Mondiale, ainsi que l'ont révélé, en 1917 et en 1918, les actions de l'industrie lourde à la Bourse de New York, a provoqué une prospérité générale aux États-Unis, par l'augmentation de la masse monétaire et d'énormes compensations bancaires, tout au long de l'année 1918. La tâche assignée au Système de la Réserve Fédé- rale était de récupérer tout l'argent et le crédit qui avaient échappé au contrôle du «groupe des banquiers» durant cette période de prospérité. Cela fut accompli par la Crise Agricole de 1920-1921.

Les opérations de la commission de la Réserve Fédérale en charge de l'Open Market, en 1917 et en 1918, tandis que Paul Warburg en était encore le président, montrent une augmentation colossale des achats d'acceptations commerciales[1] effectués par les banquiers. Sous la direction du très compétent Eugène Meyer Jr, les achats de titres d'État connurent également une très forte croissance. En 1919, à la fin de la guerre, alors que le marché était très instable, une grande partie de la spéculation boursière était financée par des fonds empruntés aux banques de la Réserve Fédérale, garantis par des titres d'État. C'est ainsi que la FED provoqua la crise : elle a d'abord créé de l'inflation, puis elle a augmenté son taux d'escompte[2], faisant monter ainsi le loyer de l'argent.

En 1914, le taux [d'escompte] de la FED était passé de 6% à 4%, puis était tombé à 3% en 1916, où il resta à ce niveau jusqu'en 1920. Si les taux d'intérêt étaient si faibles, c'est parce qu'il fallait introduire en bourse les Liberty Loans, les «Emprunts de la liberté». Au début de chaque campagne d'introduction, le Board plaçait cent millions de dollars sur le marché monétaire par l'intermédiaire de ses opérations sur le «marché ouvert» (Open Market), afin d'apporter un afflux de

liquidités et faciliter l'introduction en bourse. Le rôle principal de ces obligations était d'éponger l'augmentation de la masse monétaire qui avait été provoquée par la grande quantité d'argent et de crédit émis durant la guerre. Les ouvriers agricoles touchaient des salaires élevés et les agriculteurs recevaient les meilleurs prix qu'on leur avait jamais versés pour leurs productions. Ces deux groupes sociaux accumulèrent des millions de dollars en liquide qu'ils ne placèrent pas dans les Obligations de la liberté. Cet argent échappait effectivement au groupe de Wall Street qui contrôlait la monnaie et le crédit des États-Unis. Ils voulaient le récupérer et c'est pourquoi les États-Unis ont eu la Crise Agricole de 1920- 1921.

Une grande partie de cet argent était déposé dans des petites banques provinciales du Middle-Ouest et de l'Ouest, qui avaient catégoriquement refusé de prendre part au Système de la Réserve Fédérale, les agriculteurs et les éleveurs de ces régions ne voyant aucune bonne raison de remettre à un groupe de financiers internationaux le contrôle de leur argent. Le boulot principal de la FED fut de casser ces petites banques provinciales et de récupérer l'argent qui avait été versé aux agriculteurs durant la guerre - en fait, de les ruiner. Et c'est ce qu'elle entreprit. Tout d'abord, un Conseil Fédéral aux Prêts Agricoles[3] fut créé. Il encouragea les agriculteurs à investir dans des terres l'argent qu'ils avaient amassé ce que les agriculteurs étaient désireux de faire -, au moyen de prêts à long terme. Ensuite, on fit en sorte que l'inflation prenne son envol, en 1919 et en 1920, aux États-Unis et en Europe. L'objectif de l'inflation en Europe était d'effacer une grande partie des dettes de guerre que les Alliés devaient au peuple américain, et son objectif aux États-Unis était d'aspirer les sommes excessives qui avaient été distribuées aux travailleurs sous la forme de salaires élevés et de primes à la production. Au fur et à mesure que les prix montaient, l'argent des ouvriers perdait de sa valeur, infligeant aux classes laborieuses une hémorragie injuste, tandis que les classes possédantes s'enrichissaient par l'inflation grâce à

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

l'augmentation très importante de la valeur des terres et des biens manufacturés. Les travailleurs furent ainsi efficacement appauvris, mais les agriculteurs, qui constituaient une classe plus économe et qui étaient plus autosuffisants, devaient être pris en main plus durement.

G.W. Norris a déclaré dans le "Collier's Magazine" du 20 mars 1920 :

"*Une rumeur court selon laquelle deux membres du Board ont eu une discussion directe, en décembre 1919, avec quelques-uns des banquiers et des financiers de New York. Immédiatement après, les transactions à la bourse ont connu une chute notable et les créations d'entreprises se sont arrêtées. On pense qu'une action générale dans la même direction a déjà été prise pour d'autres secteurs du pays, comme le prouve l'encouragement apparemment abusif du Système de la Réserve Fédérale à spéculer sur les terres [agricoles] et sur les matières premières*."

En 1939, le Sénateur Robert L. Owen, Président de la Commission bancaire et monétaire du Sénat, qui apportait son témoignage aux Auditions Monétaires du Sénat, déclarait :

"*Au début de l'année 1920, les agriculteurs étaient extrêmement prospères. Ils remboursaient leurs emprunts fonciers, achetaient beaucoup de nouvelles terres à la demande du gouvernement - ils avaient emprunté l'argent pour le faire - et ils ont ensuite été mis en faillite par une contraction brutale du crédit et de la monnaie au cours de cette même année. Ce qui s'est produit en 1920 était exactement l'inverse de ce qui aurait dû se produire. Au lieu de liquider sur plusieurs années les excès de crédits créés par la guerre, le Conseil des Gouverneurs de la Réserve Fédérale s'est réuni à huis clos. Ils se sont réunis le 18 mai 1920, et c'était une réunion secrète. Leurs discussions ont duré toute la journée : les minutes de cette réunion ont été imprimées sur soixante pages et apparaissent dans le document sénatorial n°310 du 19 février 1923. Les directeurs de Classe A - les membres du Board - étaient présents, mais les directeurs de Classe B, qui représentaient les entreprises, les commerces et les*

agriculteurs n'y figuraient pas. Les directeurs de Classe C, représentant le peuple des États-Unis, n'étaient pas présents et n'avaient pas été invités à se présenter.

"Seuls les gros banquiers étaient là et leur travail ce jour-là eut pour conséquence une contraction du crédit, laquelle eut pour effet, l'année suivante, de réduire le revenu national de quinze milliards de dollars, jetant des millions de personnes au chômage et réduisant de vingt milliards de dollars la valeur des terres et des ranchs."

Carter Glass, membre du Board en 1920 en tant que Secrétaire au Trésor, a écrit dans son autobiographie, publiée en 1928, "Adventure in Constructive Finance" : "Les journalistes n'étaient bien sûr pas présents, ainsi qu'ils ne devaient pas l'être et ainsi qu'ils ne le sont jamais dans aucune réunion de conseil d'administration dans le monde"[4].

Carter Glass avait protesté contre un amendement à la Loi de Réserve Fédérale de 1913 qui avait été suggéré par le Sénateur LaFollette. En effet, si cet amendement avait été voté, il aurait empêché tout membre du Board d'être également directeur, fonctionnaire ou actionnaire de quelque banque, société fiduciaire ou compagnie d'assurance que ce soit. Pour Carter Glas, un tel amendement aurait conduit, in fine, à ce que le Board soit constitué de mécaniciens et d'ouvriers agricoles. Les mécaniciens et les ouvriers agricoles n'auraient certainement pas pu causer plus de dégât aux États-Unis que ne le firent Glass, Strauss et Warburg, lors de la réunion secrète du Conseil des Gouverneurs.

Le Sénateur Brookhart de l'Iowa attesta que lors d'une réunion secrète, Paul Warburg, également président du Comité Consultatif Fédéral, avait obtenu le vote d'une résolution afin d'envoyer un comité de cinq personnes à la Commission au Commerce Inter-États pour demander une augmentation des tarifs de chemins de fer. En tant que patron de Kuhn, Loeb & Co., qui possédait la plupart des voies ferrées aux États-Unis, il était déjà nostalgique des énormes profits que les États-Unis lui avaient versés durant la guerre et il voulait infliger de nouvelles augmentations de prix au peuple américain.

Le Sénateur Brookhart apporta aussi le témoignage suivant :

"*Je suis entré dans le bureau parisien de Myron T. Herrick et je lui ai dit que j'étais venu ici pour étudier la banque coopérative. Celui-ci m'a dit : 'au fur et à mesure que vous ferez le tour des pays d'Europe, vous vous apercevrez que les États-Unis sont le seul pays civilisé au monde dont la loi interdit à son peuple d'organiser un système de coopérative.' Je suis monté à New York et j'ai parlé à environ deux cents personnes. Après avoir discuté de coopératives et tandis que je traînaillais en attendant mon train - je n'avais pas mentionné spécifiquement la banque coopérative, il s'agissait de coopératives en général - un homme me prit à part et me dit : 'Je pense que Paul Warburg est le plus grand financier que nous ayons jamais produit. Il croit beaucoup plus que vous ne le pensez dans vos idées de coopératives et si vous voulez consulter quelqu'un sur ce type d'affaires, il est l'homme à consulter, parce qu'il croit en vous et vous pouvez lui faire confiance.' Quelques minutes plus tard, je fus conduit devant M. Warburg en personne qui m'a déclaré : 'Vous avez absolument raison sur cette idée de coopérative. Je veux vous faire savoir que les grands banquiers sont avec vous. Je veux vous le faire savoir maintenant, afin que vous ne commenciez pas quoi que ce soit dans la banque coopérative et que vous vous les mettiez à dos.' J'ai dit : 'M. Warburg, j'ai déjà préparé un amendement au Projet de Loi Lant, que je proposerai demain, autorisant l'établissement de banques nationales coopératives.' C'était la loi sur le crédit intermédiaire qui était en instance pour autoriser l'établissement de banques nationales coopératives. Ce fut toute l'étendue de ma conversation avec M. Warburg et nous n'en avons pas eu d'autres depuis."*

M. Wingo attesta qu'en avril, mai, juin et juillet 1920, les manufacturiers et les marchands se virent accorder une très grosse augmentation de leurs crédits. C'était pour les dépanner pendant la contraction du crédit qui avait pour but de ruiner les agriculteurs américains, lesquels, durant cette période, se virent refuser tout crédit.

Lors des auditions sénatoriales de 1923, Eugène Meyer Jr

mit le doigt sur une raison primordiale, expliquant l'action du Board pour augmenter les taux d'intérêt à 7% sur les effets de commerce agricoles et de l'élevage :

"Je pense", a-t-il dit, "que beaucoup de problèmes auraient pu être évités, si un plus grand nombre de banques éligibles, qui n'en étaient pas membres, avaient été membres du Système de la Réserve Fédérale."

Meyer avait raison de le faire remarquer. L'objectif de l'action du Board était de casser ces banques de capital foncier collectif dans des États qui avaient fermement refusé de céder leur liberté à la dictature des banquiers créée par le Système[5]. Kemmerer, dans l'abc du Système de la Réserve Fédérale écrivait en 1919 :

"La tendance sera d'aller vers l'unification et la simplicité que les institutions de l'État amèneront, en accroissant le nombre d'actionnaires et de déposants dans les banques de réserve."

Toutefois, les banques des États n'y répondirent pas.

C'est le peuple américain qui avait exigé du Sénat les auditions sénatoriales de 1923, afin d'enquêter sur les causes de la crise agricole de 1920-1921. L'enregistrement complet de la réunion secrète du Board du 18 mai 1920 avait été imprimé dans le "Manufacturers' Record" de Baltimore (Maryland), un magazine consacré aux intérêts des petits fabricants du Sud.

Benjamin Strong, le gouverneur de la Banque de Réserve Fédérale de New York et proche ami de Montagu Norman, le gouverneur de la Banque d'Angleterre, soutint ceci lors de ces auditions :

"Le Système de la Réserve Fédérale a fait plus pour les agriculteurs, que ceux-ci n'ont commencé à réaliser."

Emmanuel Goldenweiser, directeur de recherche pour le Conseil des Gouverneurs, prétendit que le taux d'escompte avait tout simplement été augmenté en tant que mesure antiinflationniste, mais il n'a pas expliqué pourquoi cette augmentation avait été destinée seulement agriculteurs et aux ouvriers, tandis que dans le même temps, la FED protégeait les fabricants et les commerçants, en leur assurant des crédits plus importants.

La déclaration finale à propos du Board, qui avait provoqué la Crise Agricole de 1920-1921, fut prononcée par William Jennings Bryan. Dans le numéro de novembre d'Hearst's Magazine, il écrivait :

"La Banque de Réserve Fédérale, qui aurait dû assurer la plus grande protection aux agriculteurs, est devenue son pire ennemi. Le sacrifice des agriculteurs fut un crime commis délibérément."

CHAPITRE X : LES CRÉATEURS DE MONNAIE

Le 18 janvier 1920, un commentaire intéressant sur le Système de la Réserve Fédérale figurait en page éditoriale du New York Times. L'auteur de ce commentaire non signé (peut-être Paul Warburg), y déclarait ceci : "La Réserve Fédérale est une source de crédit, pas de capital." C'était l'une des déclarations les plus révélatrices jamais faites sur le Système de la Réserve Fédérale. Elle dit que le Système de la Réserve Fédérale n'ajoutera jamais rien à la structure du capital ou à la formation du capital aux États-Unis, parce que la FED est organisée pour produire du crédit et créer de la monnaie en vue d'alimenter le crédit et la spéculation, au lieu de fournir les capitaux nécessaires au progrès du commerce et de l'industrie. Exposé simplement, la capitalisation signifierait l'apport de billets adossés à du métal précieux ou à d'autres matières premières. Les billets de banque de la Fed ne sont que du papier-monnaie ne reposant sur rien et prêtés avec intérêt.

Le 25 juillet 1921, le Sénateur Owen déclarait en page éditoriale du New York Times que "le Board est la puissance financière la plus gigantesque dans le monde. Au lieu d'utiliser cette énorme puissance, comme la Loi de Réserve Fédérale le prévoyait, le Conseil des Gouverneurs... a délégué cette puissance aux banques et utilisé tout le poids de son influence pour soutenir la politique d'inflation allemande." Ce sénateur, dont le nom figurait parmi les signataires de la Loi, s'était aperçu que le Conseil des Gouverneurs n'accomplissait pas sa tâche comme promis.

Après la crise agricole de 1920-1921, le Conseil des Gouverneurs de la Réserve Fédérale se concentra durant huit ans à offrir de plus en plus de crédit aux banquiers new-yorkais, politique qui culmina dans la Grande Dépression de 1929-1931 et qui contribua à paralyser la structure économique mondiale. Paul Warburg avait démissionné en mai 1918, après

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

que le système monétaire des États-Unis était passé d'une devise adossée à des obligations à une devise adossée à du papier-commercial et aux actions des banques de la Réserve Fédérale. Warburg retourna à son poste chez Kuhn, Loeb Company, où il était payé 500.000 dollars par an, mais il continua à déterminer la politique de la FED, en tant que président du Comité Consultatif Fédéral et en tant que président du Comité Exécutif du Conseil d'Acceptation américain.

De 1921 à 1929, Paul Warburg organisa trois des plus gros trusts des États-Unis : La Banque d'Acceptation Interna tionale, la plus grosse banque d'acceptation au monde ; Agfa Ansco Film Corporation, dont le siège se trouvait en Belgique ; et, I.G. Farben Corporation, dont Warburg installa la branche américaine sous le nom d'I.G. Chemical Corporation. Westinghouse Corporation est également l'une de ses créations.

Au début des années vingt, le Système de la Réserve Fédérale joua le rôle décisif qui fit revenir la Russie dans la structure financière internationale. Winthrop et Stimson continuèrent à servir d'intermédiaires entre les banquiers russes et les banquiers américains, et Henry L. Stimson s'occupa des négociations qui aboutirent à la reconnaissance des Soviets par les États-Unis, après l'élection de Roosevelt en 1932. Il s'agissait en fait d'une supercherie, puisque les États- Unis avaient repris depuis longtemps leurs relations commerciales avec les financiers russes.

La FED a commencé dès 1920 à acheter de l'or russe, et la devise russe fut acceptée sur les marchés de change. Selon le Colonel Ely Garrison, dans son autobiographie, et selon le Rapport des Services Secrets Navals des États-Unis relatif à Paul Warburg, la Révolution Russe avait été financée par les Rothschild et les Warburg ; et, un membre de la famille Warburg transporta à Stockholm, en 1918, les fonds mêmes qu'utilisèrent Lénine et Trotski.

Un article publié en juillet 1922 dans le [bi]mensuel anglais "Fortnightly" déclare :

"*Au cours de l'année passée, pratiquement toutes les institutions capitalistes ont été restaurées [en Russie]. C'est vrai de la banque d'État, des banques privées, de la bourse, du droit de posséder une quantité illimitée d'argent, du droit d'hériter, du système de lettre de change et des autres institutions et pratiques impliquées dans la conduite [des affaires] de l'industrie et du commerce privés. Une grande partie des anciennes industries nationalisées se retrouve à présent dans des trusts semi-indépendants*."

L'organisation de trusts puissants en Russie sous couvert de communisme lui a permis de recevoir des États-Unis une aide financière et technique importante. L'aristocratie russe avait été balayée parce qu'elle était trop inefficace pour gérer un État industriel moderne. Les financiers internationaux avaient apporté des fonds à Lénine et à Trotski pour renverser le régime tsariste et maintenir la Russie dans la Première Guerre Mondiale. Peter Drucker, le porte-parole de l'oligarchie américaine, déclara dans un article du Saturday Evening Post, en 1948 :

"LA RUSSIE représente L'IDÉAL DE L'ÉCONOMIE DIRIGÉE, VERS LAQUELLE NOUS NOUS ORIENTONS."

L'émission d'une quantité suffisante de monnaie, afin de répondre aux besoins de son économie, ne s'est faite en Russie qu'après l'installation au pouvoir d'un gouvernement exerçant un contrôle absolu sur le peuple. Durant les années vingt, la Russie a émis en grandes quantités une devise nommée «monnaie d'inflation». Le même article de " Fortnightly" de juillet 1922 faisait remarquer :

"Alors que la pression économique a produit ce « système monétaire aux dimensions astronomiques », elle ne pourra jamais le détruire. En lui-même, ce système est autonome, logiquement perfectionné et même intelligent. Il ne peut périr qu'à travers l'effondrement ou la destruction de l'édifice politique qu'il décore."

En 1929, "Fortnightly" faisait également remarquer que, "depuis 1921, la vie quotidienne du citoyen soviétique n'est pas différente de celle du citoyen américain et le système

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

soviétique de gouvernement est davantage tourné vers l'économie."

L'Amiral Kolchak, chef des armées des Russes Blancs, était soutenu par les banquiers internationaux, lesquels envoyèrent des troupes britanniques et américaines en Sibérie afin d'obtenir un alibi pour imprimer les roubles Kolchak. À un moment donné, en cette année 1920, les banquiers faisaient coter, à la Bourse de Londres, les anciens roubles tsaristes, les roubles Kerenski et les roubles Kolchak, et la valeur de chacune de ces monnaies fluctuait au gré des mouvements des troupes alliées qui soutenaient Kolchak. Ce dernier était également en possession de quantités d'or considérables, qui avait été saisies par ses troupes. Après sa défaite, un train entier de cet or disparut en Sibérie. Lors des Auditions sénatoriales de 1921 sur le Système de la Réserve Fédérale, il fut évoqué que la Réserve Fédérale avait été la destination de cet or. Le parlementaire Dunbar interrogea le gouverneur du Board, W.P.G. Harding :

DUNBAR : "*Autrement dit, la Russie envoie une grande quantité d'or aux pays européens, lesquels nous l'envoient à leur tour ?*"

HARDING : "*Ceci est fait pour payer les choses achetées dans ce pays et pour créer un change avec le dollar*."

DUNBAR : "*En même temps, cet or venait de Russie en passant par l'Europe ?*"

HARDING : "*On pense qu'une partie de cet or est l'or de Kolchak qui arrivait par la Sibérie, mais ce ne sont pas les affaires des banques de la Réserve Fédérale. Le Secrétaire au Trésor avait donné des instructions au service d'analyse leur demandant de ne pas accepter d'or qui ne porterait pas le poinçon d'une nation amie*."

Ce que le Gouverneur Harding voulait dire par «nation amie» n'est pas clair. En 1921, les États-Unis n'étaient en guerre avec aucun pays, mais le Congrès commençait déjà à mettre en doute les échanges d'or internationaux de la FED. Le Gouverneur Harding pouvait donc hausser les épaules et dire que cela ne regardait pas les banques de la Réserve Fédérale

de savoir d'où provenait l'or. L'or ne connaît ni nationalité, ni race. Lorsque le Secrétaire au Trésor Shaw[1] avait passé, en 1906, des accords avec plusieurs banques new-yorkaises (celles dans lesquelles il avait des intérêts) afin qu'elles puissent acheter de l'or avec des avances en espèces du Trésor des États-Unis - lequel achèterait ensuite l'or à ces banques -, les États-Unis avaient légalement cessé, depuis cette date, de s'intéresser à sa provenance. Le Trésor pouvait prétendre qu'il ne la connaissait pas, puisque son administration n'enregistrait que le nom des banques auprès desquelles il effectuait ces achats. Depuis 1906, le Trésor ne savait plus à quels marchands internationaux il achetait son or.

Les tractations internationales de la FED sur l'or, ainsi que son soutien actif à la Société des Nations, afin de l'aider à contraindre toutes les nations d'Europe et d'Amérique du Sud à revenir à l'étalon-or au bénéfice de marchands d'or internationaux, comme Eugène Meyer Jr et Albert Strauss, sont particulièrement démontrées par un incident classique : le crédit sterling de 1925.

J.E. Darling écrivait le 10 janvier 1925, dans le périodique anglais "Spectator" :

"Il est évidemment de la première importance pour les États-Unis de persuader l'Angleterre de revenir dès que possible à l'étalon-or. Un étalon-or contrôlé par les Américains, doit inévitablement avoir pour conséquence de faire des États-Unis la puissance financière suprême du monde, de l'Angleterre un tributaire et un satellite [des États-Unis] et de New York le centre financier de la planète."

M. Darling n'indique pas que le peuple américain est aussi peu concerné que le peuple britannique et que le retour de la Grande-Bretagne à l'étalon-or ne bénéficierait qu'à un petit groupe de marchands d'or internationaux qui possèdent tout l'or du monde. Il ne faut pas s'étonner que "Banker's Magazine" ait fait remarquer avec jubilation, en juillet 1925 :

"L'événement exceptionnel du second semestre de l'année dernière dans le monde bancaire fut la restauration de l'étalon-or."

La Première Guerre Mondiale changea le statut des États-Unis, qui sont passé d'une nation débitrice à la position de première nation créditrice du monde, titre occupé précédemment par l'Angleterre. Etant donné que la dette est de l'argent, selon le Gouverneur Marriner Eccles du Board, ceci a également fait des États-Unis la nation la plus riche du monde. La guerre a aussi provoqué le déplacement du siège du marché d'acceptation mondial de Londres vers New York, et Paul Warburg est devenu le banquier du commerce d'acceptation le plus puissant du monde. Le pilier de la finance internationale demeurait toutefois le même. L'étalon-or demeurait la base des taux de change entre devises et le petit groupe de banquiers internationaux qui détenait le contrôle de l'or contrôlait le système monétaire des nations occidentales.

Le Professeur Gustav Cassel écrivait en 1928 : "C'est le dollar américain, pas l'étalon-or, qui est le critère monétaire mondial. Le Board a le pouvoir de déterminer le pouvoir d'achat du dollar en modifiant le taux d'escompte et, par conséquent, il contrôle les critères monétaires du monde entier."

Si cela était vrai, les membres du Board seraient les financiers les plus puissants du monde. Certes, la liste de leurs membres inclut occasionnellement des hommes influents tels que Paul Warburg ou Eugène Meyer Jr, mais les membres du Board constituent généralement un comité à l'autorité purement formelle, alors que la vraie puissance est exercée par le Comité Consultatif Fédéral et les banquiers londoniens.

En mai 1925, le Parlement britannique vota le Gold Standard Act, replaçant la Grande-Bretagne dans l'étalon-or. Le 16 mars 1926, George Seay, le gouverneur de la Banque de Réserve Fédérale de Richmond, attesta devant la Commission bancaire et monétaire de la Chambre que la FED avait joué un rôle majeur dans cet événement :

"Une entente verbale, confirmée par correspondance, étendit à la Grande-Bretagne un prêt ou un crédit d'or de deux cents millions de dollars. Toutes les négociations furent menées entre Benjamin Strong, le gouverneur de la Banque de

Réserve Fédérale de New York, et M. Montagu Norman, le gouverneur de la Banque d'Angleterre. Le but de ce prêt était d'aider l'Angleterre à revenir à l'étalon-or et celui-ci fut honoré par l'investissement des fonds de la Réserve Fédérale dans des lettres de change et des devises étrangères."

Voici ce qu'expose le Bulletin de la Réserve Fédérale de juin 1925 :

"En vertu de cet accord passé avec la Banque d'Angleterre, la Banque de Réserve Fédérale de New York entreprend de vendre de l'or à crédit à la Banque d'Angleterre, de temps en temps, pendant les deux prochaines années, sans toute- fois pouvoir dépasser $200.000.000,00 à la fois."

Un crédit d'or de deux cent millions de dollars avait donc été arrangé par une entente verbale entre les banquiers internationaux, Benjamin Strong et Montagu Norman. Dès lors, il était évident que la FED avait d'autres intérêts à cœur que ceux des besoins financiers des entreprises et des industries américaines. Le retour de la Grande-Bretagne dans l'étalon-or fut encore facilité par un prêt d'or additionnel de cent millions de dollars acoordé par J.P. Morgan Company.

Winston Churchill, qui était alors Chancelier de l'Echiquier (Ministre britannique des finances), se plaignit plus tard de ce que le coût de ce prêt pour le gouvernement britannique s'était élevé à 1,125 millions de dollars la première année, cette somme représentant le profit de J.P. Morgan Company durant cette période.

Par exemple, la question de la modification du taux d'escompte n'a jamais été expliquée de manière satisfaisante. Une enquête diligentée auprès du Conseil des Gouverneurs de la Réserve Fédérale, à Washington, provoqua la réponse suivante : "Ce sont les conditions du marché monétaire qui déterminent les modifications des taux." Etant donné que le marché monétaire se trouve à New York, il n'est nul besoin d'avoir une imagination fertile pour en déduire que les banquiers new-yorkais peuvent avoir intérêt à ce que les taux soient modifiés et qu'ils essayent souvent de les influencer.

Norman Lombard, dans le périodique "World's Work" a écrit :

"Dans leur évaluation et dans l'exécution des changements de politique proposés, le Board de la Réserve Fédérale devrait suivre la procédure et l'éthique observées par nos tribunaux. Les suggestions, selon lesquelles les taux devraient être modifiés ou que les banques de réserve devraient acheter ou vendre des titres, peuvent venir de n'importe qui, sans aucune formalité ni argument écrit. Une telle suggestion peut être faite par un gouverneur ou un directeur du Système de la Réserve Fédérale, par téléphone ou à son club pendant le déjeuner, ou bien elle peut être faite au cours de la conversation lors d'un appel à un membre du Board de la Réserve Fédérale. Les intérêts de celui qui propose la modification n'ont pas besoin d'être révélés et son nom, ainsi que toutes les suggestions faites par celui-ci, sont en général gardés secrets. Si cela concerne la question des opérations sur le marché ouvert, le public n'a pas la moindre information quant à cette décision, jusqu'à ce que le communiqué habituel hebdomadaire apparaisse, montrant les changements dans les avoirs des banques de la Réserve Fédérale (aujourd'hui, cela s'appelle un délit d'initié). En attendant, il n'y a ni discussion publique, ni déclaration expliquant les raisons de cette décision, et les noms de ceux qui s'y opposent ou qui y sont favorables ne sont pas exposés !"

La probabilité pour un citoyen ordinaire de rencontrer un gouverneur de la Fed à son club est également très mince.

Les auditions parlementaires sur la stabilisation du pouvoir d'achat du dollar, qui se déroulèrent en 1928, ont prouvé de façon concluante que le Conseil des Gouverneurs de la Réserve Fédérale avait travaillé en étroite coopération avec les responsables des banques centrales européennes et que la Crise de 1929-1931 fut planifiée lors d'un déjeuner secret qui s'est tenu en 1927 entre les gouverneurs de la FED et les gouverneurs des banques centrales européennes. Le Board n'a jamais rendu compte au public de ses décisions et de ses actions. Dans la finance, les contrôles et les équilibres constitutionnels semblent être inopérants...

Les membres du Conseil des Gouverneurs ont toujours fait

preuve d'une allégeance totale aux banquiers centraux. Les trois caractéristiques de cette banque centrale - son appartenance à des actionnaires privés, qui perçoivent une rente et tirent des bénéfices de l'utilisation qu'ils font du crédit de la nation américaine, le contrôle absolu des ressources financières de la nation américaine et la mobilisation de son crédit dans le but de financer des étrangers, ont toutes été mises en évidence par le Système de la Réserve Fédéral durant les quinze premières années de ses opérations.

Une démonstration supplémentaire des objectifs internationaux de la Loi de Réserve Fédérale de 1913 est fournie par l'«Amendement Edge»[2] du 24 décembre 1919, autorisant expressément la création de sociétés [par les banques nationales] en vue "de s'engager dans des opérations bancaires internationales à l'étranger, y compris le commerce de l'or ou de lingots et la détention d'actions de sociétés étrangères." Commentant cet amendement, E.W. Kemmerer, économiste à l'Université de Princeton, faisait remarquer que : "Le Système de la Réserve Fédérale s'avère avoir une très grande influence dans l'internationalisation du commerce et de la finance américains."

Le fait que cette internationalisation du commerce et de la finance américains ait été une cause directe de l'implication des Américains dans deux guerres mondiales ne dérange pas M. Kemmerer. De très nombreuses preuves montrent comment Paul Warburg s'est servi du Système de la Réserve Fédérale comme de l'instrument qui lui permit d'obtenir que le commerce des acceptations fût adopté sur une grande échelle par les hommes d'affaires américains.

Aux États-Unis, avant 1915, l'utilisation des acceptations commerciales (qui constituent de fait la devise internationale du commerce) par les banquiers et les sociétés était pratiquement inconnue. L'essor du Système de la Réserve Fédérale est exactement parallèle à la croissance de l'utilisation de ces acceptations aux États-Unis et ce n'est pas une coïncidence. Les hommes qui ont voulu le Système de la Réserve Fédérale étaient les mêmes qui ont créé les banques d'acceptation et ont

bénéficié de l'utilisation de ces acceptations.

Dès 1910, la Commission Monétaire Nationale a commencé à diffuser des brochures et autres documents de propagande conseillant vivement aux banquiers et aux entrepreneurs américains d'adopter les acceptations commerciales dans leurs transactions. La Commission avait battu campagne durant trois ans et le Plan d'Aldrich incluait une clause étendue qui autorisait l'introduction des acceptations des banquiers et leur utilisation dans le système américain des effets de commerce.

La Loi de la Réserve Fédérale de 1913, telle qu'elle fut votée par le Congrès des États-Unis, n'autorisait pas spécifiquement l'usage des acceptations, mais, en 1915, puis en 1916, le Board de la Réserve Fédérale, a donné une définition de «l'acceptation commerciale», définition complétée une première fois par la Série A de la régulation de 1920, puis une deuxième fois par la Série de 1924. L'une des premières actions officielles du Conseil des Gouverneurs, en 1914, fut d'accorder aux banques de la Réserve Fédérale un taux d'escompte préférentiel faible pour toutes les acceptations. Etant donné que les acceptations n'étaient pas utilisées aux États-Unis à cette époque, aucune explication quant à leur exigence par le monde des affaires n'a pu être avancée. Il était visible que quelqu'un au pouvoir, au Conseil des Gouverneurs, voulait qu'elles soient adoptées.

Le National Bank Act de 1864, qui fut l'autorité financière déterminante des États-Unis jusqu'en novembre 1914, ne permettait pas aux banques de prêter des sommes équivalentes au crédit qui leur avait été octroyé. Par conséquent, le pouvoir des banques de créer de l'argent était extrêmement limité[3]. Les États-Unis n'avaient pas de banque d'émission, c'est-à-dire une banque centrale qui pouvait créer la monnaie. Afin d'obtenir une banque centrale, les banquiers américains avaient provoqué des paniques monétaires les unes après les autres au détriment des entrepreneurs américains, en faisant sortir l'or de ce pays. Ils avaient créé

une pénurie d'argent ; ensuite, ils le réimportaient. Après que les États-Unis eurent leur banque centrale - le Système de la Réserve Fédérale -, les paniques monétaires n'étaient plus nécessaires, parce que les banques pouvaient créer elles-mêmes l'argent. Cependant, la panique, en tant qu'instrument de pouvoir sur la communauté des entreprises et la communauté financière, fut à nouveau utilisée à deux occasions importantes, d'abord en 1920, provoquant la crise agricole, lorsque les banques et les sociétés fiduciaires des États avaient refusé de rejoindre le Système de la Réserve Fédérale, ensuite en 1929, lorsqu'ils provoquèrent la Grande Dépression, qui permit à une poignée de grands trusts de concentrer pratiquement tous les pouvoirs entre leurs mains.

Une «acceptation commerciale» est une traite tirée par le vendeur d'une marchandise sur l'acheteur et acceptée par lui ; elle porte une date d'expiration. L'usage des acceptations commerciales dans le marché de gros octroie un crédit à court-terme garanti, et permet de retirer des marchandises durant le temps de la production, du stockage, du transport et de la commercialisation. Elle facilite le commerce intérieur et international. Les banquiers qui désiraient remplacer le système de la facturation différée par le système d'acceptations bancaires étaient donc apparemment des hommes progressistes qui souhaitaient favoriser les importations et les exportations américaines. Beaucoup de publicité avait été faite à cet effet, mais celle-ci était bien loin d'exprimer la réalité.

Le système de facturation différée, jusqu'ici globalement utilisé par les professionnels, permettait d'obtenir une remise lorsque l'on payait comptant. Le système d'acceptation, lui, décourageait l'utilisation d'espèces, et permettait une remise contre du crédit. Le système de facturation différée se prêtait également à des modes de paiement plus souples, avec des extensions généreuses de la durée la dette. L'acceptation ne le permettait pas, puisqu'elle était un crédit à court-terme portant une date d'expiration fixe. Elle ne se trouve pas entre les mains du vendeur mais entre les mains d'une banque, et d'une banque - généralement une banque d'acceptation - qui

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

n'autorise aucune d'extension du terme de la dette. Par conséquent, l'adoption des acceptations par les entrepreneurs américains, au cours des années 1920, a grandement facilité la domination d'énormes trusts sur les petites entreprises et leur absorption, ce qui accéléra le krach boursier de 1929.

Les acceptations commerciales [ou acceptations bancaires] avaient été utilisées dans une certaine mesure aux États- Unis avant la Guerre de Sécession. Au cours de cette guerre, les exigences du commerce avaient détruit l'acceptation comme moyen de crédit et celle-ci n'avait pas retrouvé la faveur des professionnels aux États-Unis, les Américains préfé- rant la simplicité et la générosité que permettait le système de facturation différée. Ces traites ouvertes sont un simple effet de commerce, ne portant que le nom du débiteur. Les acceptations sont des effets portant deux noms, celui du débiteur et celui du créditeur. Elles devenaient donc des titres qui pouvaient être achetés et vendus par les banques. Pour le créditeur, en vertu du système de la facturation différée, la dette est un passif. Pour la banque d'acceptation qui détient une acceptation, la dette est un actif. Les hommes qui ont établi les banques d'acceptation aux États-Unis, sous la direction de Paul Warburg, se sont assuré le contrôle des milliards de dollars du crédit à partir des comptes débiteurs inscrits dans les livres comptables des entrepreneurs américains.

Le Gouverneur Marriner Eccles du Board de la Réserve Fédérale déclara à la Commission bancaire et monétaire de la Chambre que "La dette est la base de la création de la monnaie."

De gros détenteurs d'acceptations commerciales obtinrent l'usage des milliards de dollars provenant du crédit, en plus des intérêts perçus sur l'acceptation elle-même. La raison pour laquelle Paul Warburg avait dû consacrer tant de temps, d'argent et d'énergie, en vue d'obtenir que les acceptations soient adoptées par les dispositifs bancaires des États-Unis, était évidente.

Le 14 septembre 1914, la National City Bank accepta la

toute première traite tirée sur une banque nationale aux termes de la Loi de Réserve Fédérale de 1913. Ce fut le commencement de la fin du système de la facturation différée, qui avait été un facteur important du commerce de gros. Beverly Harris, le vice-président de la National City Bank de New York, publia une brochure en 1915, qui déclarait :

"*Les marchands qui utilisent de système de la facturation différée usurpent les fonctions des banquiers*."

Dans le New York Times du 14 juin 1920, Paul Warburg, le président du Comité d'Acceptation Américain, disait :

"*A moins que le Conseil des gouverneurs de la Réserve Fédérale ne s'engage corps et âme dans le développement sans entraves des acceptations, investissement essentiel pour les banques de la Réserve Fédérale, le développement sûr du système sera mis en péril*."

Cette mise au point exprimait parfaitement l'objectif de Warburg et de sa bande, les initiateurs de la «réforme monétaire» aux États-Unis. Ils étaient à l'affût en vue d'obtenir le contrôle de tout le crédit aux États-Unis et ils l'ont obtenu au moyen du Système de la Réserve Fédérale, du système d'acceptation et de l'indifférence des citoyens américains.

La Première Guerre Mondiale fut une aubaine pour la réalisation de l'introduction des acceptations bancaires, si bien que leur volume bondit à quatre cent millions de dollars en 1917 ; grossissant au cours des années 1920 à plus d'un milliard par an, il culmina juste avant la Grande Dépression de 1929-1931. Les graphiques de la Banque de Réserve Fédérale de New York révèlent que l'utilisation qu'elle a faite des acceptations a atteint un pic en novembre 1929 - le mois du krach boursier -, pic qui a chuté sévèrement par la suite. À partir de là, les instigateurs du système d'acceptation avaient obtenu ce qu'ils voulaient, c'est-à-dire le contrôle des entreprises et de l'industrie américaines.

"Fortune Magazine" indiquait en février 1950 :

"Le volume des acceptations déclina et passa de 1732 millions de dollars, en 1929, à 209 millions de dollars en 1940, à cause de la concentration entre quelques mains de la

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

banque d'acceptation et de la politique du Trésor qui fixa de faibles taux d'intérêt, rendant les prêts directs plus attractifs que les acceptations. Un léger retournement s'est opéré depuis la guerre, mais il est souvent plus rentable pour les grosses entreprises de financer leurs importations sur leurs fonds propres."

Autrement dit, les «grosses sociétés» - pour être plus précis, les très gros trusts - contrôlent à présent le crédit et n'ont plus recours aux acceptations. En plus du déchaînement de propagande lancée par la FED elle-même, la National Association of Crédit Men, l'American Bankers' Association et d'autres organisations fraternelles des banquiers new-yorkais consacraient beaucoup de temps et d'argent à organiser leur propagande en faveur des acceptations. Même leur flot de conférences et de brochures s'avéra insuffisant et, en 1919, Paul Warburg organisa le Comité d'Acceptation Américain, qui se consacra entièrement au matraquage médiatique en faveur des acceptations.

La première convention organisée par son association, à Détroit (Michigan), le 9 juin 1919, coïncida avec la convention annuelle de l'Association Nationale des Professionnels du Crédit (National Association of Crédit Men), qui se tenait au même endroit le même jour, afin que les « observateurs intéressés puissent participer facilement aux conférences et aux réunions de ces deux groupes », selon une brochure publiée par le Conseil d'Acceptation Américain.

Paul Warburg fut élu président de cette organisation et devint plus tard le président du Comité Exécutif du Conseil d'Acceptation Américain, un poste qu'il a tenu jusqu'à sa mort en 1932. Ce Conseil publia les listes des grandes entreprises qui utilisaient les effets de commerce, dont toutes étaient en relation commerciale avec Kuhn, Loeb & Co. ou avec les filiales que celle-ci contrôlait. Les conférences données devant le Conseil ou par des membres du Conseil étaient ficelées de manière attrayante et distribuées gratuitement aux entrepreneurs provinciaux par la National City Bank of New York.

En 1922, Louis T. McFadden, le président de la Commission bancaire et monétaire de la Chambre, accusa le Conseil d'Acceptation Américain d'exercer une influence indue sur le Board de la FED et réclama une enquête parlementaire. Mais le Congrès ne fut pas intéressé.

Lors de la seconde convention annuelle du Conseil d'Acceptation Américain, qui se tint à New York le 2 décembre 1920, son président, Paul Warburg, déclara :

"C'est pour moi une grande satisfaction de rapporter qu'au cours de l'année considérée il a été possible, pour le Conseil d'Acceptation Américain, de développer et de renforcer un peu plus ses relations avec le Board de la FED."

Durant les années vingt, Paul Warburg, qui avait démissionné du Board des Gouverneurs après y avoir été gouverneur durant les années de guerre, continua d'exercer une influence personnelle directe sur le Board, en le rencontrant en tant que président du Comité Consultatif Fédéral et en tant que président du Conseil d'Acceptation Américain. Depuis la création de ce Conseil, en 1920, jusqu'à sa mort en 1932, Paul Warburg a été le président du Conseil d'Administration de la Banque d'Acceptation Internationale de New York, la plus grosse banque d'acceptation au monde. Son frère, Félix M. Warburg, également associé dans Kuhn, Loeb & Co., était directeur de la Banque d'Acceptation Internationale, et le fils de Paul, James Paul Warburg, en était le vice-président. Paul Warburg siégeait également au comité de direction d'autres banques d'acceptation importantes des États-Unis, telles que Westinghouse Acceptance Bank, qui furent créées immédiatement après la [première] guerre mondiale, lorsque les quartiers généraux du marché international de l'accepta- tion furent déplacés de Londres vers New York. Ainsi, Paul Warburg devint le banquier d'acceptation le plus puissant du monde.

Paul Warburg devint un personnage encore plus légendaire, grâce à son immortalisation en tant que «Daddy War- bucks»[4] dans la bande-dessinée, «Little Orphan Annie» [Annie la Petite Orpheline]. Cette bande-dessinée rendait hom- mage à une

fillette abandonnée avec son chien et qui avait été adoptée par «l'homme le plus riche du monde», Daddy Warbucks, une parodie de «Warburg», qui avait des pouvoirs quasiment magiques et pouvait accomplir n'importe quoi grâce à la puissance de sa richesse illimitée. Ceux qui étaient dans la confidence ricanèrent lorsque « Annie », la version de cette histoire en comédie musicale, connut un succès retentissant à Broadway, parce que la très grande majorité du public n'avait pas la moindre conscience qu'il s'agissait tout simplement d'une autre opération de Warburg.

Le transfert du marché d'acceptation depuis l'Angleterre vers les États-Unis, donna à Thomas Lamont l'occasion de prononcer, en 1917, un discours enthousiaste devant l'Académie des Sciences Politiques, au cours duquel il déclara :

"C'est le dollar - et non pas la livre - qui sert désormais de base aux changes internationaux des devises."

Les Américains étaient fiers d'entendre cela, mais ils ne réalisaient pas quel en était le prix à payer !

Il y a une preuve visible de l'influence exercée indûment par le Conseil d'Acceptation Américain sur le Board de la FED et qui fut l'objet de la plainte de McFadden : le tableau montrant le modèle des taux de la Banque de Réserve Fédérale de New York durant les années 1920. Le taux d'escompte officiel de cette banque suit exactement, durant neuf ans, le taux d'acceptation à quatre-vingt dix jours des banquiers, et c'est la Banque de Réserve Fédérale de New York qui fixe le taux d'escompte de l'ensemble des banques de réserve.

Tout au long des années 1920, le Board de la Réserve Fédérale a maintenu deux de ses membres d'origine, C.S. Hamlin et Adolph C. Miller. Ces hommes firent carrière en tant qu'arbitres de la politique monétaire de la nation américaine. Hamlin a siégé au Board de 1914 à 1936, lorsqu'il fut nommé Conseiller Spécial du Board, tandis que Miller y servit de 1914 à 1931. Si ces deux hommes purent rester au Board pendant tant d'années, c'est parce qu'ils étaient tous deux des hommes éminemment respectables qui apportaient au Board un prestige certain aux yeux du public. Durant ces années-là, les

uns après les autres, les banquiers importants arrivaient au Conseil des Gouverneurs, y exerçaient des fonctions pendant un certain temps, puis le quittaient pour des postes plus intéressants. Mais ni Miller, ni Hamlin n'ont jamais émis la moindre objection sur tout ce qu'exigeaient les banquiers new-yorkais. Ils changeaient le taux d'escompte et procédaient à des opérations sur le marché ouvert, avec les titres de l'État, à chaque fois que Wall Street l'exigeait d'eux. Un personnage se tenait dans l'ombre derrière eux, Paul Warburg, qui exerça une influence continue et dominante en tant que président du Comité Consultatif Fédéral, dans lequel siégeaient des hommes qui partageaient ses intérêts, tels que Winthrop Aldrich[5] et J.P. Morgan. Warburg n'était jamais trop occupé par ses fonctions d'organisateur de gros trusts internationaux pour, en même temps, superviser les structures financières de la nation américaine. Son influence, à partir de 1902, lorsqu'il arriva dans ce pays en tant qu'immigré d'Allemagne, jusqu'en 1932, l'année de sa mort, dépendait de son alliance avec le cartel bancaire européen. Le fils de Warburg, James Paul Warburg, continua d'exercer une influence semblable. Il fut nommé au poste de directeur du budget par Franklin D. Roosevelt, lorsque ce grand homme endossa la fonction de président des États-Unis en 1933 et créa le Bureau d'Information à la Guerre, l'agence officielle américaine de propagande durant la Deuxième Guerre Mondiale.

Dans The Fight for Financial Supremacy [La Lutte pour la Suprématie Financière], Paul Einzig, l'éditorialiste du London Economist, écrivait :

"Presque immédiatement après la Première Guerre Mondiale, une coopération étroite fut établie entre la Banque d'Angleterre et les autorités de la Réserve Fédérale et tout particulièrement avec la Banque de Réserve Fédérale de New York"[6]. Cette coopération était largement due aux relations cordiales qui existaient entre M. Montagu Norman, de la Banque d'Angleterre, et M. Benjamin Strong, le Gouverneur de la Banque de Réserve Fédérale de New York jusqu'en 1928. À plusieurs occasions, la politique des taux d'escompte de la

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

Banque de Réserve Fédérale de New York fut guidée par le désir d'aider la Banque d'Angleterre. Page 327 : "Ils le dirent à Barron[7]. Il y avait eu une coopération étroite entre Londres et New York afin de déterminer le montant des taux d'escompte"[8].

CHAPITRE XI : LORD MONTAGU NORMAN

La collaboration entre Benjamin Strong et Lord Montagu Norman est l'un des plus grands secrets du vingtième siècle. Benjamin Strong avait épousé la fille du président de Bankers Trust à New York, auquel il succéda à la tête de cette société[1]. Dans Tragedy et Hopes, Carroll Quigley écrivait : "Strong est devenu gouverneur de la Banque de Réserve Fédérale de New York en 1914, sur la désignation conjointe par Morgan et Kuhn, Loeb Company"[2].

Lord Montagu Norman est le seul homme de l'histoire de la Banque d'Angleterre dont les deux grands-pères ont également exercé la fonction de gouverneur[3]. Son père était directeur de Brown, Shipley Company, la filiale londonienne de Brown Brothers (devenue aujourd'hui Brown Brothers Harriman). En 1894, Montagu Norman (1871-1950) partit travailler pour la maison-mère Brown Brothers de New York. James Marloe et la famille Delano, de Brown Brothers, le prirent sous leur aile. Puis il revint en Angleterre et, en 1907, il fut nommé à la Cour de la Banque d'Angleterre. En 1912, victime d une dépression nerveuse, il se rendit en Suisse pour se faire soigner par Jung, ce qui faisait très chic parmi les puissants qu'il représentait[4].

Lord Montagu Norman a été gouverneur de la Banque d'Angleterre de 1916 à 1944. Durant cette période, il participa aux conférences des banques centrales qui créèrent le Krach de 1929 et la dépression mondiale qui suivit. Dans The Politics of Money, Brian Johnson écrit, "Strong et Norman, amis intimes, passaient leurs vacances ensemble à Bar Harbour et dans le Sud de la France." Plus loin, Johnson explique que, "par conséquent, Norman devint l'alter ego de Strong [...] La politique d'argent facile menée par Strong sur le marché monétaire new-yorkais, entre 1925 et 1928, se traduisit par la réalisation de l'accord qu'il avait passé avec Norman et qui consistait à maintenir les taux d'intérêt à New York endessous de ceux de Londres. Au nom de la coopération internationale,

Strong refusa la main stabilisatrice qu'auraient permis des taux d'intérêts élevés à New York, jusqu'à ce qu'il fût trop tard. À New York, l'argent facile avait encouragé l'apparition du boom économique de la fin des années vingt, accompagné d'une incroyable et vertigineuse spéculation"[5].

Benjamin Strong mourut subitement en 1928. La chronique nécrologique que le New York Times lui consacra le 17 octobre 1928, décrivait cette fameuse conférence de juillet 1927 en Europe, entre les directeurs des trois grandes banques centrales : "À l'époque, s'étaient réunis M. Norman, de la Banque d'Angleterre, Strong, de la Banque de Réserve Fédérale de New York, et le Dr Hjalmar Schacht, de la Reichsbank, et ce fut la réunion du 'club le plus fermé au monde'. Aucun compte-rendu public n'a été jamais été établi sur ces conférences internationales, totalement officieuses, mais qui traitaient de questions importantes tels que les mouvements de l'or, la stabilité du commerce mondial et l'économie mondiale."

Ces réunions au cours desquelles se décide l'avenir de l'économie mondiale sont toujours signalées comme des réunions «entièrement officieuses» et privées, ne faisant jamais l'objet de comptes-rendus publics, et les rares fois où des parlementaires scandalisés ont sommé ces personnages mystérieux de s'expliquer sur leurs activités, ces derniers ont à peine exposé les contours des mesures qu'ils avaient prises et ne se sont pas étendus sur ce qu'ils avaient réellement dit ou décidé.

Lors des Auditions Sénatoriales de 1931 sur le Système de la Réserve Fédérale, H. Parker Willis, l'un de ses auteurs et premier secrétaire du Conseil des gouverneurs de la Réserve Fédérale, de 1914 à 1920, questionna ostensiblement le Gouverneur George Harrison, le successeur de Strong au poste de gouverneur de la Banque de Réserve Fédérale de New York :

"*Quelle est la relation entre la Banque de Réserve Fédérale de New York et le comité monétaire de la Bourse ?*" "*Il n'y a aucune relation*," répondit le Gouverneur

Harrison.

"*Il n'y a aucune aide ou coopération en vue de fixer les taux, en aucune manière ?*" questionna Willis.

"*Non*", répondit le Gouverneur Harrison, "*bien qu'en diverses occasions ils nous fassent part de leur avis sur l'état de la situation monétaire et sur le niveau des taux qu'ils considèrent comme souhaitable*." Cela était en totale contradiction avec sa déclaration selon laquelle «Il n'y a aucune relation». La Banque de Réserve Fédérale de New York, qui fixe le taux d'escompte applicable par les autres banques de réserve, entretenait, en fait, une relation étroite avec le comité monétaire de la Bourse de New-York.

Les Auditions de Stabilisation de 1928 à la Chambre des députés prouvèrent de manière concluante que les gouverneurs de la FED avaient tenu des conférences avec les responsables des grandes banques centrales européennes. Même si les membres du Congrès des USA avaient connu les détails de ce complot, dont le point culminant fut la Grande Dépression de 1929-1931, ils n'auraient rien pu faire pour l'arrêter. Les banquiers internationaux qui contrôlaient les mouvements de l'or pouvaient exercer leur volonté sur tous les pays, et les États-Unis étaient aussi démunis que les autres.

Extraits de ces auditions parlementaires :

M. BEEDY : "*Je remarque sur votre tableau que les lignes qui produisent les plus violentes fluctuations se trouvent sous la rubrique 'Taux du Loyer de l'Argent à New York'. Alors que le taux du loyer de l'argent monte et baisse dans les grandes villes, les prêts accordés pour les investissements semblent bénéficier de ces fluctuations désormais plutôt violentes, tandis que l'industrie en général ne semble pas profiter de ces fluctuations violentes, et cette ligne est assez régulière et ne montre pas de fortes hausses ou de fortes baisses*."

GOUVERNEUR ADOLPH MILLER : "*Tout cela était plus ou moins dans les intérêts de la situation internationale. Elles [les banques] vendaient à New York des crédits adossés à l'or en échange de soldes en sterling à Londres*."

DÉPUTÉ STRONG (Non apparenté à Benjamin Strong) : "*Le*

Conseil des gouverneurs de la Réserve Fédérale a-t-il le pouvoir d'attirer l'or vers ce pays ?"

E.A. GOLLDENWEISER, directeur de recherche pour le Board : "*Le Conseil des Gouverneurs pouvait attirer l'or vers ce pays en augmentant le loyer de l'argent*."

GOUVERNEUR ADOLPH MILLER : "*Je pense que nous sommes très proches du stade où toute sollicitude supplémentaire de notre part vis-à-vis des préoccupations monétaires de l'Europe peut être expurgée. L'été dernier, en 1927, le Board de la Réserve Fédérale a présenté une politique d'achats sur les marchés ouverts, suivie dans son application par la réduction du taux d'escompte des banques de réserve, ceci afin d'alléger la situation du crédit et de réduire le loyer de l'argent. Les raisons officielles avancées pour justifier cette rupture avec la politique de crédit étaient que cela aiderait à stabiliser les changes internationaux et à stimuler l'exportation d'or*."

PRÉSIDENT MCFADDEN : "*Nous direz-vous brièvement comment ce sujet fut amené au Conseil des Gouverneurs de la Réserve Fédérale et quelles étaient les influences qui eurent un impact dans la décision finale ?*"

GOUVERNEUR ADOLPH MILLER : "*Vous posez une question à laquelle il m'est impossible de répondre.*"

PRÉSIDENT MCFADDEN : "*Peut-être puis je la clarifier - d'où venait cette suggestion qui a provoqué la décision de changer les taux l'été dernier ?"*

GOUVERNEUR ADOLPH MILLER : "*Les trois plus grosses banques centrales d'Europe avaient envoyé des représentants dans notre pays. Il y avait le gouverneur de la Banque d'Angleterre [Montagu Norman], M. Hjalmar Schacht [Reichsbank] et le Professeur Rist, vice-gouverneur de la Banque de France. Ces messieurs étaient en conférence avec les officiels de la Banque de Réserve Fédérale de New York. Au bout d'une semaine ou deux, ils ont fait une apparition à Washington pendant une grande partie de la journée. Ils sont arrivés un soir et, le lendemain, ils furent reçus par les gouverneurs du Board, puis, dans l'après-midi, ils repartirent pour*

New York."

PRÉSIDENT MCFADDEN : "*Les membres du Board étaient-ils présents à ce déjeuner ?*"

GOUVERNEUR ADOLPH MILLER : "*Oh oui ! Celui-ci était offert par les gouverneurs du Board dans le but de nous rapprocher tous*."

PRÉSIDENT MCFADDEN : "*Etait-ce une réunion informelle ou des sujets d'importance y ont-ils été discutés ?*"

GOUVERNEUR ADOLPH MILLER : "*Je dirais qu'il s'agissait essentiellement d'une réunion informelle. Personnellement, j'ai eu une longue conversation en privé avant le déjeuner avec le Dr Schacht et également une autre conversation assez longue avec le Professeur Rist. Après le déjeuner, j'ai engagé une conversation avec M. Norman, à laquelle s'est joint le Gouverneur Strong de New York*."

PRÉSIDENT MCFADDEN : "*Etait-ce une réunion officielle du Board ?*" GOUVERNEUR ADOLPH MILLER : "*Non*."

PRÉSIDENT MCFADDEN:"*C'était juste une discussion informelle sur les sujets qui avaient été discutés à New York ?*"

GOUVERNEUR MILLER : "*Je le suppose. C'était principalement des relations sociales. Ce que j'ai dit relevait essentiellement de généralités. Les chefs de ces banques centrales s'exprimaient, eux aussi, en termes généraux*."

M. KING : "*Que voulaient-ils ?*"

GOUVERNEUR MILLER : "*Ils répondaient très franchement aux questions. Je voulais avoir une discussion avec M. Norman et nous sommes tous deux restés après le déjeuner. Nous avons été rejoints par les autres représentants étrangers et les responsables de la Banque de Réserve Fédérale de New York. Ces messieurs étaient tous assez préoccupés par le fonctionnement de l'étalon-or. Ils désiraient donc voir baisser légèrement le marché monétaire à New York, avec des taux plus bas, dissuadant ainsi les déplacements d'or depuis l'Europe vers ce pays. Cela aurait été grandement dans les intérêts de la situation monétaire internationale que l'on connaissait alors.*"

M. BEEDY : "*Cela a-t-il abouti à une certaine entente entre les représentants de ces banques étrangères et le Conseil des Gouverneurs de la Réserve Fédérale ou la Banque de Réserve Fédérale de New York ?*"

GOUVERNEUR MILLER : "*Oui*."

M. BEEDY : "*Il n'y a pas eu de compte-rendu officiel ?*"

GOUVERNEUR MILLER : "*Non. Il y a eu plus tard une réunion du Comité chargé de la politique sur le marché ouvert - le comité de politique d'investissement du Système de la Réserve Fédérale - qui a émis et reçu certaines recommandations. Ce dont je me souviens est que des titres, pour une valeur de quatre-vingt millions de dollars environ, furent achetés en août conformément à ce plan*."

PRÉSIDENT MCFADDEN : "*Y a-t-il eu une conférence entre les membres du Comité de l'Open Market et ces ban- quiers étrangers ?*"

GOUVERNEUR MILLER : "*Il se peut qu'ils les aient rencontrés à titre personnel, mais pas en tant que comité*."

M. KING : "*Comment le Comité de l'Open Market obtient-il ses idées ?*"

GOUVERNEUR MILLER : "*Ils s'assoient autour d'une table et ils discutent. Je ne sais pas de qui est venue cette idée. C'était l'un de ces moments où l'esprit de compétition est au travail.*"

PRÉSIDENT MCFADDEN : "*Vous avez donné un aperçu, ici, de négociations d'une très grande importance*."

GOUVERNEUR MILLER : "*Je dirais plutôt de conversations*."

PRÉSIDENT MCFADDEN : "*Quelque chose ayant une caractéristique bien définie s'est-elle produite ?*"

GOUVERNEUR MILLER : "*Oui*."

PRÉSIDENT MCFADDEN : "*Un changement de politique de tout notre système financier, qui a eu pour résultat une situation des plus inhabituelles à laquelle ce pays ait jamais été financièrement confronté (le boom de la spéculation boursière des années 1927-1929). Il me semble qu'un sujet de cette importance aurait dû faire l'objet d'un compte-rendu à Washington*."

GOUVERNEUR MILLER : "*Je suis d'accord avec vous.*"

DÉPUTE STRONG : "*N'aurait-il pas été une bonne chose s'il y avait eu une orientation afin que ces pouvoirs, donnés au Système de la Réserve Fédérale, aient été utilisés en vue de la stabilisation continue du pouvoir d'achat du dollar américain, au lieu d'être influencés par les intérêts de l'Europe ?*"

GOUVERNEUR MILLER : "*Je prends comme une insulte ce terme d' « influence ». Par ailleurs, stabiliser le dollar américain sans stabiliser toutes les autres devises adossées à l'or est impossible. Les devises sont liées entre elles par l'étalon-or. D'autres visiteurs éminents savent se montrer adroits dans l'art d'approcher les gens et notamment le personnel du Conseil des Gouverneurs de la Réserve Fédérale.*"

M. STEAGALL : "*La visite de ces banquiers étrangers a-t-elle eu pour conséquence que l'argent fût meilleur marché à New York ?*"

GOUVERNEUR MILLER : "*Oui, exactement*."

PRÉSIDENT MCFADDEN : "*Je voudrais insérer dans ces minutes les noms de tous ceux qui ont participé à ce déjeu- ner à Washington.*"

GOUVERNEUR MILLER : "*En plus des noms que je vous ai donnés, était présent l'un des plus jeunes cadres de la Banque de France. Je pense que tous les membres du Board de la Réserve Fédérale étaient là. Le Sous-Secrétaire au Trésor Ogdent Mills était là, ainsi que le Secrétaire-Adjoint au Trésor, M. Schuneman, et également deux ou trois hommes du Département d'État et M. Warren du Département Etranger de la Banque de Réserve Fédérale de New York. Oui, le Gouverneur Strong était présent*."

PRÉSIDENT MCFADDEN : "*Evidemment, cette conférence en présence de tous ces banquiers étrangers ne s'est pas tenue par hasard. Qui a suggéré une rencontre avec les banquiers les plus éminents d'Allemagne, de France et d'Angleterre ?*"

GOUVERNEUR MILLER : "*Une situation avait été créée qui était nettement embarrassante pour Londres, à cause du retrait imminent d'une certaine quantité d'or que la France récupérait*

et qui avait été, à l'origine, acheminée et déposée dans la Banque d'Angleterre par le gouvernement français en tant que crédit de guerre. Il s'apprêtait à y avoir assurément quelques tensions en Europe, parce que la France commençait à remettre de l'ordre dans sa maison afin de retourner à l'étalon-or. Cette situation était d'une nature qui nécessitait quelque influence modératrice."

M. KING : "*Qui était la force motrice ayant fait en sorte de réunir ces personnes ?*"

GOUVERNEUR MILLER : "*C'est un détail que je ne connais pas*."

DÉPUTE STRONG : "*Ne serait-il pas juste de dire que ces collègues qui voulaient l'or étaient les instigateurs de cette réunion ?*"

GOUVERNEUR MILLER : "*Ils sont venus chez nous*."

DÉPUTE STRONG : "*Le fait est qu'ils sont venus chez nous, qu'ils ont eu une réunion, qu'ils ont fait un banquet, qu'ils ont parlé, qu'ils ont obtenu que le Conseil des Gouverneurs de la Réserve Fédérale baisse le taux d'escompte pour effectuer des achats sur le marché ouvert et qu'ils ont obtenu l'or*."

M. STEAGALL : "*Est-ce exact que cette action a stabilisé les devises européennes et affecté la nôtre ?*"

GOUVERNEUR MILLER : "*Oui, cette action a été faite dans cette intention*."

PRÉSIDENT MCFADDEN : "*Permettez-moi d'attirer votre attention sur la récente conférence à Paris à laquelle M. Goldenweiser, le directeur de recherche du Board de la Réserve Fédérale, et le Dr Burgess, l'agent de la Réserve Fédérale assistant la Banque de Réserve Fédérale de New York, ont consulté les représentants des autres banques centrales. Qui a convoqué cette conférence ?*"

GOUVERNEUR MILLER : "*Mon souvenir est qu'elle a été convoquée par la Banque de France*."

GOUVERNEUR YOUNG : "*Non, c'était la Société des Nations qui les a toutes sollicitées.*"

La réunion secrète entre les gouverneurs du Board de la FED et les chefs des banques centrales européennes ne fut pas

organisée pour stabiliser quoi que ce soit. Elle s'est tenue dans le but de discuter du meilleur moyen pour que l'or dé- tenu aux États-Unis par la Réserve Fédérale retourne en Europe afin de forcer les nations de ce continent à revenir à l'étalon-or. La Société des Nations n'était pas encore parvenue à le faire - ce qui était, au départ, l'objectif de la création de cette institution -, parce que le Sénat des États-Unis avait refusé de laisser Woodrow Wilson trahir les Américains en conférant l'autorité monétaire des États-Unis à une organisation internationale. Il a fallu la Deuxième Guerre Mondiale et Franklin D. Roosevelt pour y parvenir. En attendant, l'Europe devait avoir l'or des Américains et la FED le lui a donné, à hauteur d'une valeur de cinq cents millions de dollars. Ce mouvement d'or qui a quitté les États-Unis provoqua le dégonflement de la bulle boursière, mit fin à la prospérité des entreprises des années vingt et déclencha la Grande Dépression de 1929-1931, la pire calamité qui se soit jamais abattue sur la nation américaine (les valeurs boursières perdirent plus de 80% en un mois). Il est tout à fait logique de dire que cette dépression subie par le peuple américain était leur punition pour n'avoir pas rejoint la Société des Nations. Les banquiers savaient que cela se produirait lorsque ces cinq cents millions de dollars d'or seraient envoyés en Europe. Ils voulaient cette dépression parce que cela leur permettait de mettre la main sur les entreprises et la finance des États-Unis.

Les auditions parlementaires se poursuivirent :

M. BEEDY : "*Lors du dîner auquel nous avons participé hier soir, M. Ebersole, du Département du Trésor, a concluson intervention en disant que le Système de la Réserve Fédérale ne voulait pas la stabilisation et que les entrepreneurs américains ne la voulaient pas non plus. Ils veulent ces fluctuations, non seulement celles des cours des titres boursiers, mais aussi celles des prix des matières premières et du commerce en général, parce que ceux qui assurent actuellement le contrôle du système tirent leurs profits de cette instabilité. Si ces personnes n'en obtiennent pas le contrôle de façon légitime, elles pourraient être tentées de*

l'obtenir au moyen de soulèvements généraux, comme cela caractérisait autre- fois les sociétés humaines. Les révolutions étaient encouragées par le mécontentement vis-à-vis des conditions d'existence, le contrôle se trouvant entre les mains d'une minorité et la masse payant les factures."

PRÉSIDENT MCFADDEN : "*J'ai ici une lettre de l'un des membres du Conseil des Gouverneurs de la Réserve Fédérale qui a été convoqué ici. Je voudrais qu'elle soit enregistrée dans le procès-verbal. Elle provient du Gouverneur Cunningham* :

Monsieur le Président,

Ces dernières semaines je suis resté confiné chez moi pour raison de maladie et je m'apprête actuellement à passer quelques semaines loin de Washington dans le but d'accélérer ma convalescence.

Edward H. Cunningham

Cette lettre a été écrite en réponse à l'invitation qui lui a été faite de se présenter devant notre Commission. J'ai aussi une lettre de George Harrison, le vice-gouverneur de la Banque de la Réserve Fédérale de New York.

Cher Membre du Congrès,

Le Gouverneur Strong s'est embarqué pour l'Europe la semaine dernière. Il n'a pas du tout été en forme depuis le jour de l'an et, tandis qu'il s'est présenté en mars dernier devant votre Commission, ce n'est que très peu de temps après qu'il a été victime d'un zona très sévère qui l'a fortement secoué.

George L. Harrison, le 19 mai 1928

Je désire aussi qu'il soit porté au procès-verbal une déclaration parue dans le New York Journal of Commerce de Washington, datée du 22 mai 1928 :

'Il est établi dans les cercles bien informés, ici, que le principal sujet que le Gouverneur Strong de la Banque de Réserve Fédérale de New York a abordé lors de sa visite actuelle à Paris est l'accord de crédits de stabilisation pour la France, la Roumanie et la Yougoslavie. Une deuxième question vitale que M. Strong abordera est la quantité d'or que la France prélèvera sur ce pays'."

Le Président McFadden se posa d'autres questions sur la maladie étrange de Benjamin Strong, qui suscitèrent, le 23 mai 1928, le témoignage suivant du Gouverneur Charles S. Hamlin du Board de la Fed :

"Tout ce que je sais est que le Gouverneur Strong a été très malade et qu'il est parti pour l'Europe, essentiellement, crois je savoir, pour des raisons de santé. Bien sûr, il connaît bien les divers bureaux des banques centrales européennes et il leur rendra sans aucun doute visite."

Le Gouverneur Benjamin Strong mourut quelques semaines après son retour d'Europe, sans comparaître devant la Commission.

L'objet de ces auditions devant la Commission monétaire et bancaire de la Chambre en 1928 était d'enquêter sur la nécessité de voter le projet de loi Strong, présenté par le Député Strong (simple homonyme et donc aucunement apparenté à Benjamin Strong, le banquier international), qui prévoyait que la FED serait dotée des pouvoirs d'agir pour stabiliser le pouvoir d'achat du dollar. C'était l'une des promesses que Carter Glass et Woodrow Wilson avaient faites, lorsqu'ils avaient présenté le Federal Reserve Act au Congrès en 1912. Une telle clause avait été réellement insérée dans la Loi de Réserve Fédérale par le Sénateur Robert L. Owen, mais la Commission Bancaire et Monétaire de Carter Glass l'avait supprimée. Les opérateurs de bourse et les spéculateurs étaient opposés à un dollar stable, car ils n'auraient plus été à même d'engranger de tels profits. Les citoyens américains avaient été incités à jouer en bourse dans les années vingt, parce que les opérateurs de bourse avaient créé des conditions d'instabilité au niveau national.

Le Projet de Loi Strong de 1928 fut retoqué par le Congrès.

Durant les années vingt, la situation financière aux États-Unis fut caractérisée par une inflation limitée aux valeurs spéculatives. Cette situation avait été créée par les opérateurs boursiers. Malgré la surcote des titres à la Bourse, les prix des matières premières restaient relativement bas.

Les acheteurs ne s'attendaient pas à ce que leurs titres leur

permissent de toucher des dividendes. L'idée était de les conserver pendant quelques temps et de les revendre en réalisant un profit. Ainsi que Paul Warburg le fit remarquer en mars 1929, il fallait bien que cela s'arrête à un moment ou à un autre. Wall Street n'a pas permis que cela s'arrête avant que le peuple ne place ses économies dans ces titres surévalués. Nous avions le spectacle du président des États-Unis, Calvin Coolidge, qui semblait agir en complice des opérateurs et faire monter les enchères, lorsqu'il recommanda au peuple américain, en 1927, de continuer d'acheter des titres à la bourse. Un certain malaise vis-à-vis des positions excessives du marché avait été ressenti et les banquiers montrèrent leur pouvoir en obtenant du Président des États-Unis, du Secrétaire au Trésor et du Président du Conseil des gouverneurs de la FED qu'ils émettent des déclarations affirmant que les prêts des courtiers n'étaient pas trop élevés et que la bourse était saine.

En 1927, Irving Fisher avait prévenu les Américains que le fardeau de la stabilisation des prix au niveau mondial retomberait bientôt sur les États-Unis. L'une des conséquences de la Deuxième Guerre Mondiale fut la création du Fonds Monétaire International [F.M.I.], afin de faire exactement cela. Le Professeur Gustav Casel fit remarquer au cours de la même année que :

"Le mouvement à la baisse des cours n'a pas été le résultat spontané de forces que nous ne contrôlions pas. C'était le résultat d'une politique délibérément conçue pour faire baisser les cours et conférer à l'unité monétaire une plus grande valeur."

Le Parti Démocrate, après avoir voté la Loi de Réserve Fédérale et nous avoir conduits dans la Première Guerre Mondiale, a assumé, durant les années vingt, le rôle d'un parti d'opposition. Les démocrates se trouvaient politiquement hors jeu et ils étaient soutenus financièrement, d'après la biographie de Bernard Baruch, par les subventions généreuses que celui-ci leur octroyait. Jusqu'où le Parti Démocrate était-il politiquement hors jeu ? Et à quel point ses chances étaient-elles minces en 1928 ? La réponse se trouve dans un point de

sa plate-forme politique officielle adoptée à Houston le 28 juin 1928 :

"L'administration du Système de la Réserve Fédérale au profit des spéculateurs boursiers devrait cesser. Celui-ci doit être administré au bénéfice des agriculteurs, des salariés, des commerçants, des manufacturiers et de tous ceux qui sont engagés dans des entreprises constructives."

Cet idéalisme assura la défaite de son protagoniste, Al Smith, qui avait été désigné par Franklin D. Roosevelt. La campagne contre Al Smith fut également marquée par des appels à l'intolérance religieuse, car il était catholique. Les banquiers attisèrent partout dans le pays les sentiments anti-catholiques afin d'obtenir l'élection de leur protégé depuis la Première Guerre Mondiale : Herbert Hoover.

Au lieu d'utiliser la Loi pour encourager la stabilité financière des États-Unis, comme cela avait été promis par Woodrow Wilson lorsqu'elle fut promulguée, l'instabilité financière a été continuellement encouragée par le Board. Un mémorandum officiel émis par le Conseil des Gouveneurs de la FED le 13 mars 1939, exposait :

"Le Conseil des Gouverneurs du Système de la Réserve Fédérale s'oppose à tout projet de loi proposant la stabilité des cours."

Sur le plan politique, le Conseil des Gouverneurs était utilisé, durant les années vingt, pour favoriser l'élection des candidats choisis par les banquiers. Le "Literary Digest" du 4 août 1928, avait déclaré, à l'occasion de l'augmentation de 5% des taux décidée par le Board en année d'élection présidentielle :

"Ceci inverse la politique de 1927 d'argent bon marché, politiquement désirable, et donne à la bourse des conditions favorables. Cette politique fut attaquée par le People's Lobby de Washington qui déclara : 'Cette augmentation, au moment où les agriculteurs avaient besoin d'argent bon marché pour financer leurs récoltes futures, a été un coup direct porté contre les fermiers, qui avaient commencé à se rétablir après la Crise Agricole de 1920-1921."

Le New York World déclara à cette occasion :

"*La critique de la politique du Conseil des Gouverneurs de la Réserve Fédérale de la part de nombreux investisseurs n'est pas basée sur sa tentative de faire éclater la bulle boursière, mais sur l'accusation selon laquelle le Board lui-même, par la politique qu'il a menée l'année dernière, est totalement responsable de l'existence d'une telle bulle boursière*."

Une étude accablante de H. Parker Willis, économiste professionnel qui fut l'un des auteurs de la Loi et Premier Secrétaire du Board de 1914 à 1920, sur les quinze premières années d'existence du Système de Réserve Fédérale parut dans la North American Review de mai 1929. Il y exprimait une totale désillusion.

"Mon premier entretien avec le Président-élu Wilson eut lieu en 1912. Notre conversation était entièrement liée à la réforme bancaire. Je lui ai demandé s'il était confiant dans le fait que nous pourrions garantir l'administration d'une loi appropriée et comment nous devrions faire pour qu'elle soit appliquée et respectée. Il a répondu : 'Nous devons faire confiance à l'idéalisme de l'esprit d'entreprise américain'. Il chercha quelque chose à laquelle on pouvait se fier afin d'offrir une possibilité à l'idéalisme américain. Cela a vraiment servi à financer la Guerre Mondiale et à réviser les pratiques bancaires américaines. Les éléments d'idéalisme que le Président prescrivait et qu'il pensait que nous pouvions obtenir sur les principes d'obligation morale de la part des banquiers et des entrepreneurs américains ne fut pas au rendez-vous.

"Depuis l'inauguration du Federal Reserve Act nous avons subi une dépression financière et une révolution des plus sérieuses de notre histoire, celle de 1920-1921. Nous avons vu notre agriculture endurer une longue période de souffrance, voire de révolution, au cours de laquelle un million de fermiers ont quitté leurs exploitations, en raison des difficultés rencontrées avec le prix de la terre et le statut étrange des conditions de crédit. Nous avons subi la période la plus longue de faillites bancaires que ce pays ait jamais connue. Depuis que le Système de la Réserve Fédérale a commencé à

fonctionner, quatre mille cinq cents banques ont fermé leurs portes. Dans certaines villes de l'Ouest, il y a eu des moments où toutes les banques de cette communauté ont fait faillite, et certaines banques en particulier ont fait faillite, encore et toujours. Les banques qui étaient membres du Système de la Réserve Fédérale, comme celles qui n'en faisaient pas partie, étaient indifféremment touchées.

"Le choix des premiers membres du Board de la Réserve Fédérale effectué par Wilson ne fut pas particulièrement heureux.

"Ils représentaient un groupe diversifié choisi dans le but précis d'apaiser tels ou tels gros intérêts. Il ne fut pas étrange que les bénéficiaires se servissent de leurs places pour payer leurs dettes.

Lorsque le Board envisagea une résolution ayant pour effet que les futurs membres de la Fed soient désignés seulement au mérite, à cause de l'incompétence avérée de certains de ses membres, le Contrôleur des Finances, John Skelton Williams, prit l'initiative de rayer le mot 'seulement' et le Board lui apporta son sontien. L'inclusion de certains éléments (Warburg, Strauss, etc.) au conseil des Gouverneneurs de la Réserve Fédérale leur donna l'occasion de satisfaire des intérêts particuliers qui s'avérèrent plus tard désastreux.

"Le Président Wilson commit une erreur, comme il en avait fait souvent, en supposant que l'exerce d'une fonction aussi importante transformerait ceux qui seraient investis d'une telle charge de service public et raviverait leur patriotisme. Pendant l'ère Wilson, le Board des gouverneurs est tombé au plus bas avec la nomination d'un membre qui fut sélection- né pour sa capacité d'obtenir des délégués au candidat démocrate à la présidence. Cependant, la lie fut atteinte sous le Président Harding, qui nomma au Board un vieux copain, D.R. Crissinger, ainsi que plusieurs autres politiciens, utilisables à volonté, à d'autres postes. Avant sa mort, Harding avait fait tout son possible pour dépraver toute l'entreprise. Depuis lors, la FED a été sur le déclin.

"Les banques de réserve avaient à peine pris leur première

forme qu'il devenait visible que les banquiers locaux cherchaient à les utiliser comme moyen de prendre soin de leurs 'fistons préférés', c'est-à-dire, des personnes qui étaient devenue, d'un commun accord, des charges générales de la communauté bancaire, ainsi que des incapables de toutes sortes. Lorsqu'il fallait choisir les directeurs de la FED, les banquiers de province refusaient souvent de voter ou, lorsqu'ils votaient, ils le faisaient comme l'avaient décidé les correspondants de la City. Dans ces circonstances, le contrôle populaire ou démocratique des banques de réserve était hors de question. Une efficacité raisonnable aurait pu être assurée si des hommes honnêtes, conscients du devoir résultant de l'exercice d'un service public, avaient assumé ce pouvoir. Si de tels hommes existaient, ils n'accédaient pas au Conseil des Gouverneurs de la Réserve Fédérale. Dans l'une des banques de réserve, la haute direction se trouve aujourd'hui entre les mains d'un homme qui n'a jamais exercé la moindre fonction bancaire de sa vie, tandis que dans une autre institution de réserve, le gouverneur et le président sont tous deux d'anciens patrons de banques désormais défuntes. Naturellement, ils détiennent un record d'échecs dans leur district. Dans une majorité de districts, la norme de performance, telle qu'elle est jugée par les standards bancaires, est scandaleusement faible en ce qui concerne les responsables de la FED. La Politique de la Banque de Réserve Fédérale de Philadelphie est connue à la FED pour être celle de la 'Banque de la famille et des copains'.

"Ce fut lors des profits de guerre amassés en quantités considérables que quelqu'un conçut l'idée d'utiliser ces profits pour s'offrir des immeubles extraordinairement coûteux. Aujourd'hui, les banques de réserve doivent faire constamment travailler un gros milliard de dollars de leurs fonds uniquement pour faire face à leurs propres dépenses courantes.

"La meilleure illustration de ce que le Système a fait et n'a pas fait est offerte par l'épreuve que le pays a subie, en mai 1929, à cause de la spéculation. Trois ans auparavant, le marché commençait tout juste à devenir haussier. En automne

1929, un groupe de banquiers s'était réuni autour d'une table dans un hôtel de Washington et, parmi eux, se trouvait l'un des banquiers les plus célèbres du monde. Un banquier souleva la question de savoir si les faibles taux d'escompte du Système ne risquaient pas d'encourager la spéculation.

" *'Oui'*, répondit ce célèbre banquier, *'ils le feront, mais on ne peut rien y faire. C'est le prix à payer pour aider l'Europe*.'

"On pourrait très bien s'interroger pour savoir si l'encouragement de la spéculation par le Board a été le prix payé pour aider l'Europe ou si c'est le prix payé pour inciter une certaine classe de financiers à aider l'Europe, mais, dans tous les cas, les conditions en Europe n'auraient jamais dû être prises en considération dans l'élaboration de la politique d'es- compte du Board. La vérité est que les banques de la Réserve Fédérale ne sont pas en contact avec la communauté [américaine].

"L'homme de la rue, depuis le Maine jusqu'au Texas, a été progressivement incité à investir ses économies en bourse, avec la conséquence que la marée croissante de la spéculation, prenant un rythme de plus en plus rapide, a balayé les entreprises légitimes de ce pays.

"En mars 1928, Roy A. Young, gouverneur au Board, fut convoqué pour s'expliquer devant une commission sénatoriale.

" *'Pensez-vous que les prêts accordés par les courtiers sont trop élevés ?*' lui fut-il demandé.

" *'Je ne suis pas prêt à dire si les prêts octroyés par les courtiers sont trop élevés ou trop faibles', répondit-il, 'mais je suis sûr qu'ils sont accordés avec prudence et en toute sécurité*.'

"Le Secrétaire au Trésor, Andrew Mellon, assura au pays, dans une déclaration officielle, que ceux-ci n'étaient pas trop élevés, et Coolidge, s'appuyant sur des documents que le Board de la Réserve Fédérale lui avait fournis, fit une déclaration sans équivoque au pays, disant que le montant des prêts futurs n'était pas trop élevé. Le Board de la Réserve Fédérale, dont le devoir est de protéger les intérêts des personnes ordinaires, a donc fait tout son possible pour leur

assurer qu'elles ne devaient pas s'inquiéter à propos de leurs économies. Pourtant, le Board de la FED a fait parvenir le 2 février 1929 une lettre aux Directeurs de la Réserve Fédérale les mettant en garde contre le grave danger que constituait la poursuite de la spéculation.

"Que pouvait-on attendre d'un groupe de personnes comme celles qui composaient le Board, un groupe d'hommes dont le seul intérêt était de sortir du lot lorsqu'il n'y avait aucun danger de friction, montrant un appétit d'ogre vis-à-vis du crédit et des éloges, et dont le seul empressement était de 'se retrouver avec' les 'grosses huiles' que représentaient à leurs yeux les maîtres de la finance et du secteur bancaire américains ?"

H. Parker Willis a omis toute référence à Lord Montagu Norman et aux machinations de la Banque d'Angleterre qui étaient sur le point de déboucher sur le Krach de 1929 et la Grande Dépression.

CHAPITRE XII : LA GRANDE DÉPRESSION

L'économiste anglais R.G. Hawtrey écrivait dans American Economie Review de mars 1926 :

"Lorsque l'investissement extérieur excède l'offre d'épargne générale, le marché de l'investissement doit soutenir cet excédent par de l'argent emprunté aux banques. Un remède consiste à contrôler le crédit par une augmentation des taux bancaires."

Le Board de la Réserve Fédérale a exercé ce contrôle du crédit, mais ce ne fut ni en 1926, ni en tant que mesure curative. Ceci ne fut pas appliqué avant 1929 et, ensuite, les taux furent augmentés en tant que mesure punitive et pour éliminer tout le monde du marché, à l'exception des grands trusts.

Le Professeur Cassel, dans le Quaterly Journal of Economies d'août 1928, écrivait ceci :

"Le fait qu'une banque centrale n'augmente pas son taux bancaire à temps, conformément à la véritable situation du marché des capitaux, accroît de façon importante la force du mouvement cyclique de l'économie, avec tous ses effets pernicieux sur l'économie nationale. La régulation rationnelle des taux bancaires est de notre ressort et ne peut se faire que si nous percevons son importance et si nous décidons de nous lancer dans une telle politique.

"Avec un taux bancaire régulé selon ces lignes, les conditions nécessaires au développement des cycles économiques seraient radicalement atténuées et les cycles économiques qui nous sont familiers seraient effectivement une affaire du passé."

Ceci est la prémisse la plus fiable qui ait jamais été faite pour expliquer la nature artificielle des crises économiques. Aux États-Unis, l'apparition de la panique de 1907, de la crise agricole de 1920 et de la grande dépression de 1929, toutes trois au cours d'années où les récoltes avaient été bonnes et en période de prospérité nationale, semble indiquer que cette

prémisse n'est pas une simple hypothèse. Lord Maynard Keynes faisait remarquer que la plupart des théories sur les cycles économiques omettaient de relier correctement leurs analyses aux mécanismes monétaires. Toute étude ou enquête sur une crise qui omet d'établir la liste de facteurs, tels que les mouvements de l'or et les pressions exercées sur les taux de change, serait sans valeur. Pourtant, les économistes américains ont toujours esquivé cette question.

La Société des Nations atteignit son but qui était d'obtenir des nations européennes qu'elles reviennent à l'étalon-or dès 1928, mais les trois quarts de l'or mondial se trouvaient en France et aux États-Unis. Le problème était donc de trouver une solution pour que cet or aille vers des pays qui en avaient besoin pour asseoir leur monnaie et leur crédit. L'action engagée par la FED apporta la réponse.

A la suite de la réunion secrète de 1927, entre le Board de la Réserve Fédérale et les chefs des banques centrales européennes, les banques de la Réserve Fédérale doublèrent en quelques mois leurs détentions de titres d'État et d'acceptations, ce qui eut pour conséquence l'exportation d'or, cette année-là, pour une valeur de cinq cents millions de dollars. Les activités boursières de la FED poussèrent à la baisse le loyer de l'argent au jour le jour et l'or quitta les États-Unis. En même temps, les étrangers se saisirent de cette occasion et achetèrent en très grosses quantités les bons du Trésor américain, en raison du faible taux de l'argent au jour le jour.

"D'après l'accord passé de nombreux mois auparavant, entre la Banque d'Angleterre et les autorités de la Réserve Fédérale à Washington, les États-Unis autorisaient à exporter 725 millions de dollars d'or, aidant ainsi la France et l'Europe à stabiliser leurs monnaies et visant à permettre à la France d'entrer dans le système fondé sur l'étalon-or"[1]. (20 avril 1928)

Le 6 février 1929, M. Montagu Norman, le gouverneur de la Banque d'Angleterre, se rendit à Washington pour s'entretenir avec Andrew Mellon, le Secrétaire au Trésor. Immédiatement après cette mystérieuse visite, le Board de la Réserve Fédérale

changea brusquement sa politique et adopta une politique de taux d'escompte élevé, abandonnant la politique d'argent « bon marché » qu'il avait inaugurée en 1927, à la suite d'une autre visite de M. Norman. Le krach boursier et la déflation de la structure financière du peuple américain étaient programmés pour avoir lieu en mars. Pour démarrer le processus, Paul Warburg lança un avis officiel en direction des opérateurs de bourse les incitant à se retirer du marché. En mars 1929, dans le rapport annuel aux actionnaires de sa Banque d'Acceptation Internationale, M. Warburg disait :

"Si l'on permet aux orgies d'une spéculation effrénée de se propager, l'effondrement ultime est certain d'affecter non seulement les spéculateurs eux-mêmes, mais d'entraîner une crise générale impliquant l'ensemble du pays"[2].

Durant trois années de « spéculation effrénée », M. Warburg n'avait pas cru bon de faire la moindre remarque sur l'état de la Bourse[3]. Un organe de presse ami, le New York Times, offrit à ce compte-rendu, non seulement deux colonnes sur sa page éditoriale, mais il fit remarquer, en édito, la sagesse et la profondeur des observations de M. Warburg. La préoccupation de M. Warburg était sincère, puisque la bulle boursière était allée beaucoup plus loin que ce qu'il avait été prévu, et les banquiers avaient peur des conséquences si jamais le peuple réalisait ce qui se passait. Alors que ce reportage du New York Times déclencha à la Bourse une vague soudaine de ventes, les banquiers commencèrent à paniquer et il fut décidé d'apaiser le marché d'une manière ou d'une autre. En conséquence, la National City Bank de Warburg injecta d'urgence vingt-cinq millions de dollars de liquidités sur le marché monétaire à court terme et repoussa le jour du krach.

Aussi surprenant que cela puisse paraître, la révélation de la décision finale du Board de la Réserve Fédérale de déclencher le Krach de 1929 fut publiée dans le New York Times. Le 20 avril 1929, le New York Times titra, "Le Comité Consultatif de la Réserve se réunit à la hâte. Une atmosphère de mystère enveloppe ses débats à Washington. [La perspective de

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

nouveaux développements d'importance au regard de l'attitude du gouvernement sur la situation du crédit est apparue aujourd'hui, lorsque les membres du Comité Consultatif Fédéral auprès du Board de la Réserve Fédérale, venant de dix districts de la réserve, se sont rencontrés en session extraordinaire...] (Ajouté par le traducteur). Des résolutions furent adoptées par le comité et transmises au conseil des gouverneurs, mais leur but fut jalousement gardé. Une atmosphère de profond mystère a entouré les débats, tant ceux du board que ceux du comité consultatif. Tous les efforts ont été faits, lors de cette session extraordinaire, pour protéger les débats. Des réponses évasives furent données aux correspondants du journal"[4].

Seul le «premier cercle» de la London Connection savait que lors de cette «réunion mystérieuse» il avait été décidé de mettre fin au plus grand boom spéculatif de l'histoire des États-Unis. Ceux qui étaient dans la confidence commencèrent à se débarrasser de toutes leurs actions spéculatives et placèrent leur argent dans les obligations d'État. Ceux qui n'étaient pas au courant de cette information secrète - et, parmi eux, quelques-uns des hommes les plus riches d'Amérique - gardèrent leurs actions spéculatives et perdirent tout ce qu'ils possédaient.

Dans FDR, Mon Beau-Père Exploité, le Colonel Curtis B. Dali, qui était courtier à Wall Street à ce moment-là, écrit à propos du Krach : "En réalité, il s'agissait de la «tonte» calculée du public par les puissances monétaires mondiales, déclenchée par la brusque pénurie programmée de l'offre monétaire à très court-terme sur le marché monétaire de New York"[5]. Du jour au lendemain, la Fed porta à vingt pour cent le loyer de l'argent au jour le jour. Incapables de payer un tel taux, la seule alternative des spéculateurs était de se jeter par les fenêtres[6].

Le taux de la Banque de Réserve Fédérale de New York, qui dictait les taux d'intérêts nationaux, passa à six pour cent le 1er novembre 1929. Après la mise en faillite des

investisseurs, il chuta à un et demi pour cent le 8 mai 1931. Le Député Wright Patman, dans *A Primer On Money* [L'abécédaire de l'argent], écrivait que la masse monétaire s'était contractée de huit milliards de dollars entre 1929 et 1933, provoquant la faillite de 11.630 banques, sur les 26.401 que comptaient les États-Unis, et celles-ci durent fermer définitivement leurs portes.

Le 6 février 1929, le Board de la FED avait déjà prévenu les actionnaires des banques de la Réserve Fédérale qu'il fallait sortir du Marché, mais il ne s'était pas donné la peine de dire quoi que ce soit au reste de la population. Personne ne savait de quoi il retournait, à l'exception des banquiers de Wall Street qui étaient aux commandes. Le Quarterly Journal of Economies observa :

"*La question a été soulevée, non seulement dans ce pays, mais dans plusieurs pays d'Europe, de savoir si les statistiques douanières enregistrent avec précision les mouvements des métaux précieux et, lorsqu'une enquête a été diligentée, la confiance dans ces chiffres était encore plus faible. Par exemple, tout mouvement [d'or] entre la France et l'Angleterre, aurait dû être enregistré dans chacun des deux pays, mais la comparaison montre une divergence moyenne annuelle [par rapport aux statistiques douanières] de cinquante millions de francs pour la France et de quatre-vingts millions de francs pour l'Angleterre. Ces énormes différences ne sont pas prises en compte*."

L'Honorable Reginald McKenna déclara : "L'étude de la relation entre la modification des stocks d'or et l'amplitude du mouvement sur les cours montre ce qui aurait dû sauter aux yeux et qui est pourtant loin d'être reconnu : que l'étalon-or n'a rien d'une opération automatique ! L'étalon-or peut être - et il l'est - géré et contrôlé utilement au bénéfice exclusif d'un petit groupe de traders internationaux."

En août 1929, le Board porta son taux à six pour cent. La Banque d'Angleterre, le mois suivant, fit passer son taux directeur de 5,5% à 6,5%. Le Dr Friday, dans le numéro de

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

septembre 1929 de Review of Reviews, ne parvint à trouver aucune bonne raison justifiant l'action du Board :

"La déclaration du 7 août 1929 de la Réserve Fédérale montre qu'il n'existe pas de signes d'insuffisance pour les besoins automnaux. Les ressources en or sont considérablement plus importantes que l'année passée et l'or continue d'affluer, au grand embarras de l'Allemagne et de l'Angleterre. Les raisons permettant d'expliquer les agissements du Board doivent être recherchées ailleurs. La seule indication qui a été donnée au public est que « ce problème a rencontré des difficultés, en raison de certaines conditions particulières ». Toutes les raisons que le Gouverneur Young avait avancées pour baisser le taux bancaire l'année dernière sont présentes aujourd'hui. L'augmentation des taux signifie non seulement qu'il est dangereux d'aspirer l'or depuis l'étranger, mais que les importations de métal jaune ont progressé ces quatre derniers mois. Tout faire pour les accélérer revient à prendre la responsabilité de provoquer la contraction du crédit au niveau mondial."

Nous découvrons donc que la FED fut non seulement responsable de la Première Guerre Mondiale, rendue possible en permettant aux États-Unis de financer les Alliés, mais que sa politique provoqua la crise mondiale de 1929-1931. Le Gouverneur Adolph C. Miller, lors de l'Enquête Sénatoriale de 1931 sur le Conseil des Gouverneurs de la Réserve Fédérale, déclara : "Si nous n'avions eu aucun Système de la Réserve Fédérale, je ne pense pas, pour commencer, que nous aurions eu une situation spéculative aussi mauvaise que celle-ci."

Carter Glass répliqua : "Vous avez clairement montré que le Conseil des Gouverneurs de la Réserve Fédérale a apporté une expansion formidable du crédit au moyen de ces transactions sur le marché ouvert."

Suivit la déclaration d'Emmanuel Goldenweiser : "En 1928-1929, le Board fédéral s'était engagé dans une tentative de restreindre la croissance rapide des prêts de titres et de la spéculation boursière. Toutefois, la poursuite de cette politique de restriction fut interrompue par la réduction, en automne 1928

et en été 1929, des taux d'intérêts applicables aux bons du Trésor."

Aussi bien J.P. Morgan que Kuhn, Loeb Co. avaient des « listes préférentielles » de personnes, auxquelles étaient envoyés des avis préalables sur des actions lucratives. Les personnes figurant sur ces listes préférentielles étaient autorisées à acheter ces actions à prix coûtant, c'est à dire de 2 à 15 % moins cher qu'elles n'étaient vendues au public. Ces listes comprenaient des collègues banquiers, des industriels importants, des politiciens puissants de la City, des membres du Congrès des Partis Démocrate et Républicain siégeant dans les Commissions, ainsi que des dirigeants de pays étrangers. Ces personnes furent informées du krach à venir et vendirent toutes leurs actions, sauf celles qu'on appelait «en or», General Motors, DuPont, etc. Les cours de ces actions plongèrent, elles aussi, vers des records abyssaux, mais remontèrent très rapidement par la suite.

La façon dont les banquiers opéraient en 1929 est révélée par un article de Newsweek du 30 mai 1936, lorsque Ralph W. Morrison, qui avait été nommé par Roosevelt, démissionna du Board de la Réserve Fédérale :

"L'opinion générale est que le Board de la Réserve Fédérale a perdu un homme de valeur. Celui-ci avait vendu ses actions des services publics du Texas à Insull pour dix millions de dollars, puis, en 1929, il convoqua une réunion et ordonna à ses banques de liquider tous les prêts qu'elles avaient consentis sur leurs titres au plus tard le 1er septembre[4]. En conséquence, ils ont traversé la crise haut la main."

Il était à prévoir que tous les gros banquiers traverseraient la crise « haut la main ». Ceux qui ont souffert étaient les travailleurs et les fermiers qui avaient investi leur argent à la Bourse pour s'enrichir rapidement, après que le président des États-Unis, Calvin Coolidge, et le secrétaire au Trésor, Andrew Mellon, les avaient persuadés de le faire.

En Angleterre, il y avait eu des alertes sur le krach qui s'approchait et que les journaux américains n'ont jamais vues. Le London Statist du 25 mai 1929 avait prévenu :

"Aux États-Unis, les autorités bancaires veulent visiblement une panique économique pour enrayer la spéculation." Le London Economist, avait écrit dans son édition du 11 mai 1929 :

"Les événements de l'année passée ont vu apparaître une nouvelle technique, laquelle, si elle était maintenue et se développait, pourrait réussir à 'rationner le spéculateur sans compromettre le trader'."

Le Gouverneur Charles S. Hamlin cita cette déclaration qui avait été faite lors des auditions sénatoriales de 1931 et déclara, pour la corroborer :

"C'était le sentiment de certains membres du Board : supprimer le crédit de la Réserve Fédérale pour le spéculateur, sans nuire au trader."

Le Gouverneur Hamlin ne se donna pas la peine d'indiquer que les « spéculateurs » qu'il s'apprêtait à démolir étaient les instituteurs et les commerçants des petites villes qui avaient placé leurs économies à la bourse, ni que les « traders » qu'il essayait de protéger étaient les gros opérateurs de Wall Street : Bernard Baruch et Paul Warburg.

Lorsque la Banque de Réserve Fédérale de New York augmenta ses taux, les portant à six pour cent le 9 août 1929, la mauvaise santé de la bourse s'était déjà déclarée et la crise culmina avec des ordres de vente en énorme quantité, du 24 octobre jusque dans le mois de novembre, qui effacèrent une valeur de cent soixante milliards de dollars de titres. C'était cent soixante milliards de dollars que les citoyens américains possédaient un certain mois et qu'ils n'avaient plus le mois suivant. On peut se faire une idée de cette calamité si l'on considère que les énormes sorties d'argent et de marchandises, durant la Deuxième Guerre Mondiale, ne totalisèrent pas beaucoup plus de deux cents milliards de dollars, dont une grande partie subsista en tant que titres négociables dans la dette nationale. Ce krach boursier est le plus grand malheur que les États-Unis ont jamais enduré.

L'Académie des Sciences Politiques de l'Université de Columbia, lors de sa réunion annuelle de janvier 1930, avait fait

une analyse rétrospective sur le Krach de 1929. Son vice-président, Paul Warburg, devait la présider et son directeur, Ogden Mills, devait jouer un rôle important dans les débats.

Cependant, ces deux Messieurs ne se présentèrent pas. Le Professeur Oliver M.W. Sprague de l'Université d'Harvard fit cette remarque à propos du krach :

"Nous avons ici un cas d'école magnifique de la chute de la bourse, visiblement causé par son propre poids."

On fit observer qu'il n'y avait eu aucun épuisement du crédit, comme ce fut le cas en 1893, ni de famine monétaire, comme lors de la panique de 1907, lorsque l'on avait dû avoir recours aux certificats des chambres de compensation, ni d'effondrement des matières premières, comme en 1920. Alors, qu'est ce qui provoqua le krach ? Les gens avaient acheté des actions à des cours élevés et espéraient qu'ils continuent de monter. Les cours devaient baisser et c'est ce qu'ils ont fait. Il était évident pour les économistes et les banquiers, réunis autour de leur cognac et de leur cigare à l'Hôtel Astor, que les gens étaient fautifs. Les gens avaient certainement commis une erreur en achetant des titres surévalués, mais tous les citoyens de premier plan, depuis le Président des États-Unis jusqu'à ses subalternes, leur avaient dit de le faire. Tous les magazines de diffusion nationale, tous les grands quotidiens et tous les banquiers, économistes et politiciens de premier plan, s'étaient unis dans le grand jeu de confiance qui consistait à recommander fortement aux gens d'acheter ces titres surévalués. Lorsque la Banque de Réserve Fédérale de New York porta son taux directeur à 6%, en août 1929, les gens commencèrent à sortir du marché et cela se transforma en une panique qui tira les cours vers le bas, très loin au-dessous de leur valeur réelle.

Le Krach de 1929 a également vu la formation de sociétés de holding géantes, telles que Marine Midland Corporation, Lehman Corporation, et Equity Corporation, qui ramassèrent ces obligations et ces titres bon marché. En 1929, J.P. Morgan Company organisa le trust agroalimentaire géant, Standard Brands. Les opérateurs des trusts avaient une occasion

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

inégalée de s'agrandir et de consolider leurs holdings.

Emmanuel Goldenweiser, directeur de recherche à la FED, déclara en 1947 : "Il est clair, rétrospectivement, que le Board n'aurait pas dû tenir compte de l'expansion spéculative et de lui permettre de s'affaisser sur son propre poids."

L'admission de cette erreur, dix-huit ans après les événements, était un maigre réconfort pour tous ceux qui avaient perdu leurs économies dans cette crise.

Le krach de Wall Street de 1929 fut le début d'une contraction mondiale du crédit, qui dura tout au long de l'année 1932 et dont les démocraties ne se rétablirent que lorsqu'elles commencèrent à se réarmer pour la Deuxième Guerre Mondiale. Durant cette dépression, les opérateurs des trusts accrurent un peu plus leur contrôle grâce au soutien qu'ils accordèrent à trois escrocs internationaux : les frères Sweringen, Samuel Insull et Ivar Kreuger. Ces hommes accumulèrent pour des milliards de dollars de titres, qui avaient atteint des cours fantastiques. Les banquiers qui les avaient encouragés et qui avaient introduit leurs actions en bourse auraient pu les stopper à tout moment, en réclamant le remboursement des prêts de moins d'un million de dollars qu'ils leur avaient accordés, mais ils laissèrent ces hommes poursuivre leur entreprise jusqu'à ce qu'ils eussent incorporé de nombreuses propriétés industrielles et financières dans des sociétés de holding, que les banques récupérèrent ensuite pour rien. Insull accumula des sociétés de holding de services publics dans tout le Middle West, que les banques obtinrent pour une fraction de leur valeur. Ivar Kreuger était soutenu par la Lee Higginson Company, censée être l'une des maisons bancaires des États-Unis à la meilleure réputation. Le Saturday Evenig Post disait de lui qu'il était « plus qu'un titan financier » et la revue anglaise Fortnightly avait dit, dans un article datant de décembre 1931, intitulé " Un Chapitre de la Finance Constructive" : "Kreuger est devenu un irrigateur financier d'une importance vitale pour l'Europe"[5].

Si nous nous souvenons bien, « Irrigateur financier » était le titre octroyé à Jacob Schiff par Newsweek Magazine, pour

décrire comment Schiff s'était emparé des chemins de fer américains avec l'argent de Rothschild.

Le 25 janvier 1933, dans un commentaire sur la Lee Higginson Company qui s'était occupé de Kreuger et de Toll Secutities sur le marché américain, The New Republic observait :

"Les trois-quarts d'un milliard de dollars ont été détournés. Qui était capable d'ordonner à la police française de retenir l'information pendant quelques heures sur ce suicide d'une importance extrême, le temps pour une personne de vendre les titres qu'il détenait dans les entreprises de Kreuger, sortant ainsi du marché avant la débâcle ?"[6]

Le Board de la Fed aurait pu bloquer l'expansion énorme de crédit accordé à Insull et à Kreuger en enquêtant sur les garanties qu'ils offraient pour leurs emprunts, mais les gouverneurs ne procédèrent à aucun examen sur les activités de ces deux hommes.

Avec les facilités de crédit qu'il accorde, le système bancaire moderne offre une occasion, qui n'existait pas auparavant pour des opérateurs tels que Kreuger, de faire semblant de disposer d'un capital abondant à l'aide de capital emprunté. Cela permet au spéculateur d'acheter des titres avec des titres. La seule limite à la quantité qu'il peut accaparer est de déterminer jusqu'à quel niveau les banques le soutiendront. Si un spéculateur est encouragé par une maison bancaire réputée, comme Kreuger l'était avec la Lee Higginson Company, la seule façon de le stopper aurait été d'enquêter sur ses ressources financières réelles, lesquelles, dans le cas de Kreuger, se seraient avérées nulles.

Celui qui dirigeait le peuple américain durant le Krach de 1929 et la dépression qui a suivi était Herbert Hoover. Après la première fracture du marché (les cinq milliards de dollars qui s'évaporèrent le 24 octobre 1929), le Président Hoover déclara : "Le business fondamental de ce pays, c'est à dire la production et la distribution de matières premières, dispose d'une base saine et prospère."

Son secrétaire au Trésor, Andrew Mellon, déclara le 25 décembre 1929 : "Les affaires du gouvernement connaissent

une situation saine."

Sa propre entreprise, l'Aluminium Company of America, ne se portait visiblement pas si bien, puisqu'il avait réduit de dix pour cent les salaires de tous ses employés.

Le 7 avril 1931, le New York Times rapporta l'information suivante : "Montagu Norman, le gouverneur de la Banque d'Angleterre, s'est entretenu aujourd'hui avec le Board de la Réserve Fédérale. Mellon, Meyer et George L. Harrison, le gouverneur de la Banque de Réserve Fédérale de New York étaient présents."

La London Connection avait envoyé Norman à cet instant précis pour s'assurer que la Grande Dépression se déroulait selon les plans prévus. Le parlementaire McFadden s'était plaint, ainsi que le rapporta le New York Times du 4 juillet 1930 : "Les cours des matières premières sont revenus à leurs niveaux de 1913. Les salaires ont été réduits par le sur- plus d'offre de main d'oeuvre que constituent les quatre millions de chômeurs. Le contrôle de Morgan sur le Système de la Réserve Fédérale s'exerce à travers son contrôle de la Banque de Réserve Fédérale de New York, ainsi que par la représentation médiocre et la connivence du Board de la Réserve Fédérale à Washington." Au fur et à mesure que la crise s'amplifiait, l'emprise du trust sur l'économie américaine se renforçait, mais personne n'a jamais porté d'accusation contre les parties qui contrôlaient le système.

CHAPITRE XIII : LES ANNÉES 30

En 1930, Herbert Hoover nomma au Conseil des Gouverneurs de la Réserve Fédérale un vieil ami de l'époque de la Première Guerre Mondiale, Eugène Meyer Jr, dont le lourd passé en matière de service public remontait à 1915, du temps où il s'associa avec Bernard Baruch dans la société Alaska-Juneau Gold Mining Company. Meyer avait été conseiller spécial auprès du Conseil des Industries de Guerre sur les métaux non-ferreux (l'or, l'argent, etc.) et assistant spécial auprès du Ministre de la Guerre pour la production d'avions. En 1917, il fut nommé à la Commission Nationale sur l'Epargne de Guerre, et il fut nommé président de la Société du Financement de la Guerre, de 1918 à 1926. Hoover le plaça à la tête de la FED en 1930 et Franklin D. Roosevelt, en 1946, créa la Banque de Reconstruction pour la Reconstruction et le Développement (Reconstruction Bank for Reconstruction and Development). Meyer a dû être un homme doté d'une capacité exceptionnelle pour avoir occupé des postes aussi importants. Cependant, quelques sénateurs pensaient qu'il n'aurait dû occuper aucun poste gouvernemental, en raison du passé de sa famille, dont certains membres furent des négociants internationaux d'or, et également en raison d'opérations ténébreuses sur les titres d'État, pour plusieurs milliards de dollars, pendant la Première Guerre Mondiale.

C'est pourquoi le Sénat américain mena des auditions afin de déterminer si Meyer était apte à présider le Board de la Réserve Fédérale.

Lors de ces auditions, le député Louis T. McFadden, le président de la Commission Bancaire et Monétaire de la Chambre, déclara : "Depuis son entrée au gouvernement, en 1917, Eugène Meyer Jr s'était entouré de sa propre bande.

"Son personnel à la Société du Financement de la Guerre avait pris le contrôle du Système Fédéral des Prêts Agricoles et, presque immédiatement après, la Kansas City foin Stock Land Bank et la Ohio Joint Stock Land Bank firent faillite."

DÉPUTÉ RAINEY : "*Lorsque M. Meyer a théoriquement*

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

démissionné de ses fonctions à la tête du Conseil Fédéral aux Prêts Agricoles, il n'y a pas réellement cessé ses activités. Il avait laissé derrière lui un groupe de démolisseurs compétents. Ils y ont poursuivi sa politique, prenant conseil auprès de lui. Avant sa nomination, Dewey, le Secrétaire-Adjoint au Trésor, le consultait fréquemment. Juste avant sa nomination, la Chicago Joint Land Stock Bank, la Dallas Joint Stock Land Bank, la Kansas City Joint Land Stock Bank et la Des Moines Land Bank étaient toutes en état de marche et leurs obligations se vendaient à parité. Le commissaire agricole d'alors avait passé un accord avec le Secrétaire Dewey, selon lequel rien ne pouvait être fait sans le consentement et l'approbation du Conseil Fédéral aux Prêts Agricoles. Quelques jours plus tard, les Marshals[1] des États-Unis, pistolets au ceinturon, et parfois dégainés, ont pénétré dans ces banques en exigeant qu'elles leur soient transférées. La nouvelle de ce qui était arrivé s'est répandue dans tous États-Unis par l'intermédiaire des journaux, et ces banques furent ruinées. Ceci conduisit au remplacement de l'ancien Conseil Fédéral aux Prêts Agricoles, à la démission de trois de ses membres et à la nomination de M. Meyer à la tête de ce Conseil."

SÉNATEUR CAREY : "*Qui autorisa les marshals à saisir ces banques ?*"

DÉPUTÉ RAINEY : "*Le Secrétaire-Adjoint au Trésor Dewey. Ceci marqua le commencement de la ruine de toutes ces banques rurales, que Giannini[2] racheta en grand nombre*."

Dans son numéro de février 1931, World's Work déclarait :

"Lorsque la guerre mondiale commença pour nous en 1917, M. Eugène Meyer Jr fut parmi les premiers à être appelés à Washington. En avril 1918, le Président Wilson le nomma directeur de la Société du Financement de la Guerre. Cette société prêta 700 millions de dollars aux institutions bancaires et financières."

Les auditions sénatoriales d'Eugène Meyer Jr se poursuivirent:

DÉPUTÉ MCFADDEN : "*Lazard frères, la maison bancaire internationale de New York et de Paris appartenait à la famille Meyer. Celle-ci figure fréquemment dans les importations et les exportations d'or, et l'une des fonctions importantes du Système de la Réserve Fédérale a quelque chose à voir avec les mouvements d'or et la poursuite de ses propres opérations. Jeudi dernier, le Sénateur Fletcher a demandé à M. Meyer, 'Avez-vous quelque lien que ce soit avec les affaires bancaires internationales ?' M. Meyer a répondu, 'Moi ? Pas personnellement.' Lorsque l'on jette un coup d'oeil sur les minutes de ces auditions, cette dernière question et sa réponse n'apparaissent pas dans la transcription sténographique. Le Sénateur Fletcher, lui, se souvient de la question et de la réponse. Cette omission est étrange...*"

SÉNATEUR BROOKHART : "*J'en déduis que M. Meyer l'a relue afin de la corriger*."

DÉPUTÉ MCFADDEN : "*M. Meyer est le beau-frère de George Blumenthal, un membre de la société J.P. Morgan Company, qui représente les intérêts de Rothschild. Il est également l'officier de liaison entre le gouvernement français et J.P. Morgan. Edmund Platt, auquel il restait encore huit ans à faire en tant que gouverneur du Conseil de la Réserve Fédérale, a démissionné pour laisser sa place à M. Meyer. Le beau-frère de M. Meyer, Alfred A. Cook, donna à Platt la vice-présidence de Marine Midland Corporation. Eugène Meyer Jr, en tant que chef de la Société du Financement de la Guerre, se livra au placement de deux milliards de dollars en obligations d'État, pour lesquelles un grand nombre d'ordres furent d'abord placés auprès des maisons bancaires situées à présent au 14 Wall Street, au nom d'Eugène Meyer Jr. M. Meyer est à présent un gros actionnaire d'Allied Chemical Corporation. J'appelle votre attention sur le Rapport de la Chambre N° 1635, 68è Congrès, 2è Section, qui révèle qu'au moins vingt-quatre millions de dollars en bons du Trésor ont été dupliqués. Une valeur de dix milliards de dollars en bons du trésor a été subrepticement détruite. Notre commission bancaire et monétaire a découvert que la performance de la Société du Financement de la Guerre sous Eugène Meyer Jr était très défectueuse. Tandis que les livres étaient présentés devant*

notre commission par les personnes qui en étaient les gardiens et rapportés au Trésor la nuit, la commission a découvert que des altérations avaient été apportées sur des registres officiels."

Son passé dans les services publics n'a pas empêché Eugène Meyer Jr de continuer de servir le peuple américain au Board de la Réserve Fédérale, en tant que président de la Société du Financement de la Reconstruction et en tant que chef de la Banque Internationale[3].

Rand, le président de Marine Midland Corporation, interrogé sur son désir soudain de s'attacher les services d'Edmund Platt, déclara : "*Nous payons M. Platt 22.000 dollars par an et nous avons bien sûr embauché son secrétaire*." Ce qui voulait dire cinq mille dollars de plus par an.

Le Sénateur Brookhart démontra qu'Eugène Meyer Jr avait administré le Conseil Fédéral aux Prêts Agricoles contre les intérêts des fermiers américains. Il déclara :

"*M. Meyer n'a jamais prêté plus de 180 millions sur les 500 millions de dollars de capital dont disposait le Conseil, montrant par-là qu'il n'a même pas été capable d'utiliser la moitié du capital destiné à aider les agriculteurs*."

M. MEYER : "*Le Sénateur Kenyon m'a écrit une lettre dans laquelle il reconnaît que j'ai coopéré pour les meilleurs intérêts des habitants de l'Iowa*."

SÉNATEUR BROOKHART : "*Vous vous êtes rendu sur place et vous avez pris la position contraire à celle de la bande de Wall Street. Ses membres envoient toujours quelqu'un pour cette besogne. Je n'ai pas encore découvert grand chose dans vos déclarations qui soit susceptible d'indiquer votre désir d'accorder des prêts aux fermiers dans leur en- semble ou la manifestation d'un effort réel destiné à soulager leur condition. Pendant les deux années ou vous étiez à la tête du Conseil Fédéral aux Prêts Agricoles, vous avez accordé très peu de prêts, comparativement au capital dont vous disposiez. Selon vos propres déclarations, vous avez répondu favorablement à seulement un-huitième de la demande*."

En dépit des preuves accablantes mises en lumière lors de

ces auditions sénatoriales, Eugène Meyer Jr fut maintenu au Board de la FED.

Durant cette période tragique, Louis McFadden, le président de la Commission Bancaire et Monétaire de la Chambre continua sa croisade solitaire contre la "London Connection" qui avait dévasté la nation américaine. Le 10 juin 1932, McFadden s'adressa à la Chambre des députés :

"*Certaines personnes pensent que les banques de la Réserve Fédérale sont des institutions du gouvernement des États-Unis. Elles ne sont pas des institutions gouvernementales. Ce sont des monopoles privés de crédit, qui exploitent le peuple des États-Unis pour leur bénéfice et celui de leurs clients étrangers. Les banques de la Réserve Fédérale sont les agents des banques centrales étrangères. Henry Ford a dit : 'L'unique objectif de ces financiers est le contrôle du monde par la création de dettes inextinguibles.' La vérité, c'est que le Board de la Réserve Fédérale a usurpé le gouvernement des États-Unis en monopolisant avec arrogance le crédit que le Board de la Réserve Fédérale et les banques de la Ré- serve Fédérale exploitent*."

Le 13 janvier 1932, McFadden introduisit une résolution d'impeachment du Conseil des Gouverneurs de la Réserve Fédérale pour «conspiration criminelle» :

"Je les accuse, conjointement et solidairement, du crime de conspiration et de trahison, d'avoir agi contre la paix et la sécurité des États-Unis et d'avoir conspiré à la destruction du gouvernement constitutionnel des États-Unis. Attendu que la Commission au Système Judiciaire est autorisée - et qu'il lui est imposé dans son ensemble ou par une sous-commission de le faire - à enquêter sur la conduite officielle du Conseil des Gouverneurs de la Réserve Fédérale et de ses agents, afin de déterminer si, dans l'opinion de ladite Commission, ils ont été coupables de tout crime ou délit d'envergure, lesquels, ainsi que la Constitution le prévoit, nécessitent l'interposition des pouvoirs constitutionnels de la Chambre."

Aucune action ne suivit cette résolution. McFadden revint à la charge le 13 décembre 1932, avec une résolution

d'impeachment contre le Président Herbert Hoover. Seuls, cinq parlementaires le suivirent et la résolution fut rejetée. Le leader de la majorité républicaine de la Chambre fit cette remarque : "Louis McFadden est désormais politiquement mort."

Le 23 mai 1933, McFadden introduisit la Résolution parlementaire N° 158, "Articles of Impeachment", contre le Secrétaire au Trésor, deux Secrétaires Délégués au Trésor, le Conseil des Gouverneurs de la Réserve Fédérale, ainsi que des agents et des directeurs des banques de la Réserve Fédérale, pour s'être rendus coupables de collusion en provoquant la Grande Dépression. "*Je les accuse d'avoir illégalement détourné 80 milliards de dollars du gouvernement des États- Unis au cours de l'année 1928, ledit détournement consistant en la re-création illégale d'une demande de remboursements au détriment du Trésor des États-Unis pour un montant de 80 milliards de dollars, au cours de l'année 1928 et au cours de chaque année qui a suivi, et d'avoir pillé le gouvernement des États-Unis et le peuple des États-Unis en dérobant et en vendant leurs réserves d'or*."

Cette résolution n'atteignit jamais l'hémicycle. Une campagne de rumeurs, selon lesquelles McFadden avait perdu la raison, balaya tout Washington et, lors des élections législatives suivantes, il fut battu à plate-couture par les milliers de dollars déversés dans sa circonscription de Canton, en Pennsylvanie[4].

En 1932, le peuple américain élisait Franklin D. Roosevelt à la présidence des États-Unis. Son élection fut acclamée comme étant la libération du peuple américain de l'influence diabolique qui avait amené la grande dépression, la fin de la domination de Wall Street et la disparition du gendarme bancaire de Washington.

Roosevelt devait sa carrière politique à une circonstance fortuite. Agissant en tant que ministre délégué à la Navy durant la Première Guerre Mondiale, il était intervenu, en raison de liens anciens créés au Collège et à l'Université, pour empêcher des poursuites contre un cercle important d'homosexuels dans la Navy, parmi lesquels se trouvaient plusieurs de ses anciens camarades de Groton et de Harvard. Cette intervention le

conduisit à être apprécié par une clique de riches homosexuels internationaux dont il avait la faveur et qui faisaient des allers-retours entre New York et Paris. Ceux-ci étaient présidés par Bessie Marbury, issue d'une ancienne famille new-yorkaise très en vue. La « femme » de Bessie, qui vivait avec elle depuis de nombreuses années, s'appelait Elsie de Wolfe, devenue par la suite Lady Mendl dans un mariage de convenance. Elle était l'arbitre de ce petit monde international. Bessie et Elsie recrutèrent la plus jeune des filles de J.P. Morgan, Anne Morgan, qu'elles introduisirent dans leur cercle, et utilisèrent sa fortune pour restaurer la Villa Trianon[5] à Paris, qui devint leur quartier général. Durant la première guerre mondiale, la villa fut utilisée comme hôpital.

Bessie Marbury espérait recevoir la Légion d'Honneur du gouvernement français, mais J.P. Morgan Jr, qui la détestait pour avoir corrompu sa plus jeune sœur, pria le gouvernement français de lui refuser cette récompense. Piquée au vif par cette rebuffade, Bessie Marbury se jeta dans la politique et devint une figure puissance du Parti National Démocrate aux États-Unis. Elle avait aussi recruté Eléonore Roosevelt dans son cercle et, lors d'une visite à Hyde Park, Eléonore lui confia qu'elle cherchait désespérément quelque chose pour occuper le « pauvre Franklin », alors qu'il était confiné dans un fauteuil roulant et qu'il déprimait beaucoup.

"*Je sais ce que l'on va faire* !" s'exclama Bessie, "*Nous allons le présenter au Gouvernorat de l'État de New York !*" Grâce à son pouvoir, elle atteignit son objectif et Roosevelt fut élu plus tard à la présidence des États-Unis.

L'un des hommes que Roosevelt avait fait venir de New York et qu'il avait placé au poste de conseiller spécial au Trésor, était Earl Bailie, de J. & W. Seligman Company. Celui-ci devait sa célébrité au pot-de-vin de 415 mille dollars qu'il avait remis à Juan Leguia, le fils du président du Pérou, dans le but de faire accepter par son père un prêt de J. & W. Seligman Company. De nombreuses critiques s'élevèrent contre cette nomination et Roosevelt, afin de préserver son nouveau rôle de défenseur du peuple, renvoya Earl Bailie à New York.

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

Franklin Roosevelt était lui-même un banquier international de piètre réputation, qui avait introduit à la bourse de New York, dans les années vingt, de grosses émissions d'obligations étrangères. Ces obligations ne furent pas remboursées et les Américains perdirent des millions de dollars. Cela ne les empêcha pas d'élire quand même Franklin Roosevelt à la présidence. L'annuaire new-yorkais des administrateurs de sociétés (The New York Directory of Directors) classe M. Roosevelt comme PDG de United European Investors Ltd., en 1923 et en 1924 ; il introduisit aux États-Unis des millions de marks allemands qui perdirent toute valeur. L'annuaire Poor des administrateurs de sociétés le classe comme administrateur d'International Germanie Trust Company en 1928. Franklin D. Roosevelt était aussi conseiller auprès de la Federal International Banking Corporation, une entreprise anglo-américaine faisant le commerce de titres étrangers aux États-Unis.

Durant les années vingt, la firme d'avocats de Roosevelt, Roosevelt & O'Connor, représentait de nombreuses sociétés internationales. Son associé, Basil O'Connor, siégeait dans les sociétés suivantes : Cuban-American Manganèse Corporation, Venezuela-Mexican Oil Corporation, West Indies Sugar Corporation, American Reserve Insurance Corporation, Warm Springs Foundation. Il était également directeur d'autres entreprises et dirigea par la suite la Croix-Rouge américaine.

Lorsque Franklin Roosevelt prit ses fonctions à la présidence des États-Unis, il nomma au poste de directeur du budget, James Paul Warburg, le fils de Paul Warburg, qui était vice-président de la Banque d'Acceptation Internationale et administrait d'autres sociétés. Roosevelt nomma au poste de Secrétaire au Trésor, W.H. Woodin, l'un des plus gros industriels des États-Unis qui dirigeait l'American Car Foundry Company et quantité d'autres usines de premier plan, Remington Arms, The Cuba Company, Consolidated Cuba Raïlroads, ainsi que d'autres très grosses entreprises. Par la suite, Woodin fut remplacé par Henry Morgenthau Jr, le fils de l'opérateur immobilier de Harlem qui avait aidé à placer

Woodrow Wilson à la Maison Blanche. Avec une telle équipe, les promesses de Roosevelt d'apporter des changements radicaux avaient peu de chances d'être honorées. L'une de ses dernières actions fut de déclarer un moratoire en faveur des banquiers, afin qu'ils puissent remettre leurs réputations en ordre.

Voici ce que disait World's Work : "Le Congrès a laissé à Charles G. Dawes et Eugène Meyer Jr la liberté d'estimer, selon leurs propres méthodes, les garanties que peuvent offrir les emprunteurs potentiels de deux milliards de dollars."

Roosevelt a également créé la Securities & Exchange Commission[6], pour veiller à ce qu'il n'y ait pas de nouveaux entrants dans le gang de Wall Street. La « SEC » provoqua la discussion suivante au Congrès des États-Unis :

DÉPUTÉ WOLCOTT : "*Lors des auditions devant cette commission, en 1933, les économistes nous ont montré des tableaux prouvant sans aucun doute possible que les matières premières libellées en dollars suivaient le prix de l'or. Ce n'était pas le cas, n'est-ce pas ?*"

LEON BENDERSON : "*Non*."

DÉPUTÉ GIFFORD : "*N'était-ce pas Joe Kennedy qui fut placé [à la tête de la SEC] par le Président Roosevelt, parce qu'il était bienveillant envers les grandes entreprises ?*"

LEON BENDERSON : "*Je le pense*."

En 1935, Paul Einzig fit observer que "le Président Roosevelt a été le premier à se déclarer ouvertement favorable à une politique monétaire, destinée à faire délibérément monter les prix. Dans un sens négatif, sa politique fut couronnée de succès. Entre 1933 et 1935, il réussit à réduire l'endettement privé, mais cela fut réalisé aux dépens de l'augmentation de l'endettement public."

Autrement dit, puisque les riches ne sont que quelques-uns et que les pauvres sont nombreux, il a soulagé le fardeau de la dette pesant sur les riches en le déplaçant vers les pauvres.

En 1938, le Sénateur Robert L. Owen, témoignant devant la Commission Bancaire et Monétaire de la Chambre, déclarait : "J'avais introduit une provision dans le projet de loi que le Sénat

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

m'avait présenté le 26 juin 1913 et dans laquelle les pouvoirs de la Réserve Fédérale devaient être employés à encourager la stabilité des prix, c'est-à-dire, un dollar dont le pouvoir d'achat est stable et qui permet de faire face au remboursement des dettes. Celle-ci fut rayée. Les intérêts monétaires puissants prirent le contrôle du Conseil des Gouverneurs de la Réserve Fédérale par l'intermédiaire de M.M. Paul Warburg, Strauss et Adolph C. Miller, qui purent tenir cette réunion secrète du 18 mai 1920 et provoquer une contraction du crédit d'une telle violence qu'elle jeta cinq millions de personnes dans le chômage. En 1920, ce Board provoqua délibérément la panique de 1921. Ces mêmes personnes, opérant sans limites à la bourse et qui ont étendu le crédit, entre 1926 et 1929, très au-delà des limites du raisonnable, firent monter le cours des actions jusqu'à un point tellement vertigineux, qu'il n'était plus possible de toucher de dividendes ; et, lorsque les gens le réalisèrent, ils essayèrent de sortir du système et la conséquence fut le krach du 24 octobre 1929."

Le Sénateur Owen ne chercha pas à savoir si le Conseil des Gouverneurs de la FED pouvait être tenu pour responsable envers le public. En réalité, il ne pouvait pas l'être. Les gouverneurs étaient des fonctionnaires nommés par le Président, mais leurs salaires étaient versés par les actionnaires privés des banques de la Réserve Fédérale.

Le Gouverneur W.P.G. Harding du Board de la Réserve Fédérale attesta en 1921 que :

"La Banque de la Réserve Fédérale est une institution possédée par les banques membres qui en sont actionnaires. Le gouvernement n'a pas le moindre dollar dans son capital."

Cependant, le gouvernement des États-Unis a bien cédé à la FED l'utilisation de ses milliards de dollars de crédit, ce qui confère à cette dernière la qualité de banque centrale - le pouvoir de battre monnaie sur le crédit de l'État. Les billets de banque fédéraux (Federal Reserve Note) ne sont ni des devises du gouvernement fédéral, ni des certificats adossés à l'or. Ce sont les billets de banque de la Réserve Fédérale, émis par les banques de la Réserve Fédérale, et chaque dollar qu'elles

impriment est un dollar qui tombe dans leur poche.

W. Randolph Burgess, de la Banque de Réserve Fédérale de New York, déclarait en 1930 devant l'Académie des Sciences Politiques que :

"*Dans ses principaux principes d'opération, le Système de la Réserve Fédérale n'est aucunement différent de celui des autres banques d'émission, telles que la Banque d'Angleterre, la Banque de France ou la Reichsbank.* "

Toutes ces banques centrales ont le pouvoir d'émettre les devises dans leurs pays respectifs. Ainsi, les peuples ne possèdent pas leur propre monnaie en Europe, pas plus que les Américains ici. La monnaie est imprimée de manière privée pour un profit privé. Le peuple n'a aucune souveraineté sur sa monnaie et cela a pour conséquence qu'ils n'ont aucune souveraineté sur les principales questions politiques, telles que la politique étrangère.

En tant que banque centrale d'émission, la FED a derrière elle la totalité de l'énorme richesse du peuple américain. Lorsqu'elle a démarré ses opérations en 1913, elle a créé une grave menace pour les banques centrales des pays appauvris d'Europe. Parce qu'elle représentait cette très grande richesse, elle a attiré, dans les années vingt, beaucoup plus d'or qu'il n'était souhaitable et il devint très vite visible que tout l'or du monde s'empilerait dans ce pays. Ceci ferait de l'étalon-or une farce en Europe, parce qu'il n'y aurait plus d'or pour garantir les émissions de leurs devises et de leur crédit. En 1927, le but avoué de la Réserve Fédérale, après la réunion secrète avec les chefs des banques centrales étrangères, était de faire en sorte que de grandes quantités de cet or soient renvoyées en Europe. Ses méthodes pour y parvenir : un taux d'intérêt très bas et des achats massifs de bons du Trésor des États-Unis, qui créèrent des quantités énormes de nouvelle monnaie, intensifiant ainsi la spéculation boursière et faisant du krach boursier et de la dépression qui en résulta un désastre national.

Etant donné que la FED était coupable d'avoir provoqué ce désastre, on aurait pu supposer que ses gouverneurs auraient essayé de l'atténuer. Cependant, tout au long des années

noires de 1931 et 1932, ceux-ci virent s'aggraver la détresse des Américains et ils ne firent rien pour les aider. C'était plus criminel que le complot original de la Dépression. Quiconque a vécu durant ces années-là aux États-Unis, se souvient du chômage de masse, de la misère et du peuple américain crevant de faim. À tout moment, le Board des gouverneurs aurait pu agir pour remédier à cette situation.

Il aurait suffit de remettre un peu d'argent en circulation. De telles sommes, destinées normalement à payer les loyers et les factures alimentaires, avaient été aspirées par Wall Street et il n'y avait plus d'argent pour faire face aux dépenses de première nécessité. Dans de nombreuses régions, les gens imprimaient leur propre monnaie sur des feuilles de bois ou de papier qu'ils utilisaient dans leurs communautés ; et cet argent était valable, puisqu'il représentait des obligations réciproques que les gens remplissaient.

La FED était une banque centrale d'émission. Elle avait le pouvoir d'émettre des millions de dollars et elle le faisait lorsque cela convenait à ses propriétaires. Pourquoi ne l'a-t-elle pas fait en 1931 et en 1932 ? Les banquiers de Wall Street en avaient marre de Hoover et ils voulaient que Franklin D. Roosevelt arrive au pouvoir, porté par une vague de gloire en tant que sauveur de la nation. Par conséquent, il fallait que le peuple américain soit affamé et qu'il souffre jusqu'en mars 1933, lorsque le Chevalier Blanc arriverait sur son destrier avec son équipe de corrupteurs de Wall Street qui remirent un peu d'argent en circulation. C'était aussi simple que cela. Dès que Roosevelt prit ses fonctions, la FED commença à acheter des bons du Trésor au rythme de dix millions de dollars par semaine pendant dix semaines et créa cent millions de dollars d'argent frais, soulageant la sévère pénurie d'argent et de crédit, et les usines recommencèrent à embaucher.

Durant l'administration Roosevelt, le responsable du Board de la FED, vis-à-vis du public, était Marriner Eccles, un émule et un admirateur du «chef». Eccles était un banquier de l'Utah, président de First Securities Corporation, un trust d'investissement familial qui était composé d'un grand nombre

de banques qu'Eccles avaient ramassées à prix cassé du- rant la Crise Agricole de 1920-1921. Eccles siégeait également dans des grosses sociétés, telles que Pet Milk Company, Mountain States Implement Company, et Amalgamated Sugar. En tant que gros banquier, Eccles était parfaitement assorti au groupe d'hommes puissants qui manipulaient Roosevelt.

Quelques discussions eurent lieu au Congrès en vue d'établir si Eccles était habilité à siéger au Board de la Réserve Fédérale alors qu'il possédait en même temps toutes ces banques dans l'Utah, mais il attesta qu'il avait très peu à voir avec la First Securities Corporation, en dehors du fait qu'il en était le président ; et il fut donc confirmé au poste de prési- dent du Board.

Eugène Meyer Jr avait à présent démissionné du Board pour consacrer plus de temps à prêter les deux milliards de dollars de la Société de Financement de la Reconstruction et à déterminer, selon ses propres méthodes, la qualité des garanties.

La Loi Bancaire de 1935, qui avait énormément accru le pouvoir de Roosevelt sur les finances des États-Unis, faisait intégralement partie de la législation qu'il avait proposée afin d'étendre la durée de son règne aux États-Unis. Elle ne rencontra pas d'opposition populaire, comme ce fut le cas pour le National Recovery Act [la loi pour le redressement natio- nal], parce qu'elle ne violait pas la liberté aussi crûment. Cependant, cette mesure avait un impact important. Tout d'abord, elle étendait la durée du mandat des gouverneurs de la Réserve Fédérale à quatorze ans, soit trois fois et demie la durée d'un mandat présidentiel. Cela signifiait qu'un Président en fonction qui aurait pu être hostile au Board de la Réserve Fédérale ne pouvait pas y désigner une majorité qui lui aurait été favorable. Ainsi, une politique monétaire inaugurée avant la prise de fonction d'un Président se poursuivrait quels que soient les souhaits du nouveau Président.

La Loi Bancaire de 1935 a également abrogé la clause Glass-Steagall de la Loi Bancaire de 1933, qui stipulait qu'une maison bancaire ne pouvait pas à la fois opérer à la Bourse et être

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

impliquée dans la banque d'investissement. Cette clause était une bonne clause, puisqu'elle empêchait une maison bancaire de prêter de l'argent à une société qu'elle possédait. Il faut quand même se rappeler que cette clause couvrait quelques autres provisions de cette Loi, comme la création de la Société Fédérale d'Assurance des Dépôts, fournissant une assurance s'élevant à 150 millions de dollars pour garantir quinze milliards de dollars de dépôts. Cela accroissait le pouvoir des gros banquiers sur les petites banques et leur donnait une autre excuse pour mener des enquêtes sur ces dernières. La Loi Bancaire de 1933 avait également légiféré que tous les revenus des banques de la Réserve Fédérale devaient de par la loi revenir aux banques elles-mêmes. Enfin, la provision de cette loi, stipulant que le gouvernement partageait les profits, était annulée. Cette provision n'avait jamais été appliquée et l'augmentation des actifs des banques de la Réserve Fédérale, passant de 143 millions de dollars en 1913 à 45 milliards de dollars en 1949, alla en totalité aux actionnaires privés de ces banques. Donc, l'unique provision constructive de la Loi Bancaire de 1933 fut abrogée en 1935, et les banques de la Réserve Fédérale étaient désormais également autorisées à prêter directement à l'industrie, faisant concurrence aux banques membres du Système, qui ne pouvaient espérer égaler sa capacité d'arranger des prêts importants.

En 1935, lorsque fut abrogée cette provision, qui stipulait que les banques ne pouvaient pas être impliquées à la fois dans les opérations de banque d'investissement et les opérations boursières, Carter Glass, son auteur, fut interrogé par les journalistes : "*Cela veut-il dire que J.P. Morgan peut reprendre son activité de banque d'investissement ?*"

"*Eh bien ! Pourquoi pas ?*" répondit le Sénateur Glass. "*Il y a eu un tollé dans tout le pays contre le fait que ces banques ne pouvaient accorder de prêts. À présent, les Morgan peuvent reprendre leurs affaires de financement.*"

Puisque cette provision leur fut défavorable, les banquiers avaient tout simplement pris des mesures contre l'octroi de prêts, jusqu'à ce que celle-ci fût abrogée.

Dans son numéro du 14 mars 1936, Newsweek observa : "Le Board de la Réserve Fédérale a licencié neuf présidents de banques de réserve, en expliquant qu'il 'avait l'intention de faire des présidences des banques de réserve un travail essentiellement à temps partiel sur une base honorifique'."

C'était un autre exemple de la centralisation du contrôle dans le Système de la Réserve Fédérale. Le système de districts régionaux n'avait jamais été un facteur important dans l'administration de la politique monétaire et le Board ne réduisait pas ses effectifs à l'extérieur de Washington. Durant les Auditions sur les Réserves d'Or (Gold Reserve Hearings) de 1934, le président de la Commission bancaire et monétaire du Sénat avait demandé :

"*N'est-il pas vrai, Gouverneur Young, que pendant les douze dernières années, le Secrétaire au Trésor a dominé la politique des banques de la Réserve Fédérale en ce qui concerne l'achat des bons du Trésor américain ?*"

Le Gouverneur Young le nia, mais il fut largement mis en évidence que lors de ses deux voyages éclairs vers les États-Unis, en 1927 et en 1929, pour dicter la politique de la Réserve Fédérale, le Gouverneur Montagu Norman de la Banque d'Angleterre était allé directement voir Andrew Mellon, le Secrétaire au Trésor, en vue d'obtenir de lui qu'il achète des bons du Trésor américain sur le marché ouvert et qu'il commence ainsi à faire sortir l'or des États-Unis pour le faire revenir en Europe.

Les Auditions sur les Réserves d'Or avaient également impliqué d'autres personnes qui avaient plus qu'un vague intérêt dans les opérations de la FED. James Paul Warburg, qui revenait tout juste de la Conférence économique de Londres avec le Professeur O.M.W. Sprague et Henry L. Stimpson, arriva pour déclarer qu'il pensait que nous devrions moderniser l'étalon-or. Frank Vanderlip suggéra de supprimer le Board de la Réserve Fédérale et d'établir une Autorité Monétaire Fédérale. Ceci n'aurait fait aucune différence pour les banquiers new-yorkais, qui auraient, de toute manière, sélectionné son personnel. Et le Sénateur Robert L. Owen,

critique de longue date du système, fit la déclaration suivante :

"*Les gens ne savaient pas que les banques de la Réserve Fédérale étaient organisées pour faire des profits. Si leur objectif était de stabiliser le crédit et la masse monétaire du pays, cette finalité n'a pas été accomplie. En vérité, nous avons connu la variation la plus remarquable du pouvoir d'achat de l'argent depuis que ce système a pris effet. Les hommes de la Réserve Fédérale sont choisis par les grosses banques, à l'occasion de campagnes très discrètes, et ils suivent naturellement les idéaux qu'on leur décrit comme étant le point de vue financier le plus solide.*"

Benjamin Anderson, économiste à la Chase National Bank de New York, déclara :

"*En ce moment, en 1934, nous avons 900 millions de dollars d'excédent en réserve. En 1924, avec une augmentation des réserves de 300 millions, on avait très rapidement trois à quatre milliards d'expansion du crédit bancaire*[7]*. En 1924, cet argent supplémentaire fut diffusé par les banques de la Réserve Fédérale, au moyen de l'achat de bons du Trésor, et fut la cause de l'expansion rapide du crédit bancaire. Les banques continuèrent d'avoir des réserves excédentaires parce que l'or continuait d'affluer et parce qu'à chaque fois qu'il y avait un ralentissement [économique], les gens de la Réserve Fédérale en diffusaient un peu plus. Ils ont un peu freiné en 1926*.

"*Cette année-là, les choses se sont légèrement raffermies. Ensuite, en 1927, ils ont diffusé un peu moins de 300 millions, prélevés sur les réserves additionnelles, et ils ont mis en marche la turbulence de la bourse, et cela nous a conduit tout droit dans le mur en 1929*."

Le Dr Anderson déclara également :

"*L'argent des banques de la Réserve Fédérale est de l'argent qu'elles ont créé. Lorsqu'elles achètent des titres d'État, elles créent des réserves. Elles payent les titres d'État en se faisant des chèques à elles-mêmes et ces chèques arrivent dans les banques commerciales, que ces dernières déposent dans les banques de la Réserve Fédérale et, ensuite, l'ar- gent qui*

n'existait pas auparavant existe."

SÉNATEUR BULKLEY : "*Cela n'accroît-il pas l'argent en circulation ?*" ANDERSON : "*Non*."

Voici une explication sur la manière dont les banques de la Réserve Fédérale ont accru leurs actifs, les faisant passer de 143 millions à 45 milliards de dollars en trente-cinq ans. Elles n'ont rien produit-elles étaient des entreprises non- productives - et elles ont pourtant réalisé cet énorme profit, simplement par la création monétaire, dont 95 % sous forme de crédit, qui n'a rien ajouté à l'argent en circulation. Cet argent n'a pas été distribué aux gens sous forme de salaire et il n'a pas non plus accru le pouvoir d'achat des fermiers et des travailleurs. C'était de l'argent scriptural créé par les banquiers pour l'usage et le profit des banquiers, qui ont accru leur richesse de plus de quarante milliards de dollars en quelques années parce qu'ils avaient obtenu le contrôle du crédit de l'État en 1913, en faisant voter le Federal Reserve Act.

Marriner Eccles avait lui aussi beaucoup à dire sur la création monétaire. Il se considérait lui-même comme un économiste et il avait été introduit dans les services gouvernementaux par Stuart Chase et Rexford Guy Tugwell, deux des conseillers « spéciaux » de Roosevelt de la première heure. Eccles fut le seul de la bande de Roosevelt à être demeuré en place pendant toute la durée de son administration[8].

Devant la Commission Bancaire et Monétaire de la Chambre, le gouverneur Eccles déclara : "*La monnaie est créée à partir du droit d'émettre de l'argent scriptural*."

En remettant le crédit de l'État, en 1913, à des banquiers privés, ceux-ci avaient reçu des possibilités illimitées de créer de la monnaie. Le Système de la Réserve Fédérale pouvait aussi détruire la monnaie en grandes quantités par l'intermédiaire des opérations sur le marché ouvert. Voici ce qu'Eccles avait déclaré, lors des Auditions sur l'Argent (Silver Hearings) de 1939 : "*Lorsque l'on vend des obligations sur le marché ouvert, on efface des réserves*."

Effacer des réserves signifie annuler une base pour l'émission monétaire et l'émission de crédit ou resserrer la

monnaie et le crédit, une condition souvent même plus favorable pour les banquiers que la création monétaire. Retirer de l'argent de la circulation ou le détruire donne au banquier un contrôle immédiat et illimité sur la situation financière, puisqu'il est le seul à avoir de l'argent et le seul à avoir le pouvoir d'en créer en période de pénurie monétaire. Les paniques monétaires de 1873, de 1893, de 1920-1921 et de 1929-1931 avaient été caractérisées par un retrait de l'argent fiduciaire (le papier monnaie, les billets de banque). En termes économiques, cela ne semble pas être une chose si terrible, mais lorsque cela signifie qu'un employeur doit dégraisser les trois-quarts de son personnel parce qu'il ne peut emprunter l'argent pour les payer, la culpabilité énorme qui pèse sur les banquiers, et le lourd passé de souffrance et de misère dont ils sont responsables, suggéreraient qu'aucune sentence ne puisse être trop sévère pour condamner les crimes qu'ils ont commis contre leurs semblables.

Le 30 septembre 1940, le gouverneur Eccles déclara : "S'il n'y avait pas de dettes dans notre système monétaire, il n'y aurait pas d'argent."

C'est une déclaration correcte sur notre système monétaire. Au lieu que l'argent soit créé par la production du peuple - la croissance annuelle des biens et des services - il est créé par les banquiers à partir des dettes des gens. Parce que ce système monétaire est inapproprié, il est sujet à de grandes fluctuations et il est donc fondamentalement instable. Ces fluctuations sont également la source d'un énorme profit. C'est pour cette raison que le Board de la Réserve Fédérale s'est constamment opposé à toute législation qui tenterait de stabiliser le système monétaire. Sa position a été exposée de manière définitive dans la lettre du Président Eccles au Sénateur Wagner, le 9 mars 1939, et dans le mémorandum émis le 13 mars 1939 par le Board.

Voici ce que le Président Eccles avait écrit : "...nous vous avisons que le Conseil des Gouverneurs du Système de la Réserve Fédérale n'est pas favorable au vote du projet de loi n°31 du Sénat, projet de loi destiné à amender la Loi de

Réserve Fédérale, ou à tout autre législation ayant cette caractéristique générale."

Le mémo du Board déclarait, dans son «*Mémorandum sur les propositions pour maintenir la stabilité des prix*» :

"*Le Board des Gouverneurs s'oppose à tout projet de loi proposant la stabilité des prix, en se basant sur le fait que les prix ne dépendent pas, pour l'essentiel, du loyer ou du coût de l'argent, que le contrôle monétaire exercé par le Board ne saurait être parfait et que des prix moyens stables, même s'ils étaient obtenus au moyen d'une action officielle, ne garantiraient pas une prospérité durable*."

Pourtant, William McChesney Martin, le président du Conseil des Gouverneurs de la FED d'alors avait déclaré, le 10 mars 1952, devant la Sous-commission au Contrôle de la Dette - la Commission Patman -, que "*L'un des buts fondamentaux de la Loi de Réserve Fédérale est de protéger la valeur du dollar*."

Le Sénateur Flanders l'interrogea : "*Cela est-il spécifiquement exposé dans la législation originale établissant le Système de la Réserve Fédérale ?*"

"*Non*," répondit M. Martin, "*mais c'est inhérent à toute l'histoire législative et aux circonstances environnantes*."

Le Sénateur Robert L. Owe nous a dit comment cela fut retiré de la législation originale contre sa volonté et que le conseil des Gouverneurs s'était opposé à une telle législation. Apparemment, M. Martin ne le savait pas.

En effet, il est impossible d'avoir des prix moyens stables tant qu'il y a à la bourse des spéculateurs qui font artificiellement fluctuer les cours en vue de récolter des bénéfices. Malgré l'insistance du Gouverneur Eccles, selon laquelle des prix moyens stables ne garantiraient pas une prospérité durable, ceux-ci pourraient faire beaucoup pour parvenir à cette condition. Une personne qui perçoit un salaire annuel de 2.500 dollars n'est pas plus prospère si le prix du pain augmente de cinq cents durant l'année.

En 1935, Eccles déclarait devant la Commission Bancaire et Monétaire de la Chambre :

"*Le gouvernement contrôle les réserves d'or, c'est-à-dire le*

pouvoir de battre monnaie et de créer le crédit, régulant ainsi largement la structure des prix."

C'est pratiquement une contradiction directe avec la déclaration qu'Eccles fera en 1939, selon laquelle les prix ne dépendent pas, pour l'essentiel, du coût ou du loyer de l'argent.

En 1935, M. Eccles déclara devant la Commission Parlementaire :

"*Le Board de la Réserve Fédérale exerce le pouvoir sur les opérations du marché ouvert. Les opérations sur ce mar- ché représentent l'instrument unique le plus important de contrôle du volume et du coût du crédit dans ce pays. À ce sujet, lorsque je dis « crédit », je veux dire l'argent, parce que la plus grosse partie de l'argent utilisé par les gens dans ce pays est de loin sous la forme de crédits bancaires ou de dépôts bancaires. Lorsque les banques de la Réserve Fédérale achètent des lettres de change ou des titres sur le marché ouvert, elles accroissent la masse monétaire et réduisent le coût de l'argent ; et, lorsqu'elles les vendent sur le marché ouvert, elles réduisent la masse monétaire et accroissent le coût de l'argent. L'autorité qui chapeaute ces opérations qui affectent le bien-être de l'ensemble du peuple doit être placée dans un corps représentant l'intérêt national*."

Le témoignage du Gouverneur Eccles expose le cœur de la machine monétaire que Paul Warburg avait révélée à ses collègues banquiers incrédules, en 1910, à Jekyll Island. Pour tout commentaire, la plupart des Américains disent qu'ils sont incapables de comprendre comment opère le Système de la Réserve Fédérale. C'est au-delà de leur compréhension, non pas parce que c'est trop complexe, mais parce que c'est si simple. Si un escroc vient vers vous et vous propose de vous faire une démonstration de sa machine merveilleuse à fabriquer l'argent, vous l'observez tandis qu'il place un morceau de papier blanc et produit un billet de 100 dollars. C'est le Système de la Réserve Fédérale. Ensuite, vous proposez d'acheter cette machine merveilleuse à fabriquer l'argent, mais vous ne pouvez pas. Elle appartient aux actionnaires privés des banques de la Réserve Fédérale, dont

les identités peuvent être rattachées partiellement, mais pas complètement, à la «London Connection».

Le 6 juin 1960, lors des auditions de la Commission Bancaire et Monétaire, le député Wright Patnam, son président, interrogea Cari E. Allen, le président de la Banque de Réserve Fédérale de Chicago, (p. 4).

PATMAN : "*Alors, M. Allen ! Lorsque la Commission sur le Marché Ouvert de la Réserve Fédérale achète pour un mil- lion de dollars d'obligations vous créez de l'argent sur le crédit de la nation pour pouvoir payer cette obligation, n'est-ce pas ?*"

ALLEN : "*C'est exact*."

PATMAN : "*Et, dans ce cas, le crédit de la nation est représenté par les billets de banques de la Réserve Fédérale, n'est-ce pas ? Si les banques veulent de l'argent réel, vous donnez des billets de banque de la Réserve Fédéral en paiement, non ?*"

ALLEN : "*Cela pourrait se faire, mais personne ne veut des billets de banques de la Réserve Fédérale*."

PATMAN : "*Personne n'en veut, car les banques préféreraient avoir le crédit dans leur réserve*."

C'est la partie la plus incroyable de l'opération de la Réserve Fédérale et la plus difficile à comprendre. Comment une personne ordinaire peut-elle saisir le concept, selon lequel il y a des gens dans son pays qui ont le pouvoir d'entrer une écriture dans un registre stipulant que leur gouvernement leur doit désormais, par exemple, un milliard de dollars, et celui de collecter le principal et les intérêts de ce «prêt» ?

Le député Wright Patman raconte une histoire dans " The Primer of Money" [L'abécédaire de l'argent], p. 38. "*C'est quelqu'un qui entre dans une banque de la Réserve Fédérale et demande à voir leurs obligations sur lesquelles le peuple américain paye des intérêts. Après lui avoir montré les obligations, il demande à voir leurs liquidités, mais ils n'ont que des registres et des chèques en blanc*." Patman a déclaré : "*En vérité, les espèces n'existent pas et n'ont jamais existé. Ce que nous appelons des «réserves de liquidités» sont simplement des crédits comptables sur les registres des banques de la*

Réserve Fédérale. Ces crédits sont créés par les banques de la Réserve Fédérale et passent ensuite dans le système bancaire."

Peter L. Bernstein, dans "Un abécédaire de l'argent, les Affaires Bancaires et l'Or" déclare :

"*L'astuce, avec les billets de banque de la Réserve Fédérale, est que les banques de la Réserve Fédérale ne perdent pas de liquidités lorsqu'elles remettent cette devise aux banques membres. Les billets de banque de la Réserve Fédérale ne sont convertibles en rien, à part ce que l'État appelle la «monnaie légale» - c'est-à-dire, l'argent qu'un créditeur est obligé d'accepter de la part d'un débiteur en paiement des sommes que celui-ci lui doit. Mais comme tous les billets de banques de la Réserve Fédérale sont eux-mêmes déclarés par la loi «argent légal*», ils ne sont vraiment convertibles qu'en eux-mêmes... ils sont des obligations non remboursables émises par les banques de la réserve fédérale"[9].

Ainsi que le député Patman le formule : "*Un dollar représente une dette d'un dollar due au Système de la Réserve Fédérale. Les banques de la réserve fédérale créent de la monnaie à partir du vent pour acheter au gouvernement des États-Unis des bons du Trésor, prêtant avec intérêt l'argent en circulation, en entrant dans les registres de la comptabilité nationale une ligne de crédit sur le compte du Trésor des États-Unis. Celui-ci rédige une obligation portant intérêt pour un milliard de dollars. La Réserve Fédérale lui accorde alors un crédit d'un milliard de dollars en échange de cette obligation et crée à partir de rien une dette d'un milliard de dollars que le peuple américain est obligé de payer avec les intérêts."* (Money Facts, Commission Bancaire et Monétaire de la Chambre, 1964, p. 9)

Patman poursuit : "*D'où le Système de la Réserve Fédérale sort-il l'argent avec lequel il crée les réserves bancaires ?*

Réponse : "*Il n'obtient pas cet argent, il le crée. Lorsque la Réserve Fédérale rédige un chèque, elle crée de l'argent. La Réserve Fédérale est entièrement une machine à fabriquer de l'argent. Elle peut battre monnaie ou émettre des chèques*."

En 1951, la Banque de Réserve Fédérale de New York

publia une brochure, "A Day's Work at the Federal Reserve Bank of New York." [Une journée de travail à la Banque de Réserve Fédérale de New York]. Page 22, on trouve :

"*Il y a encore un autre élément d'intérêt public dans l'activité des banques, plus important que celui de garder l'argent en sécurité : les banques peuvent « créer » de l'argent. L'un des facteurs le plus important dont il faut se souvenir à ce sujet est que la masse monétaire affecte le niveau général des prix - le coût de la vie. L'Indice du coût de la vie et la masse monétaire sont parallèles*."

Les décisions du Board de la Réserve Fédérale - ou plutôt, les décisions que des « groupes inconnus » leur disent de prendre - affectent la vie quotidienne de tous les Américains par la conséquence de ces décisions sur les prix. Augmenter les taux d'intérêt ou faire en sorte que l'argent soit « plus cher » a pour effet de limiter la quantité d'argent disponible sur le marché, comme le fait l'augmentation des réserves obligatoires fixées par la FED. Vendre des obligations par l'intermédiaire de l'Open Market Commission efface également de l'argent et réduit la masse monétaire. Acheter des titres d'État sur le marché ouvert «crée» plus d'argent, comme le fait la réduction des taux d'intérêt qui rend l'argent «meilleur marché». Il est évident que l'augmentation de la masse monétaire apporte la prospérité et que la réduction de la masse monétaire amène la dépression. Les augmentations spectaculaires de la masse monétaire qui excèdent l'offre de biens et de services apportent l'inflation, « trop d'argent pour courir après trop peu de marchandises ». Un aspect plus obscur du système monétaire est la « vitesse de la circulation », qui semble être beaucoup plus technique qu'elle ne l'est en réalité. C'est la vitesse à laquelle l'argent change de mains ; si c'est de l'or caché dans le bas de laine d'un paysan, la vitesse de circulation est lente. Elle est provoquée par un manque de confiance dans l'économie ou dans la nation. Une vitesse de circulation très rapide, comme ce fut le cas avec le boom boursier de la fin des années vingt, signifie une rotation rapide de l'argent pour les dépenses et les investissements, et trouve son origine dans la confiance ou

une trop grande confiance dans l'économie. Avec une vitesse de circulation élevée, une plus petite masse monétaire circule entre autant de personnes, de biens et services qu'une masse monétaire importante circulant à une vitesse plus lente. Nous mention- nons cela parce que la vitesse de circulation -ou confiance dans l'économie - est aussi largement affectée par les actions de la Réserve Fédérale. Le 2 mai 1983, Milton Friedman faisait remarquer dans Newsweek : "La fonction principale de la Réserve Fédérale est de déterminer la masse monétaire. Elle a le pouvoir d'augmenter ou de réduire la masse monétaire au taux qu'elle décide."

C'est un pouvoir immense, car en augmentant la masse monétaire, il est possible de provoquer la réélection d'une administration, alors qu'en la réduisant, il est possible de faire battre une administration. Friedman poursuit sa critique de la FED : "*Comment se fait-il qu'une institution dont le passé en matière de performances est aussi pauvre, jouisse néanmoins d'une réputation publique aussi élevée et inspire même une confiance considérable pour la pertinence de ses prévisions ?*"

Toutes les transactions sur le marché ouvert qui affectent la masse monétaire, sont menées pour le seul compte du Système qu'effectue la Banque de Réserve Fédérale de New York au nom de toutes les banques de la FED, et elles sont supervisées par un responsable de la Banque de Réserve Fédérale de New York. Les conférences, durant lesquelles l'Open Market Commission décide de vendre ou d'acheter des titres, sont fermées au public et leurs délibérations restent également secrètes. Le 8 mai 1928, le New York Times rapportait qu'Adolph C. Miller, gouverneur au Board de la Réserve Fédérale avait déclaré, lors de son audition devant la Commission Bancaire et Monétaire de la Chambre, que les achats sur le marché ouvert et les taux de réescompte étaient établis lors de «conversations». A cette époque, les achats sur le marché ouvert s'élevaient à soixante-dix ou quatre-vingts millions de dollars par jour et seraient dix fois supérieurs aujourd'hui. Ce sont des sommes considérables d'argent pour être manipulées sur la base de simples «conversations», mais

c'est toute l'information que nous pouvons obtenir.

À cause de ces transactions mystérieuses qui affectent la vie, la liberté et le bonheur de tous les citoyens américains, de nombreuses propositions ont été émises, telles que le Document sénatorial n°23, présenté par M. Logan le 24 janvier 1939, selon lequel "Le gouvernement devrait créer et mettre en circulation toute la monnaie et le crédit nécessaires à la satisfaction des besoins de dépense du gouvernement et du pouvoir d'achat des consommateurs. Le privilège de battre monnaie et de la diffuser est non seulement une prérogative suprême du gouvernement, mais c'est de loin la possibilité la plus créative du gouvernement. "

Le 21 mars 1960, le député Wright Patman utilisa une simple illustration dans les archives parlementaires pour montrer comment les banques «créent l'argent» :

"Si je dépose 100 dollars auprès de ma banque et que le coefficient de réserve obligatoire fixé par la FED est de 20%, alors la banque peut prêter jusqu'à 80 dollars à M. Dupont. D'où viennent ces 80 dollars ? Ils ne proviennent pas de mon dépôt de 100 dollars ; au contraire, la banque crédite simplement le compte de M. Dupont de 80 dollars. La banque peut acquérir des bons d'État par la même procédure, en créant simplement des dépôts au crédit du gouvernement. La créa- tion de monnaie est un pouvoir des banques commerciales [...] Depuis 1914, la Réserve Fédérale a fait cadeau de quarante-six milliards de dollars de réserves aux banques privées."

La façon dont cela est fait est mieux révélée par la déclaration du Gouverneur Eccles lors des auditions de la Commission Bancaire et Monétaire de la Chambre, le 24 juin 1941 :

ECCLES : "*Le système bancaire, en tant qu'ensemble, crée et éteint les dépôts au fur et à mesure qu'il octroie des prêts ou qu'il fait des investissements, soit en achetant des bons d'États ou des obligations, soit en octroyant un prêt à l'agriculteur*."

M. PATMAN : "*Je suis tout à fait d'accord avec ce que vous*

dîtes, Gouverneur, mais le fait est que les banques créent la monnaie, n'est-ce pas ?"

ECCLES : "*Eh bien ! Les banques créent de la monnaie lorsqu'elles prêtent et qu'elles investissent*."

Le 30 septembre 1941, devant cette même Commission, le Gouverneur Eccles était interrogé par le Député Patman : "*Comment avez-vous obtenu l'argent pour acheter, en 1933, des titres d'État, d'un montant de deux milliards de dollars ?*"

ECCLES : "*Nous l'avons créé*."

M. PATMAN : "*A partir de quoi ?*"

ECCLES : "*A partir du droit de créer de la monnaie scripturale*."

M. PATMAN : "*Et il n'y a rien derrière cela, n'est-ce pas, rien d'autre que le crédit de notre gouvernement ?*"

ECCLES : "*C'est ce qu'est notre système monétaire. S'il n'y avait pas de dettes dans notre système monétaire, il n'y aurait pas de monnaie*."

Le 17 juin 1942, le Gouverneur Eccles fut interrogé par M. Dewey.

ECCLES : "*Je veux dire que la Réserve Fédérale, lorsqu'elle entreprend une opération sur le marché ouvert, c'est-à-dire si elle achète des titres d'État sur le marché ouvert, elle met de l'argent frais dans les mains des banques, ce qui crée des dépôts dormants."*

DEWEY : "*Il n'y a pas de réserves en excédent pour servir cet objectif ?*"

ECCLES : "*À chaque fois que le Système de la Réserve Fédérale achète des titres d'État sur le marché ouvert ou les achète directement au Trésor, donc à l'un ou à l'autre, c'est ce qu'il fait*."

DEWEY : "*Qu'allez vous utiliser pour les payer ? Vous allez créer un crédit ?*"

ECCLES : "*C'est ce que nous avons toujours fait. C'est la manière dont le Système de la Réserve Fédérale opère. Le Système de la Réserve Fédérale crée la monnaie. C'est une banque d'émission*."

Lors des Auditions Parlementaires de 1947, M. Kolborn demanda à M. Eccles : "*Qu'entendez-vous par monétarisation de la dette publique ?*"

ECCLES : "*J'entends par-là que la banque crée de la monnaie en achetant des bons du Trésor. Tout est créé par la dette - qu'elle soit privée ou publique*."

FLETCHER : "*Président Eccles, quand pensez-vous qu'il y aurait une possibilité de retourner à un marché ouvert et libre, au lieu de ce marché financier, indexé et contrôlé artificiellement, que nous avons maintenant ?*"

ECCLES : "*Jamais. Pas au cours de votre vie, ni de la mienne*."

U.S. News du 31 août 1959, cite le parlementaire Jerry Voorhis interrogeant le Secrétaire au Trésor Anderson : "*Voulez-vous dire que les banques, en achetant des bons du Trésor, ne prêtent pas à partir des dépôts de leurs clients ? Qu'elles créent la monnaie dont elles se servent pour acheter ces titres ?* ANDERSON : *C'est exact. Les banques sont différentes des autres institutions de crédit. Lorsqu'une société de crédit immobilier, une compagnie d'assurance ou une association coopérative d'épargne et de crédit octroie un prêt, elle prête les dollars que ses clients ont versés auparavant. Mais lorsqu'une banque octroie un prêt, elle ajoute simplement une ligne sur le compte courant de l'emprunteur correspondant à la somme empruntée. L'argent n'est pris à personne. C'est de l'argent frais, recréé par la banque, pour les be- soins de l'emprunteur*."

Assez étrangement, il n'y a jamais eu de procès en justice sur la légalité ou la constitutionnalité de la Loi de Réserve Fédérale. Bien que cette loi soit établie sur des bases aussi peu solides que celles de la Loi de Redressement National (NRA : National Recovery Act), qui a été contestée dans l'affaire Shelter Poultry c/Les États-Unis d'Amérique, 29 U.S. 495, 55 US 837.842 (1935), la NRA fut déclarée inconstitutionnelle par la Cour Suprême sur la base que "Le Congrès ne peut pas abdiquer ou transférer à des tiers ses fonctions régaliennes. Le Congrès ne peut pas, constitutionnellement, déléguer son autorité législative à des

sociétés commerciales ou industrielles ou à des groupes, afin de leur céder le pouvoir de faire des lois."

L'Article 1, Sec. 8, de la Constitution des États-Unis stipule que "Le Congrès aura le pouvoir : [...] De faire des emprunts sur le crédit des États-Unis ; [...] De battre monnaie, d'en déterminer la valeur et celle de la monnaie étrangère, et de fixer l'étalon des poids et mesures ; [...]." D'après la décision prise vis-à-vis de la NRA, le Congrès ne peut pas déléguer son pouvoir au Système de la Réserve Fédérale en vue de permettre à ce Système de fixer le taux des réserves obligatoires des banques, le taux de réescompte ou la masse monétaire. Or, toutes ces prérogatives sont assumées par le Board de la Réserve Fédérale lorsqu'il se réunit en sessions législatives au cours desquelles il légifère sur ces questions et décide des règles et des conditions d'application de ses décisions.

La Deuxième Guerre Mondiale a donné aux gros banquiers qui possèdent le Système de la Réserve Fédérale une occasion de déverser sur le pays les milliards de dollars imprimés au début des années 30, dans la plus grande opération de contrefaçon de l'histoire, tous légalisés par le gouvernement de Roosevelt, évidemment ! Henry Hazlitt a écrit dans le numéro du 4 janvier 1943 de Newsweek Magazine :

"L'argent qui a commencé à être mis en circulation, il y a une semaine, le 21 décembre 1942, était vraiment au sens propre de l'argent typographique, c'est-à-dire de l'argent ne portant aucune garantie. Voici la déclaration de la Réserve Fédérale, selon laquelle 'le Board des Gouverneurs, après consultation avec le Département du Trésor, a autorisé les banques de la Réserve Fédérale à utiliser, en ce moment précis, les stocks existant de devises imprimées au début des années trente, connues sous le nom de 'billets de banque de la réserve fédérale'. Nous le répétons, ces billets de banque ne portent absolument aucune garantie."

Lors des auditions sénatoriales sur le Bureau de l'Administration des Prix (Office of Price Administration), en 1944, le Gouverneur Eccles apporta également son

témoignage sur d'autres sujets intéressants se rapportant à la FED et au financement de la guerre :

"La monnaie en circulation a été augmentée et est passée de 7 à 21,5 milliards de dollars en quatre ans. Nous perdons des quantités considérables d'or en cette période de guerre. Alors que nos exportations ont été éliminées, largement sur la base du prêt-bail[10], nous avons fait des importations pour lesquelles nous avons donné des soldes créditeurs en dollars. A présent, ces pays se font verser ces soldes créditeurs sous forme d'or."

M. SMITH : "*Gouverneur Eccles, quel est l'objectif poursuivi par ces gouvernements étrangers dans le programme qui est prévu, selon lequel nous verserions de l'or à un fonds international ?*"

GOUVERNEUR ECCLES : "*Je voudrais parler de l'OPA {Office of Price Administration) et laisser le fonds de stabilisation pour le moment où je serai prêt à l'aborder*."

M. SMITH : "*Attendez une minute ! J'ai le sentiment que ce fonds est très pertinent par rapport à ce dont nous parlons aujourd'hui*."

M. FORD : "*Je pense que le fonds de stabilisation est complètement en dehors de l'OPA et que nous devrions, par conséquent, coller à l'ordre du jour*."

Les parlementaires n'eurent jamais l'occasion de discuter du Fonds de Stabilisation, une autre combine par laquelle les États-Unis allaient rendre aux pays appauvris d'Europe l'or qui y avait été envoyé. En 1945, Henry Hazlitt, dans un commentaire publié le 22 janvier dans Newsweek sur le message budgétaire annuel de Roosevelt au Congrès, citait Roosevelt : "*Je recommanderai plus tard une loi réduisant la réserve d'or obligatoire des banques de la Réserve Fédérale, qui est actuellement élevée*."

Hazlitt indiqua que la réserve d'or obligatoire n'était pas élevée ; elle était exactement ce qu'elle avait été pendant les trente années précédentes. L'objectif de Roosevelt était de libérer plus d'or du Système de la Réserve Fédérale et de le rendre disponible pour le Fonds de Stabilisation, appelé plus

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

tard le Fonds Monétaire International [F.M.I.], une partie de la Banque Mondiale pour la Reconstruction et le Développement, équivalent à la Commission des Finances de la SDN, qui aurait avalé la souveraineté des États-Unis si le Sénat avait laissé les États-Unis la rejoindre.

CHAPITRE XIV : EXPOSÉ PARLEMENTAIRE

«La politique de M. Volcker est en quelque sorte une énigme».
- The New York Times

Depuis 1933, après la démission d'Eugène Meyer du Conseil des Gouverneurs de la FED, aucun membre des familles bancaires internationales n'a plus servi directement au Conseil des Gouverneurs de la Réserve Fédérale. Ces familles ont choisi de travailler en coulisse par l'intermédiaire des présidents et d'autres employés soigneusement sélectionnés de la Banque de Réserve Fédérale de New York.

Le président actuel[1] du Conseil des Gouverneurs de la Réserve Fédérale est Paul Volcker[2]. Sa nomination fut saluée par un célèbre économiste avec la prédiction suivante : "*La sélection de Volcker a été de loin la plus mauvaise. Carter a placé Dracula à la tête de la banque du sang. Pour nous, cela signifie qu'un krach et une dépression dans les années 80 sont plus que jamais certains*."

Le rapport de recherche du Colonel E.C. Harwood[3], publié le 6 août 1979, offrait à peu près le même point de vue.

"Paul Volcker vient du même moule que les financiers douteux qui ont géré les actions monétaires de cette nation au cours des cinq dernières décennies et de manière malavisée. Les conséquences [de sa nomination] seront probablement désastreuses pour le dollar et l'économie des États-Unis."

Malgré ces points de vue pessimistes, le New York Times offrit un reportage particulièrement enthousiaste sur la sélection de Volcker. Le 26 juillet 1979, le quotidien new-yorkais observait que Volcker avait appris «le business» auprès de Robert Roosa, à présent associé dans Brown Brothers Harriman, et que Volcker avait fait partie du Comité d'Experts de Roosa à la Banque de Réserve Fédérale de New York et ensuite au Trésor dans l'administration Kennedy. "David Rockefeller, le président de la Chase, et M. Roosa ont fortement influencé la décision de M. Carter de nommer M. Volcker à la présidence du Conseil des Gouverneurs de la

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

FED." Le New York Times n'indiquait pas que David Rockefeller et Robert Roosa avaient auparavant choisi M. Carter, un membre de la Commission Trilatérale, pour représenter le Parti Démocrate aux élections présidentielles de 1978 ou que M. Carter aurait difficilement pu refuser la nomination de Paul Volcker comme nouveau président du Board de la Réserve Fédérale. Le quotidien ne soulignait par non plus le point essentiel, et qui doit être rappelé, que cette manière de sélectionner le président du Conseil des Gouverneurs de la Réserve Fédérale est non seulement conforme aux prérogatives régaliennes mais remonte à l'accord initial passé entre George Peabody et N.M. Rothschild, à la réunion de Jekyll Island, ainsi qu'à la promulgation du Federal Reserve Act.

Le New York Times faisait remarquer que "la désignation de Volcker a été approuvée par les banques européennes, à Bonn, Francfort et Zurich." William Simon[4], l'ancien Secrétaire au Trésor, aurait dit à cette occasion que c'est « un choix merveilleux ». Le New York Times a rapporté également que la bourse de New York avait monté à l'annonce de la nomination de Volcker, enregistrant ces meilleurs gains en trois semaines - 9,73 % - et que le dollar avait fortement progressé sur les marchés des changes, aux États-Unis et sur les autres places mondiales.

Qui était donc Volcker pour que sa nomination ait un tel effet sur la bourse et le dollar ? Il représentait la maison la plus puissante de la « London Connection », Brown Brothers Harriman, et les maisons bancaires londoniennes qui dirigeaient l'empire Rockefeller. Le New York Times disait de Volcker (le 29 juillet 1979) : "New Man Will Chart His Own Course" [Un homme nouveau qui tracera sa propre route].

Le parcours de Volcker démontre que cette déclaration était un tissu de balivernes. Sa route avait toujours été tracée pour lui par ses maîtres à Londres. Il a suivi les cours de Princetown, obtenu sa maîtrise à Harvard, puis il a suivi les programmes de la London School of Economies - l'école de formation des banquiers - (1951-1952). Sa «formation» terminée, il est

d'abord entré comme économiste à la Banque de Réserve Fédérale de New York (1952-1957), puis il a rempli les mêmes fonctions à la Chase Manhattan Bank (1957-1961). Ensuite, il est entré au Département du Trésor (1961-1965), au poste de sous-secrétaire d'État aux affaires monétaires de 1963 à 1965, et de nouveau au Trésor comme sous-secrétaire d'État aux affaires monétaires internationales (1969-1974). En 1975, il fut nommé à la présidence de la Banque de Réserve Fédérale de New York, fonction qu'il exercera jusqu'en 1979, lorsque Carter, à la demande de Robert Roosa et de David Rockefeller, le nommera président du Conseil des Gouverneurs de la Réserve Fédérale.

C'est Anthony Salomon qui lui a succédé à la présidence de la Banque de Réserve Fédérale de New York. Après avoir obtenu son doctorat à Harvard, Salomon avait fait partie de l'O.P.A. en 1941-1942, puis il avait travaillé sur la mission financière du gouvernement étasunien en Iran entre 1942 et 1946. Ensuite, il a dirigé une société de conserverie au Mexique de 1951 à 1961 et, enfin, il fut président d'International Investment Corp. pour la Yougoslavie (un pays communiste), entre 1969 et 1972, avant de rejoindre le Trésor des États-Unis au poste de sous-secrétaire d'État aux affaires monétaires (1977-1980). Bref, le parcours de Salomon avait été à peu près le même que celui de Volcker.

Le 2 décembre 1981, le New York Times écrivait : "Pendant des années, la Réserve Fédérale a été la deuxième ou la troisième institution la plus secrète en ville. La Loi sur la Transparence (Sunshine Act) de 1976 a légèrement levé le voile. Désormais, le Board tient une réunion publique une fois par semaine, le mercredi à 10 heures, mais pas pour discuter de politique monétaire, sujet toujours considéré comme ultra secret et ne devant pas être discuté en public." Le New York Times mentionnait que, lors des réunions de la Commission du Marché Ouvert, Salomon et Volcker s'asseyaient côte à côte en tête de table et relayaient les instructions qu'ils avaient reçues de l'étranger.

Derrière Volcker et Salomon, debout, Robert Roosa, le

Secrétaire au Trésor du cabinet fantôme de Carter, représentait Brown Brothers Harriman, la Commission Trilatérale, le Council on Foreign Relations, les Bilderbergers et le Royal Economie Institute. Roosa était administrateur de la Fondation Rockefeller264 et directeur dans les sociétés Texaco et American Express. Le Dr Martin Larson[5] fit observer que "le consortium international de financiers, connu sous le nom des Bilderbergers, qui se rencontrent chaque année dans un secret absolu pour déterminer la destinée du monde occidental, est une créature de l'alliance Rockefeller-Rothschild et il a tenu sa troisième conférence sur l'Ile de St-Simons, à une encablure de Jekyll Island." Larson a également exposé que "les représentants des intérêts de Rockefeller travaillent en relations étroites avec ceux des Rothschild ainsi que des autres banques centrales" (Voir Tableau I, page 122).

Le 18 juin 1983, le Président Ronald Reagan mettait fin à des mois de spéculations, en annonçant qu'il renouvelait Paul Volcker dans ses fonctions à la présidence du Conseil des Gouverneurs de la Réserve Fédérale, pour un nouveau mandat de quatre ans. Pourtant, le mandat de Volcker ne se terminait pas avant le 6 août 1983. Quelques observateurs politiques d'alors furent déconcertés par le fait que Reagan renouvelait dans ses fonctions un candidat choisi initialement par Carter, mais Reagan avait apparemment succombé à une pression considérable. C'est ce que l'on peut lire en filigrane dans un éditorial paru à la une du Washington Post le 10 juin 1983 : "Personne n'égale M. Volcker, tant au niveau de sa réputation politique que dans sa maîtrise des réseaux complexes qui constituent le système financier mondial." L'auteur anonyme de cet éditorial ne fournissait aucune documentation pour étayer son élévation de Volcker à la réputation de plus grand financier du monde. Quant à sa réputation politique, le New York Times observait le 19 juin 1983 : "La politique de M. Vocker est en quelque sorte une énigme." Son positionnement «non-politique» est conforme à la tradition à Washington «d'indépendance politique de la FED», tradition maintenue pendant de nombreuses années. Cependant, le problème de sa

dépendance à la «London Connection» n'a jamais été discuté à Washington.

En réalité, Volcker est plus un politicien qu'un économiste. Après avoir suivi les cours de la London School of Economies et découvert qui donne les ordres à la communauté financière internationale, Volcker, depuis ce moment-là, a toujours joué le jeu. Il n'a pas failli une seule fois aux ordres de la «London Connection».

La «London Connection» existe-t-elle vraiment ? Et des hommes comme Volcker et Salomon recevaient-ils leurs instructions, de quelque manière détournée ou indirecte, de banquiers étrangers ? Pour nous en assurer, examinons les preuves circonstanciées de cette hypothèse, des preuves du niveau de celles qui ont souvent envoyé des hommes en prison ou à la chaise électrique. En 1911, John Moody faisait remarquer que sept hommes de l'alliance entre le groupe Morgan et le groupe Standard Oil - Kuhn Loeb dirigeaient les États-Unis. Dans le paysage financier actuel, où ces groupes se positionnent-ils ?

Le 11 avril 1983, U.S. News publiait une liste des plus grosses sociétés de holding bancaires aux États-Unis, classées selon leurs actifs au 31 décembre 1982. En n°l se trouvait Citicorp (New York), avec 130 milliards de dollars d'actifs[6], issue de la fusion en 1955 entre la First National City Bank de New York, appartenant à Baker et à Morgan, et de la Natio- nal City Bank, deux des plus grosses détentrices d'actions la Banque de Réserve Fédérale de New York en 1914. En n°3 arrivait la Chase Manhattan Bank (New York), avec 80,9 milliards de dollars d'actifs[7], issue de la fusion entre Chase et Bank of Manhattan, le groupe Rockefeller et Kuhn Loeb, également acheteurs d'actions de la Banque de Réserve Fédérale de New York en 1914. En n°4, Manufacturers Hanover (New York), avec 64 milliards de dollars d'actifs[8], qui avait acheté également des actions de la Banque de Réserve Fédérale de New York en 1914.

En n°5, J.P. Morgan & Co. (New York), avec 58,6 milliards

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

de dollars d'actifs et détentrice d'une quantité importante d'actions de la Banque de Réserve Fédérale de New York. En n°6, Chemical Bank of New York, avec 48,3 milliards de dollars d'actifs, qui avait acheté des actions de la Banque de Réserve Fédérale de New York en 1914. Et, en n°ll, First Chicago Corporation[9], la First National Bank de Chicago, qui était la principale banque de correspondance de la banque Morgan-Baker à New York et qui avait fourni les deux premiers présidents au Comité Consultatif Fédéral.

La ligne directe qui conduit les participants à la Conférence de Jekyll Island, en 1910, à nos jours, est illustrée par un passage d' «Un abécédaire de l'argent», Commission Bancaire et Monétaire, Chambre des Représentants des États- Unis, 88è Congrès, 2è Session, 5 août 1964, p. 75 :

"L'effet pratique consistant à exiger que tous les achats soient exécutés par l'intermédiaire de l'Open Market est de prendre l'argent du contribuable et de le donner aux opérateurs. Cela oblige le gouvernement à acquitter un « droit d'accise » pour emprunter de l'argent. Il y a six opérateurs «bancaires» : First National City Bank of New York, Chemical Corp. Exchange Bank, à New York, Morgan Guaranty Trust Co., à New York, Bankers Trust of New York, First National Bank of Chicago et la Continental Illinois Bank de Chicago."

Ces banques perçoivent donc un «droit d'accise» sur tout l'argent emprunté par le gouvernement des États-Unis et elles sont les mêmes banques qui avaient planifié la Loi de Réserve Fédérale de 1913. Une preuve écrasante démontre la prééminence de ces mêmes banques, qui ont organisé le Système de la Réserve Fédérale en 1914. Warren Brookes, par exemple, écrivait en page éditoriale du Washington Post, le 6 juin 1983 :

"Citicorp (issue de la fusion de National City Bank et de First National Bank de New York en 1955) vient juste d'enregistrer un ROE[11] de 18,6%, J.P. Morgan, de 17%, Chemical Bank et Bankers Trust, de près de 16%, un taux de retour [sur fonds propres] exceptionnel."

Ce sont les banques qui ont acheté la première émission d'actions de la Banque de Réserve Fédérale en 1914 et qui possèdent la majorité de contrôle de la Banque de Réserve Fédérale de New York - l'unique opératrice sur l'Open Market qui fixe les taux d'intérêt.

Ces banques ont profité également, et sans interruption, de fluctuations autrement inexplicables de la croissance monétaire et des taux d'intérêt. Brookes poursuit son commentaire sur "les taux monétaires actuels qui firent des allers-retours entre 0 et 17% au cours de périodes successives de six mois, [et notamment] durant les trois années ravagées par la récession. Les deux indicateurs de la croissance monétaire que Milton Friedman admire le plus, les agrégats M2 et M3, ont montré, en fait, peu de changements d'une année sur l'autre dans la période 1972-1982"[12].

Nous avons donc des taux de croissance monétaire qui font la girouette entre 0 et 17%, mais pas de véritables changements d'une année sur l'autre, ce qui soulève la question de savoir s'il est possible d'avoir une stabilité de la croissance monétaire tout au long de l'année. La réponse est que les gros profits se font sur ces mouvements de va-et-vient, et la question suivante est : qui fixe ces mouvements ? La réponse est «la London Connection».

Pour détourner l'attention du contrôle continu des banquiers et de leurs héritiers, qui ont obtenu du gouvernement des États-Unis le monopole de la monnaie et du crédit de la nation américaine en 1913[13], les propagandistes payés par le monopole médiatique, ainsi que l'Académie qui est sous contrôle, débitent de nouvelles théories économiques plus exotiques. Ainsi, James Burnham, l'un des propagandistes de National Review, s'est fait connaître par sa théorie ridicule des «managers». Il a posé comme postulat que les anciens arbitres de la richesse, les J.P. Morgan, Warburg et Rothschild, avaient disparu de la scène dès 1950 et avaient été remplacés par une nouvelle classe de «managers». Cette théorie, qui n'a en réalité aucun fondement, a servi à obscurcir

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

le fait que les mêmes personnes contrôlent toujours le système monétaire mondial. C'est exactement ce qu'étaient les «managers», des directeurs exécutifs, comme Volcker, en fait des hommes de paille, des salariés qui continuent de recevoir leurs chèques à la fin du mois, tant qu'ils exécutent les instructions de leurs employeurs. Burnham, lui, reste un propagandiste bien payé à la National Review, dont un grand nombre de dirigeants de premier plan, y compris le Président Reagan, croyaient qu'il s'agissait d'une publication «conservatrice».

De 1914 à 1982, une période où de nombreuses banques américaines firent faillite, les acheteurs originaux des actions de la Banque de Réserve Fédérale ont non seulement survécu mais ils ont consolidé leur puissance. Alors, qu'en est-il de la «London Connection» ? Existe-t-elle toujours et détermine-t-elle toujours la destinée économique des États- Unis [et du reste du monde] ? Le Washington Post du 19 mai 1983, a publié un article envoyé de Nairobi, au Kenya, à propos de la réunion de la Banque Africaine pour le Développement. "La banque d'affaires britannique, Morgan Grenfell, et un consortium étasunien, constitué de Kuhn Loeb, Lehman Brothers International, des Français Lazard frères et des Warburg de Grande-Bretagne agissent discrètement en tant que conseillers financiers d'environ dix États africains assaillis par les dettes."

Ce sont les mêmes noms que ceux rencontrés en 1914. Ils gèrent toujours les finances mondiales, à leur profit et avec un résultat désastreux pour tous les autres. On peut toujours espérer un soulagement de l'administration en exercice. Malheureusement, avant d'arriver jusqu'au Président, il faut d'abord passer par la gamme complète de ses princi- paux employés, les hommes de J. Henry Schroder, de Brown Brothers Harriman et des autres éléments essentiels de «La London Connection».

Lopez Portillo, le président mexicain, dans un discours au Congrès National du Mexique en septembre 1982, disait que le boom du crédit de la décennie précédente avait été une

peste financière, semblable à la Peste Noire qui a balayé l'Europe au 14ème siècle. "Comme aux temps médiévaux, elle ravage les pays les uns après les autres. Elle est transmise par les rats et produit le chômage et la misère, la banqueroute industrielle et l'enrichissement par la spéculation. Le remède prescrit au patient par les guérisseurs est l'inactivité forcée et la privation de nourriture."

Forbes Magazine exposait le 11 octobre 1982 : "Le monde a un besoin criant de liquidités, non pas parce que la masse monétaire s'est contractée, mais parce qu'une trop grande partie de celle-ci est consacrée au remboursement d'anciennes dettes, plutôt qu'au financement de nouveaux investissements productifs."

La politique de taux d'intérêts élevés et de resserrement monétaire a été désastreuse pour les États-Unis [et le reste du monde]. Au début de 1983, une légère détente monétaire et du crédit a fait espérer quelque soulagement, mais tant que la FED et ses manipulateurs invisibles continuent de contrôler la masse monétaire, nous pouvons nous attendre à d'autres problèmes. The Nation du 11 décembre 1982, commentant les problèmes économiques, déclarait : "La responsabilité de tout ceci se trouve à la porte du Système de la Réserve Fédérale, qui travaille comme d'habitude pour le compte du système bancaire international."

La preuve de la manière dont la FED travaille pour le compte du système bancaire international est illustrée par une série de tableaux établis par le personnel de la Commission Bancaire, Monétaire et au Logement de la Chambre des Représentants, 94è Congrès, 2è session, août 1976, "FEDERAL RESERVE DIRECTORS : A STUDY OF CORPORATE AND BANKING INFLUENCE" [Les directeurs de la Réserve Fédérale : Une étude sur l'influence des grosses sociétés et des banques][14]. La page 49 de cette étude présente les directoires croisés de David Rockefeller. La page 55 montre les directoires croisés de Frank R. Milliken, l'un des directeurs de Classe C[15] de la Banque de Réserve Fédérale de New York. On y trouve les

principaux personnages de notre histoire, la conférence de Jekyll Island : Citibank, J.P. Morgan & Com pany, Kuhn Loeb & Company ; et d'autres sociétés liées à ces dernières. En page 53, cette étude montre les directoires croisés d'un autre directeur de Classe C de la Banque de Réserve Fédérale de New York, Alan Pifer. Celui-ci, président de la Carnegie Corporation de New York, est intimement lié à la /. Henry Schroder Trust Company, à la J. Henry Schroder Banking Corporation, au Rockefeller Center, Inc., à la Banque de Réserve Fédérale de Boston, à Equitable Life Assurance Society (J.P. Morgan) et à d'autres sociétés. Ainsi, une étude d'août 1976 de la Commission Bancaire, Monétaire et au Logement de la chambre nous livre toute la liste de nos personnages principaux, fonctionnant aujourd'hui exactement comme ils le faisaient en 1914.

Cette étude parlementaire de 120 pages détaille les fonctions de politique publique des banques de district de la FED. Elle détaille les modes de sélection des directeurs, révèle l'importance du lobbying dans les relations publiques, la domination de la banque et son contrôle, ainsi que les entrelacements entre les grandes entreprises et les banques de ré- serve. Ces tableaux ont servi ici à illustrer les directions de Classes A, B et C de chaque banque de district. Pour chaque banque affiliée, il y avait un tableau destiné à livrer les informations relatives aux directeurs désignés par la banque de district et ceux désignés par le Board des Gouverneurs du Système de la Réserve Fédérale.

Dans la préface qu'il a écrite pour cette étude, le Président Henry S. Reuss (démocrate - Wisconsin) écrivait :

"Cette commission a observé pendant de nombreuses années l'influence des intérêts privés sur les responsabilités d'ordre essentiellement public du Système de la Réserve Fédérale. Ainsi que cette étude le montre clairement, il est difficile d'imaginer un conseil d'administration dont la base est aussi étroite pour une agence publique que celle qui a été as- semblée pour les douze banques du Système de la Réserve Fédérale.

"Seuls, deux segments de la société américaine - la banque et les grandes entreprises - ont une représentation impor- tante dans ces conseils d'administration et, souvent, même ceux-ci finissent par fusionner au moyen de directoires croisés [...] Les petits agriculteurs sont absents. Les petites entreprises sont à peine visibles. Aucune femme n'apparaît dans les conseils des banques de district et il n'y en a que six parmi les banques affiliées. Dans tout le système - y compris les conseils de district et des banques affiliées - n'apparaissent que treize membres issus de groupes minoritaires.

"Cette étude soulève une question importante à propos de l'«indépendance» souvent revendiquée par la FED. On pourrait se demander, indépendante de quoi ou de qui ? Sûrement pas des banques ou des grosses entreprises, si nous devons en juger par les entrelacements massifs révélés par cette analyse des conseils de districts.

"La domination des grosses entreprises et des banques sur la FED, citée dans ce rapport, peut être reliée en partie au Federal Reserve Act d'origine, qui a donné aux banques commerciales membres [du système] le pouvoir de sélectionner les deux-tiers des directeurs de chaque banque de district. Mais le Board des Gouverneurs à Washington partage la responsabilité de ce déséquilibre. Le Board désigne les membres dits «publics» des conseils d'administration de chaque banque de district, des nominations qui ont largement reflété les mêmes intérêts particuliers des membres élus par les banques [...] Tant qu'il n'y aura pas de réformes essentielles, le Système de la Réserve Fédérale sera handicapé dans l'exercice de ses responsabilités publiques, en tant qu'agence de stabilisation économique et de régulation bancaire. Le mandat de la FED est trop essentiel au bien-être de la nation américaine pour qu'on laisse une si grande part de cet appareil sous le contrôle d'intérêts privés restreints.

"La concentration du pouvoir économique et financier aux États-Unis est allée trop loin." Dans une section du texte, intitulée «Le Système de Club», la Commission observe :

"L'approche de ce «Club» conduit la Réserve Fédérale à

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

puiser constamment dans les mêmes trusts - les mêmes sociétés, les mêmes universités, les mêmes sociétés de holdings bancaires -pour sélectionner ses directeurs."

Cette étude parlementaire conclut ainsi :

"Beaucoup de sociétés citées dans ces tableaux, comme nous l'avons mentionné auparavant, ont de multiples relations intimes avec le Système de la Réserve Fédérale. First Bank Systems ; Southeast Banking Corporation ; Federated Department Stores ; Westinghouse Electric Corporation ; Proctor and Gamble ; Alcoa ; Honeywell, Inc. ; Kennecott Copper ; Owens-Corning Fiberglass ; toutes ces sociétés ont deux directeurs ou plus qui sont liés aux banques de district ou aux banques affiliées.

"En résumé, les directeurs de la Réserve Fédérale sont visiblement des représentants d'une petite élite qui domine une grande partie de la vie économique de cette nation." FIN DU RAPPORT PARLEMENTAIRE.

ADDENDA

Le mardi 26 juillet 1983 à 11 heures 05, vingt-sept banques new-yorkaises détenaient des actions de la Banque de la Réserve Fédérale de New York. La liste ci-dessous établit le nombre et le pourcentage d'actions détenues par dix de ces banques, qui en totalisaient ensemble 66 % de la masse en circulation, à savoir, 7.005.700 :

	Nombre d'actions	Pourcentage
Bankers Trust Compagny	438.831	6%
Bank of New-York	141.482	2%
Chase Manhattan Bank	1.011.862	14%
Chemical Bank	544.962	8%
Citibank	1.090.813	15%
European American Bank & Trust	127.800	2%
J. Henry Schroder Bank & Trust	37.493	0,5%
Manufacturers Hanover	509.852	7%
Morgan Guaranty Trust	665.443	9%
National Bank of North America	105.600	2%

Le nombre très élevé d'actions détenues en 1983 par rapport aux achats originaux en 1914 est l'une des conséquences de la Section 5 de la loi d'origine de la Réserve Fédérale. Elle exige qu'une banque membre du système achète et détienne, dans la banque de la Réserve Fédérale de son district, 6% de son capital et de son surplus de capital[1] en actions de cette banque.

En 1983, le tableau des actions détenues par cinq des banques citées ci-dessus révèle clairement que quelques familles seulement, liées par le sang ou par des intérêts financiers, contrôlaient toujours les banques new-yorkaises, les- quelles, à leur tour, détenaient la majorité de contrôle de la Banque de Réserve Fédérale de New York.

Il est remarquable que trois des banques détenant des actions de la Banque de Réserve Fédérale de New York, pour un total 270.893, soient des filiales de banques étrangères. J. Henry Schroder Bank & Trust est classée par

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

Standard & Poors comme étant une filiale de Schroders Ltd, de Londres. La National Bank of North America est une filiale de la Na- tional Westminster Bank, l'une des cinq plus grosses banques anglaises. European American Bank est une filiale de European American Bank, Bahamas, Ltd. Il est intéressant de noter que parmi les directeurs de European American Bank & Trust[2] se trouvaient Milton F. Rosenthal, le PDG de la société internationale de métaux précieux, Engelhard Minerais & Chemical ; Hamilton F. Potter, associé dans Sullivan & Cromwell (les avocats de J. Henry Schroder Bank & Trust) ; Edward H. Tuck, associé de Shearman & Sterling (les avocats de Citibank) ; F.H. Ulrich et Hans Liebkutsch, di- recteurs généraux de la géante Midland Bank de Londres, l'une des cinq plus grosses banques d'Angleterre ; et Roger Alloo, Paul-Emmanuel Janssen et Maurice Laure de la Société Générale de Banque (Bruxelles, Belgique).

Cette information, provenant des données disponibles auprès du Conseil des Gouverneurs de la Réserve Fédérale, est citée comme preuve indiquant que la majorité de contrôle de la Banque de Réserve Fédérale de New York, en 1983, laquelle établit les taux et l'étendue des opérations pour l'ensemble de la FED, se trouvait très fortement influencée par des banques directement contrôlées par la « London Connection », c'est-à-dire, par la Banque d'Angleterre, contrôlée, elle, par Rothschild[3].

APPENDICE

E.C. Knuth, dans The Empire of the City, édition privée de 1946, p. 27, voit dans "la Banque d'Angleterre, l'associée à part entière de l'administration américaine dans la conduite des affaires financières du monde" et cite l'Encyclopaedia Americana, édition de 1943.

Barron cite Lord Swaythling[1] (8 avril 1923) : "Lord Swaythling a déclaré que 'les échanges (Exchanges) ne peuvent être dirigés que de Londres. C'est le centre boursier'." (They Told Barron, de Clarence W. Barron, fondateur de Baron's Weekly, Harpers, New York, 1930, p. 27.)

Les échanges, dans le monde financier international, veulent dire les transactions sur la monnaie et sur les titres ou, simplement, l'«échange» des valeurs de ces titres. Il est nécessaire que cet «échange» se déroule là où les valeurs peu- vent être fixées, et cette place est la «City» de Londres.

Londres a été établie comme tout premier centre boursier grâce aux «Consols[2]» de la Banque d'Angleterre, des obligations ne pouvant jamais être remboursées, mais qui versaient un retour sur investissement stable. Henry Clews, dans The Wall Street View, Silver Burdett Co. 1900, p. 255, écrit :

"La Loi de Consolidation (The Consolidated Act) de 1757, consolidait les dettes de la nation anglaise au taux de 3%, lesquelles étaient conservées sur un compte à la Banque d'Angleterre, la forteresse de ses dépôts." En se «débarras- sant» avec ostentation de ses «Consols» à la Bourse de Londres après la Bataille de Waterloo, dans une panique simu- lée, Nathan Meyer Rothschild acheta alors en secret les Consols vendus dans la panique par les autres détenteurs, bien en dessous de leur valeur faciale, et il devint le plus gros détenteur de Consols, gagnant ainsi le contrôle de la Banque d'Angleterre en 1815.

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

12 % DE DIVIDENDES

Bien qu'un gouvernement travailliste ait nationalisé la Banque d'Angleterre en 1946, la Banque d'Angleterre, selon la Grande Encyclopédie Soviétique (vol. I, p. 490c), continue de verser 12% de dividendes par an[3], exactement comme elle le faisait avant sa nationalisation. Son «Gouverneur» est nommé par le gouvernement dans une situation similaire à celle des États-Unis, où les Gouverneurs de la FED sont nommés par le Président. Toutefois, ainsi que l'indique l'Encyclopae- dia Americana (v. 13, p. 272), "Dans la pratique, les gouverneurs de la Banque d'Angleterre n'ont pas hésité à critiquer le gouvernement en public et à faire pression sur lui."

TAUX BANCAIRES

La fixation des taux d'intérêt par la Banque d'Angleterre est connue comme « le taux officiel d'escompte» (The Bank Rate) et c'est un facteur de contrôle des taux d'intérêt dans le monde entier, bien que les taux dans les autres pays puissent être plus élevés ou plus bas que ce taux officiel d'escompte. La Banque d'Angleterre gère la dette du gouvernement anglais, qui fait appel à elle pour arbitrer les affaires politiques. Elle a servi d'intermédiaire avec les révolutionnaires iraniens dans la négociation pour le retour des otages américains [en 1981].

Nous ne devrions pas nous étonner que le Gouverneur de la Banque d'Angleterre[4], en 1983, Sir Gordon Richardson, fût un personnage prééminent de la finance internationale, lequel apparaît ailleurs dans ces pages, en raison de ses liens avec la J.Henry Schroder Company à Londres, de 1962 à 1972, lorsqu'il devint gouverneur de la Banque d'Angleterre. Il était également directeur de J.Henry Schroder Co., à New York, et de Schroder Banking Corp., à New York, ainsi que de Rolls Royce et de la Lloyd's Bank. Bien qu'il résidât à Londres, il conservait un lieu de résidence à New York et figurait dans l'annuaire de Manhattan simplement sous le nom de « G.Richardson, 45 Sutton Place S. », (une édition précédente

de cet annuaire le localisait au 4 Sutton Place). Sutton Place fut développée comme adresse à la mode pour les personnalités internationales par Bessie Marbury, que nous avons citée au chapitre XIII en raison de ses liens avec les familles Morgan et Roosevelt.

En 1982, parmi les directeurs de la Banque d'Angleterre se trouvaient Léopold de Rothschild[5], de N.M. Rothschild & Sons, Sir Robert Clark, le président de Hill Samuel Bank, la banque la plus influente après les Rothschild, John Clay, de Hambros Bank, et David Scholey, de Warburg Bank, et coprésident de S. C. Warburg Co.

Anthony Sampson, dans "The Changing Anatomy of Britain", Random House, New York, 1982, p. 279, écrivait : "Les banques les plus cosmopolites dotées d'experts et de directeurs tels que les Warburg, Montagu, Rothschild et Kleinwort avaient également découvert une nouvelle source de profits énorme sur le marché avec les Eurodollars, qui virent le jour dans les années cinquante et se multiplièrent tout au long des années soixante [...] Les banquiers britanniques contrôlaient eux-mêmes des fonds relativement peu importants, mais ils savaient comment faire de l'argent sur l'argent des autres."

Le marché de l'Eurodollar, un nouveau développement de la « création monétaire » est monopolisé par les sociétés mentionnées ci-dessus.

L'EMPIRE DE L'EURODOLLAR

"Aujourd'hui, en tandem avec des alliés situés sur l'île de Manhattan (le plus gros morceau de l'immobilier britannique), l'Empire britannique contrôle l'ensemble des 1.500 milliards de dollars du marché financier de l'Eurodollar, 300 à 500 autres milliards dans les îles Caïman, aux Bahamas, et 50 à 100 autres milliards de dollars sur le « marché du dollar asiatique » de Hong Kong/Singapour [...] Imaginez le marché des Eurodollars, représentant 1.500 milliards de dollars, comme un marché « hors la loi » en dollars des États-Unis, sur lesquels cette nation n'a aucun contrôle ! Ici, le contrôle et les profits se

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

trouvent en très grande majorité entre les mains des banques londoniennes. Ce sont elles qui établissent, en relation avec le LIBOR [London Interbank Borrowing Rate], le taux interbancaire londonien, les durées des prêts et les taux d'intérêt qui s'appliquent sur cette masse de dollars américains [...]. Des banques étasuniennes comme Citibank (à New York), dont le puissant financier britannique, Lord Aldington[6], est administrateur, collaborent ouvertement sur ce marché. En même temps, des banques britanniques, dont la banque centrale du commerce mondial de la drogue, la Banque de Hongkong et de Shanghai, affluent en masse en Amérique pour dévorer les banques étasuniennes. En 1978, la Hongshang (surnom de la Hongkong and Shanghai Bank) a pris le contrôle de la Marine Midland Bank de New York, la llèe plus grosse banque commerciale de l'État de New York [...] Les Britanniques contrôlent également la création des dollars américains. Tandis que le Président du Board de la Réserve Fédérale, Paul Volcker, resserre le crédit au détri- ment de son économie intérieure, les banques contrôlées par les Britanniques (comme YEuropean American Bank) aux îles Caïman, une possession britannique située à 200 miles nautiques au large de la Floride, et aux Bermudes, ainsi qu'une douzaine d'autres terminaux informatiques de «banques libres», créent des centaines de milliards de dollars américains[7]. Comment cela est-il réalisé ? Il n'y a pas de taux de réserves obligatoires ou d'autres restrictions à la création de crédits libellés en dollars dans le monde bancaire de la « libre entreprise » de l'Empire. Un crédit de bonne foi d'un million de dollars émis aux États-Unis peut être transformé en plusieurs crédits d'un montant total de 20 à 100 millions libellés en dollars, après être passé par le système britannique dépourvu de ratios de réserve." (Harpers Magazine, Feb. 1980)[8].

Non seulement la puissance financière, mais également le pouvoir juridique sont restés installés en Grande-Bretagne. Le Washington Post observait le 8 juin 1983 qu'à la suite de la Révolution Américaine, les anciennes lois étaient restées en

vigueur pour les tout nouveaux États-Unis : Quelques-unes de ces lois de «droit commun anglais» remontaient à 1278, bien avant que l'Amérique ne fût découverte.

Cette énorme puissance financière de la «City» se voit dans de nombreux domaines. Dean Acheson, dans "Présent at the Création", 1969, W.W. Norton, New York, p. 779, expose : "Nous logions à la résidence de l'ambassade, l'ancienne demeure de J.P. Morgan, au n° 14 de Prince's Gâte, en face de Hyde Park." Combien d'Américains ont-ils conscience que la résidence de l'ambassade des États-Unis à Londres est la demeure de J.P. Morgan ou que Bean Acheson, un an- cien employé de Morgan, qui se décrit lui-même ainsi à la p. 505 de cet ouvrage : "Mon attitude personnelle était depuis longtemps pro-britannique - et cela se savait." Personne ne fit de commentaire sur un Secrétaire d'État américain qui prenait ouvertement parti pour l'Angleterre.

La monnaie «créée» par la Réserve Fédérale n'est pas utilisée uniquement pour des questions financières ; cette monnaie est également utilisée pour maintenir le contrôle des banquiers sur tous les aspects politiques, économiques et sociaux. Elle sert à financer les énormes dépenses des candidats politiques, les budgets boursouflés des universités, les mises de fonds énormes nécessaires au démarrage de journaux ou de magazines et d'un large éventail de fondations, de «think tanks» et d'autres instruments de contrôle des esprits.

LA GUERRE PSYCHOLOGIQUE

Peu de personnes savent que presque tous les développements en matière de psychologie aux États-Unis, ces quatre-vingts dernières années, ont été dirigés par le Bureau of Psychological Warfare of the British Army [Bureau de la guerre psychologique de l'armée britannique]. Au début des années quatre-vingts, l'auteur a appris un nouveau nom, The Tavistock Institute of London, connu également sous le nom de Tavistock Institute of Human Relations [Institut Tavistock des relations humaines]. Les «relations humaines» couvrent tous les aspects du comportement humain et le

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

modeste objectif de l'Institut Tavistock est d'obtenir et d'exercer le contrôle sur tous les aspects du comportement humain des citoyens américains.

En raison des tirs intensifs d'artillerie de la Première Guerre Mondiale, de nombreux soldats furent diminués de façon permanente par le souffle des obus. En 1921, le Marquis de Tavistock, le IIème DUC de Bedford, donna un immeuble à un groupe qui planifia la conduite de programmes de réhabilitation pour les soldats britanniques en état de choc. Ce groupe prit le nom de son bienfaiteur, «Tavistock Institute». L'état-major de l'armée britannique décida qu'il était crucial de déterminer le point de rupture du soldat en condition de combat. Sir John Rawling Reese, le chef du Bureau de la Guerre Psychologique de l'Armée britannique, prit le contrôle de l'Institut Tavistock. Un noyau de spécialistes hautement entraînés dans la guerre psychologique fut constitué dans le secret le plus total. En cinquante ans, le nom «Tavistock Institute» n'apparaît que deux fois sur l'index du New York Times ; pourtant, selon LaRouche et d'autres experts, ce groupe a organisé et entraîné l'ensemble du personnel de l'OSS (Office of Stratégie Services), du Strategic Bombing Survey, du Supreme Headquarters of the Allied Expeditionary Forces, et d'autres groupes militaires américains clés durant la Deuxième Guerre Mondiale, guerre durant laquelle l'Institut Tavistock associa la division scientifique médicale de la Fondation Rockefeller à des expérimentations ésotériques, utilisant des drogues altérant le cerveau. La culture actuelle de la drogue aux États-Unis remonte dans son ensemble à cet Institut, qui supervisa les programmes d'entraînement de la CIA. La «contre-culture LSD», qui a commencé lorsque Sandoz A. G., un laboratoire pharmaceutique suisse possédé par S. G. Warburg & Co., développa une nouvelle drogue à partir de l'acide lysergique, appelée LSD. James Paul Warburg (le fils de Paul Warburg qui avait écrit la Loi de Réserve Fédérale en 1910), finança une filiale de l'Institut Tavistock aux États-Unis, appelée Institute for Policy Studies, dont le directeur, Marcus Raskin, fut nommé au National Security

Council[9]. James Paul Warburg mit au point un programme de la CIA en vue d'expérimenter le LSD sur des agents de la CIA (certains se suicidèrent par la suite). Ce programme, appelé «MK-Ultra» et supervisé par le Dr Gottlieb[10], conduisit à d'énormes procès intentés par les familles des victimes contre le gouvernement des États-Unis.

L'Institut aux Etudes Politiques organisa une filière estudiantine, Students for Democratic Society (SDS) [Les étudiants pour une société démocratique], dédiée aux drogues et à la révolution. Plutôt que de financer lui-même la SDS, Warburg utilisa des fonds de la CIA, quelques 20 millions de dollars, pour assurer la promotion des émeutes estudiantines des années soixante.

L'Institut Tavistock anglais n'a pas limité ses activités à des groupes d'extrême gauche, il a également dirigé les programmes de groupes de réflexion soi-disant «conservateurs», tels que le Herbert Hoover Institute à l'Université de Stan- ford, la Héritage Foundation, Wharton, le Hudson Intitute, le Massachusetts Institute of Technology [M.I.T.] et Rand. Les programmes de «formation à la sensitivité» et de «rencontres sexuelles» des groupes californiens les plus radicaux, tels que YEsalen Institute et ses nombreux clones ont tous été développés et implantés par les psychologues de l'Institut Tavistock.

L'un des rares articles parlant de l'Institut Tavistock parut dans Business Week du 26 octobre 1963, accompagné d'une photographie de son immeuble dans le quartier le plus cher des sociétés pharmaceutiques de Londres. Cet article mentionne «la tendance freudienne» de cet Institut et fait remarquer qu'il est amplement financé par les valeurs vedettes de la bourse de Londres, dont Unilever, British Petroleum (BP) et Baldwin Steel. Selon Business Week, les programmes d'expériences psychologiques et de formation aux relations de groupe de l'Institut étaient implantés aux États-Unis par l'Université du Michigan et l'Université de Californie, qui sont les foyers du radicalisme et des réseaux de la drogue.

Ce fut le Marquis de Tavistock, 12ème Duc de Bedbord, vers lequel Rudolf Hess se rendit en avion en Angleterre pour prendre contact en vue de mettre fin à la Deuxième Guerre Mondiale. On a dit que Tavistock pesait 40 millions de dollars en 1942. En 1945, sa femme se suicida par overdose de cachets.

BIOGRAPHIES

ALDRICH, NELSON W. (1841-1915)

Banquier, homme d'affaires et sénateur de l'État du Rhode Island. Fils d'Anon E. Aldrich et d'Abby Ann Burgess, ses ancêtres arrivèrent à Providence (Rhode Island) en 1631. Après une année d'études supérieures, il intégra l'entreprise d'épicerie de gros Waldron & Weightman de Providence. Deux années plus tard, il s'enrôla pour combattre dans la guerre de Sécession, où il contracta la typhoïde. Sept mois plus tard, il retourna chez ses anciens employeurs et y sera promu associé en 1865. En 1872, il fut élu au poste de directeur de la Roger Williams Bank, puis, en 1875, il fut nommé président de la First National Bank de Providence. Egalement président du Board of Trade de Providence, il fut aussi l'un des cofondateurs de la compagnie de chemins de fer Harshford & Fishkill Railroad de Providence et l'un des organisateurs de la United Traction & Electric Company, constituée en société en 1893 pour acquérir et gérer les tramways, l'éclairage public et les compagnies d'énergie. Il en sera le président de 1893 à 1902. En 1906, Aldrich vend ses parts dans les chemins de fer de Nouvelle Angleterre à la New Haven & Hartford RR de New York, dont J.P. Morgan avait pris le contrôle.

Parallèlement, Aldrich fut impliqué très tôt en politique avec le parti républicain. En 1869, en tant que républicain indépendant, il se fit élire dans une circonscription démocrate au conseil municipal de Providence, qu'il présida de 1871 à 1873. Sélectionné comme délégué à la convention nationale républicaine en 1872, il sera président de la convention républicaine de son État en 1876. Ses fonctions au conseil municipal de Providence furent suivies de deux mandats au sein de la législature de l'État, qu'il présida en 1876. Deux ans plus tard, il est élu à la Chambre des Représentants des États-Unis et réélu en 1880. Avant la fin de son deuxième mandat, il est sélectionné comme sénateur pour occuper un siège devenu vacant. Il restera au sénat pendant près de trente ans.

Assigné à la Commission des Finances, Aldrich participa, en

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

1883, à la conception de la loi sur les tarifs douaniers et, en 1888, il élabora un substitut au projet de la loi Mills sur les tarifs douaniers, qui servit de base à la loi sur les tarifs douaniers McLinley de 1890. Il fut un proche conseiller de trois présidents des États-Unis, William McKinley, Théodore Roosevelt et William Howard Taft. Devenu président de la commission sénatoriale des finances en 1899, son intérêt principal, à dater de ce moment, se porta sur les finances du gouvernement. Il rédigea le Gold Standard Act en 1900, puis la loi Aldrich-Vreeland, une disposition permettant la nomination de la commission monétaire nationale, en vue de réformer le système monétaire, qu'il présida. Il concevra ce que l'on appelle le Plan Aldrich, un projet de loi de banque centrale conçu dans le plus grand secret avec les plus gros banquiers new-yorkais, lors de la fameuse conférence de Jekyll Island. Ce plan n'aboutira pas directement, mais il sera repris dans ses grandes lignes par le Federal Reserve Act. Son dernier acte législatif fut le Tarif Douanier Payne-Aldrich de 1909, qui conduira à une révolte sur les tarifs douaniers et contribuera à faire perdre les élections au parti républicain en 1910 et en 1912.

En 1910, il décida de ne pas se représenter et prit sa retraite en 1911. Toutefois, il restera président de la commission monétaire nationale jusqu'à ce que sa mission soit achevée et qu'une banque centrale remettant le pouvoir de battre monnaie à des intérêts privés soit établie. Il épousa Abby P. Chapman en 1866, avec laquelle il eut 11 enfants. Sa fille, Abby Greene Aldrich épousa John D. Rockefeller Jr et de leur union naîtront trois enfants : Nelson Aldrich Rockefeller (futur vice-président des États-Unis), David Rockefeller (l'un des fondateurs du Groupe de Bilderberg et fondateur de la Commission Trilatérale) et Laurence Rockefeller.

ANDREW, ABRAM PIATT (1873-1936)

Diplômé de Princeton en 1893, il est fait membre de la Harvard Graduate School of Arts and Sciences, position qu'il a occupée de 1893 à 1898. Puis il a poursuivi ses études de

troisième cycle aux universités de Halle, de Berlin et de Paris. Ainsi, il acquit une parfaite connaissance des systèmes de banque centrale allemand et français et, à l'Université de Halle, il sera en contact, non seulement avec la philosophie des Lumières qui inspira la création des États-Unis, mais également avec des adeptes du défunt Ordre des Illuminés de Bavière, devenu désormais les Illumati. À son retour aux États-Unis, il occupa les fonctions de professeur d'économie à Harvard, de 1900 à 1909. Ensuite, il devint directeur du United States Mint (l'institution qui frappe la monnaie aux États-Unis), poste qu'il occupera en 1909 et 1910. Il fut également expert et rédacteur, de 1908 à 1911, pour la commission monétaire nationale présidée par Nelson Aldrich. Alors qu'il venait d'être nommé Secrétaire adjoint au Trésor, poste qu'il a occupé de 1910 à 1912, il a participé à la conférence ultra- secrète de Jekyll Island, en novembre 1910, où fut élaboré le plan d'une banque centrale pour les États-Unis.

En 1915, il organisa l'American Field Service, une institution qui était à l'origine l'American Ambulances Field Service, laquelle installait des unités de soin près des champs de bataille de la Première Guerre Mondiale et fournissait des ambulanciers aux troupes alliées. A. Piatt Andrew avait été lui-même ambulancier en 1914, dans l'American Ambulances Field Service, qu'il transforma rapidement en organisation de transport de troupes.

A son retour de la guerre, il fut élu au Congrès des États-Unis, en septembre 1921, et réélu jusqu'à sa mort, en 1936.

BAKER, GEORGE FISHER (1840-1931)

En 1863, John Thompson, un opérateur sur le marché des devises et ami intime du Secrétaire au Trésor Salmon Portland Chase, fonda la First National Bank of New York. Baker avait participé au tour de table et il endossa les fonctions de caissier. Cette banque fut la première de New York à avoir un acte constitutif fédéral et, grâce à son implication dans la vente de bons du Trésor, elle devint une institution importante. En 1873, John Thomson fut « obligé » de céder ses parts à un

groupe mené par George F. Baker et Harris Charles Fahnestock, patron de la filiale new-yorkaise de Jay Cooke & Company. George F. Baker en devint par la suite président (1877) et en fit la deuxième plus grosse banque de New-York. Ami intime et allié de John Pierpont Morgan, Baker avait des intérêts dans de nombreuses compagnies de chemin de fer, de services publics et de sociétés industrielles, notamment dans les secteurs de l'acier et du caoutchouc. En 1912, il occupait un siège d'administrateur dans plus de 58 sociétés américaines d'envergure, plus que Morgan, Stillman ou tout autre Américain. George Fisher Baker est resté président de la First National Bank jusqu'en 1926 et c'est son fils George F. Baker Jr qui lui succédera. Le contrôle des Baker sur la First National Bank of New York prit fin après la mort de ce dernier en 1937, aucun de ses fils n'étant capable ou prêt à assurer sa succession. En 1955, la First National Bank of New York fusionna avec la National City Bank pour former ce qui deviendra plus tard Citicorp.

George F. Baker aida James J. Hill à construire son empire de chemins de fer et le soutint dans son combat pour contrôler la Northern Pacific RR. De son côté, il était le premier actionnaire de la Central Railroad du New Jersey. Il fut le principal contributeur à la création de la Harvard Business School. Il épousa Florence Tucker Baker (fille de Benjamin Franklin Baker et de Sophronia J. Whitney) qui lui donna trois enfants : Evelyn, Florence et George Fisher Baker Jr.

En 1929, pour le mariage de sa fille, il commanda un modèle unique d'automobile construite par LeBaron. Son toit était réhaussé de 13 centimètres afin qu'il puisse porter son chapeau haut-de-forme en voiture ; la finition intérieure du compartiment arrière était en or massif, avec des diffuseurs de parfum et un interphone. Cela donne un aperçu de sa richesse : sa fortune était estimée à plus de 200 millions de dollars. Il aurait donc été deux fois plus riche que J.P. Morgan. Banquier taciturne et homme d'affaires rigide, il avait la réputation de toujours réussir à « se faire rembourser » les prêts qu'il accordait.

BARUCH, BERNARD MANNES (1870-1965)

Diplômé du City Collège de New York en 1889, son premier emploi fut commis de bureau à 3 dollars par semaine dans le quartier des banques et de la finance à New York, où il se prit de passion pour l'énorme pouvoir potentiel qui émanait de Wall Street. Ensuite, il prit un emploi de coursier dans une maison de courtage et investit tous ses efforts et tout son temps afin d'apprendre le fonctionnement des affaires, finissant par devenir lui-même courtier, puis associé dans la firme A. A. Housman and Company. Ses revenus et les commissions qu'il toucha lui offrirent l'occasion d'acheter une charge à la Bourse de New York et, dès l'âge de trente ans, en 1900, il était devenu millionnaire. Baruch quitta Housman pour monter Baruch Brothers, en partenariat avec l'un de ses frères, Hartwig "Harty" Baruch. Dans les années qui suivirent, il perdit et recouvrit sa fortune à plusieurs reprises.

En 1907, avec son frère Harty, il racheta H. Hentz & Company, une firme internationale opérant sur le marché des matières premières, qui possédait des bureaux à Wall Street, Paris, Londres, Berlin et dans d'autres grandes villes. Dès 1910, Bernard Baruch était devenu l'un des principaux financiers de Wall Street.

Lorsque Woodrow Wilson fut réélu à la présidence des États-Unis, qui s'apprêtaient à entrer en guerre, celui-ci fit appel à Baruch en raison de sa connaissance approfondie de l'économie et lui confia la gestion des importantes ressources industrielles de la nation.

Baruch fut nommé président du Conseil aux Industries de Guerre, qui contrôla durant trois ans l'élite industrielle des États-Unis. Lorsque la fin de la guerre fut imminente, Bernard Baruch aida le Président Wilson à négocier les accords de paix à Paris (Traité de Versailles).

Quand il rejoignit le Conseil aux Industries de Guerre de Woodrow Wilson, Baruch avait quitté H. Hentz & Company pour spéculer en solo. Ses deux frères, Sailing et Herman, rejoignirent H. Hentz & Company en tant que directeurs

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

associés. Herman Baruch, docteur et banquier, deviendra par la suite ambassadeur des États-Unis au Portugal, puis aux Pays-Bas.

Après la Première Guerre Mondiale, Baruch poursuivit ses activités de conseil auprès des Présidents Harding, Coolidge, Hoover, Roosevelt et Truman.

Il conférait souvent avec des responsables politiques sur un banc du Parc Lafayette de Washington, en raison de sa tranquillité et de son atmosphère d'intimité. C'est ainsi qu'il reçut le surnom d' « Homme d'État du Parc »

En 1905, il acheta Hobcaw Barony, une plantation de 8.500 hectares, à cinq kilomètres par la mer de Georgetown, en Caroline du Sud. Ce domaine faisait partie à l'origine d'une baronnie accordée à Lord Carteret par le Roi George II d'Angleterre. Baruch ne permettra jamais que des lignes téléphoniques soient tirées à Hobcaw. Cette plantation était sa retraite pour la saison de la chasse et le mois de mai de chaque année.

Baruch épousa Annie Griffin en 1897. De leur union naquirent trois enfants : Belle, Bernard Mannes Jr. et Renee.

BIDDLE, NICHOLAS (1786-1844)

Né à Philadelphie, il est le fils de Charles Biddle et de Hannah Shepard. La mère de Biddle était la fille d'un négociant de Caroline du Nord. Son père était lui aussi un négociant prospère. Etudiant précoce, Biddle fut admis à l'Université de Pennsylvanie à l'âge de dix ans. Ses parents suivaient de très près son éducation et lui firent intégrer à l'âge de treize ans l'Université de Princeton comme étudiant de deuxième année. Il reçut son diplôme en 1801, à quinze ans.

En 1804, Biddle se rendit en France en tant que membre de la légation américaine, où il travailla sur les réclamations consécutives à l'achat de la Louisiane. Au bout d'un an, il fit le tour de l'Europe, jusqu'en Grèce, puis il s'installa à Londres, où il travailla pendant deux ans comme secrétaire du futur président James Monroe (1817-1875). Au cours de la période qu'il passa à l'étranger, Biddle acquit une

compréhension précieuse des problèmes et des techniques de la finance internationale.

En 1810, Biddle rencontra Jane Craig, qu'il épousa, et dont le père était l'une des personnes les plus riches de Philadelphie.

Cette même année il fut élu à la législature de Pennsylvanie. Le point fort de son mandat fut sa défense éloquente de la Première Banque Centrale des États-Unis.

En 1822, Biddle assuma la présidence de la Deuxième Banque des États-Unis - la première banque centrale effective de l'histoire des États-Unis. Cette banque remplissait des fonctions commerciales habituelles et agissait également comme agent collecteur et payeur pour le gouvernement fédéral. Sous la direction de Biddle, la banque se développa jusqu'à atteindre vingt-neuf filiales et elle contrôlait un cinquième des prêts et des billets en circulation aux États-Unis.

Biddle était un administrateur brillant qui maintenait un contrôle total sur la Banque des États-Unis. Par contre, ses instincts politiques étaient moins astucieux : Il pensait que toute personne raisonnable devait être d'accord avec lui sur l'importance de sa banque pour l'économie nationale. Ses convictions matérialistes s'avérèrent désastreuses pour la banque.

A partir de 1828, la banque centrale fut violemment critiquée par le Président Andrew Jackson (1829-1837), dont l'expérience personnelle lui avait ôté toute confiance dans les institutions financières. Incertain de l'avenir de sa banque, Biddle décida de faire pression dès 1832 pour en faire renouveler l'agrément, quatre ans avant que l'échéance prévue dans l'acte constitutif original de la banque centrale ne nécessite cette action. Jackson mis son veto à cette mesure, dénonçant publiquement cette banque comme exerçant un monopole sous influence étrangère. Bien que sa réputation fût améliorée sous la direction de Biddle, l'opinion publique se rangea du côté de Jackson.

Appuyé par ses supporters, Jackson décida de détruire cette banque. Il ordonna le retrait des dépôts du gouvernement qui s'élevaient à près de 10 millions de dollars, lesquels furent

placés dans les banques des États ou dans des banques «amies». Biddle riposta en réduisant les prêts. Bien que cette manœuvre pût être nécessaire pour protéger la banque, la restriction du crédit porta un sérieux coup à l'économie des États-Unis. Les faillites se multiplièrent et les salaires déclinèrent. À la suite de ces épreuves le peuple américain se retourna contre la banque centrale.

L'agrément de la banque fédérale prit fin en 1836, mais il lui fut tout de même accordé une dérogation pour opérer en tant que Banque des États-Unis de Pennsylvanie. La spéculation forcenée qui suivit la perte de la stabilité que la banque centrale avait apportée provoqua la Panique de 1837. Toutefois, Biddle restait le banquier le plus important du pays. À la tête de cette nouvelle banque, il fit son possible pour étayer le système bancaire de la nation. Il intervint également en force sur le marché du coton pour empêcher son effondrement.

Avec l'ordre qui semblait avoir été restauré, Biddle démissionna de ses fonctions en mars 1839. La banque continua à opérer, mais, à cause d'un management défaillant, sa situation s'aggrava constamment. Cette banque fit faillite en février 1841, emportant avec elle la fortune de Biddle. Durant les dernières années de sa vie, Biddle dut faire face à de nombreux procès. Arrêté sur l'accusation de conspiration criminelle en 1842, il sera acquitté. Mais ses problèmes avec la jus- tice le poursuivront jusqu'à sa mort en 1844.

BRYAN, WILLIAM JENNINGS (1860-1925)

Diplômé de la faculté de l'Illinois en 1881, il étudia le droit à Chicago. Après avoir pratiqué le droit à Jacksonville, dans le Nebraska, il se fera élire au Congrès des États-Unis en 1880, comme Représentant démocrate du Nebraska. Là, il se fera remarquer pour ses talents d'orateur. Il échoua par trois fois à briguer l'investiture du Parti démocrate à l'élection présidentielle, en 1896, 1900 et 1908. Cependant, il aidera Woodrow Wilson à se faire élire et ce dernier le remerciera en le nommant Secrétaire d'État en 1913. En 1915, il démissionna de ses fonctions au gouvernement pour protester sur la

manière dont Wilson s'était occupé du dossier du Lusitania.

En 1925, il fut impliqué dans le célèbre procès Scopes. Bryan, presbytérien et fervent croyant, prenant la Bible au pied de la lettre, contribua aux poursuites contre John Scopes, un instituteur accusé d'enseigner la théorie de l'évolution plutôt que la doctrine de la création divine. Scopes fut reconnu coupable et, peu après le procès, Bryan décéda.

CROZIER, ALFRED OWEN (1863-1939)

Avocat de première importance à Grand Rapids (Cincinnati) et à New York, Crozier a écrit huit livres sur les problèmes juridiques et monétaires, soulignant son opposition à l'éviction de la monnaie constitutionnelle et à son remplacement par la monnaie des grandes entreprises, imprimée par des sociétés privées à leur profit. Il avait également conçu un plan pour mettre fin à toutes les guerres. En 1915, il publia A Nation of Nations, la voie vers la paix permanente, une constitution suprême pour le gouvernement des gouvernements. En 1919, il publia A League of Nation, qui servira de base (éloignée) à la formation de la Société des Nations.

DAVISON, HENRY POMEROY (1867-1922)

Banquier, J.P. Morgan & Co. et Bankers Trust Company. Né à Troy, dans le Comté des Bradford, en Pennsylvanie, il est le fils de George B. Davison et d'Henrietta Pomeroy. Il reçut son éducation à Troy jusqu'à l'âge de 15 ans, où il intégra le Greylock Institute à Williamstown, dans le Massachusetts, pendant cinq ans. Ensuite, il partit travailler dans une banque à Troy que possédait son oncle maternel. À l'âge de 21 ans, il postula pour un emploi dans une banque new- yorkaise, mais sa candidature fut rejetée. Pendant les trois années qui suivirent, il travailla dans une banque de Bridgeport, dans le Connecticut, gravissant les échelons jusqu'au poste de caissier. En 1891, une nouvelle banque, âstor Place, ouvrit à New York et Davison y fut engagé comme caissier après son troisième entretien. Après avoir contrecarré un holdup, il fut engagé en 1894 comme caissier-adjoint de la Liberty National Bank, dont il

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

deviendra président au bout de cinq ans.

Alors qu'il présidait cette institution, il conçut un plan qui résulta en la création de la Bankers Trust Company, destinée à recevoir en dépôt les fonds des banques et des compagnies d'assurance nationales. En 1902, il fut invité à devenir vice-président et directeur de la First National Bank, où il obtint très vite la reconnaissance de J.P. Morgan Jr., qui le con- sultait fréquemment durant la crise financière de 1907. Davison joua un rôle important pour déterminer les actions des banques new-yorkaises durant cette crise. Peu après, il devint associé dans J.P. Morgan & Company, et, en 1908 il rejoignit la Commission Monétaire, dirigée par le Sénateur Nelson W. Aldrich. Considéré comme l'émissaire de J.P. Morgan, il participa à la conférence ultra-secrète de Jekyll Island, en vue d'établir une banque centrale pour les États-Unis.

En tant qu'associé de Morgan, Davison mena la négociation par laquelle leur société et des intérêts bancaires alliés acquirent le contrôle de la Guaranty Trust Company, qui devint le plus gros trust des États-Unis. Davison passa aussi plusieurs semaines à Londres en 1915 avec des hauts fonctionnaires britanniques, ce qui permit à J.P. Morgan & Company de devenir l'agent des achats pour le gouvernement britannique. Le gouvernement français décida aussi de coor-donner ses achats par l'intermédiaire du bureau de Morgan, et les deux gouvernements firent de la Maison Morgan leur agent fiscal aux États-Unis, lui confiant au début la tâche de vendre aux investisseurs américains pour un demi-milliard d'obligations franco-anglaises, la plus grosse émission de titres jamais introduite dans ce pays à cette époque.

En 1917, il est nommé président de la commission à la guerre de la Croix-Rouge américaine. À la fin de la guerre, il fit pression pour que les Croix-Rouges des divers pays soient coordonnées et, le 15 mai 1919, fut créée la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge, que Davison présida jusqu'à sa mort, en 1922.

DILLON, CLARENCE (1882-1979)

Né à San Antonio, au Texas, il est le fils de Samuel Lapowski (qui adopta légalement le nom de Dillon en 1901) et de Bertha Lapowitz. Il fut diplômé de Harvard en 1905. Il épousa Anne Douglass, du Milwaukee. Son fils, C. Douglas Dillon (qui sera plus tard Secrétaire au Trésor de 1961 à 1965) est né à Genève en 1909 alors que ses parents se trouvaient à l'étranger. Dillon rencontra William A. Read, le fondateur de la maison de courtage d'obligations de Wall Street, William A. Read & Company, grâce à une introduction, en 1912, de son camarade de classe à Harvard, William A. Phillips. Cette même année, Dillon rejoignit le bureau de Read à Chicago, puis il déménagera à New York en 1914. Read mourut en 1916 et Dillon prit la majorité de contrôle dans sa société.

Durant la Première Guerre Mondiale, Bernard Baruch, le président du Conseil aux Industries de Guerre (connu comme le Tsar de l'industrie américaine), demanda à Dillon d'y être son adjoint. En 1920, le nom de William A. Read & Company fut changé en Dillon, Read & Company. Dillon était directeur de l'American Foreign Securities Corporation, qu'il avait créée en 1915, afin de financer les achats aux États-Unis des munitions du gouvernement français. Son bras-droit chez Dillon, Read, James Forrestal, devint Secrétaire à la Navy et, plus tard, Secrétaire à la Défense. En 1935, Dillon acheta le Château Haut-Brion. Il fut également ambassadeur des États-Unis en France.

Dillon mourut dans des circonstances mystérieuses dans un hôpital fédéral. En 1957, Fortune Magazine classait Dillon comme l'un des hommes les plus riches des États-Unis, avec une fortune estimée alors entre 150 et 200 millions de dollars.

GREENSPAN, ALAN (1926-)

Il fut nommé en 1987 par le Président Reagan à la succession de Paul Volcker à la présidence du Conseil des Gouverneurs de la Réserve Fédérale. Greenspan avait succédé à Herbert Stein au poste de président du Comité des conseil- lers économiques du Président en 1974. Il était le

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

protégé de l'ancien président du Board de la FED, Arthur Burns (Bernstein), originaire d'Autriche. Burns était un monétariste représentant l'Ecole d'économie de Rothschild à Vienne, qui manifesta son influence en Angleterre par l'intermédiaire de la Royal Colonial Society, une façade pour les Rothschild et d'autres banquiers anglais qui planquaient dans la Hong Kong Shanghai Bank (qui deviendra plus tard HSBC) les profits qu'ils avaient accumulés avec le commerce international de la drogue.

Le conseiller économique de la Royal Colonial Society était Alfred Marshall, l'inventeur de la théorie monétariste, lequel, en tant que chef du Groupe d'Oxford, devint le protecteur de Wesley Clair Mitchell, qui fonda le Bureau National de Recherche Economique pour les Rockefeller aux Etats-Unis. Mitchell, en échange, devint le protecteur d'Arthur Burns et de Milton Friedman, dont les théories ont été reprises comme techniques de pouvoir par Greenspan au Conseil des Gouverneurs de la FED. Greenspan était aussi, dans les années 50 et 60, le protégé d'Ayn Rand, une loufoque qui prêchait une phi- losophie du «laissez faire». Rand était également la protectrice du propagandiste de la CIA, William Buckeley, fondateur du magazine néoconservateur National Review. Greenspan siégeait dans des sociétés importantes de Wall Street, telles que J.P. Morgan Co., Morgan Guaranty Trust (la banque américaine des Soviétiques après la révolution bolchevique de 1917), la Brookings Institution, la Bowery Savings Bank, le Fonds Dreyfus, General Foods et Time Inc.

La réussite la plus impressionnante de Greenspan se produisit lorsqu'il présida la Commission Nationale sur la Sécurité Sociale, de 1981 à 1983. Il jongla avec les chiffres pour convaincre le public que la Sécurité Sociale était en faillite, alors qu'elle disposait, en fait, d'un excédent très important. Ces chiffres furent utilisés pour mettre dans la tête des travailleurs américains la nécessité d'une augmentation très importante de la retenue à la source pour la Sécurité Sociale, en invoquant les célèbres slogans économiques de David Ricardo sur la loi de fer qui devait régir des salaires et selon laquelle les travailleurs ne

pouvaient être payés qu'un salaire de subsistance - toutes les sommes au-delà de ce salaire de subsistance devant leur être extorquées de force au moyen de l'augmentation des impôts sur le revenu.

En tant qu'associé de J.P. Morgan Co. depuis 1977, Greenspan représentait la lignée ininterrompue du contrôle du Système de la Réserve Fédérale par les firmes représentées à la réunion secrète de Jekyll Island en 1910, où Henry P. Davison, le bras-droit de J.P. Morgan, fut un personnage clé dans la conception du Federal Reserve Act. Dans les jours qui suivirent sa nomination à la présidence du Board des Gouverneurs, Greenspan augmenta très vite les taux d'intérêts (le 4 septembre 1987), la première augmentation de ce type au cours de trois années de prospérité générale, précipitant le krach bour- sier d'octobre 1987, le fameux Lundi Noir, lorsque le Dow Jones plongea de 508 points. Sous la direction de Greenspan, le Board de la FED a poussé sans interruption les États-Unis dans la récession, sans que la moindre critique n'émane des membres complaisants du Congrès.

HOUSE, EDWARD MANDELL (1858-1938)

Edward M. House, un homme tombé aujourd'hui pratiquement dans l'oubli, fut l'un des Américains les plus importants du 20ème siècle. En fait, on peut affirmer sans risque d'être contredit que son impact sur ce siècle fut d'une importance capitale et que seule une poignée d'hommes, tels que Bernard M. Baruch, John J. McCloy, Clark Clifford ou David Rockefeller, agissant tous dans les coulisses du pouvoir, ont façonné comme lui (ou avec lui) le monde occidental tel que nous le connaissons aujourd'hui.

Edward Mandel House a grandi à Houston, au Texas. Son père, Thomas William House, un immigré d'Angleterre qui avait fait fortune comme briseur de blocus durant la guerre de sécession, mourut en 1880. Il était le troisième homme le plus riche du Texas et il laissa à ses enfants des biens d'une valeur totale de 500.000 dollars (environ 12 millions de dol- lars de

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

2010). Après avoir géré pendant 10 ans les propriétés dont il avait hérité, il les vendit et vécu confortablement le reste de sa vie sur les intérêts que sa fortune lui rapportait et grâce à d'autres investissements qu'il avait réalisés.

Bien qu'effacé en apparence, House était animé par une volonté farouche de devenir un personnage influent. « On a pensé de moi que je n'avais pas d'ambitions », nota-t-il dans son autobiographie. « Cela... n'est pas tout à fait vrai. Mon ambition a été si grande qu'il ne m'a jamais semblé valoir la peine de m'efforcer de la satisfaire ». En vérité, il a vraiment essayé de la satisfaire en conseillant les puissants et en écrivant un roman politique, Philip Dru, Administrator (1911), sous un pseudonyme. Philip Dru racontait l'histoire d'un homme qui était devenu dictateur des États-Unis et qui avait imposé un programme de réforme sur son pays. Ensuite, il avait volontairement renoncé à son pouvoir. Le héros de son roman, admettait House, "était tout ce qu'il aurait aimé être mais qu'il n'est jamais devenu."

Alors qu'il a consacré le plus clair de son temps à ses activités politiques, il ne s'est jamais présenté à la moindre élection et n'a jamais cherché à être nommé à quelque poste que ce soit. En fait, il aidait d'autres hommes à se faire élire. C'était sa manière à lui de faire de la politique. Il avait le chic pour se faire des amis, lesquels appréciaient sa discrétion, respectaient ses points de vue et reconnaissaient la valeur de ses conseils. Ce talent à se faire des amis et à influencer les autres sera à la base des réalisations politiques qu'il aura menées tout au long de sa vie. Le pouvoir qu'il recherchait était en fait le pouvoir que l'on exerce en coulisse, celui d'une éminence grise.

Après avoir joué un rôle essentiel pour faire élire quatre gouverneurs du Texas, entre 1892 et 1902, puis guider leurs politiques une fois élus - le premier d'entre eux, Jim Hogg, avait donné à House le titre honorifique de Colonel -, House se lassa de la scène locale et chercha à élargir le champ de ses activités politiques.

Après avoir entretenu une résidence à Austin depuis 1886, il

prit un appartement à New York en 1902. Il passait également beaucoup de temps en été dans des maisons qu'il louait au bord de la mer près de Boston, ainsi qu'en Europe. Partout où il se rendait, les portes s'ouvraient devant lui et, avec sa femme Loulie, il divertissait activement ses hôtes en retour. L'éventail de ses amitiés, de ses relations et de ses liens sociaux était extraordinaire. Voici ce qu'expose son biographe, Godfrey Hodgson :

"Son journal intime relate des dîners avec Henry James, Edith Wharton et Rudyard Kipling, ainsi qu'avec le pianiste virtuose Ignazy Jan Paderewski, qui deviendra président de la Pologne. Il fréquentait des politiciens, des généraux, des banquiers, des universitaires, des journalistes et des hôtesses de la haute société new-yorkaise, parisienne et londo- nienne. Il connaissait suffisamment bien J.P. Morgan Jr pour l'appeler « Jack » et il dînait avec Henry Clark Frick dans la maison qui deviendra son grand musée d'art." (Woodrow Wilson's Right Hand, p. 9)

En 1911, il remarqua une personne qu'il considérait comme une étoile montante pouvant être sa locomotive politique idéale, un homme dépourvu d'expérience politique jusqu'à son élection comme gouverneur du New Jersey en novembre 1910. Universitaire depuis toujours, Woodrow Wilson (1856-1924) avait passé sa vie, jusqu'en 1910, comme étudiant, professeur et administrateur d'université, exerçant de 1902 à 1910 les fonctions de président de l'Université de Princeton, fonctions qui lui permirent de se construire une réputation bien méritée pour son refus entêté de faire des compromis. Après l'élection de Wilson au gouvernorat du New Jersey, nombre de démocrates commencèrent à l'approcher pour qu'il soit le prochain candidat du parti à la présidence et, au cours de l'hiver 1910-1911, House décida de rejoindre le mouvement.

House joua un rôle important en tant que stratège de campagne et pacificateur du parti démocrate, et il mérite d'être crédité, au moins en partie, d'abord pour l'investiture de Wilson, puis pour son élection à la présidence. Bien sûr, le principal responsable de l'élection de Wilson fut Theodore Roosevelt, qui

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

s'était présenté comme candidat d'un troisième parti, le parti progressiste Bull Moose, divisant ainsi l'opposition et assurant à Wilson la victoire démocrate. House joua un rôle encore plus important après l'élection de Wilson, parce que le président en attente de prendre ses fonctions n'était pas très intéressé par la pratique de la politique partisane, notamment la distribution des rôles, la sélection des hommes pour le gouvernement et autres postes de haut-niveau. Il confia donc largement à House le soin de prendre ces décisions. Wilson offrit à House le poste qu'il désirait au gouvernement, à l'exception de celui de Secrétaire d'État qu'il avait réservé à William Jennings Bryan, mais House déclina la proposition, préférant travailler dans l'ombre. En sa qualité de conseiller politique, confident et compagnon social, House développa rapidement une relation extraordinairement intime avec le Président Wilson.

La clé de sa relation avec Wilson était sa compréhension et sa perception du caractère et de la personnalité du président. Qui plus est, ses propres vues coïncidaient avec celles de Wilson sur les questions les plus importantes - House était un conservateur progressiste en politique intérieure et un internationaliste en politique étrangère - et il semble juste de conclure qu'il fut autant le confident de Wilson que son représentant. De plus, il contribua à aplanir les relations entre Wilson et les dirigeants politiques du Congrès, de même qu'avec les forces alliées, avant et après l'entrée de l'Amérique dans la Première Guerre Mondiale.

Il s'engagea dans une politique politicienne étendue qui conduisit à la promulgation de la Loi de Réserve Fédérale et au règlement de la question épineuse des relations entre les États-Unis avec le Mexique, alors en pleine révolution sanglante. Lorsque les nuages de la guerre commencèrent à assombrir l'Europe, House, avec l'accord de Wilson, entreprit d'éviter les hostilités en amenant les plus grandes puissances, les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'Allemagne, à s'entendre entre elles, les rendant conjointement garantes de la paix mondiale. Il rencontra le Kaiser Wilhelm II et le secrétaire aux affaires étrangères britannique, Sir Edward Grey, parmi

d'autres, pour stimuler l'intérêt d'un tel projet, mais sa tentative d'obtenir une réconciliation préventive ne fut jamais suivie d'effet.

Durant la Première Guerre Mondiale, House engagea activement tous ses efforts pour amener la fin des combats. Il partageait le point de vue de Wilson selon lequel l'issue la plus désirable serait celle qui laisserait le monde de l'après guerre drastiquement refaçonné, d'une façon qui éliminerait ou diminuerait largement le militarisme, encouragerait l'auto-détermination nationale, étendrait la démocratie, laisserait les États-Unis en position de domination du système politique international et conduirait à reconnaître Wilson comme le sauveur du monde. Bref, House partageait la mégalomanie curieuse de Wilson et entreprit de faire de son principal objectif une réalité. En même temps, House, l'éternel homme-orchestre des règlements et des compromis, avait compris que les États-Unis ne pouvaient tout simplement pas imposer leur volonté sur le monde et que les Américains devraient céder à d'autres nations puissantes, en particulier la Grande- Bretagne et la France, quelques-unes des récompenses qu'ils cherchaient à remporter de la guerre. Ainsi que Hodgson l'écrit, "Wilson et House étaient prêts à marchander des territoires et des populations pour la paix particulière qu'ils voulaient", même s'ils devaient sacrifier "l'autodétermination nationale" dans le processus.

Après l'éclatement de la guerre en 1914, Wilson proclama que les États-Unis resteraient neutres, en parole et en action, mais l'inclination naturelle de Wilson et de House était de favoriser les Anglais et, alors que diverses provocations des deux camps s'ensuivirent, le président et son bras droit s'en occupèrent d'une manière qui fit pencher de plus en plus les États-Unis vers un franc soutien des Alliés et l'opposition aux puissances d'Europe Centrale. Dès le torpillage du Lusitania en mai 1915, House conseilla à Wilson de ne plus laisser les Américains "rester des spectateurs neutres", mais Wilson se dirigea vers la guerre avec plus d'hésitation que House. Lorsque le secrétaire d'État Bryan refusa d'abandonner une

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

neutralité honnête, soutenant de façon pratique que le blocus britannique pour affamer l'Allemagne était aussi répréhensible que le torpillage allemand du paquebot transatlantique Lusitania, qui transportait des armes, il fut écarté du gouvernement et remplacé par Robert Lansing. Dès le début de sa prise de fonction, Lansing eut toutefois très peu les mains libres et c'est House qui agissait comme le ministre des affaires étrangères de fait. D'ailleurs, une blague tournait à Washington : Question : Comment épelez-vous Lansing ? Réponse : H-O-U-S-E.

House commença à prêcher la préparation à la guerre, ce qui signifiait bâtir une infanterie et une marine américaines très importantes. Hodgson écrit : "Tandis que le président rêvait de sauver le monde, House commençait à envisager les implications pour l'État américain d'être une puissance mondiale. Dans cette activité, entre 1915 et 1917, il n'est pas fan- taisiste de voir un premier avant-projet vague de ce qui deviendrait par la suite l'État sécuritaire national". Bien que House poursuivît ses efforts pour amener les parties en guerre à une trêve, il admit au début de 1916 que "malgré tout ce qu'il faisait, une rupture avec l'Allemagne ne pourrait être évitée, mais seulement différée." Selon le ministre français des affaires étrangères, Jules Cambon, House lui aurait dit en février 1916 que l'entrée des États-Unis dans la guerre du côté des Alliés était inévitable et qu'ils attendaient seulement un incident pratique qui provoquerait le ralliement du peuple américain derrière l'appel du président à la guerre. Il est inutile de dire qu'un pacificateur qui s'est déjà résigné à la guerre peut difficilement espérer faire venir la paix, et les efforts de House n'ont effectivement pas permis d'arrêter le massacre inutile et de grande envergure en Europe.

En 1916, lorsque Wilson fit campagne pour sa réélection, House joua un rôle beaucoup plus important que celui qu'il avait joué dans la campagne de 1912. Il n'avait "aucun rôle officiel dans la campagne et, pourtant, il en planifia la struc- ture, en donna le ton, guida son financement, choisit les orateurs, les tactiques et la stratégie ; et, entre autres, il géra ce

qui était à la fois le plus gros actif et le plus gros passif de la campagne : son candidat brillant mais capricieux." Après avoir fait campagne avec le slogan "Il nous a maintenus hors de la guerre", Wilson remporta de justesse une élection âprement disputée.

Cependant, peu de temps après le début de son second mandat, Wilson demanda au Congrès de donner son accord pour déclarer la guerre. Il est juste d'attribuer une part importante du crédit (ou du reproche) pour cette action aux efforts subtils et persistants de House pour y entraîner le président durant les deux années précédentes. Ainsi que House le confia dans son journal intime, il travaillait depuis le début de sa relation avec Wilson à l'influencer dans une certaine di- rection : "J'ai commencé avec lui avant qu'il ne devienne président et je n'ai jamais relâché mes efforts. À chaque tour- nant, j'ai dirigé son ambition de devenir le grand dirigeant libéral du monde." En Wilson, un homme dont la conception ridiculement enflée de sa propre importance avait peu d'égaux, les enseignements de House avaient rencontré un élève hautement réceptif.

Une fois que les États-Unis étaient devenus un belligérant déclaré, la perspective d'une victoire alliée s'était grandement accrue et House s'occupait activement, non seulement à manigancer un moyen de mettre fin au conflit, mais aussi à planifier les contours du monde de l'aprèsguerre. Comme Wilson, House "pense que la guerre avait été imposée aux peuples européens par les monarchies et leurs aristocraties" et, par conséquent, les deux hommes maintinrent que le rè- glement de l'aprèsguerre devrait inclure, entre autres choses, la destruction des empires allemand et austro-hongrois et la création d'un certain nombre de nouveaux États démocratiques en Europe Centrale. Pour réaliser sa vision en détail, Wilson demanda à House de réunir un groupe d'experts. Le programme qui en résulta fut connu sous le nom d' « Inquiry » [l'investigation] et ce projet devint la base des Quatorze Points de Wilson et des principales propositions qu'il présenta à la conférence de Versailles. L'Investigation finira par embaucher

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

et rémunérer 126 spécialistes. Bien que chacun d'eux disposât de qualités substantielles, pratiquement aucun n'était expert en politique européenne - un point faible qui contribua à plomber les relations du président avec ses homologues à Versailles, tels que David Lloyd George et Georges Clemenceau. En effet, si l'on réfléchit à la tentative démesurément prétentieuse de ce gros comité pour redessiner la carte d'une grande partie de l'Europe et d'autres régions du monde, comme le Proche-Orient, l'idée de F. A. Hayek d'un « simulacre de connaissance » saute à l'esprit :

"Peu [de membres de l'Investigation] avaient la moindre connaissance détaillée, par exemple, des frontières disputées de la Roumanie, de la Hongrie ou de la Bulgarie, et encore moins de l'histoire et de l'ethnographie de la Pologne ou de l'Empire Ottoman. Celui qui avait été assigné pour travailler sur l'Italie avoua plus tard qu'il était "handicapé par un manque de connaissance de la langue italienne..." Lorsqu'il s'était agi de ce que nous appelons maintenant le «Moyen-Orient», l'Investigation baissa plus ou moins les bras.

Alors, il ne faut pas s'étonner que les arrangements négociés à Versailles sur le Proche-Orient se soient avérés être la source de ce qui a été appelé à juste titre "une paix pour mettre fin à toute paix" et qui, près d'un siècle plus tard, conti- nuent de faire payer un effroyable tribut à l'humanité pour la maladresse des hommes d'État en 1919.

House a probablement contribué plus que tout autre à la formulation des Quatorze Points de Wilson, qui servirent de base pour amener les Allemands à faire taire leurs canons en novembre 1918. Dans la soirée du 5 janvier 1918, Wilson et House se concertèrent à 22h30 pour esquisser le discours majeur que Wilson devait prononcer sur sa vision d'un règlement pour l'après-guerre. Deux heures plus tard, ainsi que House l'a écrit dans son journal, ils avaient "terminé de refaçonner la carte du monde." Toutefois, lorsque Wilson prononça son discours, il "passa remarquablement sous silence les complexités que l'Investigation avait rencontrées". Plus tard, après que le Traité de Versailles fut descendu en

flammes - et que la tentative amateuriste de diplomatie directe pratiquée par Wilson dans le processus de paix fut sévèrement critiquée -, les Allemands se plaignirent à juste titre qu'ils avaient été trompés pour signer l'Armistice par la promesse de Wilson de faire des Quatorze Points la base du règlement de l'après-guerre. Ainsi que l'Anglais Harold Nicolson l'écrivit :

"Il est difficile de combattre l'impression selon laquelle les Puissances Ennemies ont accepté les Quatorze Points tels quels, alors que les Puissances Alliées ne les acceptèrent que selon l'interprétation du Colonel House. [...] Quelque part, au milieu des imprécisions hâtives et très inquiétantes de ces jours d'octobre [1918], pointe l'explication du malentendu fondamental qui s'est fait jour depuis."

Et quel malentendu capital ! Même James Brown Scott, un expert juridique de la délégation des États-Unis, a dit du traité final que "les hommes d'État ont... fait une paix qui rend une nouvelle guerre inévitable". À la lumière de cette his- toire, nous pourrions créditer House d'avoir apporté une importante contribution pour mettre fin aux combats en 1918 - et d'avoir établi les pré-conditions de leurs reprises en 1939.

House et trois autres personnes (le secrétaire d'État Robert Lansing, Paul Warburg et Bernard Baruch) se joignirent à Wilson en personne pour composer la délégation américaine de cinq-hommes aux négociations de haut niveau à Versailles, qui débutèrent en décembre 1918. House partageait la vision de Wilson pour créer une Société des Nations et, lors de cette conférence, il fit tout son possible pour que sa vision se réalise, malgré la défection congénitale des États-Unis, qui refusèrent en fin de compte de la rejoindre. Trente-six ans plus tard, la création des Nations-Unies, une deuxième tentative pour l'établissement d'une ligue internationale du maintien de la paix, peut par conséquent être attribuée en partie à House.

Lorsque Wilson quitta la France à la mi-février 1919, il laissa House à la conférence "pour agir à sa place et avec toute sa confiance". En l'absence du président, House continua à faire ce qu'il avait fait avec succès pendant des décennies : passer

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

des accords, négocier des compromis lorsque nécessaire afin d'obtenir l'accord des autres parties et créer les meilleurs arrangements possibles dans une situation extrêmement complexe et lourde de conséquences. Bien que House maintînt Wilson informé de ses progrès, le président semblait ne pas comprendre totalement les accords que House passait avec la France.

Lorsqu'il retourna à Versailles à la mi-mars et prit connaissance des détails, il réagit avec mépris à ce qu'il percevait comme une trahison de ses idéaux élevés pour le règlement de la paix. Bien que House continuât de négocier des points spécifiques à Versailles, il n'a plus jamais agi comme chef de la délégation étasunienne et la relation intime entre House et Wilson s'est rapidement dissoute : "Leur amitié ne s'est jamais remise des événements de février et de mars 1919. Elle se termina dans l'amertume et l'incompréhension mutuelles, avec de graves conséquences pour tous les deux et, en fin de compte - il n'est pas exagéré de le dire -, pour la paix dans le monde."

Imperturbable, le Colonel House et les délégués britanniques et américains à la conférence de paix, se rencontrèrent à l'Hôtel Majestic de Paris le 30 mai 1919 et résolurent de former un "Institut des Affaires Internationales", avec une branche aux États-Unis et une autre en Angleterre. La branche anglaise devint le Royal Institute ofInternational Affairs (RIIA). Cet institut était destiné à guider l'opinion publique en vue de l'acceptation d'un gouvernement mondial unique - ou mondialisation.

La branche américaine fut enregistrée le 21 juillet 1921, sous le nom de Council on Foreign Relations (CFR). Celui-ci fut établi à partir d'un club new-yorkais assez terne, qui avait été créé en 1918 par des banquiers et des juristes de premier plan, afin de discuter du commerce et de la finance internationale. L'article II du règlement intérieur du CFR stipulait que quiconque révélerait des détails sur les réunions du CFR, en contravention avec son règlement, pouvait se voir desti- tué de la qualité de membre, ce qui qualifiait le CFR de

société secrète.

Après que les Allemands eurent signé le traité en juin, House revit le président lors de son voyage de retour aux États-Unis. Leur conversation, à cette occasion fut leur dernière.

"L'entourage de Wilson [sa femme Edith, son médecin personnel, l'Amiral Cary T. Grayson, son attaché de presse Ray Stannard Baker et le faiseur de rois, Bernard Baruch] interpréta alors les manœuvres diplomatiques parfaitement honorables de House comme relevant de la plus noire des trahisons". Edith Wilson, avec laquelle le président veuf s'était remarié en 1915, avait détesté House dès le premier jour. Elle lui en voulait évidemment à cause de l'intimité qu'il partageait avec son nouveau mari. Après que le président devint invalide à la suite d'une attaque cérébrale en septembre 1919, Edith, en dehors du fait qu'elle agissait de facto comme le président des États-Unis pour le reste du mandat de son mari, s'assura qu'aucune communication en provenance de House n'atteindrait Wilson qui était cloué au lit. Pendant des années, les deux hommes avaient été si proches que Wilson faisait entièrement confiance à House pour qu'il parle en son nom, sûr que ses propres pensées seraient exprimées avec précision. "M. House," avait dit une fois le président, "est ma deuxième personnalité. Il est mon moi indépendant. Ses pensées et les miennes ne font qu'un.". Mais House se retrouvait désormais totalement indésirable.

House vécut encore pendant vingt ans après la guerre. Il continua à circuler dans les plus hauts cercles du pouvoir aux États-Unis, en particulier parmi les hommes d'action du parti démocrate, ainsi qu'en Europe, mais il n'a jamais plus exercé cette sorte d'influence qu'il avait exercée entre 1912 et 1919 grâce à son association intime avec Woodrow Wilson. Il s'étendait considérablement pour raconter sa version de l'histoire et pour justifier ses actions, tandis qu'Edith Wilson et les autres membres de son entourage continuèrent de diaboliser l'éminence grise d'autrefois et de lui attribuer les échecs du président après la guerre. House voyageait encore avec style et socialisait avec les aristocrates européens et les

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

ploutocrates américains.

Il était, selon la formulation de Hogson, «un grand personnage au niveau mondial». Il n'a jamais critiqué publiquement Wilson et, même en privé, lorsqu'il le critiquait vraiment, il est toujours resté loyal. Lorsque Wilson mourut en 1924, House exprima le souhait d'être présent à ses funérailles, mais Bernard Baruch lui dit qu'il n'y serait pas admis. Après avoir con- seillé Franklin D. Roosevelt dans les années vingt et au début des années trente, House devint un personnage secondaire du comité d'expert, en 1932 et en 1933, et il contribua à l'élection de Roosevelt à la présidence des États-Unis. Ce ne fut que dans ses toutes dernières années qu'il se retira et retourna à ses affaires privées.

LAFOLLETTE, ROBERT MARION (1855-1925)

Sénateur du Wisconsin de 1905 à 1925. Il fut le meneur des partisans de la réforme agraire dans leur opposition aux banquiers new-yorkais et à leurs plans pour la Loi de Réserve Fédérale. Il se présenta à la présidence des États-Unis en 1924 sur un ticket socialiste-progressiste.

LaFollette est surtout connu pour avoir défendu le progressisme et pour son opposition aux trusts ferroviaires, à l'en- trée des États-Unis dans la Première Guerre Mondiale et à la Société des Nations.

LAUGHLIN, JAMES LAURENCE (1850-1933)

Economiste américain. Il obtint son doctorat à Harvard en 1876, puis il dirigea le département d'économie politique de l'Université de Chicago, de 1892 à 1916. Ce qui intéressait le plus Laughlin était les problèmes monétaires et des devises et il fut conseiller de divers États et gouvernements. En 1894-95, il réorganisa le système monétaire de Saint-Domingue. Economiste classique, il était un partisan de John Stuart Mill et de sa théorie économique, ce qui ne l'empêcha d'encourager des penseurs aussi peu orthodoxes que Thorstein Veblen et Wesley C. Mitchell. Il était le rédacteur en chef du Journal of Political Economy (1892-1933).

LINDBERGH, CHARLES AUGUSTUS (Sr) (1860-1924)

Représentant du Minnesota au Congrès des États-Unis (1907-1917), il conduisit la lutte contre la promulgation de la Loi de Réserve Fédérale en 1913. Il a resté député jusqu'en 1917, année où il démissionna pour se lancer dans la course au gouvernorat du Minnesota. Il conduisit une bonne campagne, malgré les attaques des journaux adverses, emmenées par le New York Times. Sa campagne fut affectée négativement lorsque les agents fédéraux brûlèrent ses livres, dont «Why Is Your Country at War ?», ainsi que les papiers que contenait son bureau, chez lui, à Little Falls, dans le Minnesota.

Voici un extrait de son livre «Banking and Currency and The Money Trust» (1913) :

"Lorsque la loi d'urgence Aldrich-Vreeland fut examinée à la Chambre dans sa version finale, prête à être votée, les débats furent limités à trois heures et c'est le banquier [Edward B.] Vreeland qui les dirigea. Cela prit si longtemps aux députés pour obtenir une copie du projet de loi que nombre d'entre eux ne purent mettre la main sur l'une d'entre elles que quelques minutes avant le vote. Aucun député souhaitant exposer le point de vue du peuple ne disposa de suffisamment de temps pour pouvoir analyser correctement ce projet de loi. J'ai demandé à pouvoir m'exprimer et l'on m'a dit que si je votais cette loi, on m'accorderait un temps de parole, mais pas dans le cas contraire. D'autres députés ont été traités de la même manière.

"En conséquence, le 20 juin 1908, le Trust Monétaire a remporté sa première victoire et la Loi d'Urgence AldrichVreeland est entrée en vigueur. Ainsi, un premier précédent à été établi pour que le peuple garantisse les titres émis à profusion par les riches, en en faisant la base sur laquelle la monnaie est émise. Ce fut le point d'entrée. Désormais, nous avions garanti l'argent des riches. Grâce à celle loi, la voie a été ouverte dans l'intention de nous obliger à garantir leurs actions et leurs obligations émises à profusion. Bien sûr, ils tenaient trop à essayer de la compléter en une loi

unique, qui aurait été un vol énorme s'ils y avaient finalement inclus tout ce qu'ils voulaient obtenir. Ils savaient qu'ils se seraient fait attraper s'ils l'avaient fait et, par conséquent, il a été planifié que tout l'ensemble soit mené à bien par une succession de lois. Les trois premières phases sont en place.

"La phase n° 1 a été sa construction, entre 1896 et 1907, au moyen de la spéculation sur les actions et autres mé- thodes et moyens détournés représentant des dizaines de milliards [de dollars] en actions, obligations et [autres] titres émis à profusion.

"La phase n° 2 fut la Panique de 1907, méthode par laquelle ceux qui n'étaient pas favorables au trust monétaire pou- vaient être mis en faillite et qui permettait d'effrayer le peuple pour qu'il exige des changements dans les lois sur le sys- tème bancaire et monétaire que le Trust Monétaire élaborerait.

"La phase n° 3 a été le vote de la loi d'urgence Aldrich-Vreeland, en vertu de laquelle les intérêts du trust monétaire auraient le privilège d'adosser les titres et les actions émis à profusion à la devise du gouvernement. Mais, tandis que cette loi ne contenait aucune autorisation de changer la nature des billets de banques, le Trésorier-Payeur des États-Unis (d'une façon pour laquelle je n'ai pu trouver aucune raison valable) a laissé supposer cette autorisation et il a modifié la nature des billets de banque qui étaient émis en échange des obligations du gouvernement. Jusqu'alors, sur ces billets de banque il était écrit : 'Ce billet est garanti par les obligations des États-Unis'. Celui-ci l'a modifié ainsi : 'Ce billet est ga- ranti par les obligations des États-Unis et d'autres titres'. 'Ou d'autres titres' a été l'ajout qui a été obtenu par les intérêts spéciaux.

"Cependant, la chose principale réalisée par le Trust Monétaire, en conséquence de la promulgation de cette loi, fut la nomination de la Commission Monétaire Nationale, dont la qualité de membre était principalement réservée aux banquiers, aux agents et aux avocats qui ont généralement été éduqués en faveur du Trust Monétaire et qui partagent une communauté d'intérêts avec [lui]. La Commission Monétaire Nationale a placé à sa tête le même Sénateur Nelson W. Aldrich et le même Député Edward B. Vreeland, qui étaient en charge au Sénat et à la Chambre des Représentants durant la loi qui l'a créée.

"Cette loi a autorisé cette commission à dépenser de l'argent [public] sans limite et sans rendre de compte. Celle-ci a dépensé plus de 300.000 dollars [plus de 10 millions de dollars de 2010], afin d'apprendre comment former un plan au moyen duquel ils pouvaient créer un plus gros trust monétaire et, après tout cela, elle a recommandé au Congrès d'accorder à ce trust proposé une charte de cinquante ans grâce à laquelle ce dernier pourrait voler toute l'humanité. Un projet de loi dans cet objectif a été introduit par les membres de la Commission Monétaire et son passage prévoyait d'être la toute dernière loi finale de la campagne en vue d'asservir complètement le peuple.

"La quatrième phase n'est toutefois qu'en incubation et l'on peut espérer que d'ici là nous réalisions le danger dans lequel nous nous trouvons tous, puisque c'est la législation finale proposée qui, si elle réussit, nous placera sous le contrôle total des intérêts financiers. L'Histoire ne relate rien d'aussi spectaculaire dans la conception, ni d'aussi habilement manipulé, que cette tentative de créer la National Reserve Association (le système de la réserve fédérale) que ce que l'on appelle le Plan Aldrich - et l'on ne trouve dans l'Histoire aucun fait ou événement planifié pour parvenir à des fins égoïstes avec les mêmes méthodes trompeuses que cette entreprise colossale. Les hommes, les femmes et les enfants ont été également inconscients de la façon furtive avec laquelle cette pieuvre des plus géantes -un trust monétaire des plus formidables - étend ses tentacules dans ses efforts à faire plier toute l'humanité dans une servitude perpétuelle pour assouvir la volonté avide de ce monstre.

"J'étais député lorsque la Panique de 1907 se produisit, mais je m'étais préalablement familiarisé avec beaucoup d'approches des grands financiers. En conséquence de quoi, j'ai découvert dans cette étude, que j'ai établie pour exposer le Trust Monétaire, le plus grand géant financier du monde. Je

savais que je ne pouvais pas réussir à moins d'aider le public à partager mon sentiment. Je devais l'obtenir ou échouer. Le trust monétaire avait couché ses plans longtemps auparavant et les mettait déjà à exécution."

McFADDEN, LOUIS T. (1876-1936)

Banquier et homme politique américain. Représentant républicain de Pennsylvanie de 1915 à 1935 au Congrès des États-Unis, il fut le président de la Commission Bancaire et Monétaire de la Chambre des Représentants (1920-1931). Il s'opposa courageusement aux manipulateurs du Système de la Réserve Fédérale dans les années vingt et trente. Il a introduit des projets de loi pour mettre en accusation le Conseil des Gouverneurs de la Réserve Fédérale, ainsi que des hauts-fonctionnaires qui s'étaient alliés avec eux. Après trois tentatives d'assassinat, il mourut dans des circonstances mystérieuses.

Voici un extrait du célèbre discours qu'il prononça le 10 juin 1932 devant la Chambre des Représentants :

"Monsieur le Président, nous avons dans ce pays l'une des institutions la plus corrompue qui ait jamais existé nulle part ailleurs dans le monde. Je veux parler du conseil des gouverneurs de la réserve fédérale ainsi que des banques de la réserve fédérale. Le conseil des gouverneurs de la réserve fédérale, un conseil gouvernemental, a dépouillé le gouvernement des États Unis d'Amérique de sommes plusieurs fois supérieures à la dette nationale.

"Cette institution diabolique a appauvri et ruiné le peuple des États Unis d'Amérique ; elle s'est elle-même mise en faillite et a pour ainsi dire mis en faillite notre gouvernement. Elle l'a fait grâce à des imperfections de la loi en vertu desquelles elle opère, au moyen de malversations orchestrées par le conseil des gouverneurs de la réserve fédérale et par les pratiques de corruption des riches vautours qui la contrôlent.

"Ce dont nous avons besoin est un retour à la Constitution des États Unis d'Amérique. Il nous faut une séparation complète entre la Banque et l'État. L'ancien combat qui fut

mené, ici, à l'époque de lackson, doit être mené à nouveau [...] La Loi de Réserve Fédérale doit être abrogée et les banques de la réserve fédérale, ayant manqué à leurs obligations, doivent être immédiatement liquidées. Des fonctionnaires déloyaux ont violé leur serment et ils doivent être mis en accusation et traînés en justice. Si nous ne le faisons pas, je prédis que le peuple américain, outragé, volé, pillé, insulté et trahi dans son propre pays, se soulèvera et exprimera sa colère en installant, ici, un président qui expulsera les cambistes hors du temple."

MORGAN, JOHN PIERPONT (1837-1913)

Le premier membre de la famille Morgan fut Miles Morgan, qui était arrivé du Pays de Galles en 1636 et s'était installé à Springfield, dans le Massachusetts. Junius Spencer Morgan est né en 1813 à West Springfield. Il était le fils de Joseph Morgan et de Sarah Spencer. Son père avait débuté comme fermier près de Hartford, dans le Connecticut, mais ne resta pas longtemps dans cette activité. Il a amassé une fortune considérable, d'abord dans le transport de diligences, puis dans l'exploitation d'hôtels et, enfin, dans des sociétés d'assurance contre l'incendie. Junius Morgan poursuivit ses études dans le Vermont, dans un établissement qui deviendra par la suite la Norwich University, et, vers la fin de son adolescence, son père le plaça dans une société d'articles de mercerie. Au bout d'un certain temps, Junius Morgan s'installa à New York City, où il rejoignit la firme de courtage A. & M. Ketchum. Après une première expérience dans cette so- ciété, il acquit la qualité d'associé, d'abord dans la société de commerce Howe, Matther & Co., à Hartfort, puis il s'associa avec J. M. Beebe, dans /. M. Beebe, Morgan & Co., à Boston. Cette dernière société devint l'une des plus grosses sociétés du pays, avec Levi P. Morton qui les rejoignit comme associé.

En 1854, Junius Morgan devint associé dans la firme bancaire internationale très puissante George Peabody & Co., où il resta pendant dix ans jusqu'au départ à la retraite de George Peabody. À ce stade, la société avait été rebaptisée

J.S. Morgan & Co. et Junius Morgan dirigera l'entreprise jusqu'à sa mort, survenue un quart de siècle plus tard. Dans les dernières années de sa vie, ce fut toutefois son fils qui dominait les affaires de la société. La société de Peabody et de Morgan était un maillon important du système de communications financières entre Londres et l'Amérique qui s'industrialisait. L'œuvre la plus importante qui couronna la carrière de Junius Morgan fut le placement d'un prêt de 50 millions de dollars [environ 1 milliard d'euros d'aujourd'hui] auprès de la France en 1870, durant la guerre contre la Prusse. Le gouvernement français, qui n'avait pas réussi à obtenir un tel prêt à Paris ou à Londres, approcha Morgan, lequel parvint à lever cette somme. Cette réussite eut pour résultat de placer J.S. Morgan Company au premier rang des maisons bancaires émettrices de Londres. Durant cette période, une part importante des investissements britanniques en Amérique passait par la firme bancaire de Morgan.

En 1936, Junius Morgan épousa Juliet Pierpont, qui était originaire de Boston. Ils eurent cinq enfants, dont un disparut précocement. Leur fils, John Pierpont Morgan, naquit à Hartford et accomplit sa scolarité dans les écoles locales jusqu'à l'âge de 14 ans, lorsque ses parents déménagèrent à Boston. Là, il entra au collège d'où il sortit à l'âge de 17 ans. La même année, son père prit une participation dans la société de Peabody, à Londres, et John Pierpont fut envoyé aux Açores pour des raisons de santé. Ensuite, il intégra une école à Genève, puis passa deux ans à l'université de Gôttingen en Allemagne. Morgan intégra la maison bancaire de son père en 1856 et fut envoyé à New York l'année suivante, pour rejoindre Duncan, Sherman & Co., qui représentait George Peabody & Co. en Amérique. Sa première entreprise importante eut lieu peu après son arrivée, lorsqu'il fut envoyé à la Nouvelle Orléans pour aller voir comment se déroulait le bu- siness du coton et du trafic maritime. Arrivé sur place, il tomba sur une cargaison de café dont le capitaine du bateau avait reçu pour instruction de l'écouler du mieux qu'il pouvait. Morgan prit des échantillons de café, alla voir des mar- chands locaux,

enregistra les commandes et retourna au bateau où il acheta toute la cargaison avec une traite à vue tirée sur Duncan & Sherman. Le lendemain, ses supérieurs à New York devinrent fous de rage en apprenant son audace, mais il fut en mesure de les informer qu'il avait vendu tous les sacs de café en réalisant au passage un joli profit.

Le plus gros atout de J.P. Morgan, ses liens intimes avec le monde bancaire britannique, fut mit en péril peu après cet événement. La Panique de 1857 avait placé la firme de Peabody à Londres dans une situation désespérée et des rumeurs couraient à New York disant qu'elle était sur le point de déposer le bilan. Cependant, J.P. Morgan découvrit bientôt que la firme avait été sauvée grâce à un crédit d'1 million de livres accordé par la Banque d'Angleterre. La société s'était tellement renforcée que J.P., quatre ans plus tard, quitta Duncan & Sherman pour fonder J.P. Morgan & Company, afin d'agir comme agent pour la société de son père à New York. Au départ, il n'avait même pas un employé de bureau pour l'aider, mais ses affaires progressaient et marchaient plutôt bien. Puis J.P., de concert avec Ketchum, commença à acheter de l'or discrètement et en petites quantités. Après avoir accumulé une somme bien rondelette, ils en vendirent la moitié à l'étranger, d'un bloc, afin de faire monter le cours et, ensuite, ils vendirent le reste en dégageant un profit de 160.000 dollars. Bien que ce fût une manœuvre astucieuse et relativement légale, Junius Morgan la considéra plutôt comme une opération indécente, tendant à déprécier la valeur de la monnaie en période de crise. Par conséquent, il enjoignit J.P. de prendre comme associé principal un homme plus mûr et plus sage. Charles H. Dabney, qui avait été auparavant associé dans Duncan, Sherman, rejoignit donc l'entreprise en tant qu'associé principal de la firme à New York, laquelle devint Dabney & Morgan entre 1867 et 1871, date à laquelle Dabney partit en retraite. En 1871, J.P. créa la société Drexel, Morgan of New York avec Anthony Drexel, lequel dirigeait la maison bancaire. Celle-ci demeura Drexel, Morgan jusqu'à la mort de Drexel en 1893. Deux ans plus tard, elle fut rebaptisée J.P. Morgan &

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

Company. La maison bancaire Drexel, Morgan était en relation très étroite avec la Drexel Company de Philadelphie, avec la Morgan, Harjes & Co. de Paris et la
J.S. Morgan & Co. de Londres (devenue après 1910 Morgan, Grenfell & Co.). Elle devint l'une des maisons bancaires les plus puissantes du monde, menant à bien une longue série d'opérations de très grande diversité et dont beaucoup furent menées sur une grande échelle.

La première grande entreprise de capital-risque de J.P. Morgan fut menée dans le secteur des chemins de fer. Avant même de s'allier avec Anthony Drexel, Morgan avait attiré l'attention de la communauté financière lors d'une compétition qu'il avait remporté contre Jay Gould et James Fisk pour le contrôle de l'Albany & Susquehanna Railroad en 1869. Gould et Fisk étaient résolus à mettre la main par n'importe quel moyen sur cette ligne de chemin de fer et la victoire de Morgan indiqua un modèle qui resterait constant dans ses opérations. Il était essentiellement un organisateur et une force d'intégration, il combattait constamment les requins de son époque avec les mêmes armes qu'eux et il en triompha, devenant une force stabilisatrice dans le système économique. Après s'être allié avec Drexel en 1871, il entreprit de casser le monopole détenu par Jay Cooke dans les vastes opérations de refinancement du gouvernement des États-Unis. En 1873, faisant équipe avec la firme de Levi Morton à New York, qui était une proche alliée des Rothschild à l'étranger, Morgan obtint une portion des prêts au Trésor américain, afin que sa firme ait la chance de vendre des obligations en concurrence avec Cooke. Ensuite, lorsque la firme de Cooke fit faillite dans la panique de cette année-là, la firme de Morgan émergea comme la banque dominant le financement du gouvernement américain.

Cependant, ce ne fut pas avant 1875 que Morgan entra vraiment par la grande porte dans le financement des chemins de fer. Cette année-là, il forma un syndicat qui vendit secrètement, par l'intermédiaire de Junius Morgan en Angleterre, 25 millions de dollars d'actifs que Vanderbilt détenait dans la New York Central Railroad. Ceci permit à

William H. Vanderbilt de disposer d'une grande partie de ses actifs sans avoir à les écouler sur le marché américain. La façon dont Morgan avait mené cette transaction fit forte impression à Vanderbilt et permit à Morgan d'obtenir un siège au conseil d'administration de la New York Central. Cette affaire lui conféra également un très grand prestige dans les cercles financiers élargis et lui ouvrit la voie pour pouvoir s'impliquer dans un travail à grande échelle dans la réorganisation des chemins de fer de l'Amérique, avec en ligne de mire la restauration de la confiance à l'étranger vis-à-vis des actions américaines. En tant qu'intermédiaire entre les companies ferroviaires et les investisseurs anglais, il avait un intérêt immédiat à maintenir la valeur de leurs actions, et le besoin constant d'argent frais pour construire les voies ferrées le plaçait en position stratégique pour atteindre cet objectif. De 1885 à 1890, il tint une série de réunions chez lui, sur Madison avenue, où il persuada les principaux dirigeants des companies ferroviaires de tout le pays de former des associations volontaires pour la suppression de qu'il percevait comme des pratiques concurrentielles destructrices. L'aventure suivante de Morgan dans l'organisation des chemins de fer et leur mise en réseau arriva en 1885, lors d'un conflit entre la New York Central Railroad et la Pennsylvania Railroad concernant la ligne New York, West Shore & Buffalo. Etant donné que Morgan siégeait au conseil d'administration de la New York Central et que Drexel représentait les chemins de fer de Pennsylvannie, la firme Drexel, Morgan dans son ensemble avait un intérêt particulier à régler cette si- tuation. La ligne «West Shore» avait été construite quelques années auparavant par Jay Gould, George M. Pullman et le Général Horace Porter, afin de relier New York à Buffalo le long de la nouvelle ligne construite par Vanderbilt, la New York Central. L'idée n'avait pas marché et, avant 1885, leur ligne était en faillite. Cependant, un groupe de personnes avait racheté discrètement les obligations de la West Shore qui étaient dépréciées, avec la menace implicite que la ligne essaye de récupérer le très important fret des Grands Lacs de la New York

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

Central. L'argument de Morgan était que cela n'avait aucun sens pour ces deux géants de s'engager dans une guerre de tarifs acharnée (la Pennsylvania était classée au premier rang en tonnes par miles de fret aux États-Unis, tandis que la New York Central était deuxième). L'accord qu'il proposa était simple : la Pennsylvania renoncerait à tout intérêt dans la West Shore, permettant à la New York Central de la renflouer de la banqueroute et, en échange, la Central transférerait le contrôle du projet de South Pennsylvania Railroad à la Pennsylvania. Cette dernière était une ligne parallèle que Vanderbilt avait proposé de construire à travers la Pennsylvanie, de Pittsburgh à Philadelphie, en 1883, avec l'aide d'Andrew Carnegie. Toutes les parties tombèrent d'ac- cord et le problème fut réglé.

En 1886, Morgan réorganisa à la fois la Philadelphia & Reading Railroad et la Chesepeak & Ohio Railroad, et il joua un rôle majeur dans la réorganisation de la Baltimore & Ohio. Lorsque la Loi sur le Commerce Inter-États fut votée en 1887, interdisant les rabais et toutes sortes de discriminations dans les tarifs, Morgan s'y opposa, puisqu'il pensait que ses propres efforts à titre privé étaient beaucoup plus efficaces pour réguler les chemins de fer. Néanmoins, une fois la loi votée, il fit tout son possible, lors d'une série de réunions chez lui en 1889 et 1890, pour convaincre les présidents des compagnies de chemins de fer du pays à coopérer avec la loi et avec la Commission au Commerce Inter-États. L'une de leurs premières mesures fut d'établir un comité pour discuter avec cette commission et il conseilla vivement aux présidents de passer un accord définitif afin de ne pas réduire les tarifs et de ne pas construire de lignes concurrentes inutiles ; et ceux qui violeraient cet accord encourraient des amendes très importantes. Il ne réussit qu'à la marge dans sa tentative, mais cela ne fit qu'accroître sa détermination à atteindre ses objectifs à sa manière à une date ultérieure.

Pour mener ses réorganisations des années 1880 - et même ses plus grandes réorganisations des années 1890 -, Morgan se reposait sur une méthode opératoire très claire. Il exigeait cinq étapes élémentaires : d'abord, ses experts évaluaient la

capacité minimum de revenus et, ensuite, la dette à long terme était réduite jusqu'à ce que les revenus minimums puissent honorer les intérêts de cette dette ; deuxièmement, il était imposé aux actionnaires actuels de fournir les fonds de roulement nécessaires à la ligne réorganisée ; troisièmement, de nouvelles actions étaient émises en quantité nécessaire pour satisfaire tout le monde ; quatrièmement, les organisateurs faisaient payer très cher leurs services, ce qui représentait une source majeure de revenu pour la firme de Morgan ; et, cinquièmement, le contrôle futur de la ligne de chemin de fer était étroitement sécurisé, soit au moyen d'un conseil d'administration que les associés de Morgan ou leurs amis et autres personnes de confiance domineraient, soit au moyen d'une convention de vote avec laquelle les ac- tionnaires remettraient leurs droits de vote.

Après la panique de 1893, lorsqu'il fut appelé pour réorganiser un grand nombre de compagnies de chemins de fer dans le pays, en particulier la Southern Railroad, la Erie Railroad, la Philadelphia & Reading Railroad (pour la deuxième fois), et, avec la Deutsche Bank, la Northern Pacific, il suivit de très près les points mentionnés plus haut. Morgan insistait particulièrement sur le dernier point, étant donné qu'il avait vu le contrôle de la Baltimore & Ohio et de la Reading lui échapper après leur réorganisation dans les années 1880. À la fin du 19ème siècle, en plus des lignes qui étaient placées sous son contrôle direct, qui constituaient l'un des plus gros empires ferroviaires de l'époque, et celles qu'il contrôlait en partenariat avec James J. Hill, il exerçait également une grande influence à la fois sur les compagnies ferroviaires de Vanderbilt et celles de la Pennsylvania. Seules, les compagnies d'Harriman et de Gould ne dépendaient pas de lui.

Malgré l'énorme pouvoir et l'influence que Morgan avait construit dans la communauté financière et sur les chemins de fer du pays, il était toujours un personnage relativement méconnu auprès de la majorité des Américains, jusqu'à la grande crise de l'or du trésor américain dans les années 1890. Le Président Cleveland, fermement engagé dans l'étalon or,

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

voyait les réserves d'or du trésor fondre comme neige au soleil durant la dépression qui suivit la panique de 1893. En 1895, il dut se résoudre à demander aux banquiers internationaux qu'ils lui viennent en aide. Morgan, en tant que premier banquier américain, disposant de relations étroites avec la communauté bancaire européenne, forma un consortium pour fournir au gouvernement américain quelques 65 millions de dollars d'or, dont la moitié provenait de l'étranger. Bien qu'il réussît à enrayer la fuite d'or avec cette technique, Cleveland et Morgan, à l'époque, subirent tous deux des critiques sé- vères à cause des conditions de la transaction. Les banquiers avaient garanti ces obligations sur la base d'un rendement de 3 et de 3,25 %, lequel, avec la flambée du cours des obligations, était censé mettre dans la poche des banquiers quelques 16 millions de dollars. Des hommes politiques rivaux, comme William Jennings Bryan, se jetèrent sur l'occasion, accusant l'administration Cleveland d'hypothéquer l'avenir de l'Amérique pour remplir les poches de Morgan et des banquiers étrangers. L'attitude de Morgan n'arrangea pas non plus les choses : il refusa de révéler l'étendue de ses profits devant une commission parlementaire et toute l'affaire contribua à renverser le gouvernement de Cleveland en 1896.

Bien que Morgan fût devenu l'un des hommes les plus exécrables et les plus haïs en Amérique, caricaturé constam- ment dans la presse satirique comme le chef d'une bande de « barons voleurs » avides, cela ne le dissuada pas le moins du monde d'agir comme il l'avait toujours fait. En effet, son pouvoir ne fit que croître et ce fut dès lors qu'il remporta ses plus grandes victoires dans la vaste réorganisation du système économique de l'Amérique. La mesure la plus importante que prit Morgan en dehors du secteur des chemins de fer et du financement du gouvernement fut le développement d'Edison Electric Company et de General Electric. Dès 1878, lorsque Edison commençait tout juste ses expérimentations sur l'ampoule électrique à incandescence, Morgan, en compagnie de ses associés Eggisto Fabbri et Henry Villard, avait constitué un consortium qui capitalisait Edison à hauteur de 300.000

dollars, leur conférant 3.000 actions de l'Edison Electric Light Company. En retour, ils devaient redonner 2.500 de ces actions à Edison en échange de son accord de céder à la société toutes les inventions et les améliorations qu'il pourrait mettre au point dans le domaine de la lumière à incandescence dans les cinq années suivantes. À partir de 1882, le travail avait été perfectionné et Drexel & Company à Philadelphie fut l'une des premières sociétés à installer un système d'éclairage électrique. Toutefois, à partir de 1890, cette société, à présent dénommée Edison General Electric, avait accumulé une dette de 3,5 millions de dollars pour se développer et des manœuvres avaient débuté en vue d'une fusion avec sa principale concurrente, la Thomson-Houston Electric Company. Morgan arrangea en 1891 une nouvelle combinaison qui allait s'appeler General Electric. Cette nouvelle entité était capitalisée à hauteur de 50 millions de dollars (relativement plus que les actifs combinés des deux sociétés qui la constituaient et qui représentaient une capitalisation totale de 33 millions de dollars). Bien que la société connût une période difficile durant la dépression des années 1890, au début du 20ème siècle, elle était devenue un acteur dominant de l'industrie électrique.

Ensuite, Morgan se tourna vers l'industrie de l'acier, en 1898, en finançant la création de la Fédéral Steel Company et, peu de temps après, la National Tube Company et l'American Bridge Company. Une fois tout cela accompli, il commença à travailler sur la prise de contrôle du géant industriel, Carnegie Steel Company, et sa fusion avec d'autres intérêts indus- triels, pour former le géant U.S. Steel Corporation en 1901. William H. et James H. Moore, de connivence avec Henry Clay Frick et Henry Phipps, tous deux associés de Carnegie, avaient pratiquement racheté les intérêts de Carnegie en 1900 et Morgan était désormais déterminé à fusionner ses sociétés avec les intérêts de Carnegie, de Rockefeller, des frères Moore et de John W. Gates, s'arrangeant pour racheter ces diverses sociétés à un prix très élevé. La nouvelle société était visiblement sur-capitalisée, mais un consortium à la fusion

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

entreprit la tâche énorme de la financer -sa capitali- sation atteignait 1,4 milliards de dollars, une somme colossale pour l'époque. Peu de temps après avoir été organisée, cette société qui contrôlait 60% de l'industrie de l'acier aux États-Unis a vu son action chuter lourdement, mais des années prospères sous la direction dynamique d'Elbert H. Gary rendirent la société extrêmement profitable.

Morgan entama alors un tourbillon de restructurations parmi les principales industries des États-Unis. En 1902, il finança l'International Harvester Company, qui était une combinaison de McCormick Harvesting Machine Company, de la Deering Company et de trois autres entreprises rivales, regroupant en une seule entreprise quelques 80% du marché des moissonneuses. Cette entreprise fut dès le début une réussite complète. Cependant, il eut moins de chance avec la grandiose International Mercantile Marine Company, organisée la même année. Elle était une combinaison de compagnies de transport maritime, britanniques et américaines, avec laquelle il espérait voir stabiliser le transport océanique de la même manière qu'il l'avait fait avec les chemins de fer. Toutefois, Morgan découvrit qu'il y avait peu de demande pour les titres de cette société et ce monstre sur-capitalisé finira par se retrouver entre les mains des administrateurs judiciaires. A cette époque, l'image de Morgan commença également à être écornée par son combat contre Edward H. Harriman pour le contrôle de la Northern Pacific Railroad. Bien que Morgan fût capable de maintenir son allié, James J. HilL au contrôle de la compagnie de chemins de fer, il fut obligé d'accorder à Harriman un siège au conseil d'administration, alors que leur lutte acharnée avait provoqué une panique sévère à la bourse en 1901 et en 1902. De plus, le dispositif qu'ils avaient mis en place pour en assurer le contrôle à Morgan et à Hill - une société de holding appelée la Northern Securities Company - fut déclarée illégale en 1904 par la Cour Suprême, à cause de la restriction du commerce qu'elle imposait.

Cependant, il regagna une grande partie de son prestige durant la Panique de 1907, lorsque les banquiers et le

gouvernement se tournèrent vers lui pour ses qualités de leader. Sa puissance était reconnue par le Secrétaire au Trésor, qui plaça en dépôt dans sa maison bancaire et ses filiales de grandes sommes d'argent du gouvernement, en vue de leur utilisation pour des aides financières. Avec ses alliés compétents, George F. Baker et James Stillman, il aida à mettre fin à la Panique et, dans le processus, la Moore & Schley Company, qui était au bord de la faillite, fut soulagée des actions qu'elle détenait dans la Tennessee Coal, Iran & Railroad Company, lorsque U.S. Steel Company racheta ces actions avec des obligations négociables. Cela sauva la maison Moore & Schley, mais le Président Taft intenta plus tard une accusation contre U.S. Steel, accusation basée en partie sur cette transaction.

Certains historiens prétendent que Morgan n'a entrepris aucune grande restructuration ou n'a plus réalisé de grands exploits dans les dernières années de sa vie. Pourtant, il a vraiment continué à consolider l'influence de la maison Morgan dans de nombreux secteurs d'activité, en particulier dans la banque et l'assurance. Et de quelle manière ! Morgan avait toujours travaillé en étroite collaboration avec la First National Bank of New York et il en était le plus gros actionnaire. George F. Baker, de la First National, et Morgan étaient tous deux intéressés par l'acquisition de la Bankers Trust Company, fondée en 1903 par Henry P. Davison. Bankers Trust avait grandi très vite et, en 1911 et 1912, elle avait absorbé les Mercantile & Manhattan trust companies. Pendant ce temps, Morgan et Baker contrôlaient ensemble la Gua- ranty Trust Company, laquelle, en 1910, avait fusionné avec deux autres entreprises, la Morton et la Fifth Avenue. De plus, Baker détenait une majorité du capital de la Chase National Bank, et les deux hommes étaient extrêmement influents dans l'Astor Trust Company, la Liberty National Bank, la Chemical Bank et la National Bank of Commerce. Davison avait d'abord été introduit dans la First National Bank et, ensuite, il est devenu un associé de Morgan, consolidant ainsi leur contrôle sur la Bankers Trust. Finalement, en 1907, James Stillman, le patron

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

de l'importante National City Bank, s'est beaucoup rapproché de Morgan, qui devint actionnaire de sa banque et qui plaça son fils à son conseil d'administra- tion.

Morgan commença également à étendre son influence dans l'industrie des assurances. Depuis déjà un certain temps, George W. Perkins, un associé de Morgan, était vice-président de la New York Life Insurance Company. Puis, en 1909, Morgan racheta les intérêts que Thomas Fortune Ryan et Edward H. Harriman détenaient dans l'Equitable Life Assu- rance Society, lui conférant ainsi le contrôle de cette société. Il en partageait les intérêts et le contrôle avec Baker et Stillman. C'était le grand « verrouillage » qui se développait dans la communauté bancaire new-yorkaise, avec Morgan à son centre, lequel déclencha une enquête parlementaire sur le «Trust Monétaire», alors que les débats au Congrès étaient très enflammés au sujet de la Loi de Réserve Fédérale. Ce fut l'objet de la Commission Pujo, en 1913. Morgan fut appelé en personne pour témoigner et son témoignage fut le point culminant de ces auditions. Il fut traité avec une très grande déférence et toutes ses réponses, bien que polies, furent évasives. Toutefois, les conclusions de la commission révélèrent de façon criante l'extraordinaire centralisation du contrôle financier en Amérique.

La Commission Pujo fut en mesure d'annoncer quelques statistiques étourdissantes. Elle avait découvert que si l'on mettait dans le même panier les associés de Morgan et les directeurs de la First National Bank et de la National City, de la Bankers Trust Company et de la Guaranty Trust Company, on avait un groupe d'hommes qui détenaient ensemble 118 postes d'administrateur dans 34 banques et sociétés fiduciaires, 30 postes d'administrateur dans 10 compagnies d'assu- rance, 105 postes d'administrateur dans 32 sociétés de transport, 64 postes d'administrateur dans 24 grosses sociétés de commerce et de production et 25 postes d'administrateur dans 12 sociétés de services publics, totalisant 341 postes d'administrateur dans 112 grosses entreprises avec des ressources globales ou capitalisations totales au-dessus de 22

milliards de dollars (plus de 1.000 milliards de dollars de 2010). Depuis ces 341 postes d'administrateur, les membres de la firme J.P. Morgan & Company, banquiers privés, avec des dépôts de 162 millions de dollars, contrôlaient ou détenaient une voix prépondérante dans les banques et les sociétés fiduciaires de New York, représentant des ressources totales de 723 millions de dollars, sans compter Equitable Life, qui en ajoutait 500 millions. Alors que la commission achevait ses travaux, Morgan décéda. Il était devenu sans conteste le personnage financier dominant le plus puissant dans une période épique du capitalisme américain. Avec ses contacts britanniques, il avait peut-être été l'homme-orchestre par l'intermédiaire duquel le capital étranger construisait l'Amérique. Il avait été essentiellement un banquier, pas un pionnier de l'industrie - il s'était tourné vers les chemins de fer et l'industrie, où il réalisa de profonds changements, exclusivement dans l'intérêt et pour la protection des investisseurs et des déposants.

Morgan fut pendant un grand nombre d'années le président du Metropolitan Muséum of Art, et une bonne partie de sa collection d'oeuvres d'art fut donnée au musée. Ses trésors littéraires étaient hébergés dans un magnifique immeuble de marbre attenant à sa résidence, lequel devint une bibliothèque publique de référence. Sa collection d'oeuvres d'art était évaluée à 50 millions de dollars et, en plus, il fit don de 68 millions de dollars supplémentaires, beaucoup moins que d'autres magnats comme Frick, Ryan, Carnegie, Rockefeller ou Mellon. Il épousa la New-yorkaise Amelia Sturges, en 1861, mais celle-ci décéda l'année suivante. En 1865, il se maria en secondes noces avec Frances Louise Tracy, également de New York, et ils eurent quatre enfants, dont J.P. Morgan Jr.

J.P. Morgan Jr, naquit à Irvington, dans l'État de New York, et suivit sa scolarité à la St Paul's School. Il fut diplômé de Harvard en 1889. Après une brève association dans une firme bancaire de Boston, le jeune Morgan rejoignit la société de son père comme associé en 1892. Après un court apprentissage à

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

New York, il fut envoyé pendant 8 ans à Londres (de 1893 à 1901), où il maîtrisa non seulement les subtilités des affaires bancaires internationales, mais il développa également une profonde affection pour l'Angleterre qui allait se manifester plus tard. Il retourna à New York en 1901 où il travailla avec zèle aux côtés de son père pendant les douze années suivantes, l'aidant à construire et à consolider le vaste pouvoir de la banque Morgan. A la mort de son père en 1913, il prit la tête de la J.P. Morgan Company.

Bien que le jeune «Jack» Morgan poursuivît les méthodes et la politique de son père dans ses affaires avec l'industrie, les chemins de fer, les banques et les autres institutions financières, ce fut dans le domaine du financement du gouvernement, en particulier durant la Première Guerre Mondiale, qu'il laissa sa meilleure empreinte. La firme Morgan était con- sidérée depuis longtemps comme la principale maison bancaire internationale en Amérique et, avec ses connexions à Londres et à Paris, ce fut un choix logique d'agir comme agent financier pour les gouvernements Alliés. Sur l'initiative de Jack Morgan, la maison bancaire devint l'unique agent en Amérique pour les achats des gouvernements britannique et français. Depuis le début de 1915 et jusqu'à ce que les États-Unis entrent en guerre, J.P. Morgan & Company traitait des ordres d'une valeur supérieure à 3 milliards de dollars pour des fournitures de guerre sur lesquelles elle était commissionnée. Lorsque que le gouvernement de Wilson leva les restrictions sur les prêts aux belligérants en 1915, Morgan, sans indemnisation de la part de ses sociétés, organisa un consortium de 2.200 banques pour financer un prêt d'une dimension sans précédent - 500 millions de dollars d'obligations à 5% - garanti par la Grande-Bretagne et la France. Les émissions ultérieures au cours des deux années suivantes firent passer ce total à plus d'1 milliard et demi de dollars. En juillet 1915, un défenseur de la cause allemande lui tira dessus, mais il ne sera pas gravement touché.

Les activités de Jack Morgan pour les Alliés durant la Première Guerre Mondiale, qui soulevèrent des critiques dans

certains milieux parce qu'elles contournaient allègrement les règles de la neutralité, apportèrent quand même généralement un prestige énorme à la société. Ce prestige s'était amoindri dans les dernières années de J.P. Morgan Sr, avec les révélations de la Commission Pujo, mais le jeune Jack le restaura vers des sommets encore plus hauts. Le vieux Morgan avait disparu, mais l'institution qu'il avait mise en mouvement était à présent plus puissante que jamais. Cependant, la période d'après-guerre trouva la situation de l'entreprise substantiellement changée par rapport à ce qu'elle avait été dans le passé. J.P. Morgan & Company avait construit sa puissance et son prestige par sa capacité à faire venir le capital européen vers une Amérique qui en manquait cruellement. La guerre marqua un déplacement brutal des sièges financiers dans le monde, de l'Europe vers les États-Unis, qui étaient désormais devenus la grande nation créancière de la guerre. La London Connection et la Paris Connection de la société Morgan n'étaient plus aussi importantes que par le passé.

Pourtant, dans le même temps, la croissance sans égal de l'économie américaine au cours des années 1920, avec les besoins accrus des emprunteurs nationaux et étrangers, ainsi que l'émergence d'un immense marché capable d'offrir des titres au public, créa de nouvelles opportunités gigantesques pour les banquiers d'investissement. La banque Morgan, sous la direction de Jack Morgan, fut prompte à reconnaître et à exploiter ces opportunités, mais l'émergence de nouveaux intermédiaires financiers dans le secteur de l'investissement réduisit la position prédominante qui avait été celle de cette banque dans le passé. Néanmoins, elle resta le chef de file incontesté du secteur bancaire en Amérique. Sa puissance était basée non pas sur ses ressources, puisqu'elle n'était pas la plus grosse banque de Wall Street, mais sur la qualité de ses clients, sur sa réputation deprestataire de services raisonnable et honnête et sur l'habileté financière de ses principaux associés.

La firme Morgan poursuivit son important travail dans le financement des gouvernements étrangers au cours de la

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

période d'après-guerre et Morgan acquit une réputation solide en tant qu'expert en recapitalisation des dettes nationales. Entre 1917 et 1926, J.P. Morgan & Company introduisit en bourse des obligations d'État pour la Grande-Bretagne, la France, la Belgique, l'Italie, l'Autriche, Cuba, le Canada et l'Allemagne, pour un montant total de 11,7 milliards de dollars. Jack Morgan exerça des fonctions à Paris en 1922 dans une Commission de banquiers qui cherchaient à ajuster les réparations [de guerre] allemandes, un préliminaire important au Plan Dawes de 1924. Il fut également délégué à la conférence sur les réparations, dirigée par Owen D. Young en 1929, laquelle donna le jour à la Banque des Règlements Internationaux. J.P. Morgan & Company devint le représentant américain de cette institution et plaçait ses titres sur le marché. La firme dirigeait également le consortium qui gérait la part américaine du «Young Plan Loan», et qui s'élevait à 98,25 millions de dollars.

Au cours des années 1920, la firme Morgan vendit pour environ 4 milliards de dollars d'actions et d'obligations pour le compte de sociétés américaines. Environ la moitié de ces titres étaient des obligations de compagnies ferroviaires, un autre milliard des émissions de compagnies de services publics et de sociétés de holding de services publics, et seulement 3% des titres nationaux traités par Morgan étaient des actions ordinaires. Lorsque la bourse s'effondra en octobre 1929, Jack Morgan et sa banque essayèrent de réunir les opérateurs du marché pour sauver la communauté financière comme son père l'avait fait durant la crise de 1907. Cinq banquiers se réunirent dans son bureau le 24 octobre 1929 et formèrent un pool estimé à 20 ou 30 millions de dollars, conduit par Thomas W. Lamont. Ils tentèrent d'enrayer la panique, mais n'y parvinrent pas. Durant les années 1930, Morgan et sa firme firent l'objet d'une surveillance étroite de la part du gouvernement, afin de déterminer quel rôle ils avaient joué, en compagnie d'autres institutions financières, dans l'effondrement de la bourse.

La Loi Bancaire de 1933 (le Glass-Steagall Act[1]) ordonna une

séparation de la banque de dépôt et de la banque d'investissement et, l'année qui suivit, J.P. Morgan & Company se retira du secteur de la banque d'investissement pour devenir une banque commerciale privée. Un grand nombre d'associés de Morgan s'en allèrent toutefois former une nouvelle banque d'investissement - la Morgan, Stanley & Company. Jack Morgan resta à la tête de la banque commerciale. Depuis le milieu des années 1930, il ne prenait plus que mollement part à la gestion active de la banque, laissant celle-ci à d'autres associés. Il prit les fonctions de directeur de l'Aetna Insurance Company, dont son arrière-grand-père, Joseph Morgan, avait été l'un des fondateurs. Il endossa également les fonctions d'administrateur de l'International Mercantile Marine, de U.S. Steel, de la Northern Pacific Railroad, de la Pullman Company, de la New York, New Haven Railroad et de la First Surety Company of New York. Episcopalien, il épousa Jane Norton Grew, de Boston, en 1890. Ils eurent deux fils et deux filles.

Leur fils aîné, Junius S. Morgan II (1892-1960), est né à New York et fut diplômé de Harvard en 1914. L'année qui suivit, il rejoignit J.P. Morgan & Company, restant avec la société jusqu'à sa mort en 1960. Il fut associé dans la banque de 1914 à 1940, puis endossa les fonctions d'administrateur de la J.P. Morgan & Company, Inc. de 1940 à 1960. Il était membre du comité exécutif de la Continental Can Company et de Morgan & Company, ainsi qu'administrateur de l'Atlantic Mutual Insurance Company. Il était principalement une personnalité de prestige, puisque la direction réelle de la socié- té était restée entre les mains de son père et d'autres associés de Morgan jusqu'en 1940. Après cette datte, son rôle fut encore plus réduit. Il épousa Louise Converse, la fille d'un associé de Morgan, en 1915, avec laquelle il eut trois enfants.

MULLINS, DAVID W. (1946-)

Nommé gouverneur au Conseil de la Réserve Fédérale le 21 mai 1990, il endossa les fonctions de vice-président du Board en 1991, poste dont il démissionna le 14 février 1994 pour

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

rejoindre une nouvelle société de gestion monétaire, LongTerm Capital Management [LTCM], dirigée par John Meriwether, un ancien, vice-président de Salomon Brothers qui dut remettre sa démission pour son rôle dans un scandale de bons du Trésor en 1991. LTCM était un fonds de couverture (Hedge Fund) qui utilisait des techniques de transactions boursières informatisées sophistiquées, conçues entre autre par David Mullins pour tirer des profits sur les divergences entre les taux d'intérêt et les devises sur les diverses bourses mondiales (technique connue sous le nom d'arbitrage). Cependant, ceux qui croyaient gagner à tous les coups grâce à des techniques mathématiques ultra-sophistiquées durent revenir brutalement sur terre en 1998, lorsque leur fonds spéculatif s'effondra. En effet, ils avaient parié des sommes folles (1.200 milliards de dollars), mais la crise asiatique, puis celle du rouble, leur fit perdre en quelques jours tout leur capital. Ils ne durent leur salut qu'au président de la Banque de Réserve Fédérale de New York, William McDonough (le père du «ratio McDonough»), qui obligea les patrons des grandes banques d'affaires de New York et de quelques banques européennes à recapitaliser ce fonds en catas- trophe, afin d'éviter une réaction en chaîne sur le système financier international.

David W. Mullins est un distant cousin d'Eustace Mullins, descendant de John Mullins, le premier colon enregistré dans la partie ouest de la Virginie, héros de la bataille de King's Mountain et bénéficiaire d'une concession de 100 hectares de terres pour son service dans la Révolution américaine.

NORTON, CHARLES DYER (1871-1922)[2]

Son père, Franklin Burroughs Norton, était ministre à Oshkosh, dans le Wisconsin, où Charles Norton naquit en 1871. À l'âge de 14 ans, Charles commença à travailler pour la Mutual Life Insurance Company, à Milwaukee, économisant soigneusement ses revenus pendant quatre années, jusqu'à ce qu'il réunisse suffisamment d'argent pour se payer des études secondaires. Après être sorti diplômé à 'Amherst en 1893, il rejoignit le personnel de Scribner's Magazine. Ensuite, en 1895,

il retourna à la Mutual Life Insurance Company, à Milwaukee, qu'il quitta rapidement pour devenir associé dans la firme financière et d'assurances Kimbal & Norton. L'entreprise marchait bien, travaillant pendant un temps comme agents généraux de l'État de l'Illinois, une activité qui plaça Norton dans une position stratégique pour influencer la poli- tique publique.

Par l'intermédiaire de ses relations d'affaires, il rencontra Katherine McKim Garrison, une nièce de l'architecte new-yorkais de premier plan, Charles Follen McKim, fille de Wendell Phillips Garrison, rédacteur en chef de The Nation, et petite-fille de l'abolitionniste William Lloyd Garrison. En épousant Katherine en 1897, Norton se rapprocha de la réforme des traditions architecturales et entra dans une famille new-yorkaise très en vue. L'oncle de Katherine était Henry Villard, le financier des chemins de fer.

Norton s'éleva rapidement dans les cercles financiers de Chicago et devint membre du Merchants' Club, un groupe de jeunes hommes d'affaires orientés vers les services publics. En 1906, Norton fut élu à la présidence de ce club. Le secrétaire du club était Frédéric A. Delano, parent éloigné des Roosevelt.

Il quitta Chicago en 1909 pour intégrer l'administration Taft, à Washington, DC, où il devint le secrétaire privé du président en 1910 et 1911. Norton décida en 1911 de démissionner de ses fonctions auprès du Président Taft pour accepter le poste de vice-président de la First National Bank of New York qui était contrôlée par Morgan. Norton avait été proche des questions passionnées et violentes relatives à la réforme bancaire nationale et les intérêts de Morgan voulaient un homme qui pouvait aider à façonner la politique bancaire fédérale. En effet, Norton avait joué un rôle important dans la conception du plan mis en avant par le Sénateur Aldrich pour créer quinze associations bancaires régionales placées sous le conseil d'une banque centrale à Washington. C'est une version quelque peu modifiée de ce plan qui fut adoptée par le Congrès en 1912, établissant le Système de la Réserve Fédérale.

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

En 1911, lorsque Norton quitta Washington pour New York, il fit plus qu'un voyage sentimental. En effet, il prit le train près de la gare de l'Union (Union Station), conçue par son ami Burnhams, le célèbre architecte de Chicago, et descendit à la splendide gare de Pennsylvanie (Pennsylvania Station) tout juste achevée, conçue par Charles McKim et dont il était parent par alliance. Avec des plans ambitieux en cours à Chicago et à Washington, l'absence de plan pour New York offrait un défi à la vocation de Norton pour la planification. En 1914, Charles Norton fut nommé président de la commission permanente à la planification de la ville de New York, mais ce n'est qu'en 1929, après sa mort que ses plans pour une métropole new-yorkaise virent le jour.

PATMAN, WRIGHT (1893-1976)

Membre du Congrès des États-Unis et président de la Commission Bancaire et Monétaire de la Chambre de 1963 à 1974. Il a mené le combat au Congrès des États-Unis, depuis 1937 jusqu'à sa mort en 1976, pour tenter de stopper les manipulateurs du Système de la Réserve Fédérale.

Il joua également un rôle important au début de l'enquête sur le scandale du Watergate qui finira par faire tomber Richard Nixon.

PUJO, ARSENE (1861-1939)

Membre démocrate (Louisiane) du Congrès des États-Unis de 1903 à 1913. Il présida la Commission Bancaire et Monétaire de la Chambre et dirigea notamment la célèbre sous-commission «Auditions Pujo» en 1912, qui enquêta sur le trust monétaire.

RICHARDSON, SIR GORDON (1915-2010)

A la tête de la Banque d'Angleterre entre 1973 et 1983, président de J. Henry Schroder Wagg à Londres, de 1962 à 1972, directeur de J. Henry Schroder Banking Corporation à New York, de Schroder Banking Corporation, New York, de la Lloyd's Bank de Londres et de Rolls Royce.

ROCKEFELLER - Famille

On a beaucoup spéculé sur les origines des Rockefeller, tantôt affirmant que leurs descendants étaient des huguenots qui auraient fui la France après la révocation de l'édit de Nantes pour se réfugier en Allemagne, tantôt qu'ils descendraient d'une grande famille du Languedoc - les Roquefeuil. Les ouvrages de référence sur les origines patronymiques des immigrants américains sont à peu près unanimes : Rockefeller serait la version américanisée de l'allemand Roggen- felder (de roggen = seigle et felder = les champs ; roggenfelder = les champs de seigle). C'est l'origine connue la plus an- cienne de cette famille. On retrouve sa trace dans les villages d'Ehlscheid, de Segendorf et de Fahr, ainsi que dans le minuscule hameau de Rockenfeld, près de Neuwied, dans le Palatinat.

L'ancêtre le plus lointain que l'on connaisse aux Rockefeller est **GODDARD ROGGENFELDER** (né en 1590, à Fahr), qui s'installa à Rockenfeld, et c'est à ce moment-là qu'apparut le nom de Rockenfeller (de Rockenfeld). Il a été établi que les Rockefeller descendent de Johann Peter Rockenfeller (1682-1763), petit-fils de Goddard, et de Johann Thiel Rockenfeller (1695-1769), arrière-petit-fils de Goddard. Ils ne se sont donc pas établis en Allemagne depuis la France après la révocation de l'édit de Nantes (1685), comme cela a souvent été prétendu.

JOHANN PETER ROCKENFELLER (1682-1763) est né à Wied, dans le Palatinat. Il a épousé Anna Maria Remagen, qui décédera en 1719 et, en secondes noces, l'année suivante, Elizabeth Christina Runkel.

Il émigra aux États-Unis en 1723, emmenant avec lui sa femme et ses cinq enfants, Johann Peter Jr., Anne Christina, Johannes, Maria Eva et Catherine. Le bateau sur lequel ils firent la traversée vers l'Amérique devait accoster dans le port de New York, mais des vents défavorables les poussèrent vers le sud et ils accostèrent à Philadelphie. De là, les émi- grants commencèrent à remonter vers le nord, le long du fleuve

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

Hudson. En chemin, beaucoup d'entre eux trouvèrent que la terre du New Jersey convenait parfaitement à l'agriculture et s'installèrent dans le Comté de Hunterdon. Johann Peter Rockenfeller, lui, poursuivit jusqu'à Somerville.

Pendant six ans, il y loua une ferme, où naquirent quatre autres enfants, Ann, Elisabeth, Elsie et William. En 1730, peu de temps après son déménagement à Amwell, toujours dans le New Jersey, Johann Peter et ses deux fils nés en Allemagne se firent naturaliser. Il acheta ensuite une ferme à Rocktown, où il vécut jusqu'à sa mort en 1763.

Son petit-fils, William, fils de Johann Peter Jr., épousa Christina Rockefeller, une cousine éloignée. En effet, le cousin de Johann Peter, Johann Thiel Rockenfeller, avait lui aussi émigré aux États-Unis avec sa femme Anna Gertrud (née Alsdorf) et leurs enfants. Ils s'installèrent à Germantown, dans l'État de New York. Christina, née à Germantown, est la fille de Johann Simeon Rockefeller, fils de Johann Thiel et d'Anna Gertrud.

De l'union de William et Christina naquirent Hanah et Godfrey. Hanah épousa Henry Avery, puis, en 1806, Godfrey épousa Lucy Avery. Les ancêtres d'Avery avaient fait partie de la vague puritaine qui avait émigré au Massachusetts depuis le Devon (sud-ouest de l'Angleterre), vers 1630. Godfrey et Lucy s'installèrent finalement dans un trou perdu, à Richford, un relais de diligences, dans la partie occidentale de l'État de New York.

WILLIAM AVERY ROCKEFELLER (1810-1906), le fils de Godfrey et de Lucy, adopta une vie de vagabond et d'escroc. Connu sous le nom de «Big Bill», il était un spéculateur itinérant, faisant le commerce du sel, des chevaux, du bois de construction (il donnait notamment à bail des terrains forestiers). Il était également engagé dans d'autres activités margi- nales qui lui rapportaient. En 1937, il épousa la pieuse et chaste Eliza Davison (1813-1889), dont le père, John Davison, était relativement riche pour l'époque. Il installa sa femme à Richford, avec sa gouvernante qui était aussi sa maîtresse -

une beauté du nom de Nancy Brown -, et les deux femmes commencèrent à avoir des enfants en alternance. Il eut six enfants avec Eliza : Lucy, John Davison, William, Mary Ann, Francis et Franklin ; et deux avec Nancy : Clorinda et Cornelia. Le père, qui passait le plus clair de son temps loin de la maison familiale, menait une double vie. En 1855, alors qu'il était toujours marié à Eliza - et le restera jusqu'à la mort de celle-ci en 1889 - «Big Bill» ou «Devil Bill» prit le nom de «William Levingston» et c'est sous ce nom d'emprunt qu'il épousa la jeune Margaret Allen, âgée de 17 ans, lors d'une tournée au Canada. Il mena donc la vie secrète d'un bigame, allant et venant d'une famille à l'autre. Sous le nom de «Doc» William A. Rockefeller, «célèbre spécialiste du cancer», c'est-à-dire un charlatan bonimenteur, il parcourrait le pays avec sa charrette en vendant des remèdes miracles contre le cancer et autres élixirs.

JOHN DAVISON ROCKEFELLER (1839-1937), dont le père était absent le plus clair du temps, fut élevé par sa mère, une femme très pieuse. Il fréquenta les écoles de Moravia, puis, en 1850, la famille déménagea pour Oswego (dans l'État de New York). Là, il passa une année entière dans une excellente école. John D. était très doué en calcul mental et faisait toutes sortes de petits trafics dans son école. En 1853, la famille déménagea à nouveau, cette fois-ci pour Cleveland, dans l'Ohio, où John D. suivit les cours de l'excellent lycée de Cleveland, de 1853 à 1855. Après avoir passé trois mois dans une école supérieure de commerce, il trouva un emploi de comptable payé 3,5 dollars la semaine, dans une société de commissionnaires, Hewitt & Tuttle, qui opérait dans divers domaines, chemins de fer, compagnies maritimes, etc., et qui servaient d'intermédiaires entre producteurs et commerçants. Il passa trois ans et demi dans cette société, durant lesquels il acquit une expérience précieuse et gagna la confiance d'entrepreneurs et de banquiers de Cleveland.

Trouvant qu'il n'était pas assez payé, il créa sa propre affaire de commissionnaires avec un jeune homme anglais, Maurice

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

B. Clark, pour faire le commerce des céréales, du foin, de la viande et d'autres denrées. Ils disposaient à eux deux d'un capital de 4.000 dollars et, la première année (1859-1860), ils réalisèrent un chiffre d'affaires de 450.000 dollars, dégageant un profit de 4.400 dollars. Lorsque la guerre de sécession éclata, avec ses achats militaires conséquents, l'essor de l'acheminement des produits agricoles vers les centres industriels et une forte demande européenne pour les produits alimentaires, Clark & Rockefeller devint une entreprise prospère et très rentable. En fait, dès le début, Rockefeller a appliqué une énergie sans relâche à ses affaires. Le travail l'enchantait, le libérait et lui apportait une nouvelle identité... et il voulait devenir riche !

John D. a progressivement investi ses profits dans des actions ferroviaires et des terres, tout en donnant avec générosité à des œuvres caritatives. A vingt ans, il donnait plus de dix pour cent de ses revenus. Très pieux, il avait rejoint l'église baptiste de la rue Erié à Cleveland (Erie Street Baptist Mission Church), où il aidait à balayer la salle paroissiale, à placer les fidèles et à nettoyer les vitres. Il assistait à la prière du vendredi soir et à deux services le dimanche. Austère, probablement en réaction aux mauvais penchants de son père, il détestait la boisson, la danse, les jeux de carte et le théâtre. Toutefois, ainsi que l'histoire le démontre, celui qui inventa la philanthropie institutionnelle moderne et qui vivait selon les règles les plus strictes de fréquentation assidue de son église, d'abstinence, de dur labeur et de la charité, mena en même temps ses affaires de façon impitoyable, comme si sa piété fanatique pouvait tolérer des moyens diaboliques pour arriver à ses fins.

Vers 1863, Rockefeller fut attiré par le développement des «régions pétrolières» de Pennsylvanie et par les possibilités qu'offraient, en temps de guerre, la construction du chemin de fer atlantique et des grands lacs [Atlantic & Great Lakes Railroadj qui reliait Cleveland aux champs de pétrole. A Cleveland, celui-ci se connectait avec le chemin de fer de l'Erié [Erie Railroad] et devint, en 1863-1864, le principal

transporteur de pétrole du pays. De nombreuses raffineries avaient poussé à Cleveland le long de la voie ferrée, et l'un de ces premiers raffineurs était un autre immigré anglais, Samuel Andrews, que Rockefeller avait rencontré à l'église baptiste de la rue Erié. La petite raffinerie qu'Andrews avait construite en 1860 faisait partie des plus efficaces de Cleveland et, en 1863, Rockefeller, les trois frères Clark et Andrews créèrent la société Andrews Clark & Company, en vue de fonder l'usine Excelsior (Excelsior Works), contiguë à la voie ferrée nouvellement posée de la compagnie de l'Atlantique et du Grand-Ouest (Atlantic & Great Western), le long de la rivière Cuyahoga.

Cependant, les véritables débuts de la fortune de Rockefeller dans l'industrie pétrolière arrivèrent en 1865, lorsqu'il se retira de l'entreprise de commissionnaires et racheta pour 72.500 dollars les parts que les frères Clark détenaient dans la raffinerie. L'entreprise marchait assez bien et il tenait beaucoup à s'accroître, mais les Clark étaient plutôt réticents à le suivre. Dès la fin de cette année-là, Rockefeller et Andrews faisaient tourner la plus grosse raffinerie, sur les trente que comptait Cleveland, réalisant un chiffre d'affaire de 1,2 millions de dollars avec une capacité de 505 barils/jour - plus du double de n'importe quel autre concurrent local. Rockefeller fit rapidement entrer son frère William comme associé et ils construisirent une seconde raffinerie - la Standard Works. William fut envoyé à New York pour développer les exportations et le commerce avec l'Est. Dans cette expansion, Rockefeller obtint le soutien des plus gros banquiers de Cleveland et, en 1865-1866, il racheta un grand nombre de petites raffineries, cinquante rien qu'à Cleveland et quatre-vingts à Pittsburgh. Lorsque la crise de l'après-guerre se mit à sévir, de nombreux raffineurs, petits et gros, firent faillite, mais Rockefeller et Andrews continuèrent à être prospères. C'est à ce moment-là que Rockefeller fit preuve d'une rapacité impitoyable.

A la fin de la récession, les raffineurs les plus solides étaient fins prêts à se livrer une concurrence des plus féroces, qui impliqua la rivalité entre les villes et entre les principales lignes de chemins de fer pour les revenus du pétrole. Les lignes de

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

chemins de fer, New York Central, possédée par les Vanderbilt, Lake Shore South, Pennsylvania Baltimore & Ohio, Erie et Atlantic & Great Western se livrèrent une âpre bataille pour le leadership du transport des produits raffinés. Cette concurrence poussa les tarifs ferroviaires et les prix du pétrole, brut et raffiné, vers le bas, à des niveaux non ren- tables. Depuis le milieu des années 1850, les remises et les tarifs ferroviaires spéciaux avaient été d'un usage courant et chaque expéditeur cherchait à obtenir un meilleur tarif que ses rivaux. De leur côté, les villes cherchaient à obtenir un traitement de faveur. C'est ce moment-là que Rockefeller eut l'occasion de démontrer son génie, le bon comme le mauvais.

En 1867, Rockefeller fit entrer Henry M. Flagler, un jeune entrepreneur talentueux de Cleveland, comme associé (Rockefeller, Andrews & Flagler) et il put disposer de nouvelles sources additionnelles de capitaux de la part du cousin germain de la femme de celui-ci, Stephen V. Harkness. Il connaissait également de nombreux responsables de chemins de fer et entreprit avec beaucoup de doigté une négociation en vue de faire baisser les tarifs ferroviaires. Par ailleurs, Rockefeller institua un système de calcul de coûts précis, jusqu'à la troisième décimale. Il obtint du capital supplémen- taire de la part de deux investisseurs new-yorkais, Benjamin Brewster et O.B. Jennings, et commença à planifier une in- tégration verticale du métier de raffinage du pétrole. Afin de parvenir aux économies nécessaires, la société monta sa propre tonnellerie pour fabriquer ses barils, produisit elle-même l'acide sulfurique nécessaire au raffinage, construisit des entrepôts, se procura une flotte de péniches et de navires-citernes et créa son propre service de convoyage sur fardiers. Rockefeller employait les ouvriers les mieux qualifiés, utilisait les équipements industriels les plus efficaces et se servait des méthodes les plus modernes de sa profession. A partir de 1870, il conduisit la nation tout entière à conserver les dérivés du pétrole lampant et à les commercialiser. Ces dérivés allaient de la paraffine aux lubrifiants pour machines. Il faut se souvenir qu'à cette époque, le moteur à explosion n'existait pas encore

et l'utilisation du pétrole se limitait à l'éclairage, le pétrole lampant, non seulement en Amérique et en Europe, mais également en Chine, au Japon et en Inde.

Pour faciliter leur essor, Rockefeller et Flagler convertirent leur entreprise en société par actions. C'est ainsi que fut créée, en 1870, la Standard Oil & Ohio, au capital d'un million de dollars. Rockefeller, qui détenait 27% des parts, était le président et Flagler son directeur financier. Très vite, la société dut affronter une nouvelle guerre brutale des tarifs, au cours de laquelle la Pennsylvania Railroad offrit des tarifs si bas aux régions pétrolières, que l'on claironna, en Pennsylvanie, la fin de Cleveland comme centre du raffinage pétrolier. Rockefeller et Flagler relevèrent le défi en faisant une proposition audacieuse à la compagnie ferroviaire New York Central-Lake Shore System. Ils lui proposèrent de laisser tom- ber tous les acheminements d'eau vers l'Est en garantie d'un volume régulier de soixante wagons-citernes de produits raffinés, en échange de quoi ils lui demandèrent un tarif spécial. La proposition fut acceptée. Ce fut le tournant qui donna à Cleveland une part importante des exportations, détenues auparavant par les ports côtiers.

Un an plus tard, les chemins de fer de Pennsylvanie (Pennsylvania Railroad) obtinrent des lignes pour traverser le New Jersey, faisant de New York son terminus oriental et une nouvelle crise s'empara de l'industrie pétrolière, dans la- quelle fut livrée une guerre impitoyable sur les tarifs ferroviaires et les prix du pétrole. Thomas A. Scott, des chemins de fer de Pennsylvanie, avait créé la Société Méridionale de Progrès (South Improvement Company), destinée à contrôler le transport du brut et du pétrole raffiné. Celle-ci recruta d'abord les raffineurs de Philadelphie et de Pittsburgh. Puis elle fit entrer Peter H. Watson, de New York Central, quelques raffineurs de Cleveland et la compagnie des chemins de fer de l'Erié (Erie Railroad). Rockefeller rejoignit le consortium à contrecœur, mais, une fois dans l'entreprise, il s'investit sur le projet avec acharnement et se consacra à éliminer méthodiquement ses concurrents.

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

Toutefois, le projet échoua en raison de trois points faibles : d'abord, une des tactiques de Rockefeller consistait à exercer des pressions sur les autres raffineurs au moyen d'un système draconien de rabais, extorqués aux compagnies de chemins de fer qui transportaient son pétrole - au point qu'il réussit à obtenir des dessous-de-table sur le pétrole acheminé par les autres raffineurs, puisqu'un dispositif de son plan proposait aux raffineurs membres une «marge ar- rière» importante sur tous les chargements de ses concurrents ! Evidemment, ces derniers se retrouvèrent dans une position extrêmement difficile pour rivaliser avec lui. Deuxièmement, son plan laissait hors du système tous les producteurs de pétrole ; et, troisièmement, le public finirait bien par s'apercevoir qu'il avait été trompé. Lancé en janvier 1872, le consortium n'a jamais vraiment fonctionné. Lorsque les producteurs pétroliers de Pennsylvanie en entendirent parler, ils organisèrent rapidement le boycott des fournitures de pétrole aux membres du consortium et, deux mois plus tard, le corps législatif de la Pennsylvanie révisa l'acte constitutif de la Société Méridionale de Progrès. L'effet de cette entreprise fut surtout de ternir sérieusement la réputation de Rockefeller aux yeux du public et de beaucoup de ses concurrents.

Rockefeller poursuivit alors son propre plan. De la capacité à organiser l'élimination des nuisances de la concurrence, qui était particulièrement dévastatrice dans l'industrie pétrolière, dépendait la future rentabilité de son entreprise. Le raffinage était la partie la moins coûteuse de toute l'opération et ne coûtait pas plus cher que d'ouvrir une pension pour chevaux ou une quincaillerie. Par conséquent, lorsque les prix montaient, une quantité de nouvelles raffineries éclosaient, seulement pour mourir comme des éphémères lorsque les prix chutaient inévitablement en raison de l'excédent de production. Rockefeller pensait qu'il pouvait éliminer ces alternances de hausses et de baisses en regroupant sous l'ombrelle de la Standard Oil les plus grosses unités de l'industrie pétrolière. Mais d'énormes obstacles se dressaient en tra- vers de son plan. Il lui fallait convaincre les investisseurs, dont la plupart

n'avait aucune confiance dans l'industrie pétrolière. En effet, ils considéraient cette industrie comme trop volatile et la plupart des hommes d'affaires expérimentés jugeaient ce plan trop ambitieux. De plus, les obstacles légaux étaient redoutables depuis les multiples lois votées dans les années 1870, en vue de limiter le regroupement d'entreprises. Elles interdisaient à une société de détenir, sans autorisa- tion spéciale, des usines dans d'autres États que celui où elle avait été immatriculée. D'autres lois interdisaient la prise d'intérêt dans d'autres sociétés. Rockefeller, qui commençait à être bien rôdé dans le contournement des lois et qui sa- vait comment échapper aux tribunaux et aux huissiers, mis au point une première manœuvre en décembre 1871. Il acheta la société Clark, Payne & Company, possédée par ses anciens associés, les frères Clark, et le Colonel Oliver H. Payne. Puis, le capital de la Standard Oil fut porté à 2,5 millions de dollar, Rockefeller en détenant vingt pour cent. La nouvelle société commença immédiatement à acquérir d'autres raffineries de Cleveland. Elle donnait le choix à leurs propriétaires, soit de recevoir du cash, soit de recevoir des actions de la Standard Oil. Dans les trois premiers mois de 1872, Rockefeller les avait presque toutes absorbées, la plupart du temps au moyen des fortes pressions économiques qu'exerçait la Standard Oil. Le monopole était en marche. La Standard Oil devint le géant industriel de l'époque. Elle employait 1.600 personnes et sa capacité était de 10.000 barils/jour, plus que tous les autres raffineurs réunis. En acquérant ces sociétés, Rockefeller avait également fait entrer dans le groupe Oliver Payne et Ambrose McGregor, des directeurs exécutifs de très grande valeur. C'est ce modèle qui caractérisera ses dernières acquisitions.

A partir de là, la Standard Oil s'étendit très rapidement. Avant 1874, elle s'était regroupée avec la grosse usine de Pittsburgh, la Lockhart, Frew & Company, avec l'Atlantic Refining Company de Philadelphie et avec la Charles Pratt & Company de New York. A partir de 1875, la Standard Oil avait un capital de 3,5 millions de dollars, contrôlait la moitié de l'industrie du raffinage aux États-Unis et était prête pour des

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

achats de grande envergure de pipelines. A cette époque, les pipelines étaient confinés à la zone des régions pétrolières et à Pittsburgh. Il était donc important qu'ils ne tombent pas entre les mains des concurrentes de la Standard Oil. Fin 1874, Rockefeller acheta l'American Tranfer Company, à laquelle il ajouta un autre réseau, United Pipe Lines.

Fin 1876, ces deux sociétés totalisaient 640 kilomètres de pipelines, avec une capacité proche de 1,5 millions de ba- rils. Il intervint également pour acheter ou louer les installations de terminal pétrolier des chemins de fer de l'Erié et de la New York Central dans la ville de New York. L'année précédente, la Standard Oil avait repris la moitié des parts de la Chess, Carlyle & Company, un gros distributeur de pétrole lampant, commençant ainsi à organiser ses propres opérations de commercialisation. Le groupe s'étendait désormais sur les États de New York, de Pennsylvanie, de l'Ohio et au- delà.

Dès 1878, la Standard Oil avait quasiment terminé ses opérations de conquête de l'industrie pétrolière. Rockefeller était aidé en cela par un grand nombre de lieutenants fort capables. Il s'allia à John D. Archbold, un jeune raffineur de la région, qui rachetait ses concurrentes au nord de l'État de New York et dans les autres régions pétrolières ; à John Newton Camden, qui dirigeait les achats des diverses unités dans les régions de Baltimore et de Virginie occidentale ; et à Charles Lockhart et William G. Warden, qui amenèrent respectivement avec eux des sociétés de Pittsburgh et de Philadelphie. En 1877, lorsque les chemins de fer de Pennsylvanie défièrent le monopole croissant de Rockefeller, en créant une filiale de transport rapide pour les produits raffinés, Empire Transportation, celui-ci s'allia aux chemins de fer de l'Erié et du New York Central, mit Empire Transportation à genoux et racheta la raffinerie, les pipelines, les wagons-citernes et les propriétés secondaires de la société défaite, le tout pour 3,4 millions de dollars. Cette victoire amena rapidement les derniers indépendants à la reddition.

En 1880, la Standard Oil détenait un quasi monopole sur l'industrie pétrolière, raffinant et transportant 85% du pétrole

américain. Pour y parvenir, le groupe avait développé un système de corruption à grand-échelle, dans lequel on sait aujourd'hui que Rockefeller était directement impliqué. En effet, s'il faisait bien attention à ne pas consigner par écrit des choses qui pourraient être utilisées plus tard dans des tribunaux, ses associés n'étaient pas aussi discrets, comme le révèlent les 20.000 pages de courriers envoyés à Rockefeller par ses associés et examinés par Ron Chernow[3].

Désormais, Rockefeller était occupé à repousser les menaces contre sa souveraineté. La Standard Oil accrut ses ventes, tant aux des États-Unis qu'à l'étranger, et poursuivit son intégration verticale. Le temps était venu d'étendre son influence dans la production de pétrole. Les années 1880 furent marquées par des manœuvres particulièrement importantes, avec l'achat, un peu partout, de grands sites de production. Rockefeller insista particulièrement sur l'acquisition coûteuse du Lima Field, qui se trouvait à cheval sur l'Ohio et l'Indiana, alors que l'entreprise ne disposait d'aucune méthode pour raffiner le pétrole à base de soufre, qui était produit là-bas. Plus tard, un chimiste de la Standard Oil mit au point avec succès une méthode de raffinage pour ce pétrole brut. Rockefeller mit également en place un système élaboré de commercialisation aux États-Unis et à l'étranger. Pour ce faire, il acheta un grand nombre de distributeurs et, à partir de 1890, la Standard Oil disposait de la machine la plus élaborée pour le commerce de gros et vendait tout produit industriel aux États-Unis. John D. était particulièrement fier que sa compagnie utilisât à grande échelle les wagons-citernes, pour livrer le pétrole lampant aux détaillants et aux foyers américains.

Le dynamisme à l'export fut d'abord l'œuvre de William Rockefeller et, lorsque la Standard Oil fit l'acquisition des terminaux portuaires de l'Atlantique et reprit deux sociétés spécialisées dans le commerce avec l'étranger, Charles Pratt & Company et Devoe Company, les exportations s'envolèrent. La majeure partie du pétrole acheminé vers l'étranger se présentait sous la forme de bidons de 20 litres de pétrole lampant, estampillés «Standard Oil», et la marque devint

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

familière, de la Chine jusqu'au Pérou. De nombreuses filiales étrangères furent créées, dont les plus connues étaient l'anglo-américaine et la germano-américaine. Entre 1880 et 1890, la Standard Oil a vendu la quasi-totalité du pétrole américain qui était exporté vers l'Asie, l'Afrique et l'Amérique du Sud, et a montré un sens exceptionnel de l'esprit d'entreprise en familiarisant la Chine, l'Inde et d'autres pays avec ses lampes à pétrole. La Standard Oil monta de grandes raffineries à Lima, dans l'Ohio, en 1886-1887, et dans l'Indiana, de 1887 à 1890, pour approvisionner les nouveaux marchés du middle-ouest.

Cependant, des contraintes juridiques pesaient sur le groupe qui se retrouvait plus ou moins hors la loi. Malgré l'achat de parlementaires et de fonctionnaires, tous les projets de lois ne pouvaient être tués dans l'œuf. On retrouve, par exemple, dans les documents examinés par Chernow, une lettre du Sénateur John Newlon Camden adressée à l'associé de Rockefeller, Henry Morrison Flagler : "La politique est plus coûteuse qu'autrefois et mon lien implicite avec la Standard Oil n'a pas tendance à en alléger le prix, ainsi que nous sommes tous supposés en avoir un". Il réclamait "10.000 dollars en actions ou en pétrole". A une autre occasion, il écrivait : "Je me suis arrangé pour supprimer deux projets de loi de la législature du Maryland à un coût relativement bas." Bref, si la corruption était un outil pratique - aujourd'hui on appelle cela du «lobbying» - il fallait quand même trouver un moyen plus astucieux pour contourner les interdictions légales. En effet, la Standard Oil n'avait pas le droit de posséder toutes ces propriétés ou d'acquérir leurs actions en son nom. Alors, comment faire pour que ses responsables soient habilités à diriger les entreprises de transformation et de commercialisation à l'échelle nationale ? Pendant un temps, ils avaient des fiduciaires[4] qui détenaient les actions au nom de la Standard Oil, mais cela était vague, décousu et non-satisfaisant. En 1879, les trois hommes à la tête des bureaux de Cleve- land furent nommés fiduciaires de toutes les filiales, les actions détenues par la Standard Oil leur ayant été

transférées. Ceci fonctionnait mieux, mais présentait encore des difficultés. C'est alors que Samuel C.T. Dodd, un avocat de la Standard Oil, conçut en 1881 un nouveau plan qui aura par la suite une importance majeure pour les entreprises américaines. Selon ce plan, un conseil de neuf fiduciaires fut établi. Ceux-ci prirent non seulement la totalité des actions de toutes les filiales et des sociétés connexes, mais aussi les 35.000 actions de la Standard Oil elle-même, et émirent ensuite 700.000 certificats d'intérêt dans la propriété fiduciaire. Ainsi était née la «fiducie» moderne [ou «trust»]. Pourtant, dans bien des domaines, le pouvoir de la Standard Oil était plus illusoire que réel. En réalité, elle avait peu d'autorité centrale, car elle ne détenait les actions que de 34 sociétés sur les 92 que comptait le groupe. Un grand nombre de sociétés pourtant théoriquement contrôlées par elle continuaient d'être dirigées comme des fiefs privés. Certes, le siège contrôlait l'achat de pétrole brut, négociait les tarifs de transport, finançait la construction des pipelines, s'occupait de la gestion optimisée des prix et commercialisait les produits à l'exportation, mais il avait peu de pouvoir - voire aucun - audelà de ces domaines.

En 1883-1884, Rockefeller déplaça donc le siège de la Standard Oil à New York, sur Broadway, au n° 26, Oliver Payne continuant de gérer les opérations depuis Cleveland et John D. Rockefeller y passant tous ses étés. Mais la réaction des tribunaux à cette fiducie nouvellement formée était inévitable. La première exposition publique des méthodes de la Standard Oil arriva avec l'enquête sur les pratiques ferroviaires, qu'Alonzo Barton Hepburn mena en 1879 pour le corps législatif de l'État de New York. Les découvertes que celui-ci fit à cette occasion reçurent une publicité inattendue, en 1881, dans l'Atlantic Monthly, grâce à un article de Henry Demarest Lloyd, qui fut suivi par une tentative infructueuse de la législature de Pennsylvanie, en 1882, qui voulait taxer l'ensemble de la propriété de cette grande entreprise. Des journaux, comme le New York World, et des raffineurs indépendants poursuivirent l'assaut. En 1888, les deux grands

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

par- tis politiques dénoncèrent les fiducies et, l'année suivante, le Sénateur John Sherman introduisit l'avant-projet de ce qui allait devenir le Sherman Anti-trust Act[5] de 1890. La même année, le procureur général de l'Ohio traîna la Standard Oil of Ohio devant les tribunaux, l'accusant d'avoir violé son acte constitutif en faisant des affaires à l'extérieur de l'État et d'avoir créé un accord monopolistique contraire au bien commun. La défense fut incapable de présenter un quelconque argument valable contre ces accusations et, en 1892, la Cour Suprême de l'Ohio statua contre la Standard Oil, lui interdisant de poursuivre sa convention de fiducie. Rockefeller s'était préparé à cela et prit immédiatement des mesures pour dissoudre la fiducie et transférer le contrôle des propriétés à un groupe de sociétés éparpillées dans différents États. La direction était centralisée comme avant, grâce à des directoires croisés et aux réunions régulières que tenaient à New York leurs présidents - John D. Rockefeller à la Standard Oil of Ohio, Flagler à la Standard Oil of New Jersey, William Rockefeller à la Standard Oil of New York et James Moffatt à la Standard Oil of Indiana - au siège social de la compagnie. Finalement, en 1899, le contrôle de l'entreprise fut remis à une société de holding, la Standard Oil (New Jersey), au capital de 110 millions de dollars. John D. Rockefeller en était le président et Flagler, le vice-président. Parmi les directeurs se trouvaient Payne, Henry H. Rogers et Charles M. Pratt. Après cela, Rockefeller ne joua plus qu'un rôle secondaire dans la gestion de l'entreprise.

Au fil des ans, Rockefeller était devenu également un personnage dominant dans une douzaine ou plus de grandes entreprises extérieures à l'industrie pétrolière. Parmi elles : la Wheeling and Lake Erie Railroad et la Colorado Fuel and Iron Company. Toutefois, son plus gros coup en dehors de l'industrie pétrolière se produisit entre 1893 et 1895, lorsqu'il acheta une grande partie de Mesabi Range, dans le Minnesota, dont les vastes avoirs étaient placés dans la Lake Suverior Consolidated Iron Mines Company. Il créa ensuite la Bessemer Steamship Company, une flotte de transport de

mine- rai comptant 60 navires, la plus grosse flotte du monde à cette époque. À partir de 1900, il était le plus gros propriétaire de terrains miniers et d'exploitations de minerais tendres d'Amérique. A la formation de U.S. Steel en 1901, il vendit à cette organisation ses propriétés du Minnesota, y compris la Bessemer Steamship, pour quelques 80 millions de dollars en actions de cette société et 8,5 millions de dollars en cash. Il siégea au conseil d'administration de U.S. Steel, jusqu'en 1904, dont il était l'un des plus gros actionnaires.

Pendant longtemps, les rabais et les dessous-de-table restèrent cachés, bien qu'ils fussent largement suspectés. Finalement, tout ceci fut mis au jour dans les tribunaux et dans des rapports législatifs. Une audition de l'assemblée de l'État de New York révéla que John D. Rockefeller avait arraché 6.000 contrats secrets aux chemins de fer du New York Central et à l'Hudson River Railroad, ainsi que d'autres contrats similaires aux chemins de fer de New York et de l'Erié. En 1907, la Standard Oil fut condamnée à une amende équivalente à plus d'un demi-milliard de dollars d'aujourd'hui. Une série d'exposés extrêmement hostiles enflammèrent le public et Rockefeller reçut une nuée de menaces de mort. De son côté, Théodore Roosevelt prit des mesures contre l'entreprise.

D'un point de vue positif, John D. a construit des raffineries suffisamment importantes pour fabriquer du pétrole lampant meilleur marché et, durant le règne de la Standard Oil, les prix ont considérablement baissé. Le raffinage du pétrole et son transport étaient auparavant composés d'unités inefficaces. Rockefeller les a englouties, parfois en les ruinant, amenant ainsi l'ordre dans cette industrie.

Arrivé à la cinquantaine, John D. Rockefeller était devenu si immensément riche que continuer à s'enrichir ne voulait plus rien dire pour lui. En argent actuel, ses dividendes dépassaient largement le milliard de dollars après impôt. Pour atteindre ce genre de sommes après impôt il faudrait aujourd'hui un capital de peut-être 50 milliards de dollars. Et, puisqu'il pouvait transmettre à sa progéniture les sommes qu'il voulait sans

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

payer de droit de succession, son capital correspon- drait en termes actuels au double de ce chiffre, soit 100 milliards de dollars. Par conséquent, il était alors comparativement beaucoup plus riche que tout Américain d'aujourd'hui.

Assez tôt dans sa carrière, Rockefeller avait commencé à donner de grosses sommes d'argent à des œuvres carita- tives. Dès 1892, il avait déjà donné 1.350.000 dollars à des établissements d'enseignement supérieur, à des hôpitaux, des bibliothèques, des asiles et autres institutions. Beaucoup de ces dons avaient été faits de façon anonyme et, après 1885, il approcha les affaires de philanthropie avec le même sens de l'organisation et de l'innovation que celui avec le- quel il s'était attaqué à l'industrie pétrolière. En 1889, il fonda l'Université de Chicago avec un don de 600.000 dollars (il donnera en tout à cette institution 80 millions de dollars). En 1891, il embaucha Frederick T. Gates[6] pour l'assister dans
son travail philanthropique, et, après que Rockefeller se fut en grande partie retiré de la Standard Oil, en 1897, ils consacrèrent toute leur attention à organiser ses contributions caritatives. Ils établirent quatre institutions philanthropiques, dont l'Institut Rockefeller pour la Recherche Médicale (Rockefeller Instituteur Médical Research), fondé en 1901 ; le Conseil Général à l'Education (General Education Board), fondé en 1902, pour soutenir l'éducation dans le sud des États-Unis ; et la Fondation Rockefeller (Rockefeller Foundation), établie en 1913 pour promouvoir le bien-être de l'humanité dans le monde entier, qui aida à éradiquer la fièvre jaune et fit de larges dons aux écoles médicales étrangères, construisant notamment le Peking Union Médical Collège, afin d'en faire une grande institution. Il a également monté un département de relations industrielles sous William Lyon Mackenzie King. Enfin, il y avait la Laura Spelman Rockefeller Mémorial Founda- tion, qui fut établie en 1918 pour soutenir le travail dans les sciences sociales. Elle fut absorbée plus tard dans la Fondation Rockefeller. Au cours de sa vie, Rockefeller a donné quelques 550 millions de dollars à travers ses fondations.

La plus grosse partie de la fortune de Rockefeller était détenue dans les titres de la Standard Oil, lesquels, après l'ordre de dissolution prononcé par la Cour Suprême en 1912, prirent rapidement de la valeur. Le restant de sa fortune fut investi dans des domaines très diversifiés. La valeur répertoriée de ses avoirs en 1913 était juste en dessous de 325 mil- lions de dollars et, au cours de sa vie, ils se sont certainement élevés à plus d'un milliard de dollars. Dans ses dernières années, il acheta une grosse propriété à Pocantico, près de Tarrytown, dans l'État de New York. Après 1920, il quittait rarement sa maison, sauf pour une partie de golf, pour aller à l'église ou conduire son automobile.

Il avait épousé Laura Celestia Spelman, la fille d'un entrepreneur de Cleveland, née dans le Massachusetts en 1864. Ils eurent quatre enfants : Bessie, qui épousa Charles A. Strong ; Alta, qui épousa E. Parmalee Prentice ; Edith, qui épousa Harold Fowler McCormick et John D. Rockefeller Jr.

WILLIAM ROCKEFELLER (1841-1922). Frère de John D., il est né, lui aussi, à Richford, dans l'État de New York. Il reçut d'abord une instruction dans une petite école rurale, puis à l'école d'Oswego et, ensuite, au lycée de Cleveland. A l'âge de seize ans, il débuta sa carrière professionnelle comme comptable pour un petit meunier de Cleveland. Au bout d'un an, il se lança lui-même dans le métier d'intermédiaire de commerce sous le nom de Hughes & Rockefeller, commission- naires. Ensuite, il rejoignit son frère dans le pétrole, en charge de l'export, à New York. Une nouvelle firme, William Roc- kefeller & Company, fut formée en 1867, en tant que filiale de Rockefeller & Andrews. Il passa le reste de sa vie à New York, construisant la formidable machine à exporter de la Standard Oil of New York, dont il fut le président jusqu'en 1911.

En 1872, il contribua à faire entrer dans la société les raffineurs de l'Est, qui s'étaient opposés au groupe de la Stan- dard Oil. L'entreprise acquit ainsi les services d'un grand nombre de cadres brillants, des hommes comme Henry H. Rodgers, Charles Pratt, Alfred C. Bedford et d'autres.

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

Lorsque la première convention de fiducie fut passée, William fut membre de la société fiduciaire jusqu'à sa dissolution, en 1890, par les tribunaux de l'Ohio. Il continua de jouer un rôle important dans la gestion de la Standard Oil tout au long des années 1890 et aida à établir la Standard Oil (New Jersey) comme société de holding géante.

Il était un vendeur hors pair et devint par la suite un financier et un promoteur de premier plan. Avec Henry H. Rogers et James Stillman, de la National City Bank, il forma le «gang de la Standard Oil», qui menait des spéculations hasardeuses et des promotions à Wall Street, dont la plus infâme fut le contrat de l'Amalgamated Copper, qui conduisit Thomas W. Lawson à rédiger en 1905 une dénonciation à sensation sous le titre "Frenzied Finance" [la finance en délire]. Mais William Rockefeller et Rogers, durant les années 1898-1912, avaient fait de lourds investissements dans un grand nombre de secteurs d'activité, dont beaucoup furent des réussites. Ils finirent par concentrer leur attention sur les chemins de fer et les compagnies de gaz, obtenant le contrôle de la Consolidated Gas Company, de New York, et de la United Gas Company, de Philadelphie, précurseur de la forme moderne des sociétés de holding organisant les services pu- blics. Après 1911, il se retira de la gestion active de toutes les industries et se consacra surtout à ses investissements dans les propriétés ferroviaires, en particulier la Chicago, Milwauke & St. Paul Railroad, dans laquelle il détenait une par- ticipation de contrôle.

De confession baptiste, il laissa derrière lui une fortune de 150 à 200 millions de dollars, qui revint entièrement à ses quatre enfants survivants : William G., Percy A., Ethel G. et Emma Rockefeller.

JOHN D. ROCKEFELLER JR (1874-1960) est né à Cleveland. Fils de John Davison Rockefeller et de Laura Celestia Spelman, il reçut une éducation dispensée par des tuteurs privés, ainsi qu'à la Browning School de New York. Il obtint son diplôme à l'Université Brown en 1897. Cette année-

là, il entra dans la compagnie pétrolière de son père, où il devint étroitement impliqué avec lui dans toutes les activités. Il siégeait aux conseils d'administration de U.S. Steel, Colorado Fuel and Iron, American Linseed Oil, Missouri Pacific Railroad, Manhattan Rairoad et Standard Oil (New Jerey). Il exerça les fonctions de vice-président de la Standard Oil de 1908 à 1910. Sa principale implication fut toutefois dans les aven- tures philanthropiques de son père, surtout après 1911.

Ses deux autres aventures impliquèrent la construction du Colonial Williamsburg et du Centre Rockefeller. Il donna 56 millions de dollars pour la construction du Colonial et construisit le Centre Rockefeller pour un coût de plus de 100 millions de dollars sur une propriété louée 3,5 millions de dollars par an à l'Université de Columbia. Le projet démarra en 1931 et fut initialement achevé en 1940, avec la tour RCA de 70 étages, la tour RKO de 31 étages et le Radio City Music Hall. Plus tard, dans la partie Est de Manhattan, il construisit l'International Building de 41 étages, le British Empire Buil- ding, la Maison Française, le Paiazzo d'Italie, l'International Building North et l'immeuble de Time-Life. La tour Esso fut ajoutée en 1947 et une nouvelle tour Time-Life fut ajoutée en 1960. Ce complexe était géré par le Rockefeller Center ïncorporated, dans lequel John D. Jr détenait une participation de contrôle. En 1946, il participa financièrement au site des Performing Arts et laissa cinq millions de dollars dans son testament.

Il s'intéressait également aux relations industrielles et, avec William Lyon Mackenzie King, il monta le Projet Rockefeller de Représentation Industrielle (Rockefeller Plan of Industrial Représentation) pour supprimer les causes de l'insatisfaction au travail. Les représentants élus par les employés devaient rencontrer les représentants de la direction afin de discuter des griefs et régler les problèmes mutuels de salaires, d'horaires et de conditions de travail. Ceci fut monté à la Colorado Fuel and Iran Company et, si les divergences ne pouvaient pas se régler à ce niveau, elles étaient alors portées devant la Commission Industrielle de l'État du Colorado, dont

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

les conclusions liaient les deux parties. En 1922, il créa et immatricula une organisation connue sous le nom de «conseillers aux relations industrielles» (Industrial Relations Counselors). Constituée en société commerciale pour faire avancer la connaissance des relations humaines dans l'industrie, le commerce, l'éducation et le gouvernement. Il y contribua à hauteur de plus d'1 million de dollars et celle-ci mena le com- bat contre la journée de 12 heures. En 1920, John D. Jr. vendit ses propres actions qu'il détenait dans U.S. Steel, en raison du refus de E.H. Gary de modifier sa position sur ce sujet. Il s'intéressait aussi à l'amélioration de la condition de logement et monta six projets pour plus de 10 millions de dollars.

De confession baptiste, il épousa Abby Green Aldrich, la fille du Sénateur Aldrich. Celle-ci décéda en 1948 et, en 1951, il se remaria avec Maria (Baird) Allen de Streator (Illinois). Il a eu six enfants : Abby, John D. III, Nelson Aldrich, Laurance Spelman, Winthrop et David Rockefeller.

DAVID ROCKEFELLER (1915-) - Né à New York, il suivit sa scolarité à l'école Lincoln du collège des professeurs de Columbia (Lincoln School of Columbia Teachers Collège), puis passa sa licence à Harvard en 1936 et son doctorat en 1940, à l'Université de Chicago, que son grand-père avait fondée 51 ans auparavant. Il a aussi suivit des cours supérieurs en économie, à Harvard et à la London School of Economies, l'école des banquiers et des grands argentiers. Hésitant entre la vie politique et celle des affaires, il alla demander conseil à l'ami de la famille, William Lyon Mackenzie King[7] , devenu Premier ministre du Canada. A la suite de ces conseils, il intégra l'administration du légendaire maire de New York, Fiorelo la Guardia, pour le salaire symbolique d'un dollar par an. En 1941, il fut nommé directeur régional adjoint des services de l'U.S. Office à la défense, à la santé et à la protection sociale (U.S. Office of Défense, Health and Welfares) et, un an plus tard, il s'engagea comme simple soldat dans l'armée des États-Unis où il servit en Afrique du Nord. Il s'agissait en fait d'une couverture.

Envoyé à Alger comme officier du renseignement militaire, il monta un réseau de renseignements, au cœur de la bataille entre les deux généraux français, Charles de Gaulle et Henri Giraud, pour le contrôle de la résis- tance française.

A Alger, il se lia d'amitié avec William S. Paley[8] et son «assistant administratif», CD. Jackson[9] . Il y rencontra également l'ambassadeur des États-Unis, Robert Murphy, un fervent supporter du Général Giraud. Il fut notamment "chargé d'interroger le général Giraud, que de Gaulle avait exilé à Mostaganem. Les minutes de ces entretiens figurent aux Archives nationales américaines ; elles sont révélatrices du manque de sens politique de Giraud et elles présagent de la montée en puissance du Général de Gaulle"[10]. A la libération, il fut muté comme attaché militaire auprès de l'ambassade des États-Unis à Paris, avec le grade de capitaine. Il y rencontrera notamment David Bruce, le chef de l'OSS.

En 1946, David Rockefeller rejoignit la Chase Manhattan Bank de New York, en bas de l'échelle, comme il dit, au poste de manager-adjoint au département étranger. Parallèlement, il poursuivit ses activités secrètes où il joua un rôle au CFR, la création du Colonel House. Il y sera notamment secrétaire du groupe de recherche, lors des délibérations sur la «reconstruction de l'Europe de l'Ouest», en 1946-47. A la Chase, David gravit les échelons avec aisance. Il passa caissier-adjoint en 1947, un poste capital où l'on tient les cordons de la bourse. En tant qu'adjoint, ses activités étaient plus discrètes et il fallait reconstruire l'Europe de l'Ouest... Nommé deuxième vice-président (1948), puis vice-président (1949), il est devenu le véritable patron du département étranger et supervisa dès 1950, les opérations en Amérique Latine. Il éditera notamment la publication trimestrielle interne, Points Forts des Affaires en Amérique Latine (Latin American Busi- ness Highlights).

La Chase National Bank avait été fondée en 1877 par John Thompson, qui lui avait donné le nom de son ami intime, Salmon P. Chase, le secrétaire au Trésor de Lincoln. Elle resta

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

une banque mineure sur la scène bancaire jusqu'en 1911, lorsque Albert H. Wiggin reprit le poste de président et élabora un plan qui produisit 20 années de forte croissance et de fusions qui firent de la Chase National le premier prêteur à l'industrie de la nation. En 1930, il fusionna la Chase avec Equitable Trust, la huitième plus grosse banque du pays, qui était détenue par John D. Rockefeller Jr., son père, et qui était dirigée par son beau-frère, Winthrop Aldrich. Lorsque Wiggin fut obligé de lever le pied de la Chase National Bank en 1934, après qu'une enquête parlementaire découvrit qu'il s'était servi des fonds de la banque pour spéculer sur les ac- tions de la Chase, Aldrich et les Rockefeller gagnèrent le contrôle de la Chase National. Sous Aldrich, la Chase développa encore plus ses affaires d'exportations et elle fut la première banque des États-Unis à ouvrir des branches en Alle- magne et au Japon après la deuxième guerre mondiale.

Simultanément à sa nomination au titre de vice-président de la Chase, David Rockefeller rejoignit le CFR à part en- tière, en 1949, comme directeur. L'année suivante, il y sera fait vice-président.

Au début des années 1950, il organisa à la Chase un département dédié aux grandes villes et poussa la banque à ou- vrir un grand nombre d'agences. La Chase avait auparavant ignoré de telles innovations, se concentrant sur les affaires avec les entreprises et l'étranger. Cependant, la Chase s'apercevait de plus en plus que son manque d'agences (à l'exception de deux agences, toutes les autres - 26 au total - se trouvaient à Manhattan) la désavantageait dans la concurrence avec les autres banques. Décidant de régler le problème au moyen de fusions, en 1955, la Chase fusionna avec la Bank of Manhattan, la 15è plus grosse banque du pays, dont les soixante-sept agences dans d'autres arrondissements urbains que celui de New York complétaient parfaitement son opération. John J. McCloy, qui tenait le compte de Rockefeller à la Milbank & Tweed, devint président du conseil d'administration de la nouvelle entreprise après la fusion, la Chase Manhattan Bank, et David Rockefeller fut

nommé vice-président exécutif. La nouvelle institution était la plus grande banque de New York et Rockefeller fut chargé de son développement. Dans la foulée, il fut nommé vice-président du comité de direction. Il devint président du conseil d'administration en 1969 mais resta directeur général jusqu'en 1980. En 1961, un nouveau siège de soixante étages fut achevé pour un coût de 120 millions de dollars.

Parallèlement à ses activités officielles de banquier, David Rockefeller menait des activités discrètes - le plus souvent secrètes - en compagnie d'autres hommes puissants, qui cherchaient ni plus ni moins à façonner le monde sans passer par les urnes. Un monde dirigé par une élite et pour le bien de tous, à commencer par eux-mêmes. En 1950, il est nommé vice-président du CFR (Counsel on Foreign Relations), fonction qu'il occupera jusqu'en 1970. En 1952, il sera contac- té par Joseph Retinger, un ancien des services secrets polonais, et par le Prince Bernhard des Pays pour monter la branche américaine d'un groupe politique ultra-secret dont l'objectif est d'agir en coulisse pour refaçonner le monde de l'après-guerre : le Groupe de Bilderberg, qui tiendra sa première réunion en 1954. Depuis cette date, plus d'une centaine de personnes, parmi les plus puissantes du monde occidental, se réunissent chaque année dans le plus secret pour «discuter» des affaires du monde... David Rockefeller en est toujours, en 2010, le numéro un.

En 1973, David Rockefeller créa la Commission Trilatérale avec Zbigniew Brzezinski et Henry Kissinger. Regroupant 300 à 400 personnalités parmi les plus distinguées et les plus influentes - hommes d'affaires, politiciens, décideurs, «intellectuels» - de l'Europe occidentale, de l'Amérique du Nord et de l'Asie Pacifique, son but affiché est de promouvoir et construire une coopération politique et économique entre ces trois zones clés du monde, pôles de la Triade. À l'instar du groupe de Bilderberg, il s'agit d'un groupe partisan de la doctrine mondialiste, auquel certains attribuent, au moins en partie, l'orchestration de la mondialisation économique.

En tant que chef de la Chase Manhattan, David Rockefeller a

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

détenu les clés du pouvoir sur une échelle internationale, voyageant constamment, rencontrant des chefs d'États et des directeurs et patrons des sociétés les plus puissantes. Pour tenir à jour ses contacts, il a un fichier de carte de visites contenant 35.000 personnes, qu'il appelle ses «amis» étrangers. Aux grosses sociétés, la Chase octroie de gros prêts pour de nouvelles usines et des petits prêts pour les aider à sortir de situations embarrassantes. La banque s'est spécialisée également dans l'aide aux sociétés multinationales en particulier les compagnies pétrolières - pour déplacer leur argent dans le monde entier, le changeant de dollars en yens ou en francs (aujourd'hui en euros) pour tirer avantage des fluctuations sur les marchés des devises. Pour les gouvernements étrangers, la Chase aidait à commercialiser les bons qu'ils émettaient et elle servait d'investisseur majeur dans les offres de titres des gouvernements. La Chase était également active dans le financement des échanges étrangers, de gouvernement à gouvernement, et dans l'octroi de prêts à des pays étrangers, y compris à de nombreux pays du tiers monde criblés de dettes. Dès 1979, près des deux-tiers des 6 milliards de dollars de revenus de la Chase provenaient de sources étrangères.

Malgré sa puissance dans la finance internationale, les années 70 furent une période troublée pour la Chase et elle perdit sa position dominante parmi les banques de Wall Street, cédant sa place à Citibank. Aux États-Unis, la Chase per- dit le business des banques régionales qui n'étaient plus aussi dépendantes de la «banque des banquiers» pour les prêts. Malgré ces problèmes, la Chase demeura la troisième banque de la nation, avec 226 agences à New York et 105 agences et 34 filiales dans le monde entier. Elle conserva également une influence énorme aux États-Unis, non seule- ment grâce à ses prêts aux plus grosses sociétés, mais aussi grâce au contrôle qu'elle exerçait sur des trusts gigan- tesques, ainsi que sur des fonds de pension encore plus gigantesques, lui permettant d'échanger et de proposer des blocs très importants d'actions dans des sociétés comme Exxon, CBS,

United Airlines et IBM.

Les liaisons étrangères de David Rockefeller et de la Chase ont aussi occasionné pas mal de critiques durant les années 60 et 70. La prééminence de Rockefeller en tant qu'âme du CFR et de la Commission Trilatérale le plaça, lui et la Chase, sous le feu des attaques, depuis la gauche jusqu'à la droite du spectre politique américain. Le moment le plus controversé de la banque se produisit en 1979, lorsque Rockefeller et Henry Kissinger, président du comité consultatif international de la banque, fit pression contre l'administration Carter pour laisser l'ancien Shah d'Iran entrer aux États-Unis. Le Shah avait été le meilleur client de la Chase au Moyen-Orient, avec des dépôts à la Chase provenant du pétrole iranien et qui s'élevaient à quelques 2,5 milliards de dollars en 1975, près de 8% de tous les dépôts effectués dans cette banque. Cet incident est directement la cause de la prise de plus de 50 otages à l'ambassade des États-Unis à Téhéran.

David Rockefeller administrait également l'Equitable Life Assurance Society et la Rockefeller Brothers Incorporated, qui fournissait des prestations de conseils aux frères Rockefeller pour financer de nouvelles entreprises innovantes, pour superviser de tels investissements et diriger la Rockefeller Corporation. Il a été également un administrateur du Rockefeller Brothers Fund, spécialisé dans la publication de rapports. L'immobilier était au cœur des investissements personnels de David Rockefeller. En 1965, il a formé un consortium avec Lazard Frères & Company d'André Mayer et avec George Garrett, un homme d'affaires de Washington. Ils acquirent ensemble un tiers des parts des 100 millions de dollars du développement de L'Enfant Plaza à Washington-DC. En 1996, David Rockefeller acquit un tiers des investissements dans un projet malheureux de Westbay Associates pour construire un développement gigantesque d'enfouissement de déchets dans la Baie de San Francisco et, à ce même moment, il s'impliqua dans l'Embarcadero Center, un projet énorme de centre commercial sur quatre hectares au cœur de San Francisco. En 1967, il s'associa avec le magnat grec, l'arma- teur Stavros

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

Niarchos, dans le développement d'Interstate North à Atanta, un développement résidentiel et commercial de 50 millions de dollars sur 120 hectares à 20 kilomètres du centre d'Atlanta. Membre de l'Eglise Unifiée et républicaine, David épousa Margareth McGrath de Mt. Kisco, New York, en 1940. Ils ont six enfants.

FRANKLIN ROCKEFELLER (1845-1917), fils de John D. Sr., naquit à Moravia, dans l'État de New York. Après avoir servi dans la guerre de sécession, il rejoignit ses deux frères dans l'industrie du pétrole et devint le président de la Pioneer Oil Company. En 1870, sa société fut absorbée par la Standard Oil of Ohio et Franklin fut nommé vice-président de cette dernière, exerçant ces fonctions jusqu'en 1900. Il était également l'un des responsables de la National Refiners Association, qui avait été créée en 1870. En 1900, il eut un désaccord avec son frère John D., et il rompit toutes ses relations avec les intérêts de la Standard Oil. Ensuite, il se consacra à l'élevage de bétail, possédant un vaste ranch à Belvédère, au Kansas. Il était également vice-président de Buckeye Steel Castings Company et vice-président de Cleveland Steel Company. De confession baptiste, il épousa, en 1870, Helen Scofield, la fille d'un raffineur et fabricant d'acier de Cleveland. Ils eurent trois filles.

PERCY AVERY ROCKEFELLER (1878-1934), fils de William Rockefeller, est né à New York. Il est entré au bureau de son père après avoir passé son diplôme à Yale en 1900 et il a siégé aux conseils d'administration de plusieurs sociétés minières et de services publics. De confession épiscopalienne, il épousa Isabel Stillman, la fille de James Stillman, le patron de la National City Bank, à New York. Ils eurent deux filles et un fils.

AVERY ROCKEFELLER JR (1924 -), petit fils de Percy Avery Rockefeller, est né à Colorado Springs. Diplômé de Yale en 1949, il rejoignit Dominick & Dominick à New York, où il fut

associé de 1952 à 1964, exerçant les fonctions de président de Dominick & Daniell, constituée en société de 1967 à 1971, puis comme président de Dominick Management Corporation en 1972-1973. En 1973, il fut nommé vice-président senior en charge des finances de Gloler, Incorporated. Il fut également administrateur de Piggly, Wiggly, Incorporated et de Seabord Surety, ainsi que membre du conseil des gouverneurs de la Bourse de New York de 1964 à 1970. Il a aussi été président du conseil des gouverneurs de la National Association of Securities. Il a épousé Lucia Ewing en 1948, dont il divorça en 1966. Ils avaient trois enfants. Il épousa en secondes noces Anne Sams Patterson en 1971.

WILLIAM GOODSELL ROCKEFELLER (1870-1922), fils de William, est né à New York. Diplômé de Yale en 1892, il exerça les fonctions de trésorier de la Standard Oil of New York, jusqu'à sa démission en 1911. Il fut également président de la Brooklyn Union Gas Company, de la Pacific Railroad, de l'Oregon Washington Railroad and Navigation Company et de YOregon Shortline Railroad. Il épousa Elsie Stillman, sœur de James Stillman, en 1896.

JOHN D. ROCKEFELLER III (1906-1978), fils de John D. Jr, est né à New York. Diplômé de Princeton en 1929 il fut impliqué dans les activités philanthropiques de son père. Administrateur de la Fondation Rockefeller de 1931 à 1971, il en sera le président de 1952 à 1971. Egalement administrateur du Colonial Williamsburgh de 1934 à 1954, dont il fut le président de 1939 à 1953. Il a été l'un des fondateurs de l'Asia Society en 1956, qu'il présida de 1956 à 1964. Il était administrateur du Rockefeller Brothers Fund après 1940, qu'il présida de 1940 à 1956. De plus, il a été administrateur du Rockefeller Family Fund après 1967. Il fonda le JDR Third Fund en 1963, qu'il présida par la suite, et administra le General Education Board de 1932 à 1971, qu'il présida de 1952 à 1971. Il a été administrateur de l'Université de Princeton de 1937 à 1967 et en fut le président de 1967 à

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

1973. De confession baptiste et républicain, il épousa en 1932 Blanchette Ferry Hooker, fille de Elon H. Hooker, le fondateur de la Hooker Chemical Company. Ils eurent quatre enfants, dont John D. Rockefeller IV.

JOHN D. ROCKEFELLER IV est né à New York en 1937. Diplômé de Harvard en 1961, il a été avec le Peace Corps de 1961 à 1963, puis fonctionnaire au Département d'État pour les Affaires Indonésiennes et, plus tard, Secrétaire d'État délégué aux affaires d'Extrême Orient. En 1966, il devint membre de la Chambre des Délégués de Virginie Occidentale, jusqu'en 1968, date à laquelle il devint secrétaire d'État pour la Virginie Occidentale, poste qu'il occupa jusqu'en 1972, lorsqu'il pris les fonctions de président du West Virginia Wesleyan Collège. En 1977, il fut élu gouverneur de cet État. Il a épousé en 1967 Sharon Percy, la fille du Sénateur Charles Percy de l'Illinois. Ils ont trois fils.

NELSON ALDRICH ROCKEFELLER (1908-1979), fils de John D. Jr, est né à Bar Harbor, dans le Maine. Diplômé de Dart- mouth en 1930, il entra à la Chase National Bank. Un an plus tard, il rejoignit le Rockefeller Center, Inc., devenant son président en 1938. Il exerça cette fonction jusqu'en 1945, puis, à nouveau, de 1948 à 1951. Il en était le président du conseil d'administration de 1945 à 1953 et de 1956 à 1958. Il fut aussi directeur de Créole Petroleum, une filiale de Standard Oil au Venezuela. En 1940, il organisa la Compania de Formento Venezuelara pour entreprendre des projets dans ce pays. Un an plus tard, il fut nommé coordinateur au Bureau de Coordination des Affaires Inter-Américaines, y servant jusqu'en 1944. Ensuite il fut secrétaire d'État délégué aux affaires latino-américaines. Durant les années 50, il fut nommé sous-secrétaire à la Santé, à l'Education et aux Affaires sociales. En 1958, il fut élu gouverneur de l'État de New York, servant à ce poste jusqu'en 1973. Ensuite, il fut président de la Commission sur les Choix Critiques pour l'Amérique320 jusqu'en 1975, lorsqu'il accéda à la vice-présidence des États-Unis, exerçant

cette fonction jusqu'en 1977. Il se maria deux fois. Son fils Rodman Rockefeller est né en 1932 à New York et passa son diplôme à Dartmouth en 1952. Il a été vice-président de l'International Basic Economy Corporation de 1961 à 1965, puis président de cette société après 1968. En 1971, il fut nommé PDG de cette société. Il s'est marié à Ann Olsen, la bonne de la famille, en 1953.

LAURANCE S. ROCKEFELLER (1910-2004), fils de John D. Jr, est né à New York. Diplômé de Princeton en 1932, il fut président du conseil d'administration du Rockefeller Center de 1953 à 1956 et de 1958 à 1966. Egalement directeur du Rockefeller Brothers Fund, de Caneel Bay Plantation Inc., Rockresorts Inc., Woodstock Resort Corporation et Grand Teton Lodge Company, ainsi que directeur de Readers Digest Association après 1973. Il épousa Mary French en 1934. Ils ont quatre enfants.

WINTHROP ROCKEFELLER (1912-1973), fils de John D. Jr, est né à New York. Il a suivi les cours de Yale de 1931 à 1934 et rejoignit ensuite la Humble Oil and Refining Company jusqu'en 1937. Il passa ensuite un an avec la Chase Manhattan Bank avant de devenir le vice-président directeur général du Greater New York Fund. Il était au département étranger de Socony-Vacuum Oil Company de 1939 à 1951 ; administrateur du Rockefeller Brothers Fund et du Rockefel- ler Center ; et président du conseil d'administration du Colonial Williamsburgh. Il devint gouverneur républicain de l'Arkansas en 1967, exerçant cette fonction jusqu'en 1970. Il épousa Barbara Sears en 1948 et ils divorcèrent en 1954. Il se remaria avec Jeanette Edris en 1956 et ils divorcèrent en 1971. Il a eu un fils, Winthrop Jr.

WILLIAM AVERY ROCKEFELLER JR. (1918 -), fils de William Avery Rockefeller, est né à New York. Diplômé de Yale en 1940 et de l'école de droit de la Columbia Law School en 1947. Ensuite il devint associé de Dorr, Hammond,

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

Hord & Dawson de 1947 à 1955, puis associé de Shearson & Sterling à New York de 1955 à 1957. Il s'est marié avec Mary Gi- lette en 1947 et ont eu trois filles.

ROTHSCHILD - Famille

De toutes les familles bancaires depuis la fin du 18è siècle, la famille Rothschild est de loin la plus célèbre et la plus controversée. On a prêté au patriarche de la lignée, le fondateur de la dynastie bancaire, **MAYER AMSCHEL BAUER**, devenu par la suite Mayer Amschel Rothschild avec la bénédiction du Prince Electeur de Hesse-Kassel, l'organisation d'un complot avec pour objectif de remplacer l'aristocratie européenne de l'époque, par une nouvelle aristocratie : une oligarchie de banquiers.

Certains auteurs (notamment Guy Carr, dont Eustace Mullins s'est largement inspiré au Chapitre V du présent ouvrage), ainsi que de nombreux sites complotistes qui bien souvent se contentent de répéter ce qu'ils ont lu ici ou là sans prendre la peine de vérifier leurs sources, ont prêté à Mayer Amshel Rothschild d'avoir convoqué vers 1770 un certain Adam Weishaupt afin de restaurer l'Ordre des Illuminés (on se souvient des Alumbrados, les Illuminés d'Espagne, qui furent condamnés par l'Inquisition au 16è siècle) en créant le tristement célèbre «Ordre des Illuminés de Bavière».

A la lecture de Einige Originalschriften des Illuminaten Ordens (quelques écrits originaux de l'Ordre des Illuminés), publiés en 1787 par le Prince Electeur de Bavière, à la suite des vastes enquêtes et perquisitions menées par la police bavaroise auprès des dignitaires de l'Ordre, il est tout simplement impossible que Rothschild en ait été l'instigateur.

Pourquoi ?

Tout simplement parce qu'en 1782, l'Ordre des Illuminés, qui avait été créé en 1776, était confronté à d'insurmontables problèmes de financement que la main invisible de Rothschild aurait naturellement éliminés. Par ailleurs, nulle part dans ces écrits n'est mentionné le nom de Rothschild et tout porte à croire que la création de l'Ordre des Illuminés de Ba- vière est

bel et bien le fruit de l'imagination et de la mégalomanie du seul Adam Weishaupt. Certains sont même allés jusqu'à rebaptiser Adam Weishaupt, en «Adam Rothschild Weishaupt», et d'autres vont même jusqu'à soutenir qu'il aurait été le «sixième fils» caché (ou adoptif) de Mayer Amschel. Elucubrations.

Toutefois, la conspiration qui aurait été orchestrée dans la Judengasse par Mayer Amschel Rothschild, et dont les seules «preuves» seraient des écrits originaux aujourd'hui disparus ayant servi d'inspiration au faux grotesque antisémite intitulé les «Protocoles des Sages de Sion», ne doit pas être entièrement écartée, tant l'histoire moderne de la mondialisation, à la suite de la captation des richesses par les quelques-uns qui ont façonné le monde tel que nous le connaissons aujourd'hui, tend à démontrer que des alliances secrètes ont bien été nouées entre les principaux banquiers au cours des deux siècles passés.

Par ailleurs, la construction de l'empire financier des Rothschild, depuis Mayer Amschel et ses cinq fils, à la fin du 18è et au début du 19è siècle, accompagnant notamment les guerres européennes par le financement des parties belligérantes a été amplement démontrée.

Mais revenons sur l'idée d'une conspiration orchestrée dans la Judengasse. Quels auraient pu être les banquiers convoqués par Rothschild vers 1770 ? (William Guy Carr prétend qu'ils étaient 12, ce qui, avec Rothschild à leur tête, faisait 13 personnes - parallèle grossier avec Jésus et ses 12 apôtres, les 13 de la Judengasse étant censés représenter le culte de Lucifer...) L'étude des Secrets de la Réserve Fédérale nous révèle les liens étroits tissés dès la fin du 18è siècle et renforcés tout au long du 19è siècle entre les Maisons Rothschild, Warburg, Schiff et Oppenheimer. A ces banquiers, on peut probablement ajouter la Maison Goldschmidt, établie depuis le 16è siècle à Francfort dans la Judengasse, et qui s'alliera plus tard par le mariage avec les Rothschild, ainsi que les Worms, puisque la fille aînée de Mayer Amschel Rothschild

épousa Benedikt Moses Worms de la dynastie banquière Worms.

SACHS, SAMUEL (1851-1935)

Fils de Joseph Sachs et de Sophia Baer, Samuel Sachs est né à Baltimore, dans le Maryland. Son père était un natif de Wurzburg, en Allemagne, qui avait émigré aux États-Unis en 1848. Il exerça pendant un temps la profession d'instituteur à Boston, puis, plus tard, il dirigea des écoles privées à Baltimore et à New York. Samuel fut éduqué dans les écoles de son père et intégra la profession de négociant. En 1882, il devint l'associé de son beau-père, Marcus Goldman, qui était établi dans les affaires bancaires à New York depuis 1869. Ils formèrent l'association M. Goldman & Sachs, et lorsque d'autres associés furent admis en 1885, la société fut renommée Goldman Sachs & Company. Après la mort de Marcus Goldman en 1904, Samuel devint associé-principal, restant à ce poste jusqu'en 1928, date à laquelle il prit sa retraite. Il continua d'exercer les fonctions d'associé spécial auprès de la firme, jusqu'à sa mort en 1935.

Sous la direction de Samuel, Goldman, Sachs se développa pour devenir l'une des principales maisons bancaires internationales, avec des attaches étroites à Londres, Paris, Berlin et d'autres centres européens. La firme eut également pendant de nombreuses années des filiales en propre à Chicago, Boston, Philadelphie et Saint-Louis. Dans les premières années de son existence, l'unique objectif de la firme avait été d'obtenir des fonds à court-terme pour des entreprises au moyen de titres de créances négociables émis par les entreprises sur le marché monétaire (billets de trésorerie). Cependant, après la mort de Goldman, Samuel Sachs transforma la firme en soumissionnaires majeurs de titres proposés au public, à la fois comme membre des principales bourses et comme négociant de titres de gré à gré, comprenant des actions, des obligations et des obligations convertibles. Goldman, Sachs, en partenariat avec Lehman Brothers, devint, au début du 20è siècle, la banque

d'investissement pour tout un groupe de sociétés auparavant négligées.

Depuis quelques temps, les besoins des sociétés de l'industrie légère et des magasins de détail, ainsi que d'autres petites entreprises, qui cherchaient à être introduites en bourse n'étaient pas satisfaits par les grosses banques d'investissement. Le tournant majeur pour Goldman, Sachs arriva en 1906, lorsque United Cigars Manufacturers et la Sears, Roebuck & Company eurent besoin de fonds importants. Les présidents de ces entreprises, qui étaient tous deux des amis personnels de la famille Goldman, engagèrent Goldman, Sachs pour introduire leurs actions en bourse.

Goldman, Sachs ne pouvait à elle seule souscrire ces émissions de titres et ne pouvait non plus obtenir de prêts garantis par ces titres auprès des banques commerciales : les titres de cette catégorie étant généralement inconnus et perçus comme suspects. Par conséquent, Samuel Sachs et Henry Goldman, tous deux des amis personnels de Philip Lehman, se tournèrent vers ce dernier pour obtenir son aide. Ils le persuadèrent de se joindre à eux pour souscrire ces deux projets. L'émission de titres pour Sears, Roebuck s'élevait à 10 millions de dollars en actions ordinaires et préférentielles et ces deux entreprises s'avérèrent très profitables. Entre 1906 et 1924, «les deux firmes bancaires ne formaient qu'un seul partenariat quant à l'émission de titres». Ensemble, elles gérèrent 114 offres négociées pour 56 émetteurs. En seulement quatre occasions, toutes impliquant B.F. Goodrich Rubber Company, la banque Goldman, Sachs assura seule l'introduction des titres. En dehors de ces sociétés déjà mentionnées, les deux firmes bancaires souscrivirent les émissions de la F. W. Woolworth Company, de la National Dairy Products Company, de la Continental Can Company, d'Endicott, de Johnson & Company, des grands magasins Gimbel's et Macy's, ainsi que de beaucoup d'autres sociétés.

L'arrivée de ces deux maisons bancaires, en 1906, dans le secteur des introductions en bourse, marqua le début d'un nouveau type de banques d'affaires, qui allaient croître

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

rapidement durant les vingt années suivantes. Alors que de plus en plus de fabricants et de distributeurs de biens de consommation, de chaînes de magasins de détail, de conditionneurs et de distributeurs de produits alimentaires s'introduisaient en bourse, des maisons bancaires de ce type s'assurèrent une place particulière. L'essor de Goldman, Sachs et de Lehman Brothers fut grandement facilité par les liens qu'elles avaient développés en tant que négociants sur le marché des devises et en tant que courtiers en matières premières.

Samuel Sachs était un philanthrope bien connu et était administrateur de l'Hôpital Bellevue et directeur à l'Hôpital Montefiore (dont Schiff était également un membre bienfaiteur). Il donna des sommes importantes à Harvard, comprenant le Sachs Research Fellowship, une bourse d'études qui permettait à ses lauréats d'aller étudier en Europe. Il était membre de la Chambre de Commerce de l'État de New York. Juif et républicain, il épousa Louisa Goldman en 1879. Ils eurent quatre fils, dont l'un, Paul Joseph Sachs, devint professeur de beaux-arts et directeur du Fogg Muséum d'Harvard. Un autre fils, Walter Edward Sachs, succéda à son père dans la banque d'investissements.

WALTER E. SACHS naquit à New York et reçut son éducation au Sachs Collegiate, fondé par son grand-père. Il fut diplômé de Harvard en 1904, où il étudia le droit pendant un an. En 1906, il étudia les méthodes bancaires étrangères à Londres, Paris et Berlin et, l'année suivante, il rejoignit Goldman, Sachs & Company, devenant associé-gérant en 1910. Après le départ de son père à la retraite, en 1928, Walter Sachs reprit la direction de l'entreprise, continuant de la construire pour en faire l'une des plus grandes maisons bancaires de Wall Street. Au fil des ans, il s'occupa des offres pu- bliques et des placements privés pour plus de 250 sociétés, dont Holt, Rinehart, Winston, Inc., Hunt Foods, Merck & Co., United Biscuit Company of America, General Foods, Whirlpool Corporation, Ford Motor Company, General Electric, Proc- ter &

Gamble et bien d'autres.

Walter Sachs entraîna également la société Goldman, Sachs dans le nouveau mouvement de fidéicommis de la fin des années 1920. Ce mouvement avait débuté au début de la décennie, mais gagna en vitesse seulement durant la vague spéculative de la fin des années 20. Un fidéicommis ou trust d'investissement était une «institution financière créée dans le but de rendre possible pour l'investisseur d'obtenir un plus haut degré de sécurité en achetant les titres du trust, lesquels étaient à leur tour adossés à divers autres titres - des actions et des obligations». Un trust était différent des sociétés de holding, en cela qu'il ne cherchait pas à acquérir le contrôle des sociétés dans lesquelles il investissait, mais détenait les titres comme garantie pour ses propres émissions.

En 1928, l'année où il prit la direction de la firme, Goldman, Sachs enregistra la Goldman Sachs Trading Corporation dans le Delaware (un paradis fiscal toujours d'actualité en 2010). Cette société émit un million d'actions ordinaires, réalisant au passage 3 millions de dollars de bénéfice. Ses investissements étaient essentiellement réalisés dans des socié- tés de services publics, souvent en alliance avec Harrison Williams et sa Shenandoah Corporation. Goldman, Sachs détenait également des actions de la Frosted Foods, ainsi que des actions des sociétés bancaires et fiduciaires et des compagnies d'assurance de Clarence Birdseye. Goldman Sachs Trading fusionna bientôt avec un autre trust d'investissements, la Financial & Industrial Securities Corporation. Cela augmenta les actifs de la Trading Corporation, pour les porter à 235 millions de dollars, plus du double que la société détenait auparavant. Avec William, la société lança la Shenendoah Corporation, un autre trust d'investissements qui détenait des actions de la Central States Electric Corporation. Lors de son offre initiale d'introduction, avec 102,5 millions de dollars, ce nouveau trust était clairement sursouscrit. Goldman, Sachs acquit également dans la foulée Pacific American Associates, un autre trust d'investissements qui détenait toutes les actions d'une société de fidéicommis, laquelle détenait une société de

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

holding de titres, qui possédait l'American Trust Company.

Les investissements de la Trading Corporation, bien qu'elle fût profitable pour Goldman, Sachs, qui encaissa de jolies commissions pour les gérer, s'avérèrent désastreux pour les investisseurs. Dès 1932, les parts qui avaient été achetées à 104 dollars l'unité étaient tombées à 1,75 dollars. Cette année-là, Walter Sachs fut appelé à comparaître devant la Commission Bancaire et Monétaire du Sénat des États-Unis pour répondre aux questions concernant les activités de la Trading Corporation. Entraîné par l'enquête menée par Ferdinand Pecora, le gouvernement fédéral vota des lois pour restreindre à l'avenir ce genre d'activités de la part des banquiers.

Le Securities Act et le Glass-Steagall Banking Act (La Loi sur la titrisation et la Loi bancaire de 1933) séparèrent, en 1933, les activités de banque commerciale et de banque d'investissement. Elles furent suivies de la Loi sur les Echanges de Titres (Securities and Exchange Act) en 1934. Avec le passage de la Loi sur les Sociétés de Holding des Services Publics (Public Utility Company Act) en 1935, les obligations de régulation et de conseil de la Securities and Exchange Commission[11] (SEC) furent largement étendues. Cela, à son tour, fut suivi par l'Investment Company Act (La loi sur les sociétés d'investissements) de 1940, qui obligeait les sociétés d'investissements à remplir une déclaration détaillée avec la SEC, dévoilant la plupart des informations usuelles des autres personnes enregistrées, de même qu'un grand nombre de données relatives à leurs politiques financière et d'investissement, qui ne pouvait être modifiée sans l'accord des ac- tionnaires. Cette loi limitait le nombre de souscripteurs, de banquiers, de courtiers et de conseillers en investissement qui pouvaient exercer des fonctions aux conseils d'administration de ces sociétés ; elle interdisait aux sociétés anonymes et aux trusts de faire des affaires avec des banques, des sociétés et des firmes avec lesquelles leurs directeurs ou leurs employés étaient d'une manière quelconque associés ; et restreignait leurs activités de diverses autres manières.

Au cours des années 1960, Goldman, Sachs maintint des contacts avec plus de 3.000 entreprises auxquelles elle offrait des conseils financiers. A cette époque, l'entreprise représenta ses clients dans quelques 84 transactions réussies de fusions-acquisitions, étant impliquée dans l'émission de liquidités et de titres totalisant plus d'1,8 milliard de dollar.

Aujourd'hui, en 2010, les actifs de la banque Goldman Sachs dépassent largement les 1.000 milliards de dollars et, depuis le début de l'année, cette banque d'affaire défie la chronique. En effet, il semble bien qu'elle soit mêlée à toutes les crises financières depuis la Grande Dépression...

SCHIFF, JACOB (1847-1920)

Il est né dans la maison que sa famille partageait avec les Rothschild à Francfort-sur-le-Main (la «Grünes Schild» dans la Judengasse). Il était le fils de Moses Schiff et de Clara Niederhoheim. Issu d'une riche et éminente famille juive, le père de Jacob était courtier pour les Rothschild. Jacob fut instruit dans les écoles locales et, à l'âge 14 ans, il entra en apprentissage dans une société d'affaires. Quatre ans plus tard, il obtint de son père, non sans difficultés, la permission de se rendre en Amérique, et il arriva à New York en 1865. Un an plus tard, il fut agréé comme broker et, en 1867, il rejoignit la firme Budge, Schiff & Company qui fut dissoute en 1872. Bien que devenu citoyen américain en 1870, il décida, à la suite de la dissolution de sa société de courtage, de retourner en Allemagne. L'année suivante, il se vit proposer un poste de directeur dans la filiale hambourgeoise de la London & Hanseatic Bank. Mais Schiff n'y restera pas longtemps, puisqu'il retourna à Francfort à la mort de son père.

En 1875, Schiff épousa Thérèse Loeb, la fille de Solomon Loeb, le fondateur de la firme bancaire Kuhn, Loeb & Co. Quelques mois plus tard, il fut invité par Abraham Kuhn, l'associé principal de la firme, à rejoindre la société et, en cadeau de mariage, Loeb accorda à Schiff la qualité d'associé. Schiff retourna à New York en 1875, amenant avec lui ses connections avec Sir Ernest Cassel de Londres, Edward

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

Noitslin, le président de la Banque de Paris et des Pays-Bas et Robert Flemming, alors de Dundee, puis plus tard de Londres. A travers ces connexions, Schiff fut en capacité de placer d'importantes quantités de titres américains sur le marché européen. Il ne fallut pas longtemps pour que Schiff et Kuhn, Loeb deviennent les plus gros rivaux de J.P. Morgan, en tant qu'émetteurs de titres des compagnies de chemins de fer et, dans sa première opération d'envergure dans ce secteur d'activité, Schiff refinança la Chicago & Northwestern Railroad en 1877. En 1885, à l'âge de 38 ans, Schiff devint associé principal dans la firme bancaire.

Avant l'arrivée de Schiff dans la maison bancaire, Kuhn, Loeb était une entreprise relativement prospère, mais clairement de deuxième rang. Son essor pour devenir l'une des toutes premières maisons bancaires commença avec l'arrivée de Schiff.

Celui-ci était à Kuhn, Loeb ce que J.P. Morgan était à sa firme, et il domina quasiment l'entreprise jusqu'à sa mort en 1920, même si plusieurs associés énergiques (Otto Kahn, Félix M. Warburg, Paul Warburg, ainsi que son fils, Mortimer L. Schiff) ont rejoint la firme après 1897. L'un de ses derniers associés décrivait Schiff comme le «plus capable des banquiers» et comme «un tyran».

Durant toutes les années où il fut lié à Kuhn, Loeb, Schiff s'impliqua dans le financement de presque toutes les compagnies de chemins de fer importantes de l'est des États-Unis, en particulier la Pennsylvania Railroad et la Louisville & Nashville Railroad. Il est probable que l'épisode le plus sensationnel de sa carrière financière fut le combat acharné entre l'Union Pacific et la Great Northern Company qu'il mena pour le contrôle de la Northern Pacific Railroad, combat dans le- quel Schiff était allié avec E.H. Harriman contre James J. Hill et J.P. Morgan. Cette compétition amena avec elle une pa-nique majeure à la bourse en 1901 et résulta dans la création, vers la fin de cette année-là, de la Northern Securities Company. La légalité de cette société fut contestée plus tard par l'administration de Théodore Roosevelt et la Cour

Suprême suivit le président des États-Unis.

Schiff finança également l'achat de Chesepeak Securities par l'Illinois Central Railroad en 1894, dont E.H. Harriman était le vice-président et où il participa à la réorganisation de la Baltimore & Ohio Railroad, de 1896 à 1899. Après le conflit relatif à la Northern Pacific, Schiff aida Harriman à prendre le contrôle de la Southern Pacific Railroad et d'autres lignes de chemins de fer adjacentes, qu'il rassembla dans l'Union Pacific. Au cours de ces quarante années d'association avec la Pennsylvania Railroad, Schiff manipula un total d'un milliard de dollars en titres pour financer la ligne. Il finança sans hésiter le tunnel sous le fleuve Hudson et la nouvelle gare magnifique de New York, qui était le terminus de la ligne. Il a même émis pour 50 millions de dollars d'obligations à la bourse de Paris.

Schiff considérait les émissions d'actions ordinaires des entreprises industrielles avec un scepticisme considérable, et Kuhn, Loeb ne participa pas activement au financement des grosses entreprises industrielles avant la fin du 19è siècle. Cependant, au tournant du siècle, Kuhn, Loeb prit part au financement de plusieurs entreprises majeures, en particulier dans les mines. Schiff fut impliqué dans le financement d'Anaconda Copper (mines de cuivre), d'American Smelting & Refining, de Westinghouse Electric et de Western Union Telegraph. L'une de ses entreprises la plus malheureuse fut sa participation dans la restructuration de la Metropolitan Street Railway conjointement avec Thomas Fortune Ryan et William Collins Whitney. Il avait également été impliqué avec la National City Bank et plusieurs autres banques, mais il démissionna des fonctions qu'il y exerçait dès que le Federal Reserve Act fut voté. Schiff avait des intérêts dans plusieurs compagnies géantes d'assurance à New York, en particulier dans l'Equitable Life Assurance Society, dont il était l'un des administrateurs. Cela le plaça sous la surveillance de la législature de l'État de New York en 1905, mais il fut acquitté de toute malversation. En 1904, au moment de la guerre russo-japonaise, il garantit des prêts pour 200 millions de dollars au gouvernement japonais. Bien qu'il reçût des Japonais l'Ordre

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

du Trésor Sacré et l'Ordre du Soleil Levant, ses actions étaient moins motivées par l'amour des Japonais que par sa haine de la Russie tsariste, qui avait persécuté les Juifs. En 1911, il finança un prêt aux Chinois sur les conseils du diplomate Willard Straight, persuadé que le capital américain in- vesti dans les Chemins de fer de la Mandchourie pourrait servir à prévenir d'autres guerres en Extrême-Orient. Schiff était un ferme opposant au Sïlver Purchase Act [Loi sur les Achats d'Argent] de 1890 et soutenait activement l'étalon or en toutes occasions.

Schiff reconnut précocement le droit des ouvriers de s'associer pour se protéger, mais il était en faveur de l'arbitrage dans les conflits ouvriers, plutôt que les grèves. Il prit sous son aile la Henry Street Seulement House et les Œuvres Cari- tatives Municipales. Il soutenait le National Children Welfare Committee. Bien qu'il fût républicain, Schiff était un suppor- ter de Woodrow Wilson et il soutenait également l'Institut Tuskegee et les écoles pour la population noire dans le Sud. Il était un fervent supporter des causes juives, même s'il était un militant antisioniste. Il aida à organiser la Bourse Nationale du Travail (National Employment Exchange), et il fut président et bienfaiteur de l'Hôpital Montefiore. Il créa un musée sé- mitique à l'Université d'Harvard. Il était un supporteur majeur du Séminaire Théologique Juif de New York et donnait des fonds considérables à l'Hebrew Union Collège de Cincinnati. Il fut l'un des fondateurs de l'American Jewish Committee en 1906.

Schiff avait deux enfants. Sa fille Frieda épousa Félix M. Warburg, un associé de Kuhn, Loeb. Son fils, Mortimer Léo Schiff (1877-1931), naquit à New York et fut diplômé de Amherst en 1896. Il étudia l'industrie ferroviaire avec la New York, Ontario & Western Railroad et passa ensuite deux années à Hambourg et à Londres pour étudier les méthodes ban- caires européennes. En 1900, il devint associé dans Kuhn, Loeb, prenant la direction de la firme à la mort de son père. Il était également administrateur d'American Continental Corporation, de la Los Angeles & Sait Lake Railroad, de la

New York Foundation, de Western Union Telegraph, de la Pacific Oil Company et de la Chemical Bank & Trust Company, ain- si que vice-président de la Chambre de Commerce de l'État de New York. Il épousa Adèle G. Neustadt en 1901, avec la- quelle il eut deux enfants, John Mortimer Schiff et Dorothy Schiff.

JOHN M. SCHIFF fit ses études à Yale dont il sortit diplômé en 1925, et il obtint une maîtrise à Oxford en 1927. Après avoir travaillé pendant quelques temps au Bankers Trust, il rejoignit Kuhn, Loeb en 1929 et devint associé en 1931. Il était administrateur de Kennecott Copper, de l'Atlantic & Pacific Tea Company, de la Los Angeles & Sait Lake Railroad, de la Getty Oil Company, de la Westinghouse Electric Company, de C.I.T. Financial Corporation, de Madison Fund, Inc. et d'Uniroyal. Il épousa Edith B. Baker, la fille de George F. Baker Jr, et ils eurent deux fils.

STRONG, BENJAMIN (1872-1928)

Vice-Président du Bankers Trust de New York, il était l'émissaire de J.P. Morgan à la conférence de Jekyll Island. Strong devint président de Bankers Trust en 1914 et, peu après, il fut nommé Gouverneur de la Banque de Réserve Fédérale de New York, poste qu'il occupa pendant 14 ans, jusqu'à sa mort.

SOLOMON, ANTHONY MORTON (1919-2008)

Après des études à Harvard, il fut économiste au Bureau de l'Administration des Prix en 1941-42. Il fut nommé sur une mission financière auprès de l'Iran (1942-46). Il dirigea l'Agence pour le Développement International de l'Amérique du Sud (1965-1969), puis il faut président international d'Investment Corporation pour la Yougoslavie (1969-1972), conseiller du président de la Commission aux Moyens de la Chambre des Représentants (1972-1973), Sous-Secrétaire aux Affaires Monétaires de 1977 à 1980 et, enfin, président de la Banque de Réserve Fédérale de New York de 1980 à 1985.

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

THOMPSON, JOHN (1802-1891)

John Thompson fonda la First National Bank of New York en 1863 et, en 1873, il dut céder ses parts à un groupe emmené par George F. Baker et Harris Charles Fahnestock. Quatre ans après avoir perdu le contrôle de la First National Bank, Thompson et son fils Samuel fondèrent une autre banque, la Chase National Bank of New York, dont le nom fut inspiré par le meilleur ami de Thompson, Salmon Portland Chase, le Secrétaire au Trésor de Lincoln et père du Système Bancaire National. Salmon P. Chase était mort en 1873 et n'était évidemment pas lié à cette institution, autrement que par le nom. Les successeurs de Thompson seront Henry White Cannon, puis Alonzo Barton Hepburn et ensuite Albert Henry Wiggin, des banquiers aux vues grandioses qui feront de cette institution la troisième plus grosse banque de New York.

UNTERMYER, SAMUEL (1858-1940)

Associé dans la firme juridique Guggenheimer & Untermyer of New York, il conduisit les «auditions Pujo» de la Commission Bancaire et Monétaire de la Chambre des Représentants en 1912. Il conseilla Rogers et Rockefeller dans de nombreux procès d'envergure contre F. Augustus Heinze, Thomas W Lawson et d'autres. Il a gagné 775.000 dollars d'honoraires pour une seule transaction : la fusion de l'Utah Copper Company. Le New York Times du 26 mai 1924 rap- porta qu'il préconisa de reconnaître immédiatement la Russie soviétique, lors d'une réunion au Carnegie Hall. Le prestige et le pouvoir d'Untermyer est illustré par le fait que cette une du New York Times couvrit six colonnes. Les informations qui lui étaient consacrées dans le Who's Who étaient les plus longues depuis treize ans.

VANDERLIP, FRANK ARTHUR (1864-1937)

Frank A. Vanderlip est né dans une ferme près d'Aurora, dans l’Illinois. Il était le fils de Charles Vanderlip et de Charlotte Woodworth. Il descendait d'un Frank Vanderlip, qui était arrivé

en Amérique en 1756, et son père est né en Ohio, puis s'est retrouvé dans l'Illinois où il exerçait la profession de forgeron. Lorsque Frank eut treize ans, son père et son frère décédèrent de la tuberculose et des revers économiques conduisirent à la vente de la ferme familiale. Le jeune Frank eut alors la responsabilité de subvenir aux besoins de sa famille, sa mère, sa sœur et sa grand-mère, ainsi que deux tantes par alliance. Il quitta l'école et s'en alla travailler dans un atelier d'usinage où il apprit à se servir d'un tour. Pendant ce temps, Vanderlip recevait des leçons particulières en mathématiques, en dessin industriel et en allemand, et il étudiait la sténographie la nuit. Il se débrouilla également pour suivre une année d'étude en ingénierie mécanique à l'Université de l'Illinois.

Vanderlip quitta son atelier d'usinage en 1885 pour devenir le rédacteur en chef local de l’Aurora Evening Post. Alors qu'il travaillait dans ce journal, il rencontra une personne de la ville, Joseph French Johnson, alors à la tête d'une agence d'enquêtes financières à Chicago, qui lui confia un poste dans son agence. Là, il commença à étudier les institutions fi- nancières et, en 1889, Johnson, qui travaillait alors pour le Chicago Tribune, lui obtint un poste de rédacteur en chef as- socié du magazine financier The Economist, un hebdomadaire de Chicago. Pendant ce temps, il avait achevé une année d'études en économie et en finances dans la toute nouvelle Université de Chicago [fondée par John D. Rockefeller] et il fut appelé à donner des cours de finance dans un certain nombre de collèges et de villes du middle-ouest.

En 1897, Vanderlip fut nommé au poste de secrétaire privé de Lyman J. Cage, le banquier de Chicago, qui venait tout juste d'être nommé au poste de Secrétaire au Trésor. Au bout de trois mois, Vanderlip devint secrétaire-adjoint au trésor et gagna beaucoup de reconnaissance de la part de ses pairs en plaçant sur le marché, en 1898, des obligations pour financer la guerre hispano-américaine, pour une valeur totale de 200 millions dollars. Cela lui attira l'attention de James Stillman, le président de la National City Bank of New York, lequel, en 1901, fit venir Vanderlip dans sa banque et le pla- ça au poste

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

de vice-président. Travaillant en étroite collaboration avec Stillman, Vanderlip introduisit toute une série d'innovations dans la banque : la sollicitation de nouveaux comptes, l'entrée dans le secteur de la banque d'investissement, le développement de filiales bancaires nationales et à l'étranger et la création d'une «lettre bancaire» mensuelle qui de- vint célèbre dans le monde entier. Lorsque Stillman prit la présidence du conseil d'administration en 1909, Vanderlip fut nommé à la présidence de la banque, où il exerça cette fonction pendant 10 ans. Parmi ses innovations en tant que pré- sident : l'organisation de la formation de jeunes diplômés, pour en faire les futurs agents de la banque. A la fin de sa présidence, National City Bank était devenue la plus grande banque des États-Unis et avait beaucoup accru ses activités à l'étranger. Une brouille avec le conseil d'administration de la banque en 1919 signa la fin de Vanderlip à la présidence de la banque.

Alors que les entrepreneurs américains, au début du 20è siècle, en étaient arrivés à penser que la clé de la prospérité était l'extension aux marchés étrangers, National City Bank, sous la direction de Vanderlip, contribua à montrer la voie. Il avait accompli un voyage prolongé dans toute l'Europe en 1901, y étudiant les politiques financières privées et publiques, et il devint rapidement le meilleur expert américain sur le financement à l'étranger. Il fit aussi beaucoup pour stimuler l'intérêt général des banquiers américains vis-à-vis du commerce avec l'étranger et de l'activité bancaire internationale. Il exerça un lobbying acharné pour modifier la régulation bancaire afin que les banques agréées au niveau fédéral puissent ouvrir des filiales à l'étranger. Il remporta son combat en 1913, lorsque le Congrès vota le Federal Reserve Act (dont Vanderlip était l'un des principaux auteurs). L'année suivante, National City Bank fut la première banque américaine à ouvrir une filiale à l'étranger - à Buenos Aires - et, l'année suivante, Vanderlip recommanda à Stillman deux nouveaux projets relatifs à l'étranger.

Le premier proposait à la banque d'acheter l'International

Banking Corporation (fondée en 1902 sur financement américain) avec son réseau d'alors, qui comprenait 17 filiales en Chine, en Inde, au Japon, aux Philippines, en Malaisie Occidentale, en Angleterre et au Panama. Ces filiales compléteraient les nouvelles filiales que la National City Bank était en train d'ouvrir en Amérique du Sud. Avec cet achat, la National City Bank devint un empire bancaire mondial. La deuxième proposition consistait à prendre le contrôle de l'American International Corporation, qui avait été créée en 1913 par la société de constructions mécaniques Stone & Wenster. Cette nouvelle société avait été montée «sur une échelle dépassant tout ce que l'Amérique avait connu», et avait réalisé des investissements dans l'International Mercantile Marine de J.P. Morgan, dans United Fruit et d'autres sociétés. A la fin de sa première année, il avait enquêté sur les opportunités d'investissement dans plus de 1.200 projets, dans 12 régions du monde et dans 7 secteurs majeurs d'activité, allant de la fi- nance à l'extraction minière.

Vanderlip conseilla à la City Bank de prendre une participation dans cette société comme moyen «d'unifier au maximum tous les intérêts qui regardent vers le développement à l'étranger». Vanderlip devint le président du conseil d'administration de cette nouvelle entreprise, avec ses 49 millions de dollars d'actions ordinaires, dont plus de la moitié fut mise de côté pour être proposée aux actionnaires de City Bank. Vanderlip aligna un puissant conseil d'administration, qui comprenait J. Ogden Armour, le PDG d 'Armour & Company, Charles A Coffin, le président du conseil d'administration de General Electric, James J. Hill, le PDG de la Great Northern Railway, Joseph P. Grâce, le patron de la W.R. Grâce & Company, Percy A. Rockefeller, John D. Ryan, le président d'Anaconda, Guy E. Tripp, le président du conseil d'administration de Westinghouse Electric et Théodore N. Vail, le président d 'AT&T. Les principaux banquiers siégeaient également à son conseil d'administration. Dès 1918, par l'intermédiaire de filiales entièrement ou partiellement détenues, American International Corporation menait des opérations dans

17 pays d'Amérique Centrale et du Sud, en Extrême-Orient et en Europe. Les opérations portaient essentiellement dans la construction industrielle, les engins de construction, les services publics, le transport maritime et la construction navale. Durant la Première Guerre Mondiale, Vanderlip prit un congé sabbatique de la City Bank pour endosser les fonctions de président de la Commission de l'Epargne de Guerre au Département du Trésor, commission qui avait été établie en 1917 pour encourager la vente de vignettes d'épargne et de certificats d'épargne pour financer la guerre.

Durant les dernières années de sa vie, Vanderlip avait conservé également un vif intérêt pour les affaires publiques. Il s'était activement opposé à la tendance à l'isolationnisme en politique étrangère et il dénonça les scandales dans l'administration de Harding (ce qui lui coûta plusieurs sièges dans les conseils d'administration de grandes entreprises) ; et, il organisa et dirigea le Bureau de Recherche Fédéral du Citoyen pour assister les investigations sur ces scandales. En 1924, il s'opposa à Calvin Coolidge et persuada Burton K. Wheeler à accepter la vice-présidence sur le ticket progressiste.

Vanderlip, tout au long de sa vie, a également été très impliqué dans les réformes bancaires. Avec Nelson Aldrich, Paul M. Warburg et Harry Davison, il avait participé, en 1910, à la réunion à huis clos au Club de Jekyll Island, en Géorgie, afin de préparer le «Plan Aldrich». En 1933, en tant que président de la Commission Nationale, il défendit l'abandon de l'étalon or et la dévaluation du dollar. Il prit une part active dans la Fondation Carnegie pour la Promotion de l'Enseignement, contribuant à établir les projets originaux qu'il avait élaborés en 1905, et y siégea pour le restant de sa vie comme administrateur.

Durant les années qui suivirent son départ de la National City Bank, Vanderlip développa un certain nombre d'entreprises financières privées, avec l'aide de ses deux fils. Il avait créé la Scarborough Properties Corporation de New York, dont l'objectif était de reconstruire des habitations et des

appartements sur les taudis de Scarbourough et d'Ossining, près de New York. Il créa également la Filliorum Corporation qui fut impliquée dans le développement de terrains privés à Palos Verdes, en Californie, et qu'il avait acquis en 1912. Swedenborgien et républicain, puis membre du parti progressiste, il épousa en 1903 Narcissa Cox, qui était originaire de Chicago. Ils eurent six enfants, dont Frank A. Jr et Kevin Cox Vanderlip. Frank Vanderlip vivait dans sa grande propriété sur le fleuve Hudson et y subventionna la Scarbourough School.

A sa mort, le 30 juin 1937, le New York Times, qui ne rédigea pas de chronique funéraire extensive sur lui, ne mentionna pas non plus sa participation à l'élaboration du Système de la Réserve Fédérale.

VIERECK, GEORGE SYLVESTER (1884-1962)

Auteur de l'étude définitive The Strangest Friendship in History, Woodrow Wilson and Col. House, Liveright, 1932. Poète de premier plan au début des années 1900, il fut présenté à la une de la New York Times Book Review et reconnu comme un éminent citoyen germano-américain aux États-Unis.

VOLCKER, PAUL (1927-)

Président du Conseil des Gouverneurs de la Réserve Fédérale de 1979 à 1987, nommé par le Président Jimmy Carter, reconduit par le Président Reagan pour un nouveau de quatre ans commençant le 6 août 1983. Il a fait ses études à Princeton, Harvard et à la London School of Economics. Employé par la Banque de Réserve Fédérale de New York, de 1952 à 1957, à la Chase Manhattan Bank, de 1957 à 1961, au Département du Trésor de 1961 à 1974 et président de la Banque de Réserve Fédérale de New York, de 1975 à 1975.

En 2010, à 83 ans, Paul Volcker a repris du service, puisqu'il conseille aujourd'hui activement le Président Barack Obama dans la réforme du système financier.

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

VON SCHRODER, Baron KURT (1889-1965)[12]

Banquier personnel d'Adolf Hitler, il a avancé les fonds pour permettre à Hitler d'accéder au pouvoir en Allemagne en 1933. Il était le représentant allemand des branches de Londres et de New York de la J. Henry Schroder Banking Corporation. Il fut responsable d'un Groupe de SS et faisait partie du cercle d'amis de Himmler. Directeur de toutes filiales allemandes d'I.T.T., il siégeait également au conseil d'administration de la Deutsche Reichsbank (la banque centrale alle- mande). Il convient de rappeler au lecteur que la J. Henry Schroder Bank fut créée à Londres en 1804 par Johann Heinrich (John Henry) Schroder, lequel avait supprimé l'umlaut sur le «o» de son patronyme. Certains auteurs contestent la parenté entre J. Henry Schroder et le baron Kurt von Schroder. Pourtant, tout porte à croire que les deux familles étaient bien liées - et de très prêt !

James Stewart Martin fut l'un des hommes déployés par Franklin Delano Roosevelt après la Deuxième Guerre Mondiale pour enquêter sur la machine de guerre nazie. En 1942, il lui avait été demandé d'aider à organiser une unité au sein de la Section Economique de Guerre du Département à la Justice des États-Unis pour enquêter sur les liens entre le cartel industriel nazi et les grandes entreprises et les maisons financières, notamment américaines et britanniques. Avant même que la guerre ne se terminât, Martin avait conduit une équipe qui parcourut les parties de l'Allemagne contrôlées par les alliés pour mettre la main sur les archives de sociétés telles que l'infâme I.G. Farben et la maison bancaire J.H. Stein de Cologne, la «banque des rois du cartel».

Comme l'on pouvait s'y attendre, Martin rencontra une vive opposition de la part des Allemands sur lesquels il enquêtait et qui préféraient que leurs secrets restassent enfouis. Ce qui est beaucoup plus intéressant et éloquent est l'opposition que Martin rencontra de la part de certains officiers américains et britanniques avec lesquels - ou sous lesquels - il servait. Ce que Martin découvrit est que certains des hommes qui avaient été impliqués dans la construction de la machine de guerre

nazie avant la guerre, avaient alors été déployés, non seulement pour cacher le rôle qu'ils avaient joué, mais pour protéger la machine industrielle nazie après la guerre.

L'un de ces officiers était le Général Graeme K. Howard, le directeur de la division économique du groupe qui allait devenir le gouvernement militaire allié de l'Allemagne et, en cette qualité, le chef de Martin. Howard avait été un directeur exécutif de General Motors, contrôlée par DuPont et Morgan, où il dirigeait les exportations. Howard avait perdu son emploi lorsqu'il fut exposé qu'il avait écrit un livre en 1940, «L'Amérique et un Nouvel Ordre Mondial».

Un rapport du FBI, à l'époque, déclarait que «L'un des plus hauts officiels de General Motors, s'était avancé à demander au peuple américain de faire ce que HITLER voudrait qu'il fasse. Son nom est GRAEME K. HOWARD, qui a récemment écrit pour le grand public un livre intitulé 'L'Amérique et un nouvel Ordre Mondial'». Ce rapport citait des passages du livre affirmant que «l'émergence de régimes totalitaires en Italie et en Allemagne [était] la seule alternative à l'expansion du communisme», et il conseillait vivement aux États-Unis de soutenir Hitler.

Qu'un tel homme ait pu être nommé à un poste qui supervisait les investigations relatives aux cartels industriels nazis, devait être une raison suffisante pour tirer la sonnette d'alarme parmi les patriotes. Il est clair que des forces puissantes étaient intéressées, non pas à révéler la vérité, mais à la cacher.

Ce fut encore plus clair lorsque Howard fut remplacé par le Général William H. Draper Jr. Ce dernier était en congé pour rejoindre l'armée de son poste de Secrétaire Général de Dillon, Read & Co., une banque d'investissement de premier plan à Wall Street. Avant de rejoindre Dillon, Read, Draper avait travaillé pour la National City Bank of New et le Bankers Trust qui était contrôlé par Morgan.

En vertu du Dawes Plan[13] de 1924, Dillon, Read, avait été un financier majeur des grandes entreprises allemandes. Draper avait non seulement aidé Hitler à s'armer, il était également le sponsor de la Troisième Conférence

Internationale sur l'Eugénisme[14] , qui s'est tenue à New York en 1932.

Un autre banquier avec lequel Martin dut travailler était le Capitaine Norbert A. Bogdan, qui avait été le vice-président de la J. Henry Schroder Banking Corp. de New York. Ce fut Bogdan, selon Martin, qui essaya de bloquer une enquête sur la maison bancaire J.H. Stein, prétendant qu'il ne s'agissait que d'un «petit couteau», alors qu'en fait c'était l'un des endroits où les secrets les plus sombres étaient enfouis.

La banque Stein, dont le siège se trouvait à Cologne, était la banque du Baron Kurt von Schroder, général de corps d'armée dans les Gardes Noirs de la SS et l'un des dirigeants du parti nazi. Il faisait partie de la famille bancaire Schroder de Hambourg et l'un de ses cousins, le Baron Bruno von Schroder, avait dirigé à la fois la banque J. Henry Schroder & Co. à Londres et la J. Henry Schroder Banking Corp. à New York - la banque du Capitaine Bogdan. La liste des clients de Stein se lisait comme le who's who des industriels allemands.

La banque Stein hébergeait également, comme le découvrit Martin, un compte spécial intitulé «Sonderkonto S» et servait de canal pour financer les SS de Heinrich Himmler. L'enquête détermina que les cartels industriels allemands faisaient des dépôts discrets sur ce compte lorsque les SS avaient besoin de fonds, afin que Himmler puisse retirer l'argent.

Après la seconde guerre mondiale, Kurt von Schrôder fut arrêté et jugé par un tribunal allemand pour crimes contre l'humanité. Il fut reconnu coupable et condamné à trois mois d'emprisonnement.

Kurt von Schrôder mourrut le 4 novembre 1966.

WARBURG, PAUL MORITZ (1868-1932)

Fils de Moritz Warburg (1838-1910) et de Charlotte Esther Oppenheimer, Paul Warburg est né à Hambourg, en Allemagne. Son père était banquier, à la tête de N.M. Warburg & Company, qui avait été fondée par l'arrière arrière-grand-père de Paul en 1798 et qui était l'une des plus anciennes et des plus importantes banques juives d'Europe. Cette firme s'est

particulièrement développée au milieu du 19ème siècle sous la direction de Moritz Warburg. Travaillant en concerta- tion étroite avec la grande maison bancaire Rothschild, N.M. Warburg et Company participa à l'émission d'un prêt pour le gouvernement français après la guerre franco-prussienne. Elle est devenue l'une des principales banques d'affaires en Europe à cette époque, conseillant autant les particuliers que les sociétés pour leurs investissements. Paul Warburg fit sa scolarité au lycée de Hambourg, après quoi il rejoignit la firme bancaire familiale. En 1895, il y reçut la qualité d'associé. Durant la même période, ses quatre frères, Aby (1866-1929), Max (1867-1946), Fritz (1879-1962) et Félix (1871-1937), devinrent également associés dans la maison bancaire familiale.

En 1895, Paul Warburg épousa la fille de Salomon Loeb, de la firme bancaire new-yorkaise Kun, Loeb & Company. Sept ans plus tard, en 1902, Paul arriva à New York pour devenir associé dans cette célèbre firme. Durant les années où il était associé à part entière de la maison bancaire de Hambourg, Paul, avec ses frères, contribua à poser les fondations qui lui permettront de devenir l'une des principales maisons bancaires en Europe. En 1890, la firme de Warburg était encore plutôt modeste et traditionnelle. Ses affaires consistaient essentiellement à effectuer des transactions sur le marché des devises et de la facturation commerciale pour des grosses banques commerciales, en particulier hors d'Allemagne, sur laquelle elle touchait une commission. Les nouvelles introductions sur le marché, qui progressaient lentement, ne représentaient encore qu'une petite partie des activités de la banque. Paul Warburg venait juste de terminer une période de stage astreignante avec une firme commerciale de Hambourg et il avait passé un peu de temps avec Samuel Montagu & Company à Londres. Ensuite, il avait travaillé pendant deux ans pour la filiale française de la Banque Russe pour le Commerce Etranger.

Après la très grosse expansion industrielle en Allemagne et en Europe durant la fin des années 1890, la firme de Warburg

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

joua un rôle croissant et de premier plan, aidée considérablement par ses relations intimes avec Kuhn, Loeb & Company (Félix avait épousé la fille de Jacob Schiff, l'associé principal de la firme, en 1895, et il avait rejoint cette société la même année. Il fut rejoint plus tard par son frère Paul). Au tout début du 20ème siècle, la firme de Hambourg avait multiplié par dix le volume de ses affaires.

Bien que Paul Warburg restât associé dans N.M. Warburg & Company jusqu'en 1907, il eut peu de liens directs avec elle après 1902. À cette époque, ses intérêts et sa fortune étaient liés avec Kuhn, Loeb & Company aux États-Unis. Kuhn, Loeb & Company avait été fondée en 1867 par deux négociants, Abraham Kuhn et Solomon Loeb. Vers 1850, les deux hommes avaient ouvert un magasin de négoce général et de vêtements à Lafayette, dans l'Indiana. Quelques années plus tard, ils déplacèrent leur affaire à Cincinnati, où se trouvait une importante colonie allemande. En 1865, ils décidè- rent de dissoudre leur entreprise et, deux ans plus tard, ils ouvrirent une banque à New York. Très vite, ils exploitèrent également une affaire d'investissements, vendant des obligations du gouvernement et des compagnies de chemins de fer aux États-Unis et en Allemagne. La firme prospéra, mais son essor arriva vraiment lorsque Jacob Schiff fut admis comme partenaire en 1875. Schiff a surtout guidé la firme vers le financement des chemins de fer et sa relation la plus importante à cet égard est arrivée vers 1880, lorsque Kuhn, Loeb remplaça Drexel & Company en tant que principal banquier de la Pennsylvania Railroad. À partir de ce moment-là, la Pennsylvania et toutes les autres compagnies ferroviaires qui firent partie par la suite de son réseau reposaient quasi-exclusivement sur Kuhn, Loeb pour leurs principaux financements. Entre 1880 et 1899, Kuhn, Loeb manipula quelques 49 millions de dollars en titres de cette compagnie ferroviaire. En 1897, elle fut également impliquée dans la réorganisation massive de l'Union Pacific Railroad avec E.H. Harriman, ce qui fit de Kuhn, Loeb la principale banque du pays, spécialisée dans les actions des compagnies de chemins de fer. À partir de 1900, cette firme

était le principal banquier de pas moins de dix compagnies de chemins de fer majeures, dont quelques réseaux parmi les plus grands des États-Unis.

Dans ses premières années chez Kuhn, Loeb & Company, Paul Warburg participa à ses affaires hautement profi- tables dans les titres des sociétés de chemins de fer, plaçant sur le marché des prêts pour quelques-unes des plus importantes compagnies ferroviaires d'Amérique, ainsi que pour les gouvernements du Japon, de la Chine, du Brésil, de l'Argentine, de Cuba, du Mexique et d'autres pays. Toutefois, Otto Kahn et Jacob Schiff lui faisaient de l'ombre à beaucoup d'égards. La plus grande contribution de Paul Warburg au système bancaire américain arriva avec la promotion qu'il fit du Système de la Réserve Fédérale. Warburg avait aussi étudié les systèmes de banque centrale dans les principales nations européennes avant de venir en Amérique et, avec l'arrivée de la Panique de 1907, il était le banquier plus émi- nent parmi ceux qui préconisaient une réforme fondamentale du système bancaire américain. En 1907, il rédigea une brochure, «Un Projet pour une Banque Centrale Modifiée»(A Plan for a Modified Central Bank) et un article du New York Times, intitulé «Les Défauts et les Besoins de notre Système Bancaire» (Defects and Needs ofOur Banking System), ré- sumait son point de vue sur le sujet. Le Sénateur Nelson W. Aldrich, le président de la Commission Monétaire Nationale, lui demanda d'agir comme son conseiller-expert es qualités pour formuler le nouveau système bancaire. Le rapport émis par cette Commission en 1911, qui conduisit finalement à l'établissement du Conseil de la Réserve Fédérale en 1913, incorporait un grand nombre des idées de Warburg sur la réforme monétaire, en particulier sa théorie d'un système modifié de banque centrale avec une monnaie fiduciaire adossée principalement à des titres de créance. En 1914, Warburg fut l'un des premiers membres du Conseil des Gouverneurs de la Réserve Fédérale à être nommé, mais il démissionna pendant la Première Guerre Mondiale afin d'éviter la possibilité d'hostilités publiques envers un haut-fonctionnaire natif d'Allemagne

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

siégeant au Conseil des Gouverneurs.

Warburg retourna chez Kuhn, Loeb et reprit ses activités bancaires privées, tout en faisant pression pour la création d'une banque d'acceptation internationale. Celle-ci fut ouverte en 1921 avec un capital de 10 millions de dollars et un surplus de 5 millions de dollars. La banque avait deux filiales - l'American & Continental Corporation, qui fut créée en 1925, et l'International Acceptance Trust Company, crée en 1926. À partir de 1929, cette banque disposait de ressources s'élevant à 132 millions de dollars et elle devint une filiale de la Bank of Manhattan Company, avec Warburg qui y agissait comme président associé et, par la suite, comme président. Cependant, au bout du compte, ce plan échoua. Dans les années 1920, Warburg était trop occupé dans beaucoup d'autres activités. Il siégea au comité consultatif de la Réserve Fédérale entre 1921 et 1926 et écrivit en 1930 un livre intitulé The Federal Reserve System, dans lequel il critiquait férocement la spéculation boursière des années 1920 et où il décrivait ses plans pour renforcer le pouvoir de la Réserve Fédérale, afin de réduire la possibilité de futurs désastres économiques.

Jusqu'à sa mort, Warburg travailla assidûment à restructurer le secteur bancaire américain, afin qu'il puisse endosser des responsabilités financières appropriées et en rapport avec ses capacités propres. Il ne fut jamais satisfait du Système de Réserve Fédérale parce que les réformes qu'il avait défendues n'avaient pas été complètement adoptées durant sa vie. Le système ne fut centralisé qu'en 1935 et le système d'acceptation ou d'escompte n'a pas assumé à New York la même importance qu'il assumait à Londres. Enfin, le marché des actions continuait de dominer le marché monétaire, en même temps que d'autres abus qu'il déplorait. Il atteignit le sommet de son influence dans la période de l'après-guerre, période au cours de laquelle il fit preuve de grandes qualités de leadership. La transition rapide des États-Unis, qui étaient passés d'une nation débitrice à une nation créditrice, le conduisit à exiger des changements dans les politiques financière et fiscale. Il était convaincu que les États-Unis devaient désormais soutenir l'Europe et il se trouvait en première ligne de l'initiative pour appliquer les finances du gouvernement aux problèmes de la reconstruction d'après-guerre en Europe. Il avait également organisé la Banque d'Acceptation Internationale pour cet objectif et, en 1924, il obtint qu'un consortium constitué des plus grosses banques de New York finance des crédits commerciaux pour l'Allemagne. Cela marcha à court terme, mais pas à long terme.

Paul Warburg siégeait également aux conseils d'administration de la Bank of Manhattan Trust Company, de la Far- mer's Loan & Trust Company of New York, de la First national Bank of Boston, de la Baltimore & Ohio Railroad, de l'Union Pacific Railroad, de la Los Angeles & Sait Lake City Railroad, de la Western Union & Telegraph Company, de l'American I.G. Chemical Corporation, d 'Agfa Ansco Corporation, ainsi que dans celui de Warburg & Company of Amsterdam, aux Pays-Bas. Après 1929, il fut également étroitement lié à la Brookings Intitution à Washington D.C. À la fois juif et républicain, il épousa Nina Loeb en 1895, avec laquelle il eurent un fils, James Paul Warburg, et une fille, Bettina Warburg . James Paul (1896-1969) fut diplômé de Harvard en 1917 et travailla pour la National Metroplolitan Bank à Washington D.C, en 1919, puis à la First National Bank à Boston, entre 1919 et 1921. Il fut vice-président de la Banque d'Acceptation Internationale de 1921 à 1929 et vice-président de la Bank of Manhattan Company de 1932 à 1935. Ensuite, il devint auteur et écrivit un grand nombre de livres.

L'un des frères aînés de Paul Warburg, **MAX MORITZ WARBURG** (1867-1946), fit son apprentissage bancaire dans la maison bancaire de I. Dreyfus & Company à Francfort, puis il passa un an chez N.M. Rothschild & Sons à Londres. En 1893, il devint associé dans la maison bancaire familiale à Hambourg, où, au fil des ans, il participa à de nombreux projets en commun avec Kuhn, Loeb & Company à New York.

Lorsqu'il prit les commandes de la maison bancaire familiale,

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

c'est tout naturellement que Max Warburg devint conseiller du Chancelier allemand Guillaume II. Pendant la Première Guerre Mondiale, l'empereur allemand le nomma à la tête des services secrets en tant que conseiller financier en chef et conseiller en Intelligence stratégique. En cette qualité, il fit parti de la délégation allemande à la conférence de paix de 1918-1919 et participa aux négociations des conditions de la reddition de l'Allemagne et des réparations de guerre. Son frère Max, lui, faisait partie de la délégation américaine, emmenée par le Président Wilson.

Durant les années 1920, la maison bancaire de Warburg devint étroitement alliée au gouvernement de Weimar et, dès 1928, les associés dans la N.M. Warburg & Company siégeaient dans les conseils d'administration de pas moins de 86 sociétés. La dépression de 1929 frappa durement la firme, mais c'est l'arrivée du nazisme qui lui porta le coup de grâce. Pressé par les Nazis, Max Warburg dut démissionner en 1938 et transférer le contrôle de sa banque aux Aryens. Toute- fois, il lui fut permis de quitter l'Allemagne pour les États-Unis en emportant avec lui une grande partie de sa fortune.

Parmi les autres Warburg, Paul Felix Warburg (1904-1965), le fils de Felix Warburg, rejoignit la Banque d'Acceptation Internationale en 1926, comme assistant du vice-président. En 1933, il devint le président de la Bank of Manhattan Com- pany, en charge des nouvelles affaires. Il démissionna de cette fonction en 1937 et se consacra aux affaires familiales jusqu'en 1940, lorsqu'il rejoignit J.S. Bache & Company à New York, en tant qu'associé-gérant. En 1942, il s'enrôla dans l'armée et, après la guerre, il devint l'assistant particulier de W. Averell Harriman et de Lewis C. Douglas. De 1952 jusqu'à sa mort, il était avec la firme bancaire de Cari N. Loeb, Rhodes & Company, dont il était l'un des principaux conseillers.

WISEMAN, SIR WILLIAM (1885-1962)

Sir William Wiseman, dixième baronnet d'Ulster, associé dans Kuhn, Loeb & Company, fut le chef des services secrets britanniques durant la Première Guerre Mondiale.

Diplômé de Cambridge, il fut gazé à Ypres, au cours de la bataille des Flandres, puis il étudia l'espionnage à Scotland Yard. À l'âge de 30 ans, il était le deuxième Britannique le plus puissant aux États-Unis. Chef officieux des services secrets de Sa Majesté durant la première guerre mondiale et le « confident anglais » du Président Woodrow Wilson, il a travaillé en étroite relation avec le Colonel House, dominant à la fois les États-Unis et l'Angleterre.

En 1955, Wiseman lança sa propre banque internationale, Transoceanic Development Corp., Ltd, en partenariat avec Kuhn, Loeb & Co., First Boston Corp. et S. G. Warburg de Londres. L'entreprise avait 27 firmes du monde bancaire à ses côtés. Parmi elles : Crédit Suisse, David and Laurance Rockefeller, Sal Oppenheim Jr. & de. (Cologne), N. M. Rothschild
& Sons (Londres), Deutsche Bank Group (Francfort), Amsterdamsche Bank (Pays-Bas). Il était donc très proche des dynasties bancaires internationales durant la majeure partie de sa vie. Pourquoi avait-il créé une banque privée pour se lancer dans le domaine dses financements internationaux ? Réponse de Sir William : «Nous voulons faire de l'argent».

BIBLIOGRAPHIE

QUOTIDIENS :

New York Times 1858-1983 Washington Post 1933-1983 Périodiques : Barron's Weekly 1921-1983

Business Week 1929-1983 Forbes Magazine 1917-1983 Fortune 1930- 1983 Harper's 1850-1983 National Review 1955-1983 Newsweek 1933-1983 The Nation 1865-1983 The New Republic 1914-1983 Time 1923-1983

LIVRES :

Current Biography 1940-1983, H.W. Wilson Co., N.Y. Dictionary of National Biography, Scribners, N.Y. 1934-1965 Di- rectory of Directors, London 1896-1983

Directory of Directors In The City of New York 1898-1918

The Concise Dictionary of National Biography, 1903-1979, Oxford University Press Congressional Record 1910-1983

International Index to Periodicals 1920-1965, H.W. Wilson Co., N.Y. Poole's Index to Periodical Literature 1802-1906, Wm. T Poole, Chicago Readers Guide to Periodicals 1900-1983

Rand McNally's Bankers Guide 1904-1928 Moody's Banking and Finance 1928-1968

Who's Who in America 1890-1983, A.N. Marquis Co. Who's Who, Great Britain 1921-1983

Who Was Who In America 1607-1906, A.N. Marquis Co. Who's Who in the World 1972-1983, A.N. Marquis Co.

Who's Who in Finance and Industry 1936-1969, A.N. Marquis Co. Standard and Poor's Register of Directors 1928- 1983

Senate Committee Hearings on Federal Reserve Act, 1913 House Committee Hearings on Federal Reserve Act, 1913 House Committee Hearings on the Money Trust (Pujo Committee) 1913

House Investigation of Federal Reserve System, 1928

Senate Investigation of Fitness of Eugène Meyer to be a Governor of the Federal Reserve Board, 1930 Senate Hearings on Thomas B. McCabe to be a Governor of the Federal Reserve System, 1948 House Committee Hearings on Extension of Public Debt, 1945

Federal Reserve Directors : A Study of Corporate and Banking Influence.

Staff Report, Committee on Banking, Currency and Housing, House of Représentatives, 94th Congress, 2d Session, August, 1976.

The Federal Reserve System, Purposes and Functions, Board of Governors, 1963 A History of Monetary Crimes, Alexander Del Mar, the Del Mar Society, 1899

Fiat Money Inflation in France, Andrew Dickson White, Foundation for Economie Education, N.Y. 1959

The War on Gold, Antony C. Sutton, 76 Press, California, 1977

Wall Street and the Rise of Hitler, Antony C. Sutton, 76 Press, California, 1976 Collected Speeches of Louis T McFadden, Congressional Record

The Truth About Rockefeller, E.M. Josephson, Chedney Press, N.Y. 1964

The Strange Death of Franklin D. Roosevelt, E.M. Josephson, Chedney Press, N.Y. 1948 Behind the Throne, Paul Emden, Hoddard Stoughton, London, 1934

The Money Power of Europe, Paul Emden, Hoddard Stoughton, London

The Robber Barons, Mathew Josephson, Harcourt Brace, N.Y. 1934 The Rothschilds, Frédéric Morton, Curtis Publish- ing Co., 1961

The Magnificent Rothschilds, Cecil Roth, Robert Haie Co., 1939 Pawns In The Game, William Guy Carr, (privately printed), 1956 Tearing Away the Veils, François Coty, Paris, 1940

Writers on English Monetary History, 1626-1730, London, 1896

The Federal Reserve System After Fifty Years, Committee on Banking and Currency, Jan., Feb. 1964 The Bankers' Conspiracy, Arthur Kitson, 1933

Laws Of The United States Relating to Currency, Finance and Banking From 1789 to 1891, Charles F. Dunbar, Ginn & Co., Boston, 1893

Monetary Policy of Plenty Instead of Scarcity, Committee on Banking and Currency, 1937-1938

The Strangest Friendship In History, Woodrow Wilson and Col. House, George Sylvester Viereck, Liveright, N.Y. 1932 Federal Reserve Policy Making, G.L. Bach, Knapf, N.Y. 1950

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

Rulers of America, A Study of Finance Capital, Anna Rockester, International Publishers, N.Y. 1936 Banking in the United States Before the Civil War, National Monetary Commission, 1911

National Banking System, National Monetary Commission, 1911 The Federal Reserve System, Paul Warburg, Macmil- lan, N.Y. 1930

Roosevelt, Wilson and the Federal Reserve Law, Col. Elisha Garrison, Christopher Publishing House, Boston, 1931 Men Who Run America, Arthur D. Howden Smith, Bobbs Merrill, N.Y., 1935

Financial Giants of America, George E Redmond, Stratford, Boston, 1922

The Great Soviet Encyclopaedia, Macmillan, London, 1973

Encyclopaedia Britannica, 1979 Encyclopaedia Americana, 1982

Dope, Inc., Goldman, Steinberg et at, New Benjamin Franklin House Publishing Company, N.Y. 1978

Banking and Currency and the Money Trust, Charles A. Lindbergh, Sr. 1913

The Strange Career of Mr. Hoover Under Two Flags,

John Hamill, William Faro, N.Y. 1931 The Federal Reserve System, H. Parker Willis, Ronald Co., 1923

A.B.C. of the Fédéral Reserve System, E.W. Kemmerer, Princeton Univ., 1919

Adventures in Constructive Finance, Carter Glass, Doubleday, N.Y. 1927 Banking Reform in the United States, Paul Warburg, Columbia Univ., 1914

U.S. Money vs. Corporation Currency, Alfred Crozier, Cleveland, 1912 Philip Dru, Administrator, E.M. House, B.W. Huebsch, N.Y. 1912

The Intimate Papers of Col. House, edited by Charles Seymour, 4 v. 1926-1928, Houghton Mifflin Co.

The Great Conspiracy of the House of Morgan, H.W. Loucks, 1916 Capital City, McRae and Cairncross, Eyre Methuen, London, 1963 Aggression, Otto Lehmann-Russbeldt, Hutchinson, London, 1934 The Empire of High Finance, Victor Perlo, International Pub., 1957 Memoirs of Max Warburg, Berlin, 1936

Letters and Friendships of Sir Cecil Spring-Rice Tragedy and Hope, Carroll Quigley, Macmillan, N.Y.

The Politics of Money, Brian Johnson, McGraw Hill, N.Y. 1970

A Primer on Money, House Banking and Currency Committee, 1964

Pierpont Morgan and Friends, The Anatomy of A Myth, George Wheeler, Prentice Hall, N.J., 1973

Pierpont Morgan, Herbert Satterleee, Macmillan, N. Y., 1940 Morgan the Magnificent, John K. Winkler, Vanguard, N.Y., 1930

Wilson, Arthur Link (5 vol.) Princeton University Press, Princeton, N.J.

Historical Beginning... The Federal Reserve, Roger T Johnson, Federal Reserve

Bank of Boston, 1977 (7 printings, 1977-1982, totaling 92,000 copies.) [It is noteworthy that this 64 page booklet makes no mention of Jekyll Island,

Paul Warburg's authorship, or source of promotion funds which resulted in enactment of the Federal Reserve Act on December 23,1913.]

The Federal Reserve and Our Manipulated Dollar, Martin A. Larson, Devin Adair Co., Old Greenwich, Conn., 1975 Chain Banking, Stockholder and Loan Links of 200 Largest Member Banks, House Banking and Currency Committee,

Jan. 3, 1963

International Banking, Staff Report, Committee on Banking Currency and Housing, May 1976

Audit of the Federal Reserve System, Hearings Before the House Banking and Currency Committee, 1975.

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

NOTES PAR CHAPITRE

Avant-propos de l'auteur

1 N. du T. : Capitol Hill, lieu où se trouvent les deux chambres parlementaires (la Chambre des Représentants et le Sénat), à Washing ton.

2 N. du T. : fin 2007, la dette des États-Unis s'élevait à plus de 9.000 milliards de dollars et, aujourd'hui, elle dépasse la somme gigantesque de 13.000 milliards de dollars.

Introduction
/
Chapitre I - Jekyll Island

[1] Prof. Nathaniel Wright Stephenson, Paul Warburg's Mémorandum, Nelson Aldrich A Leader in American Politics, Scribners, N.Y. 1930.

[2] N. du T. : Malcom Forbes est décédé le 24 février 1990 et c'est son fils, Steve Forbes, qui a pris sa succession.

[3] "CURRENT OPINION", décembre 1916, p. 382.

[4] Nathaniel Wright Stephenson, Nelson W. Aldrich, A Leader in American Politics, Scribners, N.Y. 1930, Chap. XXIV "Jekyll Island".

[5] T.W. Lamont, Henry P. Davison, Harper, 1933.

[6] Clarendon, Histoire de la Rébellion et des Guerres Civiles en Angleterre - 1647.

[7] Nathaniel Wright Stephenson, Nelson W. Aldrich, A Leader in American Politics, Scribners, N.Y. 1930, Ch. XXIV "Jekyll Island" p. 379.

[8] Paul Warburg, Tlie Federal Reserve System, Its Origin and Grozvth, Volume I, p. 58, Macmillan, New York, 1930.

[9] CURRENT OPINION, décembre 1916, p. 382

[10] Nathaniel Wright Stephenson, Ibid. p. 484.

[11] Frank Vanderlip, From Farmboy to Financier [de garçon de ferme à financier].

[12] N. du T. : Chiffre de 1991. La dette publique des États-Unis a dépassé les 9.000 milliards de dollars le 8 novembre 2007, les 10.000 milliards de dollars en septembre 2008 et les 12.000 milliards de dollars le 16 novembre 2009. Elle augmente chaque jour d'1,4 milliard de dollars. A cette dette, il convient d'ajouter 14.000 milliards de dollars d'endettement des ménages et près de 40.000 milliards de dol- lars de dettes non financées pour la sécurité sociale, l'assistance médicale, etc., soit un total par tête d'habitant de plus de 200.000 dol- lars !

Chapitre II - Le Plan Aldrich

[1] N. du T. : La citation originale utilise le terme Mudsills. Il se réfère aux habitants des bas-fonds new-yorkais qui étaient enrôlés dans la Guerre de Sécession et qui s'étaient eux-mêmes surnommés The Mudsills.
[2] Nathaniel Wright Stephenson, Nelson W. Aldrich, A Leader in American Politics, Scribners, N.Y. 1930
[3] Charles A. Lindbergh, Sr., Banking, Currency and the Money Trust, 1913, p. 131.
[4] En 1911, le Projet Aldrich devint une partie de la plate-forme officielle du Parti Républicain.

Chapitre III - The Federal Reserve Act

[1] N. du T. : Théodore Roosevelt, républicain, avait été le président des États-Unis de 1901 à 1908. Conformément à ses engagements, il ne s'est pas représenté pour un troisième mandat. C'est le républicain William Howard Taft qui lui succéda à la présidence.
[2] N. du T. : Bull = taureau ; Moose = élan. On donne des surnoms animaliers aux partis américains ; le Parti Démocrate est représenté par l'âne et le Parti Républicain par l'éléphant. Roosevelt avait choisi l'élan.
[3] En 1912, le résultat électoral final fut le suivant (en nombre de représentants) : Wilson = 409 ;

Roosevelt = 167 ; Taft = 15.
[4] Le livre de Crozier exposait le projet des financiers en vue de substituer "une monnaie corporative" à la monnaie légale des États- Unis, telle qu'elle était garantie par l'Art.l, Sec.8, § 5 de la Constitution.
[5] James Abraham Garfield, 20ème président des États-Unis, assassiné en 1881, quelque mois après le début de son mandat.
[6] N. du T. : Le «billet vert» d'un dollar ne portant pas d'intérêts.
[7] Elisha Ely Garrison, Roosevelt, Wilson and the Federal Reserve Law, Christopher Publications, Boston, 1931.
[8] Voir la note House dans "Biographies".
[9] Voir la note sur Viereck dans "Biographies"
[10] George Sylvester Viereck, The Strangest Friendship in History, Woodrow Wilson and Col. House [L'amitié la plus étrange de l'Histoire, Woodrow Wilson et le Colonel House], Liveright, New York, 1932.
[11] L'auteur de ce livre se trouvait avec Viereck dans sa suite de l'Hôtel Belleclaire, lorsque Pegler a appelé et lui a demandé le livre. Viereck le lui a fait parvenir par sa secrétaire. Il a ricané en disant que Pegler semblait très excité. "Avec ça, il devrait pondre un bon ar- ticle", m'a dit Viereck. En effet, Pegler écrivit un bon article. Malheureusement pour lui, il était allé trop loin en mentionnant les Warburg. Tant qu'il avait confiné ses attaques à "La Grande Bouche" (Eléonore Roosevelt) et à son époux, on lui avait permis de continuer, mais maintenant qu'il avait exposé le lien entre Warburg et le cercle d'espions communistes à Washington, son article fut immédiatement lâ- ché par les grands quotidiens de la city, et la longue carrière de Pegler fut terminée.

[12] Col. Edward M. House, Philip Dru, Administrator, B. W. Heubsch, New York, 1912.
[13] Cette citation, tirée de Philip Dru, Administrator, que le Colonel House avait écrite en 1912, est incluse ici pour montrer sa philosophie marxiste totalitaire. House allait devenir pendant 8 ans le plus proche conseiller du Président Wilson. Plus tard, il continuera d'exercer son influence dans l'administration de Franklin D. Roosevelt. Depuis sa maison de Magnolia, dans le Massachusetts, House conseillait FDR par l'intermédiaire des fréquents voyages à la Maison-Blanche qu'effectuait Félix Frankfurter. Par la suite, Frankfurter fut nommé à la Cour Suprême des Etats-Unis par FDR.
[14] Dans Dope, Inc. [La corporation de la Drogue], la banque Baring est identifiée ainsi : "Baring Brothers, la première banque mercantile du commerce de l'opium, de 1783 à aujourd'hui, maintenait aussi des contacts étroits avec les familles de Boston [...] Le tout premier banquier du groupe devint, au crépuscule du 19ème siècle, la Maison Morgan - qui prenait aussi sa part dans le trafic d'opium en Orient [...] Les opérations de Morgan en Extrême-Orient étaient le trafic britannique de l'opium, lequel était entrepris officiellement [...] Le cas de Morgan mérite une surveillance particulière de la part de la police américaine et des agences de régulation, pour les asso- ciations intimes de la Morgan Guaranty Trust avec la direction identifiée des banques britanniques de la drogue."
[15] Arthur Howden Smith, The Real Col. House, Doran Company, New York, 1918.
[16] George Sylvester Viereck, Ibid
[17] Col. Edward Mandell House, The Intimate Papers of Col. House, [le Journal Intime du Col. House] édité par Charles Seymour, Houghton Mifflin Co., 1926-28, Vol. 1, p. 157.
[18] Ibid. Vol. 1, p. 163.
[19] N. du T. : Aux États-Unis, le nouveau président ne prend ses fonctions que plusieurs mois après son élection. Pendant cette période, on l'appelle «President-elect».
[20] George Sylvester Viereck, The Strangest Friendship In History, Woodrow Wilson and Col. House, Liveright, New York, 1932.
[21] George Sylvester Viereck, Ibid.
[22] N. du T. : Board, en anglais, signifie «conseil d'administration». A la FED, on l'appelle Board of Governors ou tout simplement The Board.
[23] L'Economie Nationale et le Système Bancaire, document sénatorial N°3, N° 223, 76è Congrès, 1ère session, 1939.
[24] H.W. Loucks, The Great Conspiracy of the House of Morgan [La Grande Conspiration de la Maison Morgan], édition privée, 1916.
[25] E.M. House, Philip Dru, Administrator, B. W. Heubsch, N.Y., 1912.
[26] N. du T. : Aux États-Unis, la sécurité sociale [Social Security] désigne le service qui gère et verse les pensions des personnes âgées.
[27] "Col. E.M. House, The Intimate Papers of Col. House, 4 v. 1926-1928, Houghton Mifflin Co.
[28] N. du T. : Andrew Jackson, 7ème président des États-Unis, avait mis son veto en 1836 sur la création d'une banque centrale.
[29] Ferdinand Lundberg, America s Sixty Familles [Les Soixante Familles d'Amérique], 1937.
[30] J. Laurence Laughlin, The Federal Reserve Act, Its Origins and Purposes [La Loi de Réserve Fédérale, Ses Origines et Ses Objec- tifs].
[31] N. du T. : Les spéculateurs à la baisse et les spéculateurs à la hausse.
[32] N. du T. : L'«open market» est un terme anglo-saxon qui désigne le marché sur lequel s'échangent les emprunts d'Etat. Littéralement,

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

[33] «marché ouvert». Ce marché est constitué des achats et des ventes de fonds d'État et d'effets de commerce réalisés par les banques centrales, en vue de compléter et d'étendre leur action sur le marché monétaire et sur la liquidité du circuit bancaire. Ce marché est qualifié d'ouvert précisément parce que ces opérations, effectuées à la discrétion des banques centrales, vont au-delà des limites im- posées aux procédures d'escompte. Lorsqu'elle achète des titres sur le marché, la banque centrale fournit aux établissements de cré- dit un supplément de fonds qui leur permet de prêter davantage à leur clientèle. Elle agit en sens contraire lorsqu'elle vend des titres ou des effets sur l'open market : l'effet de ponction qui est alors exercé oblige les banques à recourir davantage au réescompte auprès de la banque centrale, réduisant ainsi leur autonomie (source : Encyclopædia universalis).

[34] Charles Seymour, The Intimate Papers of Col. House, 4 v. 1926-1928, Houghton Mifflin Co.

[35] Paul Emden, The Money Power of Europe in the 19th and 20th Century [La puissance monétaire de l'Europe aux 19è et 20è siècles], S. Low, Marston Co., Londres, 1937.

[36] The New York Times du 30 avril 1914, rapporta que les 12 districts possédaient des souscriptions à hauteur de $74.740.800 et que les banques souscriptrices ne paieraient que la moitié de cette somme en six mois.

[37] Clarence W. Barron, More They Told Barron, Arno Press, 1973. New York Times, 12 juin 1914. p. 204.

[38] Warburg fut confirmé le 8 août 1914, par 38 voix contre 11, et le principal opposant était le Sénateur Bristow du Kansas, qui fut dé- noncé par le New York Times comme étant un "républicain radical", et dont l'excellente bibliothèque de livres rares sur les affaires bancaires fut acquise par l'auteur actuel en 1983 pour la recherche sur ce travail.

[39] N. du T. : Le 4 juillet, jour de la Déclaration d'Indépendance des États-Unis, est la fête nationale américaine.

Chapitre IV - Le Comité Consultatif Fédéral

[1] N. du T. : Et c'est encore plus ou moins le cas aujourd'hui. Voici ce que déclare le site de la Réserve Fédérale 96 ans après sa créa- tion : "Le Comité Consultatif Fédéral (FAC - Federal Advisory Council), qui est composé de douze représentants de l'industrie bancaire, s'entretient avec le Board et le conseille sur tous les sujets relevant de la juridiction du Board. Ce Comité se réunit ordinairement quatre fois par an, nombre minimum de réunions requis par le Federal Reserve Act. Ces réunions se tiennent toujours à Washington- DC, habituellement le premier vendredi de février, de mai, de septembre et de décembre, bien que les réunions soient occasionnelle- ment fixées à d'autres dates pour satisfaire à la convenance, soit du Comité, soit du Board. Chaque année, chacune des Banques de Réserve choisit une personne pour représenter son District au Comité Consultatif ; et les membres siègent en général pour des man- dats de trois ans. Les membres élisent leurs propres responsables." Aujourd'hui, la liste brute des membres du Comité Consultatif est publiée sur internet : http ://www.federalreserve.gov/generalinfo/adviscoun/fac.htm.

[2] N. du T. : Pour les Banques de la Réserve Fédérale, c'est un moyen de tirer intérêts de leurs disponibilités à court terme (théorique- ment illimitées en tant que banque d'émission). Pour les entreprises, c'est un moyen de se procurer du crédit à court terme et d'amélio- rer leur trésorerie. Le service n'étant bien sûr pas gratuit.

[3] N. du T. : Le New York Times publia le 19 décembre 1912 une page spéciale sur les 180 personnes aux commandes des principales institutions bancaires et soupçonnées de former un trust monétaire. Elles pesaient ensemble un total de 25 milliards de dollars de l'époque ! http ://questionscritiques.free.fr/Bilderberg/Banquiers/Trust Monetaire Pujo 18-12-1912.htm

[4] Martin Mayer, The Bankers [Les Banquiers], Weybright & Talley, New York, 1974, p. 207.

[5] F. Cyril James, The Growth of Chicago Banks, Harper, New York, 1938.

[6] N. du T. : Lettre de James Forgan adressée à Norman Ream. Norman Ream était un homme d'affaire de Chicago. Après avoir exer- cé tous les métiers, de garçon de ferme (chez son père) à homme d'affaires, il construisit sa fortune en contrôlant (avec 3 autres hommes d'affaires) le marché des céréales et des denrées alimentaires de Chicago. Il s'est distingué notamment dans l'affaire du «Pork Corner» en 1884, où il spécula, avec d'autres requins, sur les barils de porc. Ensuite il profita de la crise pour investir dans de nombreuses entreprises, notamment l'acier, les chemins de fer et les banques. Il s'installa à New York, où il était devenu un membre éminent de la bourse. A sa mort en 1915, il dirigeait 22 grosses sociétés.

[7] "Le Comité Consultatif Fédéral a une très grande influence sur le Board. Bien en évidence au-dessus de ce comité, se trouve J.P. Morgan Jr, membre dirigeant de J.P. Morgan Company et fils de feu J.P. Morgan. Les douze membres du Comité Consultatif, comme tout le monde le sait, sont issus des mêmes écoles. La Loi de Réserve Fédérale est non seulement une loi conférant un privilège spé- cial, mais des personnes privilégiées ont été placées à son contrôle et sont ses conseillers dans son administration. Le Board et le Comité Consultatif Fédéral administrent le Système de la Réserve Fédérale en tant qu'autorité dirigeante. Et pas

le moindre fonction- naire, même s'il le voulait, n'oserait croiser le fer avec eux." (EXTRAIT DE : "Why Is Your Country At War ?" [Pourquoi votre pays est-il en guerre ?], par Charles Lindbergh, publié en 1917). Le paragraphe ci-dessus explique pourquoi Woodrow Wilson ordonna aux agents du gouvernement de saisir les plaques d'impression de ce livre et d'en détruire les copies au printemps 1918.

[8] Le lien avec J.P. Morgan est resté prédominant au Comité Consultatif Fédéral. Ces dernières années, le prestigieux district n°2 de la Réserve Fédérale, le District de New York, a été représenté au Comité Consultatif Fédéral par Lewis Preston. Preston est président de J.P. Morgan Company et aussi PDG de Morgan Guaranty Trust à New York. Héritier de la fortune Baldwin (une société contrôlée par Morgan), Preston épousa l'héritière de la fortune du journal Pulitzer. Le 26 février 1929, le New York Times fit observer qu'une fusion avait été réalisée entre la National Bank of Commerce et le Guaranty Trust, créant ainsi la plus grosse banque des États-Unis, avec un capital de deux milliards de dollars. La fusion fut négociée par Myron C. Taylor, président de U.S. Steel, une entreprise qui appartenait à Morgan. Les banques occupèrent les bâtiments adjacents de cette dernière sur Wall Street et, ainsi que le New York Times le fit re- marquer, "La Guaranty Trust Company est connue depuis longtemps comme l'une des banques du 'groupe Morgan'." La National Bank of Commerce a aussi été identifiée comme faisant partie des intérêts de Morgan.

Chapitre V - La Maison de Rothschild

[1] John Moody, "The Seven Men", McClure's Magazine, août 1911, p. 418.

[2] N. du T. : En 2000, J.P. Morgan Company et Chase Manattan Corporation ont fusionné pour devenir J.P. Morgan Chase ; En 1977, la Kuhn, Loeb & Co. fusionna avec Lehman Brothers pour former la Lehman Brothers Kuhn Loeb Incorporated, elle-même rachetée en 1984 par American Express qui baptisa cette filiale la Shearson Lehman, abandonnant les marques Loeb et Kuhn, puis redevint indé- pendante en 1994 sous le nom de Lehman Brothers Holding Inc., jusqu'à sa faillite le 15 septembre 2008 ; /. Henry Schroder Bank and Trust Company [Schrobanko], s'appelle aujourd'hui Schroders Pic ; la société a vendu sa filiale de banque d'investissement à Citigroup en 2000.

[3] N. du T. : En 2004, N.M. Rothschild & Sons abandonnèrent leur siège au comité de fixation du cours de l'or au profit de Barclays. Désormais, le cours de l'or est fixé par téléconférence.

[4] N. du T. : John Quincy Adams (1767-1848) est le 6è président des États-Unis d'Amérique. Il est élu pour un mandat, de 1825 à 1829.

[5] N. du T. : Eustace Mullins a écrit cet ouvrage en 1983. Depuis, les Bush ont accompli trois mandats présidentiels, George Henry Walker Bush, de 1988 à 1992, et son fils George W. Bush, de 2000 à 2008.

[6] "Un accord officieux veut qu'un directeur de Brown, Shipley & Co. siège au Conseil des Gouverneurs de la Banque d'Angleterre, et Norman y fut élu en 1907." Montagu Norman, Current Biography, 1940.

[7] Henry Clews, Twenty-eight Years in Wall Street [Vingt-huit années à Wall Street], Irving Company, New York, 1888, page 157.

[8] Corsair, The Life of Morgan, Andrew Sinclair, Little, Brown and Co. Boston (1981).

[9] John K. Winkler, Morgan the Magnificent [Morgan le Magnifique], Vanguard, N.Y. 1930.

[10] Matthew Josephson, The Robber Barons, Harcourt Brace, N.Y. 1934.

[11] John Moody, The Masters of Capital.

[12] George Wheeler, Pierpont Morgan and Friends, the Anatomy of a Myth, Prentice Hall, N.J. 1973.

[13] Lyndon H. LaRouche, Jr., Dope, Inc. [La multinationale de la drogue], The New Benjamin Franklin House Publishing Company, N.Y. 1978.

[14] Dr. Carrol Quigley, Tragedy and Hope, Macmillan Co., N.Y.

[15] William Guy Carr, Pawns In The Game, édition privée, 1956, page 60.

[16] 30 juillet 1930, McFadden Basis of Control of Economie Conditions. Ce contrôle par un petit groupe de la structure des affaires mon- diales, du bonheur et des progrès humains est un sujet qui intéresse énormément le public. Pour l'analyser, il faut commencer par le groupe interne qui gravite autour de J.P. Morgan Company. Avant cette époque, il n'y avait jamais eu de contrôle aussi puissant et centralisé de la finance, de la production industrielle, du crédit et des salaires, confinés dans le groupe Morgan... Le contrôle de Mor- gan sur le Système de la Réserve Fédérale s'est exercé à travers le contrôle de la direction de la Banque de Réserve Fédérale de New York.

[17] N. du T. : Robert Vincent Roosa (1918-1993) était économiste et banquier. Il servit en tant que Sous-Secrétaire au Trésor pour les affaires monétaires dans l'administration Kennedy.

[18] Reconstruction Carpetbaggers Money Fund. Lightning over the Treasury Building, John Elson, Meador Publishing Co., Boston 41.

[19] N. du T. : Philosophie politique et sociale recommandant la liberté individuelle, des systèmes parlementaires de gouvernement, la modification non-violente des institutions politiques, sociales et économiques dans toutes les sphères de l'activité humaine et la garantie gouvernementale des droits individuels et des libertés civiles.

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

[20] N. du T. : L'auteur a omis le point n°7 - L'usage du despotisme : "Seul un despote pourra gouverner la populace d'une manière efficace, parce que, sans le despotisme absolu, il ne peut y avoir d'existence pour une civilisation... Le jour où les masses prennent leur liberté en main, cela tourne rapidement à l'anarchie." Il ne mentionne pas non plus les points 15 à 25, que nous vous livrons dans ces notes pour plus de clarté : Les points 15 à 25 sont les suivants : 15) De la création des crises économiques ; 16) De l'infiltration de la Franc-Maçonnerie continentale ; 17) De l'utilisation des promesses ; 18) De l'art des batailles de rue pour accompagner les efforts révolutionnaires ; 19) De l'utilisation de la diplomatie ; 20) De la banqueroute politique et du gouvernement mondial ; 21) De l'utilisation des guerres économiques ; 22) De l'augmentation de la quantité d'armements ; 23) De la composition du «Novus Ordo Sæculorum» ; 24) De la corruption de la jeunesse ; 25) Des lois nationales et internationales, (source : William Guy Carr, "Des Pions sur l'Echiquier").

N. du T. : Ces deux paragraphes sont extraits du livre de William Guy Carr "Des Pions sur l'Echiquier". Le traducteur tient à signaler que les écrits de cet auteur controversé ont été réfutés par plusieurs auteurs. Il est donc naturel que le lecteur se demande : "Comment peut-il être prouvé qu'une réunion secrète s'est tenue à cette époque ?" Et, "Si cette réunion a bien eu lieu, comment peut-on prouver que ces vingt-cinq points y furent discutés ?" Selon William Guy Carr, en 1770 (d'autres auteurs citent la date de 1775), Mayer Am- schel Rothschild aurait convoqué un certain Adam Weishaupt. Celui-ci qui aurait été converti au catholicisme et avait été formé par les jésuites, était titulaire de la chaire de droit naturel et de droit canon à l'Université d'Ingolstadt. Rothschild lui aurait demandé de ressus- citer les «Alumbrados» en organisant la secte des Illuminés de Bavière, sur la base du plan d'action qu'il avait minutieusement préparé.
Le 1er mai 1776, Weishaupt créa effectivement un tel ordre à Ingolstadt. La secte recruta ses adeptes, dont la plupart ne soupçonnaient pas les objectifs politiques de cette secte - et parmi ceux-ci Goethe -, dans les loges maçonniques allemandes. Il se fit le fourrier de la révolution universelle en prétendant œuvrer pour le bonheur de l'humanité. Puis, un étrange hasard dévoila inopinément les buts se crets des Illuminés de Bavière : un ami de Weishaupt, le prêtre Jakob Lanz, envoyé par le Grand Maître en Silésie et porteur de ses instructions les plus confidentielles, fut terrassé par la foudre à Ratisbonne. Son corps fut déposé dans la Chapelle de St-Emmeran à Ingolstadt. Des papiers compromettants furent découverts sur son corps (certains auteurs disent qu'ils étaient cousus dans sa soutane) et transmis à la police bavaroise, laquelle, grâce à cette découverte fortuite, dénoua les fils du complot. De nombreux documents fu rent saisis lors des perquisitions qui suivirent chez les dignitaires de l'Ordre, et notamment chez un dénommé Xavier Zwack, où la police trouva des instructions détaillées, destinées à ceux qui préparaient la Révolution française et qui étaient adressés au Grand Maître du Grand Orient de France. Selon William Guy Carr, c'est ainsi qu'aurait été mise au jour la conspiration qui est censée trouver ses origines dans la réunion secrète que Meyer Amschel Rothschild aurait organisée en 1773, dans sa boutique d'achat et de vente de lin gots et de pièces d'or à Francfort. Alors, info ou intox ?
L'autorité bavaroise a publié en 1787 une compilation des documents saisis chez les dignitaires de l'ordre, sous le titre "Einige original- schriften des illuminatenordens" (quelques écrits originaux de l'ordre des illuminés) et envoyés à toutes les Cours européennes.
D'autres auteurs relatent en détail l'épisode du prêtre terrassé par la foudre (René le Forestier, Michel Pierre Joseph Picot,...). Non seulement la conspiration des Illuminés de Bavière a été parfaitement établie, conduisant à leur dissolution en 1787, leur infiltration de la maçonnerie européenne atteignait plusieurs milliers de francs-maçons, en Allemagne, en Russie, en Ecosse, en Angleterre et en France. Le lecteur trouvera de plus amples informations dans «Les Illuminés de Bavière et la franc-maçonnerie allemande», de René le Forestier, éd. Arche, Milan, 2001. Selon certains auteurs, mais réfuté par beaucoup d'autres, l'ordre serait alors entré dans une complète clandestinité sous le nom des Illuminati. [Le traducteur considère, pour sa part, qu'il n'est nul besoin de faire appel à un quelconque complot ou à un pseudo pacte «satanique» rédigé par un ancêtre éponyme, et déniché dans des circonstances rocambolesques dans la doublure des vêtements d'un obscur moine séculier allemand, pour expliquer des événements et des comportements d'hommes fascinés par l'argent - et le pouvoir qu'il confère - que la psychologie classique suffit amplement à éclairer.]

[21] George Wheeler, Pierpont Morgan and Friends, the Anatomy of a Myth, Prentice Hall, N.J. 1973.

[22] Frederick Morton, The Rothschilds, Fawcett Publishing Company, N.Y., 961.

[23] E. C. Knuth, Empire ofthe City, p. 71.

[24] Great Soviet Encyclopaedia, Edition 3,1973, Macmillan, Londres, Vol. 14, pg. 691.

[25] "Le nom d'origine de Rothschild était Bauer." p. 397, Henry Clews, Twenty-eight years in Wall Street

[26] N. du T. : Les Princes-Électeurs (Kurfùrsten) - ou Électeurs - étaient les sept princes allemands qui élisaient l'empereur romain germanique, dont le statut avait été défini par la Bulle d'Or de 1356. Il fallait la majorité des voix pour être élu Empereur. Les Électeurs disposaient de privilèges très étendus, dont la souveraineté territoriale («Landeshoheit») qui les rendait quasiment indépendants de l'Empereur.

[27] Ignatius Balla, The Romance of the Rothschilds, Everleigh Nash, Londres, 1913.

[28] Le *New York Times* du 1er avril 1915 rapporta qu'en 1914, le Baron Nathan Mayer de Rothschild entreprit une action en justice pour supprimer le livre d'Ignatius Balla, arguant que l'histoire de Waterloo concernant son grand-père était fausse et diffamatoire. Le tribunal décréta que cette histoire était vraie, débouta Rothschild et le condamna aux dépens. Le *New York Times* faisait observer dans cet ar- ticle que "La fortune totale de Rothschild avait été estimée à deux milliards de dollars." Un article précédent du *New York Times* (du 27 mai 1905) observait que le Baron Alphonse de Rothschild, à la tête de la maison française de Rothschild, possédait, dans sa fortune, des titres américains évalués à soixante millions de dollars, bien que les Rothschild fussent prétendument inactifs sur le territoire amé- ricain. Ceci explique pourquoi leur agent, J.P. Morgan, ne possédait que dix-neuf millions de dollars en titres lorsqu'il mourut en 1913, et que les titres manipulés par Morgan étaient en réalité possédés par son employeur, Rothschild."

[29] Richard Lewinsohn, The Profits ofWar, E.P. Dutton, 1937.

[30] N. du T. : Les Consols, raccourci pour Consolidated annuities (rentes perpétuelles consolidées) étaient une forme d'obligations d'État émises par la Banque d'Angleterre, qui conféraient une part de sa propriété.

[31] NOTEZ : Aux États-Unis, après que les actionnaires de la Réserve Fédérale eurent consolidé leur pouvoir en 1934, le gouvernement

[32] américain a également signé des décrets afin que des citoyens privés ne puissent pas stocker d'or ou en détenir.

[33] David Druck, Baron Edmond de Rothschild, (Edition privée), N.Y. 1850.

[34] E.M. Josephson, The Strange Death of Franklin D. Roosevelt [La mort étrange de Franklin D. Roosevelt], page 39, Chedney Press, N.Y. 1948.

[35] Paul Emden, Behind The Throne, Hoddard Stoughton, Londres, 1934.

[36] Kent Cooper, Barriers Down, page 21.

[37] John Gunther, Inside Europe, 1936.

[38] Ben H. Bagdikian, Vie Media Monopoly, Beacon Press, Boston 1983.

[39] N. du T. : Le Saturday Evening Post est le plus ancien journal des États-Unis. Fondé en 1738 par Benjamin Franklin, il existe toujours mais n'a plus grand chose à voir avec ce qu'il fut. Aujourd'hui, il est spécialisé dans les questions médicales et de nutrition.

[40] N. du T. : Ce qui était vrai en 1983, ne l'est plus forcément en 2010. En Angleterre, Rupert Murdoch a «avalé» un grand nombre de titres, en France, Hersant a créé le «Figaurore-soir», le Matin a disparu et Libération a été racheté par un Rothschild... En revanche, Washington connaît depuis 1982 un deuxième quotidien, le Washington Times qui appartient au groupe de Rupert Murdoch, lequel a également créé à New York le New York Post. Ces titres prétendent être des alternatives conservatrices aux «journaux de gauche» que seraient le Washington Post et le New York Times.

[41] N. du T. : En effet, au début des années 80, avec l'arrivée de Ronald Reagan à la Maison Blanche, l'agenda politique de la nouvelle administration consiste à pouvoir mettre la main sur les richesses de l'Union Soviétique. Pour ce faire, la Perestroïka de Gorbatchev sera encouragée et une coalition de banquiers et d'hommes d'affaires américains accélérera l'effondrement de l'Union Soviétique et préparera la captation des richesses gazières et pétrolières sous Boris Eltsine. Lorsque Vladimir Poutine est arrivé au pouvoir à Moscou, il s'est attaché à défaire ce qui avait été accompli sous son prédécesseur et a rendu à la nation les richesses pétrolières et gazières, notamment en liquidant le groupe Lukoil, emprisonnant Mikhaïl Khodorkovsky et obligeant quelques autres - Berezovsky, Vladimir Gusinsky ou Mikhaïl Chernoy - à fuir vers l'Angleterre et Israël. Voilà pourquoi les médias américains, à cette époque, préconisaient quasi-unanimement le programme de la «London Connexion». Aujourd'hui, les néoconservateurs sont au pouvoir - et pas seulement aux États-Unis - et les mots d'ordre ont bien changé, mais toujours dans le même but : piller les ressources. C'est pourquoi, ces mots d'ordre sont aujourd'hui à l'exact opposé de ceux préconisés à l'époque par la grande presse

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

américaine et cités par Mullins.

[42] Lyndon H. LaRouche, Jr., Dope, Inc., New Benjamin Franklin House Publishing Co., New York, 1978.

[43] N. du T. : Le socialisme Fabien est la branche socialiste qui a donné naissance au Parti Travailliste anglais.

Chapitre VI - La Connexion Londonienne

[44] Coningsby, par Disraeli, Longmans Co., Londres, 1881, p. 252.

[45] McRae and Cairncross, Capital City, Eyre Methuen, Londres, 1963, p. 1.

[46] Lyndon H. LaRouche, Dope, Inc., New Benjamin Franklin House Publishing Co., N.Y. 1978.

[47] Le New York Times observa le 24 mai 1882 que Moses Taylor, en 1861, était président du Comité d'Emprunt des Banques Asso- ciées de New York City. Des titres, pour une valeur de deux cents millions de dollars, lui furent confiés. C'est probablement grâce à lui, plus qu'à tout autre, que le gouvernement, en 1861, trouva les moyens de poursuivre la guerre.

[48] E.M. Josephson, The Strange Death of Franklin D. Roosevelt, [La mort étrange de Franklin D. Roosevelt] Chedney Press, N.Y. 1948.

[49] N. du T. : "La carrière bancaire très active de M. [John Mortimer] Schiff, qui débuta en 1927, se déroula presque entièrement chez Kuhn, Loeb & Co. et ne prit fin qu'avec la fusion en 1977 entre Kuhn, Loeb Company et Lehman Brothers, une autre firme prestigieuse de Wall Street, celle de l'ancienne lignée. M. Schiff fut nommé président honoraire de la firme issue de cette fusion, Lehman Brothers Kuhn Loeb, et servit ensuite, jusqu'à sa mort, comme directeur consultatif de la firme qui lui succéda en 1984, Shearson Lehman Bro- thers. Cette fusion marqua la fin de 117 années de présence du nom Kuhn Loeb dans le monde bancaire." (New York Times, 10 mai 1987).

[50] N. du T. : Jusqu'en 1984, lorsque Lord Airlie dut abandonner son poste pour prendre ses fonctions royales, en tant que Lord Cham berlain.

[51] Matthew Josephson, The Robber Barons [Les Barons Pillards], p. 409.

[52] N. du T. : Marvin Minsky (né en 1927) est un mathématicien américain, théoricien iconoclaste et génial de la pensée, très actif dans le domaine de l'intelligence artificielle. Théorie des Frames : Quand on rencontre une nouvelle situation (décrite comme un changement substantiel à un problème en cours), on sélectionne de la mémoire une structure appelée «cadre» (frame). Il s'agit d'une struc- ture remémorée qui doit être adaptée pour correspondre à la réalité en changeant les détails nécessaires.

[53] McRae and Cairncross, Capital City, Eyre Methuen, London, 1963.

[54] En 2004, N.M. Rothschild & Sons a cédé sa place à Barclays. Les cinq banques qui fixent le cours de l'or sont désormais : The Bank of Nova Scotia - Scotia Mocatta ; HSBC ; Deutsche Bank AG London ; Société Générale Corporate & Investment Banking ; Barclays.

Chapitre VII - La Connexion Hitlérienne

[55] John Hamill, The Strange Career of Mr. Hoover, William Faro, New York, 1931.

[56] Les copies du livre de Hamill furent systématiquement localisées et détruites par les agents du gouvernement, parce qu'il fut publié à la veille de la campagne de réélection du Président Hoover.

[57] N. du T. : De 1926 à 1946, une nouvelle unité monétaire fut créée en Belgique. Elle s'appelait le belga. C'est en 1926 que le gouver- nement Jaspar - et, en particulier le ministre sans portefeuille Emile Francqui - élabora un programme de stabilisation qui dévaluait le franc belge de six septièmes par rapport à sa valeur d'avant-guerre, rétablissant ainsi sa convertibilité et consolidant la dette publique. L'introduction du belga comme nouvelle unité de compte fit partie de ce programme. Toutes les opérations de change devaient désor- mais être réalisées dans cette nouvelle unité monétaire afin de la dissocier clairement du franc français. En effet, fin 1925, la Belgique venait de se retirer de l'Union Latine, ce qui signifiait une véritable rupture

monétaire avec la France. En 1926, Un belga valait 5 francs- or (source : Banque Nationale de Belgique).

[58] Le New York Times observait, le 11 octobre 1923 : "Frank C. Tiarks, Gouverneur de la Banque d'Angleterre, passera deux semaines ici pour organiser l'ouverture de la filiale bancaire de J. Henry Schroder ofLondon."

[59] Otto Lehmann-Russbeldt, Aggression, Hutchinson & Co., Ltd., London, 1934, p. 44.

[60] Léonard Mosley, Dulles, Dial Publishing Co., New York 1978, p. 88.

[61] Ezra Pound, dans une émission sur Radio Rome le 18 avril 1943, déclara : "...et des hommes en Amérique, ne se contentant pas de cette guerre, préparent déjà la suivante. C'est maintenant le moment de s'y opposer."

[62] The Great Soviet Encyclopaedia, Macmillan, London, 1973, v.2, p. 620.

[63] Le New York Times nota le 11 octobre 1944 : "Le Sénateur Claude Pepper a émis des critiques contre John Foster Dulles, le conseil- ler du Gouverneur Dewey aux relations étrangères,. pour ses liens avec le cabinet d'avocat Sullivan & Cromwell et pour avoir aidé financièrement Hitler en 1933. Pepper a fourni la description de la réunion du 4 janvier 1933 entre Franz von Papen et Hitler dans la maison du Baron Schroder à Cologne et, depuis ce moment-là, les Nazis pouvaient poursuivre leur marche vers le pouvoir."

[64] Antony C. Sutton, WALL STREET AND THE RISE OF HITLER, 76 Press, Seal Beach, California, 1976, p. 79.

[65] N.d.T. : La Schutzstaffel, de l'allemand «escadron de protection», - ou la SS - est l'une des principales organisations du régime nazi.

[66] N. du T. : Respectivement Caspar W. Weinberger et George P. Schultz.

[67] Ladislas Farago, The Game of the Foxes [Le Jeu des Renards], 1973.

[68] Victor Perlo, The Empire of High Finance, International Publishers, 1957, p. 177.

[69] En 1987, après 46 ans de captivité, Rudolph Hess fut retrouvé pendu dans sa prison de Spandau, à Berlin-Ouest.

[70] Les comptes-rendus suivants sont du New York Times : 21 octobre 1945, "Ce soir, une émission diffusée sur radio Luxembourg a dit que le Baron Kurt von Schroder, l'ancien banquier qui a aidé à financer l'ascension du parti nazi, avait été reconnu dans un camp américain de prisonniers et arrêté." 1er novembre 1945, "Quartier Général de l'Armée Britannique : Le Baron Kurt von Schroder, banquier de 55 ans et ami de Heinrich Himmler est détenu à Dusseldorf en attente d'une décision sur son inculpation en tant que criminel de guerre, a déclaré aujourd'hui l'annonce officielle du Gouvernement Militaire." 29 février 1948, "Hier, une enquête a effet immédiat a été demandée par la Société de Prévention de la Troisième Guerre Mondiale, pour savoir pourquoi le banquier nazi allemand, Kurt von Schroder, n'a pas été poursuivi en justice comme criminel de guerre par un tribunal militaire allié. Notant que von Schroder a été con- damné en novembre dernier à trois mois de prison et à une amende de 1.500 marks par un tribunal allemand de dénazification à Bielefeld, dans la Zone C Britannique. Monteith Gilpin, le secrétaire de cette société, a dit qu'à cette question on devrait demander pourquoi il a été permis à von Schroder d'échapper à la justice alliée et pourquoi nos propres officiels n'ont pas exigé que von Schroder soit jugé par un tribunal militaire allié. 'Von Schroder est aussi coupable que Hitler ou Goering'."

[71] N. du T. : Gordon William Humphreys Richardson, Baron Richardson de Duntisbourne.

[72] N. du T. : Antony Durant Gibbs, 5ème Baron d'Aldenham et 3ème Baron Hundson. Le titre de Baron d'Aldenham fut crée le 31 janvier 1896 pour l'homme d'affaires Henry Hucks Gibbs (1818-1907), à la tête de la firme familiale Antony Gibbs & Sons et directeur de la

[73] Banque d'Angleterre de 1853 à 1901 (dont gouverneur de 1875 à 1877).

[74] N. du T. : Sir Walter Barrie (1901-1988) fut aussi président de la Lloyd's of London en 1955 et 1956.

[75] N. du T. : Robert Edward Peter Gascoyne-Cecil (1916-2003), 6è Marquis de Salisbury.

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

[76] N. du T. : Frederick James Leathers (1883-1965), ler Vicomte Leathers.

[77] N. du T. : Arthur d'Anyers Willis (1879-1953).

Chapitre VIII - La Première Guerre Mondiale

[1] "House m'a révélé dans un moment de confidence, 'Wilson a été élu par Teddy Roosevelt'." The Strangest Friendship in History, Woodrow Wilson and Col. House, George Sylvester Viereck, Liveright, N.Y. 1932.

[2] N. du T. : Alfred Neymark (1848-1921), économiste français qui faisait autorité à son époque, notamment en économie politique et dans les affaires boursières.

[3] N. du T. : John Atkinson Hobson (1858-1940), économiste anglais, critique de l'impérialisme et très populaire en tant qu'écrivain et conférencier.

[4] Emmett Tyrell, Jr., Richmond Times Dispatch, 15 février 1983 "Chaque mouvement de paix de ce siècle a été suivi par la guerre."

[5] Cordell Hull, Memoirs, Macmillan, New York, 1948, v. 1, page 76.

[6] Public Papers of Woodrow Wilson, Dodd & Baker, v.5, p. 12-13.

[7] Le New York Times du 10 août 1918 : "M. (Paul) Warburg était l'auteur du plan qui organisa la Société de Financement de la Guerre."

[8] Max Warburg, Memoirs of Max Warburg, Berlin, 1936.

[9] David Farrar, The Warburgs, Michael Joseph, Ltd., Londres, 1974.

[10] "Truth Magazine", George Conroy, éditeur, Boston, numéro du 16 décembre 1912.

[11] Edward M. House, Tlie Intimate Papers of Col. House, édité par Charles Seymour, Vol. II, p. 399. Houghton, Mifflin Co.

[12] George Sylvester Viereck, The Strangest Friendship in History, Woodrow Wilson and Col. House, p. 106.

[13] Letters and Friendships of Sir Cecil Spring-Rice, p. 219-220.

[14] Col. Elisha Garrison, Roosevelt, Wilson and the Federal Reserve Law, Christopher Publishing House, Boston, 1931, p. 260.

[15] N. du T. : Dans "The adventures of a Wall Street Legend, Bernard Baruch", James Grant expose : "En Allemagne, son grand-père homonyme, Bernhard Baruch [...], a déclaré que les Baruch étaient une tribu rabbinique d'origine lusitano-espagnole, augmentée de sang polonais ou russe."

[16] Baruch a également déclaré lors de sa déposition : "J'ai mené pendant la guerre trois investissements majeurs, Alaska Juneau Gold Mining Company (en association avec Eugène Meyer), Texas Gulf Sulphur et Atolia Mining Company (tungstène)." Le Député Mason (Illinois) déclara à la Chambre le 21 février 1921 que Baruch avait réalisé un bénéfice de plus de 50 millions de dollars dans le cuivre pendant la guerre.

[17] Baruch choisit comme Président-adjoint du Conseil des Industries de la Guerre un confrère spéculateur de Wall Street, Clarence Dil- lon (Lapowitz). Voir dans les biographies.

[18] Bernard Baruch, My Own Story, Henry-Holt Company, New York, 1957, p. 194.

[19] Arthur D. Howden Smith, Men Who Rule America [Les Hommes qui font la loi en Amérique !, Bobbs Merrill, N.Y. 1935, p. 112.

[20] Lt. Col. Norman Thwaites, Velvet and Vinegar [Velours et Vinaigre], Grayson Co., Londres, 1932.

[21] Le 10 Downing Street à Londres est la résidence du Premier Ministre britannique.

[22] N. du T. : Probablement en référence à James Haslam, le messager des Mormons qui, en 1857, fut envoyé à Sait Lake City pour in- former le Gouverneur de l'Utah qu'un massacre se préparait à Mountain Meadows contre des émigrants venus du Missouri. A son retour à Cedar City, tous les émigrants avaient été massacrés par les Indiens avec la complicité des colons.

[23] En référence à John Keble, homme d'Eglise anglais, célèbre pour son sermon sur «l'apostasie nationale» qui donna naissance au Mouvement d'Oxford.

[24] George Sylvester Viereck, The Strangest Friendship in History, Woodrow Wilson and Col. House, Liveright, N.Y. 1932, p. 172.

[25] François Coty, Les Voiles Déchirés, Paris, 1940.

[26] Thomas W. Lamont, Across World Frontiers [Par-delà les frontières mondiales], (édition privée) 1950, p. 138.

[27] N. du T. : Maffeo Pantaleoni (1857-1924), Ministre des Finances de l'Italie en 1919 et en 1920.

Chapitre IX - La Crise Agricole

[1] N. du T. : Traite tirée par le vendeur de marchandises sur l'acheteur et acceptée par ce dernier à titre de paiement à une date future déterminée.

[2] N. du T. : (1) Le taux d'intérêt auquel les banques de la Réserve Fédérale convenaient d'effectuer des paiements anticipés au porteur d'une Acceptation commerciale. C'est-à-dire, la déduction pratiquée par ces banques sur la Valeur faciale. Cela représente donc une charge pour la personne ou la société cherchant à escompter ses acceptations, et dépend du temps à courir jusqu'à son terme, de la liquidité des marchés financiers, etc. (2) Le taux d'intérêt auquel la FED prête aux banques commerciales, lorsque ces dernières se trouvent temporairement à court de fonds disponibles. Les banques commerciales doivent mettre en gage des instruments gouvernementaux ou d'autres instruments de première qualité, à titre de garantie, afin de pouvoir emprunter auprès de la FED. Ces types d'emprunts sont de courte durée car ils sont destinés à pourvoir aux besoins à court terme des banques en liquidités commerciales.

[3] Federal Faret Loan Board. [N. du T. : La Loi Agricole Fédérale de 1916 fut adoptée aux États-Unis pour les raisons suivantes. L'utilisation accrue d'équipements coûteux et la montée des prix des terres agricoles s'étaient combinées et compliquèrent le problème du financement de l'agriculteur américain. Son besoin en crédit à court terme avait été généralement pourvu de diverses manières. Les marchands provinciaux avançaient fréquemment les fournitures à un agriculteur et recevaient le paiement après la commercialisation de sa récolte. Les fabricants d'équipements agricoles et d'engrais faisaient aussi beaucoup d'affaires sur la base du crédit. Un très grand nombre de petites banques provinciales avaient fleuri depuis 1890, dont la fonction essentielle était d'accorder des prêts à court terme aux agriculteurs. Cependant, la difficulté principale était de fournir du crédit à long-terme et du crédit hypothécaire. Lorsque l'agriculteur doit entreprendre un investissement lourd, il a besoin d'un crédit sur une longue durée. Le seul nantissement satisfaisant qu'il peut proposer est une hypothèque sur ses biens, et le marché des hypothèques agricoles est limité, parce que comparativement peu de personnes disposant d'argent à prêter ont une connaissance suffisante de la valeur des propriétés agricoles ou des hypo- thèques agricoles. Cette difficulté était accentuée dans les nouvelles communautés par l'absence de prêteurs locaux disposant d'une expertise suffisante. Dans le passé, cela avait été partiellement, et seulement partiellement, surmonté de différentes façons. Les cour- tiers locaux en prêts hypothécaires ou les banques disposant de l'expertise nécessaire, pouvaient prêter sur un nombre limité d'hypo- thèques et, après avoir ajouté leurs propres endossements, escompter ces prêts auprès des investisseurs de l'Est. Dans d'autres cas, certaines grandes compagnies d'assurance envoyaient leurs propres experts dans des régions sélectionnées afin de placer des prêts nantis sur des hypothèques. Une fois encore, beaucoup de grandes entreprises, communément appelées « banques hypothécaires », étaient organisées pour prêter sur titres hypothécaires et vendre leurs propres obligations aux investisseurs particuliers. Une grosse entreprise de ce type, après avoir acheté une grande quantité de titres hypothécaires pour un total de 100.000 dollars, les dépose- raient en garantie auprès d'un fidéicommissaire en vue de garantir ses propres obligations pour le même montant. Ces obligations étaient alors vendues au public général d'investisseurs, mais vendues sur la réputation générale de la société qui les avaient émises, et non pas sur l'expertise de l'acheteur des hypothèques individuelles.
Afin d'étendre ce principe et de permettre qu'il pourvoie au besoin de crédit hypothécaire dans tous les États-Unis, la Loi sur les Prêts Agricoles (Federal Farm Loan Act) de 1916 fut votée. Cette loi créait un Conseil Fédéral aux Prêts Agricoles (Federal Farm Loan Board), qui réunissait le Secrétaire au Trésor et quatre autres personnes, devant être nommées par le Président des États-Unis. En- semble, ces personnes exerçaient un contrôle administratif général sur le système. Placées sous la tutelle de ce Conseil, douze banques aux terres agricoles, situées dans les douze différents districts qui divisaient les États-Unis, furent créées, chaque banque étant le centre du système de prêts agricoles pour son propre district. Dans chaque district, devaient être organisées, sous l'égide de sa banque aux terres

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

agricoles, un nombre indéfini d'associations de prêts agricoles, composées entièrement d'agriculteurs désirant emprunter de l'argent sur hypothèque ; et ils emprunteraient auprès de la banque aux prêts agricoles de leur district.
Les 12 banques fédérales aux prêts agricoles sont situées dans les villes suivantes : Springfield (Massachusetts), Baltimore (Maryland), Columbia (Caroline du Sud), Louisville (Kentucky), La Nouvelle Orléans (Louisiane), Saint Louis (Missouri), Saint Paul (Minnesota), Omaha (Nebraska), Wichita (Kansas), Houston (Texas), Berkeley (Californie), Spokane (Washington). Il y avait également une clause dans la Loi Fédérale sur les Prêts Agricoles, permettant aux banques de crédit hypothécaire, telles que celles déjà décrites, de se pla- cer sous le système fédéral des prêts agricoles. Vingt-cinq l'avaient fait avant le 15 février 1921, avec un capital social de 7.966.000 dollars, des émissions d'obligations totalisant plus de 76 millions de dollars et des prêts aux agriculteurs totalisant près de 78 millions de dollars. Toutes les banques fédérales de prêts agricoles devaient avoir, avant de commencer leurs affaires, un capital social sous- crit d'au moins 750.000 dollars. Cette somme fournissait les fonds initiaux destinés à acheter le premier lot de prêts hypothécaires aux associations de prêts agricoles. Des fonds additionnels devaient être levés par l'intermédiaire des obligations vendues au public.
Chaque émission d'obligations devait être basée sur un lot de prêts hypothécaires auparavant acheté et déposé en garantie sous la direction du conseil aux prêts agricoles. Afin d'assurer un montant suffisant de capital social, il était prévu qu'au cas où le total des
750.000 dollars de capital social d'une banque fédérale aux terres agricoles ne serait pas souscrit dans les trente jours après l'ouver- ture des registres, il revenait au Secrétaire au Trésor « de souscrire la différence au nom des États-Unis. » Afin d'aller plus loin encore pour assurer des fonds de roulement aux banques des terres agricoles, au cas où le public serait lent à investir dans les obligations agricoles, des amendements furent votés (le 18 janvier 1919 et le 26 mai 1920) autorisant le Secrétaire au Trésor à acheter pour une valeur de 200 millions de dollars de telles obligations et ce, durant les années 1918 à 1921.
Le 31 décembre 1920, le gouvernement des États-Unis détenait 6.832.680 dollars du capital social des banques aux terres agricoles et 182.235.000 dollars de leurs obligations. Le montant total d'obligations autorisées émises par ces dernières était de 333.784.500 dollars. Le capital social total des 12 banques agricoles s'élevait à 24.591.515 dollars et était détenu comme suit : En vertu de cette Loi et de ses amendements, de tels capitaux comme ceux garantis par la vente des obligations, vendues soit au Secrétaire au Trésor, soit au public, sont prêtés par les banques de prêts agricoles aux associations de prêts agricoles à l'intérieur de son district en retour des hy pothèques données par les agriculteurs individuels à ces associations de prêts agricoles. Par conséquent, le mouvement de l'argent se fait ainsi : d'abord, depuis l'investisseur vers la banque de prêts agricoles en échange d'obligations ; ensuite, de la banque de prêts agricoles vers l'association de prêts agricoles en échange d'un lot d'hypothèques ; enfin, de l'association de prêts agricoles vers l'agri- culteur individuel en échange d'une hypothèque individuelle. Cependant, les titres vont dans la direction opposée : d'abord, une hypo- thèque est donnée par l'agriculteur individuel à son association locale de prêts agricoles en échange de la somme correspondante ; ensuite, cette hypothèque et d'autres hypoyhèques similaires sont transférées de l'association de prêts agricoles vers la banque des prêts agricoles en échange de la somme correspondante ; enfin, la banque des prêts agricoles dépose ces hypothèques auprès de la direction du conseil fédéral aux prêts agricoles, qui, en se reposant sur ces nantissements, issu ses propres obligations et les vend aux investisseurs.
Il était prévu dans la Loi sur les Prêts Agricoles que ces obligations des banques des prêts agricoles soient exemptées d'impôt. Le but de cette exemption était de rendre ces obligations attractives pour l'investisseur général en compensation d'un faible taux d'intérêt. Ce faible taux d'intérêt sur les obligations permettrait alors à la banque des prêts agricoles d'accepter des titres hypothécaires agricoles rapportant de faibles intérêts et l'agriculteur pourrait donc emprunter à un taux plus bas qu'il n'aurait été nécessaire si les obligations agricoles avaient été sujettes à la taxation. Celles émises avant le 1er mai 1920 rapportaient 4%. Les émissions suivantes rapportaient 5%. Cette clause fut férocement attaquée, au motif que c'était une législation de classe ou de la discrimination en faveur des agriculteurs contre les autres classes. Ce problème resta en souffrance pendant de nombreux mois, mais, finalement, en février 1920, la Cour Suprême décida que cette Loi était constitutionnelle, (source : Encyclopædia universalis)

[4] Carter Glass, Adventure in Constructive Finance [Aventure dans la Finance Constructive], Doubleday, N.Y. 1928.

[5] N. du T. : Robert F. Wallace, du State Collège de Washington, donne un aperçu cinglant des pratiques de la Réserve Fédérale à l'époque de la Crise Agricole, dans un article intitulé "L'utilisation du taux d'escompte progressif par le Système de la Réserve Fédé- rale", paru dans

The Journal of Political Economy, Vol. 64, No. 1, le 1er février 1956 : "En septembre 1920, une petite banque d'Alabama paya un taux de réescompte de 87,5% sur une partie de son emprunt auprès de la Banque de Réserve Fédérale d'Atlanta. Ce fait étonnant faisait partie d'un épisode relativement obscur et peu connu dans l'histoire du Système de la Réserve Fédérale qui concerna l'application d'un taux d'escompte progressif dans les quatre districts de la Réserve Fédérale d'Atlanta, de Saint-Louis, de Kansas City et de Dallas durant une partie des années 1920 et 1921. Ce taux progressif fut établi approximativement au commencement de la récession d'après-guerre au début de l'année 1920. Ce taux est resté en application pendant une grande partie de la pire période de dé flation et contribua à alimenter les critiques dirigées contre les banques de la Réserve Fédérale durant ces années-là, en particulier celles en relation avec la détresse agricole. En 1921, le Congrès [des États-Unis] créa la Commission d'Enquête Mixte Agricole, dont l'objectif était d'expliquer les raisons de cette crise."

Chapitre X - Les Créateurs de Monnaie

1. N. du T. : Leslie M. Shaw (1848-1932) fut Secrétaire au Trésor des États-Unis de 1902 à 1907. Il avait fondé la banque Denison, puis était devenu gouverneur de l'Iowa en 1897.
2. N. du T. : Walter Evans Edge (1873-1956) était Sénateur républicain du New Jersey de 1919 à 1929. Il fut également gouverneur du New Jersey, d'abord de 1917 à 1919, puis à nouveau de 1944 à 1947. Il avait été nommé par Herbert Hoover au poste d'ambassadeur auprès de la France, poste qu'il a occupé de 1929 à 1933.
3. N. du T. : Comment une banque peut-elle créer de l'argent à partir d'un crédit qui lui est octroyé ou à partir des sommes qu'elle a en caisse ? Explication : En octroyant des crédits et en récoltant des dépôts à vue, les banques participent au processus de création de monnaie : elles créent la monnaie scripturale (qui s'effectue par un simple jeu d'écriture). C'est donc en accordant des crédits que les banques créent de la monnaie. Premier processus : La banque centrale prête aux banques commerciales, en fonction notamment de la demande de billets, et celles-ci prêtent à leur clientèle. Cette clientèle re-dépose en banque une partie de l'argent emprunté, dépôts qui peuvent être utilisés pour de nouveaux crédits. Cet effet multiplicateur est à la base de la création de monnaie par les banques. Le rapport entre la masse monétaire finale et la masse monétaire initiale est appelé multiplicateur monétaire. Deuxième processus : Lors- que les banques reçoivent des dépôts de leurs clients, elles doivent toutefois être en mesure de faire face à leurs demandes de retraits. La loi des grands nombres leur permet de constater qu'une partie importante des dépôts reçus reste inutilisée. De ce fait, elles peuvent accorder des crédits, tout en conservant de quoi faire face aux retraits de leur clientèle. Ce qu'elles gardent à cette fin est appelé coef- ficient de réserve. Lorsque le coefficient de réserve est fixé à 100%, la banque ne peut pas créer de monnaie. Si le coefficient de ré- serve est fixé à 10%, la banque peut prêter 90% des fonds qu'elle a en caisse. Mais, étant donné que cet argent prêté retournera dans ses caisses ou celles d'une autre banque lorsque l'emprunteur aura effectué son achat pour lequel il a emprunté, 90% de cet argent récupéré pourra de nouveau être prêté à une autre personne. La série mathématique (qui serait trop longue à expliquer ici) montre que lorsque le coefficient de réserve est de 10%, l'argent créé par les prêts successifs est de 10 fois le crédit initial. Cette monnaie scriptu- rale ainsi créée augmente la liquidité du marché mais ne crée pas de richesse. Dans la zone euro, le coefficient de réserve fixé par la BCE, depuis le 11 février 2005, est de 0% sur les dépôts bloqués pendant au moins deux ans et de 6% sur les autres actifs.
4. N. du T. : Daddy Warbucks, littéralement «Papa Warfric».
5. N. du T. : Winthrop Williams Aldrich (1885-1974) était le fils de Nelson Aldrich, qui avait organisé la conférence de Jekyll Island. Sa sœur, Abby Aldrich épousa John D. Rockefeller Jr et un fils naquit de leur union, Nelson Rockefeller, qui deviendra par la suite vice- président des États-Unis. Pendant et après la Deuxième Guerre Mondiale, Winthrop Aldrich fut l'un des principaux dirigeants de l'orga- nisation d'aide humanitaire et financière pour l'Europe. Entre 1953 et 1957, il fut ambassadeur des États-Unis auprès de la

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

Grande- Bretagne, sous Dwight Eisenhower.

6. William Boyce Thompson (opérateur à Wall Street) fit ce commentaire à Clarence Barron, le 27 novembre 1920 : "Pourquoi cette Banque de la Réserve Fédérale devrait-elle avoir des lignes télégraphiques privées dans tout le pays et parler quotidiennement par câble avec la Banque d'Angleterre ?"
7. N. du T. : Clarence W. Barron (1955-1928), le journaliste financier le plus influent de son temps. Il acheta en 1903 la société de presse Dow Jones & Company, dont il resta le président jusqu'à sa mort, et était donc de facto le directeur du Wall Street Journal.
8. Paul Einzig, The Fight For Financial Supremacy, Macmillan, 1931.

Chapitre XI - Lord Montagu Norman

9. N. du T. : Benjamin Strong Jr épousa Katherine Converse le 7 avril 1907. Le père de celle-ci, Edmund Coggswell Converse, avait fondé le Bankers Trust en 1903, qu'il présida jusqu'en 1917. La famille Converse était doublement liée aux Morgan. En 1892, Edmund
10. C. Converse avait agit en tant qu'agent de Morgan dans la fusion des principales entreprises de tubes métalliques et d'aciéries des USA, qui donnera US Steel en 1901. D'autre part, une cousine de Katherine épousa Junius S. Morgan Jr (sources : New York Times et
11. Biographical Dictionary of American Business Leaders).
12. Carroll Quigley, Tragedy and Hope, Macmillan, New York, p. 326.
13. N. du T. : George Warde Norman, gouverneur de la Banque d'Angleterre de 1821 à 1872 et Sir Mark Wilks Collet, 1er Baron de St- Clere, gouverneur de 1888 à 1889. Ce dernier avait ouvert la branche londonienne de Brown Shipley & Co.
14. Lorsque des personnes de cette classe sont accablées par des sentiments de culpabilité, alors qu'ils fomentent des guerres mon-
15. diales et des crises économiques, sources de misère, de souffrances et de mort pour des millions de personnes dans le monde, elles sont parfois rongées par les remords. Bien sûr, ces scrupules sont raillés par leurs pairs comme une preuve de «manque de contrôle de soi». Après un temps passé auprès de leurs psychiatres, ils retournent à leur travail avec un enthousiasme renouvelé, débarrassés des problèmes de conscience ou de pitié pour «le petit peuple» qui sera leur victime.
16. Brian Johnson, The Politics of Money, McGraw Hill, New York, 1970, p. 63.

Chapitre XII - La Grande Dépression

17. Clarence W. Barron, They Told Barron, Harpers, New York, 1930, p. 353.
18. N. du T. : Le Financial Chronicle du 9 mars 1929 avait repris cette citation de Paul Warburg.
19. N. du T. : Il s'est passé exactement la même chose avec la bulle internet de la fin des années 90, lorsque le Board de la FED était présidé par Alan Greenspan.
20. N. du T. : RESERVE COUNCIL CONFERS IN HASTE ; Atmosphère of Mystery Is Thrown About Its Meeting in Washington (édition spéciale du New York Times, samedi 20 avril 1929).
21. Col. Curtis B. Dali, F.D.R., My Exploited Father-in-Law, Liberty Lobby, Washington-DC, 1970.
22. N. du T. : John Kenneth Galbraith écrivait en 1955, dans The Great Crash : 1929 : "Dans la semaine environ qui a suivi le Jeudi Noir [24 octobre 1929], les tabloïds londoniens racontaient avec ravissement les scènes qui se déroulaient dans le centre-ville de New York. Les spéculateurs se jetaient par les fenêtres ; les passants avançaient avec précaution entre les cadavres des financiers. Le correspondant américain de l'Economist

écrivit un article indigné pour son journal, protestant contre cette description d'un carnage imaginaire. Aux États-Unis, la vague de suicide qui suivit l'effondrement de la bourse fait aussi partie de la légende de 1929. En fait, il n'y en a pas eu." Pourtant, les statistiques du gouvernement américain montrent une augmentation de 54% des suicides entre 1929 et 1933 (23.000 en 1929). Certes, de nombreuses personnes avaient également perdu leur emploi, ceci expliquant peut-être cela. Le chômage avait touché jusqu'à quinze millions de personnes, soit un taux de 27% de la population active. Toutefois, le New York Times publia plusieurs articles relatant divers suicides (ou morts suspectes) liés au krach boursier :

23. 25 octobre 1929 : Il plonge du 16è étage du Savoy Plaza. La chute d'un chimiste allemand mise sur le compte de vertiges.
24. 26 octobre 1929 : Un avocat de l'Illinois meurt dans une chute de huit étages. Il aurait voulu prendre l'air et aurait perdu l'équilibre...
25. 27 octobre 1929 : Enquête sur la mort d'un financier danois...
26. 27 octobre 1929 : Met fin à ses jours alors que la bourse chute.
27. 30 octobre 1929 : Anthony Schneider, 60 ans, meurt dans une chute du 6è étage de son hôtel. La police certifie que la mort est acci- dentelle. Pourtant, les actions de sa société étaient passées de 113 à 4 dollars...
28. 30 octobre 1929 : Un commerçant de Providence meurt d'une crise cardiaque alors que la bourse s'effondre. Un homme de Kansas City se tire une balle dans la tête.
29. -13 novembre 1929 : Déprimé par des pertes de plus d'un million de dollars à la bourse, Robert M. Searle, président de la Rochester Gas and Electric Corporation, s'est suicidé aijourd'hui chez lui.
30. -13 novembre 1929 : Il met fin à ses jours après avoir perdu en bourse. -13 novembre 1929 : Un courtier de la Havane se suicide à la bourse.
31. 14 novembre 1929 : A cause des pertes subies lors du récent krach boursier, un courtier de Philadelphie s'est suicidé aujourd'hui.
32. -17 novembre 1929 : G.E. Cutler décède en faisant le grand saut à Wall Street ; gros perdant à la bourse, il saute de sa fenêtre du 7è étage. -18 novembre 1929 : Un perdant à la bourse se suicide par le feu.
33. 20 novembre 1929 : James J. Riordan, président et fondateur de la County Trust Company, qui s'est suicidé le 8 novembre en se tirant une balle dans la tête...
34. En conclusion, s'il y a certainement eu des exagérations quant aux défenestrations à la suite du Krach de 1929, il n'en demeure pas moins vrai que des suicides en assez grand nombre ont eu lieu à cause de pertes financières. En fait, ces rumeurs auraient été déclenchées à la suite du témoignage de Winston Churchill, qui se trouvait à New York et logeait au Savoy Plaza. Cela se passait le 25 octobre 1929 : "Sous ma propre fenêtre, un homme s'est jeté du haut de quinze étages et fut réduit en miettes, provoquant un énorme vacarme et l'arrivée des pompiers", avait-il écrit. Il a également été affirmé qu'à midi, le 24 octobre, le jour du «Jeudi Noir», 11 personnes s'étaient suicidées à la bourse de New York.
35. 31 octobre 1929 : Le suicide d'un commerçant mis sur le compte de pertes à la bourse. Le corps de Julius Umbach a été retrouvé dans l'Hudson.
36. 1 Les prêts de titres permettent notamment les « ventes à découvert ». Le mécanisme est le suivant : un fonds spéculatif (pudiquement appelé fonds d'investissement) souhaite faire baisser artificiellement une action en vendant des titres qu'il ne possède pas. Il « emprunte » alors des titres auprès de banques ou d'autres institutions financières, moyennent le versement d'un taux d'intérêt modique, et vend cette action à découvert. Le cours baisse artificiellement et les petits porteurs, pris de panique, se débarrassent à leur tour de leurs titres sur cette valeur, accentuant ainsi sa baisse. Le fonds spéculatif rachète son découvert à un prix inférieur et empoche la dif- férence, puis rend les titres à son

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

propriétaire. Une fois l'action spéculative artificielle à la baisse terminée, le titre peut faire l'objet d'achats massifs de la part des institutions financières et retrouver un cours « normal ». Dans l'opération, les petits porteurs - parfois aussi les gros - sont plumés...

37. On se souvient qu'Ivar Kreuger avait été, à l'occasion, l'invité personnel de son vieil ami, le Président Herbert Hoover, à la Maison Blanche. Hoover semble avoir maintenu une relation cordiale avec un grand nombre d'escrocs de premier plan du 20è siècle, dont l'associé de Hoover, Emile Francqui. L'administration judiciaire de la fraude de Kreuger à hauteur d'un milliard de dollars fut gérée par Samuel Untermyer, l'ancien conseiller aux auditions de la Commission Pujo.

38. N. du T. : Le 12 mars 1932, Ivar Kreuger est retrouvé mort dans son appartement à Paris. La police avait conclu qu'il s'était suicidé en se tirant une balle dans la tête. Sa mort précipita la chute de son empire, qui toucha durement ses entreprises et les investisseurs.

Chapitre XIII - Les Années 30

[1] N. du T. : Le United States Marshals Service (USMS) est une agence de police fédérale du département de la Justice des États-Unis. Ses membres sont communément appelés « marshals ». L'agence constitue le bras armé des cours de justice fédérales. Ses missions sont : la protection des tribunaux fédéraux, le transport des prisonniers fédéraux, la protection des témoins menacés lors d'une procé- dure fédérale, la gestion des actifs saisis provenant d'activités illégales, la recherche et l'arrestation des fugitifs fédéraux.

[2] N. du T. : Amadeo Peter Giannini (1870-1949), fils d'immigrés italiens originaires de Gênes, prêtait aux immigrés lorsque les autres banquiers refusaient de le faire. Il construisit un vaste empire bancaire dans l'Ouest des États-Unis qui alimenta la croissance de la Californie, en créant un système national d'agences bancaires pour servir les gens ordinaires. Il avait débuté dans le commerce de gros, mais avait finit par s'en lasser. Irrité par les pratiques caractéristiques des banques de son époque, qui ne prêtaient qu'aux riches, il fonda la Bank of Italy in San Francisco, en octobre 1904, une institution pour les « petits » - les immigrés qui travaillaient dur et que les autres banques ne voulaient pas servir. Il proposait à ceux qui étaient ignorés par les autres banques des comptes d'épargne et des prêts, les jugeant non pas sur les fonds dont ils disposaient mais sur leurs caractères. En l'espace d'un an, les dépôts dépassèrent 700.000 dollars (environ 15 millions de dollars de 2010).

Après le tremblement de terre de 1906 et les incendies qui suivirent, qui réduirent en cendres une grande partie de San Francisco, Giannini recréa la confiance. Il établit immédiatement une banque temporaire, collectant les dépôts, octroyant des prêts et proclamant que San Francisco renaîtrait de ses cendres. Son entreprise se basait sur l'ouverture et la confiance. Il se construisit une réputation en aidant la ville à se reconstruire. Ensuite, il étendit la Bank of Italy sur toute la Californie et rompit avec la tradition bancaire américaine de banques locales indépendantes, en fournissant des services bancaires égalitaires aux « petits » des communautés d'immigrés you- goslaves, russes, mexicaines, portugaises, chinoises, grecques et autres. Dès le milieu des années vingt, il possédait la troisième plus grosse banque des États-Unis.

Cela souleva la forte opposition des autres banquiers de Californie qui lui mirent des bâtons dans les roues mais ne le stoppèrent pas. En 1921, le Federal Reserve Board décréta qu'aucune banque membre du Système de la Réserve Fédérale ne pouvait ouvrir de nouvelles branches. Giannini contourna l'ordonnance fédérale en achetant la Bank of America de Los Angeles qui avait 21 branches. La réserve fédérale desserra rapidement ses restrictions et des branches à la fois de Bank of America et de la Bank of Italy ouvrirent des branches dans tout l'État de Californie.

Giannini avait construit la popularité de sa banque en mettant l'accent sur les services bancaires tant pour le plus grand nombre que pour la minorité aisée. L'une de ses premières innovations fut l'introduction de prêts immobiliers remboursables par mensualités pour permettre au plus grand nombre d'accéder à la propriété. En 1928, Giannini plaça ses banques dans une société de holding géante qu'il appela Transamerica Corporation, reflétant sa nouvelle ambition. En 1930, il forma la Bank of America, qui finira par devenir la plus

grande banque des États-Unis. Giannini ne fut jamais un gros actionnaire de l'institution qu'il avait créée parce que, disait-il, il ne voulait pas s'éloigner des préoccupations de ses clients.

[3] N. du T. : La Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement, aujourd'hui, la Banque Mondiale, dont Eugène Meyer Jr fut le premier président, nommé en 1946 par Harry Truman.

[4] N. du T. : En 1932, McFadden avait été tranquillement réélu, puisqu'il s'était présenté aux élections sans opposition. En 1934, il fut battu de 561 voix par le candidat démocrate.

[5] La Villa Trianon se trouve à Versailles. Hôtel particulier datant de Napoléon III, elle a été transformée en chambres d'hôtes.

[6] N. du T. : La Commission des Opérations de Bourse américaine, le gendarme de la bourse aux États-Unis - la SEC, l'équivalent de l'AMF en France, l'Autorité des Marchés Financiers.

[7] N. du T. : En effet, avec un coefficient de réserve de 10%, 300 millions permettent de créer 3 milliards d'argent scriptural, avec un coefficient de 8%, 300 millions permettent de créer 4 milliards d'argent «virtuel», c'est-à-dire, 4 milliards de crédit.

[8] N. du T. : Roosevelt a été élu à quatre reprises consécutives à la Maison Blanche. S'il n'a fait que les trois premiers mois de son qua- trième mandat (il est décédé en avril 1945), son administration aura duré de 1933 à 1945, soit douze années et un trimestre.

[9] Peter L. Bernstein, A Primer On Money, Banking and Gold, Vintage Books, New York, 1965, p. 104.

[10] N. du T. : La loi du Prêt-Bail fut votée par le Congrès américain en mars 1941, à l'instigation du président américain Roosevelt, afin d'aider matériellement le Royaume-Uni (et secondairement l'URSS) pendant la Seconde Guerre mondiale. De 1941 à 1945, les aides américaines se sont élevées à 44 milliards de dollars et ont permis la livraison d'armes, de matières premières, de denrées alimen- taires, de carburant...

Chapitre XIV - Exposé Parlementaire

[1] Paul Volcker a quitté la présidence de la FED en 1987. Alan Greenspan lui a succédé et, depuis le 1er février 2006, c'est Ben S. Ber- nanke qui occupe cette fonction.

[2] N. du T. : Le parcours universitaire de Paul Volcker a été des plus classiques : Princeton, Harvard, London School of Economies. Dès 1952, il entre à la Banque de Réserve Fédérale de New York en tant qu'économiste. En 1957, il quitte la Banque de Réserve Fédérale de New York pour le même poste à la Chase Manhattan Bank, puis en 1962, il rejoint le Département du Trésor comme directeur des analyses financières et, en 1963, il est nommé Sous-Secrétaire au Trésor en charge des affaires monétaires. Puis il retourne à la Chase Manhattan au poste de vice-président et directeur de la planification. De 1969 à 1974, il est de nouveau Sous-Secrétaire au Trésor, cette fois-ci en charge des affaires monétaires internationales, où il jouera un rôle important dans les décisions qui entoureront la sortie du dollar de l'étalon-or (1971) et qui auront pour résultat l'effondrement du système de Bretton Woods. Après son départ du Trésor, en 1975, il est nommé président de la Banque de Réserve Fédérale de New York, où il restera jusqu'en 1979, lorsque Jimmy Carter le nommera à la tête du Board de la FED, qu'il quittera en 1987, après avoir réussi à juguler l'inflation, mais en jetant dans la misère un nombre record de chômeurs. Ensuite, il a rejoint la banque J. Rothschild, Wolfensohn Company, tout en siégeant également au conseil d'administration du Rockefeller Group. Il a été l'un des membres fondateur de la Commission Trilatérale avec John D. Roc- kefeller Jr. Aujourd'hui, il conseille le Président Barack Obama.

[3] N. du T. : Le Colonel E.C. Harwood fonda l'Institut américain de la recherche économique (AIER).

[4] N. du T. : William Edward Simon (1927-2000) avait été nommé Secrétaire au Trésor en 1974 par Nixon, poste où il fut reconduit par Gerald Ford. Il était un fervent défenseur du capitalisme du «laissez faire». Il a écrit : "Il n'y a qu'un seul système social qui reflète la souveraineté de l'individu : le système de libre-échange ou système capitaliste." Il a également siégé aux conseils d'administration de Halliburton, Citibank et Xerox.

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

[5] N. du T. : Martin A. Larson (1897-1994), libre penseur et écrivain.

[6] N. du T. : Au 30 juin 2008, Citigroup était toujours classée en numéro 1. Ses actifs étaient de 2.100,5 milliards de dollars. 1er action- naire : Abu-Dhabi Investment Authority : 4,9%.

[7] N. du T. : Chase Manhattan Bank et J.P. Morgan & Co. ont fusionné en janvier 2001. Le nom du nouveau holding financier est J.P. Morgan Chase & Co. Il a racheté Bear Stearns le 18 mars 2008 et ses actifs étaient de 1.800 milliards de dollars au 30 juin 2008. A cette date, ce holding était classé au troisième rang mondial.

[8] N. du T. : Manufacturers Hanover Corporation a fusionné en 1991 avec Chemical Banking Corporation, laquelle a fusionné avec Chase Manliattan Bank en 1995, et cette dernière avec J.P. Morgan & Co.

[9] N. du T. : First Chicago Corporation a fusionné avec NBD Bancorp, pour devenir First Chicago NBD. Cette dernière a fusionné en

[10] 1998 avec Banc One of Ohio, pour devenir Bank One, qui a elle-même été rachetée par J.P. Morgan Chase & Co. en 2004.

[11] N. du T. : Return On Equity, retour des investissements sur fonds propres. Il se calcule en divisant le résultat net par les fonds propres de l'entreprise.

[12] N. du T. : La masse monétaire est divisée en « agrégats », appelés MO, Ml, M2, M3 et M4, qui permettent de mesurer et d'éclairer les autorités monétaires sur les capacités de dépense des agents économiques et, le cas échéant, de fixer des règles spécifiques afin de réguler la masse monétaire. Le premier agrégat «Ml» englobe la monnaie qui peut être utilisée en tout temps, soit le numéraire en circulation (les pièces et les billets de banque - la monnaie fiduciaire) et les dépôts à vue (les avoirs sur les comptes-courants ou d'épargne qui peuvent immédiatement et sans limitation être transférés sur un autre compte ou convertis en numéraire.) Le deuxième agrégat «M2» englobe Ml auquel il ajoute deux catégories de dépôts qui sont considérées comme assez proches de la monnaie par les acteurs économiques, à savoir les dépôts à terme (dépôts dont les fonds ne peuvent être débloqués avant une échéance fixée à l'avance) d'une durée inférieure à deux ans et les dépôts remboursables avec préavis d'une durée inférieure ou égale à trois ans. Le troisième agrégat «M3» englobe M2, auquel il ajoute trois catégories qui sont retenues en raison de leur degré élevé de liquidité et de leur garantie de prix, à savoir les pensions, les titres OPCVM (Organisme de Placement Collectif en Valeurs Mobilières) monétaires et instruments du marché monétaire, les titres de créance d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans. Le quatrième agrégat «M4» englobe M2, auquel il ajoute certains titres du marché monétaire (billets de trésorerie et bons du Trésor). Enfin, il existe un agrégat par- ticulier, «MO», presque jamais cité, qui représente la monnaie crée par la banque centrale, à savoir la monnaie en circulation et les avoirs en compte de virement, c'est-à-dire, les avoirs que les banques commerciales détiennent sur leurs comptes de virement à la Banque centrale (réserves obligatoires et titres facilement réalisables). Ces avoirs constituent une partie essentielle des liquidités au sein du système bancaire, liquidités qui sont négociées sur le marché monétaire. La Banque centrale influe sur le volume des avoirs en comptes de virement en modifiant le taux d'intérêt de ses crédits aux banques commerciales.

[13] N. du T. : Il est nécessaire de rappeler que la Banque d'Angleterre était une institution privée jusqu'à sa nationalisation en octobre 1945 et que la Banque de France, crée par Jacob Rothschild sous Napoléon 1er, a été nationalisée par le Général de Gaulle le 2 décembre 1945. Par conséquent, ce qui est vrai pour les États-Unis, l'était pour la Grande-Bretagne et la France jusqu'au lendemain de la 2è Guerre Mondiale. En Allemagne, la situation était légèrement différente en raison de l'éclatement du territoire. La Reichsbank fut fondée par le Reich le 1er janvier 1876, mettant fin aux 31 banques centrales (Notenbanken) qui émettaient leur propre monnaie. Tou- tefois, jusqu'en 1914, quatre Notenbanken continuèrent d'exister. En 1945, la Reichsbank fut supprimée et remplacée par la Bank deutscher Länder. Ce n'est qu'en 1957 que la Bundesbank fut créée.

[14] Cinq des soixante-dix tableaux de l'étude, qui montrent tous les liens qui unissent les personnages prééminents et puissants qui con- trôlent la FED, ont été sélectionnés pour

illustrer ces liens entre les cadres et les directeurs des douze banques de la Réserve Fédérale en 1976 et les sociétés décrites dans cet ouvrage, ils peuvent être consultés sur internet à l'adresse : www.scriptoblog.com/fed.

[15] "Les trois directeurs de Classe C sont nommés par le Conseil des Gouverneurs comme représentant l'intérêt du public dans son en- semble." Page 34, Etude Parlementaire, 1976.

ADDENDA

[1] N. du T. : Bénéfices qui ne peuvent être distribués à la suite du rachat d'actions privilégiées dans certaines circonstances. Synonyme : excédent de capital.

[2] N. du T. : European American Bank (EAB) est née de deux courants bancaires importants, l'un européen, en 1921, et l'autre améri- cain, en 1974. Le 31 décembre 1984, après avoir appartenu pendant soixante ans à des banques différentes, European -American Banking Corporation a fusionné dans European -American Bank & Trust Company pour former l'European American Bank. En 1991, la banque néerlandaise ABN AMRO en est devenue l'unique actionnaire et EAB est devenue non seulement une partie du réseau nord américain d'ABN AMRO, mais une fois encore une partie d'un réseau international. Dix ans plus tard, en 2001, Citigroup Inc. a acquis EAB des Néerlandais.

[3] N. du T. : Qu'en est-il aujourd'hui, en 2008 ? Les banques commerciales nationales opérant dans un district de la Réserve Fédérale sont tenues d'acheter des actions de leur banque de district de la réserve fédérale, à hauteur de 6% de leur capital et surplus de capital. Les banques régionales peuvent choisir d'être membres ou non-membres de la FED. Ceci explique la variation du capital de cha- cune des banques de district de la FED. Ces actions ne sont pas cessibles et ne confèrent pas les mêmes droits et privilèges que les actions classiques. Les banques membres touchent un dividende de 6%. Le reste des profits de la FED est versé au Trésor des États- Unis. En 2007, la FED a versé 27 milliards de dollars au Trésor américain. Chaque banque membre dispose d'une voix identique pour élire les directeurs du conseil d'administration de leur banque de district. Les sept gouverneurs de la FED sont nommés par le prési- dent des États-Unis :

- Ben Shalom Bernanke, président du Board des Gouverneurs. Il a été vivement critiqué pour son implication dans la reprise de Bear Stearn par J.P. Morgan Chase & Co., en particulier pour avoir donné la garantie de la FED à hauteur de 30 milliards de dollars, dans un ensemble de mesures complexes d'accords de titrisation de la dette.
- Donald L. Kohn, vice-président du Board. - Frédéric Stanley Mishkin.
- Kevin Maxwell Warsh. Il a travaillé pour Morgan Stanley, dont il était devenu le vice-président et directeur exécutif du département fu- sions-acquisitions.
- Randall S. Kroszner.
- Elisabeth A. Duke.
- Un septième poste est vacant à ce jour.

APPENDICE

[1] N. du T. : Le titre de Lord Swaythling a été créé en 1907 pour l'éminent banquier Samuel Montagu. Ce titre est porté par ses descen- dants ; cette citation est donc de Louis Samuel Montagu, 2è Baron de Swaythling (1869-1927). Il se distinguera notamment en co- fondant, en 1917, avec Lionel de Rothschild, la League of British Jews, une association anglojuive anti-sioniste. La Ligue cessera d'exister en 1929.

[2] N. du T. : Les Consols, raccourci pour consolidated annuities (rentes perpétuelles consolidées), sont une forme d'obligations d'État en Grande-Bretagne.

[3] N. du T. : Extrait de la loi de nationalisation de la Banque d'Angleterre - Bank of England Act 1946 (les éléments entre crochet sont des ajouts du traducteur) :
Transfert des actions de la Banque [d'Angleterre]
au Trésor [britannique]
(1) Le jour fixé [31
mars 1946] -

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

(a) l'ensemble des actions existantes constituant le capital de la Banque (ci-après désigné "Bank Stock") devra, en vertu de cette sec- tion, être transféré, libre de tous fidéicommis, dettes et nantissements, à la personne que le Trésor sera habilité à désigner par ordon-
nance, pour être détenu par cette personne pour le compte du Trésor. [En vertu de l'Ordonnance de la Banque d'Angleterre (Transfert
des Actions) de 1946 (S.R. & O. 1946 No. 238), la personne désignée était le Chargé d'Affaires du Trésor de Sa Majesté (Treasury So- liciter)]
(b) le Trésor émettra, au bénéfice de [chaque] personne enregistrée dans les livres de la Banque, immédiatement avant le jour fixé, une quantité équivalente de titres créés par le Trésor dans ce but (ci-après désignés "Government stock").
(2) Les titres du Gouvernement [Governement stock] porteront intérêt au taux de trois pour cent par an ; et le montant équivalent de titres du Gouvernement devra, en relation avec toute personne [bénéficiaire], être tel que cette somme payable annuellement au
moyen des intérêts sus mentionnés soit égale au dividende moyen brut annuel déclaré au cours d'une période de vingt années précé- dent immédiatement le 31 mars 1945 sur le nombre d'actions de la Banque dont cette personne était le détenteur enregistré immédia-
tement avant le jour fixé. [Celui-ci avait été en moyenne de 12% durant les vingt
années précédent la nationalisation]
(3) Les titres du gouvernement pourront être convertis en espèce à parité par le Trésor, le 5 avril 1966 ou après, sous réserve d'un préavis de trois mois minimum, publié dans la London Gazette, de leur intention de le faire.
(4) Après le jour fixé, aucun dividende sur les actions de la Banque ne devra être déclaré, mais en lieu et place de tels dividendes, la
Banque devra payer au Trésor, tous les 5 avril et 5 octobre, [une somme égale à 25% des bénéfices nets de la Banque de l'année fi- nancière précédente ou tout autre somme pour lesquelles le Trésor et la Banque pourraient se mettre d'accord.] (Cette partie entre crochets a été ajoutée par la section 8 (1) du Bank of England Act 1998.)
Richard Greaves nous éclaire sur la signification de cet article. Il écrivait dans Prosperity, en janvier 2005 : "Pourtant, l'État a acquis toutes les actions de la Banque d'Angleterre - elles appartiennent toutes au Trésor et sont détenues dans une propriété fiduciaire par le
Treasury Solicitor [le Chargé d'Affaires du Trésor de Sa Majesté]. Cependant, le gouvernement [britannique] ne disposait pas de l'ar-
gent pour payer ces actions, alors, au lieu de recevoir de l'argent en échange de leurs actions, les actionnaires [de la Banque d'Angle- terre] se virent remettrent des titres du gouvernement [government stocks]. Bien que l'État perçût désormais les profits opérationnels de la banque [d'Angleterre], ceux-ci étaient compensés par le fait que le gouvernement devait désormais payer des intérêts sur les nouveaux titres qu'il avait émis pour payer les actions [de la Banque d'Angleterre]."
En fait, les government stocks sont des obligations d'État. Pour pouvoir recevoir ces 12% d'intérêts, les anciens actionnaires de la Banque d'Angleterre se virent remettre des bons du Trésor britannique pour un facial de quatre fois le montant total des actions qu'ils détenaient précédemment.

[4] Sir Gordon Richardson a été gouverneur de la Banque d'Angleterre de 1973 à 1983. Robin Leigh-Pemberton lui a succédé jusqu'en 1993, puis Sir Edward George, jusqu'en 2003. Le gouverneur actuel de la Banque d'Angleterre est M. Mervyn Allister King. Il a été nommé à ce poste en 2003 pour un mandat de dix ans, après avoir été membre de la Cour de la Banque d'Angleterre (1er mars 1990), directeur exécutif (1er mars 1991) et gouverneur-adjoint (1er juin 1998).

[5] Edmund Leopold de Rothschild, fils de Lionel Nathan de Rothschild.

[6] N. du T. : Toby Austin Richard William Low, 1 er Baron Aldington (1914-2000). "Dès que Churchill retourna au pouvoir en 1951, [Toby] Low devint de secrétaire parlementaire du Ministère des Approvisionnements, puis ministre d'État au Conseil du Commerce et conseiller privé royal en 1954. Anobli en 1957, il fut nommé président du comité d'experts sur l'industrie nationalisée. Deux ans plus tard, il devint président adjoint du parti conservateur. En 1962, il reçut le titre de Lord Aldington et était désormais libre de lancer sa carrière d'entrepreneur sans

entraves. Pratiquement dans une opération en solo, Aldington relia ensemble tous les éléments de l'establishment, politiques et économiques. En 1964, il devint président de Grinflay's Bank et de GEC. En 1971, il rejoignit le comité consultatif général de la BBC et devint le président de Sun -Alliance et de l'autorité portuaire de Londres. En 1972, il devint coprésident, avec Jack Jones, de la Commission spéciale mixte sur les industries portuaires, réduisant massivement le surplus de personnel. Il devint président de Westland en 1977." (The Guardian, 9 décembre 2008). Lord Aldington fut également au cœur d'un procès retentissant qu'il gagna, dans lequel il était accusé de crimes de guerre.

[7] N. du T. : "Pour expliquer la genèse de la dette du Tiers Monde, il faut remonter à l'origine de la globalisation financière : les eurodollars. Au cours des années 50, ces eurodollars, c'est-à-dire les dollars investis hors des États-Unis, sont utilisés en monnaie palpable (dollars papiers) par les firmes américaines qui investissant surtout dans l'Europe de l'après-guerre. Progressivement, ces eurodollars sont utilisés par les banques non-américaines. Ils sont négociés à des taux légèrement inférieurs aux taux du marché et cette aubaine a le don d'attirer les banques internationales qui les négocient progressivement en monnaie impalpable (dollars scripturaux). Les eurodollars se multiplient alors mécaniquement par le jeu de prêts en chaîne entre banques du Nord (Société Générale, Crédit Lyonnais, Bank of America, etc.). Ce mécanisme est au départ développé dans le plus grand secret. Personne ne s'émeut de cette multiplication de dollars apatrides. Au milieu des années 60 débute le développement des euro-obligations, c'est-à-dire des prêts oc- troyés par les banques en eurodollars, le tout en dehors de tout contrôle étatique. Débute alors le développement d'un marché paral- lèle international libre de toute règle. Les eurodollars croissent alors de manière exponentielle et le phénomène débouche sur la « sur- liquidité » des banques. Ayant accumulé les dépôts en eurodollars sans trouver suffisamment d'emprunteurs, les banques du Nord vont alors prêter leurs surplus à des taux d'intérêt réels faibles, voire négatifs, aux pays du Tiers Monde.Dans la seconde moitié des années 70, les deux chocs pétroliers entraînent le développement des pétrodollars (les dollars issus du pétrole), venant s'ajouter aux eurodollars dans les caisses de banques de plus en plus «sur-liquides». Alors que la crise au Nord se généralise et que les débouchés se contractent dangereusement, le recyclage des eurodollars et des pétrodollars des banques du Nord vers le Tiers Monde prend des proportions démesurées. Entre 1970 et 1980, le montant de la dette du Tiers Monde contractée auprès des banques internationales est multiplié par 33, alors que la dette contractée auprès des États et des institutions financières multilatérales (souvent pour financer les «éléphants blancs» et autres projets «clés en main» inadaptés aux besoins locaux et écologi- quement destructeurs) n'est multipliée que par 5. En 1979, les États-Unis décident unilatéralement d'augmenter de manière drastique leurs taux d'intérêt. Or, les taux des prêts octroyés au Tiers Monde par les banques « sur-liquides » étaient variables et directement déterminés par les taux américains. L'augmentation des taux américains a ainsi abouti à une explosion mécanique des remboursements de la dette du Tiers Monde et à la crise d'insolvabilité des années 80." (source : CADTM - Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde).

[8] N.D.T. : En réalité, il y a bien une forme de ratio de réserve en Angleterre, c'est le ratio Cooke. Du nom de Peter Cooke, ancien gouverneur de la Banque d'Angleterre, le ratio Cooke est un outil de solvabilité des banques. Ainsi, chaque banque se doit de fixer ses fonds propres à au moins 8% de ses engagements financiers. Ce taux minimum de 8% se calcule en divisant les fonds propres de l'établissement de crédit par l'ensemble des engagements. Toutefois ce calcul est soumis à plusieurs difficultés, notamment, la difficulté de définir les fonds propres et la nature des engagements, (source : edubourse.com) Le ratio Cooke a été remplacé par le ratio McDonough qui y a apporté quelques aménagements sans en changer la lettre.

[9] N. du T. : Le National Security Council est la principale structure de la Maison Blanche, utilisée par le Président, pour examiner les questions de sécurité nationale et des affaires étrangères et y apporter des réponses.

[10] N. du T. : Sidney Gottlieb (1918-1999). Voici ce qu'écrivait le magazine CounterPunch, en 1999 : "En fait, avec la mort de Gottlieb, l'Amérique a perdu son principal empoisonneur. Pendant de nombreuses années, plus particulièrement dans les années 50 et 60, Gottlieb présidait la division des services techniques de la CIA et a supervisé la préparation de poisons mortels, l'expérimentation dans le contrôle mental et l'administration de LSD et autres drogues

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

psychotropes à des sujets non volontaires."

Bibliographie.

[1] Le Glass-Steagall Act est le nom sous lequel est généralement connu le Banking Act de 1933 aux États-Unis. Il instaurait une incom- patibilité entre les métiers de banque de dépôt et de banque d'investissement ; il créait le système fédéral d'assurance des dépôts bancaires ; et il introduisait le plafonnement des taux d'intérêt sur les dépôts bancaires. Il doit son nom au sénateur démocrate de Vir- ginie, Carter Glass, ancien secrétaire au Trésor, et à un représentant démocrate de l'Alabama, Henry B. Steagall, président de la commission bancaire et monétaire de la chambre des représentants. Battu en brèche depuis le milieu des années 1970 et largement contourné par l'ensemble de la profession bancaire, cette loi a finalement été abrogée le 12 novembre 1999 par le Financial Services Modernization Act, juste à temps pour permettre la fusion constitutive de Citigroup.

[2] Biographie extraite de Planning the Great Metropolis, par David A Johnson (1996).

[3] The Life of John D. Rockefeller Sr., Ron Chernow, Random House, 774 pages.

[4] Le fiduciaire est la personne chargée de restituer un bien acquis par fiducie, soit à un tiers bénéficiaire d'une libéralité, soit au dispo- sant sois au fiduciant. Une fiducie ou société fiduciaire est une société basée sur la confiance qui effectue des opérations financières, comptables, fiscales, etc., pour le compte de personnes morales ou physiques. En anglais : trust.

[5] Le Sherman Anti-Trust Act du 2 juillet 1890 est la première tentative du gouvernement américain de limiter les comportements anti- concurrentiels des entreprises.

[6] Frederick Taylor Gates (1853-1929), pasteur baptiste et éducateur, convaincra John D. Rockefeller de choisir Chicago pour fonder une grande université baptiste. Animé par des idées progressistes, il plaçait la science au même niveau que la religion, voire devant elle, Rockefeller dira de lui qu'il était le meilleur entrepreneur qu'il avait jamais rencontré.

[7] William Lyon Mackenzie King (1874-1950). Trois fois Premier ministre du Canada (1921-1926,1926-1930 et 1935-1948). Personnage haut en couleur (il prétendait s'adresser directement à Léonard de Vinci et à Louis Pasteur), il a vu en Hitler le «sauveur de l'humanité». Voici l'une de ses citations célèbres, tirée de son journal personnel : «Hitler et Mussolini, quoique dictateurs, se sont vraiment efforcés de procurer aux masses [divers bienfaits] et, ainsi, de s'assurer leur appui. [...] La manière dictatoriale était peut-être nécessaire afin de retirer ces bienfaits aux privilégiés qui les monopolisaient jusque-là. [...] On pourrait finir par voir en lui [Hitler] l'un des sauveurs du monde».

[8] William S. Paley a suivit les techniques de lavage de cerveau de masse à l'Institut Tavistock de Londres et deviendra par la suite le PDG de CBS.

[9] Charles Douglas Jackson : Entré à Time-Life en 1931, il y fut nommé vice-président en 1940. La même année, il est nommé Prési- dent du Conseil pour la Démocratie, où il participa à l'organisation qui prépara psychologiquement le peuple américain à entrer en guerre. Ensuite, c'est sur le théâtre des opérations, qu'il mènera des activités de guerre psychologique avec William Paley. Représen- tant le bureau de l'information de guerre (OWI) ; directeur adjoint de la division de la guerre psychologique (PWB) ; assistant spécial de l'ambassadeur des États-Unis en Turquie (1942-43) ; puis, en 1943, il dirigea la propagande de l'OWI depuis le quartier-général des forces alliées qui se trouvait à Alger et il retourna à Londres afin de monter les populations européennes contre les Allemands. Il fut le président du Comité «Europe Libre» [Free Europe Committee - qui dirigeait Radio Free Europe] en 1951- 52 ; il rédigea les discours de Dwight D. Eisenhower durant sa campagne présidentielle de 1952, puis devint l'assistant spécial du Président Dwight Eisenhower, entre février 1953 et mars 1954. Son "champ de responsabilité était vaguement défini ainsi : affaires internationales, planification de la guerre froide et guerre psychologique. Sa fonction principale était de coordonner des activités destinées à interpréter les situations mondiales au meilleur avantage des États-Unis et de leurs alliés, et d'exploiter les incidents qui donnaient une image négative de l'Union Soviétique, de la Chine communiste et des

autres ennemis de la Guerre Froide." (Dossiers de la Bibliothèque Eisenhower, Abi- lene, Kansas). Ensuite, il fut délégué des États-Unis à la 9è Assemblée Générale des Nations-Unies, en 1954. Durant la Crise du Liban de 1958, il conseilla le Président Eisenhower et rédigea à nouveau ses discours.

[10] Interview de David Rockefeller. (L'Express, 30 mars 2006)

[11] Le gendarme de la bourse de New York, l'équivalent de l'AMF en France.

[12] Cette biographie reprend de larges extraits de The British Empires Fascism Stalks America, article rédigé par John Hoefle et publié le 20 mars 2009 dans le magazine Executive Intelligence Review.

[13] Le Plan Dawes était éponyme de son chef, le banquier de Chicago Charles G. Dawes, mais c'était surtout une opération de J.P. Mor- gan. Selon ce plan, trois banques américaines - Dillon, Read, Harris, Forbes & Co. et National City - conduisaient un consortium qui émettait près des trois-quarts des prêts aux sociétés allemandes. Dillon, Read était le principal prêteur à United Steel Works de Fritz Thyssen, tandis que National City accordait de très gros prêts à I. G. Farben et à A.E.G., la filiale allemande de la General Electric de Morgan.

[14] Le mouvement eugéniste, engendré par les Britanniques, servit de base à la politique horrible de "sciences raciales" de Hitler. Parmi les financiers de l'eugénisme se trouvait W. Averell Harriman, le banquier de la société secrète «Skulls and Bones» qui joua un rôle majeur dans l'émergence de la famille Bush en tant que dynastie-désastre politique.

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

4è DE COUVERTURE

La plupart des gens, aux États-Unis, en Europe et dans le reste du monde, pensent que les dollars en circulation sont créés par le gouvernement américain. Que le nom de «Réserve Fédérale», mentionné sur chaque billet, désigne une administration gouvernementale. Or, il n'en est rien : la «Réserve Fédérale» est une institution privée, possédée par des banques commerciales.

Ce livre, traduit pour la première fois en français, a représenté quarante années de travail pour son auteur. C'est pro- bablement un des ouvrages les plus importants du XXe siècle. C'est le seul livre brûlé en autodafé, par décision de justice, en Europe après 1945. C'est une enquête minutieuse, servie par l'honnêteté et la compétence. C'est, aussi et surtout, une révélation sur la manière dont fonctionne réellement le monde, depuis un siècle.

Dans ce livre vous apprendrez, entre autres choses, que : Le système de la Réserve Fédérale n'est pas fédéral. En outre, il ne possède pas les moindres réserves. C'est un syndicat d'émission monétaire, dont les membres se sont octroyé le privilège exorbitant de fabriquer l'argent que vous gagnez durement. Sans ce système, il est très probable que les deux guerres mondiales n'auraient pu être ni déclenchées, ni financées.

Et surtout, vous apprendrez, que, pour citer Henri Ford, un grand capitaine d'industrie et un VRAI américain :
«L'unique objectif de ces financiers est le contrôle du monde par la création de dettes inextinguibles». Des mots qui, a l'heure actuelle, prennent une actualité brûlante...

TABLE DES MATIÈRES

Préface de Michel Drac	08
Avant-propos de l'auteur	16
Introduction	24
Chapitre I - Jekyll Island	27
Chapitre II - Le Plan Aldrich	40
Chapitre III - The Federal Reserve Act	49
Chapitre IV - Le Comité Consultatif Fédéral	83
Chapitre V - La Maison de Rothschild	91
Chapitre VI - La Connexion Londonienne	114
Chapitre VII - La Connexion Hitlérienne	123
Chapitre VIII - La Première Guerre Mondiale	141
Chapitre IX - La Crise Agricole	170
Chapitre X - Les Créateurs de Monnaie	178
Chapitre XI - Lord Montagu Norman	196
Chapitre XII - La Grande Dépression	214
Chapitre XIII - Les Années 30	226
Chapitre XIV - Exposé Parlementaire	256
Addenda	268
Appendice	270
Biographies	278
Bibliographie	383

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert